Université Paris Descartes

École doctorale Sciences Humaines et Sociales

Cerlis

La révolte des individus

La nouvelle éthique contestataire des mouvements sociaux au Chili (2006-2012)

Par Pablo Madriaza

Thèse de doctorat de sociologie

Dirigée par Danilo Martuccelli

Présentée et soutenue publiquement le 24 novembre 2017

Devant un jury composé de :

Dubet, François, Professeur des universités émérite de sociologie à l'université de Bordeaux, rapporteur ;
Rebughini, Paola, Professeur du département de sciences sociales et politiques à l'université de Milan, rapporteur ;
Barozet, Emanuelle, Professeur de sociologie à l'université du Chili, examinateur ;
Goirand, Camille, Professeur de science politique à l'université Sorbonne nouvelle, examinateur ;
Lapeyronnie, Didier, Professeur de sociologie à l'université Paris-Sorbonne, examinateur.

Except where otherwise noted, this work is licensed under
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/

Résumé (français) :

Cette étude a eu pour but d'analyser le rôle de l'individu et de l'individualisme au sein des mouvements sociaux au Chili, notamment pendant la dernière vague de mobilisations entre les années 2006 et 2012. Elle a essayé de comprendre la montée des mobilisations dans le pays malgré la forte influence que l'individualisme a eue au sein de la société chilienne à partir de la dictature ; et plus particulièrement de répondre à la question : *comment construire une action politico-collective à partir de l'individu ?* Pour ce faire, une étude comparative a été menée ayant deux composantes. La première a été une comparaison sociohistorique des événements de protestation à Santiago du Chili, basée sur la quantification de l'information de médias et d'autres sources d'information ainsi que sur l'information disponible provenant du domaine de l'histoire sociale, notamment les données d'événements de violence contestataire de l'historien Gabriel Salazar pendant la période allant de 1947 à 1987. La deuxième composante a été la comparaison de deux mouvements sociaux qui ont été mobilisés pendant la période à l'étude : le mouvement d'élèves du secondaire et le mouvement LGBTQ. L'analyse a été de plus bonifiée par des entretiens réalisés à activistes du mouvement de *pobladores*. À partir de ces éléments, il est possible de conclure que pendant la période à l'étude, il se produit une répolitisation de l'individualisme dans le pays et que cette répolitisation a été la manifestation d'une transformation de la structure de valeurs au sein de ces groupes qui a placé l'individu au centre de l'action politique. Il s'agit de la configuration d'un cadre normatif maître partagé par plusieurs organisations.

Title :

The revolt of individuals: The new ethics of social movements in Chile (2006-2012)

Abstract :

The aim of this study was to analyse the role of the individual and the individualism in social movements in Chile, particularly during the last wave of mobilisations between 2006 and 2012. It tried to understand the rise of mobilizations in the country, despite the strong influence that individualism has had in Chilean society from the period of military dictatorship; and more specifically to answer the question: how to construct a contention movement from the individual? In order to achieve this goal, a comparative study which had two components was carried on. The first

was a sociohistorical comparison in Santiago de Chile employing protest events analysis based on the quantification of media information and other sources of information, as well as information available from the field of social history, particularly the violent protest events that the historian Gabriel Salazar had analysed during the period from 1947 to 1987. The second component was the comparison of two social movements that were mobilized during the period under review: the secondary students movement and the LGBTQ movement. The analysis was further enhanced by interviews with activists of the movement of *pobladores*. On the basis of these elements, it can be concluded that during the period under study there is a repoliticization of individualism in the country and that this repolitisation has been an expression of a transformation of the contention values structure that place the individual at the heart of political action. This is the configuration of a master normative frame shared by several organizations.

Mots clés (français) :

Mouvement social, Chili, élèves, LGBTQ, pobladores, individualisme, éthique

Keywords :

Social movement, Chile, students, LGBTQ, pobladores, individualism, ethics

a Rosita, que me ha permitido salir ileso de este laberinto

Remerciements

La présente recherche n'aurait pas été possible sans le soutien continu de nombreuses personnes. Quoique cette thèse ait été écrite sous mon nom, le rôle qu'elles ont joué pendant toute la durée de ces travaux mérite toute ma reconnaissance et ma gratitude : une thèse est sans le vouloir un travail collectif ; un tissu symbolique dont chaque discussion, chaque remarque, chaque correction tissent, sous la forme des fils, l'image toujours difficile d'un travail scientifique. Je voudrais ainsi les prier d'accepter tous mes sentiments de gratitude qui viennent du fond de mon cœur.

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur M Danilo Martuccelli pour ses conseils précieux me permettant de voir la forêt quand je ne voyais que les arbres, pour avoir eu de la patience pendant ce long chemin, pour m'avoir fait confiance malgré mes connaissances limitées en sociologie et pour me laisser une grande liberté de réflexion pour aborder ce sujet. De même, j'aimerais exprimer ma gratitude à M François Dubet qui étant mon directeur de mémoire, a permis de semer les premières idées qui ont conduit à la réalisation de cette thèse.

Mes remerciements vont également au programme *Becas Chile*, qui m'a fourni les ressources nécessaires pour accomplir cette tâche ainsi que tous ceux qui ont contribué à faciliter cette étude.

Je remercie tous ceux sans qui cette thèse ne serait pas ce qu'elle est. Je pense ici en particulier à mon ami Salvador Hernández avec qui j'ai eu de longues discussions qui ont permis de peaufiner ma réflexion ; à mes amies et collègues Céline Monnier, Fanny Buttigieg, Fanny Valendru et Anne Onana qui ont corrigé mon français et à mes amis Johanna Contreras et Frédéric Chopinet qui m'ont aidé à faire lisible mon français et à mieux réfléchir à ce sujet.

Je remercie également tous les activistes que j'ai rencontrés pendant ces années et qui m'ont fait comprendre une réalité complexe, voire inabordable. Une grande partie de cette thèse vous appartient. Ce sont finalement vos idées et réflexions qui ont donné naissance à ce travail. Chaque idée, chaque histoire, chaque expérience ont été les fils qui m'ont permis de tisser cette thèse. J'espère sincèrement avoir bien interprété vos propos et vos luttes.

Le fil le plus important appartient cependant à ma femme. Elle n'a pas été seulement une source de soutien et de patience, mais le fil qui m'a fait sortir de ce labyrinthe. Les Minotaures n'ont pas manqué pendant ces années. Ce sont de nombreuses idées qui ont d'abord été discutées avec elle, avant même de se voir écrites sur l'écran. À elle d'abord, je témoigne toute ma reconnaissance

intellectuelle et toute ma gratitude. Au terme de ce long parcours, je remercie finalement mes enfants d'avoir eu une patience énorme pour supporter mes absences, les weekends et les vacances de travail, ma mauvaise humeur à cause du stress et la fatigue. Leurs attentions et leur compréhension m'ont accompagné tout au long de ces années.

Table des matières

Remerciements....5
Table des matières....7
Index des tableaux....10
Index des graphiques....12
Index des illustrations....13
Liste d'acronymes....14
Introduction....19
La question de recherche : comment construire une action politico-collective à partir de l'individu ?....23
Stratégie analytique....31
La comparaison comme cadre méthodologique global....36
Les limites de la recherche et les sources d'information....40
Première partie : La pluralisation de la mobilisation sociale au Chili....42
Chapitre 1 : L'analyse socio-historique comme stratégie analytique....43
1.1. La théorie du processus Politique....45
1.2. Analyse comparative sociohistorique....49
Chapitre 2 : Un siècle de mobilisation. De la fin du XIXe siècle à la post-dictature....54
2.1. Le début de la contestation organisée : la république parlementaire et la question sociale....58
2.2. Du *« Nacional-desarrollismo »* à la « *Unidad popular* »....66
2.3. La dictature....76
2.4. La période de la désillusion politique (1990-2005)....83
2.5. Concentration et déconcentration....92
Chapitre 3 : La période de la Nouvelle Contestation....99
3.1. La fin de la transition....99
3.2. Les inégalités : importantes mais pas suffisantes....104
3.3. Sept ans de protestation....109
a)Le répertoire tactique....119
b)Les acteurs du cycle....121
c)Les motivations de la protestation....124
d)L'État comme cible....126
3.4. Quatre figures du cycle de protestation....129
a)Le territoire....129
b)La commémoration....133
c)L'espace numérique....137
d)La déconcentration organisationnelle....138
3.5. Déconcentration et individu....143
Chapitre 4 : La violence politico-populaire : vingt ans après....147
4.1. Cycles de violence politico-populaires....155
4.2. L'évolution historique de la violence protestataire....158
4.3. Quel acteur et quelle cible pour expliquer la violence protestataire ?....177
4.4. Un bouleversement des crises de violence politico-populaire ?....183
Deuxième partie : La nouvelle éthique contestataire en action....187

Chapitre 5 : Les cadres normatifs d'interprétation et l'éthique contestataire.....188
5.1. Éthique de l'expérience de lutte sociale.....189
a)L'analyse structurale.....191
b)Cadrages normatifs d'interprétation.....193
c)Cadrage normatif maître et résonances culturelles.....196
5.2. Dispositif de comparaison.....198
a)Stratégie contentieuse.....199
b)Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action.....200
Chapitre 6 : Les luttes identitaires du XXIe siècle d'un mouvement post-identitaire. Le mouvement LGBTQ au Chili.....204
6.1. MOVILH Historique.....205
6.2. Refondation et professionnalisation.....210
6.3. Les années récentes : Le retour vers le politique, la compulsion de répétition et les accomplissements du mouvement.....218
Chapitre 7 : Construction contentieuse du mouvement LGBTQ.....226
7.1. Stratégie contentieuse.....226
7.2. Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action.....240
7.3. La lutte identitaire.....252
a)L'impossible résolution de la dualité Masculin-Féminin.....252
b)La réinstallation de la différence.....255
c)Les paradoxes de la politique sexuelle.....256
Chapitre 8 : Mouvement des élèves du secondaire.....260
8.1.La préhistoire du mouvement : La dépendance idéologique, organisationnelle et politique 261
a)Le début organisationnel.....261
b)Politisation croissante pendant les années 1960 et division du mouvement pendant l'Unité populaire (UP).....264
c)Le mouvement du secondaire pendant la dictature.....267
8.2.La naissance d'un mouvement autonome.....270
a)Le point d'inflexion : La naissance de l'ACES et le *« mochilazo »* en 2001.....270
b)La révolution des pingouins de 2006 et les vagues de protestations de 2007 et 2008....273
c)La grande mobilisation du 2011 et le rôle de l'ACES en 2012.....281
Chapitre 9 : Construction contentieuse du mouvement du secondaire.....298
9.1. Stratégie contentieuse.....298
9.2. Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action.....313
9.3. De la participation politico-institutionnelle à la participation politico-sociale.....325
Conclusion : La politisation de l'individu et la nouvelle éthique contestataire.....330
La politisation de l'individualisme.....331
a)De la pluralisation croissante à la politisation de l'individu.....331
b)La post-dictature comme période d'incubation de la nouvelle éthique.....333
c)Une rupture avec le XXe siècle.....335
d)Un processus de repolitisation simultané.....338
Cadre normatif maître : une nouvelle éthique organisationnelle.....341
a)Horizontalisation Singulière versus Égalité Verticale.....342
b)Autoconstruction versus Hétéroconstitution.....347
c)Particularisation de l'expérience versus Interprétation globale de la réalité.....353
Un seul conflit central ?.....358
Comment une action collective se produit-elle à partir de l'individu ?.....362

Le retour de l'anarchisme ? (un compromis entre socialisme et libéralisme).....367
Bibliographie.....371
Annexe 1. Sélection des groupes de recherche.....400
Annexe 2. Caractérisation des groupes et des participants interviewés.....409
Annexe 3. Sources d'information quantitative.....418
Annexe 4. Liste de Mots Clés.....423
Annexe 5. Définitions des événements protestataires.....424
Annexe 6. Théorie Ancrée.....428
Annexe 7. Tableaux supplémentaires.....431

Index des tableaux

Tableau 1: Types d'organisations présentes lors des actions publiques contestataires de 2011 à Santiago du Chili....21
Tableau 2: Relation entre démocratisation et mouvements sociaux....47
Tableau 3: Caractérisation des périodes de contestation....57
Tableau 4: Population de Santiago et du Chili 1907-2012....70
Tableau 5: Fréquence des Faits de VPP par Cycle Présidentiel (1947-1970)....72
Tableau 6: Participants de faits de VPP par Cycle Présidentiel 1947-1973 (%)....73
Tableau 7: Grèves et Occupations de terrains agricoles 1960-1972....74
Tableau 8: Type d'événement violent par cycle présidentiel 1947-1973 (%)....75
Tableau 9: Fréquence de faits de VPP par année durant la Dictature Militaire....78
Tableau 10: Grèves 1990-2005 par cycle présidentiel (fréquence)....88
Tableau 11: Événements protestataires 1990-2004 par cycle présidentiel (fréquence)....89
Tableau 12: Dépenses sociales de l'État du Chili et indice de Gini du pays (1990-2012)....104
Tableau 13: Fréquence d'événements protestataires par année et par mois (2006-2012)....110
Tableau 14: Type d'événements protestataires 2006-2012 (Fréquence)....119
Tableau 15: Formes de protestation fonctionnelles et de rupture 2006-2012 (%)....119
Tableau 16: Corrélation entre actes de protestation....120
Tableau 17: Acteurs de la protestation 2006-2012 (fréquence)....122
Tableau 18: Corrélation entre la diversité de participants et le nombre de participants par année. .122
Tableau 19: Corrélation entre la diversité de participants et le nombre de participants par motivation 123
Tableau 20: Motivations de la protestation par année....124
Tableau 21: Type de motivation par type d'acteur (% de l'acteur)....125
Tableau 22: Cibles de la protestation (%)....127
Tableau 23: Cibles des acteurs de la protestation (% de l'acteur)....128
Tableau 24: Fréquence d'événements protestataires par commune....131
Tableau 25: Fréquence des Faits de Violence sociale par Cycle présidentiel (1947-1987 y 2006-2012)....151
Tableau 26: Résumé d'événements multiples....152
Tableau 27: Cycles de Violence Politico-Populaire....157
Tableau 28: Bombes artisanales installées 2006-2012....164
Tableau 29: Policiers blessés et manifestants détenus dans des faits de violence 2006-2012 par année (moyenne)....165
Tableau 30: Quantité de policiers blessés et de manifestants détenus en lien avec des faits de violence 2006-2012 par type d'événement....166
Tableau 31: Type d'événement violent par année (2006-2012)....168
Tableau 32: Pourcentage des formes de violence fonctionnelle et de rupture par cycle présidentiel 172
Tableau 33: Caractéristiques des principaux participants dans les faits de violence sociale 2006-2012....174
Tableau 34: Odd ratios Régression multinomiale (catégorie de référence = événement sans violence) 181
Tableau 35: Répertoire tactique du mouvement LGBTQ Chili 2006-2012....226

Tableau 36: Manifestations des élèves d'éducation secondaire pendant les années 1960.....265
Tableau 37: Répertoire tactique du mouvement pour l'éducation 2006-2012.....310
Tableau 38: Grandes Mobilisations au Chili pendant la période 2006-2012.....401
Tableau 39: Communes du Grand Santiago considérées par cette étude.....402
Tableau 40: Organisations dont les membres ont été interviewés dans cette recherche.....410
Tableau 41: Caractérisation des membres interviewés.....413
Tableau 42: Résumé d'événements multiples.....422
Tableau 43: Liste de mots clés**.....423
Tableau 44: Corrélation entre acteurs de la protestation par événement.....431
Tableau 45: Corrélation entre acteurs de la protestation dans les événements avec plus de 2000 participants.....432
Tableau 46: Comparaison entre les cibles de la protestation et sa motivation (% de la motivation) 433
Tableau 47: Corrélations par an entre détenus, policiers blessés et fréquence par jour d'événements 434
Tableau 48: Régression multinomiale (catégorie de référence = événement sans violence).....436

Index des graphiques

Graphique 1: Confiance envers les institutions (%).....108
Graphique 2: Fréquence des événements protestataires sociale à Santiago 2006-2012 (par mois). 110
Graphique 3: Quantité moyenne des manifestants à Santiago 2006-2012 (par mois).....111
Graphique 4: Taux de faits de violence pour 100 000 habitants 1947-1987, 2006-2012.....159
Graphique 5: Comparaison d'épisodes sans violence et de violence extrême (2006-12).....160
Graphique 6: Taux d'outils de violence pour 100.000 habitants (1947-87 et 2006-12).....163
Graphique 7: Taux de type d'événement violent pour 100.000 habitants (1947-87 et 2006-12).....169
Graphique 8: Taux de participation par acteur pour 100 000 habitants (1947-87 et 2006-12).....173
Graphique 9: Cibles de la violence contestataire 1947-1987 et 2006-2012 (taux pour 100 000 habitants).....176
Graphique 10: Étude Mondial des Valeurs: Chili 1990-2011.....224
Graphique 11: événements protestataires LGBTQ au Chili 2006-2012.....228
Graphique 12: Épisodes de protestation motivés par des raisons éducationnelles (2006-2012, fréquence par mois).....274
Graphique 13: Cycle de manifestations de la révolutions des pingouins (26 avril - 30 juin 2006, par jour).....276
Graphique 14: Cycle de manifestations éducationnelles 2011 (1 avril- 31 décembre 2011, par jour) 286

Index des illustrations

Illustration 1: Evolution des mouvements sociaux au Chili (1890-2005).....95
Illustration 2: Carte d'événements protestataires, Santiago du Chili, 2006-2012 (quadrillage=1km²) 130
Illustration 3: Carte d'événements protestataires, zoom centre ville (quadrillage=1km²).....130
Illustration 4: Carte des occupations illégales à Santiago, 2006-2012 (quadrillage=1km²).....131
Illustration 5: Carte de la protestation de pobladores à Santiago, 2006-2012 (quadrillage=1km²)..131
Illustration 6: Carte d'événements de commémoration (2006-2012 ; quadrillage=1km²).....136
Illustration 7: Carte d'événements de commémoration (2006-2012 ;quadrillage=1km²), zoom centre ville.....136
Illustration 8: Exemple d'une disjonction.....193
Illustration 9: Cadres d'interprétation.....197
Illustration 10: Stratégie de Contention.....199
Illustration 11: Relation entre la Construction interne du mouvement et la stratégie de contention201
Illustration 12: Le Movilh participant à la marche de commémoration du rapport Rettig, 1992.....207
Illustration 13: Performance lors de la présentation du livre: « Por un feminismo sin Mujeres » (Pour un féminisme sans femmes), édité par CUDS.....219
Illustration 14: Bisous-thon MUMS, 31 octobre 2014.....232
Illustration 15: "cacerolazos" pendant la nuit du 4 août.....291
Illustration 16: Carte d'occupations des lycées pendant l'année 2011 à la commune de Santiago (quadrillage = 300 m).....292
Illustration 17: Carte de barricades pendant l'année 2011 à la commune de Santiago (quadrillage = 300 m).....292
Illustration 18: Triller pour l'éducation.....311
Illustration 19: Marche du 16 juin 2011.....312
Illustration 20: Cadre maître normatif.....342
Illustration 21: Modèle de transformation du lien politique.....343
Illustration 22: Déclination du principe d'autoconstruction.....348

Liste d'acronymes

ACA	: Assemblée de bureau d'élèves
ACAS	: Association de bureaux d'élèves de Santiago
ACES	: Assemblée coordinatrice d'élèves du secondaire
ACEUS	: Assemblée coordinatrice d'étudiants universitaires et des élèves du secondaire
AD	: Alliance démocratique
ADE	: Association démocratique des élèves
AEP	: Analyse d'événements protestataires
AES	: Association des élèves du secondaire de Santiago
AGES	: Assemblée générale d'élèves d'enseignement secondaire
AMES	: Assemblée métropolitaine d'élèves d'enseignement secondaire
ANEF	: Association nationale de fonctionnaires
ANES	: Assemblée nationale des élèves enseignement secondaire
AOAN	: Assemblée ouvrière d'alimentation nationale
APU	: Augusto Pinochet Ugarte (1973-89)
ASEC	: Association d'élèves chrétiens du secondaire
AUC	: Accord d'union civile
CAM	: Comités d'autodéfense des masses
CEGAL	: Communauté Chrétienne Gay-Lesbienne
CEPAL	: Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CES	: Centre d'études sur la sexualité
CGT	: Confédération générale du travail
CIC	: Carlos Ibañez del Campo (1953-58)
CIHOM	: Comité d'initiative homosexuel
CLACSO	: Conseil latino-américain de sciences sociales

CNS	: Confédération nationale des syndicats
CODELCO	: Corporation Nationale du Cuivre
CODES	: Comité démocratique d'élèves du secondaire
COEM	: Coordinatrice d'élèves du secondaire
COMES	: Coordinatrice métropolitaine d'élèves du secondaire
CONES	: Coordinatrice nationale d'élèves du secondaire
CONFECH	: Confédération nationale d'étudiants du Chili
COOM	: Centre d'orientation de la femme
CORFO	: Corporation pour le développement de la production
COSAS	: Cordon d'organisations actives des élèves du secondaire
CREA	: Coordinatrice révolutionnaire des élèves autonomes
CTCH	: Confédération des Travailleurs du Chili
CUDS	: Coordination Universitaire de Diversité Sexuelle et puis Coordination Universitaire de dissidence sexuelle
CUT de 1989	: Centrale Unique de Travailleurs et Centrale unitaire des travailleurs à partir
DC	: Parti Démocrate chrétien
DDHH	: Association des droits humains
DINA	: Agence nationale de renseignements (pendant la Dictature)
DS	: Diversité sexuelle (entretien du groupe LGBTQ)
E	: Élèves ou étudiant (entretien du groupe d'élèves ou d'étudiants)
EaGIS	: Entités d'Autogestion immobilière sociale
ECOSOC	: Comité des droits économiques, sociaux et culturels de Nations unies
EFM	: Eduardo Frei Montalva (1965-70)
EFR	: Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-99)
EGIS	: Entité de Gestion immobilière sociale
ENU	: École nationale unifiée
FA	: Front anti-hausse
FECH	: Fédération d'étudiants de l'Université du Chili

FEL	: Fédération d'étudiants libertaires
FEMES	: Fédération métropolitaine d'élèves du secondaire
FENAPO	: Fédération nationale de *pobladores*
FES	: Fédération d'étudiants du secondaire du Chili
FESES	: Fédération d'étudiants du secondaire de Santiago
FEST	: Fédération des étudiants du secondaire et des lycées techniques
FEUP	: Fédération d'élèves des lycées privés
FOCh	: Fédération ouvrière du Chili
FORCH	: Fédération ouvrière régionale du Chili
FPMR	: Front patriotique Manuel Rodríguez
FRAP	: Front d'action populaire
FTCH	: Fédération de travailleurs du Chili
GANE	: Grand accord national pour l'éducation
GGV	: Gabriel González Videla (1947-52)
IC	: Intervalle de confiance
ILGA	: Association internationale LGBTQ
INBA	: Institut National Barros Arana
IWW	: Industrial Workers of the World
JAR	: Jorge Alessandri Rodriguez (1959-64)
JEC	: Journée scolaire complète
LGBTQ	: Lesbienne, gay, bisexuel, trans et queer
LGE	: Loi générale d'éducation
LOCE	: Loi organique constitutionnelle d'enseignement
MBJ	: Michelle Bachelet Jeria (2006-09)
MDP	: Mouvement démocratique populaire
MIR	: Mouvement de la gauche révolutionnaire
MLJ	: Mouvement juvénile Lautaro
MOVILH Historique	: Mouvement de Libération Homosexuel

MOVILH Jimenez : Mouvement de Libération et Intégration Homosexuelle,

MPL : Mouvement des *pobladores* en lutte

MPST : Mouvement des *pobladores* sans Toit

MS : Mouvement social

MUMS : Mouvement Unifié des Minorités Sexuelles, puis Mouvement pour la Diversité Sexuelle

ONG : Organisme non gouvernemental

ONU : Organisation de Nations Unies

OR : Odds ratios ou rapport des chances

OSAL : Observatoire social de l'Amérique latine

P : *Poblador*[1] (entretien du groupe de *pobladores*).

PAA : Patricio Aywin Azocar (1990-93)

PAFALH : Regroupement des parents, membres de la famille et amis de lesbiennes et d'homosexuels

PIB : Produit interne brute

PSU : Examen de sélection universitaire

RLE : Ricardo Lagos Escobar (2000-05)

SAG : Salvador Allende Gossens (1971-73)

SEREMI d'éducation : Secrétariat régional ministériel de l'éducation

SIMCE : Programme national d'évaluation de la qualité de l'enseignement

SM : Mouvement social

SMI : Industrie des mouvements sociaux

SMO : Organisation dans le contexte d'un mouvement social

SOP : Structure d'opportunités politiques

SPE : Sebastian Piñera Echeñique (2010-2014)

TNE : Carte nationale étudiante

UNAPO : Union nationale de *pobladores*

UP : Unité populaire

[1] Habitant d'un quartier populaire au Chili.

VLC : Violence libre-échangiste

VND : Violence *« nacional desarrollista »*

VPP : Violence politico-populaire

Introduction

Le lundi 29 mai 2006, après plus d'un mois de manifestations des étudiants du secondaire au Chili, le gouvernement convoque une table ronde avec les représentants de la mobilisation. Les manifestations avaient commencé à la fin du mois d'avril sur la base d'une liste de revendications touchant tant les conditions de vie des élèves que les transformations fondamentales dans le domaine de l'éducation, voire pour la société chilienne elle-même[2]. Ce lundi-là, la table ronde fut, toutefois, un échec retentissant. Le ministre de l'Éducation avait ouvertement convoqué tous les représentants, et donc les représentants des établissements de tout le Chili avaient commencé à arriver dès la veille dans la capitale. Dès 9 heures du matin, plus de 200 dirigeants attendaient de pouvoir assister à cette réunion qui allait se dérouler au ministère de l'Éducation. Le gouvernement n'avait de son côté prévu qu'entre 30 et 40 représentants :

> *« Sur place, par le biais de cris et de pancartes, une centaine d'élèves exprimait leur mécontentement de n'avoir pas été admis à la dite rencontre, car, selon les dires de quelques leaders, seuls les représentants de certains établissements avaient pu participer à la réunion, et non pas tous ceux qui étaient en grève ou en blocage* » (Emol, 29 mai 2006)

Le petit nombre d'élèves ayant pu entrer, entre 12 et 50 selon les différentes versions, ont tout de suite remarqué l'absence du ministre et la présence de la sous-secrétaire et de son équipe de négociation, soit pas plus de quatre personnes au total. La sous-secrétaire dira plus tard que l'absence du ministre se justifiait par le fait qu'il « *était normal que les équipes techniques négocient toujours avant et que ce soit seulement à la fin que le titulaire du secteur intervienne afin de sceller les accords* » et que « *lors d'une instance résolutive il fallait tenter de maintenir un nombre raisonnable de dirigeants* » (Emol, 30 mai 2006). Face à cette situation, les élèves sont décidés de quitter la table ronde : « *Si nous avons quitté la table des négociations, c'est à cause de l'absence du ministre Zilic et parce qu'ils n'ont pas laissé entrer tous les dirigeants* » (El Mercurio, 30 mai 2006), a affirmé une des porte-paroles de l'Assemblée coordonnatrice des élèves du secondaire (ACES). Un autre de ses porte-paroles déclarait au sortir de la réunion : « *ce qui a primé aujourd'hui c'est la désorganisation, on a clairement vu qu'ils étaient en train de se dépêcher et*

[2] Voir page 273.

nous, nous ne pouvons pas nous asseoir et discuter dans ces conditions et encore moins résoudre les problèmes » (Emol, 29 mai 2006).

La réunion fut reprogrammée au lendemain à la Bibliothèque nationale, les deux parties s'étant mises d'accord quant à la présence du ministre de l'Éducation et à la participation d'un nombre limité de représentants (pas plus de 25 d'après le ministère). Les élèves ont tenu une assemblée dans un des lycées du centre-ville, où ils ont cependant élu 36 représentants, selon une formule qui équilibrait la présence des représentants de la capitale et ceux des régions.

Le jour suivant, la réunion a commencé avec une heure de retard, car certains représentants d'élèves, qui ne figuraient pas sur la liste originale, insistaient pour assister à celle-ci. Les élèves avaient en parallèle appelé à une grève nationale de réflexion. Lors de cette seule journée, il y a eu environ 14 manifestations dans la capitale, qui se sont soldées avec 619 arrestations et 51 blessés, policiers, manifestants et journalistes confondus. À l'extérieur de la bibliothèque, les représentants étaient soutenus par un groupe d'élèves venus spontanément à se manifester. La police a décidé de disperser les manifestants en utilisant des gaz lacrymogènes et des canons à eau. Un autre groupe qui s'était réuni pacifiquement à l'extérieur du « Liceo de Aplicación » fut également réprimé de façon brutale sans qu'il n'y ait pas eu de provocation. Pourtant, quelques heures plus tard, l'Intendant de la région métropolitaine (autorité de la région) a dit déplorer la violence des jeunes au cours de ces manifestations. Le lendemain, la brutalité policière a été dénoncée par les lycéens et les journalistes, ce qui a obligé la présidente Bachelet à répudier publiquement l'action de la police. Pour la seule année 2006, 4969 arrestations au cours des manifestations ont été mentionnées par les médias à Santiago (moyenne = 13,9 arrestations par événement), sur lesquelles 4283 correspondaient à des événements auxquels participaient les lycéens. Ce fut l'année où la répression policière a été la plus importante sur la période. Le préfet, le sous-préfet et huit policiers ont d'ailleurs été mis en examen pour ces faits. Le ministre de l'Éducation et le ministre de l'Intérieur ont été remplacés quelques semaines plus tard. La table de négociation fut encore une fois un échec retentissant.

La « révolution des pingouins »[3] durera à peine quelques semaines de plus, cependant, au cours des années suivantes, les élèves du secondaire deviendront des acteurs politiques incontournables de la mobilisation sociale au cours de cette période ayant débuté en 2006, laquelle constitue, en outre, la

[3] Au Chili, les élèves sont surnommés « pingouins » à cause des couleurs de l'uniforme scolaire qui ressemble à celles des oiseaux de mer de l'hémisphère austral.

période avec le plus de mobilisations depuis le cycle 1983-86. Mis à part les étudiants et les élèves, de nombreux acteurs différents se sont mobilisés pour faire des revendications sur un nombre varié de causes, et plusieurs parmi ces acteurs acquerront une grande notoriété ainsi que du succès. Sur 333 actions publiques de nature contestataire par exemple[4], autorisées par l'Intendance de Santiago[5] en 2011 (qui est l'année ayant enregistré le plus grand nombre de mobilisations au cours des dernières années), 23 types de groupes différents ont pu être identifiés.

Rien qu'à Santiago, entre les années 2006 et 2012, période sur laquelle cette étude a été basée, j'ai pu identifier dix-neuf sous-cycles de protestation et 2587 manifestations (voir chapitre 3). Ces chiffres à eux seuls démontrent déjà l'importance de cette période en ce qui concerne l'étude de l'action politique dans l'histoire récente du pays.

Tableau 1: Types d'organisations présentes lors des actions publiques contestataires de 2011 à Santiago du Chili.

Type d'organisation[6]	Fréquence	Pourcentage	Participants moyens estimés
Étudiante	61	18,3	1835,69
Écologiste	50	15,0	441,97
Citoyenne[7]	31	9,3	1098,41
Associations des *Droits humains*	28	8,4	131,04
Syndicale	27	8,1	1134,42
Éducationnelle[8]	23	6,9	1258,57
Parti politique	20	6,0	283,50
Immigrants	19	5,7	161,11
Pobladores[9]	17	5,1	550,65
Internationale[10]	9	2,7	148,86
Politique[11]	8	2,4	87,50
Fonctionnaires publics	7	2,1	642,86
Enseignants	7	2,1	877,14
LGBTQ	5	1,5	1450

[4] Sur un total de 1086 actions publiques de toutes sortes : religieuses, politiques, culturelles, de spectacle, de commerce, etc.

[5] Instance régionale du gouvernement.

[6] Il s'agit d'une estimation préalable effectuée par les organisateurs qui, généralement, ne coïncide pas avec la réalité. Sur la même année ont eu lieu des manifestations étudiantes comptant plus de cent mille personnes et des manifestations de groupes de diversité sexuelle et d'écologistes dépassant quatre-vingt mille et cent mille participants, respectivement. Cette estimation permet, toutefois, de mettre en évidence l'auto-perception que les organisations ont de leur poids relatif.

[7] C'est une catégorie large qui comprend les actions individuelles ou des organisations ne pouvant pas s'inclure dans les autres groupes.

[8] Il s'agit de toutes les actions organisées par des acteurs du milieu scolaire ou universitaire qui ne sont ni élèves ni étudiants. Par exemple, une manifestation de parents d'élèves. La majorité de ces actions ont été de soutien au mouvement étudiant.

[9] Les habitants des quartiers populaires au Chili.

[10] Les actions des associations internationales abordant des sujets qui ne concernent pas le territoire national.

[11] Il s'agit des actions menées par les associations non partisanes ou par des politiques, mais sans un rapport direct avec leur parti d'affiliation.

Type d'organisation	Fréquence	Pourcentage	Participants moyens estimés
Usagers des services de santé	5	1,5	70
Regroupement sans filiation	3	,9	4
Féministe	3	,9	1716,67
Peuples autochtones	3	,9	1000
Culturelle	2	,6	95
ONG	2	,6	525
Droits civils	1	,3	50
Municipale	1	,3	1000
Journalistes	1	,3	100
Total	333	100,0	

Source : Élaboration personnelle à partir des bases de données de l'Intendance métropolitaine sur les manifestations publiques ayant eu lieu à Santiago en 2011.

Cependant, mon intérêt pour cette période va au-delà de la grandeur de ce cycle de manifestations. Ce dernier est plutôt le résultat et non pas le début d'une transformation silencieuse et plus approfondie que la seule montée des chiffres de protestation. Cette étude n'est même pas une étude de la mobilisation sociale au Chili, il faut l'avouer, mais une étude qui se base sur ce cycle de protestation pour démontrer dans l'ordre de la politique comment ces transformations se sont produites. C'est pourquoi il faudra d'abord démontrer que ces transformations ont eu lieu et ensuite se pencher sur la véritable nature de cette étude, à savoir le rôle de l'individu au sein de l'action politique contemporaine du pays. Le récit du début de cette introduction est particulièrement intéressant comme exemple de ces transformations. L'une d'entre elles me parait essentielle : le décalage et l'incompréhension entre les différents mouvements sociaux de la période et le système politique traditionnel (État et partis politiques). L'échec de la table ronde du 29 mai est révélateur d'une différence quant aux attentes et aux constructions concernant la signification de la représentation et de la participation politique. Le ministre convoque ouvertement les représentants d'élèves en pensant, comme le ferait n'importe quel homme politique traditionnel, que le nombre de personnes convoquées se limiterait tout au plus à une dizaine de dirigeants, représentant le sommet de la pyramide de l'organisation sociale, comme on peut l'observer lors du rituel des négociations entre le gouvernement et les autres acteurs sociaux traditionnels (professeurs, fonctionnaires, employés du domaine de la santé, travailleurs, etc.). En d'autres mots, qu'il s'agirait d'une réunion, limitée aux équipes de négociation, qui pourrait rapidement résoudre le conflit entre quatre murs. Mais, au lieu de dix représentants, plus de deux-cents personnes se présentent. Le ministre avait alors peut-être raison de dire que les dirigeants lycéens manquaient d'expérience politique. Cependant, cette « expérience politique » est un phénomène relativement précis qui provient des

cadres de référence au travers desquels le ministre et bon nombre de ses collègues comprennent la politique. C'est-à-dire une politique élitiste, partisane, hiérarchique, représentative, institutionnelle, concentrique, une politique de leaders, etc. Si quelques-uns de leurs porte-paroles sont membres de partis politiques, la politique participative des élèves semble constituer d'autres cadres de référence : horizontalité, assembléïsme, autonomie, participation fluctuante, action directe, concrétisation, déconcentration, etc. Point par point, ils sont différents des cadres de référence de la politique traditionnelle. Chacun de ces points constitue ce que j'appellerai plus tard une « *éthique de l'expérience de lutte sociale* » (voir à la page 188) qui s'oppose normativement à l'éthique politique traditionnelle. Concrètement, au-delà du fait que la stratégie soit efficace ou non, la présence de plus de deux-cents représentants est un exemple concret de la façon dans laquelle cette éthique est mise en jeu. En définitive, cela démontre le besoin de refléter chacune des particularités de ceux qu'ils représentent et en même temps l'impossibilité que quelques-uns seulement aient la capacité de rendre compte des singularités qui composent la lutte politique. En effet, la déconcentration et la pluralisation des manifestations politiques observées depuis le milieu des années 1950 explosent à cette période vers la singularisation de l'expérience politique.

La question de recherche : comment construire une action politico-collective à partir de l'individu ?

La question en effet est le rôle de l'individu. Toute la décennie des années 1990 fut marquée par la dénonciation de l'individualisme croissant de la société chilienne et par la peur de l'affaiblissement du lien social. Moulian écrivait au tournant du millénaire : « *il est difficile que [le salarié], aliéné par l'illusion individualiste de la consommation, redécouvre le chemin perdu de l'associativité* » (2002a, p. 131). D'après cette perspective, l'individualisme est perçu comme une forme d'égoïsme qui met en avant les besoins individuels au-dessus des nécessités de la communauté, empêchant ainsi l'action collective et la solidarité. L'individualisme s'opposerait ainsi naturellement à la collectivité, au point que la suprématie de l'un supposerait la disparition de l'autre. Carrasco (2010) par exemple, dans une étude exploratoire sur la participation politique au sein de l'université du Chili insiste sur cette opposition : la quête d'une identité collective serait associée à une plus grande participation politique. Il voit en effet que notamment les dirigeants de la fédération d'étudiants ont une propension plus importante à une identification au collectif que les jeunes à l'extérieur de l'université. Nombreux sont cependant les contextes où l'individualisme est dénoncé : la famille

(déliée ; del Picó Rubio, 2011), le travail (l'intérêt individuel et la concurrence ; Sisto, 2012), les quartiers (la méfiance et l'isolement ; Márquez, 2008), et particulièrement, comme il a été susmentionné, la politique (la démobilisation et le désintérêt[12]). Ainsi, la tendance à l'individualisme semble couler inexorablement dans tous les coins de la société.

Le processus de démobilisation sociale vécu par le Chili à partir de la dictature et réaffirmé lors de la re-démocratisation institutionnelle des années 1990 a confirmé cette apparente dualité entre l'individu et le social. Durant cette période, la participation sociale à l'intérieur des canaux traditionnels de participation connaît une diminution progressive. Les partis politiques perdent non seulement la confiance des citoyens, mais connaissent également une baisse du militantisme et de l'identification spontanée à leur égard (Morales, 2008; Ortega Frei, 2003; Segovia, Haye, González, Manzi, & Carvacho, 2008). La syndicalisation dans les entreprises diminue de manière considérable (Departamento de Estudios - Dirección del Trabajo, 2011). Les fédérations universitaires d'étudiants subissent une crise profonde, en disparaissant dans certains cas ou en étant validées sans atteindre le quorum nécessaire lors des élections internes dans les universités où elles ont subsisté (Guillaudat & Mouterde, 1998; Lagos, 2006). Finalement, l'inscription des jeunes dans les registres électoraux connaît une diminution progressive et dramatique (Instituto Nacional de la Juventud, 2010).

> *« Une inscription, aussi infime, dans les registres électoraux est une donnée claire, mais ne représente en aucun cas le seul indicateur de la faible participation des jeunes à la vie publique. La culture juvénile actuelle se ressent moins que les générations antérieures dans le système politique (Garretón 2000). Les jeunes se reconnaissent davantage dans les thèmes de la société plutôt que dans la participation politique et partisane. En même temps, un plus grand individualisme est l'expression de la perception que tout progrès social dépend seulement de son propre effort ; ce qui relègue la participation à la vie publique au rang de vertus aussi bien désirables qu'inutiles. . » (Espinoza, 2000, p. 6).*

Si la démocratie, comme le signale Rancière (2005), est l'art d'élargir l'espace public, la moindre participation politique, au sens large, impliquerait donc le fait de creuser le fossé de la politique, la démocratie et de l'espace public.

C'est le diagnostic d'une époque qui a vécu comment l'espoir du retour à la démocratie est devenu une paralysie, puis une désillusion et finalement un désespoir. La dictature avait été vaincue électoralement et même au cours de la décennie, elle avait été vaincue sur le plan des récits. Ce qui au début des années 1990 était difficile à dire fait désormais partie des récits ordinaires : la dictature

[12] Voir Chapitre 2, notamment la partie intitulée « *La période de la désillusion politique* ».

a été mauvaise pour le pays. Pourtant, en ce qui concerne les changements structurels de la société chilienne, il ne fait aucun doute parmi ces chercheurs que la dictature l'emporte haut la main.

L'inertie des années 1990 est arrivée au tournant du millénaire et l'interprétation désillusionnée de l'individualisme croissant continue cependant d'être l'une des sources du pessimisme politique. L'historien José Bengoa par exemple écrivait paradoxalement à la même date que le « mouvement pingouin » déclenchait leurs manifestations :

> *« Une société qui se dirige vers l'individualisme, qui le transforme en culture comme c'est le cas dans le Chili utopique d'aujourd'hui (…) risque de ne pas provoquer de passion collective, de ne pas convoquer au sentiment nécessaire d'unité, sans lequel il n'y a pas de vie politique et de démocratie » (2006, p. 36).*

L'historien signale dans ce paragraphe et de façon résignée trois risques de la montée de l'individualisme dans le pays. L'individualisme serait d'abord une transformation culturelle de la société chilienne et ainsi un processus imparable et sans retour ; ensuite, il implique, comme déjà mentionné, une atteinte à la vie collective ; et finalement ; il briserait le sentiment d'unité. Il en résulte non seulement l'absence de vie politique, mais également un coup au sentiment de communauté, un coup à l'idée du « nous ». Duarte approfondit à ce sujet :

> *« Les logiques du mode actuel de développement du capitalisme vont dans la direction de la non-communauté, en constituant de nouvelles formes d'une époque du 'chacun pour soi' : la production de sens partagés qui motivent l'activation des actions conjointes est niée » (2011, p. 8).*

Condamnée à la particularisation et à l'individualisation de l'expérience sociale, la société chilienne marcherait ainsi vers la fragmentation. Cette fragmentation est alimentée en outre par l'expérience de méfiance tant envers les institutions publiques qu'envers autrui, ce qui facilite l'introversion de l'individu sur soi-même (PNUD, 1998). L'incapacité de l'État à répondre aux besoins sociétaux ainsi que la méfiance à son égard, étant le résultat de l'éthique néolibérale et de la dictature, expliqueraient également cette individualisation : « *il existe une espèce de désespérance adaptative qui révèle un apprentissage douloureux : le seul soutien pour sa propre vie provient de l'effort personnel, du travail et du sacrifice quotidiens* » (PNUD, 2015, p. 118). En effet, comme susmentionnés, la dictature comme action politique et le néolibéralisme comme modèle économique triomphant seraient le point de départ de ce processus :

> *« Cette intégration différenciée par des fragments socio-économiques dans la stratification sociale a renforcé les tendances envers l'individualisme et la recherche frénétique de la "différence" entre ceux qui occupent la même position mercantile. La compétitivité par le succès individuel a cassé toute capacité solidaire entre les citoyens, en renforçant la tendance à la privatisation de la vie quotidienne ou à la réclusion (ghetto) entre*

ceux qui sont ou qui se sentent égaux. Une société néolibérale triomphante ou avancée, comme la société chilienne, est en définitive une société qui a vécu le succès d'une "révolution néolibérale modernisatrice' de type américain. Nous avons actuellement un "nouveau Chili, un Chili moderne". Bien que son origine soit dans le régime militaire, la propriété de cette révolution a actuellement été socialisée et elle n'a plus de couleur politique ni idéologique. » (Gómez Leyton, 2006, p. 110)

Il existe ainsi un jugement moral de l'individualisme de la part d'un secteur de la recherche dans le pays. Étant le résultat de la dictature et du néolibéralisme, l'individualisme ne serait que la continuité naturelle de l'autoritarisme militaire ayant les mêmes conséquences négatives : fragmentation, succès individuel, « *recherche frénétique de la "différence* », compétitivité, consommation, privatisation, dépolitisation, démobilisation, méfiance, isolement, égoïsme, etc. La société utopique, brisée par l'action de la dictature, peut ainsi être reconstruite suivant ce pôle négatif. Elle serait en revanche démocratique, unie, basée sur le succès collectif, égalitaire, solidaire, basée sur la production, publique, politisée, mobilisée, confiée, liée, altruiste, voire communautariste.

Ce rejet de l'individualisme fait partie d'un imaginaire conflictuel de l'individu dans la région. Martuccelli (2010a) par exemple dans son ouvrage « *¿ Existen individuos en el sur ? »* mentionne six méta-récits sur l'individualisme et l'individu qui ont orienté la réflexion sur ces sujets :

1) *L'invention d'autrui*. La relation de l'Occident avec les autres régions est le noyau de ce récit. Il s'agit de la construction d'un récit binaire « EGO - ALTER », lié à la dichotomie « Civilisation - Barbarie », où le premier est surestimé et le deuxième sous-estimé. Les Européens arrivant en Amérique ont eu du mal à « individualiser » les « barbares » qu'ils retrouvent dans la région : « *puisque les "Indiens" sont l'Autre du moi européen, il est évident qu'ils ne sont pas des individus »* (Martuccelli, 2010a, p. 21). Ce récit s'est reproduit au sein des élites latino-américaines qui, d'après leur évaluation, incarneraient l'idéal de la civilisation européenne. Les Amérindiens d'abord et les secteurs populaires ensuite occuperaient désormais la place de « l'Autre » non individualisable.
1) *Les anomalies de la région*. La région présenterait des anomalies et des insuffisances structurelles qui empêcheraient la progression vers la Modernité, propre aux sociétés du Nord. Elle serait ainsi en retard. En reproduisant la dichotomie « Civilisation - Barbarie », les sociétés latino-américaines seraient des sociétés duales, dont une partie serait pleinement intégrée à la Modernité alors que la grande majorité serait encore traditionnelle. Cette

majorité serait incapable d'atteindre l'autonomie suffisante pour être considérée comme des individus modernes. Au contraire, ils auraient encore besoin du paternalisme des élites ; de là, la tendance de la région au populisme, à l'autoritarisme, bref, à la tutelle des élites. Le résultat de l'absence de cette autonomie et des insuffisances et des anomalies mentionnées est l'absence des individus en Amérique latine.

2) *Ni modernes ni traditionnels*. L'Amérique latine ne serait ni moderne ni traditionnelle sinon qu'elle s'est constituée à partir de processus différents de ceux vécus par les pays de l'Occident. Dans ce récit, la Modernité continue à être le barème pour le développement des individus et ainsi, étant donné qu'elle n'a pas eu lieu dans la région, les individus sont loin d'être perçus.

3) *La différence*. Dans ce méta-récit, l'Amérique latine aurait développé en effet une autre Modernité. Influencés par les études postcoloniales, les intellectuels latino-américains concluent qu'il n'existe pas une seule Modernité et qu'ainsi, l'Amérique latine aurait développé son propre chemin, caractérisé par la différence et le mélange. Cette particularité serait le résultat de la fusion des Espagnols et des Amérindiens. Pourtant, à l'intérieur de ce récit, les individus restent absents du débat.

1) *Les sujets collectifs*. Ce méta-récit est basé sur la tension entre le collectif (la communauté) et les individus, présent notamment dans les luttes d'émancipation et les mouvements sociaux de la région. Les théories de la subjectivation sont au cœur de ce récit, car elles rendent indissociables la compréhension de l'individu et sa composante collective. Martuccelli mentionne trois moments de cette tension, au travers desquels l'on observe une transition vers l'individualisation subjective. Le premier est le fait que la subjectivation de l'individu dépend de sa construction comme acteur collectif (classe, race, etc.). Pendant le deuxième moment, la vision monolithique de la communauté se brise dans une diversité de subjectivités et ainsi, cette individualité subjective ne dépend pas d'une communauté totale, mais des divers groupes identitaires réclamant des revendications spécifiques. Le troisième moment est le déclin des récits collectivistes en faveur d'une quête personnelle, laquelle est cependant paradoxalement mise en tension avec le fait, notamment dans le cas des droits des indigènes, que leurs revendications ont été traitées de façon collective. Ainsi, dans ce méta-récit l'individu est vu comme un problème.

2) *Le même*. Ce sixième méta-récit est un retour récent à l'idée de Modernité et d'individu. La question est de savoir si finalement l'Amérique latine n'est pas déjà moderne. En effet grâce

à la mondialisation, les expériences de vie ressemblent les unes aux autres dans de différents coins du globe. Ces transformations sont déjà observées dans divers domaines : la famille, la haute scolarisation, la montée des classes moyennes, l'urbanisation, la démocratisation, etc. La démocratisation illustre cette transformation : « *la démocratie s'enracine dans la région à partir du bas, en démocratisant beaucoup de relations sociales et en s'inscrivant dans la vie quotidienne* » (Martuccelli, 2010a, p. 67). Il en résulte un processus inouï de démocratisation et d'individualisation opéré par la société et à partir de la culture et non pas des structures.

D'un point de vue global, ces méta-récits abordent donc davantage la Modernité et le colonialisme que les individus. Une Modernité qui est en outre perçue comme unique, basée sur un seul modèle d'individu (l'individu souverain) et fondée un seul modèle de société : la société européenne, vue par ailleurs elle-même de façon monolithique. La question subjacente est toujours une comparaison plus ou moins cachée entre ce modèle unique et le modèle ou les modèles latino-américains. La comparaison est parfois ouverte comme dans le cas des deux premiers récits et parfois construite en opposition à cette vision unique eurocentriste (le troisième méta-récit). Quoi qu'il en soit, cette comparaison renvoie encore à une relation complexe entre les pays colonisés et les colonisateurs : soit la soumission ou la révolte intellectuelle[13].

Tant ces méta-récits que l'introduction de cette partie présentent la relation conflictuelle que l'Amérique latine et notamment les intellectuels chiliens ont eu avec la notion d'individu. Particulièrement, la première partie montre clairement comment, d'après plusieurs de ces chercheurs, la notion d'individualisme s'oppose ouvertement à la politique. Il n'y a rien de naïf dans ce diagnostic, il est plutôt la constatation d'une corrélation : la montée de l'individualisme et la diminution de la participation politique. Nous savons cependant qu'une corrélation n'implique pas une causalité. Même si les deux phénomènes ont été associés, ceci n'impliquait pas que l'individualisme soit la cause de la diminution de la participation politique. En fait, malgré cet individualisme croissant, le pays connaît le cycle de protestation le plus important depuis deux décennies. Est-ce que ceci a impliqué un assouplissement de l'égoïsme individuel, une diminution de l'influence de l'économie libérale ou un point d'inflexion de l'individualisme en revenant ainsi

[13] Martuccelli propose au contraire de dissocier l'étude de la Modernité européenne de l'étude de l'individu. La Modernité vue comme un seul projet historique d'une seule société se prête mal à l'étude des individus du Sud. Il s'agit davantage d'étudier les processus, en pluriels, par l'intermédiaire desquels les individus sont « produits », c'est-à-dire les processus d'individuation, et ensuite, essayer de reconstruire les différents profils d'individus existants.

au collectivisme politique ? Pour certains, le renouvellement de l'action politique est en effet la constatation d'un individualisme contesté :

> *« de vastes secteurs d'étudiants mobilisés ont réussi à articuler, dans leur discours et dans leur pratique, une critique radicale du "mode de vie" hégémonique au sein de la société néolibérale chilienne, qu'ils associent à l'individualisme, la consommation, la concurrence, le comportement conciliant et le manque de conscience sociale et de disposition à se mobiliser »* (J. González, Cornejo, Sánchez, & Caldichoury, 2008, p. 3).

Cependant, tel que nous le verrons tout au long de cette thèse et spécialement dans les monographies de la deuxième partie, les mobilisations sociales ont assimilé cette apparente dichotomie à travers un compromis, parvenant à quelque chose qui, jusqu'à récemment, paraissait impossible : se mobiliser de façon organisée tout en gardant l'individu comme axe. L'hypothèse à la base de ce travail est donc tout l'opposé : nous sommes passés de l'individualisme comme signe de fragmentation sociale à une nouvelle forme de contestation sociale et de collectivisme à partir de l'individu. C'est en effet un processus de politisation de l'individualisme ou de re-politisation de ce dernier qui a impliqué une inversion de la pyramide entre la politique traditionnelle et les nouvelles formes de contestation. Une révolution silencieuse qui est venue de la société elle-même et non pas de la politique institutionnelle. Par conséquent, cette étude est davantage une tentative pour répondre à la question, parfois paradoxale, de « *pourquoi se mobilise-t-on malgré la forte influence qu'a eu l'individualisme au sein de la société chilienne à partir de la dictature ? »*. Autrement dit, c'est une étude qui tente de répondre à la question « *Comment construire une action politico-collective à partir de l'individu ?* » Si pour le monde occidental la question semble naïve, elle est loin d'être anodine dans le contexte latino-américain et particulièrement pour le cas chilien. Effectivement, en dépit des interprétations désillusionnées des chercheurs, l'individualisme est une catégorie intimement et historiquement politique. Tant pour le libéralisme politique que pour l'anarchisme, l'individu a été la clé de l'émancipation et de la liberté (Audard, 2009; Kropotkine, 2012).

Ce n'est donc pas l'action collective, mais la participation politique institutionnelle, celle qui a vécu l'érosion de l'individualisme. Somma explique par exemple que la participation politique dans des organisations formelles a diminué en même temps que les manifestations augmentaient pendant cette période : *« Autrement dit, aujourd'hui la protestation collective semble se réaliser en grande partie en dehors des organisations ou des groupes formels* » (2015, p. 4). La protestation est donc moins fondée sur les organisations que sur les individus mêmes. Les organisations, comme nous verrons plus tard, sont confrontées à plusieurs restrictions, ressemblant davantage à des instances de

participation qu'à des organisations formelles. Le rapport du développement humain du PNUD de 2015 sur la politisation au Chili illustre également l'enjeu de l'individu à l'intérieur de la participation politique : les personnes ayant plus « d'individuation »[14] avaient légèrement davantage d'intérêt et de participation politique. Évidemment, ceci n'est pas la preuve que l'individu a été politisé pendant cette vague de protestation. Ceci est justement la tâche de cette thèse. Cependant, cette donnée permet de commencer à défaire l'interprétation catastrophique de la relation entre l'individu et la participation politique. Elle est au contraire, le point de départ de cette étude.

La démonstration de cette hypothèse doit cependant passer par plusieurs étapes et sous-hypothèses :

a) Cette révolution silencieuse n'est pas le résultat exclusif de l'action de la dictature et de l'implantation du modèle néolibéral dans le pays. Elle commence au contraire bien avant, en raison d'un processus de pluralisation et de déconcentration de l'action politique. La dictature a cependant favorisé et accéléré ces transformations.

b) Les années 1990 n'ont pas été une période de démobilisation sinon de transformations de la protestation et de l'action politique, ce qui a impliqué une diminution de la participation traditionnelle et un laboratoire pour les nouvelles formes d'organisation.

c) À la différence de la période avant la dictature, ces transformations ont bouleversé l'action politique, en passant d'une action centrée sur les institutions à une action centrée sur l'individu. Ce bouleversement peut être observé à partir du changement de l'éthique de l'expérience de lutte sociale. Ces transformations impliquent également une rupture envers un type de société et de politique construite sur une grande partie du XXe siècle.

d) La vague de mobilisation qui commence en 2006 n'est que l'explosion de ces transformations et elle n'est pas non plus l'expression exclusive des étudiants/élèves. Au contraire, un processus de politisation simultanée est observé au sein de plusieurs organisations à partir du tournant du millénaire.

e) Cette transformation politique n'est pas l'avant-garde des transformations sociétales sinon l'expression politique de ces transformations. Ainsi l'éthique de lutte sociale est en résonance avec une nouvelle éthique sociétale.

f) Cette action politique est le compromis paradoxal entre l'éthique néolibérale et l'éthique socialiste.

[14] La capacité de la personne à se rendre compte de son autonomie et à réfléchir sur les traditions de sa communauté. C'est-à-dire la capacité à avoir une pensée propre malgré les pressions de l'environnement.

Stratégie analytique

À l'occasion de l'inauguration du Congrès international des sociologues de langue française de 2008, Touraine lance une provocation : « *Le social, c'est fini* ». Ce n'était ni une invitation à fermer les dossiers et rentrer à la maison ni une déclaration de la fin de la sociologie, mais plutôt un défi pour affronter autrement l'étude du social et des liens qu'il entretient avec les individus. Aujourd'hui, l'idée selon laquelle il n'est pas possible d'appliquer de grandes théories à chacun des phénomènes sociaux que nous étudions fait l'unanimité. L'expérience sociale, voire individuelle, dépasse la théorie et c'est donc à partir de celle-là qu'elle doit surgir. La réalité sociale se fragmente, semble-t-il, en une diaspora d'expériences inouïes et les théories (qui désormais ne peuvent qu'être au pluriel) – et donc aussi les méthodologies de recherche – se déplacent vers le micro-espace. Les micro-ethnographies de la sorte prolifèrent, les études de cas et les sociologies de groupes ou d'individus spécifiques. Un travail qui envisage d'aller au-delà de ce niveau apparaît comme irréalisable, voire dépourvu de sens. C'est la raison pour laquelle Martuccelli perçoit une crise analytique, méthodologique et professionnelle au sein de la sociologie (Martuccelli, 2010b).

Cette transition peut également être observée dans les études des mouvements sociaux. Jusqu'à la fin des années 1990, des générations différentes des chercheurs américains ont développé surtout un ensemble des modèles généraux, qui essayaient d'expliquer structurellement l'émergence et le déclin des groupes contestataires. Ainsi en 1996, McAdam, McCarthy et Zald ont défini le champ d'études des mouvements sociaux à partir de trois piliers : le modèle des opportunités politiques, la théorie de la mobilisation de ressources et celle des cadrages d'interprétation ; qui résumaient depuis leur point de vue, l'outil analytique établi pour analyser différents mouvements sociaux (1996). Cependant, ces piliers qui semblaient avoir été bâtis solides, commencent depuis ce moment-là à recevoir des critiques importantes, notamment de la part des chercheurs qui regrettaient l'absence du point de vue de l'acteur dans le développement des actions contestataires : « *Cette approche théorique ignorait les élections, les désirs et les points de vue des acteurs : les participants potentiels se considéraient allant de soi et étant déjà donnés, en attendant seulement l'opportunité d'agir »* (Jasper, 2010, p. 966, 2012). Il manquait donc une théorie expliquant pourquoi les acteurs agissent étant donné ces conditions, en incorporant également d'autres aspects de la mobilisation comme la culture, les émotions, etc. (Jasper, 2010). En plus, ces théories générales élaborées à partir du contexte sociohistorique occidental, notamment l'américain, ignoraient souvent les particularités historico-culturelles des pays où ces modèles avaient été

utilisés. Le modèle des opportunités politiques par exemple est évident dans une société libérale américaine, mais pas, dans d'autres contextes comme les États autoritaires, où les menaces jouent un rôle important (Goodwin & Jasper, 1999). Quelques années plus tard, trois représentants des théories structurelles, McAdam, Tarrow et Tilly (2001), dans l'ouvrage « *Dynamics of Contention* », parviennent à des conclusions similaires : aucune des grandes théories sur les mouvements sociaux ne peut à elles seules expliquer les complexités croissantes qu'ils entraînent . Par conséquent, le moyen le plus adéquat pour accéder à leur compréhension consiste à mobiliser un creuset de théories d'un niveau intermédiaire (dynamiques, mécanismes et processus), qui expliquent les particularités de chaque mouvement.

En Europe, notamment en France, ce changement d'orientation avait déjà commencé à partir de l'étude de nouveaux mouvements sociaux (Neveu, 2005). Même si Touraine avait retenu une conception structurelle, en essayant d'expliquer l'absence d'un conflit sociétal central et ainsi d'un seul sujet historique au sein de ces mouvements, ses idées, particulièrement liées aux mouvements culturels, ont ouvert les voies pour la prise en considération de la culture, l'identité et les acteurs sociaux, voire les individus (Touraine, 1984a). Ces mouvements culturels sont « *définis à la fois par leur opposition à un modèle culturel, ancien ou nouveau, et par un conflit interne entre deux modes d'utilisation sociale du modèle culturel nouveau* » (Touraine, 1999, position 1777). Melucci a repris ces idées, en soulignant la particularité de chacun des nouveaux mouvements sociaux, lesquels se définissent par leur autonomie, leur identité et leur reconnaissance à partir de la création des codes singuliers au cours de leur propre processus de mobilisation, qui définissent à son tour, une réalité sociale unique (Melucci & Massolo, 1991). Dans une société orientée vers la culture, les conflits sont multiples et décentralisés. En effet, en France à partir des années 1980, les mouvements sociaux vivent un processus important de démobilisation et de fragmentation des associations « *toujours plus engagées dans l'expression d'identités morcelées, parfois communautarisées* ». (Pigenet & Tartakowsky, 2012, p. 585). La recherche, incapable de donner du sens à l'ensemble de phénomènes individualisés, transite vers la description individuelle, voire les microfondements de l'expérience de lutte sociale (Cefaï, 2007) : « *... l'on en apprend plus sur la dynamique des protestations et de l'action collective à partir d'études de cas approfondies qu'en constituant de vastes bases de données qui risquent de vider de leur sens les facteurs explicatifs retenus* » (Fillieule, Agrikoliansky, & Sommier, 2010, p. 9). Si bien la méthode qualitative, notamment l'ethnographie, devient l'outil de recherche par excellence afin de confronter ces

particularités (Cefaï, 2007), l'utilisation des méthodes mixtes ainsi que des innovations méthodologiques commencent à caractériser cette nouvelle phase d'étude (Fillieule et al., 2010).

L'individu a pourtant été au cœur des théories de l'action collective. L'individualisme méthodologique a été en fait l'un des premiers modèles à expliquer la rationalité de la mobilisation sociale. Les premières théories qui ont essayé d'expliquer ce phénomène collectif ont au contraire, rappelons-le, souligné l'irrationalité de la foule. Le Bon (1900) et Freud (1921) expliquaient par exemple l'action collective comme étant le résultat d'un état psychologique temporaire propre à l'action de la masse et différent à la seule agglomération d'individus. Le comportement rationnel d'un individu isolé devenait agressif et passionnel quand il se retrouvait au sein d'une foule et en identification à un leader charismatique. Action collective et individu étaient ainsi deux notions opposées du comportement humain. Olson (1965) en revanche a eu le mérite de souligner tout le contraire : le choix rationnel des individus est au cœur de l'action collective. Olson voulait se différencier des théories « collectivistes » de l'époque, héritières du marxisme, qui expliquaient les mouvements sociaux en faisant appel à l'action de masses et la lutte des classes (Birnbaum, 1991). D'après cet auteur, les bénéfices communs de la lutte ne seraient pas suffisants pour mobiliser les individus à la participation. S'ils bénéficiaient de l'action collective sans s'engager directement, les individus auraient la tendance à rester démobilisés [*free rider*]. Le comportement collectif était ainsi un choix rationnel fait par les individus qui soupesaient la différence entre les coûts et les incitations sélectives de cette action. Si les bénéfices surpassaient les coûts de l'action, l'individu avait la tendance à s'engager directement dans la mobilisation. Olson efface ainsi d'une manière radicale le facteur « collectif » de la mobilisation sociale : les individus agissaient collectivement pour les bénéfices individuels que l'action collective puisse leur apporter. Ce courant de la pensée a eu une influence énorme sur les théoriciens des mouvements sociaux. On retrouve ces traces au sein de la théorie de la mobilisation de ressources et dans la théorie du processus politique, notamment dans le cas de la structure d'opportunités et de menaces politiques (voir Chapitre1). L'approche réductionniste d'Olson a pourtant été fort critiquée et dépassée. Nombreux ont été les exemples où cette théorie n'expliquait pas l'engagement individuel, notamment des personnes ne subissant pas directement des injustices ou n'ayant pas des griefs (Ostrom, 1990). L'engagement extrémiste est l'un des meilleurs exemples : une partie importante des extrémistes violents sont des personnes issues des classes moyennes, ayant un niveau élevé d'éducation et qui n'ont pas subi des injustices directement (Bhui, Warfa, & Jones, 2014; Sageman, 2004). Le choix rationnel, quoique très

important, néglige les émotions, les valeurs, les cadres communs d'interprétation, les aspects subconscients de la mobilisation, la culture, l'histoire, la collaboration, l'identité, etc. en limitant l'action collective à une seule dimension de l'action sur le terrain. Depuis le point de vue de l'économie, Ostrom a été l'une de ses principales critiques :

> *« De vastes travaux de terrain ont maintenant établi que de nombreux individus dans tous les horizons de la vie et dans toutes les parties du monde s'organisent volontairement pour tirer parti des avantages du commerce, assurer la protection mutuelle contre les risques et créer et appliquer des règles qui protègent les ressources naturelles » (2000, p. 138)*

Le modèle d'Olson, bien qu'ayant relevé l'importance de l'individu, s'est avéré largement insuffisant pour expliquer la complexité de son rôle à l'intérieur de l'action collective. Si, comme le signalait Jasper, les théories générales avaient négligé le point de vue de l'acteur, Olson s'est penché vers l'autre extrême de l'équation, en négligeant à son tour les facteurs contextuels et irrationnels qui expliquaient également son action.

Le défi est ainsi le fait d'expliquer les interfaces entre l'individu et le collectif, entre les acteurs et les structures, afin de rendre intelligible le rôle joué par l'individualisme au sein de mouvements sociaux au Chili. Pour ce faire, comme nous verrons dans les conclusions de cette étude, nous avons besoin d'un opérateur analytique qui permette de mettre en relation le commun et le singulier.

Comment donc étudier la mobilisation au sein du cycle de protestation sociale actuel au Chili ? La voie la moins risquée et correspondant le plus aux tendances scientifiques actuelles aurait consisté à borner la recherche à une organisation sociale spécifique et territorialement placée d'une manière précise. Elle aurait, en outre, inclus un suivi de ses actions sur une période de temps, pour ensuite en tirer des conclusions et extrapoler cette expérience unique comme un exemple des particularités des mobilisations actuelles. Cependant, j'ai décidé de prendre un risque. Assumer, en effet, la singularité des expériences de mobilisation, même sur le plan individuel, mais tout en considérant que toutes ces expériences de mobilisation ont des points communs qui, sans les réduire l'une à l'autre, permettent de sentir qu'elles appartiennent à un processus beaucoup plus vaste que celui de chaque organisation. Si bien le modèle des microfondements est essentiel afin de comprendre les particularités de chacun des associations et des groupes mobilisés, il n'explique pas par exemple pourquoi une vague de mobilisation se produit, quels sont les rapports entre différents mouvements ou entre eux et la société d'où ils naissent. De cette manière, j'ai volontairement décidé de rester entre la Charybde et Scylla des sciences sociales : élargir les marges des groupes et des

organisations étudiés sans perdre de vue qu'il existe des expériences uniques dont il ne faut pas faire abstraction. Moins que d'une étude de la protestation au Chili, il est donc question ici d'une étude comparative de groupes et d'organisations actuellement mobilisés.

Pour ce faire, je vais utiliser deux types d'approches méthodologiques[15]. La première est une comparaison socio-historique des événements protestataires et la deuxième, la présentation de deux monographies des deux groupes mobilisés pendant la période. Pour la première approche, j'ai créé une base de données d'événements protestataires à partir de l'information issue des médias entre les années 2006 et 2012. Elle sera décrite en profondeur au début de la première partie de cette thèse[16]. En ce qui concerne la deuxième approche, bien qu'elle sera décrite au début de la deuxième partie de cette thèse et dans les annexes[17], le choix des groupes mobilisés mérite une explication préliminaire.

J'ai décidé d'approfondir sur deux groupes mobilisés et actifs pendant la période à l'étude : le mouvement du secondaire et le mouvement LGBTQ. J'avais originalement inclus également le mouvement de *pobladores*, et en fait, j'avais déjà réalisé les entretiens, cependant en raison de limites de temps pour finir cette thèse, j'ai décidé d'abandonner ce groupe. Les deux groupes choisis sont nonobstant représentatifs des transformations actuelles de la protestation au Chili. Même si le mouvement du secondaire a existé depuis le début du XXe siècle (voir chapitre 8), ce n'est qu'à partir du tournant du millénaire qu'il prend l'importance vécue de nos jours. Avant le coup d'État de 1973, il avait eu une dépendance politique et thématique d'autres organisations ou d'autres mouvements. Pendant la dictature, quoiqu'important, il a simplement rejoint la lutte contre le régime d'autres mouvements de l'époque. En conséquence, ce n'est qu'à partir du 2001 et lors de la naissance de l'ACES que le mouvement atteint l'autonomie thématique et organisationnelle et devient en fait, le chef de file de la vague de mobilisation commençant le 2006. Ces caractéristiques permettent de le considérer comme l'un des meilleurs représentants de la période.

---

[15] Dans cette recherche, je fais la distinction entre l'approche théorique, la stratégie analytique et la méthode d'analyse. Si bien tous les trois sont de manières de s'approcher de la compréhension et de l'analyse de ce sujet d'étude, ils fonctionnent méthodologiquement comme trois niveaux d'abstraction différents. Ainsi, la méthode d'analyse correspond aux outils pratiques d'analyse de l'information empirique et en conséquence c'est la procédure la plus proche aux données mêmes. La stratégie analytique est l'approche globale au travers de laquelle la méthode analytique est compréhensible. Les deux sont ainsi deux niveaux fondamentalement méthodologiques. Pour sa part, l'approche théorique met en relation ces niveaux méthodologiques et les théories explicatives issues de cette propre recherche ou ailleurs, afin de rendre compréhensible le sujet d'étude. Le but de cette partie et la prochaine est justement d'expliquer et de décrire la stratégie analytique et la méthode d'analyse utilisée dans cette recherche. La lecture de cette approche sera fondamentale afin de comprendre globalement la stratégie d'analyse de données empiriques et la façon dans laquelle cette thèse a été structurée. Ensuite, je présenterai l'approche comparative globale de l'étude.

[16] Voir « Chapitre 1 : L'analyse socio-historique comme stratégie analytique ».

[17] Voir « Chapitre 5 : Les cadres normatifs d'interprétation et l'éthique contestataire », et « Annexe 2. Caractérisation des groupes et des participants interviewés ».

Quant au mouvement LGBTQ, il constitue un groupe relativement nouveau au Chili, jouissant d'une certaine visibilité au début des années 1970, mais ne possédant une organisation formelle qu'à partir de 1991 (L. Fernández, 2009). Depuis, ce groupe connaît une croissance considérable aussi bien en ce qui concerne la présence dans la conscience sociale et les médias que sur le plan de la massivité et la diversité des associations existant sur le territoire national. De cette manière, bien que ses membres dont le passé de militants de gauche date des années 1970-1980 soient nombreux, en tant qu'organisation, le mouvement n'émerge qu'à partir du retour de la démocratie constitutionnelle dans les années 1990. Certains de ses militants affirment être le second groupe qui mobilise le plus de personnes lors des marches, après les étudiants. En effet, depuis 15 ans ces associations réalisent maints événements et des marches massives dont la participation s'accroît au fil des années. Une des dernières manifestations a réuni plus de quatre-vingt mille personnes, même si d'habitude elles comptent entre dix mille et vingt mille participants. Elles affichent, en outre, des apparitions fréquentes dans les médias et certaines de leurs demandes sont considérées sérieusement par les institutions. Il s'agit ainsi d'un acteur politique incontournable aujourd'hui.

J'ai réalisé 71 entretiens.

La comparaison comme cadre méthodologique global

Bien que l'approche comparative ait connu un essor important les dernières décennies grâce à la comparaison internationale, probablement liée à la mondialisation (de Verdalle, Vigour, & Bianic, 2012), dès que Durkheim annonce dans l'introduction de « Le suicide » qu'« *on n'explique qu'en comparant* », la comparaison fait partie de l'étude sociologique, indépendamment du cadre dans lequel la recherche a été menée. « *La sociologie comparée* – dit-il dans "Les règles de la méthode sociologique" – *n'est pas une branche particulière de la sociologie ; c'est la sociologie même, en tant qu'elle cesse d'être purement descriptive et aspire à rendre compte des faits* » (1919, p. 169). Pour Durkheim, la comparaison est pourtant un stade tardif de l'analyse et un critère de scientificité ; d'une part, parce que pour parvenir à comparer, la définition précise du sujet d'étude est une condition nécessaire et préalable ; d'autre part, parce qu'au cours de ce processus, la sociologie peut s'éloigner des « *impressions confuses de la foule* ». Une fois que la définition est objectivement éclaircie, l'unité d'analyse émerge et elle devient alors objet de comparaison. Dans ce cas, la condition est l'obligation du scientifique social de « *constituer lui-même les groupes qu'il veut étudier, afin de leur donner l'homogénéité et la spécificité qui leur sont nécessaires pour*

pouvoir être traités scientifiquement » (Durkheim, 2012 Introduction). Le critère d'objectivité que Durkheim installe avec ces mots est, malgré lui, une « construction scientifique » du sociologue lui-même.

Cependant, Durkheim met en relief deux problèmes qui ne sont pas étrangers aux études comparatives contemporaines à savoir l'homogénéité et la spécificité, lesquels renvoient, comme je l'expliquerai plus loin, au problème de l'identité et de la différence et à celui de la généralisation et de la spécificité (Vigour, 2005). Comme le souligne Durkheim, le travail de comparaison repose, certes, sur la recherche d'un point de symétrie ou d'identité, entre les différentes sphères de travail comme possibilité de cette comparaison. Pourtant, à la différence de la sociologie classique, ici cette symétrie ne se limite pas aux unités ou aux catégories d'analyse, au contraire, celles-ci sont directement liées à la construction d'un dispositif de comparaison dans lequel la définition de cette unité n'est qu'une des phases du processus de construction du comparable (Vigour, 2005). J'estime ainsi que ce dispositif comprend aussi bien la construction de cette unité et de cette méthodologie d'analyse comparée que les sources d'information à partir desquelles est issue la comparaison. De cette manière, le point de symétrie ne se trouve pas tant dans « le quoi », mais davantage dans « le comment », là où ce dispositif symétrique fonctionne comme un mode d'organisation et d'analyse de l'information disponible. Sans traiter encore de manière profonde ce processus, l'objectif ultime de ce chapitre est, en fait, la description du processus de construction méthodologique du comparable.

Se concentrer sur la procédure permet ainsi d'assurer la comparabilité des actions, des processus et de leurs significations sans pour autant perdre la particularité et la différence que comportent ces phénomènes. Au contraire, c'est justement là, dans la rencontre de ces identités procédurales, que la singularité de ces unités d'analyse émerge. Comparer est, en effet, installer une différence (Rebotier, 2010), reconnaître que l'expérience sociale n'est pas monolithique et qu'il est donc peu envisageable de parvenir à une version unique de la mobilisation sociale au Chili. Nous savons grâce à Melucci, comme je l'ai évoqué ci-dessus, que chaque acteur collectif construit son espace de mobilisation : « *Les acteurs collectifs "produisent" donc l'action collective parce qu'ils sont capables de se définir eux-mêmes et le champ de leur action (relations avec d'autres acteurs, disponibilité de ressources, d'opportunités et de limitations)* » (Melucci, 1996 ; Melucci & Massolo, 1991, p. 358). Une analyse monographique unique permettrait, certes, d'appréhender de manière profonde les actions, les dynamiques et les représentations « produites » par un groupe spécifique, pourtant, leurs particularités n'émergeront clairement aux yeux du chercheur que grâce au contraste

avec un phénomène similaire obligeant à un effort de décentrement (Rebotier, 2010). Ce décentrement se manifeste de deux manières : premièrement, se décentrer de l'universel, du normatif ou du structurel ; deuxièmement, se décentrer de l'univers monadique qui se produit lorsque le dispositif de recherche se borne à un seul groupe. Voilà pourquoi la démarche ne consiste pas à réaliser une traduction mécanique de ces procédures symétriques. « *Comparer, c'est inévitablement traduire -au risque de trahir… »*, écrivent De Verdalle, Vigour et Bianic (2012, p. 15). *A contrario*, la démarche comparative requiert la mise en relief de ces particularités à partir d'une analyse en contexte résultant de l'effort de comparer. Nous expliquerons ci-dessous que la considération de ce contexte ne consiste pas seulement à mettre en relation deux groupes ou plus, mais aussi à reconnaître l'historicité que portent chacune des catégories construites et des phénomènes étudiés.

Le mécanisme qui semble le plus adéquat pour rendre compte de cette particularité est, toutefois, la monographie. Considérée souvent comme un écrit intermédiaire dans le cadre des études comparatives, la monographie permet de faire une « description dense » des cas, de mettre en lumière leurs dynamiques et de rendre compte des données de manière précise et contextualisée (Béal, 2012). La monographie est un écrit intermédiaire en ce sens qu'elle constitue une phase préalable à la comparaison qui vise à s'immerger de manière profonde et indépendante dans chacun des cas étudiés en tentant de situer l'expérience décrite dans la trame historique de significations de laquelle elle émerge. À l'instar de la description dense chez Geertz, la monographie servira ici à « *tracer la courbe d'un discours social et à le fixer dans une forme susceptible d'être examinée »* (1987, p. 37), ou, plus précisément pour cette étude, dans une forme susceptible d'être comparée.

Il n'est pas pour autant question de choisir entre la symétrie du dispositif et la particularité des groupes étudiés. Bien au contraire, l'avantage d'une étude comparative est justement de pouvoir mettre ces deux positions en une tension créative afin de mettre en relief aussi bien les régularités, qui constituent des conditions de possibilité de la généralisation, que les ruptures, qui permettent de conférer une spécificité à chacun de ces groupes. Nous arrivons ainsi à une deuxième tension au cœur des études comparatives. Une étude de cette nature est, en effet, exempte des problèmes présents dans une comparaison internationale dans laquelle, d'après de nombreux chercheurs, les concepts, les significations, les définitions, les contextes, les cultures, etc. rendent la comparaison, et donc la généralisation, impossible (Courtin, Lechaux, Roullaud, & Woollven, 2012; Guéranger, 2012). Les deux groupes que je décrirai ci-dessous sont en revanche contemporains, habitent, dans certains cas, le même territoire, naissent d'une même matrice sociétale et dans de nombreuses

situations ont entretenu des relations entre eux. La comparaison est donc tout à fait possible. Cependant, cette étude prétend aller un peu plus loin. Les régularités m'intéressent non seulement en tant que conditions de possibilité d'une comparaison, mais aussi en tant qu'unités intermédiaires d'analyse, pour envisager ensuite la construction d'une généralisation de la protestation dans le pays. Pour y parvenir, je me servirai autant de l'immersion qualitative *via* des entretiens et des monographies que de la quantification des événements protestataires et de chaque histoire sociale afin de comprendre globalement le phénomène. Cette généralisation se construit ainsi à partir de deux voies : non seulement de la particularité des groupes « fixés » au moyen des monographies, mais aussi à partir de la globalité que suppose l'analyse d'événements protestataires entre les années d'étude et au cours de l'histoire[18].

L'objectif méthodologique de cette recherche est ainsi la rencontre de ces voies d'analyse afin de restituer la comparaison ou pour le dire autrement, la rencontre du global, du généralisable et du déductif, d'une part, et du particulier, du spécifique et de l'inductif, d'autre part. C'est la raison pour laquelle cette thèse comporte trois parties clairement définies : la première, consacrée à la comparaison historique de la contestation sociale au Chili (le global) ; la deuxième, destinée à l'analyse de la réalité spécifique de deux groupes de comparaison (le spécifique) ; enfin, la troisième partie, après avoir effectué les deux analyses précédentes, vise à parvenir à une conclusion globale de ces résultats. De cette manière et sans se proposer cette finalité dès le départ, cette thèse se construit à l'image d'un syllogisme aristotélicien comprenant une prémisse majeure sociohistorique, une prémisse mineure analytico-descriptive et une conclusion. Les deux prémisses sont donc irremplaçables pour la réalisation de cette étude.

Bien que l'approche globale d'analyse soit l'approche comparative, dans la mesure où les deux principales sources d'information remplissent des rôles distincts (entretiens et données issues de médias), elles seront analysées différemment. Pour chacune de ces sources, il est possible d'identifier tant une stratégie globale d'analyse qu'une méthode *ad hoc* pour mettre en pratique cette stratégie. Pour le cas des médias, la stratégie est la comparaison sociohistorique et la méthode, l'analyse des événements protestataires . En ce qui concerne les entretiens, la stratégie est l'analyse de l'éthique contestataire à partir de la « *frame analyse* » et la méthode est la théorie ancrée (*Grounded Theory*) et l'analyse structurale.

[18] Au début des deux parties de cette thèse, j'expliquerai la stratégie et la méthode d'analyse tant de l'approche quantitative (comparaison socio-historique) que de l'approche qualitative (monographies).

Les limites de la recherche et les sources d'information

Une recherche de cette nature présente des limites indéniables, certaines méthodologiques, d'autres de contenu. En ce qui concerne le contenu, la limite la plus évidente relève du choix de l'approche comparative qui privilégie la généralisation au détriment de la profondeur de l'analyse. En revanche, les limites méthodologiques découlent des contraintes propres aux sources d'information. Comme je l'expliquerai ci-dessous, aucune de ces sources n'est complète et elles comportent des biais évidents. Or, à mon sens, la recherche sociologique ressemble à un puzzle ayant des pièces singulières infinies. Aucune tentative de reconstruction ne sera parfaite, d'autant plus que nous n'avons que des notions floues sur l'image globale. La quantité des pièces de chaque sorte dont nous disposons est pourtant dérisoire puisqu'une seule pièce de chaque type suffit pour réussir à l'assembler aux autres. Dans cette recherche, la saturation constitue le principal critère pour déterminer la quantité suffisante de sources d'information ou, pour le dire autrement, autant de sources que nécessaire jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible d'obtenir de nouvelles informations. Ce critère est plus utile pour les entretiens que pour les bases de données, ces dernières présentant des limites structurelles que j'expliquerai plus tard. Pour le dire d'une manière simple, lorsqu'il s'agit d'entretiens, il est toujours possible de trouver des informations nouvelles par le biais d'un entretien supplémentaire, ce qui n'est pas le cas de l'analyse des événements protestataires . C'est pourquoi, dans la mesure du possible, j'ai préféré une diversité suffisante à un nombre réduit de sources d'information.

Les sources d'information sont définies ici comme l'ensemble des fragments d'information à partir duquel se réalisera l'analyse. Il s'agit de fragments en ce sens qu'aucun d'entre eux ne pourrait individuellement rendre compte de la complexité du phénomène de la protestation sociale au Chili ; des fragments aussi parce que, du moins en ce qui concerne les entretiens, comme le propose Geertz, l'analyse est en définitive une pure interprétation de l'interprétation que les acteurs sociaux font de la réalité qu'ils vivent (1987). De cette manière, même si les techniques de récolte centrales de cette recherche, à savoir les entretiens et les données issues des médias, sont essentielles, il faut préciser qu'elles ne correspondent qu'à certaines des pièces, parmi d'autres, qui seront mobilisées. Cette méthodologie de recherche ne peut donc pas se borner au terrain ; elle repose aussi sur l'ensemble de sources qui apportent des informations et/ou nourrissent l'analyse du sujet d'étude. C'est la raison pour laquelle dans ce travail j'ai considéré des sources primaires telles que les entretiens, les observations, les récits, les archives et les documents au niveau de la municipalité, de

la région et de l'État, ainsi que des sources secondaires telles que les informations issues des médias, notamment des journaux et de la littérature spécialisée. Voici une liste simplifiée de ces différentes sources d'information[19] :

Entretiens : auprès des acteurs sociaux participant ou ayant participé aux mobilisations sociales récentes, notamment au sein de deux groupes spécifiques : étudiants/lycéens et LGBTQ[20].

Observations : il ne s'agit pas d'un travail systématique d'observation comme le serait une ethnographie, mais d'un corpus de notes que j'ai prises au cours de la période de réalisation des entretiens, pendant laquelle j'ai aussi eu la possibilité de connaître *in situ* l'expérience de travail des organisations.

Archives et documents : L'information à propos de la mobilisation sociale disponible dans les diverses instances gouvernementales et dans les organisations sociales est abondante. Pour la plupart, ces informations sont rendues accessibles grâce à la « *Loi de transparence du Chili* » ou à travers les pages web des organisations. Parmi ces archives et documents, nous pouvons mentionner, par exemple : la base de données des marches autorisées par l'Intendance de Santiago, les rapports annuels des organisations, etc. Chacun de ces documents et des archives cités seront indiqués dans la bibliographie.

Information issue des médias : l'usage des médias et notamment de la presse écrite a constitué un des aspects méthodologiques qui a le plus fait l'objet de débats au sein de la recherche sur les mouvements sociaux (McAdam et al., 2001 ; Rio, 2008). Dans cette recherche, nous en ferons deux usages distincts : la reconstruction des faits d'un point de vue historique et la construction d'une base de données sur les actions de protestation survenues pendant la période analysée (2006-2012)[21].

Littérature spécialisée : ce dernier point repose en grande partie sur les travaux de la nouvelle génération d'historiens sociaux, lesquels ont reconstruit l'histoire de la mobilisation sociale au Chili.

[19] Les annexes 1 à 3 décrivent la sélection de sources d'information, les caractéristiques des interviewés et des bases de données construites et/ou utilisées au sein de cette recherche.

[20] cf. Annexe 1 et 2 afin d'approfondir sur la sélection et caractérisation de participantes.

[21] Une description de la méthode utilisée ainsi que des limites de ce type de recherche dans le Chapitre 1 et une description détaillée des sources d'information quantitative dans l'annexe 3.

Première partie : La pluralisation de la mobilisation sociale au Chili

Chapitre 1 : L'analyse socio-historique comme stratégie analytique

Ce n'est pas la sociologie, mais la recherche historique, celle qui a principalement apporté une nouvelle approche à la compréhension du conflit social au Chili. Une approche influencée par l'histoire sociale de Thomson et par « L'École des Annales » en France, et qui a eu pour but d'essayer de reconstruire l'histoire de la société chilienne à partir, non pas des grandes batailles et des grands personnages historiques, mais des traces que le « *peuple d'en bas* » a laissées tout au long de notre histoire, à savoir l'histoire des autochtones, des paysans, des ouvriers, des *pobladores*, etc.[22] À la différence de l'histoire officielle, laquelle a mis en avant la continuité et l'ordre des événements, la nouvelle histoire sociale essaie de faire le chemin inverse : il importe de suivre les traces de l'insurrection, de l'émeute, du désordre, de la violence, bref de la « barbarie », afin de rencontrer le « social » dans sa version la plus pure, c'est-à-dire, celle qui s'est confrontée à l'ordre imposé. C'est ce que Salazar désigne comme « *le chemin de la science populaire* », pour l'opposer à l'idée de la « *science officielle* » (Salazar, 2006b).

L'histoire du « *peuple d'en bas* » et donc des mouvements sociaux a, en effet, un poids important dans cette thèse pour deux raisons. Premièrement, parce que la longue histoire permet de regarder avec une plus grande perspective ce qui paraît nouveau au premier regard. Elle permet aussi de voir que son émergence suppose non seulement des ruptures, mais aussi des continuités avec elle et, certainement, des renaissances d'une mémoire sociale pensée oubliée et rarement mise en rapport avec les processus actuels, au moins du point de vue de la sociologie. De cette manière, sur ce plan, l'approche méthodologique vise à tracer les processus impliqués afin de comprendre comment les événements sont liés dans le temps (Ritter, 2014), quelles sont les constantes qui perdurent et dans quel degré les formes de mobilisation actuelles apportent une nouveauté à un processus qui commence, en principe, avec l'avènement des mouvements sociaux modernes au Chili, vers la fin du XIX^{e} siècle. Un exemple classique de ce type d'analyse, même si ce n'est pas le seul, provient des travaux de Charles Tilly, notamment ceux sur la France et l'Angleterre à partir desquels il développe son modèle du processus politique (Tilly, 1978a, 1978b, 1993b). Deuxièmement, une approche historique permet de comprendre les conditions de possibilité du cycle de protestation qui

[22] Pour avoir davantage d'information sur l'histoire sociale au Chili, voir : De la Maza & Garcés, 1985; Garcés, 2002, 2003; Grez, 2000, 2007; Illanes, 2007; Illanes & Moulián, 1991; Salazar, 2000, 2006b, 2012; Salazar & Pinto, 1999a.

débute en 2006 au Chili et ses processus sous-jacents, favorisant de la sorte une description détaillée de son évolution sur la période analysée ainsi que l'analyse à partir d'une perspective comparative par rapport au contexte historique global.

Dans cette partie je me servirai aussi bien des travaux des historiens appartenant à l'approche de la nouvelle histoire sociale afin de retracer cette histoire du conflit social au Chili, que des données issues de ma propre recherche. Il sera toutefois une lecture de ces travaux historiques plutôt qu'une simple revue de la littérature. Bien que la plupart de ces recherches se focalisent sur l'action contestataire, ce travail est resté souvent enfermé dans les limites empiriques et théoriques de la discipline, en négligeant souvent des interprétations autres que les siennes. Ce solipsisme s'explique peut-être par l'insistance de ces historiens à la construction d'une science soi-disant « populaire » (Salazar, 2006a). Depuis cette approche, la science officielle a mis en place des interprétations totalisantes, étrangères à ce contexte et d'un point de vue supérieur *[top-down]*, en situant les acteurs sociaux comme étant des simples sujets d'observation (Salazar, 2006a). Au contraire, la science populaire essaye de faire sortir les interprétations depuis les propres acteurs qui sont entendus comme des sujets actifs de sa propre histoire *[bottom-up]* :

> « *La science populaire étude et promeut l'action du bas vers le haut et de l'intérieur vers l'extérieur. Ainsi, plus qu'une science du passé ou des faits historiques polaires du temps, c'est la science de l'historicité ; c'est-à-dire de l'action et du mouvement [qui] émanent de l'intérieur de l'identité sociale. Ainsi, chaque sujet populaire voire chaque citoyen peut et doit être son propre historien, son propre scientifique social et son propre politicien » (Salazar, 2006a, p. 159).*

En conséquence, les cas où ces historiens utilisent des interprétations ou des informations autres que son propre travail empirique sont rares, ainsi que les comparaisons avec d'autres contextes, par exemple celui de l'Amérique latine[23]. Dans son ouvrage « *Movimientos sociales en Chile* » par exemple, Gabriel Salazar consacre l'avant-dernier chapitre à expliquer ce qu'il appelle « *Théorie générale des mouvements sociaux* »[24], c'est-à-dire une revue légère de théories du « premier monde » concernant surtout la théorie des « nouveaux mouvements sociaux » de Touraine et de

[23] Garcés est autre des rares exemples où l'un de ces historiens fait une revue sur un contexte autre que le Chili, dans ce cas sur les mouvements sociaux dans le contexte de l'Amérique Latine (2012).

[24] Comme je l'ai mentionné dans l'introduction, il n'existe pas dans la littérature concernant les mouvements sociaux une théorie « générale ». En 1996, McAdam, McCarthy et Zald ont essayé d'établir trois théories, celle du processus politique, de la mobilisation de ressources et de la *frame analyse,* comme étant les trois piliers du champ d'études des mouvements sociaux. Cependant cette tentative a reçu une quantité importante de critiques, y compris de la part du propre McAdam (Fillieule, Agrikoliansky, & Sommier, 2010; Goodwin & Jasper, 1999; Jasper, 2010; McAdam, Tarrow, & Tilly, 2001). Dans ce chapitre relatif à la « théorie générale », Salazar a tout juste cité McCarthy et Zald (théorie de la mobilisation de ressources) et nommé une seule fois le mot « opportunité » (théorie du processus politique). Au contraire, en dépit du maigre intérêt de cet historien pour les théories américaines des mouvements sociaux, le focus sur la théorie des « nouveaux mouvements sociaux » est tout à fait pertinent, étant donné l'influence dont Touraine a bénéficié dans le contexte chilien pour expliquer la mobilisation sociale.

Melucci (2012). Aussi bien la place que ce chapitre occupe que la pauvre revue de la littérature faite, démontre l'importance donnée à ce type de travail. La profondeur de la recherche dans le contexte chilien ainsi que la quasi-absence de l'influence et de l'intérêt par d'autres modèles théoriques semble être, l'une des caractéristiques les plus importantes de ce courant historique au Chili.

Dans le cadre de ce chapitre, la lecture de ces travaux trahira cependant le cœur de cette perspective : l'objectif est de mettre en relation ces études historiques et les théories, notamment celle du processus politique, qui ont essayé d'expliquer les transformations des mouvements sociaux d'un point de vue socio-historique. De ce fait, les études historiques seront utilisées en tant que données secondaires afin de dégager les continuités et les ruptures de la mobilisation sociale, en permettant à son tour de bien situer le contexte actuel de mobilisation. Ensuite, je ferais une brève description de ce modèle et des principaux outils analytiques et méthodologiques qui seront utilisés dans la partie suivante, où j'analyserais la période entre la fin du XIXe siècle et la fin de XXe siècle (la post-dictature).

1.1. La théorie du processus Politique

D'après Tilly, la relation entre le système politique et économique et le conflit social est fondamentale afin de comprendre les changements que la société occidentale a vécus à partir du début de la modernité (1995). Si nous prenons cette affirmation comme une équation, les mouvements sociaux ne peuvent donc être compréhensibles que par rapport à son contexte et son processus politique. Il n'existe pas cependant une relation univoque entre un type d'État et un type de conflit social. Tilly observe un changement radical des conflits lorsque les États modernes apparaissent sur la scène : « *Les changements au sein des États et du système d'États ont joué un rôle central dans la transformation du caractère des conflits dans son ensemble, et notamment des révolutions*. » (Tilly, 1993a, p. 92). Il décrit la transformation des révolutions en Europe commençant par les « révolutions communales » du XVe siècle jusqu'à la naissance de l'*État nation* au XIXe siècle (1993a). Les premières furent impulsées par de grands seigneurs locaux qui ont essayé de prendre le pouvoir ou se défendre des attaques des rois et de membres des communautés, dans le contexte d'un type d'*État patrimonial*, c'est-à-dire basé sur des liens de mariage. Les conflits à l'aube de l'État nation venaient au contraire de la part des secteurs de la population associés à une identité commune par rapport à un territoire, une histoire et une culture

qui avaient pour but le contrôle l'État. C'est également sa façon d'expliquer l'évolution de la violence politique des formes primitives aux modernes (Tilly, 1978a). Sans une structure centrale de pouvoir, le conflit et la violence, dans ce cas *primitive*, émergent à petite échelle entre deux ou trois groupes, circonscrits à un sujet spécifique et à une logique de vengeance. Au contraire, les *formes réactionnaires et modernes* ont eu besoin d'un pouvoir central comme condition de possibilité. Il existe également une différence entre ces deux dernières. Tandis que les *formes réactionnaires* sont des actions contre l'autorité et par réponse à la perte des pouvoirs ou des droits, les *formes modernes de violence* répondent plutôt au développement de l'État moderne. Dans ce cas, ce sont souvent des actions de démonstration de force, faites par des groupes bien organisés ayant des objectifs politiques et économiques bien définis (mouvement ouvrier par exemple) et qui, à la différence des formes réactionnaires, cherchent des espaces de pouvoir à l'intérieur du système.

À partir de cette analyse, Tilly conclut que les mouvements sociaux ont dépendu de l'apparition d'un État stable, centralisé et principalement démocratique, appartenant donc à l'émergence de l'époque moderne (2004, 2005). En effet, il existe une forte corrélation entre les processus de démocratisation des États et la naissance des mouvements sociaux, notamment dans les pays européens (Tilly, 2005). Par *processus de démocratisation,* Tilly fait référence à « *la tendance d'un régime vers la régularité catégorique plus grande*[25]*, la représentativité, l'égalité, la consultation obligatoire et la protection* » (2004, p. 123). Cependant, malgré la forte corrélation entre les deux éléments, les mouvements sociaux ont existé à l'intérieur de diverses modalités de gouvernement avec un pouvoir central. En conséquence, dépendamment de l'évolution du processus de démocratisation, il est alors possible d'identifier les différents états du processus de mobilisation (voir tableau 2).

À partir de cette analyse, Tilly et d'autres chercheurs ont développé le concept de « *structure d'opportunités politiques* » (SOP) afin d'expliquer l'influence du système politique sur la montée et la chute des mouvements sociaux. Une SOP fait référence aux ouvertures ou fermetures du système politique en vigueur par rapport aux actions de protestation (Tilly, 1993b, 1998). Une SOP favorable aux mouvements sociaux est celle où les « *institutions politiques fournissent des espaces multiples pour projeter des revendications, les élites sont divisées, la répression est faible et il y en a des canaux solidement établis où diriger efficacement les revendications* » (Tilly, 1998, p. 38). Kriesi (1995, 2004) définit par exemple ce contexte politique à partir de quatre caractéristiques :

[25] « Régularité catégorique » veut dire la capacité des États à s'approcher de façon stable avec les catégories des individus, par exemple les ouvriers, plutôt qu'aux individus mêmes.

a) la structure formelle de l'État, c'est-à-dire le degré de centralisation territoriale et de séparation fonctionnelle ;

b) la configuration et la distribution du pouvoir à l'intérieur du système électoral et des partis, autrement dit le degré de proportionnalité du système électoral, le nombre des partis et le degré d'alignement intra et entre les partis ;

c) la fonctionnalité de l'administration publique, c'est-à-dire la quantité de ressources disponibles, la coordination interne, la professionnalisation et la capacité à établir des alliances dans le système public et ;

d) les procédures informelles et les stratégies dominantes des autorités politiques par rapport aux challengers, par exemple les stratégies d'exclusion telles que la répression, la confrontation, et la polarisation et les stratégies d'inclusion, telles que la facilitation, la coopération et l'assimilation.

D'après Tilly, le contexte le plus favorable aux mobilisations organisées est celui d'une démocratie imparfaite où la SOP est suffisamment ouverte afin de permettre de demandes spécifiques. Au contraire, au fur et à mesure que l'État fournit des bénéfices collectifs la puissance du conflit diminuera (Tilly, 2004).

Tableau 2: Relation entre démocratisation et mouvements sociaux

Pauvre ou nulle démocratisation	Démocratisation naissante	Démocratisation limitée	Démocratisation répandue	Internationalisation naissante
Absence de MS	Les caractéristiques ressemblent à celles de MS, mais il n'existe pas une combinaison véritable de tous ces éléments.	Combinaisons de composantes de MS à l'intérieur des secteurs limités (étudiants, ouvriers, etc.).	Disponibilité élargie de programmes de MS.	Internationalisation des demandes de mouvement sociaux

Source : élaboré à partir de Tilly, 2004, p. 129

Un concept clé chez Tilly est celui du « répertoire de contestation », à partir duquel il analyse les transformations des mouvements sociaux à travers l'histoire occidentale. Un répertoire de contestation est :

> *« un ensemble limité de routines qui sont apprises, partagées et pratiquées, à travers un processus d'élection relativement délibérée. Les répertoires sont des réactions culturellement appris, mais ils ne descendent pas d'une philosophie abstraite et ne sont pas le résultat de la propagande politique ; ils émergent de la lutte. Les gens apprennent à casser des fenêtres en signe de protestation, attaquer les prisonniers, démolir les maisons déshonorées, faire des manifestations, des pétitions, tenir des "meeting" formels, organiser des associations d'intérêt spécial. Dans n'importe quel point particulier dans l'histoire, cependant, ils apprennent seulement un assez petit nombre de formes alternatives d'agir de manière collective » (Tilly, 1993b, p. 264).*

Afin de mieux délimiter le concept de répertoire d'action, Tilly dans son dernier ouvrage fait une distinction entre cinq types d'actions : les actions, les interactions, les performances, les épisodes et les répertoires, qui montrent un degré croissant de complexité (2008) :

1. Les *actions* sont les unités les plus simples de contestation et les plus facilement observables dans un événement, par exemple le fait de marcher, de s'asseoir, de chanter, etc.
2. Les *interactions* permettent de préciser le contexte et les opposantes à qui la protestation s'adresse.
3. *Performances*, lorsqu'il s'agit de séquences d'interactions réglées, par exemple une manifestation unique.
4. Les *épisodes* sont des combinaisons des différentes performances mises en place au cours d'un événement. Dans le cas chilien par exemple, la célébration de la fête du Travail du 1er mai est composée par plusieurs marches qui se rassemblent dans un acte central, lequel est également accompagné des confrontations avec la police.
5. La connaissance limitée de ces performances ou routines de protestation dans une période de temps est considérée par Tilly comme étant un *répertoire d'action*.

Le passage d'un répertoire à un autre implique une évolution lente, influencée par des changements structurels au niveau sociétal, politique et économique. Le nombre limité de routines apprises et ce lent changement permet à son tour de retracer l'histoire de la protestation, en devenant ainsi, un outil analytique incontournable. En effet, Tilly observe ce changement au milieu de XIXe siècle en Angleterre (1993b) et en France (2008) et même à nos jours, il existe un débat concernant la possibilité d'un nouveau changement de répertoire, dû probablement à l'internationalisation de la protestation (Della Porta & Tarrow, 2005). Fillieule regroupe les quatre premiers types touchant un seul groupe protestataire dans le concept de répertoire tactique (2010). Cela lui permet d'observer les changements de répertoire à court et à long terme. Bien qu'au début pour Tilly, le contexte politique et économique était fondamental pour comprendre le changement de répertoire, Fillieule

considère nécessaire de préciser que la particularité du répertoire tactique dépend de plusieurs facteurs : « *ce propre est à la fois limité par le répertoire de contestation et par toute une série de variables culturelles, contextuelles et conjoncturelles définissant le cadre dans lequel se déroulent les interactions entre les contestataires, leurs cibles, les autorités politiques et les forces de l'ordre* » (2010, p. 82). Le répertoire tactique ressemble à l'utilisation plus limitée que Tarrow (2002) fait du répertoire de contestation. En effet, d'après lui, chaque nouvelle vague de contestation fait émerger un nouveau répertoire d'action, lequel singularise le mouvement social.

1.2. Analyse comparative sociohistorique

Pour parvenir à ces objectifs, je dispose de deux sources d'information principales : d'une part, la reconstruction prolifère que les historiens sociaux ont réalisée de l'histoire des mouvements sociaux au Chili, celle qui a été évoquée plus haut ; d'autre part, l'information issue des médias entre les années 2006 et 2012. L'utilisation des médias répond, à son tour, à deux objectifs spécifiques. Premièrement, mettre en contexte chaque groupe identifié, aussi bien en termes de son évolution qu'en termes de son répertoire d'action. Deuxièmement, et à mon sens d'une plus grande importance, l'information des médias permet de décrire l'évolution de la mobilisation sociale d'une manière générale tout au long de la période analysée, lui conférant ainsi un contexte et une perspective historique.

Le premier des objectifs est réalisable seulement pour certains des groupes étudiés. L'information à propos des étudiants/élèves, par exemple, a été largement décrite par les médias, ces données seraient donc utilisées systématiquement dans la monographie dédiée à ce groupe. Ne jouissant pas de la même visibilité, le contexte du mouvement LGBTQ doit se construire, en partie, avec l'information issue des médias, mais enrichie à partir des documents et des archives des organisations elles-mêmes, tels que le rapport annuel du MOVILH qui inclut un bilan des actions de contestation.

Le deuxième objectif, constituant le cœur de cette partie de la recherche, repose sur le modèle d'analyse des événements protestataires (AEP) (Hutter, 2014). L'AEP a probablement été l'une des méthodes phares et l'une des méthodes les plus fréquemment employées dans la recherche sur les mouvements sociaux ; il s'agit, en effet, d'une méthodologie née et développée au sein du champ d'études de la protestation sociale qui s'est ensuite répandue à d'autres champs d'étude (Hutter, 2014). Cette méthode peut être définie comme : « *un type d'analyse de contenu pour mesurer*

systématiquement la quantité et les caractéristiques des protestations dans de différentes zones géographiques (du niveau local au niveau supranational) et dans le temps (des périodes de temps courts jusqu'à plusieurs décennies) » (Hutter, 2014, p. 335). Cette méthode peut être donc caractérisée comme un type d'analyse de contenu qualitative qui quantifie les événements décrits fréquemment par les médias et/ou par les archives de la police, permettant ainsi de décrire, par exemple, la fréquence et les caractéristiques des protestations (Hutter, 2014; Koopmans & Rucht, 2002). Dans le cadre de cette recherche, deux bases de données inspirées du modèle d'analyse des événements protestataires ont été construites : une base de données des actions contestataires issues des médias entre 2006-2012 et une base de données consacrée aux faits de violence sociale pendant la même période. Bien que la source soit la même, la deuxième base de données a été construite afin de comparer les faits de violence contestataire entre la période à l'étude et les données de la recherche de l'historien Gabriel Salazar entre les années 1947-1987. Dans le chapitre concernant la comparaison de ces faits de violence, j'expliquerai les différences entre les deux bases de données.

En dépit de l'importance qui a eu ce type de données au sein de la recherche concernant les mouvements sociaux, un débat passionné autour de l'usage des médias a conduit à mettre en question leur fiabilité en tant que source d'information (Barranco & Wisler, 1999 ; Fillieule & Tartakowsky, 2008 ; Rio, 2008 ; Wilkes & Ricard, 2007). Sur le plan statistique, un des grands problèmes de l'analyse des événements protestataires relève du fait que l'univers possible des événements est inconnu. Aucune des sources de données disponibles (médias, archives, sources institutionnelles, etc.) n'est assez complète pour répertorier, individuellement ou de manière agrégée, tous les événements et, par conséquent, un grand nombre d'actions de contestation ne sont pas considérées dans l'analyse, leur distribution et leurs caractéristiques restant méconnues. Fillieule, par exemple, explique que décrire les cycles de protestations à partir de l'information issue des médias se rapproche davantage d'un cycle d'attention médiatique que d'un cycle de protestation à proprement parler (Fillieule, 2007). Il est donc impossible de savoir avec certitude si les événements retenus ou les échantillons sont en effet représentatifs de la population totale étudiée ou s'ils découlent des biais propres à la collecte d'information à partir de ces sources. Il est évident, par exemple dans le cas des médias, qu'ils ne sont pas à même de couvrir toutes les activités de contestation d'une ville. Les contraintes dérivées de la couverture et de la ligne éditoriale sont inéluctables ce qui introduit des biais non désirés et entraîne la perte de fiabilité et de validité des données analysées.

Il existe plusieurs manières de réduire ces biais, bien qu'elles ne les suppriment pas complètement (Hutter, 2014; Koopmans & Rucht, 2002). Certains chercheurs assument ce biais comme quelque chose de naturel et préfèrent se concentrer sur un seul média ; d'autres disposent de sources d'information multiples permettant une vision globale des faits, même si ces sources ne sont pas tout à fait comparables. J'ai choisi la seconde option, en m'appuyant sur la presse écrite locale et les journaux nationaux ayant un siège dans la ville étudiée. Ceci offre une plus grande couverture des événements.

Par ailleurs, ces biais se réduisent, sans pour autant disparaître, lorsque nous considérons les faits de violence sur la voie publique. Les médias tendent, en effet, à se concentrer sur ces faits en apportant davantage d'informations. Ce type de recherche a déjà été mené précédemment au Chili (Salazar, 2006b) ce qui permet la réalisation de comparaisons historiques à l'échelle nationale. C'est pourquoi une partie de cette thèse sera consacrée au sujet de la violence, même s'il ne constitue pas l'objet central de cette recherche.

En ce qui concerne le biais dérivé de la ligne éditoriale, une façon de le réduire souvent décrite par la littérature est l'usage des médias ayant des orientations politiques différentes (Wisler, 1999). Au Chili, cette solution représente une difficulté supplémentaire en raison de la forte concentration des médias dans les mains d'un nombre réduit de propriétaires ayant pour la plupart une orientation politique conservatrice (Merrill, 2010; Monckeberg, 2009). C'est pour cette raison que j'ai inclus diverses sources issues des sites d'internet d'information (ou des journaux numériques) comprenant la période à l'étude.

Pour cette analyse, j'ai employé la définition opérationnelle suivante[26] :

> *Toutes les actions collectives de mobilisation sociale dans lesquelles était soulevée une demande spécifique de changement social adressée à une autorité, à un pouvoir central ou à un acteur étant en mesure de produire ce changement et qui avait pour objectif de parvenir à un impact public à travers cette action.*

Par événement public je n'entends pas simplement l'action qui se déroule dans un espace ouvert, mais davantage celles qui ont pour but de produire un impact dans un espace social tiers au-delà des individus concernés. Ainsi, un événement public s'oppose à un événement privé en ce sens que celui-ci n'intéresse que les deux parties directement concernées. Cette définition demeure assez traditionnelle par rapport aux nouvelles façons de concevoir ce phénomène qui justement ont tenté d'élargir cette définition en incorporant des acteurs et des actions qui traditionnellement avaient été

[26] Une définition de violence sociale utilisée dans ce travail peut être lue dans le chapitre consacré à la comparaison historique de faits de violence.

exclus, tels que le lobby, les demandes au sens large, les acteurs institutionnels, et les luttes de pouvoir entre des parties politiques au sein de l'État (Hutter, 2014 ; McAdam et al., 2001). L'une de ces nouvelles perspectives par exemple est l'analyse du discours politique et l'AEP à partir d'une unité d'analyse plus ample, laquelle inclut l'analyse des événements et des demandes politiques issues de médias (Koopmans & Statham, 1999). Bien que ces perspectives soient intéressantes, d'autant plus qu'elles tentent de dépasser des dichotomies classiques telles qu'acteurs institutionnels/extra-institutionnels ou État/manifestants, pour se concentrer davantage sur les rapports de pouvoir et de force, au sens foucaldien du terme, il est difficile de mettre en place leur méthodologie à ce moment de l'étude.

Ce point est en lien avec une autre précision de la définition. En effet, dans cette phase de repérage des événements j'ai conservé la dichotomie « acteur étatique/extra-étatique », c'est-à-dire que les événements récoltés au cours de cette phase de l'étude ont été menés principalement par des acteurs hors l'État. Je dis « principalement » parce que de nombreuses actions ont été co-organisées par des membres des partis politiques traditionnels. C'est à ce niveau que les limites de la définition commencent à se brouiller.

Il existe trois études au Chili qui ont utilisé l'analyse d'événements protestataires : l'étude G. Salazar (2006b) sur les faits de violence entre 1947 et 1987, l'étude de Fernandez Labbé (2015) pour la période 2006-2011 et l'étude de Somma (Medel & Somma, 2016 ; 2015) pour la période 2000-2012[27]. L'étude de Salazar est certainement l'une des références de cette thèse et il servira pour comparer historiquement les deux périodes. Hélas, cette comparaison se borne exclusivement aux événements protestataires violents qui ont constitué les unités d'analyse de cette étude. Malgré cela, il s'agit d'une période de comparaison incontournable. Dans la mesure où dans notre étude deux médias consultés sur trois sur l'ensemble de la période sont numériques, la quantité moyenne d'événements collectés par an est largement supérieure à celle obtenue par G. Salazar dont la période analysée est pourtant considérablement plus active sur le plan de la mobilisation[28]. C'est pourquoi la comparaison porte ici sur les taux et non pas sur les fréquences absolues.

Depuis l'an 2000, l'observatoire social de l'Amérique latine (OSAL) du conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) a répertorié les événements de conflit social des divers pays de la

[27] Dans le cadre du projet « *Fondecyt Iniciación a la Investigación 11121147* ».

[28] Une explication approfondie des différences méthodologiques entre mon étude et celle de Salazar peut être lu dans le chapitre 4 à la page 147.

région. À partir de cette information, deux recherches récentes ont fait une analyse similaire d'événements protestataires à celui de cette thèse (Fernández Labbé, 2015 ; Medel & Somma, 2016). Il existe nonobstant des différences importantes entre ces recherches et cette thèse, notamment liées aux biais du récit des conflits de l'OSAL. Bien que les médias utilisés par l'OSAL aient été nombreux, ils ont changé constamment au cours de la période[29]. Tout au début, il a commencé par un seul journal et puis d'autres sources ont été incorporées. Cependant, ces sources n'ont pas eu une continuité tout au long de la période : pendant plusieurs mois certaines sources ont disparu, y compris les sources originales, et d'autres ont été incorporés, sans savoir les motifs d'une telle variation. En revanche, dans cette recherche, j'ai utilisé constamment trois médias comme source principale d'information (*« el Mercurio »*, « Emol », *« Radio Cooperativa »*), plus l'information fournie par les communes concernant les occupations illégales et d'autres sources secondaires. De plus, dans les deux cas, les chercheurs ont considéré tous les événements au niveau national, mais à partir de l'information de journaux basés à Santiago. Au contraire, il est recommandé d'utiliser des sources d'information proches aux événements qu'elles décrivent (Barranco & Wisler, 1999 ; Hutter, 2014). Ainsi il est fort probable que l'information soit biaisée par rapport à Santiago. C'est justement le motif par lequel je me suis concentré dans cette ville.

Il en résulte que la première étude a répertorié 1.093 événements et le deuxième, 2342. Pourtant, entre les années 2006-2012, j'en ai identifié 2587[30]. Cette différence s'explique aussi pour plusieurs différences méthodologiques. En premier lieu, j'ai utilisé directement les sources d'information, en augmentant la précision de données. En effet sur plusieurs passages, le récit de l'OSAL reste imprécis : « *plusieurs protestations arrivent dans les universités du pays* » (OSAL, 2006, p. 164), ou des événements incontournables manquent, par exemple, la commémoration du coup d'État de 1973. L'OSAL par exemple identifie quatre événements tout au long du Chili pour septembre de 2006, lorsque j'en ai identifié 42 seulement à Santiago. Finalement, j'ai également fait une désagrégation complète des événements. Ainsi, j'ai divisé tous les événements motivés par la même raison, mais organisés de manière décentralisée et séparée spatiale ou temporellement. C'est le cas notamment des journées de protestation.

[29] 'OSAL fait la distinction entre les sources principales et les secondaires. Tout au début par exemple, l'OSAL a commencé seulement par le journal *« La Tercera »* en tant que source principale et puis il a incorporé *« el Mercurio »*. Le 2007 incorpore « *La Nación* » et le 2008, *« Radio Cooperativa »*. Fernandez Labbé (2015, p. 146) fait une bonne exposition de ces changements pour la période 2006-2011.

[30] Pour une explication plus précise de la méthode de cette partie, voir l'annexe 3 à la page 418.

Chapitre 2 : Un siècle de mobilisation. De la fin du XIXe siècle à la post-dictature

Une grande majorité des demandes des mouvements sociaux actuels au Chili sont adressées à l'État. Cela n'a rien de surprenant de nos jours. Cependant, cette appréciation nous fait oublier que les relations entre les mouvements sociaux et celui-ci ont évolué tout au long de l'histoire du pays. En effet, la demande d'une plus grande implication de l'État dans les problématiques sociales actuelles est le résultat de la contraction qu'il a subie à partir de la dictature et la mise en place des politiques économiques néolibérales ainsi que de l'image de l'État, forgée dans la période du *« nacional-desarrollismo »*[31]. C'est au cours de cette période que, après la crise de la question sociale, l'État croît afin d'incorporer, au-delà de son contrôle répressif habituel, une dimension sociale inexistante jusqu'alors. Cependant, il existait également un État avant la période *« desarrollista »*. Un État qui, malgré la prétention théorique du bien-être des citoyens, était loin de considérer à l'intérieur de ses bénéficiaires le plus ample ensemble de la société. Le rôle social de l'État à l'époque a été une construction entre l'urgence de la question sociale au tournant du siècle et la nécessité de canaliser ces conflits, à partir d'une voie institutionnelle.

D'après Gongora (2006), à la différence d'autres pays latino-américains comme le Mexique ou le Pérou, où la société a été le résultat de la fusion entre les civilisations précolombiennes et les Virreynatos coloniaux, au Chili l'État a précédé la société et a aidé à sa construction. Ceci est possiblement dû au fait que l'État chilien a été un État fondamentalement militaire jusqu'aux fins du XIXe siècle (Góngora, 2006). En effet, à cause de la guerre de l'Araucanía entre les Espagnols et les *Mapuche*s durant la colonie, de la guerre de l'indépendance, des conflits avec les pays voisins et des conflits internes, chaque génération de Chiliens a vécu une guerre. Ainsi, en dépit de l'influence des idées de l'État traditionnel européen et de la démocratie, après l'indépendance de l'Espagne, les constructeurs de la nouvelle république se méfiaient de la mise en place d'une démocratie dans le pays. Portales disait déjà en 1822 :

> *« La démocratie que les Chiliens annoncent tellement est une absurdité dans des pays tels que les américains, pleins des vices et où les citoyens manquent de toute vertu, comme il est nécessaire pour établir une république (...) Vous savez comment je l'entends pour ces pays. Un fort gouvernement centralisateur,*

[31] Une traduction libre serait national-développementalisme.

dont les hommes sont de vrais modèles de vertu et de patriotisme afin de redresser les citoyens par le chemin de l'ordre et des vertus » (1936, p. 172)

La formule de Portales a fini par s'imposer et se répéter tout au long de l'histoire (Jocelyn-Holt, 1997 ; Salazar & Pinto, 1999a), devenant le mythe fondateur de la république chilienne, à savoir, étant donné qu'au Chili il n'existe pas une telle virtuosité républicaine, laquelle est indispensable pour une démocratie, la mise en place d'une « *démocratie doit être retardée, en gouvernant de façon autoritaire pour l'instant, mais avec le zèle du bien public [et], les hommes capables de le comprendre et de le réaliser* » (Góngora, 2006, p. 13). L'État Portalien a voulu donc réinstaller l'obéissance des sujets au roi pendant la colonie. Ce mythe fondateur expliquerait la tendance au Chili à favoriser et à imposer la gouvernance et la stabilité de l'État, souvent via la violence, au détriment de l'intégration au pouvoir de la population majoritaire. Certes, la construction de cet État s'est inspirée des idées de l'État moderne : « "*le bon gouvernement", l'administration, la législation, la justice, l'éducation nationale, l'économie, la moralité et la santé publique* » et bien évidement de l'égalité devant la loi et de la démocratie (Góngora, 2006, p. 12). Pourtant, ces fonctions concernaient exclusivement les citoyens, lesquels selon la constitution de 1833 étaient notamment les hommes propriétaires d'immeubles ou ceux ayant un métier connu (Salazar, 2012). En revanche, les employés domestiques et les péons, c'est-à-dire la population métisse majoritaire du pays, ont été exclus de la république, de la prise de décision et de la citoyenneté. Une réalité qui vient de la colonie. En effet, tant les Espagnols que les autochtones avaient un statut légal, les premiers selon leur origine et les deuxièmes, en tant que sujet du roi (Salazar & Pinto, 1999a). Au contraire, les métis qui représentaient la grande majorité du pays manquaient de droits et la législation coloniale ne leur réservait que les prohibitions : « *de nombreuses lois spécifiques ont clairement jugé qu'est-ce que les enfants qui naissaient du mélange de races, nés dans les lits du péché, ne pouvaient PAS devenir, ni faire ni exercer »*[32] (Salazar, 2012, p. 131). Ainsi, les métis ont été chassés de la société coloniale, en ne leur réservant que l'itinérance. Ce manque d'intégration a continué après indépendance, cette fois envers les héritiers des premiers métis : les péons et le « *bas peuple* » en général. Il en résulte par exemple que lors de la constitution de 1833, seulement 6 % de la population avait le droit à voter (Salazar, 2012).

[32]« *En virtud de eso, los mestizos no recibieron mercedes de tierra (a menos que el padre se hubiera casado con todas las de la ley con la india concubina respectiva), no pudieron ser encomenderos ni sacerdotes ni monjas ni tener cargos concejiles. Incluso se prohibió que 'asienten plazas de soldado' (el 'soldado' era una función reconocida y remunerada, en tanto la tropa reclutada por medio de 'levas' entre mestizos, mulatos y vagabundos, si era llevada a la guerra, no tenia igual categoría) (…) Se les prohibió también vivir en los pueblos de indios. Tampoco podían tener indios 'a su servicio', lo que les impedía de paso, ser 'patrone*s » (Salazar, 2012, p. 131).

D'après Salazar et Pinto, cette construction de l'État chilien a mis en place une tension et un écart entre une population historiquement exclue des décisions du pouvoir (« *le bas peuple* ») et une élite, qui a toujours préféré s'intégrer envers l'extérieur, notamment avec les Européens (1999a).

C'est une nouvelle version de la formule classique de Sarmiento qui oppose la « barbarie » de l'ensemble de la population américaine à la civilisation, notamment d'origine européenne. Une formule, même si elle semble anachronique aujourd'hui, qui est relancée de temps à autre, de l'un et de l'autre côté de l'équation, soit pour actualiser l'idée de « civilisation » à travers l'idée d'ordre, de progrès, de développement ou de modernisation, soit pour évoquer la « barbarie » des indigènes, des « *Rotos Chilenos* »[33] (Matus, 1994 ; Pécaut, 2001). C'est justement cette tension, celle qui oppose historiquement les mouvements sociaux à l'État, toujours sous le contrôle d'une élite, qui est devenu une classe politique. Ainsi, cette construction depuis en haut de l'État, de la politique et de la société a créé un écart entre la souveraineté et la légitimité du pouvoir : « *historiquement, la "stabilité" a suffoqué et enterré la "légitimité". Tant, que l'histoire de celle-là est publique, officielle et visible, et celle de celle-ci obscure et enfouie, se rendant seulement visible quand elle "explose" sur la surface de la première* » (Salazar & Pinto, 1999a, p. 15). La lutte peut donc être résumée comme le conflit historique entre deux forces : l'une qui a eu la tendance à la centralisation et la concentration du pouvoir, représentée notamment par l'élite de Santiago et l'autre, qui a toujours échoué dans le fait de mettre en place un pouvoir décentralisé, démocratique, local, et qui intègre l'ensemble de la population (Salazar & Pinto, 1999a). C'est justement cette tension historique qui a poussé, selon Salazar (2006b), aux explosions cycliques de violence politico-populaire tout au long de l'histoire du Chili, qui ont toujours été étouffées par la violence de l'État, afin de rétablir les conditions originales, à savoir, celles où le pouvoir est concentré dans un secteur minoritaire de la population, dont sa dernière version a été le coup d'État de 1973.

Cette dualité et ce contexte historique seront donc présents tout au long de cette révision historique, voire tout au long de cette thèse. Elle servira de contexte pour expliquer les relations historiques entre l'État et les mouvements sociaux, ainsi qu'une hypothèse à tester, dans le cas du cycle de mobilisation 2006-2012.

Comme susmentionné, je vais me servir des outils analytiques empruntés à la théorie du processus politique afin de décrire l'évolution des mouvements sociaux au cours de l'histoire : le répertoire tactique et la relation de la protestation avec l'État et le système politique, ainsi qu'avec le système

[33] Un personnage populaire chilien du XIXe siècle.

économique en vigueur. L'importance de décrire un répertoire de contestation réside dans l'observation du clivage qui permet à son tour, l'observation du passage d'une période à une autre et l'observation générale des limites que ce clivage a imposées sur l'ensemble des événements de contestation. Pourtant, se centrer sur le répertoire de contestation ne permet pas d'observer les changements plus spécifiques et à une échelle moins importante, qui ont eu lieu au cours de la centaine d'années considérées dans ce chapitre. Ainsi, dans ce chapitre, je vais me concentrer plutôt sur la description des différents répertoires tactiques qui ont été mis en place entre la fin du XIXe siècle et le début du XXIe. Le répertoire tactique est donc une unité d'analyse plus gérable afin de décomposer la période dans différentes sous-étapes de mobilisation et afin d'observer plus en détail l'évolution de ces événements.

Un résumé de ces caractéristiques peut être observé dans le tableau 3.

Tableau 3: Caractérisation des périodes de contestation

	Répertoire tactique	Relation avec l'État	Économie
Début de la mobilisation moderne	Émeutes - grèves	Autonomie	Libéralisme économique et industrialisation croissante
« Nacional-desarrollismo »	Grèves	Clientélisme Institutionnalisation	*« Nacional-desarrollismo »*
National-Populisme	Occupations	Clientélisme-Autonomisation	*« Nacional-desarrollismo »*
Dictature	Journée de protestations/barricades	Clientélisme-Autonomisation	Néolibéralisme orthodoxe
Post-Dictature	Mobilisation fragmentaire	Autonomie	Néolibéralisme corrigé

Source : Élaboration personnelle

J'ai divisé la période historique dans quatre étapes :

a) Le début de la contestation moderne : la république parlementaire et la question sociale (1890-1925). Cette première période se concentre sur les principales transformations de la contestation due au processus d'urbanisation et d'industrialisation pendant le tournant du XIXe au XXe siècle. Cette période est traversée par l'émergence de la « question sociale » et un système politique en crise. Elle s'achève pendant la période de « l'anarchie » lors de la création d'une nouvelle constitution.

b) Le *« nacional-desarrollismo »* (1925-1973). Le noyau de cette période est l'émergence d'un nouveau modèle économique connu comme *« desarrollismo »* et par l'institutionnalisation

du conflit. L'État devient plus important, plus grand et plus impliqué dans la vie sociale. Elle se divise en deux parties : la période de la mise en place du *« desarrollismo »* (1925-1947) et la période du « national-populisme » (1947-1973).

c) La dictature (1973-1989). Cette période se caractérise au début par la répression exercée par un gouvernement autoritaire, par l'extinction de la mobilisation sociale, par la mise en place d'une nouvelle constitution et d'un nouveau système économique et à la fin, par l'unification de toutes les forces sociales ayant un seul objectif : la chute du régime.

d) La post-dictature : la période de la désillusion politique (1990-2005). Finalement, la période de la désillusion politique fait référence à la période du retour à la démocratie et du processus de modernisation de l'État, quand le pays a vécu une diminution de la mobilisation et de la participation sociale et une montée de la méfiance envers la politique partisane.

Cette approche est une simplification de la théorie du processus politique. Cela s'explique par le besoin de dégager ponctuellement les faits saillants au cours de la période, qui me permettront de reconnaître les ruptures et les continuités durant la période à l'étude (2006-2012) et les anciennes formes de mobilisation sociale.

2.1. Le début de la contestation organisée : la république parlementaire et la question sociale

Les réformes qui ont suivi la guerre civile de 1891 ont eu pour but de réduire l'influence du système présidentiel en vigueur et d'augmenter celle du système de partis. Ces réformes ont donné lieu à une période connue comme la « république parlementaire », quand le parlement a eu le pouvoir exécutif (la désignation des ministres ou son changement) et le système électoral sous contrôle (Samuel Valenzuela, 1997). Ainsi, un processus de libéralisation croissante du système politique et un effort de déconcentration ont dérivé de cette situation. Un exemple de ceci a été la loi de la « commune autonome » qui a permis l'élection libre de candidats à la mairie et a augmenté l'autonomie des municipalités (Illanes, 2003; Samuel Valenzuela, 1998).

Cependant, conformément à Salazar et Pinto, cela n'a pas impliqué une plus grande participation et représentation de la société dans la politique. Au contraire, les partis politiques se sont

homogénéisés en recréant l'oligarchie en vigueur : « *La transversalité, l'indifférenciation, la migration de politiciens à travers les factions différentes et le changement permanent des alliances et des coalitions ont été les traits dominants du système de partis entre 1891 et 1925* » (1999a, p. 216). Ceci est confirmé par les données de Valenzuela (1997) : en dépit de l'élimination de la condition requise de revenus en 1888, seulement 7 % de la population était inscrite dans les registres électoraux. En conséquence, le système politique a continué d'être oligarchique. Malgré cela, d'après Valenzuela (1998) celui-ci rempliait les conditions minimales pour se considérer comme démocratique à partir de 1890[34]. Cependant, à cause des luttes partisanes et des besoins politiques de ces partis, l'État est devenu inefficace et incapable de donner une réponse aux tensions sociales croissantes. Cette situation conjointement avec l'urgence de la question sociale, la montée des mouvements sociaux modernes et les crises économiques, a été à la base de la paralysie politique qui a conduit à l'élaboration d'une nouvelle constitution et à la refondation de l'État en 1925.

Toute cette période est traversée en effet par la « question sociale » c'est-à-dire l'ensemble des problématiques sociales associées à la croissance rapide de la ville. Cette croissance est la conséquence à son tour, du processus de migration interne des péons itinérants qui s'est intensifiée après la crise du salpêtre au nord du pays.

> *« ... la pauvreté était mal dissimulée et se manifestait dans les énormes faubourgs et "conventillos", dans les conditions sanitaires et urbaines inhumaines, dans les épidémies difficiles à enrayer, dans le sous-emploi et le chômage visible, et à ce moment-là, dans une inflation croissante qui a aggravé les conditions de subsistance populaire »* (Garcés, 2003, p. 84).

La plupart des héritiers du métissage de la colonie, exclus socialement, invisibles dans l'itinérance et ayant perdu leurs possibilités de subsistance historique, finissent par les chercher en s'installant en ville. À cause de cette situation, les villes vivent une croissance explosive, désordonnée et ségrégée, ce qui a pour conséquence un accès déficient au logement et des conditions de vie déplorables (De Ramón, 1978). Durant la période, l'accès au logement était axé d'abord sur la location de petits terrains en périphérie de la ville, où les locataires devaient construire leurs propres demeures, en général précaires (« *ranchos* »), et après, la location des chambres dans les « *conventillos* » ou dans des immeubles détériorés (De Ramón, 1990). Ces chambres avaient généralement une seule entrée sans fenêtre et dans celles-ci, des familles complètes habitaient ainsi que des animaux qui servaient pour leur subsistance. Il en résultait des conditions importantes

[34]« Démocratie de suffrage incomplet » d'après Valenzuela, car les femmes étaient ouvertement exclues de ce droit.

d'entassement et d'insalubrité (Garcés, 2003). Il est estimé que 70 % des logements dans le pays correspondaient à ce type d'habitation (Garcés, 2003). L'insalubrité de ceux-ci a été cause de la propagation de maladies, d'épidémies et de pestes avec un taux élevé de mortalité, qui dans le cas des enfants arrivait à 50 % (Garcés, 2003). À tout cela est venu s'ajouter les conditions précaires de travail, les salaires peu élevés et l'absence de régulation :

> *À cette époque-là, on peut dire qu'il n'existait aucun type de prévision sociale, sauf celle dont les travailleurs se pourvoyaient à travers de leurs sociétés mutuelles et d'autre type d'organisations. Il n'y a pas eu non plus de législation sur des accidents du travail, jusqu'à 1916. Il n'y avait pas non plus une législation sur la durée de la journée de travail qui pouvait fluctuer entre 9 et 12 heures voire même davantage. Et le travail des enfants et des femmes manquait de tout type de réglementation, malgré le fait qu'ils représentaient environ de 30 % de la force de travail. Finalement, fait notoire, le Chili a manqué jusqu'à 1924 de toute sorte de législation qui réglait les relations capital - travail »* (Garcés, 2003, p. 99).

Ainsi, la participation de l'État à ces questions a été pratiquement nulle et il s'en est approprié, lorsque les mouvements sociaux ont émergé et à cause de la crainte de la part de l'oligarchie gouvernante de perdre le contrôle du pouvoir. Un député de l'époque l'explique ainsi :

> *« Qu'il n'arrive pas, dans notre Chili, monsieur Président, ce qui est arrivé à la vieille Europe, qui s'est laissée entraîner par un optimisme libéral et par des idées fort individualistes, et qui est restée indifférente envers le mouvement ouvrier, pour s'éveiller lorsque toutes les institutions existantes étaient déjà menacées de mort et lorsque le problème épouvantable de salut social se présentait dans toute sa grandeur »* (cité dans Yáñez, 1999, p. 206)

En effet, d'après Yañez (1999) cette réponse tardive de l'État a découlé de l'essor du libéralisme politique et économique à la fin du XIXe siècle dans le pays, qui, comme dans le reste de l'Amérique latine, avait eu une influence importante depuis l'indépendance (Cavieres, 2001; Jacobsen, 2007). D'un point de vue économique, cela s'est traduit par une libéralisation vers les marchés internationaux et une faible charge fiscale (Cavieres, 2001). Ce processus a aussi été accompagné de la naissance de l'industrialisation et de la prolétarisation, associée à l'exploitation minière et au travail dans les chemins de fer (Salazar, 2003). La faible charge fiscale en lien avec une crise économique, sociale et de légitimité du système politique de fins du XIXe siècle, a trouvé un État en manque de financement et sans autre marge de manœuvre que la répression historique des problématiques sociales.

En 1906, la première législation sociale est édictée. Elle cherchait à améliorer les conditions d'hygiène des logements ouvriers, mais n'a pas cependant été très efficace (Yáñez, 1999). À la suite de cela, une série de régulations sociales ont été approuvées : le droit au repos dominical et aux jours fériés, le droit à la chaise pour les employés du commerce et la mise en place des crèches dans les usines. Même si une loi d'instruction primaire existait déjà depuis 1860, ce n'est qu'en 1920 que la loi d'instruction primaire obligatoire a été approuvée. Celle-ci assurait la gratuité et le caractère obligatoire de l'école primaire publique pour toute la population[35] (Illanes, 1991). En 1924, sous la pression de jeunes officiels de l'armée, le parlement a promulgué un ensemble de lois sociales qui réglaient principalement le travail. Cependant, ce n'est qu'en 1931 que le Code du travail est né. Il regroupait l'ensemble de ces législations du travail et marquait un avant et un après dans les relations travailleur – État.

La période est également marquée par la transition de formes archaïques de la protestation, telles que l'émeute urbaine ou les formes traditionnelles d'origine coloniale et agricole, vers des formes plus modernes et organisées comme la grève (Sergio Grez, 2000, 2007a). Les formes traditionnelles de protestation étaient caractérisées par la pression directe et physique à court terme face aux patrons ou à leurs représentants. Elles avaient pour but une revendication immédiate des demandes des ouvriers et étaient souvent accompagnées d'explosions spontanées de violence ou de délinquance (pillages, vols, incendies, attaques, etc.) (Sergio Grez, 2000). Elles émergeaient fréquemment de manière imprévue, en réponse à la frustration due aux conditions de travail, aux salaires précaires ou aux mauvais traitements, et étaient habituellement dirigées par des caudillos circonstanciels (Sergio Grez, 2000). D'après Goicovic (2005b), ces manifestations spontanées étaient également une réaction aux tentatives pour discipliner une main d'œuvre peu habituée aux formes modernes de capitalisme et de prolétarisation, ayant ainsi un caractère de résistance.

En réaction à ce type d'événements, l'État faisait appel à l'armée lorsque la police locale était insuffisante pour reprendre le contrôle de la situation (Garcés, 2003). La pression directe des insurgés était aussi accompagnée de la répression directe des entreprises, lesquelles utilisaient des « gardes blanches », c'est-à-dire des hommes armés par la propre entreprise pour confronter la protestation (Sergio Grez, 2000). Il en résultait souvent un massacre des travailleurs. Ainsi, la violence d'un côté et de l'autre apparaît comme étant l'une des caractéristiques de la période.

[35] La proportion d'analphabètes âgés de 6 et 14 ans en 1914 était d'environ 30 % et pour 1922, deux ans après la loi d'instruction primaire, seulement un tiers des enfants d'âge scolaire assistaient aux écoles (Illanes, 1991).

Si les protestations traditionnelles étaient éparpillées, spontanées et directes, les formes modernes, au contraire, tendaient à la concentration des actions à partir des organisations professionnelles et syndicales naissantes. Ces organisations commençaient à diriger leurs demandes à l'État et avaient pour but des revendications à long terme, au-delà des frustrations du moment. La grève devient alors l'outil de pression de la période et les conditions et les relations du travail deviennent le conflit central. Cependant, cette transition ne fut jamais absolue. D'une part, les premières expériences des grèves ont déjà eu lieu pendant les années 1860 chez les transporteurs à chaloupe et les typographes[36] (Grez, 2007a) et d'une autre part, les émeutes urbaines et les explosions spontanées de violence ont souvent accompagné les formes organisées de protestation. C'est le cas notamment de grandes émeutes urbaines entre 1903-1907 qui ont commencé par des demandes organisées des syndicats et qui ont dérivé en des explosions de violence (DeShazo, 1983; Garcés, 2003). Ainsi, durant une grande partie de ce tournant de siècle, les formes primitives et les formes modernes ont coexisté, mais avaient une prédominance de l'une ou de l'autre conformément à la présence ou à l'absence d'une activité économique stable et au degré de sédentarisation et de prolétarisation de la main-d'œuvre. Ceux qui ont développé un plus grand degré de demandes organisées ont été les travailleurs salariés, urbains, qui avaient des postes de travail plus stables et chez qui les décennies de travail organisé avaient facilité le développement de la solidarité de classe, tels que les ouvriers portuaires, les cheminots ou les mineurs ; alors que dans les secteurs les plus précaires, associés encore au travail agricole, les formes primitives étaient encore prédominantes (Goicovic, 2005b; Sergio Grez, 2000).

La généralisation de la grève a promu le développement syndical. Si au début, elle a seulement été associée aux revendications spécifiques contre les patrons et les entreprises, au tournant du siècle, les demandes s'adressent de plus en plus à l'État et aux pouvoirs publics, ce qui impliquait un plus grand degré d'unité et d'organisation ouvrière (Sergio Grez, 2000). On observe une évolution depuis les organisations de base associées à des métiers spécifiques aux premières expériences de fédération ouvrière à la fin de la période. En effet, les premières expériences d'organisation syndicale ont été les « *sociétés d'entraide* » des artisans qui s'organisaient à l'intérieur d'un métier spécifique (boulangers, typographes, tailleurs, etc.). Ce type d'organisation existait déjà depuis la première moitié du XIXe siècle et à la fin du siècle elle comptait 240 associations (Garcés, 2003). Au début, les sociétés d'entraide ne cherchaient qu'à offrir des services sociaux à leurs affiliés, services qui étaient inexistants pour eux à ce moment-là (santé, éducation, prévision sociale, etc.).

[36]La première grève générale a eu lieu en 1890 dans trois villes du pays.

Cependant au cours du siècle, elles sont devenues l'un des principaux promoteurs de la lutte ouvrière, en organisant le premier congrès ouvrier national en 1900, lequel représente la première expérience de regroupement des organisations locales (Garcés, 2003; Sergio Grez, 2007a).

Les sociétés d'entraide ont été amplement critiquées par les anarchistes, lesquels ont commencé à avoir une forte influence sur la protestation sociale. L'anarchisme à cette époque-là était considéré comme l'idéal et l'espoir des travailleurs et ainsi, il s'est répandu rapidement parmi eux (Garcés, 2003). Comme dans d'autres parties du globe, l'éducation du peuple, la diffusion (journaux), l'action directe et l'organisation sociale étaient le noyau des pratiques des anarchistes chiliens, pourtant la diversité de positions parmi eux est restée importante (Sergio Grez, 2007b). Pour certains, en raison de cette diversité, l'anarchisme chilien ne peut pas être considéré en tant que mouvement, mais doit plutôt être considéré comme un courant idéologique (Sergio Grez, 2007b). Malgré cela, l'influence de l'anarcho-syndicalisme est indéniable et, en conséquence, le renforcement des syndicats a été l'une de leurs premières actions. Les anarchistes ont également été les premiers à promouvoir la lutte des femmes et d'autres causes comme le pacifisme et l'internationalisme (Sergio Grez, 2007b). Pour les anarchistes, les sociétés d'entraide manquaient de vision politique et de conscience de classe, en se concentrant exclusivement sur les services aux travailleurs. En conséquence, ils ont commencé à organiser les « *sociétés de résistance* », à savoir des organisations syndicales à l'intérieur de corporations des artisans et des sociétés organisées à partir des métiers, avec une idéologie révolutionnaire et caractérisées par l'action directe. Ces sociétés ont été le noyau des grandes protestations du cycle 1902-1907. D'après De Shazo (1983), dix sur treize grèves entre 1902-1903 ont été organisées par des anarchistes. À la différence des sociétés d'entraide, les sociétés de résistance « s*ont nées pour développer la lutte économique des travailleurs contre les capitalistes et c'est pour cela qu'ils ont attiré l'animosité de la classe dirigeante et de son appareil étatique* » (Sergio Grez, 2007b, p. 79). Les anarchistes ont développé les premières expériences de fédéralisme (Bastías, 2007; Sergio Grez, 2007b). Ainsi, en 1906, ils créent la Fédération de travailleurs du Chili (FTCH) et en 1926, la Fédération ouvrière régionale du Chili (FORCH). Ils ont également été à la base de « ligue des locataires » en 1914 : la première organisation qui cherchait améliorer les conditions de logements des habitants des quartiers populaires (Bastías, 2007).

Les « *Mancomunales* » ont été la troisième forme d'organisation de la période et sont probablement à l'origine des fédérations, des « centrales de travailleurs » futures et du parti ouvrier socialiste (Garcés, 2003). À la différence d'autres organisations, les « *mancomunales* » étaient des

organisations local-territoriales qui regroupaient des travailleurs provenant de différents métiers. Tout comme les sociétés d'entraide, les « *mancomunales* » pourvoyaient des services sociaux à ses affiliés, mais contrairement aux sociétés d'entraide, elles étaient très impliquées dans la lutte ouvrière (Garcés, 2003). Ainsi, elles regroupaient les tâches mutualistes, syndicales et celles de proto-parti politico-populaire, en regroupant à leur tour les différents courants idéologiques : dans certains cas, l'anarcho-syndicalisme prédominait alors que dans d'autres il s'agissait de courants plus socialistes. La majorité d'entre elles a été créée entre 1902-03 et a constitué la base organisationnelle des grandes protestations de la période.

Bien que l'idée d'un parti ouvrier ait été présente depuis la fin du XIXe siècle, ce n'est qu'à partir de 1912 qu'il voit la lumière, fondé par Luis Emilio Recabarren, qui le nomme le Parti ouvrier-socialiste. Sous l'influence de la révolution russe, il prendra le nom de parti communiste en 1922 (Salazar & Pinto, 1999a). Les anarchistes avaient également considéré la fondation d'un Parti socialiste, cependant ils ont changé d'avis considérant que leurs idées ne pouvaient pas être représentées par un parti, alors qu'ils critiquaient fortement le système de représentation politique (Sergio Grez, 2007b). En 1909, Recabarren avait déjà aidé à fonder la Fédération ouvrière du Chili (FOCh), laquelle a ensuite servi de base pour la conformation du parti qui finira par donner la consistance idéologique au mouvement ouvrier et qui sera très influente tout au long du XXe siècle (Barría, 1971).

Cette période peut être divise en quatre sous-étapes : l'aube de la mobilisation moderne (1890-1900), l'essor et la chute du mouvement ouvrier initial (1902-1908), réarticulation (1908-1915), les grandes mobilisations qui finissent avec le coup d'État de 1925 et la nouvelle constitution (1915-1925). La première période a largement été traitée dans ce texte. La deuxième période est probablement le résultat de l'organisation croissante et de la centralisation de la lutte ouvrière. Elle est aussi le résultat d'une plus grande conscience de classe chez les ouvriers, ainsi que des problématiques liées à la question sociale, laquelle sera aggravée par la crise inflationniste de principes de siècle. En effet, durant cette période se produit une vague de grandes protestations organisées tout au long du pays, tels que la grève portuaire de 1903 à Valparaiso, la grève de la viande en 1905 à Santiago, et la grande grève de Tarapacá en 1907 (Artaza, González, & Jiles, 2009; Garcés, 2003). 84 grèves ont été organisées à Santiago et à Valparaiso durant cette période (DeShazo, 1983). Une caractéristique transversale de ces protestations est justement la présence mixte de protestations et de soulèvements (Garcés, 2003). En d'autres termes, il s'agit de formes organisées au commencement de l'épisode et d'un débordement de violence vers la fin. Ces

protestations ont également été liées à la présence mixte d'ouvriers et de secteurs populaires et marginaux de la ville. Une autre caractéristique de ces événements protestataires est la réaction répressive de l'État. De nombreuses protestations ont été massacrées par l'armée ou par les « gardes blanches » des patrons, comme c'est le cas de la tuerie emblématique de l'École de « *Santa Maria de Iquique* » en 1907, où des centaines de mineurs du salpêtre engagés dans une grève générale ont été assassinés avec leurs familles (Artaza et al., 2009; Sergio Grez, 2007b).

Suite aux meurtres massifs et à la répression de la période antérieure, la mobilisation sociale subit un fort recul. En 1909, plusieurs organisations créées durant le cycle 1902-1908 ont disparu et la plupart des leaders sociaux de l'époque ont subi la persécution de l'État. Les organisations qui restaient sont retournées aux pratiques du mutualisme (DeShazo, 1983). Seules six sociétés de résistance survivaient en 1909 à Santiago et malgré la résurgence des grèves durant la période de 1912-14, elles n'atteignent pas la taille de la période antérieure (DeShazo, 1983). Quant aux anarcho-syndicalistes, ils ont continué d'alimenter le travail syndical avec difficulté, surtout au travers de leurs publications périodiques (Sergio Grez, 2007b).

La période 1915-1924 est une période de consolidation et de reconnaissance de la protestation sociale, notamment l'urbaine. Si pour la période 1902-1908 De Shazo (1983) a comptabilisé 84 grèves à Valparaiso et à Santiago, pour la période 1917-1921 elles atteignent le chiffre de 229. Dans le cas de l'anarcho-syndicalisme, les sociétés de résistance se multiplient. De nombreux intellectuels se joignent aux idées libertaires et, vers les années 1920, la Fédération d'étudiants de l'Université du Chili (FECH) est clairement influencée par cette idéologie, laquelle joue un rôle éminent notamment dans les protestations de cette période et dans la chute de la dictature d'Ibañez en 1931 (DeShazo, 1983 ; Salazar & Pinto, 1999b). Entre 1919 et 1926, une filiale de l'IWW (Industrial Workers of the World) apparaît au Chili, laquelle sera cependant fort affaiblie, suite au schisme d'un groupe de dissidents qui organisera ce qui sera la deuxième Fédération ouvrière régionale du Chili en 1926 (Bastías, 2007). Pour sa part, la FOCh continue à se renforcer sous l'influence du Parti communiste (le Parti ouvrier socialiste jusqu'à 1922), en fonctionnant plutôt comme le bras syndical de celui-ci (DeShazo, 1983). Les organisations syndicales sont plus nombreuses et stables qu'auparavant et grâce à leur capacité croissante de pression sur le gouvernement et les entrepreneurs, elles commencent à occuper une place en tant qu'acteurs reconnus (DeShazo, 1983).

Tant au niveau législatif et politique qu'en relation aux demandes spécifiques aux patrons, les succès se multiplient. Sous la menace d'un coup d'État de la part des jeunes officiels de l'armée,

l'ensemble de lois sociales, longuement attendues par le mouvement, est approuvé en 1924 au parlement, y compris la « Direction du travail », l'institution qui promouvra la création de syndicats légaux dans les années à venir (Rojas Flores, 1993 ; Salazar & Pinto, 1999a). En 1925, le parti communiste réussissait à faire élire 5 députés et un sénateur, et le président élu à cette époque-là (Alessandri) avait déjà incorporé dans sa campagne une grande partie des demandes du mouvement ouvrier. Une autre particularité de la période est la tendance à coordonner les efforts entre les divers acteurs sociaux. Par exemple en 1918 naît l'Assemblée ouvrière d'alimentation nationale (AOAN), qui constituait le premier front national à regrouper les diverses fédérations et syndicats du pays et qui a été le chef de file des marches de la faim entre 1918 et 1919 (DeShazo, 1983).

Vers les années 1920, le mouvement populaire disposait d'une plus grande organisation interne à partir des partis ouvriers et de l'ensemble des associations de divers caractère qui avaient commencé progressivement à s'allier avec une classe moyenne émergente (Garcés, 2004). D'après plusieurs leaders révolutionnaires de l'époque, étant donné le climat croissant d'agitation politique à ce moment-là, le Chili se retrouvait dans une phase prérévolutionnaire. Le conflit s'expliquait par la difficulté de l'oligarchie dominante à incorporer ces nouvelles réalités sociales et économiques qui naissaient dans le pays, en développant ainsi un antagonisme entre un « front anti-oligarchique » et le pouvoir en vigueur. De plus, l'État était économiquement épuisé à cause de la crise financière du salpêtre et de l'administration budgétaire libérale. Cette situation déclenchera une nouvelle crise politique et le coup d'État en 1925.

2.2. Du *« Nacional-desarrollismo »* à la « *Unidad popular* »

La crise de 1920 s'est achevée avec la refondation de l'État et du système politique en vigueur. Bien que les partis politiques aient majoritairement survécu, l'énorme influence qu'ils avaient au cours de la période précédente s'est trouvée forte diminuée. En conséquence, le système politique est retourné au centralisme présidentiel d'avant la guerre civile de 1890.

> *« La Constitution des politiciens a été, point par point, l'inverse de l'antérieure* [l'assemblée constituante proposée par les mouvements sociaux] *: l'objectif de l'État n'était pas la production, mais la représentation politique à travers des partis et non pas des corporations. Il n'était pas non plus l'établissement d'autorités collégiales sinon d'un régime présidentiel, de façon à ce que toutes les autorités provinciales dépendent de l'Exécutif. L'État ne s'organisait pas sur des bases fédérales, régionales et communales, mais unitaires et centrales. (…) De plus, la citoyenneté n'était pas définie par une participation directe à des instances collégiales et communales, mais par la participation indirecte (électorale), qui permettait à la classe politique*

> *civile de se situer dans une position de commandement et de parrainage des mouvements sociaux » (Salazar & Pinto, 1999a, p. 46).*

L'objectif du nouvel État était de réinstaller la gouvernabilité et la paix sociale dans les limites traditionnelles dans lesquelles il avait été conçu depuis l'époque de Portales, c'est-à-dire en réorganisant la société depuis en haut (Salazar & Pinto, 1999a). Cependant afin d'obtenir ceci, il devait fonctionner comme un compromis entre cette nécessité de gouvernabilité et les demandes sociales organisées qui avaient surgi pendant la période précédente. De la sorte, l'État minimaliste de l'époque parlementaire devait céder sa place à un nouvel État, plus impliqué dans chacune des sphères sociales :

> *« Afin d'éviter ce conflit social et parvenir au progrès de la nation, l'État devait abandonner son absence et s'attaquer à jouer un rôle actif non seulement sur le plan de l'assistance, mais aussi sur celui du travail, de la culture, de l'éducation et sur l'amélioration de la production. Ainsi il s'empêcherait le manque de contrôle, les égoïsmes, le libéralisme exacerbé, des sources constantes d'agitation et de protestation »* (Rojas Flores, 1993, p. 13-14).

Dans cette refondation socio-étatique, le binôme Alessandri-Ibáñez a été fondamental. Malgré leur évident antagonisme, les deux politiciens ont aidé à configurer le basculement de l'État, fondé d'abord sur une conception politico-libérale à une autre, où l'État est devenu entrepreneur, *« desarrollista »*, bienfaiteur et finalement populiste. Alessandri a jeté les bases de cette transformation à partir de la nouvelle constitution, puis Ibáñez, par l'entremise de sa dictature (1927-1931), a approfondi cette nouvelle paix sociale. Les deux retourneraient au pouvoir dans les années suivantes. Ibáñez a joué ici un rôle spécialement important. Élu étant le seul candidat unique avec 74,1 % de votes, il a été le représentant le plus important de ce compromis : pour l'élite, il était le garant de l'élimination des groupes subversifs notamment les communistes et les anarchistes, et pour les mouvements sociaux, le garant que leurs demandes sociales seraient écoutées (Rojas Flores, 1993). En effet, le gouvernement d'Ibáñez a servi de base pour l'institutionnalisation du conflit, notamment celui du travail, qui deviendrait la norme tout au long de cette période. Pour ce faire, il a promu la création de syndicats légaux par intermédiaire de la « direction du travail », il a créé le code du travail de 1931, qui régirait les relations de travail jusqu'à la dictature de Pinochet et il a réalisé une forte persécution de la dissidence, notamment les groupes révolutionnaires. Les communistes et les anarchistes ont été durement réprimés et particulièrement pour les seconds, la dictature d'Ibáñez a pratiquement été un coup de grâce, tant par la répression que par le nouveau

rôle social de l'État (Rojas Flores, 1993). Ce n'est qu'au tournant de millénaire que les anarchistes reprendraient leur chemin de la mobilisation sociale.

La crise des années trente a permis le regroupement des mouvements populaires et des partis de gauche[37] au sein de la coalition du « Front populaire » qui arrive au pouvoir en 1938 en s'inspirant de l'expérience française. Déjà en 1936, les trois fédérations ouvrières, la FOCh, la CGT[38] et la CNS[39], avaient décidé de fusionner, en créant la Confédération des Travailleurs du Chili (CTCH : 1936-46), le premier regroupement national de syndicats qui précède l'actuelle Centrale Unique de Travailleurs (CUT) laquelle naît en 1953 (Garcés & Milos, 1988). La CTCH et la FECH[40] rejoignent cette coalition politique commandée par le parti Radical. Le Front populaire approfondit le rôle social de l'État, en développant la santé et l'éducation publiques, le logement et l'industrialisation et ainsi, il inaugure la version chilienne de l'État-providence (Drake, 1992 ; Garcés, 2004).

L'une des principales mesures mises en place fut la création de la « *Corporación de fomento de la producción* » [Corporation pour le développement de la production - CORFO]. Le diagnostic de l'époque était que la faible industrialisation du pays était l'une des causes du sous-développement. Ainsi, la CORFO avait pour but de développer l'industrialisation et la modernisation agricole à partir de diverses mesures, dont la substitution d'importations (Barría, 1971). Ce type de mesure, avançait d'une décennie le travail que la CEPAL commencera à promouvoir dans les pays Latino-Américaines à partir des années cinquante, connu comme *« desarrollismo »* (Bourricaud, 1974). Paradoxalement, la grande crise économique mondiale des années 1930 dont le Chili était l'un des pays les plus touchés, avait ainsi permis de développer une industrie nationale. La technocratie fait son apparition à ce moment-là : le nouveau rôle social et productiviste de l'État oblige l'incorporation de plusieurs spécialistes, notamment les ingénieurs qui arrivent au sein de la CORFO (Salazar & Pinto, 1999a). L'État ne pouvait plus être seulement politique : il était désormais également scientifique.

Pendant cette période, l'action collective est fondamentalement ouvrière et le répertoire tactique est représenté par la grève générale et la négociation ; en effet, c'est une période de syndicalisation intense au niveau national (Goicovic, 1998). Si en 1932, 421 syndicats légaux existaient, en 1942

[37] Principalement le parti communiste, le parti socialiste fondé en 1933 et le parti radical.

[38]Confédération générale du travail, d'idéologie anarcho-syndicaliste qui regroupait l'ancienne Fédération régionale des ouvriers du Chili et la IWW. La CGT ne disparaît pas avec la fusion, mais devient de moins en moins importante.

[39]Confédération nationale des syndicats, qui regroupait les syndicats légaux.

[40]Fédération d'étudiants de l'Université du Chili.

ils atteignent le chiffre de 1.593 (Garcés & Milos, 1988). On observe donc une corrélation entre la centralisation du pouvoir étatique et la centralisation de la lutte ouvrière. Cependant, d'autres acteurs sociaux commencent à se manifester (Barría, 1971) : 1939 voit naître la Fédération nationale des paysans qui regroupait deux anciennes fédérations d'idéologie communiste et socialiste et en 1943, l'« *Asociación nacional de empleados fiscales* » [Association nationale de fonctionnaires – ANEF] est fondée, ce qui démontre l'importance de l'État dans le recrutement. D'autres types d'actions contestataires multi-classes apparaissent également, telles que le mouvement pour le vote des femmes qui atteint son objectif en 1948.

Le mouvement populaire, notamment l'ouvrier, est hautement politisé et organisé autour des partis politiques de gauche, desquels il est dépendant en ce qui concerne les pratiques et les discours (Goicovic, 1998). Ceci a eu une double conséquence : d'un côté le haut niveau de syndicalisation et de l'autre côté, la difficulté des mouvements populaires à exercer leurs demandes contre le gouvernement auquel ils participaient (Goicovic, 1998). Jusqu'à cette période, la mobilisation sociale avait élargi sa base de participation et augmenté son degré d'organisation de façon à ce que, malgré quelques exceptions, il existe une continuité presque linéaire avec les mouvements originaux de fins du XIXe siècle (Garcés, 2004). Cette période finit avec l'expulsion du parti communiste du système politique, déclaré illégal par la « loi maudite » de 1948, dans le contexte de guerre froide et de l'alignement du Chili avec les États-Unis.

La période qui commence par la création du Front populaire possède plusieurs singularités. En premier lieu, elle est considérée par plusieurs comme l'un des grands épisodes de démocratisation du pays et sur lequel se base l'idée d'un pays avec une forte tradition démocratique (A. Valenzuela & Valenzuela, 1983). En deuxième lieu, c'est un renforcement du compromis entre l'État et les mouvements sociaux et c'est ainsi un symbole de la convergence entre la paix sociale, la production et les demandes sociales. En troisième lieu, la période inaugure une ère de populisme paternaliste dans le pays (Drake, 1992), en mettant en évidence l'importance de l'État pour la constitution de la société. En effet, à la différence de la période parlementaire, pendant cette période l'acteur fondamental n'est pas le mouvement populaire, mais l'État. Finalement, d'après Drake (1992), l'inclusion de partis ouvertement marxistes au sein d'une démocratie électorale entre les années 1930 et 1970, est probablement l'une des caractéristiques exceptionnelles du Chili dans le contexte latino-américain.

Une deuxième sous-étape commence à partir de ce moment, durant laquelle se produit une intensification de l'action du mouvement populaire qui atteindra son apogée dans « l'Unité populaire ». Quatre facteurs importants jouent un rôle décisif : a) la crise du *« nacional-desarrollismo »*, le ralentissement de l'industrialisation et l'inflation, b) l'urbanisation, c) l'importance et le degré d'organisation que les mouvements populaires atteignent durant la dernière étape et, finalement, la révolution cubaine (Espinoza, 1988; Garcés, 2004).

Tableau 4: Population de Santiago et du Chili 1907-2012

année	Population Santiago	Population pays
1907	547.428	3.231.496
1920	718.211	3.731.573
1930	967.603	4.287.445
1940	1.261.717	5.023.539
1952	1.754.954	5.932.995
1960	2.437.425	7.374.115
1970	3.230.790	8.884.768
1982	4.318.097	11.329.736
1992	5.395.325	13.665.241
2002	6.318.299	15.745.583
2012	7.007.620	17.402.630

Source : Centro Latinoamericano de Demografía, 1940; Instituto Nacional de Estadísticas de Chile, 1952, 1960, 1970, 1982, s. d.

Vers les années 1950, le dynamisme économique dérivé de l'industrialisation commence à ralentir, ayant pour conséquence une augmentation exponentielle de l'inflation qui, au cours de cette décennie, monte jusqu'à 2089 %, en mettant en question le modèle de développement (Espinoza, 1998). L'État met en place un ensemble de mesures pour contrer l'inflation qui a un impact direct sur les travailleurs : la diminution des dépenses publiques et le gel de l'augmentation des salaires (Espinoza, 1988). Cette crise est bien expliquée dans plusieurs ouvrages[41], cependant au-delà des explications économiques[42], elle représentait la crise du projet politique étatique et en conséquence, c'était une crise de l'État même (Cavarozzi, 1982 ; Salazar, 2006b).

[41]cf. Bourricaud, 1974; Cavarozzi, 1982; Marini, 1994; Wallerstein, 2006.

[42]Dans le cas de l'Amérique latine : La crise des années 1960 et celle du pétrole des années 1970, le déficit budgétaire, la dépendance économique, le chômage, l'absence d'un marché interne suffisamment important, la dualité structurale latino-américaine entre un secteur moderne et un secteur pré-moderne, etc.

L'industrialisation a pour conséquence une croissance de la population urbaine. Alors qu'en 1920 Santiago comptait 718.211 habitants, à la fin de la décennie de 1970 la ville en comptait 3.230.790 (voir tableau 4). Cette urbanisation a augmenté la main-d'œuvre disponible, ce qui, avec le ralentissement de l'économie, produit une double crise : du logement et du chômage. C'est ainsi que pendant cette période augmentent également les occupations illégales de terrains.

Cependant, l'importance et le degré d'organisation que les mouvements populaires avaient atteints dans la dernière étape ont permis que ces crises politiques et économiques aient une réponse dans la rue à partir des divers acteurs sociaux. Par conséquent, « *les explosions historiques ont tendu à se développer comme une relation normale entre le gouvernement en vigueur et le mouvement de masses* » (Salazar, 2006b, p. 229). Le pacte presque parfait entre l'État et les mouvements sociaux de la période antérieure est rompu, initiant ainsi un processus de déclientélisation. La CUT (Centrale unique de travailleurs du Chili -1953), par exemple, qui regroupait les versions communiste et socialiste de la CTCH, joue un rôle décisif d'opposition au deuxième gouvernement d'Ibáñez (1953-58) (Garcés & Milos, 1988). La révolution cubaine par ailleurs, n'a pas seulement encouragé les mouvements révolutionnaires de gauche, mais elle a fait preuve de la possibilité réelle des mouvements populaires de changer le devenir historique du pays (Gaudichaud, 2004; Nehme & Leiva, 2000; Palieraki, 2008).

À la fin de la décennie de 1950, le système politique commence à se restructurer (Espinoza, 1988) : les partis socialiste et communiste donnent naissance au Front d'action populaire (FRAP) qui sera le préambule de l'Unité populaire (UP). Le parti radical perd une grande partie de son importance en tant que parti du centre et le parti Démocrate chrétien (DC), fondé en 1957, commence à occuper sa place. Finalement, la droite maintient l'alliance entre les partis libéral et conservateur, alliance qui permettra la création du parti national en 1966. Ainsi la politique de trois tiers naît. Chacun représentant trois modèles de société différents, qui auront l'occasion d'essayer ses idées à partir des gouvernements d'Alessandri (droite : 1959-64), de Frei Montalva (DC : 1965-69) et d'Allende (UP : 1970-73). Cette réponse politique à la crise répète le schéma historique : a) un processus de modernisation élaboré par consensus entre les groupes de classe moyenne et l'oligarchie de la société chilienne ; et b) qui laisse les secteurs populaires dans un fonctionnement pré-moderne, promu probablement par une classe politique qui a préféré le clientélisme plutôt que l'intégration et la participation (Salazar, 2006b ; A. Valenzuela & Valenzuela, 1983). Cette modernisation a intensifié la technocratie étatique présente depuis la création de la CORFO, en remplaçant les

anciens cadres politiques par des techniciens. Un modèle qui continuera dans les versions national-populistes du gouvernement d'Eduardo Frei Montalva (1965-70) et de Salvador Allende (1970-73).

Tableau 5: Fréquence des Faits de VPP par Cycle Présidentiel (1947-1970)

Cycle Présidentiel	Fréquence de VPP	Moyenne annuelle de VPP
1947-52: Gabriel González Videla (GGV)	75	12,5
1953-58: Carlos Ibañez del Campo (CIC)	54	10,6
1959-64: Jorge Alessandri Rodriguez (JAR)	112	18,6
1965-70: Eduardo Frei Montalva (EFM)	189	31,5
1971-73: Salvador Allende Gossens (SAG)	189	63,0

Source : Élaboré à partir de *Salazar, 2006b, p. 113.*

Bien que les faits de violence ne représentent pas l'ensemble des événements protestataires , ils nous permettent de souligner les changements durant cette période. C'est pourquoi j'utiliserai désormais les données de Salazar (2006b) concernant la violence politico-populaire (VPP), notamment entre les années 1947 et 1970, afin d'exemplifier les particularités de la période[43]. Salazar fait la distinction entre les formes fonctionnelles de VPP, qui sont « *l'abus des normes de fonctionnement du système établi* », mais qui ont été fondamentalement pacifiques à l'origine, et les formes de rupture qui vont directement à l'encontre des normes établies et dont la violence est plus clairement visible (2006b, p. 142). Si l'on observe seulement la moyenne annuelle (5), il existe une augmentation progressive des actions violentes depuis le gouvernement CIC jusqu'à l'Unité populaire. Les deux premiers cycles présidentiels font preuve non seulement d'une quantité peu importante de faits de VPP, mais aussi d'un ensemble d'événements où les protestations portent un caractère plutôt réformiste. À partir là, les formes de rupture prédominent, et cet état de fait, selon Salazar, donnera naissance à une période pre-révolutionnaire, notamment à la fin du gouvernement de Salvador Allende. La violence pendant ce cycle s'expliquerait par la politisation des groupes populaires, due à leur rapport étroit avec les partis de gauche, qui les aurait incités à l'action directe. C'est justement le cas du « *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* » (MIR) durant l'Unité populaire, qui a directement appelé aux armes, en contrevenant ainsi à « *la voie chilienne vers le socialisme* » qu'Allende promouvait (Nehme & Leiva, 2000; Palieraki, 2008).

La période voit un processus de diversification de la protestation et d'acteurs impliqués. Les ouvriers, acteurs prépondérants depuis le début de la protestation moderne, doivent désormais

[43]Ni paysans ni « *Mapuche*s » apparaissent dans cette étude puisque celui-ci a eu pour contexte la VPP à Santiago du Chili, c'est-à-dire, un contexte urbain.

partager le rôle principal avec d'acteurs sociaux émergents (Garcés, 2004). À cause de la réforme agraire et de la promotion de la syndicalisation agricole pendant les années soixante, le mouvement des paysans prend de l'importance alors qu'il avait été exclu du fait de sa faible organisation. Les étudiants deviennent également des acteurs actifs, soit comme vecteurs des conflits, dans le cas de la « Révolution de la *Chaucha* » en 1947 ou dans la « Bataille de Santiago » en 1957[44] ; soit comme les acteurs principaux dans la version nationale de mai 68 (Baño, 2004 ; Palma, 2005 ; Salazar, 2006b). Cependant, c'est le mouvement de *pobladores* et sa demande de logements dignes, qui prend de plus en plus importance jusqu'à devenir un acteur fondamental de la période (Espinoza, 1988; Garcés, 2002). L'occupation illégale de terrains devient donc la modalité d'action paradigmatique, en dépassant la capacité de contrôle de l'État et des partis politiques. Bien que la ligue de locataires des années 1910 soit le précurseur de la demande de logement, c'est à partir de l'occupation du secteur de « *La Chacra* » en 1957 (« *Población la Victoria* ») que l'occupation illégale deviendra une tactique récurrente de la période (Espinoza, 1988; Garcés, 2002). L'occupation avait pour but la construction des logements pour une population qui n'y avait pas l'accès. À la différence de la grève déjà institutionnalisée et légalisée et les manifestations (tolérées), l'occupation est un acte qui conteste directement l'État de droit et la législation, et en tant que telle, elle suppose une révolution du répertoire tactique existant à ce moment-là.

Tableau 6: Participants de faits de VPP par Cycle Présidentiel 1947-1973 (%)

Acteur	GGV 47-52	CIC 53-58	JAR 59-64	EFM 65-70	SAG 71-73
Partisans	33,3	28,8	21,6	27,6	39,8
Pobladores	19,6	17,5	21,6	19,6	23,2
Étudiants/élèves	4,9	18,8	16	27,2	12,4
Ouvriers	22,5	21,3	20,4	13,2	16,8
Fonctionnaires	6,9	11,2	16,7	10	6,1
Publique	12,7	2,5	3,7	2,4	1,6
Religieux	0	0	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Source: Salazar, 2006a, p. 154

[44]Des événements où les protestations ont été initialisées par les étudiants/élèves, mais qui ont vécu une irruption violente de *pobladores* de la périphérie au centre de la capitale (Milos, 2007 ; Palma, 2005). Cette protestation mixte (qui commence de façon organisée, mais qui finalise avec une violente émeute urbaine) ressemble aux grèves de principes du XXe siècle, par exemple la grève de Valparaiso de 1903 (DeShazo, 1983; Garcés, 2003).

Le tableau 6 montre la participation de différents acteurs dans les faits de violence entre les années 1947-1973. Pendant toute la période, les partisans ont eu une participation majoritaire, atteignant son sommet pendant le gouvernement d'Allende. De plus, ce tableau montre clairement la diminution progressive de manifestations des ouvriers, ainsi que l'augmentation progressive de l'importance des étudiants et la relative stabilité des *pobladores*. Cependant, ce tableau peut être trompeur. Étant donnée la croissante politisation et polarisation de la société, il est fort probable que les militants aient été les protagonistes des faits de VPP. En revanche, la relative institutionnalisation du conflit du travail peut nous amener à une sous-estimation de l'importance des travailleurs au cours de la période. Si l'on observe le 8 par exemple, on perçoit une diminution du recours à la violence au cours des grèves, mais pas, une diminution des grèves en général. Au contraire, on observe une explosion des grèves pendant la période allant de 1960 à 1972 : passant de 257 à 3526 à la fin de la période (voir tableau 7). L'ouvrier semble donc un acteur plus discipliné et limité au répertoire d'actions apprises au début du XXe siècle. Une augmentation similaire est observée chez les paysans : entre 1960 et 1964, 98 grèves ont été déclenchées, tandis que seulement en 1970 1.580 ont eu lieu. L'occupation de terrains agricole subit le même sort.

Tableau 7: Grèves et Occupations de terrains agricoles 1960-1972

Année	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Grèves*	257	262	401	---	566	723	1075	1115	1124	977	1819	2709	3526
Grèves de paysans**	98					142	586	693	648	1127	1580	--	--
Occupations de terrains**	22							9	26	148	456	--	--

** Source : Marini, 1976, p. 223 et 227*
*** Source : Martner, 1988, p. s/n*

Les mouvements se sont diversifiés, mais aussi les types d'événements : au-delà des formes de pression institutionnelle qui avaient prédominé jusqu'à la période antérieure, telles que les grèves et les négociations, des formes d'action extra-institutionnelle et violentes apparaissent (l'occupation illégale des entreprises et des terrains, les affrontements entre partisans, les agressions et les attaques). Ces actions sont aussi exercées par la classe moyenne associée à la droite politique pendant le gouvernement d'Allende (Salazar, 2006b). Un résumé peut être observé dans le 8. Les attaques, les occupations illégales, les affrontements et les protestations génériques caractérisent les

actions de violence populaire durant cette période. Cette évolution démontre qu'à ce moment-là, notamment pendant l'Unité populaire, le conflit n'était pas une relation exclusive entre l'État et les mouvements populaires ou entre les patrons et les ouvriers. En effet, une partie importante de la violence comprenait l'affrontement direct entre des adversaires politiques de droite et de gauche.

Tableau 8: Type d'événement violent par cycle présidentiel 1947-1973 (%)

Types de Manifestations	GGV 47-52	CIC 53-58	JAR 59-64	EFM 65-70	SAG 71-73
Attaques	20	12,7	15.1	24,8	22,7
Occupations Illégales	1,3	14,4	**24.9**	**42,1**	**39,1**
Affrontements	**19,9**	5,4	11,5	3,5	21,1
Protestations	4	**18,1**	9,8	14	10
Grèves	17,2	12,7	7,9	2	1
Concentrations	12,9	3,6	8,8	2,5	0
Marches	5,3	5,4	7	4,5	1
Journée de Protestation	1.3	7,2	3,5	3,5	0
Incidents Électoraux	9,3	9	3,5	0	0,5
Actes	4	5,4	2,6	1	1,5
Grève Nationale	0	5,4	2,6	1	0
Préparations Clandestines	0	0	0	0,5	0,5
Sabotage	5,3	0	1,7	0,5	0
Révolte	0	0	0	0	0,5
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Salazar, 2006b, p. 142.

Ceci peut s'expliquer d'une part, à partir de l'alliance que l'Unité populaire a entretenue avec les mouvements sociaux à ce moment-là, particulièrement les travailleurs, les paysans et les *pobladores*. Étant les bénéficiaires directs de ces politiques, ces groupes avaient donc besoin de défendre la « *voie chilienne vers le socialisme* ». Et d'une autre part, cela s'explique par l'autonomie croissante que ces mouvements avaient atteinte à ce moment-là et qui avait déjà été observée dès les années cinquante. Pour Salazar c'est le résultat du processus de déclientélisation du mouvement populaire (Salazar, 2006b). Les actions des mouvements sociaux dépassaient ainsi le cadre établi par les partis politiques.

> *« En effet, tout indique que la classe ouvrière chilienne ne se trouvait pas derrière des objectifs politiques uniques et directement représentatifs des orientations des partis travailleurs, au contraire certaines fractions du mouvement social se sont souvent trouvées en décalage avec ses directions politiques historiques »* (Gaudichaud, 2004, p. 16).

Bien que pour certains, le mouvement ouvrier ne fût jamais complètement coopté par le système politique (Gutierrez, 2011), c'est pendant l'Unité populaire, quand la distance entre les mouvements sociaux et la politique traditionnelle commence à être observée. Désormais, les deux ne pourraient que devenir des antagonistes d'une lutte où leurs prétentions seront toujours décalées. L'État ne pourra plus donner une réponse à la diversité de demandes et de groupes qui émergeraient après, cela en dépit du fait que ces demandes seront inévitablement adressées à l'État même. Ainsi, les mouvements sociaux et l'État retournent encore une fois à une relation de conflit qui est née au début de la protestation moderne, mais cette fois sur la base d'un conflit qui sera multiple et décentralisé.

2.3. La dictature

Le coup d'État de 1973 inaugure une refondation du Chili. La dictature a eu la prétention non seulement de défaire le type d'administration publique établie dès les années 1920, en reformulant ainsi la relation établie entre la société et l'État, mais aussi de reconstruire cet État, en recréant en même temps, une nouvelle société. Si chacune des versions de la politique des trois tiers, développées vers la fin des années 1950, a eu l'opportunité de mettre en place partiellement leurs modèles de société, la dictature peut être considérée comme le quatrième, le seul qui a finalement été mis en place complètement. À la lumière de la longue histoire du pays, cette refondation apparaît pourtant, comme un nouveau cycle du schéma historique qui a mis en avant la stabilité et la gouvernabilité au-dessus de la légitimité de la construction de l'État (Salazar & Pinto, 1999a).

À la différence des modèles de société de la politique des trois tiers, ce nouveau modèle, comme Cavallo et ses collègues (2008) le signalent, n'a pas été un projet longuement mûri chez les militaires, mais un processus qui a été construit après le coup d'État. Même la mise en œuvre de la politique économique, si influente de nos jours, apparaît comme un fait circonstanciel à ce moment-

là[45]. La junte militaire manquait d'un programme gouvernemental[46] et se pensait comme une transition de quelques années. L'objectif originel était de rétablir l'État de droit, pourtant, au cours des années et peut-être, à cause de l'absolutisme du pouvoir, cet état transitoire est devenu un projet politique et un modèle de société. Ceci impliquait tout au début de déconstruire les politiques mises en places non seulement pendant l'Unité populaire, mais tout au long d'une grande partie du XXe siècle. Les résultats nous le vivons encore aujourd'hui.

La période de la dictature[47] peut se diviser dans deux grandes phases : premièrement, la Période de la Répression qui va du coup d'État de 1973 à la fin des années 1970, période durant laquelle le régime dictatorial fait massivement recours à la violence d'État et où les politiques économiques néolibérales orthodoxes sont mises en place. Deuxièmement, la Période constitutive, qui débute en 1980 avec la nouvelle Constitution et finit à la fin des années 1980 (FFrench-Davis, 2014 ; Garretón, 2001).

Les premières actions de la junte militaire ont été de prendre le contrôle des fonctions principales de l'État, de déstructurer les noyaux de l'organisation sociale, notamment les alliées du Gouvernement d'Allende et de neutraliser les foyers de résistance :

> *« Le 12 septembre, tous les fonctionnaires ont été déclarés des intérimaires ; le 17, la personnalité juridique de la Centrale Unique de Travailleurs a été retirée ; le 24, le Congrès a été dissous ; le premier octobre des recteurs délégués ont été désignés dans toutes les universités ; le 8, les sept partis de l'Unité populaire ont été déclarés illicites et dissous ; le 11, la récession de tous les autres partis est décrétée ; le 22, les services de l'administration publique réorganisés et ainsi de suite » (Cavallo et al., 2008, p. 56).*

La junte assumait les fonctions législatives et son président, le général Pinochet, a pris le contrôle du pouvoir exécutif (Cavallo et al., 2008). Le seul pouvoir de l'État qui a maintenu un degré d'autonomie a été le système judiciaire, dont le président a ouvertement appuyé le coup militaire. Cependant, plusieurs de ses fonctions se sont trouvées diminuées du fait de la prépondérance de la justice militaire.

À cause de la répression exercée sur les militants des partis politiques de gauche et les mouvements populaires, l'action collective diminue considérablement après le coup d'État de 1973 (Garcés,

[45]Bien qu'un programme économique alternatif ait existé depuis la période de l'UP, développé par de jeunes économistes formés à l'École de Chicago et associés à l'Université Catholique, les militaires n'avaient pas de préférence spécifique envers ce programme. Ils décident de le mettre en œuvre grâce à un fait circonstanciel, à savoir, à l'urgence d'établir une politique économique et aux recommandations de leurs conseillers (Cavallo, Sepúlveda, & Salazar, 2008).

[46]Le Comité conseiller de la junte (COAJ) a été chargé dans les premiers mois d'élaborer un programme de gouvernement pour la junte militaire (Cavallo et al., 2008).

[47]Une revue sur la période peut être lue dans Cavallo, Sepúlveda Pacheco, & Salazar Salvo, 2008; Huneeus & Martín, 2001; Kornbluh, 2004; Osorio, 2007 et Tironi, 1987.

2004). Garretón dit par exemple « *Durant le moment répressif le plus intense au début de l'autoritarisme, l'orientation principale de n'importe quelle action collective a eu tendance à l'auto-défense et à la survie, c'est-à-dire le sujet central était la vie et les droits humains*[48] » (2001, p. 17). La répression a ciblé non seulement les partis politiques de gauche, mais aussi l'ensemble des actions de mobilisation (les fabriques occupées par les travailleurs, les universités, les quartiers populaires, etc.), en interdisant n'importe quel type d'association (Guillaudat & Mouterde, 1998; Winn, 2004). La perplexité des partis politiques de gauche face au coup d'État est bien connue (Guillaudat & Mouterde, 1998). Ainsi, la résistance initiale a été partielle et désarticulée, notamment de la part des militants du MIR, laquelle a pourtant été facilement neutralisée (Palieraki, 2008 ; Pérez, 2003). Les premières réactions à la violence d'État ont été organisées par les églises, dont la catholique, la juive et l'évangélique, par intermédiaire du « *Comité pro-Paz* ». Créé en octobre 1973 et organisé par l'épiscopat de Santiago, il était la seule instance à ce moment-là qui cherchait à protéger les *droits humains* contre la dictature (Guillaudat & Mouterde, 1998).

Tableau 9: Fréquence de faits de VPP par année durant la Dictature Militaire

Cycle	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	Moyenne
1973 -1979	10	13	3	16	14	49	17,5
1980 -1985	32	49	13	61	36	55	41
1986 - 1987	58	39					48,5

Source. Élaboré à partir de Salazar, 2006b, p. 113.

Pourtant, malgré la diminution de la mobilisation en général, la VPP ne disparaît pas (voir tableau 9). D'après Salazar (2006b), ceci s'explique par le désaccouplement des partis politiques des mouvements populaires et par la capacité de cette dernière à se remettre à flot malgré l'absence de soutien politique. Cependant, cette explication ne tient pas selon les données dont l'historien dispose. À l'intérieur de cette période, ce sont des militants de partis politiques (> 60 %) qui développent davantage d'actions de VPP, suivis par les étudiants (> 10 %) et le public en général (> 10 %), une composition très divergente, comparée aux autres cycles de gouvernement[49]. À la fin des années 1970, les factions survivantes du MIR à l'exile ont essayé sans succès d'organiser une lutte

[48] Bien que la notion « droits de l'homme » est plus pertinente en français, j'ai préféré la notion « droits humains » (anglicisme), afin de souligner que les droits sont pour tous et toutes ainsi que pour la population LGBTQ.

[49] cf. tableau 6.

de guérillas rurale contre la dictature, à partir de « l'Opération Retour », où des dizaines d'exilés politiques sont clandestinement retournées au pays (P. Fernández, 2003). Cela explique la montée des faits de VPP pendant l'année 1979 (l'an six du tableau 9). En fait, presque la moitié de ces faits qui ont eu lieu entre 1979 et 1981 ont été des attaques, dont 43 ont utilisé des bombes et 39 des armes à feu. Il existe également certains indices sur la participation des agences de renseignement du régime à ces actions (Cavallo et al., 2008). En raison des luttes internes entre diverses factions à l'intérieur du régime ou à cause de la nécessité de collecter des fonds, les agences de renseignement de l'époque, notamment la DINA, auraient participé à des attentats et à des vols, qui pourraient être consignés par Salazar comme faisant partie des événements de VPP de la période. Ceci a pu amener à une surestimation des épisodes de violence particulièrement à la fin des années 1970.

La refondation de l'État peut être mieux observée dans cette première étape, à partir des stratégies économiques et de la réduction de l'État, où, d'après FFrench-Davis (2014), un modèle néolibéral orthodoxe est appliqué. Les mesures principales ont été :

> *« l'élimination du contrôle des prix, l'ouverture indistincte aux importations ; la libération du marché financier interne (…), suivie à la fin de la décennie par une ample déréglementation des flux internationaux de capitaux ; la réduction de la taille du secteur public (…) ; la privatisation du système de pensions et partiellement, du service national de santé ; la dévolution à leurs anciens propriétaires des entreprises et des terrains qui avaient été expropriés ; la privatisation de nombreuses entreprises publiques traditionnelles ; la suppression de la majorité des droits syndicaux existants au commencement du régime ; et une réforme fiscale... » (FFrench-Davis, 2014, p. 35).*

L'État social et promoteur de la production et de l'industrialisation qui avaient existé depuis la décennie de 1920 disparaissent, en permettant que les décisions soient prises « *par les agents privés sur des marchés déréglementés et ouverts à l'extérieur, soumis aux règles "neutres" d'une économie de marché libre* » (FFrench-Davis, 2014, p. 36). La libéralisation douanière aux importations est probablement le meilleur exemple de l'orthodoxie de ces mesures. Toutes les taxes ont été progressivement baissées de manière uniforme jusqu'à 10 %, une mesure qu'aucun pays développé ou en développement n'avait prise jusqu'alors (FFrench-Davis, 2014). Si en 1973 l'État disposait de 300 entreprises publiques, en 1980 seules 24 restaient sous le contrôle de l'État, dont la moitié dans un processus d'appel d'offres (FFrench-Davis, 2014).

La Période constitutive ou d'institutionnalisation de la dictature commence par l'approbation de la constitution de 1980, en donnant naissance à une période plus complexe en termes politiques,

économiques et sociaux. Pendant cette période, la dictature se légalise par intermédiaire d'une nouvelle constitution, laquelle crée les bases du système politique encore en vigueur au pays[50]. En même temps, il se produit une ouverture relative du régime, la renaissance de la protestation populaire, ainsi que les premiers pas vers la démocratie.

D'un point de vue politique, la constitution de 1980 donne une légitimité formelle à la dictature et à Pinochet, et lui octroie le statut de président jusqu'en 1989 (Guillaudat & Mouterde, 1998). La constitution établit également les conditions pour le retour à la démocratie[51], garantissant un cadre politique favorable aux partenaires de la dictature, à savoir un ensemble de mesures appelées par Garretón (2003) « *les enclaves autoritaires* », qui auront une influence énorme sur la période de transition, notamment en ce qui concerne la tutelle militaire du système politique. Les enclaves autoritaires se matérialisent sous les formes suivantes : le quorum nécessaire au parlement pour changer la constitution, la figure des sénateurs désignés, dont une partie était désignée par les mêmes forces armées, l'illégalité des partis de gauche, le système binominal d'élection de représentants du parlement, l'impossibilité du président de changer les commandants en chef des forces armées, etc. Certaines de ces enclaves sont encore en vigueur dans le pays. Ainsi, d'une manière moins brutale, mais effective, les militaires contrôlaient la démocratie dans le pays (O'Donnell, 1993 ; Siavelis, 2009).

Entre la période allant du coup d'État à 1982, le pays a vécu deux crises économiques sévères, accentuées par l'orthodoxie des mesures mises en place au commencement de la dictature. À la suite de la dernière crise, laquelle a impliqué un effondrement du système financier et des banques, le PIB du pays est réduit de 14 %, et le taux total de chômage atteint 31,5 % (FFrench-Davis, 2014). Cette crise contraint le gouvernement à corriger les mesures mises en place en donnant naissance à une période de néolibéralisme pragmatique, une sorte de compromis entre les bases du modèle et d'autres variables de la réalité locale (FFrench-Davis, 2014). Les subventions aux exportations sont instaurées, les taxes d'importation sont augmentées et l'État prend en charge la dette privée notamment de la banque, en augmentant la dette publique. L'économie ne se remet à flot qu'à la fin de la décennie.

La stratégie économique impulsée durant le régime militaire aura un impact profond sur la population (FFrench-Davis, 2014). Le nouvel État réduit principalement les allocations sociales par personne de 16 %. Les réductions ont été particulièrement importantes dans le contexte des

[50]En avril du 2015, la présidente Michelle Bachelet a annoncé le commencement d'un processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution qui remplacera celle élaborée pendant la dictature.

[51]Un plébiscite à la fin de la période présidentielle de Pinochet, c'est-à-dire en 1989.

allocations familiales (72 %), de l'éducation (36 %) et de la santé (30 %), ainsi que des salaires réels. La distribution des revenus connaît le même sort. En 1987, 45 % de la population se trouvait au-dessous du seuil de pauvreté et l'indice de Gini qui mesure les inégalités atteignait 57 points, augmentant de 20 fois la différence entre le quintile le plus pauvre et le plus riche de la population.

Presque une décennie après la période de répression de la dictature, la participation sociale commence à remonter timidement, notamment à partir du travail des organisations de défense des droits humains, des ONG nationales et internationales, des partis politiques dans la clandestinité et du mouvement populaire lui-même (Garcés, 2002). Plus que l'orientation revendicative ou instrumentale des mouvements organisés, cette période est caractérisée par la dimension symbolique des actions, où les associations de droits humains ont joué un rôle fondamental en tant que catalyseurs de la mobilisation sociale (Garretón, 2001). En 1977 par exemple « *vingt-sept femmes de l'association* [des parents de détenus disparus] *se sont installées dans le local de la CEPAL, en commençant une grève de la faim, afin d'attirer l'attention du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Chili et pour exiger au gouvernement chilien des explications par rapport à ces disparitions* » (Guillaudat & Mouterde, 1998, p. 120). Ces actions initiales sont accompagnées à la fin des années 1970, par la mobilisation naissante de femmes dans les quartiers populaires, la réorganisation ouvrière de la Coordinatrice nationale syndicale, et la renaissance de la revendication du peuple *« Mapuche »* qui est encore en vigueur (Guillaudat & Mouterde, 1998).

Cependant, c'est à partir de 1983, après la forte crise économique que le pays a vécue en 1982, que le mouvement populaire atteint les dimensions qu'il avait eues avant la dictature. Cette fois, les *pobladores* ont joué le rôle principal en conduisant la vague de protestations entre les années 1983-1984, laquelle sera fondamentale pour le retour de la démocratie (De la Maza & Garcés, 1985). Ce mouvement initiateur est accompagné par une diversité d'organisations et d'acteurs sociaux (Guillaudat & Mouterde, 1998) : des lycéens, des étudiants, des organisations de femmes et des ouvriers, des groupes de *droits humains*, des « *Mapuches* », etc., qui ont commencé à confluer vers un seul objectif, à savoir la chute de Pinochet. Cette mobilisation est utilisée par Bendford et Snow (2000), à partir du travail de Noonan (1995) sur la mobilisation des femmes pendant la dictature, pour expliquer comment une diversité de cadres d'interprétation s'est alignée afin de configurer un cadre maître qui permet d'interpréter un ensemble de mobilisations.

Comme Tarrow (1994) le souligne, chaque cycle de protestation implique une innovation du répertoire tactique, qui est utilisé face à l'action répressive de l'État et des forces de l'ordre. En

effet, pendant cette période, on observe une transformation du répertoire tactique qui est en vigueur de nos jours. Le répertoire transite envers un modèle plutôt expressif, c'est-à-dire qui avait recours tant aux actions directes et à la violence qu'aux actions symboliques :

> *« ... à cause de la nature répressive des régimes autoritaires ou militaires, ainsi qu'à la tentative de démantèlement général de l'État desarrollista (...), la référence à l'État et les liens avec la politique changent dramatiquement pour les acteurs sociaux particuliers en devenant plus autonomes, plus symboliques et plus orientés vers l'identité et l'autoréférence, que vers l'instrumental ou le revendicatif (…) Finalement, quand le régime commence à se décomposer et sa fin est perçue comme une possibilité réelle, les acteurs sociaux tendent à s'orienter vers la politique et vers une formule institutionnelle de transition qui assume et implique toutes les différentes expressions préalables d'action collective »* (Garretón, 2001, p. 17).

Une innovation tactique de la période ce sont les « encagoulés » (Joignant, Díaz, & Navia, 2011). Afin d'éviter l'identification de la part des forces répressives, pendant les journées de protestations, les jeunes, notamment ceux issus des quartiers populaires, commencent à s'encagouler pour se confronter directement la police. Cette confrontation a recours aux barricades et à l'utilisation de pierres, de bâtons et aux éléments de l'environnement, méthodes qui sont devenues des sortes de rituels nécessaires dans la relation police-manifestant jusqu'à nos jours.

Dans ce contexte, la violence politico-populaire connaît une forte réactivation. En 1983, le parti communiste crée le « *Frente Patriótico Manuel Rodríguez* » (FPMR), afin de produire la chute du régime par la voie armée (Martínez, 2004). Ce groupe sera l'icône de la résistance armée et de la violence insurgée, durant une grande partie des années 1980 et au début des années 1990. La fin des années 1980 voit naître le « *Mouvement Juvénile Lautaro* » (MLJ). À la différence du FPMR, le MLJ a une base plus populaire, composée principalement par des étudiants universitaires et des lycéens (Ordenes, 2007). La période connaît donc une combinaison de violence armée-partisane (les groupes subversifs) et de violence sociale à proprement parler.

D'après Salazar (2006b), l'action de la dictature a eu pour résultat une « révolution silencieuse » du mouvement populaire. Le sujet populaire commence à définir son rôle et ses actes, non pas conformément aux grandes structures sociétales, mais par référence à lui-même et à son contexte écologique. À la différence des périodes antérieures, lorsque le collectivisme était plutôt fonctionnel à la solidarité de classe et souvent coopté par les partis politiques, au cours de la période constitutive de la dictature, ce collectivisme devient communautariste, c'est-à-dire associé à une solidarité de voisins et ancré dans la communauté locale, à partir de laquelle la résistance était exercée (Salazar, 2006b). Ceci constitue pour Salazar une nouvelle phase du processus de

déclientélisation. Cette idée est essentielle afin de comprendre l'écart croissant, l'indépendance et la méfiance de la mobilisation par rapport au système et aux partis politiques qui seront observés dans la période post-dictatoriale.

Les vingt-deux journées de protestation entre 1983-1987 peuvent nous servir d'exemple de cette transformation. Avant 1973, les explosions de violence naissaient de deux options : soit elles apparaissent au cours d'une mobilisation organisée[52], profitant ainsi d'une « opportunité de contexte », soit dans le cadre de cooptation par les organisations partisanes, en tant que « force populaire ». Bien que ces journées aient souvent été convoquées, cette convocation n'a pas eu une structure pyramidale dépendante des organisations politiques, comme elles s'étaient développées jusqu'alors, même si elles ont été encouragées par ces groupes. Ainsi, pour la première fois, la masse populaire a montré une initiative propre dans le développement de la protestation. Le facteur « opportunité » disparaît de la scène temporairement pour faire émerger un « projet populaire autonome » : la chute de Pinochet.

Dans ce contexte, l'opposition politique resurgit par intermédiaire de « l'Alliance démocratique » (AD), organisée par la Démocratie chrétienne et du « Mouvement démocratique populaire » (MDP), organisé par le Parti communiste. Les deux coalitions divergent : si l'AD cherche une négociation avec la dictature concernant le retour à la démocratie, le MDP considère que la chute de Pinochet devra être atteinte par tous les moyens possibles, y compris la voie armée. La gauche est divisée à cause des positions divergentes entre les dirigeants qui sont restés au Chili et ceux qui sont partis en l'exil[53]. Ainsi, l'Alliance démocratique guidera le processus du retour à la démocratie sous le cadre légal et politique imposé par la dictature à partir de la constitution de 1980 et poursuivra son existence au sein du pouvoir, sous le nom de *« Concertación de Partidos por la Democracia »*.

2.4. La période de la désillusion politique (1990-2005)

Comme d'autres pays latino-américains, le Chili a connu une forte transformation à partir de la chute des dictatures militaires. Cependant, à la différence du reste de la région, la transition vers la démocratie n'a pas été conséquence de l'épuisement des gouvernements totalitaires – comme en Argentine après la guerre des Malouines- sinon grâce à une négociation entre les partis d'opposition

[52]Dans le cas de la grève de Valparaiso de 1903 ou de la révolution de la « *chaucha* » de 1949 (Garcés, 2003; Palma, 2005).

[53]Le Parti socialiste ainsi que le MIR et le MAPU avaient déjà subi un schisme. Le FPMR se scindera du PC à la fin de la dictature.

et le gouvernement de Pinochet. Cette modalité de transition a eu plusieurs conséquences pour la démocratie des années 1990. Certains signalent que cet accord a permis la stabilité politique, économique et institutionnelle du Chili, tandis que d'autres ont dénoncé les insuffisances de ce processus (Brunner, 1990 ; Loveman, 1991 ; P. Silva, 2003). Goivovic dit par exemple :

> *« Les accords politiques auxquels l'opposition démocratique a souscrit avec la droite, à la fin de la décennie 1980, ont déterminé la création d'un contexte politique pour la décennie de 1990 conditionné par les insuffisances sociales et institutionnelles et par une peur enracinée de l'armée. »* (2005a, p. 1).

Le chemin parcouru jusqu'à la démocratie a été finalement la route institutionnelle établie par la constitution de 1980 et, en conséquence, établie par la dictature elle-même. Un institutionnalisme qui ne s'est pas limité à cette période, sinon qui s'est projeté comme une ombre lourde pendant pratiquement toute la première décennie de re-démocratisation et bien au-delà. Cet « amarrage » dictatorial ne s'est pas limité non plus à la Constitution, sinon qu'il a été renforcé par un ensemble des lois approuvées peu avant le transfert de pouvoir, assurant ainsi une ingérence directe des militaires dans le système politique. Il s'agit des « enclaves autoritaires » déjà mentionnées (Garretón, 2003). En 2005, 58 de ces articles constitutionnels ont été abolis et la signature de Pinochet sur la Constitution a été remplacée par la signature du président Lagos. Les articles abolis ont permis, entre autres, la fin de l'inamovibilité des commandants en chef des forces armées et du directeur de la police, et la fin des sénateurs désignés. Cette dernière mesure mettait ainsi fin à la tutelle que les forces armées avaient sur le gouvernement démocratique (La Nacion, 14 juillet 2005). Récemment, en 2015, le système binominal d'élection de représentants du parlement a été aboli et remplacé par un système proportionnel et la présidente Michelle Bachelet a annoncé un processus afin d'élaborer une nouvelle constitution. À la structure politique héritée de la dictature s'ajoute la forte présence de Pinochet pendant la transition, d'abord, comme commandant en chef de l'armée jusqu'en 1998 et ensuite, en tant que sénateur jusqu'en 2002. Ainsi la peur d'un retour à la dictature a continué sur une période bien avancée des années 1990[54].

En résumé, durant les années 1990, la démocratie a donc été en continuité avec la dernière période de la dictature (O'Donnell, 1993) y compris le système économique, lequel n'a été corrigé que lentement.

---

[54]Pinochet, en tant que commandant en chef de l'armée, a bénéficié de cette peur pour faire pression sur le gouvernement démocratique afin d'échapper aux poursuites judiciaires qui avaient déjà commencé contre lui. D'abord à partir d'un casernement de l'armée en 1990 (« *Ejercicio de Enlace* »), et du « *Boinazo* » en 1993, où les troupes d'élite de l'armée ont entouré l'Édifice des Forces armées, avec ses uniformes de combat.

Ce contexte politico-économique a eu une forte influence sur les modalités d'action collective qui se sont développées à partir du retour à la démocratie : d'une part, il a été la justification des groupes subversifs pendant les premières années de transition et d'autre part, il a servi en tant qu'explication de la forte démobilisation et du manque d'intérêt de la population à l'égard de la politique (Garretón, 2001 ; M. González, 2003 ; Lechner, 1996).

Comme susmentionné, dans la deuxième période de la dictature naissent deux groupes subversifs qui persisteront après le retour à la démocratie : le « *Frente Patriotico Manuel Rodriguez* » (FPMR) et le « *Movimiento Juvenil Lautaro* » (MJL). Leurs actions ont toutefois été circonscrites fondamentalement au premier gouvernement de la Concertation et c'était ainsi davantage un reflet tardif des années dictatoriales qu'un mouvement caractéristique de la période. Bien qu'il ait été durement touché à la fin de la dictature[55], le FPMR a prolongé ses actions pendant la transition, afin d'éliminer n'importe quelle « *Perpétuation du régime de Pinochet* » (Idini Flores, 2005). Ainsi, durant l'année 1990, tant les vols aux banques et les attentats à la bombes que les attaques aux policiers et aux militaires ont continué. Ils ont surtout obtenu une ample notoriété lors de l'assassinat du sénateur de droite Jaime Guzman et le kidnapping, quelques mois plus tard, du fils du propriétaire du journal *« el Mercurio »* en 1991 (C. Peña, 2009). Pour sa part, le MJL, bien que né en 1982, s'est radicalisé tardivement à la fin de la dictature (Faure Bascur, 2006). Tout comme le FPMR, le MJL a justifié ses actions afin d'éviter n'importe quelle tentative de sortie consensuelle de la dictature et ainsi, tous deux ont augmenté considérablement le nombre de vols aux banques et les attaques armées aux forces d'ordre, notamment au début de la re-démocratisation[56] (Faure Bascur, 2006).

Ces groupes subversifs ont agi lors de la plus grande tension au début de la post-dictature et ainsi, leurs actions ont rapidement perdu le soutien populaire dont elles bénéficiaient pendant les années 1980. Le gouvernement a activement essayé de les désarticuler à partir de la criminalisation de leurs actions, mais aussi à partir de l'égalisation de leur violence extrémiste et la violence de la dictature (Faure Bascur, 2006 ; Idini Flores, 2005 ; Olea, 2005). Finalement, au niveau idéologique, la chute de l'URSS et l'échec de la Révolution sandiniste au Nicaragua ont accentué le caractère décontextualisé de leurs actions, augmentant également leur perception d'échec et de frustration (Vidal, 1995). L'isolement social et politique subi par ces groupes permet de tirer deux conclusions de cette période : d'une part, il s'agissait du premier symptôme de la pacification de la mobilisation

[55] À la suite de l'attentat échoué contre Pinochet en 1986, le FPMR se sépare du parti Communiste et a subi une forte persécution du régime. Ainsi, en 1987, douze de ses membres ont été assassinés par l'agence de renseignement de la dictature (CNI) et plusieurs de ses cadres en 1988 et 1989 (Vidal, 1995).

[56] Au début du gouvernement de Patricio Aylwin, le MJL réalise deux ou trois actions par jour (Faure Bascur, 2006).

sociale et d'une autre part, cette situation permet de confirmer la distance qui commence à être observée entre la société et la politique. Les grandes interprétations idéologiques ne semblent plus être suffisantes pour expliquer la particularité et la complexité de la société chilienne post-dictatoriale.

Pendant que ces groupes agissaient, la mobilisation sociale subit une diminution considérable par rapport à la participation citoyenne et à la protestation populaire. En effet, au cours de la transition démocratique, commence à se forger l'idée de la dépolitisation de la société et de la perte du rôle principal de la politique au sein de la société (Espinoza, 1993; Lechner, 1996). Nous avons vu, tout au long de cette révision historique, l'importance que l'État et la politique en général ont eue dans la construction de la société chilienne. Ainsi, le court-circuit entre ces deux dimensions est un signe non négligeable d'un point d'inflexion au niveau sociétal. En effet, le décalage entre la mobilisation sociale et le système politique que nous avions commencé à observer à partir des années 1950 augmente petit à petit, ayant pour résultat l'enfermant de la politique dans ses propres logiques et disputes et le basculement de la société vers la démobilisation et l'apolitisme. Cette démobilisation et cet apolitisme sont observés dans plusieurs domaines comme je l'ai mentionné dans l'introduction de cette étude (cf. page 24) : la diminution du militantisme partisan et de la syndicalisation, les crises des Fédérations d'étudiants universitaires et la diminution de l'inscription des jeunes dans les registres électoraux. Ce dernier point a été interprété comme un signal puissant de la perte d'intérêt pour les affaires publiques et les valeurs collectives à l'intérieur d'une société de plus en plus individualiste et consommatrice, notamment dans le cas des jeunes (Iglesis, 2005). Avant le plébiscite de 1988, l'inscription des jeunes avait été essentielle pour empêcher la continuité de la dictature, cependant, dans la première décennie du retour de la démocratie, les jeunes montrent un désintérêt à l'égard de la démocratie électorale, se matérialisant par l'augmentation progressive du pourcentage de jeunes non-inscrits durant la décennie suivante. Tous ces éléments configurent une période de désillusion de la société chilienne sur ses capacités de socialisation et de participation.

Pour certains, cette situation est la conséquence directe de l'action des partis politiques au début des années 1990, laquelle a favorisé l'instrumentalisation des forces sociales (Hipsher, 1996). En effet, la tentative d'institutionnalisation du conflit fut une stratégie politique insistante du gouvernement pendant les premières années de re-démocratisation, et a obtenu un succès relatif. Des membres d'ONG, qui pendant la dictature avaient lutté contre le régime, sont absorbés par le gouvernement et les partis de la coalition, perdant ainsi leur indépendance par rapport à l'État (Grimaldi, 2011;

Jelin, 1994). Le gouvernement d'Aylwin a également promu la signature d'un grand pacte pour le développement d'une réforme du travail entre la Centrale unitaire des travailleurs (CUT - laquelle avait été refondée à la fin des années 1980) et les organisations d'entrepreneurs, afin d'éviter les confrontations. Ce pacte a eu un énorme succès pour le gouvernement[57] (V. Frank, 1994, 2000). Cette institutionnalisation du conflit a eu un succès similaire dans le cas des fédérations d'étudiants, lesquelles resteront liées aux principaux partis politiques pendant la transition (Lagos, 2006). Finalement, le gouvernement fit un grand effort pour institutionnaliser le conflit dans les quartiers populaires, étant donnée l'importance qu'ils ont eue dans les protestations des années 1980, pourtant les résultats ont été limités (Espinoza, 1993). Même les groupes subversifs, par exemple le MJL, chercheront une solution institutionnelle au conflit à la fin du premier gouvernement (Aravena, 2004).

Il s'agissait donc d'une stratégie de ré-politisation des forces sociales ou plutôt d'une tentative de retour à la logique clientéliste des partis. Cependant, cette stratégie conduit, notamment dans le cas de syndicats et de fédérations d'étudiants, à un grand écart entre les dirigeants des organisations (militants des partis politiques) et leurs représentants et, dans le cas des acteurs populaires, à un échec. Cette distance a favorisé le développement de mouvements anti partisans, contre-institutionnels et forts critiques de la démocratie représentative, favorisant ainsi le basculement vers une approche culturelle de participation et les modèles de démocratie participative. Ces caractéristiques se manifesteront avec plénitude à partir de la période à l'étude (2006-2012).

Pourtant la mobilisation ne disparaît pas, mais elle perd le caractère plutôt spontané des années 1980. Trois axes semblent être importants. En premier lieu, l'importance renouvelée de la défense des droits humains. En effet, celle-ci est d'une part à la base de plusieurs des manifestations de l'époque et d'une autre part, elle sert en tant que cadre d'interprétation pour de nombreuses luttes émergentes (LGBTQ, *Mapuche*, etc.). Le deuxième axe est le caractère rituel de la protestation qui naît pendant la dictature. Ainsi, certaines dates commémoratives spécifiques (jours de jeune combattant, jour de la prise de pouvoir d'Allende, jour du coup d'État, jour du plébiscite, etc.) sont accompagnées des journées de protestation (voir page 133). En d'autres termes, la plupart des luttes sociales pendant la période ont été motivées par les revendications sociales et économiques cherchant à rétablir les bénéfices perdus durant le régime totalitaire (Garretón, 1993). Ainsi, la dictature apparaît comme le cadre global sur lequel les mobilisations se rendent possibles. Sans être inexistants, mais sans pour autant posséder la force d'autrefois, ces mouvements ont clairement

[57] Les principaux dirigeants syndicaux continueront avec leur militantisme partisan associé aux partis politiques pro-gouvernement jusqu'à nos jours.

réduit leur importance et ils ont, en même temps, diversifié leurs intérêts et leur relation à l'État, et cela à tel point que Garreton affirme que pendant cette période, il n'existe plus de mouvements sociaux au Chili, mais seulement de la participation sociale : « *le sujet de la représentation et ses canaux diversifiés, davantage que celui de la mobilisation d'autrefois, apparaît comme la question cruciale de l'action collective* » (2001, p. 41).

Tableau 10: Grèves 1990-2005 par cycle présidentiel (fréquence)

Cycle	Année	Grèves	Q de travailleurs impliqués	Q de jours (moyenne)
Patricio Aylwin Azocar (PAA)	1990	176	25 010	15
	1991	219	45 910	12,4
	1992	247	26 962	12
	1993	224	25 098	11,5
Moyenne Cycle		**216,5**	**30 745,0**	**12,7**
Eduardo Frei Ruiz-Tagle (EFR)	1994	196	16 209	13,5
	1995	187	24 724	12,4
	1996	183	25 776	9,8
	1997	179	19 278	10,3
	1998	121	12 608	10
	1999	108	10 667	12,1
Moyenne Cycle		**162,3**	**18 210,3**	**11,4**
Ricardo Lagos Escobar (RLE)	2000	125	13 227	9
	2001	86	11 591	9,4
	2002	117	14 662	11,6
	2003	92	10 443	8,7
	2004	125	13 013	12,7
	2005	101	11 209	11,2
Moyenne Cycle		**107,7**	**12 357,5**	**10,4**

Source : Élaboré à partir de Departamento de Estudios, 2014, p. 197.

Une étude de Jenkins et ses collègues (2012) a récolté les événements protestataires à partir des différentes sources d'information dans plusieurs pays du monde, dont le Chili (voir tableau 11). Comme il a été susmentionné pendant l'introduction de cette partie, en dépit du fait que les sources globales ne soient pas les plus précises[58], ces données nous permettent d'avoir une idée du type de protestation présent durant cette période. Comme mentionné ci-dessus, les faits de violence ont une

[58]En effet, certaines variables ne sont pas tout à fait compréhensibles et elles ont été enlevées de ce tableau. De plus, Jenkins et ses collègues ont considéré les actions d'acteurs étatiques et compte tenu que nous nous concentrons sur les actions des acteurs non étatiques, ces données ont également été éliminées.

fréquence plus importante durant le premier cycle présidentiel alors que les événements protestataires s en général durant le deuxième cycle.

Tableau 11: Événements protestataires 1990-2004 par cycle présidentiel (fréquence)

	PAA 1990-93	EFR 1994-99	RLE 2000-04
Violence	49	29	39
Protestations	65	149	91
Protestations non spécifiques	6	18	17
Manifestations	2	15	2
Occupations	5	8	5
Commémorations	5	26	17
Grèves	46	78	48
Attaques non spécifiques	4	10	2
Attaques avec armes à feu	19	3	3
Attaques armés non spécifiques	3	4	8
Émeutes	1	5	4

Source : Élabore à partir de Jenkins, Taylor, Abbott, Maher, & Peterson, 2012.

La diminution progressive de la participation des travailleurs peut être observée dans le 10. En fait, la quantité des grèves légales diminue de moitié entre le premier cycle présidentiel et le dernier. D'après Frank (1994, 2000), l'augmentation des grèves dans le premier cycle peut répondre plutôt à la normalisation institutionnelle post-dictature qu'à une augmentation du conflit social à proprement parler. Parmi les travailleurs, les fonctionnaires[59] ont particulièrement fait preuve d'un degré important de conflictualité. Les premiers à réagir seraient les travailleurs de l'entreprise publique du Cuivre (CODELCO), à partir de la cessation temporaire du travail d'extraction de la mine de « *Chuquicamata* » et « *El Teniente* » au cours de l'année 1991 (Guillaudat & Mouterde, 1998). Les deux actions ont été organisées sans coordination, en montrant la désarticulation du travail syndical de l'époque. Pour leur part, tant le syndicat national d'enseignants [*Colegio de profesores*] que les syndicats de la santé ont réussi à négocier avec le gouvernement des améliorations de leurs conditions du travail (Guillaudat & Mouterde, 1998 ; Leiras, 2007). Les premiers ont réussi à

[59]Les fonctionnaires n'ont pas le droit à la grève légale, nonobstant ils se sont servis en tant qu'opportunité politique, d'une des lois approuvées par Pinochet avant son départ afin de se mobiliser sans peur : l'inamovibilité des postes publiques (Guillaudat & Mouterde, 1998).

instaurer le Statut d'enseignants en 1991 et les deuxièmes à négocier le Statut d'attention primaire en 1995.

Au début du gouvernement démocratique, la défense des *droits humains* a également été un catalyseur important de la mobilisation et du mécontentement (Guillaudat & Mouterde, 1998). Les premières actions ont eu pour but la libération des prisonniers politiques et la quête de justice. De plus, ces associations ont été et sont encore importantes dans les événements rituels de commémoration. La découverte d'ossements humains dans le secteur de Pisagua[60] en 1990 a déclenché un nombre important de protestations, dans un contexte où les militaires et leurs collaborateurs niaient les tortures, les assassinats et l'existence des détenus disparus (Guillaudat & Mouterde, 1998). Comme mentionné précédemment, les droits humains constitueraient un cadre maître d'interprétation pour plusieurs mouvements, par exemple le mouvement LGBTQ, comme nous verrons dans le Chapitre 4 (voir page 204).

Bien que le conflit *« Mapuche »*[61] ait recommencé dans la deuxième période dictatoriale, ce n'est qu'à la fin des années 1990 qu'il devient un véritable « mal à la tête » pour les autorités, à cause de la radicalisation de quelques groupes, les occupations illégales de terrains, les attaques contre les propriétaires actuels des territoires ancestraux, les affrontements avec la police et la réponse gouvernementale insuffisante aux revendications historiques de ce peuple originaire du sud du pays (Lavanchy, 1999). En 1992 le « Conseil de Toutes les Terres » est fondé et en 1998, la « Coordinatrice Arauco-Malleco » fait ses premiers pas, apparaissant à la suite de l'installation de la centrale hydroélectrique Ralco sur des territoires ancestraux (Lavanchy, 1999; Vergara & Foerster, 2002). Les deux mouvements ont mis en place une revendication identitaire territoriale du peuple *Mapuche*.

Malgré toutes les difficultés qu'ils ont vécues, les Fédérations d'étudiants universitaires pendant les années 1990 (Lagos, 2006), les étudiants ont probablement été l'un des acteurs les plus actifs pendant cette période. En août 1999 par exemple, la police comptait des faits de violence tous les 11 jours, dans un secteur où se situent trois universités publiques (El Mercurio, 16 août 1999). En 1997 s'est produite l'une des plus grandes mobilisations de la période. Les étudiants se sont manifestés pendant deux semaines au travers d'occupations illégales des universités, de marches, de manifestations, d'affrontements avec la police, etc. (Landaeta, 2009). En 2001 se produit le soi-disant *« mochilazo »*[62] où « *l'assemblée coordinatrice d'élèves du secondaire* » (ACES) fait son

[60] Un ancien camp de prisonniers politiques de la dictature.
[61] Les autochtones les plus importants du Chili.
[62] Un grand sac.

début. Entre avril et juin de milliers d'élèves de secondaire se manifestent dans la rue pour la gratuité du titre de transport dans les transports en commun. La protestation mise en place dépasse les instances institutionnelles de participation. En effet, la période vit la naissance d'un type d'association de base, informelle et flexible, regroupant de petits groupes d'étudiants/élèves sur des sujets et des buts spécifiques et divers, ayant un répertoire tactique plus direct, expressif et culturel (Valenzuela Fuentes, 2007). Autrement dit, les « collectifs ». Ces « collectifs » sont vivement anti-institutionnels et anti *statu quo* et ainsi, ils agissent généralement en dehors des instances de participation formelle universitaire, qu'ils critiquent activement (Valenzuela Fuentes, 2007). Leurs demandes touchent tant l'éducation, les revendications historiques que les critiques indéterminées et contre-système, c'est-à-dire, le reflet d'un ample malaise subjectif.

La période semble constituer un processus de transition non seulement concernant la consolidation institutionnelle de la démocratie, mais aussi de la mobilisation sociale (des acteurs, des répertoires tactiques, des discours, etc.). Ainsi certaines pratiques historiques sont abandonnées (les actions subversives) ; d'autres persistent avec difficulté (le syndicalisme), et finalement de nouvelles pratiques font leurs premiers pas sans se consolider pleinement (les mobilisations des étudiants/élèves). La période exhibe en conséquence des caractéristiques de la deuxième période dictatoriale ainsi que de la période de grandes mobilisations sociales (2006-2012), que nous analyserons au cours du chapitre suivant.

Cette transition nous offre également l'opportunité de reconstruire les catégories qui ont servi pour expliquer les actions de contestation au cours de l'histoire. La catégorie « mouvement populaire » est un bon exemple. En effet, cette catégorie que Salazar utilise indistinctement jusqu'à la période dictatoriale ne semble plus être pertinente pour décrire les actions qui sont observées à partir de cette période. La mobilisation sociale semble s'associer davantage à une identité sociale autre que l'ordre de classe ou aux secteurs populaires à proprement parler. Ainsi, les groupes associés à la classe moyenne de la population, par exemple les syndicats professionnels, notamment ceux de la santé et de l'éducation, et les étudiants/élèves prennent le relais de la protestation.

Ce changement implique à son tour, une confirmation de la désarticulation de la matrice classique nationale-populaire qui persistait jusqu'en 1973. Lors de cette désarticulation :

> *« la référence à l'État et les rapports avec la politique changent de manière dramatique pour les acteurs sociaux particuliers, en arrivant à être plus autonomes, plus symboliques et plus orientés vers l'identité et l'auto-référence que vers l'instrumental ou le revendicatif »* (2001, p. 17).

La crise de légitimité du système politique et la crise de la participation et de la mobilisation sociale fonctionnent donc en tant que symptômes de la consolidation de ce processus. Un processus qui avait commencé durant la deuxième période de la dictature, qui vit une période d'incubation durant cette période et qui se manifestera en plénitude pendant la période des grandes mobilisations (2006-2012). C'est la période quand l'individualisme, entendu comme orientation sociale, jouera un rôle important pour développer l'autonomie, l'identité et la reconnaissance singulière des organisations de protestation.

Ce processus a impliqué de digérer socialement le traumatisme de la dictature. En effet, cette dernière est très présente tout au long de cette période, non seulement par la présence réelle de Pinochet et le cadre constitutionnel fourni par le régime, mais aussi parce que chacune des actions de mobilisation semble agir en considération du cadre dictatorial. La commémoration rituelle des événements traumatiques en est le meilleur exemple : plus que la revendication ou le développement d'un projet social, ce qui est mis en scène est la répétition rituelle d'un passé encore douloureux.

2.5. Concentration et déconcentration

Les mouvements sociaux, selon les historiens, ont un seul projet inachevé (historicisme). Le fait d'augmenter le degré de participation et d'influence d'un secteur exclu de la société et ainsi de chercher de manière permanente, une démocratisation authentique de la société chilienne. En effet, comme Moulian (2002b) le souligne, les mouvements populaires se sont développés à partir d'une dualité par rapport à la démocratie, à savoir l'opposition entre une démocratie comme régime politique institué unilatéralement, et une démocratie comme processus effectif de démocratisation. Ainsi, la perte actuelle de légitimité du système politique n'est que la mise à jour d'une relation conflictuelle qui vient des origines de la mobilisation sociale organisée, une relation conflictuelle où le système politique a toujours privilégié l'institutionnalisme, la stabilité et la gouvernance. Vu sous cet angle, ce système ne semble pas avoir changé tout au long de ces années et conçu ainsi, la relation entre système politique, État et mouvements sociaux ne peut être que carnivore. Il est commun de penser par exemple que les mouvements sociaux, notamment les syndicats, ont été cooptés par l'État et les partis politiques durant une grande partie du XXe siècle. Cette idée a été influencée probablement par la tendance partagée entre les historiens et les chercheurs à analyser ces instances (État, système politique et mouvements sociaux) comme étant des unités absolues

plutôt que dans leurs particularités, ou depuis le point de vue des acteurs qui y ont participé. Le concept « absolu » dans ce cas, veut dire que tant l'un et l'autre côté de l'équation ont été vus comme des unités et des identités complètement différenciées, là où la relation entre l'État, les partis politiques et les mouvements sociaux ont eu des frontières diffuses tout au long de l'histoire.

La catégorie « Mouvement populaire », utilisée par Salazar, manque d'une définition précise et son utilisation est souvent arbitraire. Moulian (1991) par exemple, critique l'essentialisme des courants historiques et a-historique utilisés par Salazar dans son ouvrage « *Violencia política-popular…* » (voir Chapitre 4). En effet, tant la catégorie « mouvement populaire » que la catégorie « courant historique », étant des représentantes de la particularité, fonctionnent plutôt comme des universels absolus, c'est-à-dire comme des catégories générales appliquées à des phénomènes particuliers. Dans certains cas, le « mouvement populaire » correspond aux héritiers du métissage, qui chercheraient historiquement à augmenter leurs quotas de participation. Dans d'autres cas, le « mouvement populaire » correspond aux marginaux de la ville qui accompagneraient les manifestations sociales avec leurs irruptions de violence, en différenciant ainsi implicitement l'action coordonnée de syndicats, des étudiants, etc., et la violence « populaire ». Finalement, Salazar semble mettre dans la catégorie de « mouvement populaire » l'ensemble des mouvements sociaux. Quoi qu'il en soit, la catégorie « mouvement populaire » semble correspondre à un phénomène inaltérable à travers le temps, indépendant des transformations que ses actions, ses acteurs et ses demandes ont subies. Au contraire, à partir de la même information que Salazar nous fournit, nous pouvons observer que le « mouvement populaire » possède une pléthore de particularités, de transformations, d'organisations et de différents acteurs. Au fil de l'histoire, ce « mouvement populaire » a été composé par des ouvriers, des étudiants, des « *Mapuche*s », des femmes, des *pobladores*, des religieux, des militants, des homosexuels, des écologistes, des artisans, etc., appartenant aux secteurs de diverse condition sociale. La violence politico-populaire dont il a fait preuve a aussi été exercée par des militants de l'extrême droite, particulièrement pendant l'Unité populaire. Il existe également certaines preuves montrant que les agences de renseignement de la dictature auraient participé à des actes comme ceux décrits par Salazar (Cavallo et al., 2008). Il en résulte qu'il est impossible d'assigner une unité, là où il n'existe qu'une pluralité. Plus qu'un « mouvement populaire », ce sont des « mouvements populaires » et dans le cas de cette recherche, des « mouvements sociaux », toujours au pluriel. Même Salazar considère cette solution lorsqu'il définit le courant historique comme « *celui qui se situe préférablement dans les particularités concrètes de la société chilienne, dans sa diversité intérieure et dans des mouvements sociaux*

spécifiques qui mettent en jeux sa modernisation et sa transformation dans le temps » (2006b, p. 31).

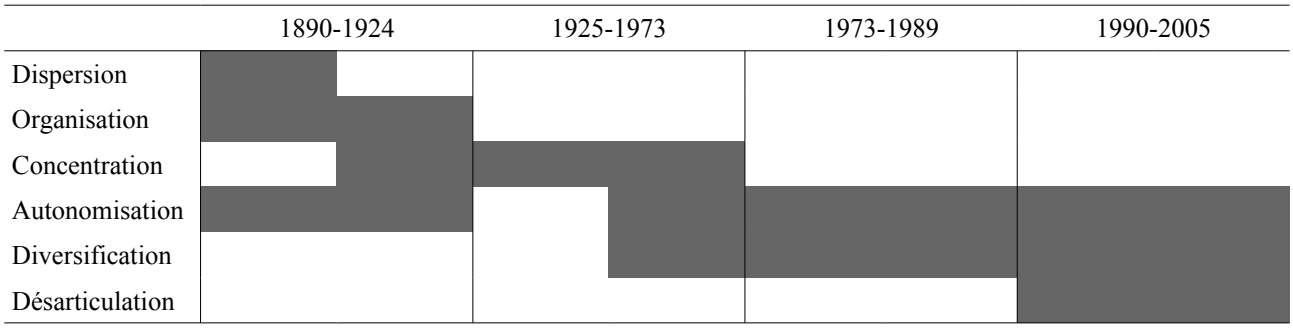
De la sorte, il n'est pas possible d'affirmer que les mouvements sociaux ont été complètement cooptés par les partis politiques (2011), bien au contraire. Lorsque l'on parle d'un « mouvement social » comme une unité, nous oublions que ce mouvement social a été composé de thématiques, de demandes, d'organisations et d'acteurs multiples. Nous oublions également le rôle principal joué par le conflit hors du mouvement et à l'intérieur de celui-ci, afin de souligner les divergences. Ainsi, le conflit est présent dans la construction de chacune des organisations. Les excisions, les fusions et les re-excisions constantes à l'intérieur de ces organisations en sont la preuve. En d'autres termes, il s'agit d'une hydre de Lerne. Si l'État ou les partis politiques ont réussi à coopter les mouvements sociaux à un moment de l'histoire cela n'a jamais pu être complet. Autrement dit, ils ont coopté certaines organisations ou une grande partie d'entre elles à l'intérieur d'un mouvement, quelques secteurs ou une grande partie d'entre eux à l'intérieur de ces organisations, quelques acteurs ou une grande partie d'eux à l'intérieur de ces secteurs. Se pencher plus en détail sur les acteurs permettra probablement de percevoir les nuances qui existent au sein de ces relations.

L'autonomie actuelle des mouvements sociaux est ainsi souvent observée avec surprise dans la littérature et cela est dû essentiellement au fait que la comparaison historique se fait surtout avec la période allant de 1925 à 1973, période où les relations ont été fort institutionnalisées. Cependant à la lumière de la longue histoire des mouvements modernes, cette période semble plutôt être un hiatus à l'intérieur d'un fonctionnement historique autonome de ces mouvements, lesquels ont même précédé la formation des partis populaires. Les relations entre le système politico-institutionnel et les mouvements sociaux ressemblent plutôt à deux flux parallèles qui ont tendu à coïncider dans certains moments de l'histoire, mais qui, la plupart du temps, sont restés déphasés. Il en fut ainsi à l'époque de la question sociale, quand l'État a dû faire une mise à jour de son rôle social et c'est encore le cas aujourd'hui quand il ne parvient pas à absorber la magnitude des transformations sociales impliquées. De ce fait, la cooptation doit être comprise comme un phénomène circonscrit à des périodes limitées dans le temps et liée également à certaines thématiques spécifiques, notamment les relations et les conditions de travail. Dans ce contexte, ces flux ont tendu à être dans une synchronie, particulièrement pendant la période du Front populaire et de l'Unité populaire. Même durant le gouvernement d'Allende, les mouvements sociaux ont montré la capacité à dépasser les partis politiques et comme Gaudichaud le souligne (2004), la capacité à avoir également des objectifs autres que ceux dérivés des besoins partisans. À la lumière de cette

conclusion, le processus de déclientélisation qui commence au cours des années 1950, ne semble qu'un reflux normal vers l'autonomie dont les mouvements sociaux ont toujours fait montre. Une fois que les demandes, les mouvements et les acteurs se sont diversifiés, la possibilité de synchronisation devient difficile, voire impossible.

Ceci ne veut pas dire que la cooptation a eu du mal à exister ou que l'autonomie a toujours été absolue (espèces de monades organisationnelles). Au contraire, les mouvements sociaux n'ont été ni autonomes ni dépendants de l'État d'une manière absolue, mais se sont positionnés à l'intérieur d'un continuum entre autonomie et dépendance. Quand les mouvements sociaux ont bénéficié d'une grande autonomie, les acteurs associés au pôle le plus antiétatique, les anarchistes, ont établi à un certain degré, des liens ou des connexions avec l'État (Sergio Grez, 2007b). Et quand les mouvements sociaux, notamment le mouvement ouvrier, ont été fortement cooptés par les partis politiques et l'État, ils ont fait preuve d'indépendance et débordement. Je partage donc le point de vue de McAdam, Tilly y Tarrow (2001), qui dans leur ouvrage « *Dynamic of contention* » élargissent le concept de « mouvement social » vers celui de « politique contentieuse ». Ce dernier considère un large spectre de manifestations à l'intérieur de l'État, hors de celui-ci et dans l'espace transitionnel entre l'État et les mouvements extra-institutionnels. Ainsi, la dépendance ou l'autonomie des mouvements sociaux par rapport à l'État ne peuvent être que partielles.

Illustration 1: Evolution des mouvements sociaux au Chili (1890-2005)



Au-delà de la polarité autonomie-dépendance, les mouvements sociaux ont vécu une évolution qui peut se résumer dans la dualité concentration - déconcentration **(**Illustration 1). Cette dualité peut s'observer dans leurs demandes, dans leurs répertoires tactiques et parmi leurs acteurs. Tout comme la relation autonomie-dépendance, cette relation n'est pas absolue, à savoir le commencement de la période historique de l'une ne dépend pas de la fin de l'autre. En fait, la déconcentration commence pendant l'essor de la concentration des mouvements sociaux.

La période de concentration est la période allant du début de la contestation moderne jusqu'au coup d'État de 1973, ayant son apogée au milieu du XXe siècle. Par concentration, je fais référence au processus à travers lequel les mouvements sociaux passent d'une étape de dispersion pulsionnelle et violente, caractérisée par des manifestations isolées, spontanées et spécifiques (contestation archaïque), à une étape d'agglomération et d'organisation croissante, développée notamment à partir des sociétés d'entraides, des sociétés de résistance et des « *mancomunales* », étape qui finit avec la création des fédérations et des syndicats nationaux. Les mouvements sociaux ont donc tendu de manière générale à la concentration. L'État et le système politique, historiquement concentriques, ont eu une parenthèse de déconcentration à cette époque-là, ayant pour résultat un déphasage avec les mouvements sociaux. Ce déphasage finit avec la refondation de l'État en 1925, laquelle fait réémerger la concentration du pouvoir plus fortement qu'auparavant, ayant une influence non seulement sur la politique, mais aussi sur une partie importante de la société. Jusqu'au milieu du XXe siècle, il se produit une période de syntonisation entre l'État et les mouvements sociaux.

La concentration organisationnelle coïncide avec la concentration du conflit portant sur les relations et les conditions du travail, avec l'émergence de travailleurs et d'ouvriers comme acteurs principaux de ce conflit et avec la grève et les manifestations comme répertoire tactique essentiel. Malgré le fait que la « question sociale » touchait des aspects différents de l'habitat urbain et qui était également associée aux conditions de vie de la population la plus vulnérable, le conflit résultant de ces problématiques ne fut autre que celui autour du travail.

Cette concentration coïncide à son tour avec les modèles de gestion centralisés et hiérarchiques tant au sein des mouvements sociaux qu'au sein de l'État. C'est l'époque des « *caudillos* » et des grands leaders (Cohen, 2013). La consolidation de la concentration coïncide avec la disparition des anarchistes, qui ont été très présents lorsque cette concentration était en train de se développer. Autrement dit, quand il existait encore une marge de manœuvre pour développer d'autres formes d'organisation. Bien que ceux-ci aient contribué à la formation de fédérations, ils ont été contre toute forme d'institutionnalisation du mouvement ouvrier et contre n'importe quel modèle hiérarchique, par exemple les partis politiques. En revanche, ils ont favorisé les organisations horizontales et de base. Ainsi, leur discours était loin de la sensibilité de l'époque. Au contraire, les mouvements et les partis politiques ayant des structures verticales (partis communiste et socialiste) ont survécu sans soucis importants.

Malgré le fait que durant cette période il a eu des signes timides de diversification des demandes et des acteurs (le mouvement pour le vote des femmes par exemple), ce n'est qu'au milieu du XXe

siècle que les mouvements sociaux commencent à évoluer vers une nouvelle période de déphasage avec l'État et avec le système politique. Ce processus est caractérisé par un degré croissant de déconcentration, qui coïncide avec le processus de déclientélisation et en conséquence, avec une autonomie croissante des mouvements sociaux. Jusqu'au coup d'État de 1973, tant la concentration que la déconcentration coexistent, en donnant cependant naissance à de nouveaux acteurs, conflits et demandes. Ces acteurs, conflits et demandes ne s'attachent plus à trouver une solution de façon exclusive au travers de la normalisation des relations du travail, mais s'organisent plutôt à partir des niches culturelles et identitaires. C'est le cas notamment des paysans, des *pobladores* et des étudiants. Les répertoires tactiques évoluent également pendant cette période, au travers d'occupations de terrains agricoles et de terrains pour l'édification de logements. Ces acteurs, conflits et demandes ne remplacent pas le conflit central antérieur, mais ils le diversifient. Cette déconcentration coïncide avec la reforme agraire, laquelle fournit un contexte riche en opportunités pour l'augmentation de la participation des paysans et des *pobladores*. Pourtant, d'une manière générale, l'État continue à fonctionner de façon centralisée.

Dans ce processus, la dictature de Pinochet constitue une sorte d'hiatus et une transition. D'une part, il se produit une reconcentration temporaire du conflit et des demandes. Cette reconcentration est temporaire parce qu'elle ne prétend pas, comme au début du siècle, une réorganisation des relations sociales à long terme, sinon l'atteinte d'un seul objectif : la chute du régime. Ainsi, une fois l'objectif atteint, cette concentration disparaît et les mouvements sociaux reprennent le flux vers la déconcentration de leurs actions. D'autre part, à la différence de la première phase de concentration développée à partir de la concentration d'acteurs et d'organisations, cette reconcentration temporaire se produit, tout en gardant la diversité d'acteurs et d'identités impliqués.

L'État pour sa part, est aussi transitionnel et mixte : il est d'une part concentrique d'un point de vue du pouvoir et de sa prétention de refondation sociale et d'une autre part, il est décentralisé et libéral d'un point de vue économique. Ainsi, la dictature ne change pas la tendance vers la déconcentration qui sera observée plus clairement au cours de la période suivante, sinon qu'au contraire, elle accélère le découplage entre les mouvements sociaux et les partis politiques. En effet, la dictature agit afin de dépolitiser la société et ainsi, elle contribue à la dépolitisation partisane des mouvements sociaux et à la méfiance qu'ils ont par rapport aux partis politiques, aux institutions de l'État et au système politique en général.

La période post-dictatoriale, bien que transitionnelle depuis l'angle des transformations de la société chilienne, est aussi une période de consolidation de la déconcentration du point de vue des

mouvements sociaux. En effet, les acteurs, les demandes et les conflits se multiplient, en incorporant tant les anciennes que les nouvelles formes de contestation. La société devient multiconflictuelle et à l'intérieur de chaque conflit, des positions divergentes émergent (voir monographies). L'État et les mouvements sociaux se retrouvent encore une fois dans une période de déphasage et étant donné la diversité des fronts, l'État n'arrive à répondre à ces conflits potentiels que partiellement. Cette déconcentration pousse vers la désarticulation des mouvements sociaux, qui arrivent rarement à réaliser de grandes mobilisations pendant la période. Les organisations subissent une fragmentation importante. Le diagnostic de l'époque souligne non seulement le manque d'intérêt pour la politique et la participation, mais il souligne également l'individualisme croissant de la société chilienne.

Chapitre 3 : La période de la Nouvelle Contestation

À la lumière de la longue Histoire, on peut se demander où situer la période sur laquelle porte cette thèse. Les processus historiques sont loin d'être linéaires. « *Nachträglich* » est le concept allemand utilisé par Freud pour expliquer la ré-élaboration des rêves lors de l'éveil. En effet, le travail d'expliquer l'Histoire est toujours un travail de ré-élaboration et de réinterprétation des faits à la lumière de l'époque dans laquelle nous vivons. On met l'accent sur un nombre limité d'éléments et l'on néglige tant d'autres, tout aussi importants pour la compréhension d'autres chercheurs. Nous faisons des choix. Tout comme dans le cas l'Histoire, ce chapitre a été pensé comme le premier et cependant placé en troisième position. Les trois autres appartenant à cette première partie ont été conçus, a posteriori, afin de rendre cohérente la description, parfois dense et ennuyante, de la période 2006-2012. De la même manière que l'écrivain Thomas Wolff qui, afin de rendre cohérents certains paragraphes obscurs de ses ouvrages, tissait et augmentait le nombre de mots au lieu de les couper, ce chapitre a eu besoin d'un contexte plus approfondi afin de dimensionner et borner les particularités de la période à l'étude. Le rôle de ce chapitre est donc fondamental. Sur la base de ce dernier, je vais non seulement décrire le cycle de protestation, mais aussi, essayer de rendre compte des particularités de la transformation silencieuse qui a eu pour résultat un type particulier de politique contentieuse au cours de ces années. Cependant, tout comme n'importe quel processus historique, cette période est à la fois une continuité et un point d'inflexion.

Ce chapitre se divise en cinq parties. La première est une description du contexte politique et social de la période, permettant de définir cette dernière comme une nouvelle phase historique du pays. La deuxième montre l'importance des inégalités comme source d'explication du cycle de protestation. La troisième est une description approfondie des faits de protestation issus des bases de données construites dans cette étude. La quatrième est une réflexion concernant quatre aspects caractéristiques de ce cycle. Finalement, pour conclure, j'essaierai de mettre en relation ces transformations avec le rôle associé à l'individu.

3.1. La fin de la transition

Le cycle de protestations qui a commencé en 2006 est le point de départ d'une nouvelle période dans l'histoire récente du pays. Il signale la fin de la période de transition démocratique. La fin de la

transition a été longuement discutée tout au long des années 1990 (Barton & Murray, 2002). Pour certains, la transition s'est achevée institutionnellement parlant pendant le gouvernement d'Aylwin, le premier président démocratiquement élu après la dictature (Garretón, 1993). C'est à ce moment-là que les institutions se démocratisent, notamment à partir de la libre élection des représentants des gouvernements national, local et au parlement ; et les canaux de participation sont ouverts. Cependant, comme nous avons vu à la fin du chapitre précédent, nombreux sont les éléments qui contredirent cette idée. La décennie des années 1990 a été marquée par la peur du retour à la dictature et le rôle de Pinochet en tant que commandant en chef des forces armées ; par l'action des groupes subversifs ; et notamment par l'institutionnalisme hérité du régime dictatorial et la tutelle des militaires dans le nouveau contexte de démocratie. L'institutionnalisme dictatorial représente toujours un chapitre non fini. La constitution est encore celle que Pinochet a créée en 1981 et juste récemment, le système d'élection binominale qui assurait la parité au parlement entre l'opposition et le gouvernement malgré les résultats électoraux a été abrogé et l'idée d'une nouvelle constitution commence timidement à se discuter. D'un point de vue structurel-institutionnel, l'État chilien de la période à l'étude n'est pas si différent de celui de 1990. Pourquoi donc assurer la fin de la transition ? Si la démocratisation du pays avait été achevée sur la base de la stabilité de l'institutionnalisme démocratique, ce constat nous aurait imposé l'idée que cette transition avait pris fin il y a longtemps. Au contraire, si la transformation institutionnelle de l'État et du système politique était la condition nécessaire pour cette réalisation, nous aurions du mal, même aujourd'hui, à considérer cette transition comme bien achevée. Certes, certains éléments « structurels » permettent de situer la fin de la transition vers 2005 : 58 articles de la Constitution de 1980, des « enclaves autoritaires », ont en effet été éliminés à ce moment-là. Ceci a notamment permis de mettre fin à la tutelle constitutionnelle des militaires sur la démocratie (Brunner, 1990; Garretón, 1993; Siavelis, 2009). D'un point de vue symbolique, l'ironie de l'histoire a également voulu que Pinochet meure la même année (2006) où la signature du président Lagos remplaçait la sienne dans la Constitution, fermant ainsi un cycle historique pour le pays. Cependant, le problème à la base de cette divergence est l'importance donnée à l'institutionnalisme démocratique pour définir les périodes historico-sociales. Un critère qui a été souvent utilisé avant la période de rédémocratisation. C'est là que réside la différence fondamentale de cette période : l'inversion de la relation entre la politique institutionnelle et les mouvements sociaux. Alors qu'auparavant (XXe siècle), la politique institutionnelle était un vecteur important de la transformation des mouvements populaires, aujourd'hui ces mouvements reposent davantage sur les particularités de la mobilisation

sociale et ses acteurs. Ainsi, cette période est moins fondée sur les cycles politiques institutionnels que sur le devenir particulier des mobilisations. Lechner le disait déjà pendant les années 1990 :

> *« Dans ce contexte, deux transformations profondes de la politique sont aperçues. En ce qui concerne l'espace social, sa centralité est mise en question. La nouvelle diversité structurelle remet en cause la fonction inclusive de la politique, qui perd force en tant que vecteur de l'ordre de la société. Dans la mesure dans laquelle une coordination polycentrique borne le domaine de la politique comme instance coordinatrice des processus sociaux, il reste à redéfinir non seulement le lieu, mais la valeur même de la politique. Il faut le dire : à quoi sert la politique et qu'est-ce que nous pouvons attendre d'elle ? Puisqu'elle n'opère plus comme instance unificatrice de la vie sociale, au moins elle peut articuler les différences. Mais une telle construction d'un "ordre de différences" est aussi problématique si nous considérons, d'un autre côté, la dimension temporelle. Si de différents champs sociaux obéissent de plus et en plus aux rationalités propres et différenciées, cela implique que des dynamiques spécifiques se déploieront. Dans ce sens fonctionnel (et non seulement [dans le sens] des espaces régionaux), nous nous approchons d'une "société aux vitesses multiples". Si tel est le cas, la politique non seulement ne signale pas le rythme du développement social, mais, structurellement, elle se trouve déphasée avec les dynamiques d'autres domaines sociaux. » (1996, p. 3).*

Lechner démontre clairement la distance qui s'opère au sein de la relation entre la politique et la société au complet. Le déphasage dont j'ai déjà parlé au cours du chapitre précédent est la conséquence des « vitesses multiples » de la société et du polycentrisme sociétal. Il faut cependant préciser que Lechner parle de la « Politique » avec un « p » majuscule, à savoir, qu'il met sous le même parapluie tant le système institutionnel que l'action politique en tant que telle. En revanche, je sépare les deux composantes. Ce qui est mis en question, ce n'est pas la Politique, mais la partie liée à l'institutionnalisme traditionnel. Le déphasage entre société et politique, quoiqu'important, je le vois davantage au sein de la Politique même. Autrement dit, depuis les années 1990, il existe « deux vitesses » à l'intérieur de ce système. L'une est liée à l'institutionnalisme traditionnel et l'autre à l'action politique de base. La première est restée ancrée aux formes institutionnelles du XXe siècle sous la forme des partis politiques et la deuxième se développe d'abord comme critique et ensuite comme explosion, notamment à partir de 2006. L'explosion de cette transformation signale, de mon point de vue, la fin de la transition, et à la différence du point de vue de Lechner, elle signale également la renaissance de la Politique.

La distance avec la dictature est, malgré tout, le point de divergence des deux composantes. Tandis que la politique institutionnelle est soumise au cadre institutionnel de la dictature, l'action des mouvements sociaux de cette période signale un point de rupture tant affectif que politique envers

elle. La dictature n'est plus le point de confrontation, quoique ses conséquences le sont au cours des revendications des mouvements sociaux. Le déplacement d'un cadre normatif maître basé sur la lutte contre le régime et les *droits humains* vers un autre cadre basé sur les inégalités en est la preuve. J'approfondirai davantage à ce sujet lors de la prochaine section et dans les conclusions de cette étude.

Un exemple servira pour illustrer ces faits. Normalement, les cycles présidentiels sont utilisés pour définir les périodes sociétales. Roberts (2017) par exemple, fait la différence entre les deux premiers gouvernements de la Démocratie chrétienne (Alywin et Frei), les deux gouvernements socialistes (Lagos et Bachelet) et le gouvernement de droit (Piñera). Cette catégorisation est tout à fait pertinente. Nous pouvons en effet observer des continuités et des ruptures entre les périodes. Cependant, le rôle de la politique institutionnelle et la vague de protestations à partir de 2006 nous indiquent que cette catégorisation n'est pas complètement précise. Il existe au contraire une différence importante entre les trois premiers cycles de la « *Concertación* » (Alwyn, Frei, Lagos) et les deux autres couverts par cette thèse (Bachelet, Piñera). Castillo, Madero-Cabib, & Salamovich (2013) démontrent par exemple qu'il n'existe pas une grande différence entre les sympathisantes des partis de droite et de gauche en ce qui concerne la distribution des revenus. Ils expliquent ce fait à partir de l'absence d'un vrai clivage si l'on considère le volet économique entre ces partis. Il existe ainsi une certaine homogénéisation du système politico-institutionnel. La différence est donc placée dans une autre frontière. La dictature est encore le point de basculement. Si les trois premiers gouvernements démocratiques après la dictature ont été élus à partir de la suprématie morale qu'avait la Concertation par rapport au bloc de droite qui avait soutenu le régime ; les gouvernements de Bachelet et Piñera ont davantage été élus à partir d'un diagnostic commun : la perte de légitimité du système politique. L'élection de Ricardo Lagos en 1999 fut la dernière élection où les votes anti-droite ont été décisifs. Au contraire, au-delà des différences évidentes entre Bachelet et Piñera, l'ombre de la dictature a été moins importante dans le conflit électoral. Il s'agissait en revanche du même diagnostic : la méfiance progressive envers l'institutionnalisme politique. Les deux présidents, confrontés à ce diagnostic, décident de prendre un chemin différent de celui des partis politiques. Bachelet décide de former un gouvernement citoyen en évitant une association directe avec les partis. Les commissions citoyennes se sont multipliées afin d'établir une action politique plus proche des citoyens. Les membres de partis politiques appartenant à la coalition du gouvernement haussent la voix afin d'éviter le « *bypass* » que le parlement et les partis subissaient au sein du gouvernement. Le diagnostic de Piñera n'était pas loin de celui de Bachelet,

mais la solution a été complètement différente. Il ne s'agissait pas de faire entrer la citoyenneté au gouvernement sinon d'avoir un gouvernement plus efficace. Ceci impliquait de faire entrer les valeurs de l'administration privée au sein de l'État en excluant les partis traditionnels. Ainsi Piñera choisit à ses débuts un cabinet de ministres entrepreneurial, afin d'amener la technocratie au sommet de l'administration publique. Les partis politiques ont également déploré la situation : « *ce gouvernement manque de poids politique* ». Paradoxalement, ce sont des mouvements sociaux hautement politisés et anti-partisans, notamment la « révolution de pingouins » de 2006 et la mobilisation de 2011, qui font échouer les solutions anti-partis de Bachelet et Piñera. Confrontés aux mobilisations massives, ces derniers décident de changer les cabinets alternatifs et de faire appel aux partis traditionnels.

Si l'on considère l'angle de la politique institutionnelle, les deux périodes ont ainsi vécu les excès de la démocratie dont parle Rancière :

> *« L'affrontement de la vitalité démocratique prenait ainsi la forme d'un "double bind" simple à résumer : ou bien la vie démocratique signifiait une large participation populaire à la discussion des affaires publiques, et c'était une mauvaise chose. Ou bien elle signifiait une forme de vie sociale tournant les énergies vers les satisfactions individuelles, et c'était aussi une mauvaise chose. La bonne démocratie devait être alors la forme de gouvernement et de vie sociale apte à maîtriser le double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique. » (2005, paragr. 13).*

En effet, la période de la « désillusion politique » résume « *l'excès de retrait individuel* » et la période à l'étude « *l'excès d'activité collective* ». Dans les deux cas, le système politique est resté perplexe face au déphasage avec la société et l'action politique. L'action politique non institutionnelle est donc la caractéristique de cette période. Elle a transité de l'homogénéité de la politique institutionnelle vers la particularité, la déconcentration, et la pluralisation, et comme mentionné lors de l'introduction, l'individu en était le point d'ancrage.

3.2. Les inégalités : importantes mais pas suffisantes

Tableau 12: Dépenses sociales de l'État du Chili et indice de Gini du pays (1990-2012)

Année	Éducation		Santé		Logement et autres		Allocations sociales et prévision		Total		Indice de Gini
	Brute*	% PIB	Brute*	% PIB	Brute*	% PIB	Brute*	% PIB	Brute*	% PIB	
1990	130.3	2.1	101.5	1.7	14.8	0.2	439.2	7.2	685.8	11.3	0.554
1991	139.9	2.2	117.6	1.8	10.2	0.2	474.0	7.4	741.7	11.5	
1992	159.2	2.2	140.0	2.0	15.8	0.2	505.6	7.1	820.5	11.6	0.551
1993	178.6	2.4	156.4	2.1	17.9	0.2	539.9	7.2	892.8	12.0	
1994	191.1	2.5	175.3	2.3	17.4	0.2	538.5	7.0	922.4	11.9	0.552
1995	206.9	2.5	179.3	2.1	19.5	0.2	550.1	6.5	955.7	11.3	
1996	250.1	2.8	202.9	2.3	22.8	0.3	614.3	6.9	1090.1	12.2	0.553
1997	273.5	2.9	215.8	2.3	25.4	0.3	625.5	6.7	1140.2	12.2	
1998	312.1	3.3	235.8	2.5	26.6	0.3	666.4	7.0	1240.8	13.0	0.560
1999	349.2	3.7	246.5	2.6	37.5	0.4	701.7	7.5	1334.9	14.3	
2000	354.5	3.7	259.8	2.7	33.5	0.3	724.7	7.5	1372.5	14.2	0.564
2001	375.4	3.8	277.3	2.8	29.1	0.3	739.2	7.5	1421.0	14.4	
2002	391.9	3.9	282.9	2.8	26.5	0.3	731.7	7.3	1433.0	14.4	
2003	381.6	3.7	288.2	2.8	24.7	0.2	710.0	6.9	1404.4	13.7	0.552
2004	382.7	3.6	288.0	2.7	29.4	0.3	678.7	6.3	1378.7	12.8	
2005	363.9	3.2	297.2	2.6	28.3	0.3	685.7	6.1	1375.1	12.3	
2006	350.2	3.0	306.3	2.6	33.9	0.3	642.7	5.5	1333.1	11.5	0.522
2007	389.4	3.2	339.6	2.8	38.4	0.3	651.1	5.4	1418.5	11.8	
2008	484.7	3.9	389.9	3.2	51.8	0.4	742.9	6.0	1669.4	13.5	
2009	536.8	4.4	460.3	3.8	54.8	0.5	852.2	7.0	1904.1	15.7	0.524
2010	531.0	4.2	449.2	3.5	53.3	0.4	837.3	6.6	1870.7	14.7	
2011	539.2	4.1	468.9	3.5	52.3	0.4	847.9	6.4	1908.3	14.3	0.516
2012	594.2	4.3	514.0	3.7	59.5	0.4	879.8	6.3	2047.5	14.7	

* Milliards de pesos chiliens

Source : CEPAL, 2017

L'un des paradoxes de ce cycle de protestation est le fait qu'il n'avait pas de lien direct avec les crises économiques ou la contraction des dépenses sociales de l'État qui au contraire avait augmenté sa participation au cours de cette période (tableau 12). Le sens commun indique que la précarisation sociale à la suite d'une crise économique impulse la mobilisation politique. C'est bien le cas du

cycle de protestation de 1983-86 qui s'est déclenché à la suite de la crise économique de 1982. Certes, l'année 2008 a été marquée par la crise mondiale du système financier et le Chili a été touché tout comme plusieurs autres pays du globe. En effet, le pays a connu une décroissance économique (2009 = -1, Banco Mundial, 2017). Cependant, entre les années 2009 et 2010, cette mobilisation a également connu une diminution semblable (voir à la page 109). Ceci est peut-être dû à l'action de l'État, qui à ce moment-là s'est fort mobilisé pour diminuer les conséquences de la crise au travers de mesures économiques contre-cycliques, qui ont considérablement fait augmenter les dépenses dans de différents domaines y compris les dépenses sociales (FFrench-Davis, 2014). Le déphasage entre l'action de l'État et la mobilisation sociale s'était cependant installé il y a longtemps. Les deux sous cycles les plus importants en sont la preuve. L'année 2006 par exemple, a connu le taux de chômage (6 %) le plus bas depuis 1997 (Instituto Nacional de Estadísticas, 2010), un taux de croissance du produit interne brut de 4,6 % (Banco Central de Chile, 2011), alors que seulement 13,6 % de la population se trouvait sous le seuil de pauvreté, le taux le plus bas d'Amérique latine (CEPAL, 2007). Pour l'année 2011, le taux de croissance a été de 5,8 % (Banco Mundial, 2017), le taux de chômage était de 7,2 % (Instituto Nacional de Estadísticas, 2011) et 11 % des Chiliens se trouvaient sous le seuil de pauvreté (CEPAL, 2013). De plus, le Chili a connu pendant la période une augmentation croissante de l'indicateur de développement humain (UNDP, 2017). La courbe de développement social, mesuré à partir des indicateurs traditionnels, ne montre ainsi aucune relation avec la trajectoire des mobilisations au cours de cette période.

La réponse à ce paradoxe viendra ainsi des inégalités structurelles dans la distribution de revenus (Donoso, 2013b; Mayol, 2012; Roberts, 2017). Toutefois, en dépit de ces différences aberrantes, les inégalités dans la distribution de revenus sont restées stables depuis les années 1990 ayant connu une légère diminution à partir de 2006 (voir tableau 12). Espinoza et ses collègues expliquent que la société chilienne subit une grande rigidité de la structure sociale, ce qui empêche la mobilité et la stabilité d'une classe moyenne de longue durée (Barozet & Espinoza, 2011; Espinoza, Barozet, & Méndez, 2013). Même si la classe moyenne a une certaine perméabilité, la hiérarchie générale du pays n'a pas changé, ayant une tendance à « *générer un pôle de richesse et un pôle d'exclusion ou de marginalité* » (Barozet & Espinoza, 2011, paragr. 29). Ce n'est donc pas la présence des inégalités dans le pays qui explique cette vague de mobilisation. Comme Huntington (1996) le signalait déjà à la fin des années 1960, les mouvements sociaux n'émergent pas forcément en raison de la pauvreté ou d'un manque de modernisation des pays, mais plutôt à cause d'un processus de modernisation rapide, comme celle que le Chili a vécu pendant les années 1990. Comme c'est

souvent le cas chez les mouvements sociaux, la montée des manifestations ne s'explique pas par des faits concrets de privations ou d'inégalités, mais par l'interprétation qu'une partie de la population donne à ces faits (Contamin, 2010). La re-politisation des inégalités dont Roberts parle peut expliquer cette réinterprétation. En effet, d'après Roberts (2017), la mobilisation des étudiants chiliens est le résultat d'un processus de re-politisation des inégalités des mouvements de base dans un contexte de dépolitisation des inégalités au niveau structurel, notamment du système des partis. Le contexte de stabilité politique, la démobilisation sociale et le consensus technocratique autour des questions économiques pendant les années 1990 ont servi de base pour que l'institutionnalisme politique néglige ces inégalités structurelles (Roberts, 2017). Il en a résulté un divorce entre le système politique et les mouvements de base, qui a poussé ces derniers vers une action extra-institutionnelle. À partir de l'étude nationale de l'université « Diego Portales » de 2015, Roberts démontre d'ailleurs que les jeunes travailleurs et les classes moyennes inférieures ont été les plus actifs lors des manifestations. Ceci contredit l'hypothèse que les classes moyennes sont celles qui y ont participé en plus grand nombre lors de cette période. Au contraire, les participants les plus actifs ont été les groupes aspirant à une mobilité sociale.

Les inégalités ne sont cependant pas suffisantes pour expliquer ce cycle, même si elles en restent importantes. Il faut mettre en relation trois autres éléments.

a) Le premier est aussi souvent cité (Cummings, 2015 ; Somma, 2015) : une nouvelle génération née en démocratie ou pendant les dernières années de la dictature. En effet, la génération antérieure, celle qui a vécu le coup d'État de 1973 pendant ces premières années ou qui est née dans la première décennie du régime de Pinochet, a été la génération de la phase de démobilisation pendant la période de la *désillusion politique*. Le cas des étudiants est évident, toutefois à l'intérieur d'autres organisations interviewées, il existe également une distinction entre les anciens cadres et les nouvelles générations. « *Je suis homosexuel et aujourd'hui c'est le monde des gays* » (DS6) me dit l'un des activistes du mouvement LGBTQ. Les membres les plus vieux ont souvent milité auparavant dans un parti de gauche et ont vécu l'expérience de la dictature. Au sein des organisations des *pobladores* cette différence, bien que moins présente, elle est également mentionnée : « *La plupart des [membres] les plus engagés dans toute cette affaire, nous sommes des jeunes* — me dit un porte-parole de la FENAPO —. *Lautaro par exemple, il n'a que 29 ans* » (P23). Bien que parmi les membres des « comités d'hébergés », les activistes les plus âgées prédominent, à la tête des organisations on retrouve souvent des jeunes qui sont nés au moins dans les

années 1980. Tout comme le mouvement LGBTQ, les activistes les plus âgées, ayant des postes de responsabilité au sein des organisations, sont souvent des anciens membres des partis de gauche et qui partagent une histoire associée à la dictature. Comme le signale Cumming (2015), un facteur qui pourrait expliquer l'engagement des nouvelles générations est l'absence de la peur qui ressentait les générations liées à la dictature. Les nouvelles générations sont grandies en revanche au sein d'un environnement où la libre expression et la démocratie faisaient partie du quotidien.

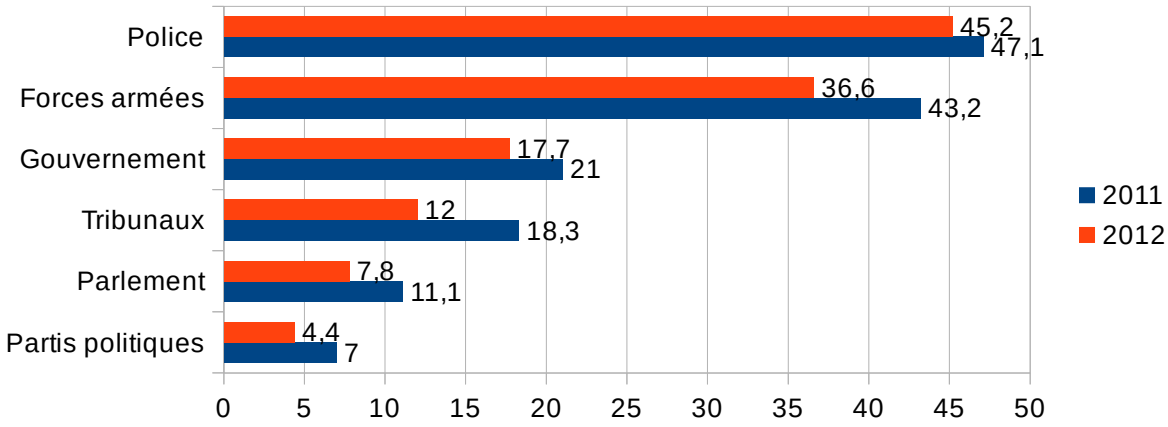
« la dictature a provoqué une peur chez les gens et avec le retour de la démocratie, la démocratie supposée (...), les gens avaient assez de peur de se mobiliser, à cause de la peur au retour des militaires (…) je pense que les étudiants, en étant une plus nouvelle génération, une génération qui n'a pas subi la dictature, qui n'a pas subi dans sa chair la répression, est celle qui s'en rend compte d'abord, parce qu'ils n'ont pas de peur » (E3)

Cette nouvelle génération signale encore une fois une rupture envers le passé dictatorial et un point d'inflexion dans l'histoire récente du pays.

b) L'un de contributions les plus importantes de la théorie de la mobilisation de ressources fut la rupture envers l'idée des anciens chercheurs qui voyaient les mobilisations comme l'action désorganisée des foules sans contrôle (McCarthy & Zald, 1977). Les groupes mobilisés étaient loin d'être désorganisés. Au contraire, d'après ces auteurs, le degré d'organisation des mouvements sociaux pouvait expliquer en effet la différence entre l'échec et la réussite. Dans le cas chilien, les groupes ayant plus d'impact au sein de la société étaient en fait les groupes mieux organisés. Le mouvement *étudiant/élève* en est la preuve. La « révolution de pingouin » du 2006 fut précédée par une réorganisation du mouvement. Cette réorganisation fut facilitée paradoxalement par le gouvernement lui-même, qui avait organisé de séances de travail et de formation pour les futurs leaders du « mouvement pingouin » à la fin de l'année 2005 (voir page 273). Ces séances ont permis, comme le signale Donoso (2013b), de renforcer la cohésion et le dialogue interne du groupe et l'expérience de négociation avec les autorités. Le cycle 2011 fut aussi caractérisé par la présence des organisations d'étudiants et d'élèves (CONFECH, ACES, CONES, etc.), ainsi que d'autres organisations comme le syndicat des enseignants ou des associations des parents (voir page 281). D'autres groupes moins organisés, mais touchés également par les inégalités de la société chilienne, ont en revanche eu du mal à faire pression concernant leurs revendications. C'est le cas notamment des usagers des services de la santé publique.

c) La perte de confiance envers l'institutionnalisme est également un facteur à considérer. J'ai déjà expliqué au cours du chapitre 2 la crise institutionnelle, notamment du système politique au Chili. Le sondage national du 2012 que l'université « Diego Portales » fait toutes les années montre l'énorme méfiance que les Chiliens ont à l'égard des institutions du pays.

Graphique 1: Confiance envers les institutions (%)



Source : (Instituto de Investigación de Ciencias Sociales, 2012a)

Le système politique et de justice au complet est mis en question, notamment les trois piliers d'une démocratie : gouvernement, parlement et justice. En revanche, les forces de l'ordre sont les mieux placées. Cette période donne naissance à une nouvelle étape de déphasage entre l'institutionnalisme démocratique et la société, que nous avons déjà expliqué dans le Chapitre 2. En effet, la période commençant pendant la décennie des années 1990' rassemble celle du début du XXe siècle, lors de la crise de la question sociale et quand l'État a vécu une grande perte de légitimité. Dans les deux cas, toutes proportions gardées, il existait une croissante demande de la population pour combler les inégalités et une énorme méfiance envers les institutions, en ce qui concernait sa capacité à donner une solution à ces inégalités. À la différence de cette époque-là, cette période manque d'une crise économique approfondie, d'une vague d'immigration importante et de l'énorme précarisation d'un pourcentage important de la population. Nous devons en outre nuancer cet anti-institutionnalisme. D'une part, comme le signale le Graphique 1, la perte de légitimité ne concerne pas toutes les institutions et d'autre part, comme nous verrons dans les conclusions du Chapitre 9, le mouvement du secondaire a eu une relation ambivalente envers

l'institutionnalisme. En effet, même s'ils critiquent la verticalité de l'institutionnalisme politique, il existe une reconnaissance implicite de ce dernier. D'abord parce qu'ils ont toujours essayé de prendre le contrôle de l'institutionnalisme des lycées et ensuite parce qu'ils reconnaissent l'État comme étant la solution principale à leurs problématiques. Il ne s'agit donc pas de critiquer toute forme d'institutionnalisme, mais de changer la manière dans laquelle il agit. En dépit de ces faits, la perte de légitimité est incontournable.

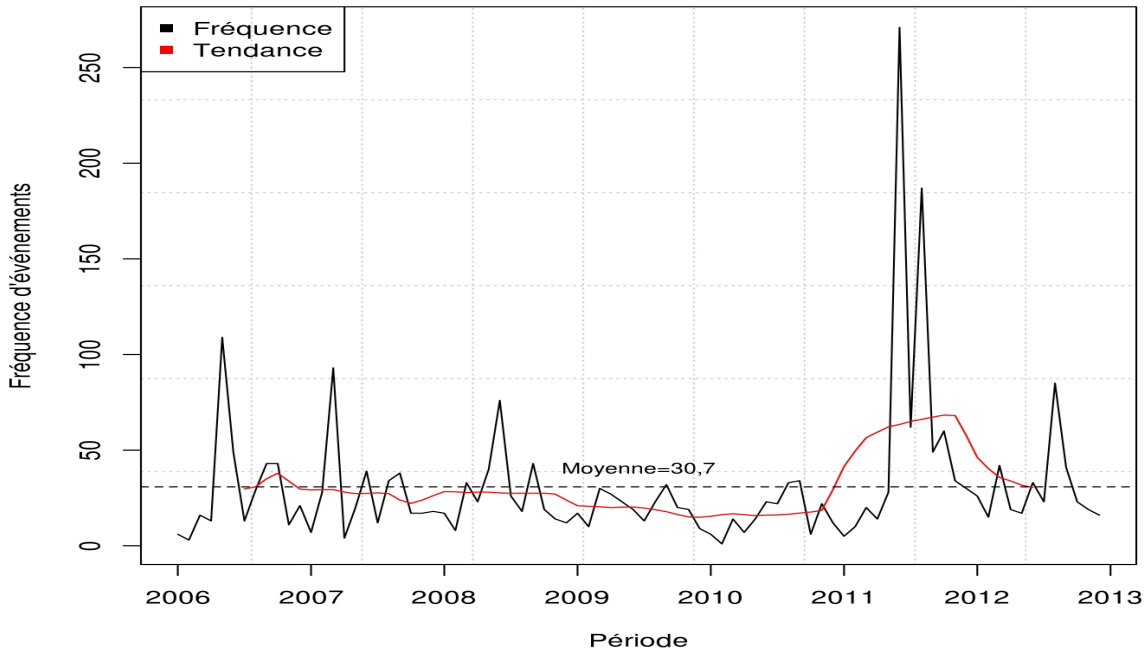
3.3. Sept ans de protestation

2587 nouveaux faits[63] de protestation sociale ont été répertoriés dans la capitale entre 2006 et 2012, soit une moyenne de 30,7 manifestations par mois. Le graphique et le tableau ci-dessous montrent la distribution et la fréquence de ces événements par mois tout au long de ces années. La ligne rouge du graphique indique la tendance[64] que ces événements ont connue. Une diminution lente et progressive de la contestation est observable de cette manière, depuis la moitié de l'année 2006, l'année de la première explosion de manifestations de la période (la « révolution des pingouins ») jusqu'en 2010, l'année au cours de laquelle le pays a connu un grand tremblement de terre. Considérant l'importance de 2006, année de la révolution des pingouins, il est surprenant de constater que malgré une légère diminution, la densité des manifestations se maintient quasi constante entre 2006 et 2008. La tendance à la baisse s'inverse de manière flagrante en 2011, la quantité de manifestations doublant celle de l'année 2006. Cette tendance renforce également l'idée affirmant l'importance de deux cycles plus intenses : celui de mai 2006 (« la révolution des pingouins ») et celui de juillet à novembre 2011, qui sont des points où la ligne de tendance dépasse la moyenne mensuelle. Au-delà de ces tendances, ce graphique signale également avec clarté les explosions de manifestations dans la ville. En effet, entre 2006 et 2008, tout comme entre 2011 et 2012, la ville a vécu au moins un sous-cycle de protestation importante chaque année associé principalement aux étudiants/élèves et tous les ans, au moins un mois a dépassé la moyenne mensuelle de la période (voir tableau 13). Ces mois nous serviront en effet pour décrire les principaux sous-cycles de protestation.

[63] Bon nombre de ces événements ont été de longue durée, par exemple les occupations d'établissements d'éducation, qui dans certains cas ont dépassé les six mois. De cette manière, ce calcul se concentre sur la quantité d'événements nouveaux pour chaque période et non sur le total des événements présents à un moment donné.

[64] Calculé à partir du modèle de la **moyenne mobile**, utilisé dans le contexte de séries temporelles, pour analyser des séries de données, en supprimant les fluctuations transitoires de façon à en souligner les tendances à plus long terme.

Graphique 2: Fréquence des événements protestataires sociale à Santiago 2006-2012 (par mois)



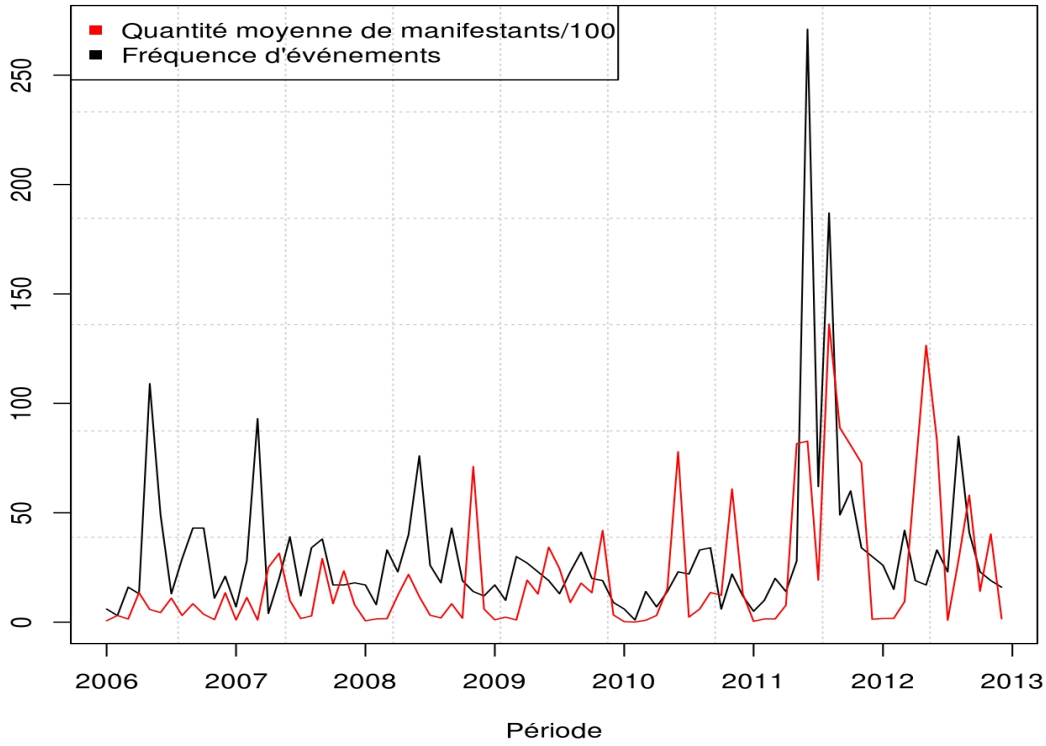
Source : élaboration personnelle

Tableau 13: Fréquence d'événements protestataires par année et par mois (2006-2012)

	jan	fév	mar	avr	mai	juin	juil	août	sep	oct	nov	déc	T*	X**
2006	6	3	16	13	**109**	**49**	13	29	**43**	**43**	11	21	**356**	29,7
2007	7	28	**93**	4	20	**39**	12	**34**	**38**	17	17	18	**327**	27, 3
2008	17	8	**33**	23	**40**	**76**	26	18	**43**	19	14	12	**329**	27,4
2009	17	10	30	27	23	19	13	23	**32**	20	19	9	**242**	20,2
2010	6	1	14	7	14	23	22	**33**	**34**	6	22	12	**194**	16,2
2011	5	10	20	14	28	**271**	**62**	**187**	**49**	**60**	**34**	30	**770**	48
2012	26	15	**42**	19	17	**33**	23	**85**	**41**	23	19	16	**359**	26

Source : élaboration personnelle
** Total*
*** Moyenne annuelle par mois*

Graphique 3: Quantité moyenne des manifestants à Santiago 2006-2012 (par mois)



Source : élaboration personnelle

Ces sous-cycles doivent aussi être observés au vu de la participation à chacune des manifestations. Cependant, l'information des médias n'est pas complète sur ce point[65] et l'interprétation de cette participation serait donc toute relative. Pour cela, dans le Graphique 3, la fréquence des événements et la moyenne des participants par mois sont divisées par 100 et superposées. D'après ces chiffres, il y a eu en moyenne 2083 participants par mois et une augmentation du nombre de manifestations semble s'accompagner d'une augmentation de la participation sur la même période (r=0,42 ; p<0,01). Il ressort également de ces données que l'augmentation de la densité du nombre de manifestations est associée à l'augmentation du nombre de jours qu'aura duré la manifestation (r=0,71 ; p<0,01).

[65] Cette moyenne a été divisée par 100 de manière à faciliter l'élaboration du graphique et à pouvoir comparer la densité des événements de manifestation. Cette information concernant le nombre de manifestants n'était disponible que pour 1051 des manifestations dans la base de données désagrégée. Tous les événements nationaux dont le nombre de participants n'était connu qu'au niveau national et dont on ignorait le nombre à Santiago ont été exclus. La moyenne a été calculée pour l'ensemble des manifestations pour lesquelles la participation était connue à Santiago chaque mois. De cette manière, le nombre total variait d'un mois à l'autre. Certains biais peuvent donc exister au moment de comparer la densité des manifestations et la quantité moyenne de manifestants.

Encadré 1: Sous-cycles de protestation 2006-2012 à Santiago du Chili.

Période	Cycle ou vague de protestation	Description
Mai-juin 2006	Révolution des pingouins	La « révolution des pingouins » fut un cycle de protestation dont les protagonistes furent les élèves du secondaire entre fin avril et fin juin 2006. Leurs revendications à l'origine relevaient tant des éléments ponctuels de leur quotidien d'élèves que des demandes plus structurelles telles que le changement de la LOCE, la fin de la logique de profit dans l'éducation et la dé-municipalisation de cette dernière. Cela prend fin avec la formation du conseil consultatif présidentiel de l'éducation, qui devait établir la cadre pour le développement de la Loi Générale de l'Éducation. Cette dernière n'a toutefois pas éliminé la possibilité de tirer profit de l'activité éducative et n'a pas non plus permis la dé-municipalisation. La base de données désagrégée compte 137 événements en 67 jours, possédant ainsi une densité de 2 événements par jour. Quasiment 60 % de ces événements correspondent à des « occupations illégales » d'enceintes scolaires. Le reste est distribué entre les marches (10,2 %), les manifestations (10,2 %), les grèves (8 %), les barricades (8 %), etc. Seulement 27,7 % de ces événements ont impliqué un certain degré de violence[66], dont 20 % étant des cas isolés. La répression policière fut récurrente durant ce cycle : lors de 27,7 % des événements, la présence policière a été constatée, lors de 25,5 % il y a eu un certain type de répression. 3277 détentions ont été comptabilisées, avec une moyenne de 24 détentions par événement.
Sept 2006	Commémoration 11 sept	La commémoration du coup d'État de 1973 est un événement routinier annuel au Chili. Au cours de cette commémoration, les barricades sont fréquentes tout comme les affrontements violents avec la police à la périphérie de la capitale. À l'occasion de sa version 2006, en seulement deux jours se sont produits 17 épisodes de protestation (densité=8,5), fondamentalement des barricades avec troubles de l'ordre (64,7 %) et agressions (17,6 %). Lors de tous ces faits, un certain degré de violence a été exercé, 58,8 % des événements étant complètement violents. Lors de 94,5 % des épisodes, des éléments de l'environnement ont été utilisés comme armes, dans 41,2 % des cas des cocktails Molotov et dans 35,3 % des cas, des armes à feu. 17 policiers ont été blessés et 17 personnes ont été arrêtées au total.
Oct 2006	2° cycle révolution des pingouins	Cycle de protestations des élèves du secondaire entre le 10 et le 25 octobre 2010, qui a eu pour objectif d'accélérer les conclusions du conseil consultatif présidentiel de l'éducation créée à cause de la révolution des pingouins. Au cours de ce cycle, 32 événements protestataires se sont produits en à peine plus de deux semaines, avec une densité de 2 événements par jour. Ceci s'est caractérisé par une vague d'« occupations illégales » d'établissements éducationnels (78,1 %) et de quelques marches (12,8 %). Seulement 18,8 % ont impliqué un certain degré de violence de façon isolée. 16,2 détenus par épisode ont été enregistrés (525 au total).
Fév-mars 2007	Manifestations contre le Transantiago	Après l'implémentation du nouveau système de transport public de la capitale (Transantiago), 75 épisodes de protestation se sont produits entre le 12 février et le 19 mars 2007 (densité=2,4), qui avaient pour objectif de protester contre son inefficience. Quasiment la moitié des événements ont été des barricades à la périphérie de la capitale, suivies de manifestations (28 %) et d'attaques (12 %). Il y a eu une moyenne de 393 participants (n=30). Dans plus de 70 % des événements, un certain degré de violence s'est exercé (violence isolée=36 %, généralisée=28 %). Dans la majorité des cas, des éléments de l'environnement ont été utilisés comme armes (69,3 %), suivies de cocktails Molotov (6,7 %) et d'armes à feu (6,7 %). Un mort, 3 policiers blessés et 126 détenus ont été recensés au total (moyenne=1,68).
Mars 2007	Jour du jeune combattant	De la même manière que le 11 septembre, chaque 29 mars est commémoré le jour du jeune combattant, qui commémore la mort en 1985 des frères Vergara Toledo, militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (Movimiento de Izquierda Revolucionaria – MIR) des mains des policiers. Cette année, le gouvernement s'attendait à une recrudescence de la journée, dû à l'échec de l'implémentation du Transantiago. En effet,

[66] Voir note 95 à la page 153 pour une définition de « violence isolée », « généralisée » et « acte complètement violent ».

		en seulement 2 jours, 17 épisodes ont été constatés, 94 % de ces derniers ont impliqué un certain degré de violence (violence généralisée=70,6 %). 70,6 % des épisodes ont été des barricades, suivies par les attaques (17,9 %). Lors de 94,1 % des cas, des éléments de l'environnement ont été utilisés comme armes, tel que le Molotov (17,6 %) et les armes à feu (17,6 %). Il y a eu un total de 366 détenus (moyenne=21,5) et 13 policiers blessés.
Juin 2007	Vague d'occupations des élèves du secondaire	Après les événements de 2006, le mouvement des secondaires se trouvait dans une phase de ré-articulation. L'ACES avait connu la perte de quelques-uns de ses lycées emblématiques et bon nombre de ses actions et de ses revendications étaient tronquées. Même si certaines de ses revendications économiques avaient été considérées, certains thèmes de fond n'avaient pas été abordés. C'est ainsi qu'en juin 2007, une nouvelle vague d'« occupations illégales » d'établissements est organisée. Les revendications sont similaires à celles de 2006 : la dé-municipalisation de l'éducation, la fin des profits, la gratuité de la carte de transport scolaire et le rejet de la loi pénale juvénile qui réduit l'âge de responsabilité pénale. C'est ainsi qu'entre le 4 et le 7 juin, 26 occupations illégales se sont produites. Ces occupations sont pourtant éphémères, car délogées rapidement par la police. Le bilan sera de 290 détenus (moyenne=11,1). Malgré le fait que dans leur ensemble, ces occupations sont largement pacifiques, au cours de l'évacuation de l'un des lycées occupés, 7 personnes ont été blessées avec de l'acide (6 policiers), alors que les élèves résistaient.
Août 2007	Journée de protestation CUT	Le 29 août le syndicat Central Unitaire des Travailleurs (CUT) appelle à une journée de protestation nationale due aux conditions de travail. Comme c'est souvent le cas dans les actions à l'appel de la CUT, diverses marches[67] sont parties de différents points de la capitale pour finalement se concentrer en un seul lieu. Bien que peu de gens aient répondu à l'appel de cet événement (à peine 3000 personnes), les manifestations se sont multipliées autant d'un point de vue numérique que dans l'espace occupé. 23 épisodes ont été rapportés par les médias ce jour-ci : 2 marches, 4 manifestations, 13 barricades, 3 pillages et une attaque à main armée. Si les travailleurs en furent les principaux acteurs, les *pobladores* et les étudiants/élèves ont également été présents. Lors de la majorité des événements, un certain degré de violence s'est exercé (73,9 %), 3 de ces derniers étant complètement violents et 5 comptant avec la présence d'armes à feu. La police a exercé un certain degré de répression dans 78,3 % des épisodes et la journée a terminé avec 705 détenus uniquement à Santiago.
Sept 2007	Commémoration 11 sept	La version 2007 de la commémoration du coup d'État au Chili fut spécialement importante et violente, au point qu'un policier fut assassiné au beau milieu de l'une d'elles. 32 épisodes ont été rapportés par les médias, dont 16 étaient des barricades ou des désordres et 13 des pillages. La majorité de ces événements (81,3 %) ont été l'œuvre de *pobladores* de la périphérie de la capitale et à chaque fois un certain degré de violence a été exercé, sachant que 91,6 % des cas ont été complètement violents ou que la violence s'y est exercée de manière généralisée. À l'occasion de 7 épisodes, la présence d'armes à feu a été constatée et lors de 3 d'entre eux c'est l'utilisation de cocktail Molotov qui a été rapportée. Dans 65,5 % des événements, une certaine forme de répression policière a été constatée, avec dans 43,8 % des cas l'utilisation de canons à eau ou de bombes lacrymogènes. Il y a eu au total 221 détenus et 41 policiers blessés.
Mars 2008	Journée du jeune combattant 2008	19 épisodes de protestation ont été comptabilisés lors de cette journée, ayant comme résultat la mort de l'un des manifestants aux mains d'une foule d'inconnus. Lors de 16 de ces événements, il s'est agi de barricades ou de désordres, situés à la périphérie de la capitale et où les *pobladores* en ont été les principaux protagonistes. Dans 94,7 % des cas, un certain degré de violence a été exercé, même s'il s'est agi de faits isolés (73,7 %). Lors de deux épisodes, des cocktails Molotov ont été utilisés et une bombe de faible intensité a été désactivée. Dans 89,5 % des événements, la police a exercé un certain type de répression, l'arrestation en étant la forme prédominante (249 détenus). Huit policiers ont été blessés au cours de la journée de protestation.
Mai-	Vague	Entre le 15 mai et le 8 juillet, une nouvelle vague de protestations des élèves du

[67] Les événements qui ont débuté à des endroits différents, mais qui se sont rassemblés en un même lieu ont été considérés comme un seul événement.

Juillet 2008	d'occupations des élèves du secondaire contre la loi générale d'éducation	secondaire et des universitaires s'est produite, ayant pour motivation principale le fait de protester contre la nouvelle loi générale d'éducation (LGE)[68] qui était alors en discussion au Congrès et qui devait remplacer l'ancienne LOCE. Les étudiants/élèves n'étaient pas satisfaits avec ce projet de loi, car ils considéraient qu'il ne prenait pas en compte une grande partie de leurs revendications historiques : élimination du profit dans le domaine de l'éducation, étatisation et dé-municipalisation de l'éducation primaire et secondaire, fin du système de subventions et carte de transport scolaire gratuite. 99 épisodes de protestation (densité=1,83), ont été comptabilisés au cours de la période, dont une large majorité (66,7 %) correspond à des « occupations illégales » d'établissements éducationnels, suivies par les marches (16,2 %) et les barricades ou désordres (12,1 %). Les occupations ont eu une durée comprise entre 5 à 6 jours en moyenne, atteignant dans certains cas les 27 jours (Institut National). Les chiffres de la participation ne sont connus que pour seulement 20 événements : ils ont eu en moyenne 1125 participants. La violence a été présente lors de seulement 24,2 % des événements et dans 18,2 % des cas cette dernière a été exercée de manière isolée. Tout au long de ce cycle, 1154 détentions ont été comptabilisées, dont 212 se sont produites au moment où les forces de l'ordre ont délogé les manifestants des établissements éducationnels.
Sept 2008	Commémoration 11 sept 2008	22 épisodes de protestation ont été constatés lors d'une nouvelle version de la commémoration du coup d'État de 1973. De même que pour les versions antérieures la grande majorité de ces derniers correspondent à des barricades ou des désordres (36,4 %), des pillages (27,3 %) et des agressions (22,7 %), c'est-à-dire des événements principalement violents (complètement violents=54,5 %, violence généralisée=31,8 %), exercés principalement par des *pobladores* (86,4 %) et situés à la périphérie de Santiago. Lors de 7 de ces épisodes, il y a eu usage d'armes à feu, à deux reprises l'utilisation de cocktails Molotov a été constatée et un épisode a impliqué un artefact explosif de faible intensité dans un collège de Santiago, mais qui n'a pas explosé. La journée a totalisé 397 détenus et 32 policiers blessés.
Sept 2009	Commémoration 11 sept 2009	17 épisodes ont été constatés lors de cette nouvelle version. Le répertoire tactique est fondamentalement le même : Barricades ou désordres (64,7 %), pillages (11,8 %), fondamentalement exercés par les *pobladores* (88,2 %) de la périphérie de Santiago. 16 épisodes ont impliqué un certain type de violence (violence généralisée=58,8 %) et lors de 3 d'entre eux, l'usage d'armes à feu a été constaté. Il y a eu 208 détenus et 22 policiers blessés.
Sept 2010	Commémoration 11 sept 2010	14 épisodes de protestation, exercés principalement par des *pobladores* de la périphérie, ont été constatés lors de cette version, faisant montre de la diminution progressive de la force de cette commémoration depuis 2008, ce à quoi il faut associer aussi le grand tremblement de terre qui a eu lieu cette même année. 13 de ces actions furent des barricades ou des désordres qui s'ajoutent au défilé traditionnel des associations des droits humains (DDHH) qui est réalisé tous les ans. La violence, si elle est bien présente, diminue fortement en intensité : 92,9 % des événements ont présenté des faits isolés de violence et l'usage d'armes à feu a été rapporté en seulement deux occasions. Il y a eu 190 détenus et seulement 7 policiers ont été blessés.
Mai-Juin 2011	Marches contre HydroAysén	Si le nombre d'événements est considérablement moindre que lors des autres cycles, les 9 épisodes de protestation entre le 9 mai et le 10 juin contre l'installation d'une centrale hydroélectrique au sud du pays sont des moments importants, tout d'abord parce que c'est le premier cycle massif de caractère écologique et ensuite de par le nombre de participants. En effet, ces événements ont eu en moyenne 15.489 participants, avec un maximum de 56.000[69]. En plus des associations écologistes, des étudiants/élèves ont participé à ces événements, des représentants des autorités, des travailleurs, des militants de partis politiques, etc. 7 de ces épisodes furent des marches et le reste des manifestations de manière plus générale. Lors de cinq de ces dernières, quelques événements isolés de violence se sont produits, au cours desquels la police a exercé un

[68] Cette loi sera finalement promulguée en septembre 2009.

[69] Lorsqu'il y a eu désaccord concernant le nombre de participants entre les divers médias ou les sources d'information, une moyenne de toutes ces sources a été prise en considération.

		certain type de répression : 159 personnes ont été arrêtées et 7 policiers ont été blessés.
Avril -nov 2011	Cycle de protestation 2011 des étudiants/élèves	C'est en avril que commence le cycle le plus important de protestations dans le pays en pleine période scolaire. Entre avril et décembre de cette année, 590 nouveaux épisodes de protestation ont été constatés au cours de ce cycle (densité=3,1)[70]. Si les élèves du secondaire ont eu un rôle fondamental auparavant, cette fois ce sont les étudiants universitaires qui ont porté la mobilisation. Les motivations ne sont pas très différentes de celles qui ont déjà été présentées dans ce tableau pour le cas des lycéens : fin du profit et renforcement de l'éducation publique. Cependant, à la différence des autres cycles, le discours fut fortement lié à l'endettement dans l'éducation supérieure, à la qualité de l'éducation en général et à l'inégalité présente dans la société chilienne. À l'intérieur de ce cycle, des intensifications de la protestation sont observées, qui sont liées fondamentalement à la vague d'occupations d'établissements éducationnels au début du cycle et à des journées de protestation vers la fin : les vagues d'occupations simultanées et consécutives allant du 6 au 10 juin (26 épisodes), du 13 au 16 juin (80 épisodes), du 28 juin au 1er juillet (138 épisodes) et du 5 au 8 juillet (15 épisodes) ; et les journées de protestation allant du 1er au 10 août (62 épisodes), du 18 au 27 août (99 épisodes) du 21 au 26 septembre (16 épisodes) du 4 au 6 octobre (12 épisodes) et du 18 au 20 octobre (16 épisodes). Les occupations illégales d'établissements éducationnels, qui correspondent à 50,2 % du nombre total d'événements, ont eu une durée moyenne de 31 jours ; 32 épisodes ont duré plus de 100 jours et le maximum observé fut de 221 jours d'occupation. Après les occupations, les barricades (23,7 %), les manifestations en général (11,4 %) et les marches (7,6 %) ont représenté le répertoire tactique principalement utilisé. Si les étudiants/élèves furent présents dans 84,1 % des événements, les employés du service public (3,8 %), les *pobladores* (6,5 %) et les travailleurs (1,6 %) ont également participé à ces faits. Sur la totalité des événements observés, le nombre de participants n'a été obtenu que pour seulement 159 d'entre eux, donnant ainsi une moyenne de 9959 par épisode (écart type=46.914). Au total, la participation de 1.583.531 personnes a été constatée et ce sont près de 500.000 personnes qui ont assisté à un seul événement. Le cycle fut fondamentalement pacifique : lors de 67,2 % des épisodes, aucune violence n'a été exercée. Cependant, une tendance à la radicalisation est observée vers la fin de la période, au moment où les occupations font place à des actions plus disruptives telles que les barricades et les journées de protestation. La police a exercé un certain type de répression lors de 37,3 % des événements, liés à l'utilisation de gaz lacrymogènes (30 %), aux canons à eau (32,8 %) et aux arrestations (5,7 arrestations par événement). Lors de tout le cycle, il y a eu 366 policiers blessés et 3289 détenus. Un manifestant et un policier ont péri au cours de ces incidents.
Déc 2011 -janv 2012	Manifestation FENAPO	Ce fut le premier cycle de protestations organisé de façon coordonnée par la Fédération Nationale des *pobladores* (FENAPO) à Santiago. Entre le 13 décembre 2011 et le 11 janvier 2012, 19 événements liés à des demandes de logements dignes de la part des personnes hébergées, de personnes endettées et de ceux qui luttaient pour la reconstruction après le tremblement de terre se sont produits. Ces protestations apparaissent comme étant le résultat d'un changement dans la fiche de protection sociale, fiche qui délivre un nombre de points qui permet à des familles à faibles revenus d'accéder à des logements sociaux. Parmi leurs demandes, on peut citer : éviter l'implémentation de la nouvelle fiche de protection sociale, l'annulation de la dette du logement et l'obtention de terrains pour la construction de logements sociaux. Ces événements se sont répartis fondamentalement sur deux journées : les 13 et 14 décembre et les 10 et 11 janvier. 57,9 % des épisodes furent des barricades, suivies par des manifestations (21,1 %), occupations illégales (10,5 %) et marches (10,5 %). L'information concernant la participation est connue pour 4 épisodes, lesquels ont rassemblé 405 participants. Lors de 9 de ces événements, il y a eu 8 détenus.
Mars 2012	Manifestations isolées	Depuis 2007, le mois de mars n'avait pas connu de forte densité de protestations. Cependant, celle-ci est due à la conjonction du reflux du cycle de protestations étudiantes

[70] Quelques occupations d'établissements éducationnels ont pris fin en janvier 2012 après plus de six mois d'occupation.

	d'étudiants/élèves et Jour du jeune combattant 2012	de 2011 et à la commémoration du jeune combattant. Aucune des deux ne fut spécialement importante en soi. Les étudiants/élèves sont restés présents de façon constante tous les mois, mais sans le degré d'articulation démontré l'année antérieure. Sur le seul mois de mars, il y a eu 11 épisodes distincts : des barricades (4), des marches (3), des manifestations (3), et une occupation illégale. D'un autre côté, 12 épisodes ont été constatés pour la commémoration du jeune combattant (barricades=8, attaques=2), au cours de la majorité desquels un certain degré de violence a été exercé, avec 183 personnes arrêtées et 7 policiers blessés, ce qui est loin de la force des années antérieures.
Juin 2012	Manifestations d'étudiants/élèves, juin 2012	Juin connaît une légère réactivation du conflit étudiant à partir de 12 épisodes fondamentalement pacifiques de protestation contre le profit dans l'éducation et en faveur d'une amélioration de l'éducation publique (7 occupations, 3 marches et 2 manifestations). La marche du 28 juin fut spécialement importante, puisque soixante-quinze mille personnes sont sorties protester, démontrant que les revendications avaient toujours un certain poids dans la ville. Il y a eu 285 détenus et 20 policiers blessés, la majorité lors de cette marche. Une autre marche importante fut celle de la « XII^{e} commémoration du Jour de la Fierté au Chili », pour laquelle quatre-vingt mille personnes ont marché dans la ville en faveur de la diversité sexuelle et qui a eu pour contexte l'assassinat de Daniel Zamudio dû à son orientation sexuelle au mois de mars de la même année.
Août-Sept 2012	Cycle de protestation étudiante	Le mouvement étudiant s'est réactivé pleinement entre août et septembre 2012. Au cours de cette période, 72 événements nouveaux se sont produits (densité=2), desquels 65,3 % correspondent à des occupations illégales, 20,8 % à des marches et 8,3 % à des manifestations. Les occupations ont eu une durée moyenne de 6,9 jours et un maximum de 28 jours. 6 des protestations ont eu des contre-manifestants et lors de 2 d'entre elles, il y a eu des agressions de la part des contre-manifestants. Dans leur majorité, les revendications correspondent aux demandes historiques du mouvement : fin du profit dans l'éducation, éducation publique et de qualité, dé-municipalisation. Cependant, il faut ajouter l'opposition à la « loi Hinzpeter », du nom de celui qui était alors ministre de l'Intérieur, qui rendait criminel le droit de manifester. Trois sous-cycles sont importants lors de cette période : les journées de protestation entre le 20 et le 24 août (23 épisodes), la vague d'occupations entre le 10 et le 17 août (19 occupations) et les vagues d'occupation entre le 26 et le 28 août (10 épisodes). Le 28 août se tient la marche la plus importante, qui a convoqué quatre-vingt-dix mille personnes. Selon l'information concernant les 34 épisodes, la moyenne de participation fut de 2986 participants. 80,6 % des événements furent complètement pacifiques, cependant la répression fut présente lors de 34 % de ces derniers (canons à eau=20,8 %, gaz lacrymogènes=15,3 %). Sur la période, il y a eu 907 détenus (X=12,6 par épisode) sur lesquels 469 correspondent à des occupations. Ceci est probablement dû à une plus grande intolérance des maires à ce genre de manifestation, ce qui a d'ailleurs eu un impact sur la durée de ces dernières. 81 policiers furent blessés au cours de ce cycle.

Trois types de sous-cycles ou de journées de protestation se dégagent de la description antérieure. Le premier correspond au mouvement étudiant, qui présente un répertoire tactique d'occupations et de marches et qui a été fondamentalement pacifique, massif et durable. Le second correspond à des journées de commémoration, qui se caractérisent par des explosions routinières de violence, surtout à la périphérie de la capitale et fondamentalement organisées par des *pobladores*. Le troisième correspond à des événements qui à la différence des deux autres types, n'ont pas eu de continuité, de densité ou une plus grande participation avec le temps, tels que les protestations du Transantiago,

les marches contre Hydroaysén ou les journées de protestation relevant des demandes de logement des *pobladores*. Pris dans leur ensemble, autant les protestations étudiantes que les commémorations apparaissent comme des axes de l'organisation de la protestation de la capitale au cours de cette période.

Au vu de l'importance qu'ont eue les cycles de protestation de 2006 et 2011 dans la capitale, il est surprenant de constater que les différences entre les années 2006, 2007, 2008 et 2012 ne soient pas significatives en termes de quantité totale de manifestations par an (voir tableau 13). En fait, si nous considérons les moyennes mensuelles sur une année, le cycle de 2011 est le seul à présenter des différences statistiquement significatives par rapport aux autres[71]. Par conséquent, l'intensité des conflits est demeurée relativement stable tout au long de la période. Les différences, que nous expliquerons plus tard, relèvent davantage de la concentration de protestations par acteur et par type de revendication et ce qui, en définitive, caractérise un cycle en particulier. La principale différence des cycles de 2006 et 2011 par rapport aux autres, réside donc dans la concentration élevée de manifestations à propos de l'éducation. Même si, lorsque la densité de protestations étudiantes par an est considérée, la différence entre 2006 et 2012 n'est pas significative[72]. 2012 ne figure pas comme un cycle important dans la littérature spécialisée, pourtant, les données présentées ici le placent au même niveau que l'année de la « Révolution des pingouins ». Nous verrons plus tard, dans la partie consacrée aux monographies des étudiants/élèves, que les deux cycles ont de nombreux points communs.

Les protestations démontrent aussi une haute saisonnalité, c'est-à-dire que ces dernières suivent un cours défini tout au long de l'année, associé aux périodes de travail et de vacances, particulièrement celles des étudiants/élèves. En effet, hormis les journées de protestation contre l'implémentation du Transantiago et celles des *pobladores*, les protestations suivent un modèle assez défini de faibles fréquences au début, à la fin de l'année et vers le mois de juillet, c'est-à-dire les vacances scolaires et une fréquence haute entre mars et juin et août et octobre. La temporalité ne se limite pas à la saisonnalité. Alors que la majorité des protestations se produisent au cours de la journée, comme le souligne Barrera et ses collègues (2013) en référence à la commémoration, les journées de protestation, les barricades, les pillages et les agressions quant à elles, c'est-à-dire les formes les plus disruptives de protestation, se déroulent la nuit.

Un autre élément intéressant est la continuité de la protestation des étudiants/élèves (Bellei &

[71] *ANOVA* (F= 2,272, p<0,05) des moyennes mensuelles de manifestations par an, en utilisant l'épreuve *posthoc* de *HSD Tukey.*

[72] *ANOVA* (F=82,060, p<0,01) des moyennes annuelles de manifestations par an, en utilisant l'épreuve *posthoc* de *HSD Tukey.*

Cabalin, 2013). La littérature a pour habitude de se concentrer soit sur le cycle de la « Révolution des pingouins » soit sur les protestations de 2011, les percevant comme deux cycles pour ainsi dire indépendants[73]. Cependant, en mettant ces deux événements en perspective, même si l'on considère la baisse de densité des années 2009-2010, les deux cycles apparaissent comme deux explosions de protestation au sein d'un cycle plus large qui a maintenu une certaine continuité autant au niveau du type de revendications qu'au niveau du type de répertoire tactique impliqué. Si la majorité des chercheurs met l'accent sur l'inégalité, sur la pauvre qualité de l'éducation, sur le mercantilisme du système éducationnel et sur la lutte contre le profit dans l'éducation, comme les principaux déclencheurs de l'augmentation de la densité de protestations en 2011 (Garcés, 2012 ; Mayol, 2012 ; Somma, 2015), il est également vrai que bon nombre de ces demandes et de ces problématiques se trouvaient déjà présentes lors du mouvement des pingouins. La dé-municipalisation, la fin du profit, l'inégalité, sont des demandes qui naissent lors des protestations de 2006. Même auparavant, au cours du cycle appelé *« el Mochilazo »* on trouve déjà des éléments qui s'imposeront avec force lors des cycles postérieurs (Alvarez, 2011; Donoso, 2013a). C'est à ce moment-là que naît l'ACES et que l'assembléïsme et l'horizontalité s'installent comme pratiques organisationnelles récurrentes, pratiques qui seront respectées avec clarté lors des cycles postérieurs. Alors que les occupations d'établissements sont une pratique historique du mouvement du secondaire (Rojas Flores, 2009), c'est au cours de la révolution des pingouins que cette dernière reprend sa valeur comme tactique de mobilisation privilégiée par les élèves. Au commencement du cycle, c'est davantage un répertoire classique qui est observé : marches et grèves qui s'intensifient dans un second temps au travers de l'occupation d'établissements et qui viennent en réponse également au fort niveau de répression dont ont souffert les lycéens et les étudiants sur cette période (De la Cuadra, 2006). Lors des cycles postérieurs au contraire, les occupations apparaissent immédiatement, tendant dans un second temps, particulièrement lors du cycle de 2011, vers des barricades et des pratiques plus disruptives. Ainsi, dans le contexte d'une participation limitée aux quatre classes de l'enseignement secondaire, la continuité apparaît comme une particularité de ce mouvement lycéen. C'est un mouvement qui ne manque pas de mémoire ni d'une certaine historicité. Ainsi, autant d'un point de vue organisationnel et des demandes que d'un point de vue tactique, le mouvement des pingouins a fonctionné comme une sorte de laboratoire des cycles postérieurs. J'approfondirai davantage cet aspect lors de la monographie sur le mouvement étudiant.

[73] Pour la « révolution des pingouins » voir (Ceballos Huerta, 2010; Donoso, 2013a; Falabella, 2008; Larotonda, 2007; Torres, 2010) et pour le cycle 2011 (Cabalin, 2014; Fazio, 2012; Garcés, 2012; Larrabure & Torchia, 2014; Mayol, 2012; Medel & Somma, 2016; P. Peña, Rodríguez, & Sáez, 2015; Pousadela, 2012; D. Salinas & Fraser, 2012; Somma, 2015.

a) Le répertoire tactique

Tableau 14: Type d'événements protestataires 2006-2012 (Fréquence)

	Année							
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Actes	7	6	6	3	5	2	**8**	37
Concentration	1	2	2	**3**	2	**3**	2	15
Marches	38	27	41	24	28	**77**	49	284
Occupations Illégales	**129**	42	90	27	28	**310**	84	710
Grève[74]	**19**	18	**19**	14	10	**19**	12	111
Grève Nationale	16	7	25	**27**	12	8	2	97
Manifestation	67	70	68	67	40	**118**	100	530
Attaque	25	**41**	35	37	28	**41**	26	233
Affrontement	**4**	2	3	3	1	1	0	14
Incident électoral	0	0	1	2	0	0	0	3
Barricades	46	91	42	30	35	**173**	74	491
Pillages	1	**18**	6	2	0	5	1	33
Autres	3	3	0	4	5	**13**	1	29
Total	356	327	338	243	194	770	359	2587

Source : élaboration personnelle

Tableau 15: Formes de protestation fonctionnelles et de rupture 2006-2012 (%)

	Année							
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Fonctionnelles	18,4	16,4	21,0	19,2	23,8	13,3	19,8	17,7
Rupture	81,6	83,6	79,0	80,8	76,2	86,7	80,2	82,3

Source : élaboration personnelle

En termes généraux, les protestations au cours de la période se sont concentrées en cinq types divers (voir tableau 14) : les occupations illégales (27,4 %), les manifestations en général (20,5 %), les barricades ou les désordres (19 %), les marches (11 %) et les agressions (9 %). En suivant la distinction de Salazar[75] entre événements de rupture et fonctionnels, classification que nous utiliserons dans le prochain chapitre, il ressort de cela que 82,3 % de ces derniers correspondent à des événements de rupture. Ce panorama peut laisser penser que les protestations au cours de la

[74] Les grèves sont ici toutes les actions non légales ou non incluses dans la législation, où il a existé un arrêt ou une cessation temporaire des activités. Étant donné que toutes les grèves légales sont recensées par la Direction du travail, elles n'ont pas été considérées dans cette étude. Voir Annexe 3. Sources d'information quantitative.

[75] Voir une définition dans le chapitre suivant.

période furent principalement violentes, cependant, seulement 39,5 % ont recours aux faits de violence. Par exemple, 92 % des occupations furent pacifiques. D'autre part, la majorité des attaques (52,4 %) correspondent à l'installation de bombes artisanales. Il peut également exister un certain biais dans l'estimation de la violence, puisque les médias ont tendance à se concentrer sur les événements violents davantage que sur les autres types de manifestations.

Tableau 16: Corrélation entre actes de protestation

	Attaques	Barricade	Grevés	Manif.	Marches	Occup.	Pillages	Autres
Attaques	1	0,59*	-0,01	0,38*	0,12	-0,08	0,19	0,30*
Barricades		1	0,05	0,75*	0,46*	0,05	0,44*	0,53*
Grèves			1	0,25*	0,36*	0,68*	0,005	0,05
Manifestations				1	0,49*	0,2	0,16	0,46*
Marches					1	0,45*	0,08	0,28*
Occupations						1	-0,03	0,15
Pillages							1	0,11
Autres								1

* $p < 0,01$; n = 84 (Meses)

Source : élaboration personnelle

La variation annuelle varie suivant le type de protestation considérée. En 2011, la densité de protestations est plus importante que les autres années dans huit des formes de protestation. Hormis les occupations et les grèves, le 2012 dépasse le 2006 sur de multiples facettes, notamment sur le nombre total de protestations et sur six des différents types d'épisodes, par exemple, les marches, les manifestations et les barricades. L'année 2009, suivant la tendance de 2008 et malgré le fait de connaître une diminution de la densité de protestations, est également l'année au cours de laquelle une plus grande quantité de grèves nationales[76] furent convoquées. 96,3 % de ces grèves furent convoquées par des fonctionnaires publics et 85,2 % furent motivées par les conditions de travail.

Si l'on considère le mois comme unité d'analyse, certains événements présentent une plus grande corrélation entre eux. Sans prendre en compte la catégorie « autres », les barricades apparaissent comme étant le type d'actes le plus versatile et possédant des corrélations positives avec les manifestations, les attaques, les marches et les pillages (d'après la valeur de corrélation). Autrement

[76] Ces grèves nationales incluent des grèves sectorielles et multisectorielles convoquées au niveau national.

dit, une augmentation du nombre de barricades dans le mois s'accompagne d'une augmentation des autres types d'actes. Cela semble relativement logique si l'on considère que tant les barricades que les pillages et les attaques font partie du répertoire tactique des événements de commémoration et des journées de protestation. Ils sont suivis en termes de versatilité par les manifestations et les marches. Tarrow explique qu'une caractéristique des répertoires modernes est la modularité des types de protestation, qui peuvent « *être montés dans une variété de sites, au nom d'une variété de buts, et contre une variété de cibles* » (1994, p. 38). Autant les barricades que les manifestations et les marches peuvent être hautement modulaires au cours de ce cycle. Au contraire, les pillages, les occupations et les attaques apparaissent plutôt limités par rapport au type d'acteur et de cible. Les occupations, bien qu'utilisées par d'autres acteurs, ont été accaparées par le mouvement étudiant (87,3 %), alors que les pillages et les attaques ont fondamentalement pris pour cible les entreprises (32,3 %), les autorités (22,6 %) et les forces de l'ordre (21,1 %).

Finalement, une analyse factorielle exploratoire avec 7 des types les plus fréquents[77] permet de constater l'existence de fortes corrélations entre au moins 2 groupes : le répertoire tactique des journées de protestation et de commémoration (barricades, manifestations et attaques) et le répertoire tactique étudiant (occupations, marches, grèves). Ces données confirment les deux types d'événements principaux que j'ai décrits lors de la première partie de ce chapitre.

b) Les acteurs du cycle

Le tableau 17 montre les divers acteurs présents lors des mobilisations au cours de la période dans la capitale[78]. Comme il est évident, les étudiants/élèves sont ceux qui participent au plus grand nombre d'épisodes, suivis par les *pobladores*, les fonctionnaires publics et les travailleurs en général.

D'après les données à disposition, l'association entre acteurs par événement n'est pas très forte (Tableau 18). D'ailleurs les uniques corrélations importantes sont celles entre étudiants/élèves et *pobladores* (r= -0,424 ; p<0,01) et entre étudiants et collectifs non spécifiques (r= -0,417 ; p<0,01)[79]. Les deux sont négatives, ce qui indique que l'augmentation de la présence d'étudiants est liée à une diminution importante de la participation des *pobladores* et des collectifs non spécifiques

[77] Analyse des composants principaux, rotation varimax, KMO=0,616 (Marches, Occupations illégales, Grève, Grève nationale, Manifestation, Attaque, Barricades).

[78] Dans le tableau 1 (p. 21). On peut voir un tableau similaire qui montre les acteurs qui sollicitent l'autorisation à l'intendance de Santiago afin de réaliser des actes sur la voie publique en 2011. Dans ce tableau n'apparaissent pas les actes illégaux, spontanés ou au sein de l'espace privé et pourtant la diversité des acteurs est surprenante.

[79] Voir Annexe 7. Tableaux supplémentaires .

lors des mêmes événements. En général, les données montrent que chaque groupe a tendance à participer aux événements de manière indépendante. Cependant, les médias ont souligné la pluralité, particulièrement lors d'événements plus massifs au cours de la période. En effet, en ajoutant le nombre de types de participants par manifestation et en corrélant ce résultat avec le nombre de participants, on observe une relation significative sans être forte (r= 0,28 ; p<0,01 ; n=1051). Cela indique que plus le nombre de participants augmente, plus la diversité de ces derniers est importante, ce qui peut justifier le point de vue des médias.

Tableau 17: Acteurs de la protestation 2006-2012 (fréquence)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total[80]
Étudiants/élèves	187	50	128	39	46	523	170	1143
Pobladores	57	153	78	65	40	79	63	535
Fonctionnaires	26	22	50	62	33	47	21	261
Travailleurs	16	25	24	21	19	26	28	159
Partisans	16	12	20	16	14	7	8	93
LGBTQ	5	11	10	11	7	7	8	59
Écologistes	3	4	2	4	7	16	5	41
Associations des Droits humains	7	2	6	7	3	4	9	38
Autorités	4	4	6	1	5	8	6	34
*Mapuche*s	4	1	7	4	7	5	6	34
Femmes	0	2	1	2	1	0	7	13
Religieux	1	3	0	1	0	2	2	9
Entrepreneurs	2	0	1	0	3	0	0	6
Paysans	0	1	0	0	0	0	0	1
Non Spécifique	73	176	63	55	44	150	84	645
Autres	12	8	15	7	9	38	36	125

Source : Élaboration personnelle

Tableau 18: Corrélation entre la diversité de participants et le nombre de participants par année

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
0,350*	0,170	0,334*	0,392*	0,169	0,467*	0,397*	0,277**

** p < 0,01 ; * p < 0,05

Source : Élaboration personnelle

[80] La somme totale de participants est plus grande que celle des événements parce que lors de chaque événement il peut y avoir plus d'un type de participants.

Tableau 19: Corrélation entre la diversité de participants et le nombre de participants par motivation

Éducationnelle	Logement	Commémorative	Écologique	Conditions du travail	Économiques	Politique	Solidarité	Santé	Discrimination Minorité	Lié au transport
0,485**	0,248**	0,601**	0,129	, 379**	0,003	0,312*	0,103	-0,259	0,310	-0,147

** p < 0,01 ; * p < 0,05

Source : Élaboration personnelle

Cette relation semble se renforcer selon l'année en question. En particulier, au cours de l'année 2011, une augmentation du nombre de participants était étroitement liée à l'accroissement de la diversité, une relation moins forte et pourtant importante étant observable aussi en 2012, 2009, 2006 et 2008. De nombreux chercheurs expliquent la réussite des étudiants/élèves, notamment en 2011, de par leur capacité à convoquer de larges secteurs de la société chilienne (Bellei & Cabalin, 2013; Cummings, 2015; Donoso, 2013a). Certes, nous observons que la relation entre diversité et participation est forte lorsque les protestations sont motivées par des thèmes éducationnels, par des thèmes concernant les conditions de travail et pour des motifs politiques (voir tableau 19). Cependant, la relation est encore plus intense lorsque la protestation a un caractère commémoratif.

Malgré cela, lors de la plupart de ces événements, un seul type de participants (77,6 %) a été reporté et le nombre d'événements massifs est resté limité. Seuls 139 événements au cours de la période ont compté plus de 2000 participants. Si nous utilisons ce sous-échantillon d'événements, nous observons que les corrélations entre participants s'améliorent significativement[81]. La relation entre les militants de partis politiques et les associations de défense des *droits humains* est particulièrement forte (r= 0,505 ; p<0,01), tel que l'indique la forte alliance entre les partis de gauche et ces mouvements depuis la dictature. Une autre relation forte est aussi celle entre les organisations LGBTQ et les associations de défense des *droits humains* (r= 0,465 ; p<0,01). Comme nous le verrons lors de la monographie sur le mouvement LGBTQ, cela n'est pas surprenant étant donné que les organisations LGBTQ utilisent les *droits humains* comme un cadre interprétatif pour leurs luttes. Malgré ces relations significatives, ces résultats indiquent que, pour la plupart, les différents types de participants sont désarticulés entre eux et qu'au contraire, les

[81] Dans l'Annexe 7. Tableaux supplémentaires , le tableau 44 montre les corrélations entre acteurs dans les événements avec plus de 2000 participants.

épisodes de protestation ont tendance à se concentrer autour d'un seul type d'acteur. Une nouvelle fois la déconcentration de la protestation semble se justifier comme une caractéristique de la période.

c) Les motivations de la protestation

Tableau 20: Motivations de la protestation par année

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Éducationnelle	183	37	109	18	23	567	117	1054
Conditions du travail	25	51	35	57	33	27	27	255
Commémorative	29	40	45	38	28	25	45	250
Politique	17	27	30	39	21	27	34	195
Logement	28	19	19	25	9	22	31	153
Lié au transport	8	91	7	0	2	3	6	117
Solidarité	5	2	6	3	11	15	11	53
Écologique	4	5	3	2	7	17	13	51
Santé	5	5	7	6	7	4	7	41
Discrimination Minorité	1	7	5	5	4	8	4	34
Économiques	4	2	3	2	7	3	1	22
Non Spécifique	17	15	8	6	27	41	34	148
Autres	30	26	61	42	15	11	29	214

Source : Élaboration personnelle

Les motivations sont par ailleurs étroitement liées au type d'acteur impliqué, présentant donc également une diversité importante. Malgré ceci, comme le montre le tableau 20, au cours de la période les motivations sont évidemment concentrées sur les thèmes éducationnels, excepté en 2007, 2009 et 2010. En 2007, comme il fut décrit au début de ce chapitre, les protestations dues à l'implémentation du plan Transantiago furent importantes. Ce ne fut pas le cas de la période 2009-2010, majoritairement marquée par les protestations autour des conditions de travail des emplois publics, notamment en 2009. Après les motivations d'éducation et du travail, celles qui suivent, par ordre d'importance sont les motivations commémoratives, politiques et celles liées au logement. J'ai déjà indiqué précédemment l'importance accordée à la commémoration et au logement, thèmes concernant directement les protestations des *pobladores*. Au contraire, la forte présence de protestations relevant des thèmes spécifiquement politiques est surprenante. Dans le tableau 21 nous

observons que la participation de militants de partis politiques, sans être d'une grande importance, est significative en relation aux autres acteurs. C'est en fait le cinquième élément par ordre d'importance. Cependant, seulement 17,2 % des protestations auxquelles ont participé des militants avaient comme motivation des thèmes politiques. Les militants semblent donc être intéressés par une diversité de thématiques au-delà de leur milieu spécifique et au contraire, ce sont eux qui ont des difficultés à imposer les thèmes de leur orbite au reste de la société. C'est aussi pour cela qu'ils viennent se greffer à d'autres thèmes, davantage qu'ils n'en proposent. De cette manière, le diagnostic concernant la diminution de leur importance est toujours d'actualité. L'importance des motivations politiques ici, de façon paradoxale, ne provient pas des militants de partis politiques, mais d'une diversité d'acteurs, plus particulièrement de collectifs non spécifiques. Cela répond au fait que dans leur grande majorité, les motivations politiques (62,1 %) ont dérivé sur l'installation de 121 bombes de faible intensité. Même si l'on présume que cette action a été effectuée par des groupes anarchistes, on ignore encore avec certitude l'identité de ces groupes. Il est en revanche certain que cette installation est motivée par des raisons politiques.

Tableau 21: Type de motivation par type d'acteur (% de l'acteur)

	Educationnelle	Liée au transport	Logement	Commemorative	Ecologique	Conditions du travail	Economiques	Politique	Solidarité	Santé	Discrimination	Non Spécifique	Autres
Pobladores	6,7	14,0	27,9	32,9	0,9	3,6	0,4	1,1	0,2	0,4	0,2	4,3	7,5
Fonctionnaires	16,5	0,4		1,9		58,6		1,9	0,4	12,3		1,9	6,1
Étudiants/élèves	84,0	0,3	0,3	2,0	0,4	1,3	0,4	2,2	0,9	0,1	0,3	4,5	3,2
Autorités	8,8		5,9	5,9	14,7	2,9	8,8			2,9	2,9		47,1
Partisans	6,5	2,2	1,1	18,3	5,4	7,5	1,1	17,2	7,5	1,1	5,4	4,3	22,6
Écologistes				2,4	85,4			2,4			2,4		7,3
Associations de droits humains	2,6			36,8				28,9	2,6		10,5	2,6	15,8
" *Mapuche*s »				5,9				2,9	73,5			2,9	14,7
Femmes				38,5						23,1	7,7		30,8
LGBTQ				39,0				1,7			47,5		11,9
Collectif non Spécifique	14,3	13,5	0,6	18,8	1,6	4,8	1,2	21,4	2,5	0,6	0,9	10,5	9,3
Autres	30,9	2,7	1,8	5,5	3,6	0,9	3,6	11,8	3,6		0,9	0,9	33,6

Source : Élaboration personnelle

Les acteurs les plus importants de la période se concentrent sur les thématiques qui leur sont propres. Au contraire, ceux de moindre importance se diversifient au travers de motivations différentes. Cette diversification peut résulter du fait que ces acteurs fonctionnent comme « *bystanders* » des principales protestations et des principaux acteurs au cours de la période. Les *pobladores* sont l'exception unique et claire à cet argument parce que la catégorie *pobladores* ne correspond pas à une fonction ou à un rôle, mais au fait de vivre sur un territoire donné. Cela rend la présence de multiples identités parmi les acteurs non contradictoire avec le fait d'habiter un territoire spécifique. En effet, si le logement et la commémoration sont les motivations les plus importantes, les *pobladores* ont été historiquement des acteurs divers, qui ont accompagné divers cycles de protestation.

Ce tableau nous permet également d'observer la transversalité des motivations. Si l'éducation apparaît comme une motivation partagée par divers acteurs durant le cycle, il est surprenant de constater que cette situation est relative. Au contraire, la commémoration apparaît encore une fois comme un phénomène transversal de la protestation au Chili. Tous les acteurs présents dans le tableau ont un lien avec elle et dans certains cas elle en est même la motivation principale. Viennent ensuite les motivations politiques[82] et celles dérivées de la discrimination de minorités qui se révèlent être importantes. Il est intéressant d'observer que bien que les premières soient concentrées en quelques acteurs (collectifs non spécifiques, *droits humains* et militants), elles apparaissent comme un phénomène diffus parmi la majorité des acteurs, plus que l'action concrète des politiques professionnels. Ceci peut être la conséquence de la politisation de la société et de la réémergence du secteur public au sein du débat social. La discrimination, quant à elle, est un débat émergent au sein de la société chilienne, qui s'imbrique dans un contexte plus large, comme peut l'être celui de l'inégalité et de la montée de l'individualisme, où les différences apparaissent comme des marques identitaires.

d) L'État comme cible

Comme il en est fait mention vers la fin du chapitre précédent et comme nous venons de le voir lors de cette dernière partie, s'il existe une déconcentration de la protestation en général, une caractéristique de la période est la concentration des demandes faites à l'État (72,3 %, voir tableau

[82] Définie comme les motivations liées au système politique en soit même et comme la façon de s'organiser politiquement.

22). Bien qu'il existe une conscience concernant la lutte contre le néolibéralisme, il est également évident que c'est l'État qui doit répondre à ces demandes. Même la lutte contre le néolibéralisme ne se fait pas directement contre les entreprises (7,5 %), mais davantage au travers des autorités de l'État. Lors de la comparaison des faits de violence protestataires entre cette période et la période de 1947-87, au cours du prochain chapitre, cette concentration deviendra encore plus évidente.

Tableau 22: Cibles de la protestation (%)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	TOTAL
Autorités politiques	79,2	66,4	69,2	65,4	63,4	82,2	61,8	72,3
Forces de l'ordre	19,4	33,6	18,3	18,5	17,0	21,0	14,5	20,6
Adversaires politiques	4,5	0,6	1,5	1,2	2,1	0,6	1,7	1,6
Adversaires non politiques	0,6	0,9	0,0	0,4	0,0	0,1	0,0	0,3
Patrons ou Entreprises	3,9	10,4	7,6	12,3	10,8	4,5	9,7	7,5
Non Spécifique	8,4	16,5	15,1	19,8	22,2	8,8	20,1	14,1
autres	3,4	8,6	8,6	4,5	6,2	1,3	3,3	4,4

Source : Élaboration personnelle

Medel et Somma (2016), dans une étude qui comprend les années de protestation au Chili de 2000 à 2012, observent que 72,8 % des événements avaient pour cible l'État et que 4,8 % avaient pour cible les entreprises publiques. Ils soulignent au contraire une plus grande importance des entreprises privées (15,3 %). Ceci s'explique probablement parce que leur étude est réalisée à l'échelle nationale et qu'elle inclut donc les manifestations « *Mapuche*s » au sud du pays[83]. La catégorie « Forces de l'ordre » n'est pas mentionnée dans cette étude même si dans ces données, elles apparaissent comme une cible importante (20,3 %), particulièrement lors d'événements où un certain type de violence a été exercée, où la barre des 50 % a été atteinte (n=1021). De nombreux faits de protestation où la violence s'exerce impliquent directement la police. Les barricades s'installent en face des commissariats, lesquels font fréquemment l'objet d'attaques de diverse nature, particulièrement dans les quartiers situés à la périphérie. Si à la différence d'autres pays d'Amérique latine la police jouit d'une haute confiance de la part de la population, il est également vrai que la police est la représentante de la répression quotidienne, autant à l'époque de la dictature que de nos jours. De nombreux manifestants cherchent alors à profiter de l'occasion de la protestation pour se confronter directement à la police.

[83] Certaines organisations *Mapuches* ont souvent recours à la violence contre des entreprises du dus du pays.

Tableau 23: Cibles des acteurs de la protestation (% de l'acteur)

	Cibles						
Acteurs	Autorités politiques	Force de l'Ordre	Patrons ou Entreprises	Adversaires politiques	Adversaires non politique	Non Spécifique	Autre
Travailleurs	51,6	4,3	35,1	1,1	0,0	4,8	3,2
Pobladores	38,6	32,5	4,0	0,9	0,4	21,5	2,1
Fonctionnaires	91,5	3,7	1,5	0,4	0,0	1,1	1,8
Étudiantes/ Élèves	79,1	13,1	1,1	0,4	0,3	3,3	2,6
Autorités	74,4	0,0	17,9	0,0	0,0	0,0	7,7
Partisans	51,7	8,6	2,6	11,2	0,0	16,4	9,5
Écologistes	63,6	0,0	6,8	0,0	0,0	11,4	18,2
Associations des Droits humains	42,6	6,4	0,0	14,9	0,0	29,8	6,4
*Mapuche*s	69,0	16,7	0,0	0,0	0,0	11,9	2,4
Femmes	40,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	0,0
LGBTQ	38,5	0,0	0,0	0,0	0,0	56,9	4,6
Collectif non Spécifique	33,0	26,3	11,1	1,8	0,5	23,2	4,1
Autres	73,2	6,5	6,5	2,4	0,0	7,3	4,1

Source : Élaboration personnelle

On peut observer que la concentration sur l'État est plus intense en 2006 et en 2011, les années des deux cycles de protestation les plus importants. Le reste de la période maintient une proportion relativement similaire. J'ai indiqué que 2012 est une année de haute intensité de protestations, cependant, à la lumière de ces données, il semble que cette année soit plus diverse tant sur le plan des motivations que sur le plan des cibles de la protestation. L'année 2007 affiche la plus grande proportion de protestations dirigées à l'encontre de la police. Cela se justifie de par les protestations contre le Transantiago, qui se sont situées principalement à la périphérie de la capitale. La plus grande proportion de protestations contre des adversaires politiques en 2006 s'explique de par la mort de Pinochet à la fin de cette même année et qui a généré des confrontations entre partisans et détracteurs de la dictature.

Les cibles de chacun des acteurs suivent également des schémas similaires (tableau 23). Comme il est évident, les fonctionnaires publics, les étudiants/élèves et les autorités visent l'État de façon privilégiée et les travailleurs se répartissent entre l'État et les entreprises. Quant aux *pobladores*, ils visent autant l'État que les Forces de l'ordre. Si l'on compare les motivations et les cibles[84], le

[84] Voir Annexe 7. Tableaux supplémentaires .

modèle se maintient, à l'exception des protestations motivées par la commémoration, dont la plupart des protestations visent les forces de l'ordre ou bien ne possèdent pas une cible spécifique.

3.4. Quatre figures du cycle de protestation

a) Le territoire

Raul Zibechi (2007) explique que l'une des caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine est la territorialisation de la protestation. Une grande partie des organisations de la région ont invoqué la question du territoire local aussi bien dans leurs revendications que dans les fondements sur lesquels repose leur pratique contestataire. Au Chili, la territorialisation des mouvements sociaux demeure importante suivant les groupes considérés. Elle est prégnante chez les peuples autochtones et les *pobladores*, mais partielle chez les mouvements écologistes. En raison de leurs revendications de logements dignes et du droit à la ville, les *pobladores* ont un rapport étroit au territoire (Espinoza, 1998; Garcés, 2002). Le but de leurs revendications n'est pas seulement l'accès à la propriété, mais aussi, plus largement, à l'espace local. D'ailleurs, la plupart de leurs dirigeants et de leurs porte-paroles sont des habitants des quartiers où ils se mobilisent ; ce sont donc des gens qui se connaissent depuis des années et qui ont créé des liens personnels en rapport avec le territoire.

Dans cette étude, le rapport au territoire s'est avéré disparate. Il est faible dans le cas du mouvement LGBTQ et partiel dans le mouvement du secondaire. En ce qui concerne les étudiants du secondaire, leur rapport au territoire est moins étroit bien qu'il soit présent au moins à partir des trois éléments. *Primo*, à travers l'installation territoriale d'assemblées des lycéens. *Secundo*, au travers du lien et des alliances que les étudiants ont établis avec d'autres acteurs sociaux, notamment avec les *pobladores*, avec lesquels ils ont développé des assemblées ou les dits « cordons territoriaux ». *Tertio*, la référence au territoire se retrouve dans leurs revendications, en particulier, la revendication de contrôle communautaire de l'ACES qui vise à ce que les communautés locales, avec les professeurs et les élèves, deviennent les responsables de l'administration des établissements scolaires. De cette manière, la territorialisation apparaît comme une nouvelle manifestation de la déconcentration et de la démocratisation de la protestation au Chili.

La distribution spatiale de la protestation démontre, toutefois, seulement d'une manière partielle ce mode de fonctionnement. Elle demeure dépendante du type d'acteur et du type d'événement

considéré, à l'image de, par exemple, le cas de la commémoration. La territorialisation de la protestation semble moins se jouer dans la protestation elle-même que dans ses fondements, ses revendications et les modèles organisationnels développés par les groupes mobilisés.

Comme l'illustrent les cartes en couleur ci-dessous, même lorsque les manifestations se répandent dans toute l'agglomération, pendant la période étudiée, elles se concentrent autour du centre civique de la capitale. Presque 600 manifestations se sont déroulées dans les alentours du palais de La Moneda, où non seulement le siège du gouvernement, mais aussi la plupart des ministères se situent. Cette concentration géographique est en lien direct avec le fait que presque trois tiers des manifestations ont l'État pour cible. D'autres lieux importants sont : Plaza Italia, à la frontière entre les communes de Santiago et Providencia ; les alentours de l'Université de Santiago, située à la frontière entre les communes de Santiago et Estación Central ; Villa Francia, un quartier populaire de la commune Estación Central ; et un secteur de la commune de Ñuñoa où se trouvent plusieurs campus universitaires. L'illustration 3 montre avec clarté comment les manifestations s'organisent autour de la principale avenue de la capitale.

Illustration 2: Carte d'événements protestataires, Santiago du Chili, 2006-2012 (quadrillage=1km²)

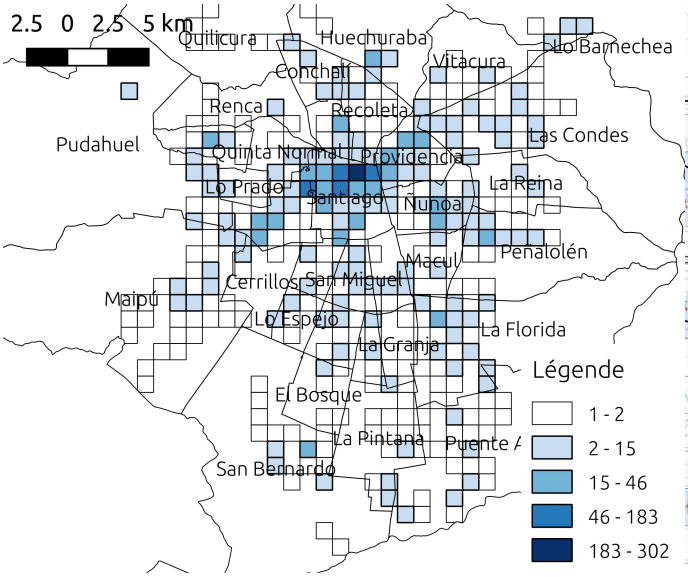
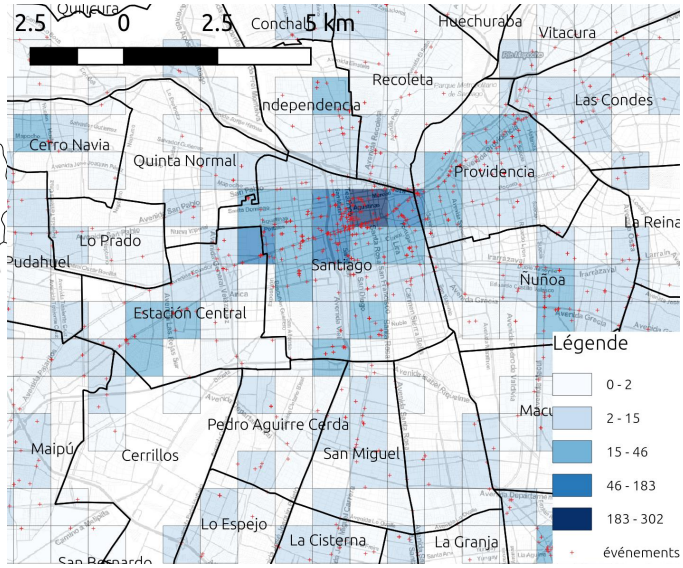


Illustration 3: Carte d'événements protestataires, zoom centre ville (quadrillage=1km²)



Source : Élaboration personnelle

Illustration 4: Carte des occupations illégales à Santiago, 2006-2012 (quadrillage=1km²)

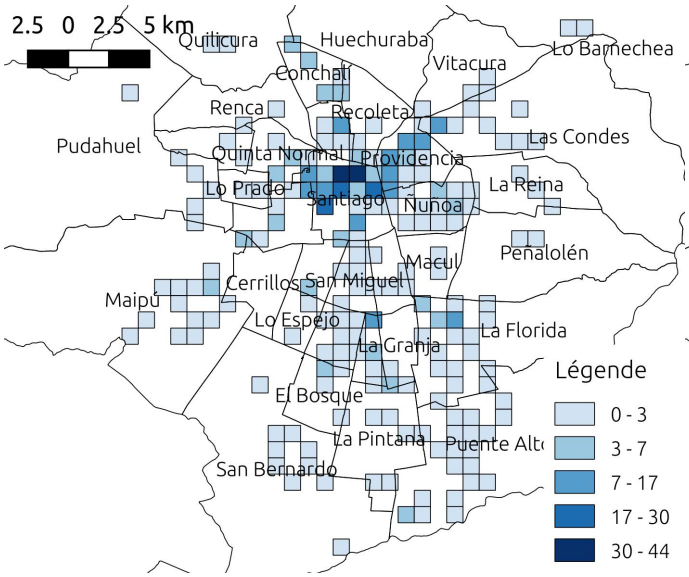
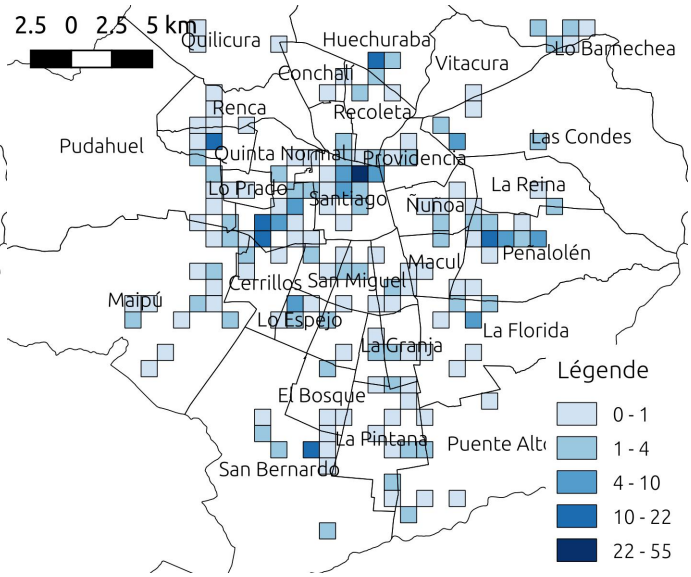


Illustration 5: Carte de la protestation de pobladores à Santiago, 2006-2012 (quadrillage=1km²)



Source : Élaboration personnelle

Tableau 24: Fréquence d'événements protestataires par commune

Municipalité	Fréquence			Municipalité	Fréquence
Santiago	944	Cerro Navia	36	San Joaquín	16
Providencia	336	Huechuraba	34	Pedro Aguirre Cerda	15
Estación Central	163	San Miguel	33	Cerillos	14
Ñuñoa	117	La Pintana	32	Lo Prado	13
Las Condes	95	Pudahuel	32	El Bosque	12
La Florida	79	Quinta Normal	32	Lo Espejo	12
Recoleta	79	Conchalí	30	San Ramón	12
Maipú	78	La Reina	27	Macul	10
Peñalolen	73	La Cisterna	25	Quilicura	10
Puente Alto	58	Vitacura	23	Renca	10
San Bernardo	49	La Granja	22	Padre Hurtado	3
Independencia	42	Lo Barnechea	17		

Source : Élaboration personnelle

Cette concentration peut aussi être analysée à la lumière de la distribution par commune (tableau 24). Bien évidemment, la plupart de manifestations se déroulent dans la commune de Santiago. La centralité est, certes, importante, cependant, il est surprenant de constater que parmi les communes affichant une forte fréquence de manifestations, figurent aussi des communes à très hauts revenus. En fait, sur la carte, « *Santiago* », « *Providencia* » et « *Las Condes* » font partie du même groupe présentant une concentration forte. Les manifestations se placent ainsi autour du pouvoir politique, mais aussi autour du pouvoir économique de la ville.

Ce type de protestation concentrée est toutefois une protestation qui se déplace et se délocalise sur le plan du territoire. Autrement dit, la plupart des personnes qui assistent aux manifestations n'habitent pas à Santiago ou à Las Condes, ces communes agissant plutôt comme des lieux de la mobilisation sociale. En revanche, en dehors de cette concentration, il existe un type de protestation périphérique clairement ancrée dans le territoire. Nous y avons fait allusion lors de la présentation de la commémoration et l'illustration 5, portant sur le cas des *pobladores*, peut aussi servir d'exemple. En effet, cette carte permet de distinguer au moins sept points à très forte densité et 12 points à densité assez forte. La décentralisation territoriale est ici flagrante. Or, à la différence des protestations concentrées, celles-ci ne sont pas délocalisées puisqu'elles émergent dans le territoire où les personnes habitent, leur sens étant donc complètement différent. C'est là où la plupart des barricades ont lieu et où la confrontation avec les forces de l'ordre est fréquente. La protestation comporte donc une dimension de défense territoriale concrète et historique. *A contrario*, la protestation concentrée possède une dimension relative à l'occupation symbolique du territoire du pouvoir.

Les occupations illégales constituent le troisième type de territorialité, notamment celles des établissements scolaires (voir l'illustration 4). Ces occupations ne peuvent pas être considérées comme « délocalisées » dans la mesure où les élèves bloquent leur propre lycée. Pour autant, comme je l'ai expliqué plus haut, à la différence des *pobladores*, leurs revendications ne sont pas forcément ancrées au territoire. Ce type de territorialisation se situe donc dans une position intermédiaire entre l'une et l'autre. Par exemple, bien des élèves, en particulier ceux appartenant aux lycées situés où se concentrent les occupations (communes de Santiago et Providencia), n'habitent pas dans les quartiers où ils sont scolarisés. Il y a toutefois des élèves qui ont bloqué les lycées de leur commune de résidence. D'ailleurs, la participation des lycées de la périphérie de Santiago aux manifestations a été l'une des caractéristiques de la rébellion des pingouins et du cycle de 2011 (Donoso, 2013a). De surcroît, les occupations possèdent une nature temporelle différente

aux autres types de territorialisation. La plupart des épisodes se limitent à un ou deux jours, alors que les occupations ont eu une durée moyenne de 15 jours et certaines ont atteint même six mois lors du cycle de 2011.

b) La commémoration

Une partie importante du discours de la période étudiée correspond à la protestation commémorative. Sur le nombre total d'événements identifiés tout au long de ces années, 12,2 % correspondent à ce type d'épisodes et la moyenne de participation est de 4.305 (n=103)[85]. Cependant, malgré la régularité et l'importance de ces événements ou de la violence impliquée, la littérature sur les mouvements sociaux au Chili s'est à peine intéressée à la relation entre commémoration et protestation. La protestation commémorative est perçue comme une énième forme acquise par la commémoration en général et ainsi, les études se sont davantage concentrées sur cette dernière et sur sa relation avec la mémoire, le rituel et la répétition, particulièrement en rapport avec le coup d'État et la dictature (Dinamarca, 2013 ; Joignant, 2005 ; Montiglio, 2005 ; Piper, 2013). L'article de Barrera, Koch & Aguirre (2013) ainsi que celui de Fernández (2007) sont des exceptions à la règle. En revanche, même s'ils sont généralisables aux événements commémoratifs relatifs à la dictature depuis un certain point de vue, les deux se sont exclusivement focalisés sur la commémoration annuelle du coup d'État, alors que tout au long de cette période d'étude, la diversité de la commémoration est évidente. En effet, même s'il est indéniable que les protestations commémoratives liées au coup d'État de 1973 et à la dictature sont les plus persistantes et les plus importantes (73 % du nombre total de ces événements), la commémoration contentieuse est un type de protestation qui naît avant cette période (la commémoration du jour du travail par exemple). À ce jour, elle a été incorporée progressivement par divers acteurs possédant diverses motivations, le tout avec une continuité disparate. C'est le cas par exemple des marches de la fierté et de la diversité sexuelle en juin et septembre. La première commémore le jour international de la fierté gay et lesbien, qui commémore à son tour les révoltes de Stonewall aux États-Unis ; la seconde commémore l'incendie intentionnel de la discothèque « Divine » à Valparaiso, où sont mortes des dizaines de personnes.

Au moins quatre catégories de commémoration peuvent être identifiées : la commémoration de faits liés à la dictature (la commémoration du coup d'État, tous les 11 septembre ; le jour du jeune combattant, tous les 29 mars ; le jour de l'élection d'Allende, tous les 4 septembre ; la mort de Pinochet, etc.) ; la commémoration d'événements internationaux (jour du travail, jour international

[85] Cependant la dispersion est haute (écart type=10.816) avec un minimum d'un participant et un maximum de 80.000.

de la femme, jour des peuples autochtones, etc.) ; la commémoration de la diversité sexuelle (marche de la fierté, jour de la diversité sexuelle, etc.) et la commémoration d'événements ponctuels et divers qui cependant n'ont pas réussi à se perpétuer dans le temps (la mort du jeune *Mapuche* Matías Catrileo des mains de policiers, la commémoration du 4 août 2011, un des jours les plus denses en matière de protestations dans la capitale durant le cycle de protestations de 2011, la commémoration de l'occupation de la berge du fleuve Mapocho de la part des personnes endettées, endettement lié au thème du logement, la mort du jeune anarchiste Mauricio Morales alors qu'il installait un engin explosif, etc.).

La majorité des commémorations contentieuses trouvent leur origine en un fait douloureux et violent. Dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Latté, en soulignant ce fait, remarque également le fait paisible, rituel et stéréotypé de la commémoration :

> *« Cet entrelacs de pratiques aux confins des rites funèbres et des démonstrations politiques se décline ainsi en marches silencieuses, veillées commémoratives, inaugurations de stèles, obsèques publiques, fleurissements de sépultures, dévoilements de plaques, hommages officiels, journées nationales ou internationales du souvenir, etc. » (2009, p. 116).*

Cette règle est toutefois difficilement généralisable aux événements commémoratifs au Chili. Si ceux liés à un fait douloureux sont également ceux qui sont parvenus à atteindre une plus grande persistance dans le temps, il y a aussi ceux pour lesquels il n'y a pas d'événements douloureux à l'origine, comme c'est le cas pour la commémoration de l'occupation de la berge du fleuve Mapocho ou celle du 4 août. À la différence de la tranquillité signalée par Latté, dans la majorité des cas, la douleur originelle se traduit par de la douleur, de la frustration et de la violence au présent (celles liées à la dictature). Pour certains la douleur originelle s'est pourtant transformée en fête et en joie. C'est le cas particulier des événements LGBTQ, qui se sont caractérisés justement par le fait de faire de la fête un espace de protestation. Leurs marches et défilés sont pleins de couleurs, de sourires et de spectacles.

La majorité de ces épisodes sont organisés ou, tout du moins, une organisation est à la tête de la commémoration. Pour autant, parfois, une organisation est difficilement discernable comme c'est le cas de la commémoration du jour du jeune combattant tous les 29 mars. Si à l'origine cette journée de commémoration fut convoquée par le MIR, elle a aujourd'hui atteint un degré d'indépendance important, car elle est convoquée par diverses organisations au niveau local et national qui manquent de coordination centrale. Il en va de même quant à la commémoration du coup d'État,

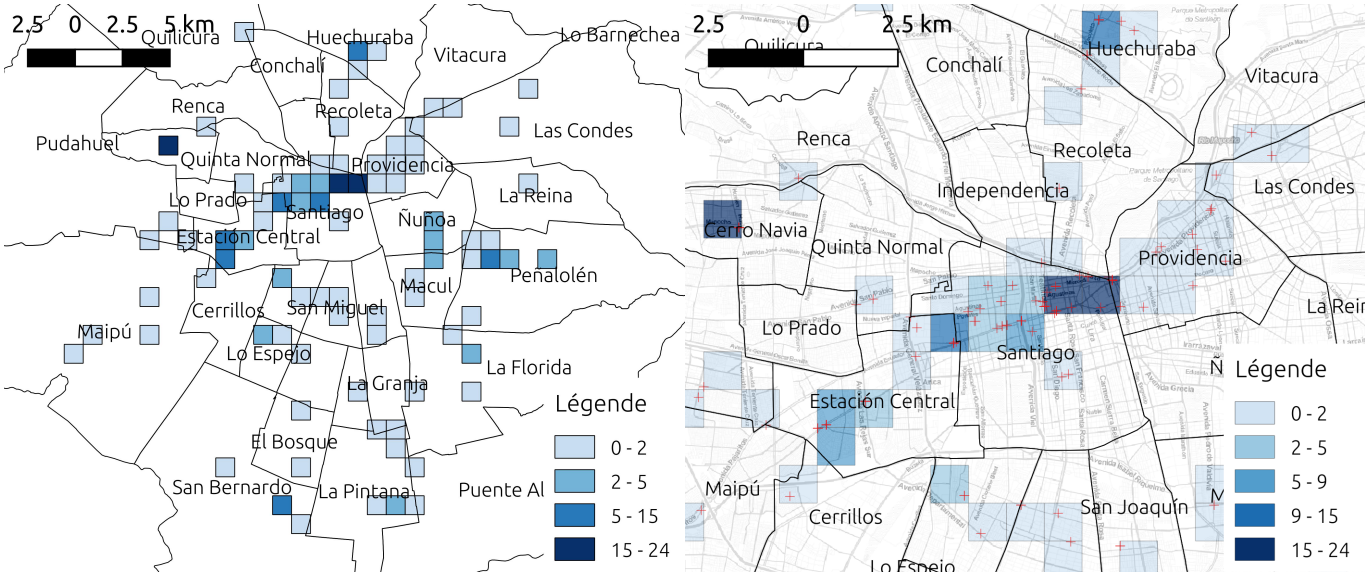
qui, même lorsqu'elle est convoquée par des organisations des droits humains, est toujours débordée par les événements qui se produisent à la périphérie de la capitale.

Comme il fut mentionné ci-dessus, une des caractéristiques des commémorations au Chili est le haut degré de violence attaché à ces dernières. Lors de seulement 19,3 % des événements, aucun degré de violence n'a été exercé. Les événements commémoratifs ont 8 fois plus de chances de présenter un certain type de violence que les événements non commémoratifs (OR=8,213 ; IC=6, 130-11,005) et ont 5 fois plus de chances que la violence soit généralisée ou que l'événement soit complètement violent par rapport à des épisodes non commémoratifs (OR=5,542 ; IC=4, 334-7,087). 77,2 % de ces derniers furent des événements de rupture, étant pour la majorité des barricades ou des désordres (51,6 %), des marches (14,6 %), des agressions (12,3 %) et des pillages (7,3 %). Lors de 10 événements, des bombes artisanales de faible intensité ont été utilisées, dans 16,1 % des cas l'usage de cocktail Molotov a été constaté, dans 15,5 % des cas des armes à feu ont été utilisées. Ainsi, le résultat de l'ensemble de ces événements au cours de ces années est de 5 morts (dont un policier), 291 policiers blessés et 3484 détenus. La commémoration au Chili est donc loin d'être paisible. Cependant, cela est probablement dû à la surreprésentation d'événements liés à la dictature, qui se caractérisent justement par cette violence.

La cible de ces protestations est aussi intéressante : 53,5 % sont dirigées aux forces de l'ordre, 18,4 % aux autorités, 6,6 % aux entreprises ou entrepreneurs. Ce n'est pas pour autant une violence hors de contrôle, mais plutôt une violence qui est perpétrée directement aux agents quotidiens de répression et qui provient justement, comme nous le verrons plus tard, de secteurs exclus et périphériques de la capitale. Les attaques directes à des commissariats avec armes à feu et cocktails Molotov sont fréquentes dans des quartiers (*poblaciones*) comme « *Los Morros* » à *San Bernardo* ou « *La Pincoya* » à *Huechuraba*. Les barricades sont installées dans des secteurs voisins et même devant les commissariats, avec le but évident de combattre la police. À partir de là, le nombre de policiers blessés est élevé.

Illustration 6: Carte d'événements de commémoration (2006-2012 ; quadrillage=1km²)

Illustration 7: Carte d'événements de commémoration (2006-2012 ;quadrillage=1km²), zoom centre ville



Source : Élaboration personnelle

Cela ne veut pas dire que la commémoration ne soit pas hautement routinière et stéréotypée, ce qui a déjà été signalé par d'autres chercheurs (M. del V. Barrera et al., 2013; Joignant, 2005). Bien au contraire. En effet, tous les 11 septembre ou tous les 29 mars une séquence de procédures est programmée, autant de la part des autorités et des policiers que de la part des manifestants. Les rues sont nettoyées ; les feux de signalisation, les panneaux et autres éléments de l'environnement sont retirés afin d'éviter qu'ils ne soient détruits ou utilisés comme armes. Les policiers se retranchent et les forces spéciales de la police essaient de se déplier stratégiquement, essayant de quadriller les secteurs les plus problématiques. Certains commissariats se préparent à recevoir ce qui est devenu une routine de tous les ans : des attaques aux cocktails Molotov, des pierres et coups de feu. Les possibles manifestants accumulent des pneumatiques et des éléments pour construire ces artefacts incendiaires. Durant l'un des épisodes, un journaliste l'explique de la manière suivante :

> *« Les points habituels de conflit à Lo Hermida, Villa Francia et La Granja connaissent encore une fois les mêmes escarmouches entre groupes de manifestants et policiers, en plus des jets de pierres contre les véhicules qui circulent dans le secteur. Les manifestants allument des feux, tirent et se replient lorsque la police se rapproche. Le "guanaco" (canon à eau) pour sa part éteint le feu et reçoit des jets de pierres, pendant que plusieurs véhicules blindés sont maintenus en attente. Cela ressemble à un rituel obligé qui par chance a peu à peu perdu de sa force. »* (Emol, 29 mars 2007)

Les secteurs se répètent, tout comme les formes de lutte, les réponses de la police et de l'autorité et il en est ainsi chaque année, comme un carnaval attendu par tous les acteurs, la violence et la répression se déploient quasiment par nécessité.

Un autre élément intéressant de la commémoration au Chili est le déploiement spatio-temporel (M. del V. Barrera et al., 2013). Les cartes ci-dessus (Illustrations 6 et 7) sont des cartes des points chauds de Santiago, qui en fonction de leur couleur indiquent la concentration d'épisodes de commémoration. Les secteurs en bleu foncé correspondent à ce que l'on appelle les *hotspots*, c'est-à-dire les points de forte concentration, dans ce cas précis, d'événements de commémoration. La carte de gauche est une carte qui permet d'avoir une perspective sur la protestation dans la ville et celle de droite est un zoom de la même carte, mais cette fois focalisée sur les secteurs centriques de cette dernière. À la différence de la distribution spatiale de la protestation en général, qui se trouve hautement focalisée sur la commune de Santiago et dans le quartier civique, la commémoration a une distribution plus décentralisée. La protestation commémorative est répartie dans toute la ville. Les médias n'ont pas rapporté ce type d'événements ou n'ont eu l'information pour géolocaliser les épisodes que dans seulement six communes sur les 35 prises en considération. Les communes impliquées sont principalement Santiago (n=58), Estación Central (n=39), Peñalolén (n=31), Providencia (n=31), Huechuraba (n=21) et San Bernardo (n=21). Le caractère périphérique de ce type de protestation détermine à son tour le type de participants : dans 61,4 % des événements, les *pobladores* furent présents. Barrera *et al* (2013) signalent également que la temporalité semble très importante, particulièrement celle liée au jour et à la nuit. La plupart des protestations en général se produisent de jour, cependant dans le cas de la commémoration, les événements non officiels liés à la violence, aux barricades et situés en périphérie de la capitale, sont des faits qui se produisent une fois la nuit tombée. Une caractéristique partagée avec les journées de protestation en général.

c) L'espace numérique

L'utilisation d'internet a vécu une évolution tout au long de la période. Si pour certains, il est devenu l'une des caractéristiques les plus importantes de la mobilisation à partir du cycle 2011 (Cabalin, 2014; Sebastián Valenzuela, Arriagada, & Scherman, 2013), il semble avoir été moins important pendant la « révolution des pingouins », où le moyen de communication le plus répandu était le téléphone portable (E13). YouTube est fondé en 2005, Twitter en 2006 et la version de Facebook en espagnol ne naîtra qu'en 2007. Ainsi son utilisation a été une ressource tardive, mais indispensable de nos jours. Cabalin (2014) souligne que les médias sociaux n'expliquent pas la mobilisation, mais la facilitent. En effet, au cours des entretiens, plusieurs interviewés indiquent que

les médias sociaux ont été utilisés pour l'organisation des manifestations, marches, mais aussi afin de transmettre de l'information aux adhérents (E3, E7, E11). De plus, les médias sociaux sont des moyens décentralisés d'information : n'importe qui peut organiser des manifestations ou transmettre de l'information et ainsi, ils servent comme source alternative aux médias traditionnels, qui sont souvent considérés sous le contrôle de pouvoirs économiques (E16). L'internet a aussi permis d'élargir le répertoire tactique des élèves. Il a permis de développer par exemple des campagnes virales pour soutenir leurs revendications. C'est le cas de la campagne « *je ne prête pas le vote* » de l'ACES, qui cherchait à boycotter les élections municipales du 2012. Il a aussi fait émerger de nouveaux types d'événements, comme le « *hacking* » au site web de l'examen de sélection universitaire pendant le cycle 2006. L'internet est donc devenu une nouvelle espace de mobilisation. Cependant, il est encore tôt pour savoir s'il a révolutionné la mobilisation dans le cas chilien. À l'heure actuelle, nous pouvons juste souligner qu'il existe une syntonie entre l'éthique organisationnelle et les médias sociaux, à savoir un moyen qui permet de travailler et de se mobiliser de façon décentralisée y compris de façon individuelle. Il semble ainsi que les médias sociaux sont tellement répandus dans ce contexte, parce qu'ils fonctionnent sous la même logique que la pensée des leurs usagers.

d) La déconcentration organisationnelle

L'autonomie, l'horizontalité, le travail en réseaux, etc., sont fréquemment évoquées par la littérature spécialisée ainsi que lors des entretiens effectués comme étant représentatives de la période (Baeza & Sandoval, 2009; Donoso, 2013a; Iglesis, 2005). De nouvelles formes d'organisation sont souvent associées aux jeunes, et d'après certains, en effet, le changement générationnel semble être essentiel pour expliquer l'augmentation et la nature de la protestation déployée les dernières années (Cummings, 2015 ; Somma, 2015). Ces transformations sont pourtant déjà présentes au début des années 1990, lorsque les « collectifs » commencent à se constituer, c'est-à-dire un type d'organisation informelle reposant sur les réseaux personnels « *qui privilégient l'horizontalité, la transparence des informations, l'autogestion et l'indépendance à l'égard des instances et des institutions externes* » (V. Muñoz Tamayo, 2002, p. 56 ; C. Osorio, 2003 ; Valenzuela Fuentes, 2007). Les collectifs sont des espaces de participation localisés dans le territoire qui refusent ouvertement les formes traditionnelles et institutionnelles d'action politique. Ils se développent de la sorte, tout au long de la période de la désillusion politique (voir page 83), d'une façon souterraine, plutôt fragmentée et désordonnée. Or, les principes d'organisation sous-jacents commencent à transpercer progressivement les différentes organisations. Cette influence est

constatée d'abord dans les associations d'étudiants/élèves et notamment à l'ACES, les collectifs étant particulièrement importants lors de sa création (2001, l'année du *« mochilazo »*). Cette organisation se substitue à la FESES (Fédération d'étudiants du secondaire de Santiago) prônant justement un nouveau style d'organisation et une forme de participation horizontale, autonome et coordonnée encore en vigueur à présent (Alvarez, 2011; Donoso, 2013a; B. Silva, 2007). Ce sont ces élèves/étudiants qui propageraient cette « éthique organisationnelle » parmi d'autres espaces, tels que celui du mouvement LGBTQ (DS3), en engendrant des conflits, même à l'intérieur des partis politiques (P21).

Ces caractéristiques ne représentent pas pour autant une propriété absolue des organisations, mais plutôt des principes en opposition qui sont mis en jeu à l'intérieur d'elles[86]. Il existe donc une diversité de formes d'organisation allant des structures verticales et rigides jusqu'à celles qui sont dynamiques et fluides (voir Encadré 2). Cependant, ces principes sont mobilisés dans toutes les organisations, au travers des conflits, des tensions, des discussions ; en fonctionnant alors, comme un horizon normatif qui oriente et porte un sens pour l'organisation.

Encadré 2. Deux exemples de mise en place du principe d'horizontalisation.

Un « Comité d'hébergés »[87] du quartier-est de Santiago, dont les dirigeants appartiennent au Parti communiste, est un exemple d'un modèle traditionnel d'organisation : verticalité institutionnelle (comité central), leadership, etc.

> *« J'appartiens à un parti politique,* me dit le président*, et nous voyons les choses* [d'abord] *dans le parti et après dans la direction. Comme on y est majoritaires* [ceux qui appartiennent au parti dans la direction], *celle-ci approuve et après nous le présentons à l'assemblée. Mais, on pourrait dire en réalité qu'ici il y a un parti politique qui décide d'avance ».* (P11)

Plus tard, il m'explique comment les élections internes se développent, lesquelles conformément au paragraphe antérieur sont déjà réglées d'avance :

> *« Moi j'ai été élu président, mais à ce qui parait je ne me suis pas mal débrouillé, car j'ai été élu dans trois élections »,* puis en essayant de se justifier il me dit *« [mais] on gère aussi la diversité : on dit "Qui approuve la direction pour la prochaine période ?" [Tous] disent "oui" ».* (P11)

À partir de l'information d'autres membres du comité, j'ai constaté que cette diversité dont il

[86] L'éthique de la contestation et les principes mis en place seront mieux expliqués plus tard, dans l'introduction aux monographies (voir page 187).

[87] Je traduis « *Comité de Allegados*» par « Comité d'hébergés » qui est plus générique. Dans ce texte un « comité d'hébergés » fait référence aux associations de *pobladores* sans logement qui habitent chez des proches.

parle, bien qu'elle existe, en réalité, n'est pas considérée. Dans la mesure où la diversité et l'horizontalité sont des valeurs transversales, il sent toutefois la nécessité de justifier le décalage existant entre ce principe et sa mise en pratique au sein de son comité. Dans d'autres entretiens auprès des intégrants du même comité, cette tension devient encore plus évidente. La verticalité est directement critiquée en raison de l'imposition d'un candidat à conseiller pour la commune : « *Au moins, il faut demander ce que vous en pensez, que postulent un ou deux candidats pour les élections..., prendre les opinions des gens »* (P20)*,* commente une des déléguées du comité.

En revanche, l'ACES[88] se situe dans l'autre extrême organisationnel. Celle-ci est une coordination d'étudiants du secondaire caractérisée par son instabilité organisationnelle, son horizontalité, et sa critique persistante à l'institutionnalisme, à la verticalité et au leadership traditionnel. Dans cette assemblée, le statut de membre à proprement parler n'existe pas : n'importe quel élève du secondaire peut participer, même s'il n'appartient pas au « bureau d'élèves »[89] de son lycée. L'une de ses porte-paroles me dit :

> *« ... il ne nous sert à rien de travailler avec un bureau d'élèves qui n'est que les représentants et qui lâche les gars, dans ce sens c'est beaucoup plus valorisable un collectif, ils sont moins, mais ils travaillent beaucoup plus avec les gars ».* (E10)

Les participants peuvent entrer et sortir de l'assemblée (il n'y a pas de contrôle) et par conséquent, le nombre de participants peut varier de manière substantielle d'une réunion à l'autre. Ils avouent que l'assemblée s'affaiblit à la fin de l'année scolaire et qu'il faut créer une nouvelle ACES à chaque rentrée.

Paradoxalement, bon nombre de ses intégrants luttent pour gagner des espaces institutionnels à l'intérieur de leur lycée.

> *« ... Il y a d'autres expériences des camarades de l'ACES,* me répond ce même porte-parole *(…), qui y sont arrivés comme collectif et qui ont postulé au conseil d'élèves et qui ont gagné et ont réussi à avoir beaucoup d'opportunités pour pouvoir rendre leur travail un peu plus médiatique, pour pouvoir ouvrir un espace et avoir ainsi de l'espace pour prendre des décisions contre l'autorité du lycée ».* (E10)

En conséquence, on comprend que ces principes ne fonctionnent pas comme des faits absolus, sinon comme des horizons normatifs qui guident, dans la pratique, le travail organisationnel.

[88] Assemblé de coordination d'élèves du secondaire.

[89] Tous les ans, dans chaque lycée ou collège secondaire, *via* votation universelle, sont élus des élèves- dirigeants (président, secrétaire, etc.), qui représentent l'ensemble des élèves scolarisés dans l'établissement auprès des autorités du lycée ou des autres associations d'*étudiants/élèves*. Il s'agit de la forme la plus institutionnelle de la représentation des élèves à l'intérieur du lycée, reproduisant dans celui-ci la démocratie représentative.

L'*autonomie*, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, est loin d'être une nouveauté dans les mouvements sociaux. En fait, depuis les débuts de la protestation moderne, les tendances à l'accentuation et à l'atténuation de ce principe ont été présentes. Or, depuis la deuxième moitié du XX^{e} siècle, cette « éthique » a été renforcée par le processus de « déclientélisation » ce qui explique le fait qu'à l'heure actuelle celle-ci demeure fortement ancrée chez les activistes. Certes, cette autonomie est définie, d'abord, comme une séparation à l'égard des partis politiques, cependant, en pratique, elle est mobilisée aussi par rapport à d'autres organisations, voire au sein même d'une organisation, provoquant des scissions fréquentes, au point de représenter un risque d'atomisation des organisations. Entendue dans un sens large, cette autonomie répond donc au besoin des groupes mobilisés de s'autodéterminer et s'autoproduire (Melucci, 1996).

L'*horizontalité* a été aussi mentionnée avec insistance comme une des caractéristiques importantes des modes organisationnels des groupes mobilisés à l'heure actuelle (Bartoletti & Mangiantini, s. d. ; B. Silva, 2007 ; Zarzuri, 2010). À l'instar de l'autonomie, ces nouvelles formes émergent en refus des styles traditionnels dans la politique, c'est-à-dire verticaux, élitistes et centralisés. Si l'autonomie renvoie aux limites organisationnelles par rapport au contexte, l'horizontalité met l'accent sur la nature de la relation qui se tisse entre les membres de l'organisation. Ainsi, elles tentent d'affaiblir les différences fonctionnelles internes en mettant davantage l'accent sur la participation des bases à la prise de décisions et sur les relations horizontales entre les acteurs. De cette manière, les décisions sont le résultat d'un processus délibératif opéré par un ensemble d'individus et elles doivent rendre compte de leurs particularités. Cette horizontalité des liens internes s'exprime notamment à partir de deux formes : l'assembléisme et le porte-parolat.

L'assembléisme apparaît comme la forme naturelle d'organisation horizontale qui s'oppose à la verticalité des institutions traditionnelles (Bellei & Cabalin, 2013 ; P. Peña, Rodríguez, & Sáez, 2015 ; B. Silva, 2007). En tant qu'espace de délibération, les assemblées atténuent les hiérarchies internes. Ainsi, en interne, la direction est assurée par un modérateur et à l'extérieur, par les porte-paroles. En principe, le but n'est pas le vote, mais le consensus. Comme le souligne l'Encadré 2, la mise en place de l'assembléisme varie toutefois d'une organisation à l'autre. Pour certains, cette modalité est la seule possibilité de participation démocratique et pour d'autres, l'assemblée, bien qu'étant importante en tant que pratique d'horizontalité, pose plusieurs problèmes en termes d'organisation : manque de consensus, inefficacité, discussions sans fin, etc. (voir par exemple monographie du mouvement LGBTQ à la page 204).

À partir de la critique de la verticalité, émerge aussi une vision particulière du type de leadership

nécessaire à cette modalité de mobilisation. Il n'existe guère un leader ou un représentant traditionnel. C'est, au contraire, la figure du *porte-parole* qui prédomine (Agacino, 2013; Aguilera Ruiz, 2014). À la différence du leader traditionnel, les bases exigent au porte-parole d'abandonner sa posture personnelle afin de transmettre le message en tant que tel. Le porte-parole n'est donc pas une position située au-dessus de l'assemblée, mais davantage une fonction dont elle a besoin. En effet, dans plusieurs organisations le rôle de porte-parole est révocable par l'assemblée, alterné tous les ans et considère l'égalité des genres, afin d'assurer l'horizontalité des rapports entre les individus.

De la relation entre l'horizontalité et l'autonomie émergent la *coordination* et *le travail en réseaux*. En effet, du principe d'autonomie des organisations se déduit, en même temps, que la relation entre les organisations ne peut qu'être horizontale. Aucune ne peut être au-dessus des autres. La coordination fonctionne donc comme une solution de compromis, permettant d'assurer l'horizontalité des relations entre les organisations tout en préservant leur autonomie. De cette manière, des instances de coordination multi-organisation existent au sein de chacun des groupes étudiés : FENAPO et UNAPO chez les *pobladores*, ACES et CONES chez les lycéens et le Front de la diversité sexuelle chez les groupes LGBTQ. Même au niveau territorial, des espaces de coordination actifs, tel que le *« Cordon la Chimba »* existent ou ont émergé temporairement pendant le cycle de protestation de 2011 pour soutenir l'action des étudiants/élèves. Divers types d'organisations ont fait partie de leurs membres (*pobladores*, étudiants/élèves, organisations communautaires, etc.). Le « *Cordon La Reina* », par exemple, comptait parmi ses membres : des élèves scolarisés dans les lycées du secteur, des organisations communautaires et culturelles, des militants des partis politiques, des comités d'hébergés, etc.

La coordination ne se borne toutefois pas aux relations entre organisations, la logique de coordination horizontale étant aussi exercée à l'intérieur d'elles. Par conséquent, le travail est réalisé davantage au travers d'équipes de coordination et du travail en réseau que de départements fonctionnels. Cette réalité permet de comprendre pourquoi les deux principes (horizontalité et autonomie) sont actifs à l'intérieur des organisations. À partir de ce qui a été expliqué, ceci est évident pour le cas de l'horizontalité, en revanche, l'autonomie doit être développée davantage. En effet, si la coordination dépend de l'interrelation entre l'horizontalité et l'autonomie, il est donc nécessaire d'identifier la place qu'occupe cette autonomie. Elle peut être observée dans les groupes ou factions internes, mais surtout dans le rôle souverain des individus. L'accent mis sur l'horizontalité et l'assemblée est, par ailleurs, le résultat du fait que chacun des individus peut agir

de manière autonome et c'est justement cette diversité d'individus qui se doit se respecter par le biais du consensus et du travail des porte-paroles.

3.5. Déconcentration et individu

Ce chapitre a eu pour objectif de décrire la mobilisation sociale de la période étudiée, son répertoire tactique, ses participants, ses motivations, ses objectifs et ses formes d'organisation. Cependant, derrière lui et au moyen de cette description, un autre objectif sous-jacent cherchait à démontrer comment la déconcentration et la pluralisation que nous avons abordée dans le deuxième chapitre de cette première partie se manifestent de manière concrète dans les formes actuelles de mobilisation et comment elle installe un décalage entre les nouvelles formes de protestation et le système politique traditionnel. Un décalage qui pourtant n'est pas nouveau : son existence est constatée depuis la moitié du XX^{e} siècle, il s'accentue pendant la dictature, il couve durant la période de redémocratisation pour ensuite exploser pendant cette dernière période de mobilisation. Par conséquent, même si la dictature est essentielle pour comprendre la protestation de nos jours, une perspective historique longue démontre que les origines de ce processus datent de bien avant. Plusieurs chercheurs considèrent qu'un facteur clé de ces mobilisations relève du fait qu'elles soient menées par une nouvelle génération née en démocratie sans la peur de la dictature (Cummings, 2015; Donoso, 2013a; Gómez Leyton, 2006). Cet aspect ressort aussi des entretiens effectués lors de cette recherche. Pour autant, mis dans une perspective plus vaste, cet argument ne considère pas, d'une part, que le décalage entre la politique traditionnelle et ces nouvelles formes d'organisation recommence déjà à la moitié du XX^{e} siècle ; d'autre part, qu'une grande partie des nouvelles formes d'organisation étaient déjà en train de se mettre en place au début de la post-dictature.

Par ailleurs, ces transformations de la protestation ne sont pas une caractéristique exclusive des mouvements sociaux, étant davantage l'expression sociale du point où cette *éthique* suscite des conflits au niveau politique. Ces principes sont donc, bien évidemment, déjà présents dans le social et ils ne sont pas étrangers aux transformations qui ont accompagné l'émergence de ces mouvements. Deux éléments permettent de confirmer ces idées : ce que j'appelle *la décentralisation de l'expérience sociale* et *l'horizontalisation des liens sociaux* dans le pays. Bien que le rôle de l'individu à l'intérieur de la mobilisation demeure sous la forme d'hypothèse, ces deux éléments permettront d'avancer dans cette direction.

La Décentralisation de l'expérience sociale n'est certes pas une idée nouvelle. C'est la conséquence

partielle de la déstructuration de la *matrice nationale-populaire*, laquelle a défini la réalité sociale pendant une grande partie du XX^{e} siècle. En reprenant une citation de Garretón :

> *« Dans cette conception, avec toutes ses variantes et en reconnaissant leurs différences et leurs complexités, les acteurs sociaux sont définis à l'extérieur d'eux-mêmes et de leurs interactions [et] en dehors du contexte historique créé par eux. Ainsi, les acteurs sont porteurs d'un rôle ou d'une mission historique auxquels ils doivent s'adapter, à savoir, ils sont des "agents" davantage que des acteurs, auxquels quelqu'un, que ce soit le scientifique devenu idéologue ou le parti, est amené à "leur lire" ou à leur dire leur mission »* (2001, p. 10).

Dans ce cas, le point central est que *« les acteurs sociaux sont définis à l'extérieur d'eux-mêmes et de leurs interactions* [et] *en dehors du contexte historique créé par eux »,* particulièrement à partir des grandes structures sociétales. L'individu hétéro-déterminé est devenu ainsi un « agent » de la pensée d'une autre entité, laquelle l'a situé identitairement à partir de sa position sociale (la classe), de son rôle politique (gauche - droite), de sa condition productive (employé - patron), etc. Comme je l'ai souligné ci-dessus, l'effondrement de ce modèle de société commence bien avant la dictature. Nous avons vu que, au contraire, l'autodétermination est l'une des caractéristiques de la mobilisation actuelle. Ainsi, lors de la crise de cette matrice, l'accent est mis en premier lieu sur l'autodétermination des groupes mobilisés et en deuxième lieu, des individus eux-mêmes. La désarticulation de l'insistance concentrique et agglutinante de la politique au XX^{e} siècle (Mascareño, 1988) vient accompagnée de la décentralisation de la sphère sociale et de l'expérience socio-individuelle, laquelle repose désormais sur l'affirmation de la singularité individuelle (Martuccelli, 2010b). En conséquence, la société devient de plus en plus décentrée et l'expérience individuelle acquière en elle-même, une valeur non négligeable. La déstructuration et la décentralisation sont deux processus en interaction. Autrement dit, le sujet social n'est pas uniquement un produit, il est un constructeur de cette nouvelle réalité (Melucci, 1996). Une idée déjà présente chez Thompson (1963), lorsqu'il souligne que le mouvement ouvrier anglais n'est pas seulement une conséquence de la révolution industrielle, mais aussi un constructeur de sa propre réalité. Ainsi, il faut tenir compte aussi bien de ce qui est détruit que de ce qui est en train de se construire au cours de ce processus.

L'horizontalisation des liens sociaux ne s'explique qu'à partir de ses liens avec le principe précédent. En effet, en termes uniquement théoriques, la décentralisation de l'expérience sociale a pour conséquence qu'aucune expérience n'est au-dessus d'une autre, les liens sociaux devenant nécessairement horizontaux. Un processus qui, dans le cas chilien, correspondrait d'après Araujo et

Martuccelli (2012), à une deuxième phase de la démocratisation du lien social, laquelle aurait commencé au milieu du XX^{e} siècle avec une demande d'égalité sociale et qui, après la dictature, aurait basculé vers une exigence d'horizontalisation. Si la demande d'égalité de la première phase a été principalement adressée aux institutions de l'État, la deuxième phase, née au moment du déclin de celles-ci, s'appuie davantage sur les interactions quotidiennes : « *l'égalité, après avoir pénétré la vie sociale, se traduit par une réclamation répandue d'horizontalité* » (Araujo & Martuccelli, 2012, p. 93). La famille en est un bon exemple. En effet, d'après ces auteurs, les rapports entre les enfants et leurs parents commencent à s'horizontaliser, en abandonnant progressivement les interactions traditionnelles de subordination. L'horizontalisation devient ainsi une exigence de la société en tant que telle.

Tant la décentralisation de l'expérience sociale que l'horizontalisation ne sont pas des tendances absolues ni des réalités figées. Au contraire, comme nous le verrons plus tard, cette éthique se manifeste ici par une tension quasi permanente entre deux pôles : « *centralisation/décentralisation* » et *« verticalité/horizontalité »*. Ceci a pour résultat une diversité d'expériences de mobilisation qui vont de la tendance à la centralité institutionnelle aux formes privilégiant les organisations dynamiques. De surcroît, ces deux exigences sociales ne sont pas les seules transformations que construit cette éthique sociale. Elles en sont les plus évidentes, et fonctionnent comme de grands phénomènes axiaux qui permettent de mettre en relation l'éthique que nous avons observée dans les actuelles mobilisations sociales du Chili et celle prédominante au niveau social. Ces analyses démontrent que la particularité de la mobilisation sociale actuelle ne réside pas uniquement dans sa nature auto-construite, elle découle aussi du fait que même si ses demandes sociales se posent en termes politiques, elles dépassent largement cette dimension.

Ces deux exigences ont donc pour conséquence logique la revendication de l'individu au sein de la société. Autrement dit, dans la mesure où chaque expérience est individuelle, celle-ci n'est peut-être que l'expression de l'affirmation de l'individu à l'intérieur de la société. Comme je l'ai expliqué plus haut, étant donné qu'aucune expérience ne prévaut sur les autres, les relations sont nécessairement horizontales. Nous avons vu, au moins de manière hypothétique, que les deux principes sont présents aussi bien dans la diversité de répertoires, de demandes, de motivations, que dans les formes organisationnelles qui se sont développées tout au long de cette période. Tout ceci laisse penser que le rôle de l'individu dans la participation politique soit crucial, contrairement à la tendance répandue à opposer ces deux éléments. En effet, plus qu'ébranler l'individualisme croissant des années 1990, la mobilisation semble avoir construit un type de protestation qui

respecte cette exigence de singularité et d'horizontalité.

Cette hypothèse a pourtant encore besoin d'être prouvée et ses arguments devraient être développés davantage. Pour ce faire, nous devons garder une certaine distance par rapport à l'histoire longue et aux répertoires tactiques afin de, dans un second moment, mettre l'accent sur les indices que nous avons trouvés ici, c'est-à-dire sur le rôle incontournable des principes normatifs dans la mobilisation et sur la manière dont les modes organisationnels portent ces principes. Ainsi, à partir de l'observation détaillée de ces principes organisationnels, nous pouvons justifier l'argument selon lequel la nature de la mobilisation actuelle relève de l'importance de l'individu dans la société contemporaine. Cette démarche fera l'objet de la deuxième partie de cette thèse consacrée à la description des deux groupes mobilisés à présent, avec une emphase particulière sur leurs formes d'organisation. Mais avant d'y arriver, je ferai un détour pour aborder la violence à l'intérieur de la protestation à partir d'une perspective comparative et historique, ce qui me permettra de confirmer certains des éléments expliqués ci-dessus.

Chapitre 4 : La violence politico-populaire : vingt ans après

El orden social se mantiene en Chile por el peso de la noche y porque no tenemos hombres sutiles, hábiles y cosquillosos: la tendencia casi general de la masa al reposo es la garantía de la tranquilidad pública"[90], *Diego Portales, 1822*

Dans la présentation du livre de Gabriel Salazar sur la violence politico-populaire entre les années 1947-1987, Tironi a remarqué qu'aucune étude sur la prédisposition à la violence contestataire au Chili n'avait été réalisée depuis 1976 (2006b). En effet, vers la fin de la dictature, l'ONG « SUR », en essayant d'anticiper des scènes de conflit pendant le processus de transition, avait réalisé une recherche financée par la Fondation Ford, où la partie historique correspondait au livre de Salazar. À partir de cette date, il n'existe pas des recherches qui abordent cette thématique depuis l'angle de l'analyse des événements protestataires . Le conflit social était, certes, l'objet de recherches spécifiques : les grèves, les mobilisations, les protestations, etc., mais pas la violence sociale présente dans ces conflits. La recherche était intéressée par d'autres formes de violence : la violence de l'État, la violence dans le football, la violence de la délinquance, la violence à l'intérieur de la famille, etc. ; mais la violence contestataire subissait et subit toujours un voile d'indifférence. Cela peut être expliqué par deux éléments :

1. En premier lieu, à cause des limites diffuses entre cette violence et les actions de contestation, pour lesquelles l'analyse de la violence est réalisée à partir des théories de l'action collective et des mouvements sociaux. Pour Tilly par exemple, cette difficulté correspond paradoxalement à l'une des caractéristiques distinctives de la violence collective occidentale :

   « En premier lieu, la plupart des violences collectives -entendues comme des interactions qui produisent des dommages directs aux personnes et aux objets- dérive des actions qui ne sont pas intrinsèquement violentes,

[90] « *L'ordre social est maintenu au Chili par le poids de la nuit et parce que nous n'avons pas d'hommes subtils, habiles et chatouilleux : la tendance presque générale de la masse au repos est la garantie de la paix publique* » Diego Portales a été un ministre du Gouvernement de José Joaquín Prieto (1931-1941) et il est considéré, le pilier de l'organisation d'État à l'aube de la République du Chili

et qui sont fondamentalement similaires au nombre beaucoup plus grand d'actions collectives qui se produisent sans violence durant les mêmes périodes » (1978a, p. 141).

La violence est généralement réalisée par de petits groupes de manifestants et pendant certains moments déterminés de l'action contestataire, ce qui augmente les difficultés de délimitation. En même temps, sa définition dépend de la particularité des impliqués et de la relation d'opposition entre eux. Ainsi, la violence contestataire ne semble pas se constituer comme un sujet en soi. La plupart des manifestations de violence, par exemple celles qui apparaissent dans la recherche de Salazar, ne sont pas des actions de violence pures, mais des formes dérivées d'autres actes de contestation (2006b). La particularité de la violence comme phénomène social est diluée dans son caractère instrumental : elle acquiert du sens au fur et à mesure qu'elle est au service d'autres fins.

2. En deuxième lieu, l'absence d'études concernant ce type de violence au Chili participe sans doute à donner l'idée que le Chili est un pays stable, avec une longue tradition démocratique, une forte institutionnalisation et des périodes relativement brèves d'anarchie en comparaison à d'autres pays latino-américains (Morales, 2010; A. Valenzuela & Valenzuela, 1983). En 1965, le Chili était considéré par exemple l'un des pays les plus démocratiques du monde et un modèle de démocratie pour un pays sous-développé (Bollen, 1980). Cette vision se maintient après le processus de transition et malgré les années de dictature, laquelle est vue comme un hiatus autoritaire dans un contexte beaucoup plus ample de continuité démocratique (Vergara-Estévez, 1990). Cette perception de stabilité et de paix sociale est fortifiée par le taux d'homicides et de délinquance le plus bas de la région (UNODC, 2014). Paradoxalement, à l'époque où le pays était considéré comme l'un des pays les plus stables, la violence contestataire a vécu un essor important, faisant preuve que le chemin de la violence politique est différent de celui d'autres formes de conflit social (Duff, McCamant, & Morales, 1976; Salazar, 2006b; Tironi, 2006).

   La violence contestataire reste donc reléguée au « poids de la nuit » c'est-à-dire à l'idée que tout conflit et tension au Chili tombent dans l'oubli et la passivité (Jocelyn-Holt, 1997). Pendant que la société reste apparemment inoculée contre son effet et se montre épouvantée par ses manifestations exceptionnelles et épisodiques, la violence agirait hors du social, c'est-à-dire comme un « extérieur », une exception ou un accident qui répond plutôt aux causes individuelles ou aux besoins du moment. La répression de la dictature a contribué à

cette image, en devenant socialement la représentante exclusive de la violence pour le pays, le *sanctum sanctorum* de celle-ci pendant les 30 dernières années.

Cependant, certains refusent ce récit d'explosions violentes épisodiques sur un fond de stabilité politique. Au contraire, ils décrivent une scène inverse où les périodes de stabilité émergent sur un fond d'éruptions de violence sociale tout au long de l'histoire du pays (Salazar, 2006b). Particulièrement représenté par des historiens appartenant à la tradition de la nouvelle histoire sociale du Chili, ce point de vue met en avant l'idée que cet oubli du conflit, notamment de la violence contestataire, de l'insurrection, de la révolte ou de l'émeute, n'est qu'un symptôme d'un oubli beaucoup plus grand, profond et enraciné depuis l'origine de l'histoire de notre pays. Autrement dit, l'oubli du secteur le plus important de la population : le « peuple d'en bas ». Celui-ci n'a jamais été considéré comme un acteur éminent et ses actions ont été interprétées comme une source permanente de chaos et d'insubordination[91] (Garcés, 2004; Goicovic, 2000, 2002, 2005b, Sergio Grez, 2000, 2007b; Illanes, 2007; Salazar, 2006b). Bien que l'ordre social et le politique aient été une préoccupation importante en Europe au cours du XIXe siècle, il a existé la conviction que le social possédait un principe d'organisation propre; au contraire, en Amérique latine, ce principe a toujours été mis en doute par les élites, qui ont craint son débordement en permanence (Pécaut, 2001):

> *« Les représentations du social vont de pair avec l'angoisse de l'irruption d'un "dehors" qui ne se prêterait pas à un processus de socialisation. Tel était le sens du thème de la "barbarie". Le terme a certes cessé d'avoir cours. Mais il est moins évident qu'ait disparu la hantise qui le recouvrait : qu'un défaut ou un excès soit consubstantiel au social et que ce dernier soit de la sorte privé de tout principe d'unité interne »* (Pécaut, 2001, p. 11).

Ce n'est pas seulement la violence contestataire qui devient étrangère à la société, mais aussi le social lui-même. Celui-ci est perçu comme incompréhensible et incapable d'établir un ordre en soi et ainsi susceptible d'emportements et d'excès : *« la violence renvoie avant tout* -dit Pécaut-, *à cela, dans le social, qui apparaît dans chaque moment constitué comme "extérieur" »* (2001, p.25). En conséquence, la violence et le social sont homologues puisque les deux notions font référence à un espace d'incertitude et d'impulsivité auquel un ordre dicté depuis le haut doit s'imposer tel le *Léviathan* de Hobbes. Comme le dit Pécaut, l'ordre et la violence [le social], apparaissent comme deux forces antagonistes dans la société latino-américaine (2001).

[91] Cf. Chapitre 2.

L'histoire « officielle » est donc l'histoire des « civilisés », et l'histoire de leurs efforts afin d'apprivoiser une barbarie souvent hors de contrôle. La nouvelle histoire sociale du Chili, et d'ailleurs, préfère au contraire suivre les traces des efforts de cette « barbarie » afin de confronter l'ordre établi, dont la violence occupe une place importante. Certes, cette approche n'est pas le seul chemin à suivre, mais la violence contestataire a un avantage important : elle a laissé des traces plus indélébiles qu'il est possible de reconstruire à partir des registres judiciaires et des médias. Ce chapitre bénéficie en effet, de l'obstination de ces faits pour rester dans la mémoire, en dépit de l'oubli que le « social » a subi au sein de l'histoire « officielle ».

Cependant, malgré l'existence d'un groupe d'historiens qui a concentré ses efforts à reconstruire cette histoire, la plupart de ces recherches se concentrent sur la période de la dictature et sur la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle (Sergio Grez, 2000; Salazar, 2000). Ainsi, la violence contestataire de la période postérieure à la dictature reste dans l'ombre malgré les efforts de ces recherches. Afin de remplir ce vide, ce chapitre a deux objectifs : d'une part, décrire la violence contestataire à Santiago du Chili pendant la période à l'étude (2006-2012) et d'autre part, faire une comparaison historique de ces événements. En effet, l'historien Gabriel Salazar a réalisé une recherche similaire qui considère la période 1947-1987, sur la base exclusive de faits de violence politico-populaires (2006b). Depuis le début de cette étude, l'un des objectifs a été la comparaison avec les données de Salazar, donc, la base de données a été construite exprès afin d'incorporer les variables de la recherche historique originale.

Cependant, comme dans tout type d'étude comparative, il y a des problèmes de comparaison méthodologiques et théoriques. D'un point de vue méthodologique, Salazar a principalement utilisé des journaux et des publications hebdomadaires en papier (2 journaux et une publication hebdomadaire pour chaque événement), en essayant d'avoir (pas toujours) l'un de droite, l'un de gauche et l'un du centre politique. Dans le cas de ma recherche, j'en ai utilisé trois : un journal en papier et deux numériques (l'un considéré de droite, l'un de gauche et l'un, plus neutre)[92] et d'autres sources[93]. Comme expliqué précédemment, un site numérique n'a pas les limites physiques des éditions à papier et en conséquence, il peut incorporer toutes les nouvelles possibles au fur et à

[92] J'ai particulièrement révisé, comme susmentionné, les faits de violence à partir du site web de nouvelles *« www.emol.com »*, le journal *« el Mercurio »* et le site web de nouvelles de *« Radio Cooperativa »*. Bien que les deux premiers journaux aient le même propriétaire, ils ont des lignes éditoriales différentes. *« El Mercurio »* étant clairement de droite, glisse souvent des opinions ou des adjectifs à l'intérieur des nouvelles qui reflètent la pensée de ce secteur politique. Le site « *Emol* », en revanche, étant un site numérique, fait apparaître les nouvelles au fur et à mesure qu'elles sont connues et par conséquent, elles ont une moindre influence du filtre d'édition que des journaux en papier. En effet, l'information fût complètement exacte dans le deux *médias* seulement dans un pourcentage inférieur de nouvelles et la quantité des nouvelles fût largement supérieur sur les sites web.

[93] Voir l'annexe 3.

mesure qu'elles apparaissent. J'ai donc trouvé en moyenne une quantité plus importante des faits de violence contestataire au cours de la période 2006-2012 que pendant la période à l'étude de Salazar, même en comparaison à la période de l'unité populaire 1971-1973. De plus, ma base de données est désagrégée. En d'autres termes, j'ai considéré chaque événement de façon individuelle s'il était situé à différents emplacements, même s'il était motivé par une raison similaire. En revanche, Salazar a agrégé en une seule catégorie plusieurs événements situés dans différents secteurs de la ville. C'est le cas notamment des « journées de protestations ».

Tableau 25: Fréquence des Faits de Violence sociale par Cycle présidentiel (1947-1987 y 2006-2012)

Cycle présidentiel	Fréquence de VPP	Moyen annuel de VPP
1947-52: Gabriel González Videla (GGV)	75	12,5
1953-58: Carlos Ibañez del Campo (CIC)	54	10,6
1959-64: Jorge Alessandri Rodriguez (JAR)	112	18,6
1965-70: Eduardo Frei Montalva (EFM)	189	31,5
1971-73: Salvador Allende Gossens (SAG)	189	63,0
1974-79: Augusto Pinochet Ugarte (APU)	105	17,5
1980-85: Augusto Pinochet Ugarte (APU)	246	41,0
1986-87: Augusto Pinochet Ugarte (APU)	97	48,5
2006-09 : Michelle Bachelet (MBJ)	**549 (282)**	**137 (70,5)**
2010-12 : Sebastian Piñera (SPE)	**472 (230)**	**157 (76 ,6)**

Source *: Élaboré à partir de Salazar, 2006b et des bases de données désagrégées et agrégées 2006-2012*

Afin de limiter les problèmes de comparaison, j'ai créé premièrement deux bases de données. L'une désagrégée et une autre agrégée comme celle de Salazar[94]. Pour la comparaison avec Salazar, je vais utiliser cette dernière, mais lorsque je fais une analyse spécifique de la période, je vais plutôt me référer à la première. Dans le cas de la base de données agrégée, pour créer les variables d'agrégation j'ai fait appel aux critères statistiques, obtenant pour résultat quatre catégories d'agrégation, qui n'existent pas chez Salazar, à l'exception des journées de protestation :

[94] Regrouper les événements protestataires associés est une erreur de mon point de vue. Cela impliquerait de mettre au même niveau une journée de protestation de trente événements différents et une petite manifestation isolée de dix participants. C'est une erreur de type logique, à savoir, qui confond la catégorie avec l'unité. Il ne faut pas confondre une vague de mobilisation, une journée de protestation et un événement. Afin de contourner ce problème, j'ai utilisé les événements individuels comme unité d'analyse principale pour la base de données désagrégée et j'ai utilisé cette base de données dans cette thèse sauf dans ce chapitre où j'utilise les deux versions.

- Événements multiples simples. Entre trois et quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Un événement multiple peut compter également des occupations illégales des immeubles (espace fermé), mais dans une quantité minoritaire.
- Journées de protestation. Plus de quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. C'est le cas notamment des journées de commémoration (voir page 133).
- Occupations multiples simples. Entre trois et neuf événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Les occupations multiples peuvent inclure un autre type d'événement, mais la majorité doit consister en des occupations.
- Vagues d'occupations. Plus des dix événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et dans une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Ces vagues peuvent également inclure un autre type d'événement.

Tableau 26: Résumé d'événements multiples

Type d'événement multiple	Fréquence	Fréquence d'épisodes multiples violents	Moyenne d'événements par épisode multiple	Quantité d'événements individuels par type d'événement multiple
Journées de protestation	17	17	27,35	465
Événements multiples	57	50	6,25	356
Vagues d'occupations	12	12	39,17	470
Occupations multiples	14	8	5,07	71
Total	100	87	13,62	1362

Source : Base données désagrégées 2006-2012

Ainsi, la quantité d'événements multiples a atteint 100 épisodes qui correspondent à l'agrégation de 1326 événements individuels. Tous les épisodes multiples ne sont pas violents. Parmi eux, 87 % ont eu au moins un épisode de violence. En effet, il suffisait qu'au cours d'un seul événement à l'intérieur d'un épisode multiple, un acte de violence fût exercé pour classifier l'épisode multiple comme violent dans les trois catégories suivantes : violence isolée, généralisée ou acte

complètement violent[95]. Avec cette agrégation, la quantité d'événements où la violence a été exercée pendant la période est de 512. Cela donne une moyenne annuelle de 70,6 épisodes de violence durant le gouvernement de Bachelet (2006-2009) et de 76,6 durant le gouvernement de Piñera (2010- 2012, voir tableau 25).

Par ailleurs, un facteur non considéré dans l'étude de Salazar est la croissance de la population à Santiago. En effet en 1940, la province de Santiago comptait 1.216.717 habitants et en 2012 la région métropolitaine 7.007.620 (voir tableau 4 à la page 70). La relation entre population et faits de violence dans la capitale est linéaire[96]. Ainsi, la quantité d'événements protestataires s'explique également par l'augmentation de la population à Santiago. Afin de comparer les données de Salazar entre 1947-1987 et celles de 2006-2012 j'ai donc corrigé les faits annuels de violence sociale pour la population de la capitale, en créant un taux de faits de violence pour 100 000 habitants. Ainsi, dans la plupart des cas, je vais plutôt comparer les pourcentages ou les proportions que les données brutes.

Salazar n'utilise pas une définition précise de violence et semble, en fait, l'éviter :

> *« Il faut remarquer que la violence politico-populaire (VPP) est un phénomène complexe, changeant, ayant des forces et des significations diverses. Sa définition opératoire doit être - si elle se veut historique et non éthique- nécessairement large. Le réseau de relations d'où elle provient a été vaste et d'une trame trop complexe pour la comprendre unilatéralement à partir de définitions simples et d'un marketing rapide. Certainement, la VPP n'est pas un exercice de violence physique pure contre les personnes ou la propriété sous un prétexte politique insignifiant, mais plutôt l'exercice procédural d'une variable pouvoir historico-populaire contre les limites et les structures établies par le système (libre-échangiste) qui a été prédominant au Chili » (2006b, p. 112).*

Dans la description méthodologique, il explique que les unités d'analyse sont les « *faits de violence enregistrés publiquement dont plusieurs acteurs ont fait partie* » ; mais il n'explique pas comment il définit « fait de violence » (2006b, p. 328). Bien que depuis son point de vue théorique ceci puisse

[95] Chaque événement individuel avait été classifié comme « non-violent », « violence isolée », « généralisée » ou « acte complètement violent ». Cette classification a été faite à partir de l'importance et de la place de la violence au sein de l'épisode et non pas en fonction de son degré ou de sa magnitude. La catégorie *violence isolée* correspond aux faits dont la violence est exercée par un groupe minoritaire de manifestants et pendant une période courte de temps de l'événement. La catégorie *violence généralisée* correspond aux événements dont la violence est exercée par la majorité, mais pas tous les manifestants et pendant une grande partie de la manifestation. Quant à *l'acte complètement violent*, il est un événement dont la violence est la caractéristique principale. C'est notamment le cas des attentats à la bombe. Étant donné que cette catégorisation est ordinale, la classification de chaque épisode multiple est la moyenne de l'ensemble des valeurs des événements individuels.

[96] Sur la base d'une régression linéaire entre population à Santiago par an (1947-1987, 2006-2012) et faits de protestation violente ($R^2 = 0.6154$, $F= 76.21$, $p < 0,01$).

être correct, le manque d'une définition précise suppose un gros problème pour une comparaison. Donc, je dois présumer que, étant donné que nous avons utilisé des sources de données similaires, les données sont comparables. Cependant, ce manque de définition globale est compensé avec des définitions plus ou moins précises des différents types d'événements (marche, manifestation, affrontements, etc.). À partir de cette liste, j'ai défini une liste d'événements à considérer dans cette étude, à laquelle j'ai ajouté une liste de nouveaux types d'événements qui n'existait pas à ce moment-là (voir Annexe 5).

Concernant la définition globale de la violence, j'ai utilisé la proposition de Tilly. Pour Tilly toute définition de violence est arbitraire à partir de certains points de vue et discutable à partir d'autres et définie conformément à la réalité politique du moment (1978a). Selon lui, il existe trois définitions :

1. *Une définition étroite* : toutes les actions de force qui sont défendues par la réglementation en vigueur.
2. *Une définition intermédiaire.*
3. *Une définition ample :* toute violation des *droits humains*

Une *définition étroite* est limitée d'une part, parce qu'elle est circonscrite aux codes culturels et légaux déterminés (et certes, historiques), ce qui limite la capacité à comparer et d'autre part, elle ouvre le débat sur les capacités des autorités à borner le problème auprès d'autres instances sociales. Pour sa part, la *définition ample* peut s'appliquer à n'importe quel phénomène social, en faisant une étude systématique impossible. Ainsi Tilly préfère une définition intermédiaire, à savoir « *n'importe quelle interaction observable au cours de laquelle des personnes ou des objets sont appréhendés ou un dommage leur est causé malgré leur résistance* » (1978a, p. 178). Ces interactions observables doivent inclure une confrontation d'intérêts et en conséquence, ce sont des faits interactionnels. La définition exclut donc n'importe quelle action d'autodestruction, les cérémonies rituelles ou les dommages où les parties sont consentantes. En résumé, les unités d'analyse de ce chapitre correspondent à :

> *Toutes les manifestations d'action conflictuelle, contentieuse et d'un caractère violent, conduites par un acteur collectif contre un adversaire où l'action violente est comprise comme n'importe quelle interaction observable au cours de laquelle des personnes ou des objets sont appréhendés ou un dommage leur est causé malgré leur résistance.*

Afin de contextualiser les idées de Salazar, je vais présenter ensuite le modèle théorique qu'il a développé à partir de son étude. Puis, je présenterai les résultats de la comparaison ainsi que la

description des faits de violence pendant la période. Le chapitre finira avec une brève conclusion par rapport à la violence contestataire au Chili.

4.1. Cycles de violence politico-populaires.

Salazar explique que tout au long de l'histoire républicaine, le pays a vécu une série de déchirements sociaux concernant lesquels deux visions ou épistémologies prédominantes se sont opposées (2006b) :

a) Une constellation « G », laquelle est a-historique, unificatrice et générale et qui a eu la tendance à voir le Chili comme une totalité sans discontinuité et à imposer son point de vue depuis en haut. D'après Salazar, cette vision, souvent associée au leadership politique traditionnel, a monopolisé les idées sur le devenir historique du pays ainsi que le contrôle de l'État, en mettant en avant la stabilité du système politique et de l'institutionnalisation du pays plutôt que la réponse aux demandes sociales. En tant que vision totale, ce courant ne tolère pas la concurrence idéologique et ainsi, d'une façon ou d'une autre, elle a empêché systématiquement la formalisation réelle d'autres projets historiques, qui demeurent en conséquence dans un contexte marginalisé. Ces idées ont été « *conçues, internalisées et préservées, comme totalités homogènes, indivisibles, uniques et inaltérables. C'est-à-dire que l'on a requis que les citoyens acceptent ces idées, en pratique, comme si elles fussent des structures a-historiques permanentes, à la façon des idées platoniciennes* » (Salazar, 2006b, p. 34).

b) La constellation « P » au contraire est historique et représente la discontinuité. Elle est également « *celle qui se situe de préférence dans les particularités concrètes de la société chilienne, dans sa diversité intérieure et dans les mouvements sociaux spécifiques qui mettent en joue sa modernisation et sa transformation dans le temps* » (Salazar, 2006b, p. 31). À la différence du courant a-historique, le représentant historique le plus proche de cette constellation a été le « *peuple d'en bas* », lequel malgré sa diversité, est perçu par « G » comme ayant une identité structurelle économique, sociale et culturelle inaltérable qui le rend incapable de passer vers « G ».

Les deux courants se sont confrontés tout au long de l'histoire du pays. Si la constellation « G » a persisté à promouvoir l'inaltérabilité de la réalité sociale chilienne, la constellation « P » a insisté de son côté pour transformer cette identité structurelle imposée. Ainsi, de temps à autre, le

« peuple d'en bas » essaye de briser ces verrous « a-historiques », au travers des éclatements de violence politico-populaire. Ces éclatements ont commencé au début du XIXe siècle en suivant, d'après Salazar, le modèle des révoltes indigènes pendant la colonie. En revanche, le « courant a-historique » (G) a fait prévaloir sa position au travers de la violence institutionnelle afin de favoriser la stabilité institutionnelle du système politique et économique. Cette violence a souvent été exercée par l'armée et s'est achevé avec la refondation constitutionnelle de l'État et l'approfondissement du libre-échange économique : « *Ceci fait supposer que la stabilité a été réduite au durcissement d'un système déterminé de domination qui a été efficace dans le plan politique de la gouvernance, mais non pas dans le développement des projets historiques latents de la société* » (Salazar, 2006b, p. 79). Ainsi, « *le mythe de la stabilité politique du Chili* » selon Salazar n'a été que « *des cycles ou des moments de stabilité équilibrés sur le fond d'une instabilité fondamentale à long terme* » (2006b, p. 69) où *« les mêmes forces qui ont soutenu le système politique national dans une stabilité sont, à la fois, celles qui ont poussé aux mouvements sociaux majoritaires contre l'État* » (2006b, p. 79).

Les cycles ne correspondent pas exclusivement aux courtes périodes des éclatements historicistes du *« peuple d'en bas »*, mais à une période beaucoup plus large d'environ une vingtaine ou une trentaine d'années, pendant laquelle les violences politiques contre l'État sont conçues, développées et neutralisées. Trois acteurs prédominent dans ces actions :

1. Les *groupes hégémoniques* qui exercent la violence libre-échangiste (VLC). Cette violence est comparativement courte par rapport à l'ensemble des actions.
2. Les masses populaires qui réalisent par corrélat la violence politico-populaire (VPP)
3. Les *groupes issus de la classe moyenne (VND)* qui s'associent à l'une ou l'autre faction dépendamment de la phase du cycle. Salazar associe ces groupes aux anarchistes dans la période 1908-28 et aux groupes *« desarrollistas »* et marxistes dans la période 1936-1973. Lorsque ces groupes se sont détachés d'un pacte national, la VPP a eu la tendance à être renforcée et politisée.

Le tableau 27 montre les sept cycles que Salazar identifie entre les années 1750 et 1990 et la participation de chaque acteur décrits ci-dessus. Dans chacun de ces cycles, Salazar observe un schéma : suite à une nouvelle crise de VPP, un acte d'imposition de l'État par le groupe

hégémonique (une nouvelle constitution par exemple) est mis en œuvre. Cet acte d'imposition est souvent associé à la légitimation de la domination et l'approfondissement du libre-échangisme. Les groupes associés à la classe moyenne négocient avec le groupe dominant et les masses populaires ont une tendance à s'enfermer dans le contexte de leur propre culture (introversion). Selon Salazar, le mouvement populaire résiste de manière permanente pendant cette période initiale, notamment au travers de la délinquance et de l'insurrection ponctuelle, lesquelles sont pourtant facilement réprimées. Entre un acte constitutionnel et l'autre, la pression sur les groupes populaires diminue dû probablement aux conflits internes de la classe politique. Lorsque les groupes moyens se désaccouplent du groupe hégémonique, les politiciens sont absorbés par les luttes intestines et la fragmentation politique, laissant la place à un desserrement de l'exercice de domination. Souvent, une crise économique oblige le mouvement populaire à sortir de l'introversion et à se déplacer vers l'extraversion de ses demandes. Une nouvelle crise de VPP est déclenchée, qui est accompagnée au début par les partis d'opposition (VND). La crise est politisée et s'adresse désormais à l'État et au libre-échangisme. La crise finit avec l'irruption violente de l'armée et l'ensemble retourne à son état originel (VLC). Les groupes d'opposition font un pacte avec le groupe hégémonique, le mouvement populaire retourne à l'introversion et un nouvel acte d'imposition de l'État est mis en place (nouvelle constitution). Le cycle est complet.

Tableau 27: Cycles de Violence Politico-Populaire

	I	II	III	IV	V	VI	VII
	1750-1832	1836-1860	1865-1891	1896-1907	1908-1934	1943-1973	1978-1990
VPP	+++++++	+++++	++++++	+++++++	+++++	+++++	+++++
VND	+++	+++	+++++	+++	++++	+++	+++
VLC	++	++		++	++	+	+++++

Source : Salazar, 2006b

Bien que la perspective de Salazar soit importante afin de comprendre les régularités historiques de la violence politico-populaire, elle donne l'occasion à son tour de disputer avec lui la pertinence de ses idées dans le Chili contemporaine. Est-ce que ces catégories d'analyse sont appropriées pour interpréter cette nouvelle vague de contestation ? L'étude de Salazar reflète l'organisation et la pensée sociales avant le retour à la démocratie : une réalité polarisée, synthétisée dans une lutte de classes inaltérable au travers du temps, laquelle a soutenu finalement la création d'un « sujet

déterminé » et limité à son rôle. Cependant, même si ce modèle est considéré comme pertinent pour expliquer l'évolution de la mobilisation sociale pendant le XXe siècle, tant la dualité « courant a-historique/historique » que les acteurs impliqués dans ces actions ont subi des évolutions fondamentales au cours de ces années. Quelle influence a eu par exemple le processus de déclientelisation, que Salazar situe au début de la deuxième moitié du XXe siècle, sur la relation entre les deux courants ? Est-ce que l'autonomie et la déconcentration progressive des mouvements sociaux ont changé l'évolution des cycles de VPP ? Est-ce que la dictature, en mettant en œuvre une restauration de l'institutionnalisme libérale, n'a pas finalement favorisé également la distance entre la politique traditionnelle et la mobilisation sociale (une distance qui naît cependant au-delà de la même dictature) ? Est-ce que finalement, l'éthique de la nouvelle contestation reflète plutôt une déclientelisation approfondie qu'un nouveau cycle de VPP ? Si cela est possible, l'hypothèse que je propose est que, même pendant la dictature, le processus de déclientelisation et déconcentration s'est approfondi dans la même mesure que la dualité décrite par Salazar a commencé son déclin. Cette déconcentration est donc le processus fondamental à comprendre. Même les données de Salazar reflètent ce changement.

4.2. L'évolution historique de la violence protestataire

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de faits de violence protestataire corrigée pour la population à Santiago. Cette correction permet d'observer cette violence à partir d'un nouvel angle. Afin de faciliter la lecture de ces graphiques, j'ai mis à l'arrière les acronymes des présidents[97] et une ligne verticale indiquant les périodes de chaque gouvernement. Comme il était prévisible, la période de l'Unité populaire (1970-73) apparaît comme la période la plus violente, étant l'année 1973, celle où le taux de violence protestataire est le plus élevé (2,43). Dans le chapitre 2, j'avais souligné la faible fréquence d'épisodes violents dans les deux premières périodes présidentielles, cependant une fois ces données corrigées, on voit en revanche que la période 1947-52, celle de 1959-64 et celle de 1965-70 se ressemblent sur le plan du taux de violence, malgré l'augmentation brute de celui-ci. Ainsi le taux de violence a une tendance à la diminution entre 1947 et 1959 et à partir de cette date, ce taux commence progressivement à augmenter jusqu'en 1973.

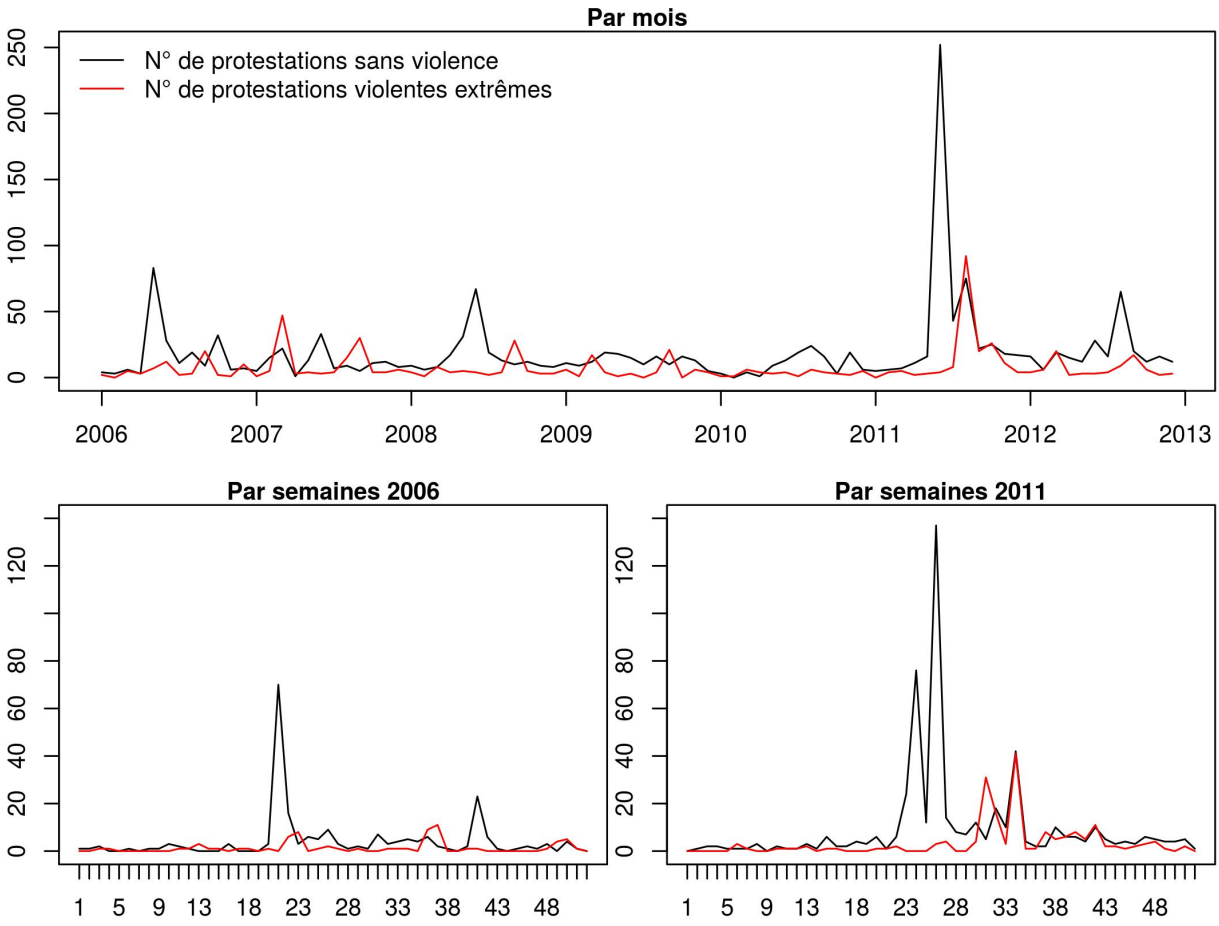
[97] GGV= Gabriel González Videla, CIC=Carlos Ibáñez del Campo, JAR=Jorge Alessandri Rodríguez, SAG=Salvador Allende Gossens, APU=Augusto Pinochet Ugarte, MBJ=Michelle Bachelet Jeria, SPE=Sebastián Piñera Echeñique.

Graphique 4: Taux de faits de violence pour 100 000 habitants 1947-1987, 2006-2012

Source : Élaboration personnelle à partir de Salazar, 2006b et base de données agrégée.

La période initiale de la dictature (1974-78) fait preuve de la plus grande diminution de violence protestataire de toute la période. Cela est tout à fait compréhensible compte tenu de l'énorme répression que les mouvements sociaux ont subie à ce moment-là. Par la suite, la dictature se divise en deux périodes. La première considère les années 1979-81 et la deuxième 1983-87. Bien que la deuxième période soit légèrement plus importante en ce qui concerne la violence protestataire, il est surprenant d'observer que la première période rivalise avec celle-ci, étant donné le fait que cette période correspond en effet à la revitalisation du mouvement populaire contre la dictature, notamment les années 1983-84. Ceci implique que la première période associée plutôt aux actions du MIR a aussi été une période de revitalisation de la protestation, malgré la moindre importance dont elle fait preuve dans la littérature.

Graphique 5: Comparaison d'épisodes sans violence et de violence extrême (2006-12)



Source : Base de donnée agrégée

La comparaison de taux permet également de souligner l'importance du dernier cycle de protestation par rapport à l'histoire de la violence sociale. En effet, la violence exercée au cours des années 2006-2012 est à la hauteur de la violence exercée pendant les deux périodes susmentionnées de la dictature (taux moyen 2006-12= 1,073 ; 1979-81=1,047 ; 1983-87=1,076). Nous verrons nonobstant ci-dessous que malgré cette ressemblance, le type de violence exercée change d'une période à l'autre. Les graphiques ci-dessus sont une comparaison entre les événements protestataires sans violence et ceux au cours desquels une violence extrême a été exercée. Rappelons que chaque événement a été classifié en raison de la place de la violence au sein de l'épisode : sans violence, violence isolée, violence généralisée et événement complètement violent[98]. Dans ce cas, j'ai fusionné les catégories « violence généralisée » et « événement complètement violent » pour construire la catégorie « violence extrême ». Le graphique en haut est

[98] Voir note 95 à la page 153.

l'agrégation d'événements par mois et les deux graphiques en bas sont une agrégation d'événements par semaines pendant les années 2006 et 2011.

En général, les événements ayant une violence extrême sont moins fréquents que les événements sans violence, cependant la relation entre les deux types de protestation n'est pas évidente[99]. Au contraire, ils semblent plutôt déphasés. Cela veut dire que la montée de violence n'est pas associée à la montée ou descente des événements sans violence, du moins au cours d'un même mois ou jour. En effet dans le graphique d'en haut, nous pouvons observer que l'évolution de faits de violence extrême suit un chemin qui lui est propre. Il existe une certaine saisonnalité à la fin du premier et troisième trimestre, qui s'associe aux journées de commémoration du 29 mars et du coup d'État de 1973 (cf. page 133). En revanche, cette saisonnalité est presque nulle durant 2010, à cause probablement du tremblement de terre de fin février. La distance entre violence et protestation pacifique est plus accentuée pendant les années 2007-2008. Pendant l'année 2007, il existe une augmentation de la violence au début de l'année. Le fait d'observer une telle augmentation de faits de violence pendant le premier trimestre n'est pas habituel, cependant cela s'explique pour le changement du système du transport à Santiago en 2007, qui a déclenché des protestations spontanées à différents emplacements de la capitale, à cause principalement de la mauvaise qualité du service et de la désinformation des usagers concernant ce changement. Quant à 2008, la violence diminue au fur et à mesure que la protestation pacifique augmente. C'est l'année de la réorganisation du mouvement des étudiants/élèves à cause de la nouvelle loi générale d'éducation.

Hors la commémoration, l'évolution de faits de violence sociale permet d'observer les processus de radicalisation des mouvements sociaux. En effet, en dépit de l'absence d'une relation à l'intérieur d'un même mois, nous pouvons observer que cette relation est plutôt décalée. Les mouvements sociaux de la période ne font pas appel à la violence au début de la contestation. Elle semble être au contraire une réponse tardive dépendante de la relation entre les demandes et les réponses, dans ce cas, de l'État. Pendant les années 2006, 2008, 2011 et 2012, l'augmentation subite de protestations est accompagnée au cours des prochaines semaines ou mois d'une augmentation de la violence. Les graphiques d'en bas sont des exemples de cette réponse décalée de la violence.

Dans le cas du cycle 2006 (« la révolution des pingouins »), l'augmentation la plus importante correspond à la journée de commémoration du coup d'État. Cependant, suite à l'explosion des manifestations du mois de mai, la violence voit aussi une légère augmentation le mois suivant. Rappelons-nous que les étudiants/élèves à ce moment-là ont changé de stratégie suite à la répression

[99] Dans le cas d'une corrélation par jour : *r de pearson*= 0.03, $p > 0.05$ et dans le cas d'une corrélation par mois : *r de pearson*= 0.17, $p > 0.05$.

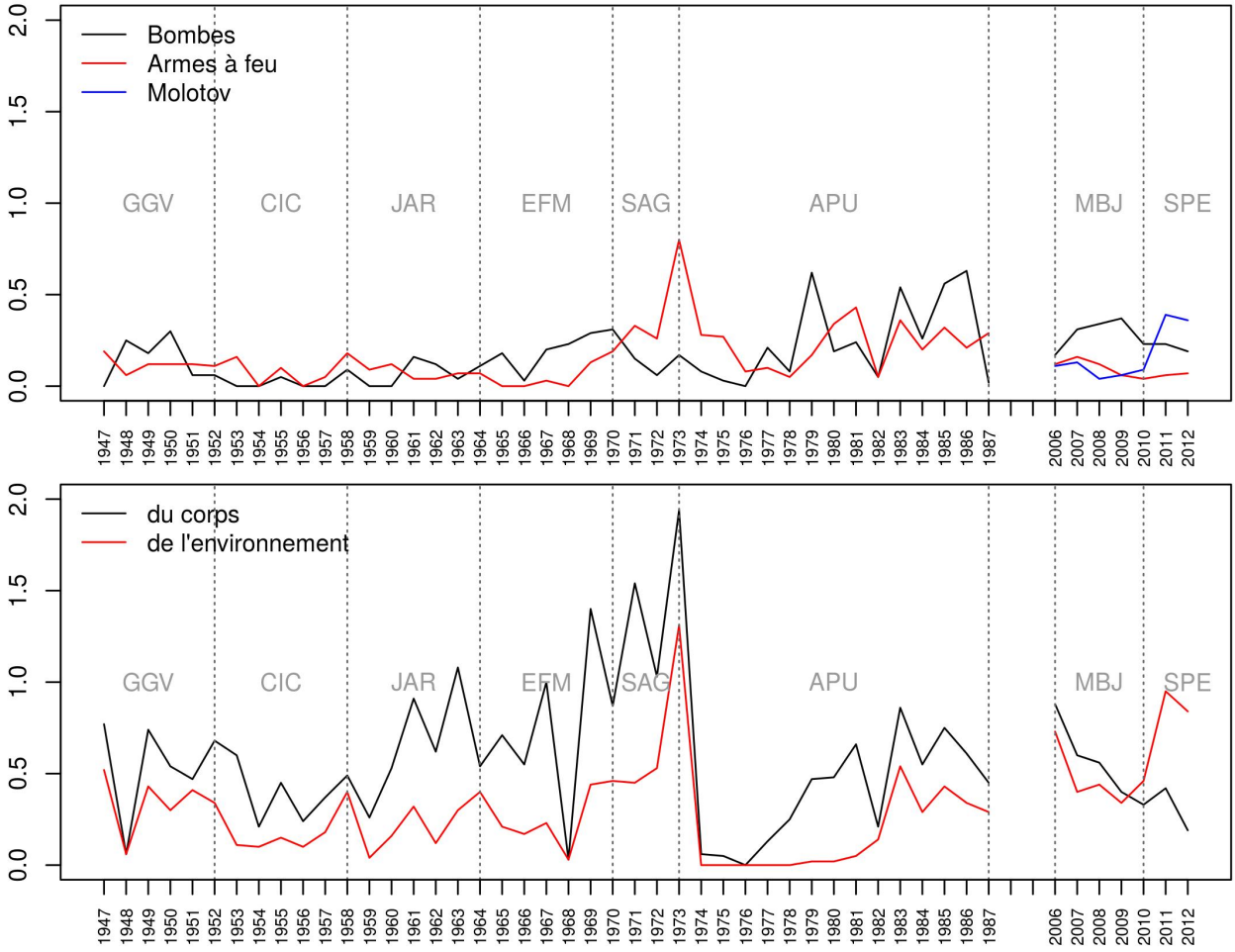
de la police et aux accusations de violence de la part du gouvernement. Ils ont remplacé les marches, largement réprimées, par les occupations des lycées[100]. Le graphique en revanche ne montre pas la violence des étudiants/élèves avant le début de la vague de protestation, sinon deux semaines après.

L'année 2011 est plus claire en ce qui concerne la violence décalée. L'augmentation plus importante de violence est observée entre la fin de juillet et la première semaine de septembre et reste stable entre la fin de septembre et la fin d'octobre. Autrement dit, elle commence plus de deux mois après le début du cycle de protestation. Cela s'explique par la force du mouvement, mais aussi par le soutien de la population à ses demandes. Les étudiants/élèves avaient donc l'espoir d'obtenir gain de cause sans faire appel à la violence. Cependant, ces demandes n'ayant pas reçu une réponse adéquate à leurs attentes et du fait de la division à l'intérieur du mouvement -notamment entre les étudiants et les élèves du secondaire- la violence remplace la protestation pacifique. Fernandez Labbé (2015) montre par exemple comment, au cours de cette année, la violence est progressivement devenue légitime pour les élèves à cause de la répression policière et de l'absence d'une réponse concrète de la part du gouvernement. La répression durant août fut particulièrement importante, marquant ainsi un avant et un après dans l'histoire de la violence de cette année (Fernández Labbé, 2015). Le cycle commence d'abord avec les marches, lesquelles sont rapidement remplacées quatre semaines après par les occupations, notamment de la part des lycéens. Presque deux mois après du début de la vague d'occupations, les barricades et les manifestations prennent la place. À la différence des marches, qui concentrent une grande participation (moyenne=10.798), les barricades et les manifestations sont moins nombreuses, dénombrant pour les premières une moyenne de 87 participants et pour les deuxièmes de 263. Ainsi la phase finale du cycle se caractérise par une participation fragmentaire et plus violente. En effet, tant les barricades que les manifestations restent relativement stables entre septembre et octobre et depuis la fin de novembre jusqu'à la fin de l'année.

Le Graphique 6 montre l'évolution du taux par année de l'utilisation des différents outils de violence au cours des manifestations. Comme susmentionné, malgré la ressemblance entre la deuxième période de la dictature et ce cycle, le type de violence utilisée est différent. À la différence de Salazar, j'ai également incorporé les cocktails Molotov.

[100] En effet, pendant l'année 2006, la moyenne de détenus double par rapport aux autres années.

Graphique 6: Taux d'outils de violence pour 100.000 habitants (1947-87 et 2006-12)



Source : Élaboration personnelle à partir de Salazar, 2006b et base de données agrégée.

La distribution de l'utilisation de bombes ressemble à celle de la violence en général, c'est-à-dire, une décroissance pendant la période 1947-57, une croissance progressive jusqu'en 1970, une nouvelle phase de décroissance et finalement deux périodes de revitalisation pendant la dictature. Une distribution similaire peut être observée dans le cas du recours aux agressions physiques sans armes (catégorie « du corps ») et des éléments de l'environnement, à l'exception du fait que la période de croissance se maintient jusqu'au coup d'État de 1973. Pendant l'Unité populaire (UP), l'utilisation de bombes diminue au fur et à mesure que la confrontation plus directe augmente (les armes à feu, le corps et l'environnement). En effet, les bombes sont un moyen plutôt impersonnel de violence. Cette information confirme l'idée que la période de l'UP est une période de

confrontation d'adversaires politiques plutôt qu'une période de confrontation contre l'État à proprement parler[101].

Les armes à feu ont une trajectoire relativement indépendante des autres types d'outils. Leur utilisation diminue progressivement jusqu'à 1968, et à partir-là elle augmente rapidement jusqu'au coup d'État. Entre les années 1973-75 elle connaît une augmentation importante et à une échelle semblable à celle d'avant 1972. Un taux aussi élevé après le coup d'État, lors d'une diminution importante des autres types de violence, s'explique plutôt par les affrontements entre les agents du régime et la faible opposition encore en vigueur à ce moment-là. À partir de 1978, l'utilisation d'armes à feu suit le même chemin que les autres types d'outils de violence.

Entre 2006-2012, nous pouvons observer une utilisation différente des outils de violence à celle de la dictature. Il existe deux types de tendances. D'une part, l'utilisation de cocktails Molotov et des éléments de l'environnement augmentent progressivement, et d'une autre part l'utilisation de bombes, d'armes à feu et des agressions physiques sans armes diminuent (catégorie « du corps »).

Tableau 28: Bombes artisanales installées 2006-2012

Année							
2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
10	20	23	25	16	16	13	123

Source : Base de données désagrégée

Les armes à feu ont un taux d'utilisation similaire à la période d'avant 1968, ayant une tendance à la décroissance, tandis que la violence physique sans armes voit une chute importante pendant la période à l'étude. Quant aux bombes, elles ont été beaucoup moins utilisées que pendant le régime militaire, le taux étant similaire à celui observé entre les années 1966-71 et 1948-51. Pendant la période à l'étude, 123 bombes de fabrication artisanale et de faible intensité ont explosé ou ont été désactivées par la police, dont la plupart entre les années 2007-09 (tableau 28). Ainsi, l'utilisation des bombes suit une trajectoire inverse aux cycles de protestations les plus importants. Comment est-ce que nous pouvons comprendre que le recours d'un moyen aussi radical n'ait pas été utilisé avec plus d'intensité pendant les deux vagues de protestation les plus importantes ? Certes, l'agence

[101] Selon les données de Salazar pendant l'UP 29,5 % des événements ciblaient les adversaires politiques tandis que la moyenne totale est de 12 %, y compris pour la période 2006-2012. De plus, seulement 25,9 % ciblaient l'État tandis que la moyenne totale est de 36,9 %.

nationale de renseignement et la police ont été spécialement actives afin d'arrêter l'installation de bombes artisanales. Cependant, il est également possible que les vagues de protestation aient absorbé ces types d'acteurs violents et les aient reconduites vers d'autres types d'action. Quoi qu'il en soit, l'installation des bombes artisanales commence un déclin à partir de l'année 2010.

Il est surprenant que Salazar ne considère pas le cocktail Molotov dans son étude, notamment en considérant qu'il fait partie du répertoire tactique violent de la protestation au Chili à partir des années 1940[102]. En effet, Salazar fait référence aux « cocktails Molotov » à trois occasions dans son livre : la première, dans le cycle du gouvernement d'Allende et les autres deux fois, pendant la dictature. C'est difficile à expliquer. Il est possible que Salazar ait mis les cocktails Molotov à l'intérieur de la catégorie « bombes ». Pour ma part, j'ai préféré les séparer les unes des autres, dû à l'importance qu'ils ont eue au cours des dernières années. Le graphique nous montre une augmentation progressive de l'utilisation de cocktails Molotov au cours de la période à l'étude. L'utilisation des éléments de l'environnement voit une augmentation similaire, mais avec un taux moyen beaucoup plus importante que n'importe quelle période sauf l'Unité populaire.

Ainsi, la période se caractérise par un type de violence à demi-distance (cocktail Molotov et éléments de l'environnement), avec une tendance à la diminution de l'utilisation des formes plus agressives (armes à feu et bombes) et du contact physique.

Tableau 29: Policiers blessés et manifestants détenus dans des faits de violence 2006-2012 par année (moyenne)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Détenus	Moyenne totale	13,96	7,56	7,21	5,24	9,74	5,34	7,72	7,7
	Événements sans violence	0,67	3,89	3	2,38	5,97	1,87	3,43	2,63
	Événements avec violence	32,85	10,33	14,04	10,2	15,47	11,7	15,96	15,45
Policiers blessés		1,1	0,5	0,3	0,5	0,5	1,6	0,9	0,9

Source : Base de données désagrégées

La violence peut aussi s'évaluer à partir de la quantité de détenus et la quantité de policiers blessés au cours d'une protestation[103]. Étant donné que Salazar ne fournit pas ce type de donnée, j'ai utilisé

[102] Rojas Flores (2004) par exemple fait référence à l'utilisation de cocktails Molotov pendant la « révolution de la chaucha » en 1949.

[103] Les médias ont également fourni des informations concernant le nombre de manifestants blessés, mais de façon inconstante. En revanche, l'information concernant les policiers blessés a presque toujours été présente. Ainsi, les

la base de données désagrégée. La moyenne totale de policiers blessés est de 0,9 pour chaque événement. Cette moyenne arrive à 1,6 au cours de l'année 2011 et à 1,1 en 2006, confirmant ainsi que le 2011 a été l'année la plus violente. Ainsi, il semble que la quantité de policiers blessés s'explique par la densité de protestations. Cette relation n'est cependant pas parfaite. Si nous utilisons la quantité d'événements par jour, la corrélation entre densité d'événements et quantité de policiers blessés est 0,318 ($p<0,01$). De plus, le type d'événement qui semble plus violent est la marche. Malgré le fait que le taux de policiers blessés par grève national est plus importante (1,7), le plus grand nombre de marches relève de la portée de l'utilisation de violence en leur sein. En effet, 1,5 policiers blessés par marche, avec un total de 284 épisodes, démontre la place qu'occupe la violence dans les protestations mobiles.

Tableau 30: Quantité de policiers blessés et de manifestants détenus en lien avec des faits de violence 2006-2012 par type d'événement

		Nombre total			
		Détenus			Quantité total d'événements
Type d'événement	Policiers blessés	Violents	Non violents	Total	
Actes	26	128	31	159	37
Concentration	14	354	0	354	17
Marches	412	7054	828	7882	284
Occupations Illégales	30	848	1708	2556	710
Grève	0	25	5	30	111
Grève nationale	165	1822	164	2437	97
Manifestation	59	1368	1242	2610	531
Attaque	38	462	0	462	233
Affrontement	4	91	0	91	14
Incident électoral	0	0	0	0	3
Barricades	241	2972	140	3112	488
Pillages	29	232	0	232	33
Autres	0	0	1	1	29
Total	1018	15356	4570	19926	2587

Base de données désagrégées

Pour leur part, le nombre de détenus permet d'évaluer la répression des forces de l'ordre. 2006 apparaît comme l'année où il y a eu plus de répression, avec un total de 4969 arrestations (moyenne

policiers blessés sont un bon indicateur de violence de la manifestation et la quantité de détenus, un bon indicateur de la répression policière.

par épisode= 13,96) sur un ensemble de 356 épisodes de protestation (violente et non violente), tandis que les années 2009 (arrestations totales= 1274, N=243) et 2011 (arrestations totales= 4112, N=770) ont la moyenne la plus base. Il est hautement probable que la forte répression durant cette année-là et les conséquences subies par les forces de l'ordre suite à ces événements, aient conditionné la manière d'agir de la police pour les années suivantes, en donnant ainsi naissance à un contexte d'opportunité pour la protestation. Les arrestations de 2006 se sont toutefois concentrées sur les événements violents, ayant une moyenne de 0,67 arrestations par épisode pacifique[104]. Pour sa part, l'année 2010 est celle où les arrestations dans le contexte de manifestations pacifiques ont été les plus importantes, avec en moyenne six arrestations par événement. Comme dans le cas des policiers blessés, la corrélation entre densité de protestations et quantité de détenus est significative, mais faible (r=0.321 ; p<0.01). En revanche, la corrélation entre détenus et policiers blessés est beaucoup plus importante (r=0,583 ; p<0.01). La réaction des policiers est donc déterminée par la violence et les blessures infligées à leurs collègues, dont ils sont témoins. Malgré cela, cette relation change selon de l'année dont il est question[105]. En effet, les corrélations entre policiers blessés et la quantité de détenus sont très fortes entre les années 2007-09 et 2011-12, tandis qu'elles sont relativement faibles en 2006 (r=0,35 ; p<0.01) et en 2010 (r=0,36 ; p<0.01). Ainsi, la quantité des détenus ne dépendrait pas forcément de la violence envers la police et cela explique l'importance de la répression arbitraire au cours de ces deux années.

[104] Pour chaque détenu lors d'une manifestation pacifique pendant l'année 2006, 49 ont été détenus lors d'une manifestation qui a impliqué des actes de violence. En 2011, en revanche, le ratio est de 6,3.

[105] Voir à l'annexe 7.

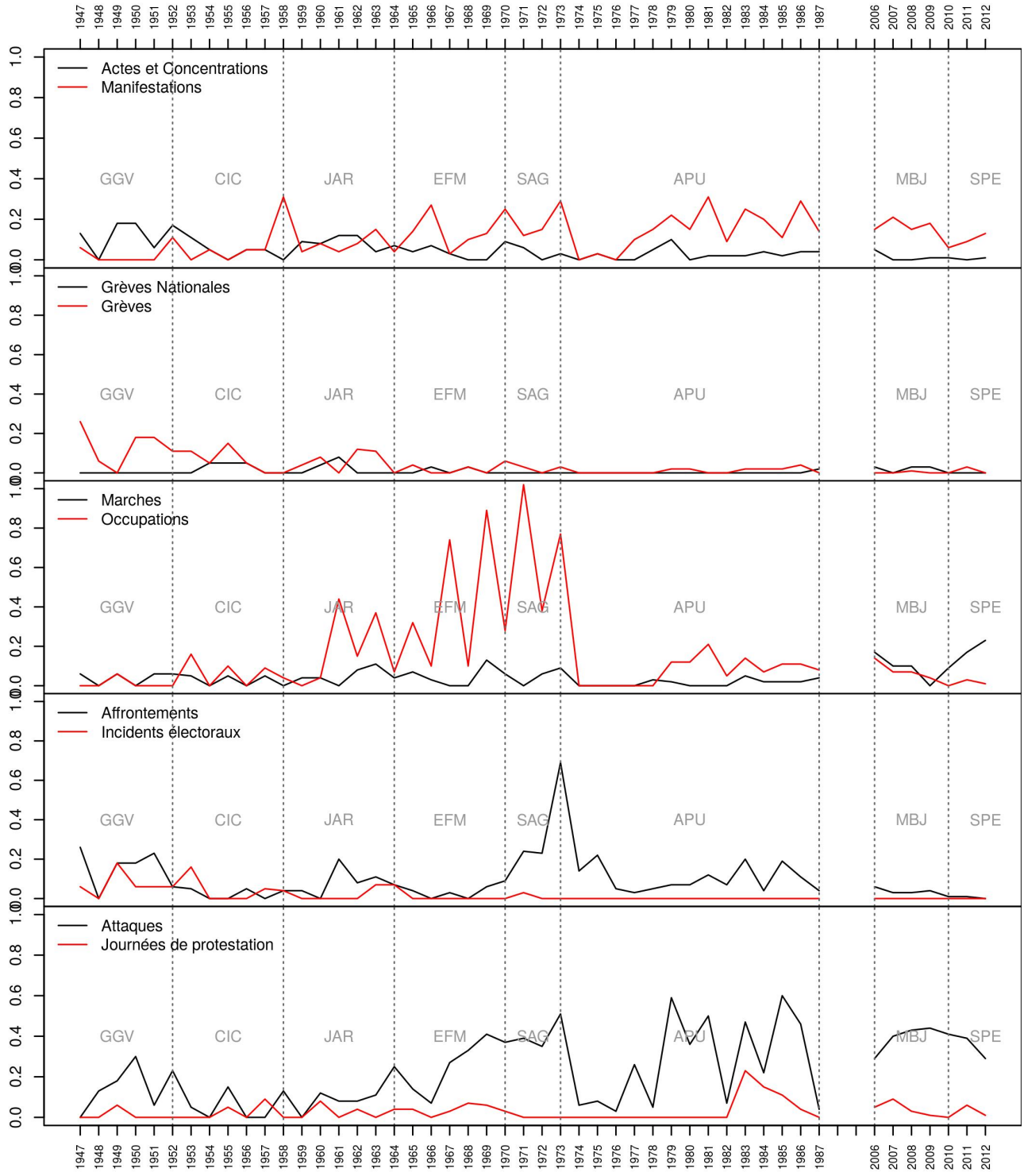
Tableau 31: Type d'événement violent par année (2006-2012)[106]

	Année							
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	TOTAL
Actes	2	0	0	0	1	0	1	4
Concentrations	1	0	0	1	2	0	0	4
Marches	11	7	7	0	6	12	16	59
Occupations illégales	9	5	5	3	0	2	1	25
Grèves	0	0	1	0	0	2	0	3
Grèves Nationales	2	0	2	2	0	0	0	6
Journées de protestation	3	6	2	1	0	4	1	17
Manifestations	10	14	10	12	4	6	9	65
Attaques	19	27	29	30	28	27	20	180
Affrontements	4	2	2	3	1	1	0	13
Incidents électoraux	0	0	1	0	0	0	0	1
Blocage de Route ou émeutes	9	3	3	5	11	12	19	62
Pillages	0	0	0	0	0	0	1	1
Autres	1	0	0	0	0	0	0	1
Événements multiples	5	5	8	3	2	15	12	50
Vague d'occupations	2	1	2	0	0	5	2	12
Occupations Multiples	1	0	1	0	1	3	2	8
TOTAL	79	70	73	60	56	89	84	511

Source : Base de données agrégé

[106] Dans cette étude, j'ai identifié 29 types d'événements différents, cependant afin de comparer ces résultats j'en ai regroupé certains dans des catégories semblables à celles de Salazar. Par ailleurs, plusieurs de ces actions ne se retrouvent pas dans le tableau dû au fait qu'elles n'ont pas été utilisées durant cette période.

Graphique 7: Taux de type d'événement violent pour 100.000 habitants (1947-87 et 2006-12)



Source : Élaboré à partir de Salazar 2006b et base de donnée agrégée

La plupart des actions de contestation violente sur laquelle Salazar a basé son étude, ainsi que la plupart des actions de cette période, sont des formes dérivées d'autres actions de contestations non

violentes. Le tableau 31 montre la fréquence de chacun de ces types de faits de violence sociale durant la période à l'étude. Pendant l'ensemble de la période, les attaques ont été la forme la plus importante de violence sociale, suivie par la violence dans les manifestations, les blocages de route et les marches. Cependant, la violence n'a guère été présente au cours des incidents électoraux, des concentrations et des actes. Dans 65 % des cas, les attaques ont été accompagnées par des attentats commis au moyen de bombes artisanales.

L'utilisation de la violence dans la protestation sociale a été plus diversifiée entre les années 2006-2007 qu'entre les années 2011-2012. Tandis que durant la première période pratiquement la totalité des actions a été utilisée, durant la deuxième, la violence s'est concentrée sur quatre ou cinq types d'événements. Cette concentration peut expliquer un degré avancé d'apprentissage du répertoire tactique essayé au cours des années précédentes. La violence dans les occupations par exemple a été très présente pendant la révolution des pingouins et à partir là, commence un déclin, tandis que le nombre total des occupations durant 2011 (voir chapitre 3) double par rapport à 2006. Ainsi, les étudiants/élèves, qui ont été les acteurs principaux de l'occupation, semblent avoir mieux maîtrisé ce type de tactiques, sans faire appel à la violence. Au contraire, les blocages de routes et les émeutes sont devenus de plus en plus violents au cours des années. Cependant, cela s'explique mieux par la fragmentation de la protestation et les divisions à l'intérieur du mouvement pendant 2011, expliqué auparavant.

Depuis 1947 (voir Graphique 7), les attaques ont le taux moyen historique pour 100 000 habitants le plus important (0,23). Elles ont une croissance presque progressive depuis le gouvernement JAR, notamment à partir des années 1960, atteignant leur maximum en 1973. Après un déclin important entre 1974-78, le comportement des attaques poursuit un cours similaire à celui de l'ensemble des faits de violence, à savoir, un taux élevé entre 1979-81 et entre 1983-86. C'est étonnant que les attaques et les agressions soient si présentes durant les deux cycles récents (MBJ=0,39 ; SPE=0,30) : d'abord, parce que ces formes de violence sont fondamentalement organisées et ensuite parce que ces événements atteignent un taux similaire ou majeure de celui de la dictature (0,27). Comme expliqué préalablement, une grande partie de ces faits correspondent aux attentats des bombes artisanales. Cependant, il faut nuancer le vrai poids de ces attentats en ce qui concerne leur ressemblance à ceux de la dictature (associés aux groupes subversifs). Parmi les cent vingt-trois attentats à la bombe, il y a seulement eu un mort, douze blessés avec des lésions légères, et seulement 2,4 % des attentats ont produit des dommages considérables à l'emplacement où les bombes ont été placées, alors que la plupart (79,7 %) ont fait des dégâts peu importants.

Effectivement, ces attentats ont un caractère plutôt expressif et symbolique que l'intention réelle de produire des conséquences sévères.

Bien que dans l'ensemble d'événements protestataires les occupations illégales aient été la forme prédominante entre les années 2006 et 2012, elles ont diminué d'une manière importante par rapport à l'ensemble de faits de violence à partir du milieu de la dictature. Elles ne sont pas seulement moins nombreuses et moins violentes, mais elles changent aussi de caractère, d'acteur prédominant et d'objectif. Si entre les années 1959 et 1973 la plupart ont été des occupations de terrains faites par *pobladores* afin de construire des logements, celles des années récentes ont été des occupations temporaires principalement des établissements éducationnels, réalisées fondamentalement par étudiants/élèves, afin de faire pression en faveur d'une meilleure qualité de l'éducation. Sur un total de 710 occupations, seulement 14 ont été des occupations de terrains, lesquelles ont été réalisées presque uniquement par des *pobladores* (base de données désagrégées). Le 89,1 % des occupations illégales des immeubles ont été fait par les étudiants ou les élèves. De même, l'utilisation de la violence est différente : la plupart est largement pacifique (91,8 %), et 7,2 % des occupations ont utilisé la violence, mais de façon sporadique. Si le taux moyen de violence entre 2006-12 est de 0,07 pour 100 000 habitants, le taux moyen de la période 1947-1987 est de 0,17, avec une violence particulièrement élevée durant les années 1961-73 (taux moyen 0,43).

La violence dans les marches apparaît comme étant une caractéristique de la période à l'étude. Bien qu'avec une distribution volatile, le taux moyen pour 100 000 habitants (0,12) dépasse largement le taux moyen entre 1947-87 (0,03). La mobilité devient donc fondamentale pour la protestation. Les manifestations étant historiquement importantes, elles le sont légèrement moins entre 2006-2012 que pendant les gouvernements EFM, SAG et la dictature. Il en va de même dans le cas de journées de protestation, qui sont presque à la même échelle qu'entre 1954-70. En revanche, la violence dans les affrontements, les grèves, les concentrations, les actes et les incidents électoraux ont connu une progressive diminution. Sauf les affrontements, Salazar observe la même tendance. En effet, les événements où la violence a perdu son importance sont les événements où la politique partisane avait sa plus grande influence, mais aussi, ce sont les événements où la masse avait un rôle secondaire par rapport au leadership partisan. Au contraire, l'utilisation de la violence a augmenté dans des événements plus dynamiques et décentralisés et où les participants ont eu une plus grande importance. La diminution des affrontements est intéressante parce qu'ils sont associés aux périodes avec un haut degré de politisation partisane. C'est une démonstration de la lutte entre idéologies opposées dans un scénario sociétal hors de la confrontation avec l'État. Par conséquent, sa

diminution est le résultat de la diminution du conflit intra sociétal et de l'augmentation d'abord du conflit contre l'État et puis contre le système politique.

La perte croissante de l'importance des grèves par rapport aux autres formes de contestation permet également de constater l'absence des ouvriers comme acteur fondamental du conflit et leur manque de conscience sociale. En effet, pendant la période, ont été approuvées quatre fois plus de grèves légales que celles qui se sont déclenchées[107], faisant preuve du fait que la grève devient un mécanisme institutionnel de pression plus qu'une action de force en soi.

Tableau 32: Pourcentage des formes de violence fonctionnelle et de rupture par cycle présidentiel

	Fonctionnelles	Rupture
GGV 47-52	52,7	42,5
CIC 53-58	54,2	39,7
JAR 59-64	39,6	55
EFM 65-70	24	74
SAG 71-73	15,5	83
APU 74-79	28,4	71,2
APU 80-85	25,1	74,5
APU 86-87	14,9	82,4
MBJ (2006-09)	22,2	77,8
SPE (2010-12)	23,1	76,9

Source : Élaboration personnelle à partir de Salazar, 2006b et base de données agrégées

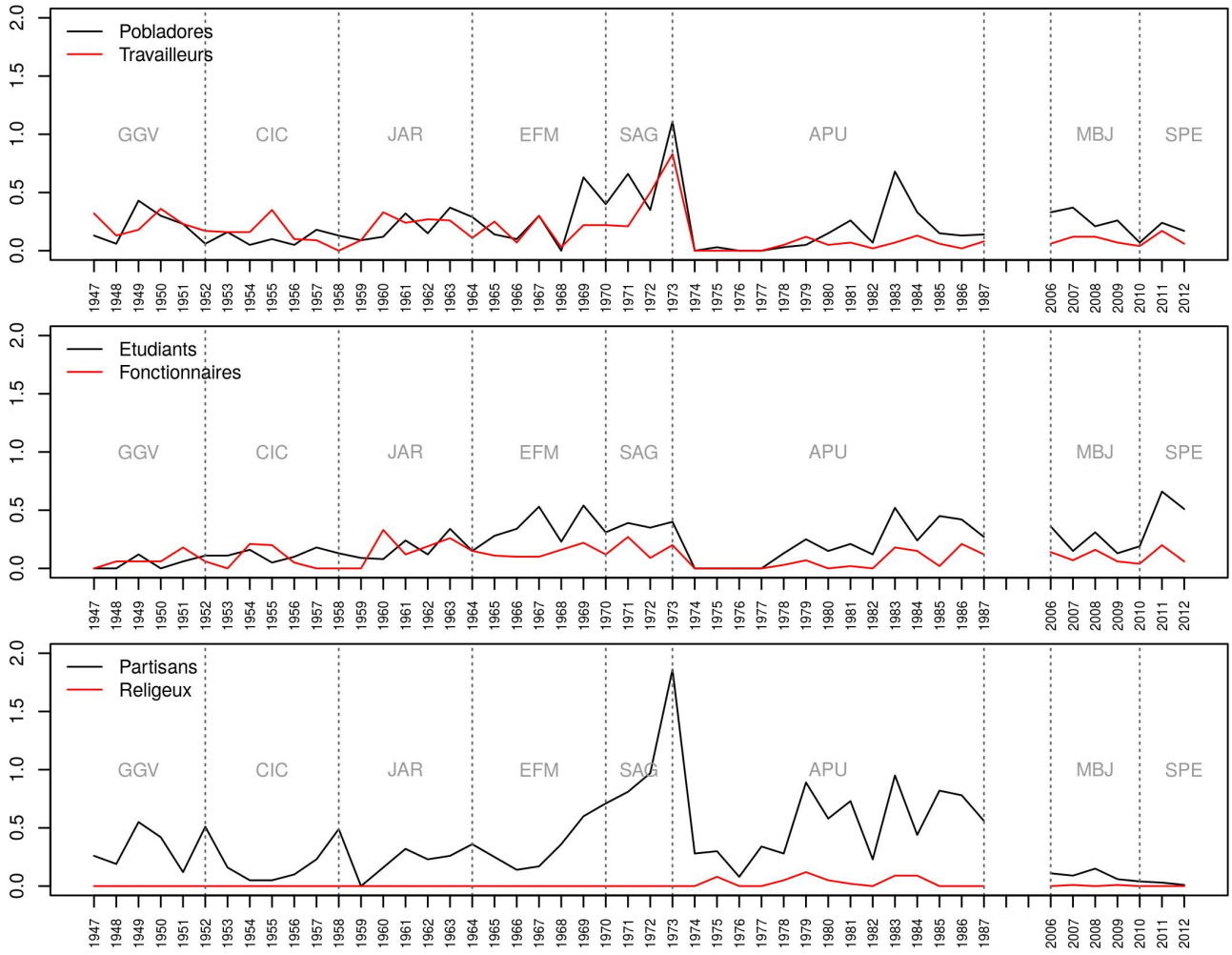
Salazar fait la distinction entre les formes d'utilisation de la violence fonctionnelles et de rupture (tableau 32). Tandis que les premières sont formes qui impliquent un débordement dans le contexte de la fonctionnalité du système (actes, concentrations, marches, grèves, manifestations et incidents électoraux), les deuxièmes sont une rupture envers ces normes (attaques, occupations illégales, affrontements, journée de protestation, grève nationale, préparations clandestines, sabotage et révoltes).

À partir de la deuxième moitié du XXe siècle les formes de rupture ont commencé à augmenter et les formes fonctionnelles à diminuer. Une tendance qui se maintient durant les deux derniers cycles présidentiels. D'après Salazar, cette tendance s'explique par le processus de déclientelisation qu'a connu la mobilisation sociale à partir cette date où les participants deviennent de plus en plus

[107] Pendant la période 2006-2012, 4579 grèves légales ont été approuvées dans tout le pays et seulement 1128 ont été réalisées (Departamento de Estudios, 2014).

indépendants des partis politiques (2006). Cette tendance ne subit pratiquement aucun changement depuis la dictature. Il semble que la déclientelisation et la progressive autonomisation des mouvements sociaux sont une tendance qui va au-delà des grandes ruptures historiques et que, comme j'ai le souligné dans le chapitre 2, la dictature pourrait même l'avoir approfondi.

Graphique 8: Taux de participation par acteur pour 100 000 habitants (1947-87 et 2006-12)



Source : Élaboré à partir de Salazar 2006b et base de donnée agrégée

Le graphique ci-dessus résume l'information concernant les participants dans des événements où la violence a été exercée. Ceci n'implique pas que chaque participant ait commis des actes de violence, sinon que dans les faits où il a eu de la violence ils ont été présents. Le premier élément à considérer est la majeure diversité d'acteurs mobilisés au cours des sept années par rapport aux autres cycles présidentiels. Tandis que Salazar a analysé six types différents, j'en ai trouvé dix

pendant la période à l'étude. Pourtant, les six mentionnés par Salazar restent les acteurs les plus importants entre 2006 et 2012.

Un deuxième élément est la diminution historique de la participation des militants de partis politiques aux faits de violence par rapport aux autres périodes. En effet, ces militants faisaient partie des acteurs prédominants entre les années 1947 et 1987. Ceci nous donne une autre piste sur la perte d'importance des partis traditionnels et du système politico-institutionnel dans les mobilisations, ainsi que sur la croissante importance des formes plus flexibles de militantisme et de participation. Bien évidemment, la violence n'est pas le meilleur indicateur afin d'évaluer la politique partisane, mais ayant vu dans le chapitre 2 la chute générale de son utilisation, les événements de violence servent en tant que nouvelle preuve de corroboration. Les partisans ont préféré participer principalement à des journées de protestation, des événements multiples et des marches et leurs partenaires principaux ont d'abord été les *pobladores* et puis les étudiants et les travailleurs

Tableau 33: Caractéristiques des principaux participants dans les faits de violence sociale 2006-2012

	1° Partenaire	2° Partenaire	Type d'événement prédominant	Type d'événement prédominant	% d'événements de rupture	% d'événements complètement violents
Partisans	*Pobladores* (43,8 %)	Étudiants/élèves Travailleurs (31,3 %)	Journée de Protestation 28,1 % Événements multiples 28,1 %	Marches 21,8 %	84,4 %	9,4 %
Pobladores	Étudiants/élèves (21,2 %)	Travailleurs (13,3 %)	Événements multiples 23,9 % Manifestation 23 %	Occupations (20 %)	96,4 %	9,7 %
Étudiants/élèves	Fonctionnaire (18,4 %)	*Pobladores* (15,2 %)	Marches (21,5 %)	Événements multiples 20,9 %	71,5 %	9,5 %
Travailleurs	Étudiants/élèves (45 %)	Fonctionnaire (45 %)	Marches (22,5 %)	Événements multiples (22,5 %)	62,5 %	5 %
Fonctionnaires	Étudiants/élèves (59,2 %)	Travailleur (36,7 %)	Marches (24,5 %)	Événements multiples (22,4 %)	65,3 %	0

Source : Élaboration personnelle à partir base de données agrégée.

La participation des étudiants/élèves à des épisodes de violence montre encore l'envergure de leur mobilisation dans les deux derniers cycles présidentiels ainsi que le changement d'acteur

prédominant. En effet, l'année 2011 a le taux le plus élevé de participation d'étudiants/élèves de l'ensemble de données historiques ici présentées (0,66). Cependant, les étudiants/élèves ont une longue histoire de participation (cf chapitre 8). En effet, on observe une croissance progressive de sa participation depuis le 1947, ayant son point le plus élevé à la fin des années 1960. Pendant la dictature, après la forte démobilisation à la suite du coup d'État, les étudiants reprennent leur chemin et entre les années 1983-87, ils deviennent des acteurs très actifs. Ainsi, le taux moyen de la période à l'étude (0,33) n'est pas très loin de celui entre les années 1983-87 (0,38) et celui entre les années 1961-73 (0,33). Pendant les années 2006-12, il s'agit plutôt d'actes violents autonomes qu'associés (tableau 33) : leurs partenaires les plus importants ont été les fonctionnaires, qui n'ont participé qu'à 18,4 % des événements des étudiants/élèves, suivis des travailleurs dans 15,2 % des événements. Leurs actions violentes les plus fréquentes ont été les marches et les événements multiples.

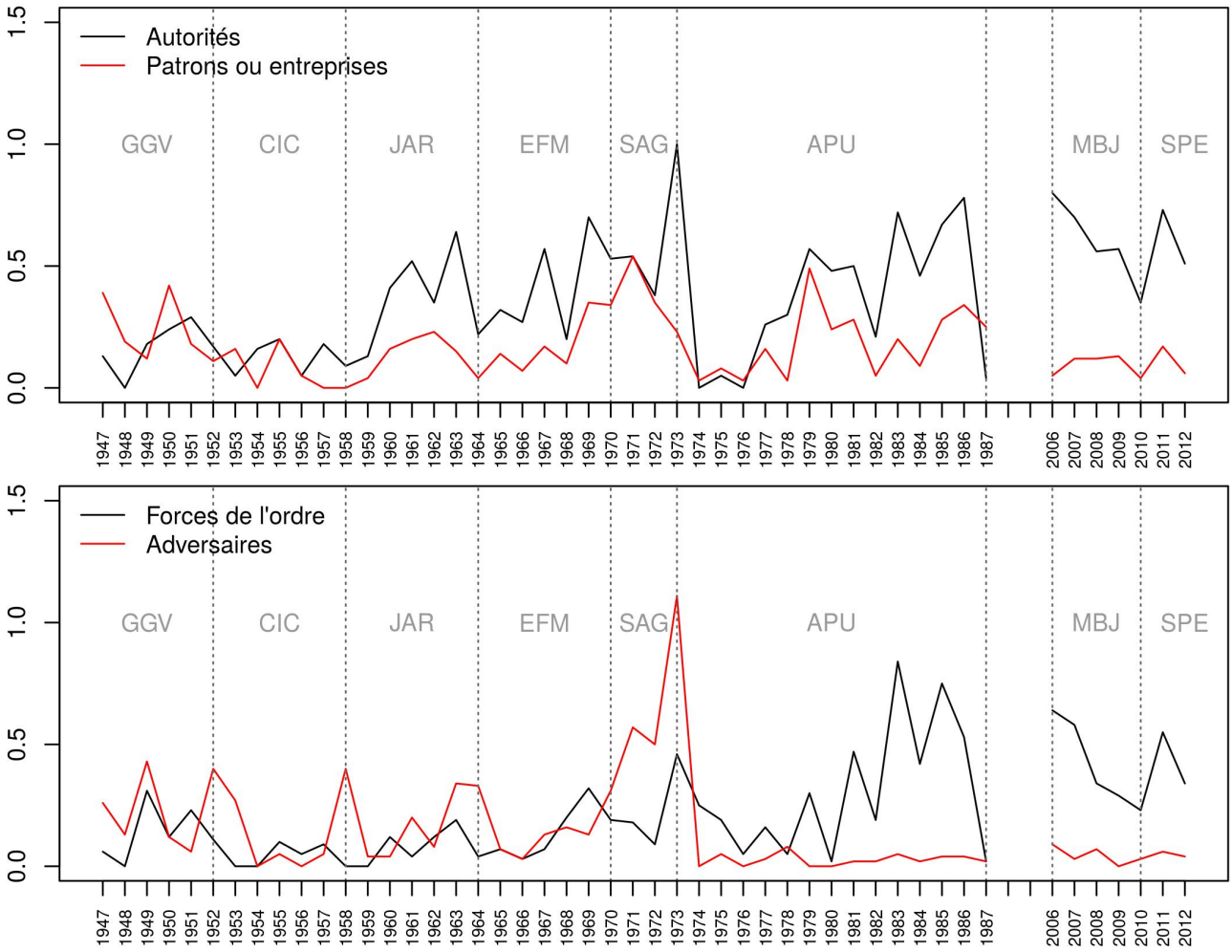
Les *pobladores* ont vécu une augmentation similaire du recours à la violence que celle des étudiants/élèves, pourtant leur participation est plus importante tout au long du XXe siècle. Le taux moyen entre 1947-73 est de 0,26, tandis que pour les étudiants/élèves il est de 0,20 (Graphique 8). La participation des *pobladores* dans ces faits est également plus important que celle de travailleurs (0,23). Depuis la fin de la période EDM jusqu'au coup d'État, la violence des *pobladores* vit un essor, qui se répète pendant le temps des grandes journées de protestations contre Pinochet (1983-84). la période à l'étude commence par un taux de participation - aux journées de protestation, aux événements multiples et aux occupations - plus important que celui de la fin de la dictature. Nonobstant, il diminue progressivement jusqu'à 2012. Ceci est dû probablement aux divisions à l'intérieur des associations et à l'intérieur de la Fédération Nationale de *pobladores*. Ce mouvement présent également un degré d'autonomie similaire à ceux des étudiants/élèves (cf. tableau 33). En revanche, ils ont mené des actions plus radicales : 96,4 % des éventements ont été « de rupture » et 9,7 % complètement violents. Ceci peut expliquer l'attention médiatique dont ils ont bénéficié pendant la période, ainsi que son évolution politique. Malgré cela, il est évident que les *pobladores* sont un groupe qui attire moins de participants, dû probablement au fait que leurs demandes touchent un secteur très spécifique de la population. En tout cas, il faudra évaluer au cours des prochaines années si la participation de *pobladores* a été circonstancielle à la période ou si elle implique une renaissance de la question du « logement ».

En comparaison, la participation des travailleurs et des fonctionnaires dans des faits de violence est stable depuis la fin de la dictature (Graphique 8). Les fonctionnaires ont un taux de participation

légèrement supérieur. Cependant, les deux montrent un degré important de dépendance à d'autres mouvements, ainsi qu'entre eux (tableau 33). En effet, dans les deux cas, leurs alliés principaux ont été les étudiants/élèves. Considérant que le pourcentage général des faits de rupture dans les deux cycles est proche de 80 %, le pourcentage autour de 60 % et un petit pourcentage de faits complètement violents à l'intérieur de leur répertoire, fait également preuve du caractère institutionnel de leurs actions.

Ces données imposent une conclusion préliminaire par rapport aux données sur lesquelles Salazar a basé sa recherche. La violence sociale n'est plus « populaire ». Autrement dit, les acteurs populaires ne sont plus ceux qui conduisent la confrontation sociale, sinon les groupes issus de la classe moyenne de la population et malgré la forte participation des étudiants/élèves pendant la période, la participation à leur mouvement ne représente plus qu'une option parmi d'autres.

Graphique 9: Cibles de la violence contestataire 1947-1987 et 2006-2012 (taux pour 100 000 habitants)



Source : Élaboré à partir de Salazar 2006b et base de donnée agrégée

Le Graphique 9 montre l'évolution historique des cibles des événements où la violence a été exercée. Les cibles principales ont été fondamentalement les représentants de l'État (les autorités et les forces de l'ordre). Au contraire, comme mentionné en relation aux affrontements, la violence interpersonnelle entre groupes différents (adversaires politiques comme cibles) est au même niveau que celle de la dictature. Comme mentionné également dans le chapitre 2, il existe la conscience que la lutte contre le néolibéralisme est une lutte qui se poursuit au travers de l'État. Par exemple, malgré les attentats à la bombe artisanale dont les cibles ont été en grande partie la banque et les entreprises, le taux de violence est au même niveau que durant la période de démobilisation à la suite du coup d'État. C'est l'État, ayant perdu son importance par rapport à la redistribution de revenus et l'égalité des chances, qui doit changer. En conséquence, depuis ce point de vue, ces résultats montrent l'importance qu'a encore l'État dans la conscience sociale au Chili, même après des années de modernisation où il a été réduit et méprisé. Cependant, malgré leur concentration contre l'État, ces violences ne sont ni des violences révolutionnaires ni des violences cherchant à anéantir l'État, tout au contraire, c'est une violence nostalgique qui cherche à faire revenir l'État de la période *« nacional desarrollista »*. À partir des monographies, on verra que ce point de vue est contradictoire avec la nouvelle éthique de contestation.

Les forces de l'ordre ont également été l'une des cibles principales pendant cette période. En effet, le taux moyen est de 0,43 épisodes ciblant la police pour 100 000 habitants, étant dépassé seulement par la période 1983-86 (0,63). La dictature et son utilisation en tant qu'agent de répression a pour conséquence directe le fait que la police est prise pour cible de la protestation violente. Ainsi, depuis cette période-là, la police devient plutôt un acteur à confronter qu'un acteur vecteur de sécurité. La diminution progressive vers 2010 peut s'expliquer, comme susmentionné, par la répression exercée pendant la révolution des pingouins. La police même semble avoir appris à mieux gérer l'action des manifestants. Si pendant le cycle 2006-09, 10,8 % des actions violentes ont été déclenchées par la police, pendant le cycle 2010-2012 ce pourcentage descend de 4,4 %.

4.3. Quel acteur et quelle cible pour expliquer la violence protestataire ?

Les analyses faites tout au long de ce chapitre ont utilisé une ou deux variables à la fois, cependant la violence sociale, étant un phénomène complexe, s'explique plutôt par une multiplicité des variables mises en relation. Pour ce faire, je vais utiliser un type d'analyse multivariée qui me permettra de déterminer quels facteurs expliquent mieux la place de la violence pendant un épisode

de protestation. Étant donné que la variable à expliquer est l'importance de la violence au sein de l'épisode et que cette variable a plusieurs alternatives (sans violence, violence isolée, violence généralisée et événement complètement violent), je vais faire appel à une régression multinomiale[108].

Pour le cas chilien, Medel et Somma (2016), ont fait une analyse similaire pour expliquer le type de tactique utilisée (quatre alternatives), divisée en tactiques contenues (conventionnelles et culturelles) et tactiques transgressives (disruptives et violentes). Ces tactiques sont une ré-catégorisation des types d'événements. Pour expliquer cette variable, ils utilisent cinq variables explicatives : les cibles, le type d'acteur, la présence de demandes radicales, la présence d'organisations formelles et le nombre de participants, plus trois variables de contrôle (si l'événement a eu lieu à Santiago, l'année et l'absence/présence d'arrestations). Dans le cas des tactiques violentes, ils concluent que les épisodes situés à la capitale qui ciblent les entreprises privées ainsi que les protestations menées par des individus encagoulés, par les groupes ayant moins de capital politique et moins de participation aux activités de production économique et qui revendiquent des demandes radicales, ont plus de chances de participer à des tactiques violentes. En outre, au fur et à mesure que le nombre de participants augmente, la probabilité d'avoir recours à des tactiques transgressives diminue.

Dans le cas de cette étude, je vais utiliser la base de données désagrégées pour déterminer quels sont les acteurs et les cibles qui expliquent le mieux la présence de chaque type de violence. Comme dans certains graphiques dans ce chapitre, j'ai fusionné les alternatives « violence généralisée » et « fait complètement violent » de la variable « importance de la violence »[109]. Ceci est dû au nombre limité de cas appartenant à ces catégories.

À la différence de l'étude de Medel et Somma, la majorité de variables dans ma base de données est dichotomique, ce qui augmente considérablement la quantité de variables incluses dans le modèle de régression. Ainsi, j'ai considéré treize variables explicatives :

---

[108] Une régression multinomiale est un type d'analyse qui permet d'expliquer et de prédire le résultat d'une variable qualitative à partir de la mise en relation de plusieurs variables qualitatives et quantitatives. Dans ce contexte, une variable qualitative ou catégorielle est une variable pour laquelle la valeur mesurée ne représente pas une quantité. Le genre ou le niveau socio-économique par exemple. La variable « Importance de la violence » est pourtant ordinale : ordonnée dès l'alternative « sans violence » à « épisode complètement violent ». Dans ce cas, il est préférable d'utiliser une régression ordinale. Cependant, le test de droites parallèles de ces données, étant fondamental, n'a pas permis de poursuivre une telle analyse. Ainsi, j'ai décidé d'analyser les données à partir d'une régression multinomiale. On utilise la régression binomiale lorsqu'il s'agit d'expliquer une variable avec deux alternatives, le sexe par exemple, et la régression multinomiale, lorsqu'il s'agit d'expliquer une variable avec plus de deux alternatives. C'est le cas notamment de ces données. La « régression multinomiale » permet aussi de calculer les « Odds Ratios » ou « rapport des chances », qui indiquent la probabilité qu'un événement ait lieu.

[109] Voir note 95 à la page 153.

- Huit types d'acteurs : étudiants/élèves, fonctionnaires, travailleurs, *pobladores*, associations de droits humains, « *Mapuche*s », société civile et acteurs non spécifique. La catégorie « travailleur » est la fusion des alternatives « travailleur non spécifique », « employé » et « employé du transport ». La catégorie « Société civile » est l'addition de groupes de femmes, des écologistes, des groupes LGBTQ et la catégorie « autres ». Les médias n'informent pas souvent l'appartenance ou l'affiliation des manifestants dans le cas des actions de violence de petits groupes. C'est le cas notamment des acteurs non spécifiques. Il est donc fort probable que ce type d'acteur explique plusieurs faits de violence.
- Quatre cibles : les autorités, les forces de l'ordre, les adversaires politiques et les entreprises.
- Commémoration : si l'épisode est commémoratif ou non.

Je m'intéresse également aux interactions entre ces variables, notamment si le fait qu'un événement est commémoratif a une influence sur l'importance de la violence et si la cible a une influence sur la violence de chaque acteur. Tout au long de cette première partie, j'ai souligné l'importance de la commémoration dans la période à l'étude et de l'utilisation de la violence dans les épisodes commémoratifs. Ainsi, il est intéressant d'explorer si la commémoration peut influencer l'utilisation de la violence par les acteurs. D'autre part, nous avons observé que les cibles de la violence les plus importantes ont été les autorités (l'État) et les forces de l'ordre, cependant je n'ai pas analysé les types de violence impliqués dans ces faits ou si le type de cible avait une influence sur le type de violence de chaque catégorie de manifestants. Medel et Somma (2016) ont trouvé par exemple que les protestations ciblant l'État ont plus probabilités d'être pacifiques et que celles qui ciblent les entreprises privées ont plus de chances de devenir violentes. J'espère confirmer ce type d'information. En outre, j'ai souligné la relation conflictuelle entre les forces de l'ordre et les manifestants, notamment à partir de la dictature. Il est donc fort probable que le fait de cibler la police augmente les possibilités de violence pour chaque acteur.

Le tableau ci-dessus montre les résultats des modèles de régression multinomiale : l'un sans les interactions et l'autre avec elles. La différence entre les deux n'est pas statistiquement significative (khi-deux=35.66078 ; df=24 ; $p > 0,05$). Cela veut dire que le modèle sans les interactions est suffisant pour expliquer les données. Cependant, étant donné que nous voulons évaluer ces interactions je vais retenir le deuxième. Il n'existe pas non plus une grande différence dans les effets principaux (sans l'influence de l'interaction) entre l'un et l'autre. Je vais donc décrire surtout le deuxième modèle. Le tableau montre seulement les alternatives de « violence isolée » et « violence extrême ». Cela est dû au fait que la régression multinomiale a besoin d'une catégorie de référence

pour comparer les données. Dans ce cas, la catégorie de référence est « événements sans violence ». Ainsi, l'interprétation des résultats se fait également par rapport à cette catégorie de référence. Pour interpréter ces résultats, je vais utiliser uniquement les « odd ratio ». Le « odd ratio » ou « rapport des chances », nous indique la probabilité qu'un événement ou une circonstance ait lieu et la taille de cette probabilité. Si la valeur de l'Odd ratio est supérieure à 1, cela veut dire que cette variable augmente les probabilités pour le type spécifique de violence et s'il a une valeur de moins de 1, cela veut dire qu'elle diminue la probabilité. La présence des étudiants/élèves par exemple augmente de deux fois (Odd ratio=2,244) la probabilité des faits de violence isolée dans une protestation. Au contraire, une protestation qui cible les autorités diminue de 70 %[110] la probabilité de faits de violence extrême, ainsi elle devient un facteur de protection pour ce type de violence.

Dans le deuxième modèle, sept interactions montrent avoir une certaine influence : quatre concernant la commémoration et trois concernant la police en tant que cible. Cela confirme l'influence de deux variables sur les faits de violence protestataires pendant la période.

Dans tous les cas, les manifestations ciblant la police ont plus de probabilités de devenir violentes. Ces manifestations ont 31 fois plus de probabilités de faire appel à une violence isolée et sont 60 fois plus susceptibles de devenir une violence extrême que d'être une manifestation pacifique. L'influence de la police est donc fondamentale pour expliquer le caractère violent des protestations. Les manifestants qui ciblent la police comprennent ainsi que protester contre elle implique nécessairement la lutte directe. Au contraire, ceux qui ciblent l'État comprennent que la protestation ne peut pas se faire au travers de la violence, notamment la violence extrême. Quant à elles, les manifestations impliquant les travailleurs et ciblant la police diminuent de 94 % les chances d'avoir des épisodes isolés de violence. Si l'on considère que sans cette interaction, les travailleurs augmentent de deux fois les possibilités d'apparition de faits isolés de violence, l'influence de la police en tant que cible est très significative. Quant aux étudiants/élèves, l'effet est à l'inverse. Lorsque les manifestations ciblent la police, la présence des étudiants/élèves augmente de 10 fois la probabilité que la violence soit généralisée ou que l'événement soit complètement violent, alors que sans cette influence, la présence d'étudiants/élèves diminue cette probabilité de 66 %. Dans le cas des travailleurs, la forte institutionnalisation de leur protestation peut expliquer cette variation. Étant donné la diminution progressive de leur participation à des actes de violence au cours de l'histoire, le fait de cibler la police implique un acte fort perturbateur auquel les travailleurs ne sont pas habitués à participer. En revanche, la relation conflictuelle entre les étudiants/élèves et la police,

[110] Odd ratio = 0,292. Le pourcentage est calculé ainsi 1 – 0,292 = 0,708, c'est-à-dire 70 %.

nourrie par la répression policière, explique qu'une fois que les étudiants/élèves ciblent la police, ils sont prêts à la confronter au travers de n'importe quel moyen.

Tableau 34: Odd ratios Régression multinomiale (catégorie de référence = événement sans violence)[111]

Variables	Modèle 1 (effets principaux)		Modèle 2 (interactions)	
	Violence isolée	Violence extrême	Violence isolée	Violence extrême
Étudiants/élèves	1,983*	0,789	2,244*	0,340*
Pobladores	4,589*	0,871	3,849*	1,087*
Travailleurs	2,232*	0,210*	1,945**	0,142
Fonctionnaires	1,993*	0,283*	1,937*	0,235*
Société civile	0,899	0,139*	1,552	0,222*
Associations des Droits humains	0,979	0,052*	1,580	0,066*
« *Mapuches* »	4,175*	0,067**	4,252*	0,106**
Non Spécifique	2,543*	6,435*	2,317*	6,675*
Cible : Autorités	0,731	0,268*	0,910	0,292*
Cible : Police	35,036*	108,940*	31,672*	60,125*
Cible : Adversaire	4,765**	8,447*	4,504*	6,682*
Cible : Entreprises	0,459**	2,871*	0,575	2,835*
Commémoratif	2,980*	3,713*	8,210*	6,288*
Commémoration X Autorité			0,174*	0,228**
Commémoration X travailleurs			222,35*	598,193*
Commémoration X étudiants/élèves			0,133	5,266
Commémoration X Société Civile			0,009*	0,066**
Cible Police X Non spécifique			0,597	0,414
Cible Police X Travailleur			0,068**	0,303
Cible Police X étudiants/élèves			1,940	10,310*
N° de cas	2577		2577	

*p<0,01 ; **p<0,05

Source : Élaboration personnelle à partir de base de données désagrégée

La commémoration fait encore preuve d'une grande importance par rapport aux faits de violence. Un événement commémoratif augmente de 8 fois la probabilité d'apparition d'actes isolés de

[111] Le tableau avec les résultats complets des modèles est dans l'Annexe 7, à la page 431. L'absence d'un astérisque signifie que la variable n'est pas significative pour expliquer ce type de violence. Pour le premier modèle : Log likelihood= 774,101 ; Khi-deux= 1826,946 ; dl=26 ; p<0,01 ; Pseudo R² Nagelkerke = 0,600 ; et pour le deuxième : Log likelihood= 655,243 ; Khi-deux= 1945,805 ; dl=40 ; p<0,01 ; Pseudo R² Nagelkerke = 0,627.

violence et 6 fois celle où la violence est généralisée ou plus. Pourtant, son influence dans les interactions est plutôt paradoxale. Tant les protestations ciblant les autorités dans un contexte de commémoration que les événements commémoratifs auxquels participe la société civile diminuent les probabilités des deux types de violence. C'est-à-dire le caractère historiquement violent de la commémoration est modifié quand elle cible les autorités et quand la société civile participe à ce type de faits. Ceci s'explique probablement par le type de commémoration en question. Rappelons que la catégorie « société civile » est la fusion des catégories LGBTQ, mouvement écologique, femmes et autres. Ce sont des groupes qui ont à peine recours à la violence. Les commémorations de ces groupes sont par conséquent moins violentes que celles associées à la dictature. Le cas de travailleurs est différent. En principe, la présence des travailleurs dans le contexte d'une commémoration semble augmenter énormément les probabilités de faits isolés de violence (OR = 222,35 ; IC=9,933-4977,084) et de violence extrême (OR=598,193 ; IC=25,795-13 872,240). Cependant, ces probabilités ne sont pas précises à cause de l'ampleur de l'intervalle de probabilités. Dans le cas de la violence extrême, les Odd Ratios peuvent se trouver entre 25 et 13 872. Ainsi, nous savons que la présence des travailleurs à un événement commémoratif augmente les probabilités des deux types de violence, mais nous ne pouvons pas confirmer avec précision quelle est l'ampleur de cette probabilité.

Le reste de variables n'a pas d'effet d'interaction dans ce modèle. Les manifestations ciblant les adversaires politiques ont quatre fois plus de probabilités de déclencher des actes isolés de violence et six fois plus, une violence extrême. En revanche, les événements ciblant les entreprises diminuent de 54 % (1er modèle) la probabilité des épisodes isolés de violence, mais ils augmentent de 3 fois la probabilité de violence extrême. Cela s'explique principalement par les 123 attentats à la bombe pendant la période. Comme je l'ai déjà signalé, en dépit de l'importance de la lutte contre le modèle économique, les entreprises sont une cible peu importante entre 2006 et 2012. La lutte contre ce modèle se fait au travers de l'État. Ces données démontrent en revanche que l'importance de la lutte contre ce modèle augmente dans le contexte de la violence extrême.

Comme il a été mentionné, la présence des groupes non spécifiques, souvent cités dans les journées de protestations et les événements de commémoration, augmente la probabilité de la réalisation des deux types de violence. La présence de *pobladores* augmente également la commission d'actes des deux types de violence, mais de façon moins importante. Si leur présence augmente presque de quatre fois la probabilité de faits isolés de violence, dans le cas de la violence extrême, cette

probabilité est juste légèrement supérieure. Le reste des acteurs, au contraire, diminue les probabilités de violence extrême.

Le cas des actions des « *Mapuche*s » à la capitale est intéressant. Les actions de ces autochtones chiliens sont souvent associées aux faits de violence au sud du pays, où il existe une revendication de territoires ancestraux. Cependant, à Santiago la protestation est juste partiellement violente. La présence de « *Mapuche*s » augmente de quatre fois la probabilité de violence isolée, mais diminue de 90 % la probabilité d'actes de violence extrême.

4.4. Un bouleversement des crises de violence politico-populaire ?

Historiquement, les mouvements populaires au Chili ont lutté pour une démocratisation réelle de la société, c'est-à-dire pour une société où une plus grande partie de la population soit impliquée dans les décisions qui la concernent. Les mouvements populaires ont été en conséquence fondamentalement politiques, y compris les faits de violence sociale. Ceci n'est pas dû au fait de leur participation au sein du système politique de représentation ou parce que leurs acteurs « sur-idéologisés » ciblent ce système (une crainte fréquente des professionnels de la politique). Ce fait s'explique davantage parce que leurs actions ont toujours eu pour objectif d'augmenter le champ de participation sociale dans l'espace public. La diminution des motivations proprement politiques pendant les deux derniers cycles présidentiels (voir Chapitre 3) peut éventuellement contredire cette appréciation. Cependant, la prédominance de l'État en tant que cible, nous montre que cette motivation politique y est bien présente. Il ne s'agit donc pas d'une dépolitisation de la société sinon de deux façons de comprendre et d'habiter la politique. Effectivement, la version de la politique qui se détache de l'action de ces acteurs sociaux est bien différente à la politique traditionnelle (l'administration de l'État). La politique partisane et de représentation est devenue un univers fermé, exercée par des professionnels. La « classe politique » dont Salazar parle. Ce système fermé et élitiste s'oppose à l'action sociale des mouvements populaires qui est inclusive, ou qui au moins, a la prétention de se faire inclure. La mobilisation sociale de cette manière, s'oppose, non seulement du point de vue concret à un système politique fermé, mais aussi d'un point de vue épistémologique.

Jusqu'à présent, le modèle de Salazar se défend sans problème. La présence de ces deux versions en est la preuve. Ce modèle reflète en effet la lutte entre une tendance à la stabilité et une tendance à la transformation, très présent dans le contexte latino-américain, où la stabilité a su imposer son point

de vue soit par la négociation soit par la violence. Cependant, la relation entre l'État et les manifestants est plus complexe que la dualité classique entre les acteurs institutionnels et les acteurs extra-institutionnels. Cette relation a en effet eu une évolution tout au long de l'histoire. Il faut cependant avouer que l'État, malgré les transformations profondes qu'il a connues à partir de la dictature (réduction, modernisation, etc.), est resté le même, à savoir, le garant de la stabilité, de la gouvernance, bref, de l'ordre. Certes, l'économie a remplacé la politique dans le rôle de créateur de discours hégémoniques et globaux, produisant de cette manière une inversion jamais vue, à l'intérieur du courant a-historique (Lechner, 1996). Ainsi, la politique, notamment la politique partisane, a perdu une partie importante de son influence. Pourtant, la constellation « G », dans la terminologie de Salazar, demeure encore comme une épistémologie totale et la classe politico-économique maintient les visions absolues et totales sur la réalité sociale. Ainsi, la transformation vient notamment de la part de la constellation « P ». Dans ce cas, l'élément le plus important n'est pas forcément la relation entre l'État et la société, sinon plutôt les transformations que la société a vécues à partir des années 1950, et plus particulièrement, les transformations des mouvements populaires. J'en ai déjà mentionné au cours des trois premiers chapitres de cette première partie : les processus de déconcentration et d'horizontalisation.

Un résumé des transformations de la protestation est énuméré dans la liste suivante :

a) *L'émergence des nouveaux acteurs et la coexistence des anciens et des nouveaux.*
b) *Une diversité plus grande d'acteurs sociaux impliqués :* étudiants, travailleurs, *pobladores*, militants des partis politiques, environnementalistes, autochtones, femmes, etc.
c) *Une diminution croissante de la participation et de l'influence des militants* et de la politique partisane aux mobilisations, malgré le fait que la politique reste encore une motivation importante.
    - Même les groupes plus associés à la politique traditionnelle ont dû s'associer (fonctionnaires et travailleurs), particulièrement aux étudiants/élèves, afin de soutenir leurs demandes.
    - Diminution des grèves en tant qu'exercice de violence contestataire, malgré l'augmentation.
d) *Une participation plus importante des groupes issus de classes moyennes de la population*. Ce sont ces groupes et non pas les groupes populaires qui ont l'initiative des actions. Il y a une corrélation entre cette participation et l'agrandissement de la classe moyenne dans le pays.

e) Une *continuité relative* du répertoire tactique entre la dictature et le cycle 2006-12. C'est notamment le cas de la commémoration.
f) *L'autonomisation de l'action de protestation.* Cette autonomisation peut être observée à partir de plusieurs éléments :
   - La tendance d'étudiants/élèves et de *pobladores* à agir seuls.
   - La prédominance d'actions de violence décentralisées
   - L'augmentation progressive de formes violentes de rupture, à savoir, celles qui dépassent les normes du système (journées de protestations, blocage de route, etc.).
g) *Une diminution des affrontements et des luttes intrasociétales* et une augmentation des luttes contre l'État. La violence est moins personnelle.
h) Bien que la quantité de faits de violence soit importante, la *protestation est qualitativement moins violente qu'auparavant,* notamment que pendant l'Unité populaire et la dictature. La pacification des occupations en est un exemple.
i) La violence est plus *mobile, dynamique et décentralisée*, par exemple dans les marches.
j) *Une diversité des motivations*, et une grande importance donnée aux besoins spécifiques de la population.
k) *Une indépendance relative des actions de contestation des contextes économiques*. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas une réponse directe aux crises économico-sociales.
l) Le cycle 2011 est probablement *le cycle de protestation des étudiants/élèves le plus important de l'histoire du Chili*.

Nous pouvons observer que les besoins de la société deviennent progressivement plus importants en comparaison à la stabilité du système politique même. Ainsi, nous pouvons reformuler la relation entre l'État et les mouvements sociaux. L'État n'est pas l'adversaire de la mobilisation sociale. Plus que la lutte contre l'État, ses autorités et ses agents répressifs, ce qui s'observe est que l'État devient le moyen au travers duquel ces besoins peuvent être satisfaites. Ce n'est pas non plus une lutte pour le contrôle de l'État, comme pendant la dictature, c'est plutôt une lutte pour la transformation de l'État afin de soutenir la satisfaction de ces demandes.

Cette remarque peut paraître anodine, cependant, considérant l'effort historique des élites latino-américaines à soutenir la stabilité en dessus des demandes de la population, cette ré-centralisation des exigences de la société, change fondamentalement la façon de penser la relation entre ces deux pôles. Dans ce cas, l'autonomisation et la déconcentration de la mobilisation sont particulièrement

importantes afin de comprendre ce changement. Un processus qui, comme déjà susmentionné, est la manifestation du processus de déclientelisation qui commence pendant les années 1950, qui avait déjà débordé le gouvernement d'Allende et qui paradoxalement, a été approfondi pendant la dictature. De cette manière, si auparavant l'ensemble de la population devait s'orienter conformément aux idées « G » de la politique, aujourd'hui, bien que la relation n'ait pas été complètement inversée, c'est le système politique qui cherche de manière à s'orienter par rapport à l'ensemble de la population. Ainsi, au contraire des périodes passées, l'unilatéralité historique du système politique commence à être remplacée peu à peu par un certain interactionnisme. L'obsession pour les sondages d'opinion et le manque de légitimité du système politique en est la preuve.

Tous ces éléments obligent à poser une question : si l'un des éléments de l'équation de Salazar a tellement changé, est-ce que ses hypothèses de travail se tiennent tant aujourd'hui qu'hier ? La réponse est non, du moins pas de la façon dans laquelle Salazar l'a décrite. Si la relation entre « G » et « P » a changé, donc, la tension structurelle qui produisait les crises de violence politico-populaire a également changé. En conséquence, les cycles de crises sociales qui ont existé depuis le début du XIXe siècle ont été bouleversés. Pourtant, ce bouleversement ne signifie pas l'absence des crises sociales à l'avenir, mais que celles-ci ne suivront pas le modèle historique qui s'est appliqué jusqu'alors.

Malgré cette analyse, le diagnostic de Salazar ne peut être démonté facilement. Les élites existent toujours, surtout dans une société énormément ségrégée et inégale comme la Chilienne. Cependant, nous ne pouvons pas nier non plus les transformations sociales que le pays a vécues, par exemple la décentralisation de l'expérience sociale dont j'ai parlé dans les conclusions du troisième chapitre et qui ont eu pour conséquent l'exigence des acteurs sociaux d'une plus grande horizontalité de rapports. Comment comprendre alors cette polarité structurelle dans le contexte de ces transformations ? Voici une hypothèse : la différence entre une période historique et l'autre réside dans le fait que ces tensions sont passées du plan structurel à l'expérience quotidienne de faire de la politique. Autrement dit, la transformation de l'expérience politique de ces dernières années n'a pas renversé nécessairement cette disjonction fondamentale sinon qu'elle l'a situé à l'intérieur des organisations mêmes. En conséquence, au sein de chacune des actions et des organisations il est possible de suivre les traces de la lutte ou la tension des deux courants.

Dans la partie II de ce travail, je justifierai ces affirmations.

Deuxième partie : La nouvelle éthique contestataire en action

Chapitre 5 : Les cadres normatifs d'interprétation et l'éthique contestataire

À la différence de la première partie de cette étude, où la mobilisation sociale au Chili a été mise en perspective à partir d'une approche historique, j'avancerai désormais en sens inverse, à savoir non pas selon un point de vue structurel sinon à partir de l'évolution et la transformation des deux groupes mobilisés pendant la période 2006-2012 : le mouvement LGBTQ et le mouvement des élève du secondaire[112]. Comme susmentionné, je ferais leur description au travers d'une monographie. Elle permettra de me concentrer sur les particularités de chacun des groupes, en essayant de décrire leurs luttes et leurs enjeux à partir de l'information et la compréhension fournies par leurs propres acteurs. C'est ainsi que je ferais davantage appel aux entretiens que dans la première partie de ce texte.

Dans cette partie, il n'agit pas d'exemplifier ou tester dans le niveau micro, ce qui a été discuté sur l'angle structurel dans la première partie. Il n'existe pas une hiérarchie interprétative entre le niveau macro et micro. Il ne s'agit pas non plus de renoncer à la généralisation. La comparaison de deux groupes en fait preuve. Au contraire, les deux analyses sont un effort de dialogue entre les deux niveaux, afin d'identifier les points de résonance, au travers desquels les particularités de ce cycle de mobilisation s'éclairciront. La longue histoire demeurera nonobstant entre parenthèses la plupart du temps et elle sera appelée lorsqu'on en aura besoin. La véritable analyse de ces points de résonance aura donc lieu lors des conclusions. Il ne s'agit pas ainsi de décrire le groupe seul, sa lutte, son organisation et leurs particularités, sinon d'apporter avec au moins deux pièces d'un puzzle plus grand qui apportera le fil conducteur à la partie finale de ce texte.

La stratégie d'analyse est donc différente. Il s'agit de se concentrer davantage sur la façon dans laquelle ces mouvements se construisent au jour le jour, ainsi que sur les éléments qu'ils utilisent pour attribuer du sens à leurs actions. C'est pourquoi je me concentrerai sur les aspects normatifs de la lutte et de l'organisation, à partir de l'idée de *l'éthique de l'expérience de lutte sociale.* J'entends ces cadres normatifs comme un point de résonance entre les mouvements sociaux et la société. Tant ces points de résonance que l'analyse historique me permettront de conclure sur le rôle de l'individu et de l'individualisme au sein de la mobilisation du Chili contemporaine.

[112] Les raisons qui expliquent cette sélection des groupes sont dans l'Annexe 1, à la page 400.

Cette idée a impliqué une nouvelle conceptualisation. En effet, comme Jasper (2010) souligne, les aspects normatifs ont souvent été exclus de l'analyse des mouvements sociaux. Ainsi, je vais d'abord décrire ces concepts et comment j'analyserai l'information et ensuite, je décrirai la structure de chaque monographie.

5.1. Éthique de l'expérience de lutte sociale

Si, comme le suggère Touraine, le conflit social est au cœur la société (1973), il s'ensuit que ces mouvements émergents sont indéniablement un aspect de la réalité vécue au quotidien. Ni la pointe de l'iceberg ni un corps étrange résultant des groupes spécifiques et minoritaires, les mouvements sociaux sont davantage des scènes, sur le plan politique bien évidemment, d'un film beaucoup plus long et inachevé où chacune de ses petites parties concentrent en elles-mêmes cette réalité plus vaste : une fractale d'expériences sociales. De cette manière, les phénomènes qui traversent ces mobilisations ne sont pas loin de ce qui a lieu dans la société elle-même. Leurs actions ne cherchent pas à transformer la société, ce sont elles-mêmes qui incarnent ces transformations. Leurs protestations ne sont donc pas une demande de transformation sociale, mais plutôt une réponse à la distance séparant cette expérience sociale vécue au quotidien de la réalité politique et économique du pays. Les manifestants ne sont pas des visionnaires capables d'anticiper l'avenir social, ils sont au contraire l'expression la plus concrète d'un présent vécu au jour le jour. Ce qui est en jeu est donc moins une demande spécifique, comme nous le verrons plus tard (logement, éducation, intégration, etc.), qu'une *éthique du quotidien* qui ne parvient pas à s'exprimer par l'intermédiaire des moyens traditionnels de représentation, mettant en évidence la distance entre la politique traditionnelle et le monde du quotidien. Voilà pourquoi ces mobilisations sont d'abord une affection et ensuite une politique. Au départ il s'agit d'un malaise imprécis, d'un signal d'étrangeté qui, finalement, avec le tumulte de la lutte elle-même acquiert une forme et un contenu jusqu'à ce qu'il devienne une demande, ensuite une action et, enfin, un projet politique.

C'est ainsi sur l'*éthique* du mouvement, davantage que sur ses fins et ses discours politiques, qu'il faut mettre l'accent. J'entends par éthique l'ensemble des principes incontournables pour les impliqués qui orientent leur comportement social et confèrent du sens à leurs actions, établissant ainsi leur horizon de reconnaissance sociale. Une éthique, alors, qui est moins un phénomène social ou une réalité susceptible d'être délimitée à partir de l'observation, qu'un point d'ancrage autour duquel l'expérience sociale bascule. De cette manière dans la mesure où l'observation directe

résulte aveugle à la nature propre de cette *éthique de l'expérience de lutte sociale*, son analyse entraîne plutôt une reconstruction à partir des fragments d'information dont on dispose. La métaphore archéologique pourrait servir à éclaircir ce travail, bien qu'ici il s'agisse moins de découvrir que de retracer dans un autre registre ce qui est en jeu à chaque fois qu'une action contestataire est proposée, à chaque fois qu'il est nécessaire de penser une forme d'organisation, à chaque fois qu'un projet politique est défini. Autrement dit, c'est une ligne sous-jacente et « interagissante » qui est présente dans les argumentations des acteurs de la protestation sociale, à l'aune de laquelle sont définies les valorisations positives et négatives sur ce que l'on fait et ce que font les autres. Il s'agit toutefois de principes qui peuvent être appliqués ou non, c'est-à-dire, qui peuvent ou non se traduire par des actions cohérentes, mais qui même en l'absence de ces actions produisent de la tension, du conflit, du malaise, de la dissonance, etc. En tant que principes globaux, ils signalent un horizon qui devient idéal et, de la sorte, une source de reconnaissance imaginaire. Ce n'est pas pour autant l'objectif de la lutte, mais la *forme* qu'elle acquiert sous l'emprise de ces principes.

C'est justement à travers les *formes de la protestation* que je tenterai de reconstruire cette *éthique de l'expérience de lutte sociale*. Ces formes sont conçues comme des manifestations que cette éthique acquiert lorsqu'elle est confrontée à la réalité quotidienne du processus de mobilisation, c'est-à-dire la manière dont cette éthique s'incarne dans notre quotidien. C'est la raison pour laquelle même si les objectifs du mouvement sont essentiels pour comprendre ses dynamiques, ce n'est pas tant sur *quoi* ils souhaitent que sur *comment* ils y parviennent que doit porter l'analyse. C'est pourquoi lors des analyses qui suivent je me concentre davantage sur les modes d'organisation et sur les processus de mobilisation que sur les fins auxquelles ces luttes aspirent. L'accent est donc mis sur le présent de l'organisation. Ceci n'équivaut pas pour autant à dire que les fins du mouvement n'expriment pas cette éthique de la mobilisation, bien au contraire, ce choix repose simplement sur l'idée selon laquelle les processus constituent des facettes plus riches, récentes et vivantes à partir desquelles la reconstruction de cette éthique est possible. Ceci ne veut pas dire non plus que j'écarterai ces fins de l'analyse, elles y seront bien évidemment considérées. Cette perspective présume plutôt que c'est justement dans le débat quotidien et, par conséquent, dans le conflit, dans la crise, bref, dans l'ensemble des relations tant intra-groupes qu'entre groupes, que ces valeurs positives et négatives sont attribuées et mobilisées afin de modeler l'action, l'organisation et la lutte. Si cette éthique oriente le mode dont ces relations se déploient et construisent, le mode dont les crises, les conflits, les alliances, les coalitions, les consensus se

développent, il est alors possible par la suite de reconstruire cette même éthique, à l'instar d'un médecin légiste, à partir de ces débats et de ces relations une fois qu'ils sont terminés. De cette manière, cette éthique construite à partir des disjonctions positives et négatives constitue l'unité d'analyse élémentaire pour le processus de comparaison.

Une grande partie de l'analyse consistera donc à mettre en opposition ces deux valorisations. Cependant, même si, par exemple, les différentes organisations attribuent à leurs alliés et opposants des valorisations positives et négatives, ces disjonctions ne représentent pas des groupes spécifiques, mais, j'insiste, des principes en opposition qui sont donc mobilisés au sein des organisations elles-mêmes à partir de différentes dimensions. La manière dont ces organisations résolvent les tensions entre ces deux positions conférera ainsi la particularité à chacune d'elles. C'est pourquoi, bien que l'horizontalité des relations se présente comme une valeur transversale, toutes les organisations ne cherchent pas pour autant à devenir complètement horizontales, ceci signifie plutôt que la tension entre horizontalité et verticalité est source de conflits et de débats qui finalement façonnent la manière dont l'organisation se constitue et, en empruntant la formule de Melucci, « produit » son action collective, se définissant elle-même ainsi que son terrain d'action. De cette manière, il est possible de comprendre l'existence d'une diversité d'organisations ayant des manières de s'organiser différentes qui vont des structures verticales jusqu'à d'organiques dynamiques.

Par conséquent, les entretiens ont été structurés essentiellement autour des relations, des conflits et des formes d'organisation au sein des organisations ainsi qu'entre elles. Il s'ensuit donc que les entretiens n'ont pas inclus de questions directes sur l'éthique des organisations. Ceci a été délibérément décidé afin d'éviter les représentations sociales sur le « bien » et le « mal », lesquelles dans bien des cas terminent par rejoindre le sens commun. Ces valorisations sont donc des interprétations analytiques qui reposent sur les prémisses ici mentionnées.

Deux sources d'analyse ont influencé cette approche. D'une part, cette stratégie s'est inspirée de la linguistique structurale afin de comprendre comment les représentations sont organisées à partir des disjonctions et d'une autre part, de la théorie des cadrages interprétatifs pour expliquer comment l'action a du sens à partir des schémas cognitifs partagés.

a) L'analyse structurale

Bien que le structuralisme ait reçu des critiques bien fondées, touchant notamment l'universalisme dont il se vantait, certains outils analytiques et méthodologiques ont survécu au cours des années

qui peuvent servir afin d'analyser la normativité au sein de mouvements sociaux. Le concept de « disjonction » est particulièrement relevant dans le cadre de cette recherche. Je souscris donc à l'idée de Piaget qui comprenait le structuralisme plutôt comme une méthode que comme une philosophie (1969).

Depuis le lancement du « Cours de linguistique générale » de Saussure, les polarités ont fait partie du structuralisme et ses disciples les ont souvent utilisées en tant qu'outil analytique. Levi-Strauss par exemple, dans le célèbre article « La Structure des mythes » conçoit cette structure à partir des oppositions binaires (1996). C'est cependant Greimas (2002), héritier des idées de Levi-Strauss, celui qui met en avant l'idée que cette polarité peut servir afin de comprendre le sens d'un récit. D'après Greimas, chaque récit est confronté à une dichotomie fondamentale, laquelle peut ou non se résoudre dans le texte (De Geest, 2003). Cette dichotomie peut être la réalisation d'un désir ou jonction (conjonction), ou être associée à son interdiction ou empêchement (disjonction). À partir de ces idées, Greimas développe un modèle d'action, le *schéma actantiel*, qui explique comment un sujet est mis en relation avec un objet (2002). Cette courte explication permet de dégager au moins deux idées pertinentes dans le contexte de cette recherche : la signification d'un terme dans un récit ne peut être compréhensible qu'en relation avec d'autres termes et cette relation peut s'exprimer basiquement à partir d'une polarité. Cette polarité sera ici désormais appelée « disjonction ». D'après Bourgeois et Piret cette disjonction doit satisfaire trois exigences (2006) : a) l'homogénéité, a savoir, les deux éléments doivent se référer à un dénominateur ou un axe sémantique commun ; b) l'exclusivité, a savoir, les deux termes s'excluent mutuellement par rapport à l'axe sémantique et c) l'exhaustivité, c'est-à-dire, l'axe sémantique ne peut être compris qu'à partir de ces deux éléments en question (voir l'exemple de l'illustration 8).

Bien que dans le cadre du structuralisme classique, ces structures de sens fonctionnaient comme des lois universelles, à partir de sa mise en œuvre dans les sciences sociales, notamment à partir de l'analyse des entretiens, l'analyse structurale est devenue un outil analytique de compréhension de la production du sens et ainsi, plus proche du constructivisme. Il ne s'agit plus de la découverte d'une structure fondamentale, mais de la reconstruction du sens, que les acteurs attribuent à sa pensée et ses actions : « *L'analyse structurale s'intéresse au sens du texte, à la signification que le locuteur donne aux mots et aux expressions qu'il utilise dans son discours* » (Bourgeois & Piret, 2006). Hiernaux par exemple entend ces structures comme des « systèmes de sens », à savoir, non seulement des façons de regarder la réalité, mais des guides afin d'orienter les comportements (1977). Une définition plus proche d'un cadre de l'expérience comme celui de Goffman. L'analyse

structurale de contenu, en tant qu'outil de recherche, dépourvu de l'universalisme de la théorie originale, transite donc vers une approche plutôt cognitive.

En dépit du fait que dans les auteurs originaux, ces relations binaires manquaient de valorisations associées à chaque polarité, il est souvent que dans le cadre d'un entretien, les interviewés attribuent au contenu de son discours des valorisations positives et négatives afin de déterminer par exemple ce qui est correct ou incorrect depuis son point de vue (Piret, Nizet, & Bourgeois, 1996). Même dans la logique du schéma actantiel, les actions et les adjuvants qui aident à la conjonction du désir peuvent être valorisés positivement, ainsi que négativement les opposants. Cependant, cette situation n'est pas toujours possible ni absolue. En effet, il existe également dans le discours des dichotomies qui ne peuvent pas être valorisées si facilement. Malgré cela, dans le cadre de cette recherche, les valorisations binaires servent parfaitement au but de reconstruire l'éthique de l'expérience de lutte sociale. De cette façon, j'entends qu'un idéal imaginaire existe auquel les acteurs veulent d'approcher (pôle positif) et une autre position de laquelle ils veulent s'éloigner (pôle négatif). L'action, notamment celle qui peut être observée dans la lutte interne, ainsi que dans le schéma actantiel, est orientée à partir de cette polarité basique.

Illustration 8: Exemple d'une disjonction

Pôle positif	----------	Pôle négatif
Horizontalité	----------	Verticalité

L'ensemble de ces disjonctions ou principes normatifs qui peuvent se révéler au cours de l'analyse des entretiens, constituent un système de sens ou dans le contexte du « *frame analyse* », un cadrage normatif d'interprétation de la réalité. Le but de cette partie de l'analyse est justement de reconstruire ce cadrage normatif.

b) Cadrages normatifs d'interprétation

Pour sa part, la théorie de cadrages d'interprétation *[Frame analysis]* a été l'une des évolutions les plus importantes de l'étude des mouvements sociaux, considérée comme susmentionnée, comme étant l'un de trois piliers fondamentaux du champ d'étude de l'action collective politique (McAdam et al., 1996). Proposée originalement par Snow *et al*, en 1986 s'est basé sur le travail de Goffman du même titre (*Frame analysis*). Un cadre est « *un schème d'interprétation qui simplifie et condense "le monde là dehors" en ponctuant et encodant de manière sélective les objets, les situations, les*

événements et les séquences des actions à intérieur du contexte présent ou passé » (Snow & Benford, 1992, p. 137). Ce modèle naît de la critique aux modèles prédominants à ce moment-là, qui négligeaient la valeur de l'interprétation des acteurs concernant les événements et les expériences de participation, notamment les griefs (Snow, Rochford, Worden, & Benford, 1986). Pour ces auteurs, ni la quantité de ressources mobilisées ni les injustices réelles subies n'en étaient suffisantes pour expliquer la participation, même pas le choix rationnel des participants : « *Pour qu'il y ait mobilisation, il faut donc au préalable qu'une masse critique de gens aient socialement construit une représentation commune de la situation comme injuste et immorale* » (Contamin, 2010, p. 57-58). Ainsi ce processus n'est pas seulement une construction individuelle de la réalité, mais un processus continu d'élaboration et de ré-élaboration entre le groupe et l'individu. Un processus que Snow *et al* appellent « *alignement de cadres* » *[frame alignment] (1986)*.

Il existe quatre types de processus d'alignement (Snow et al., 1986, p. 467-476) :

1. Pontage [*Frame Bridging*]. C'est l'enchaînement de deux ou plusieurs cadres idéologiquement congruents, mais structurellement non connectés concernant un problème particulier. C'est quand deux ou plusieurs organisations par exemple, partageant un même problème décident d'aligner leurs efforts afin de poursuivre la lutte ou quand l'organisation s'adresse aux individus démobilisés partageant la même sensibilité, ayant par but d'augmenter sa base de participation ou de soutien, ainsi que pour obtenir de ressources.
2. Cadrage d'amplification [*Frame amplification*]. Il s'agit du renforcement ou de la clarification d'un cadre existant concernant une question particulière, un problème ou un ensemble d'événements, afin de démontrer sa liaison avec les valeurs et les croyances supposées de participants potentiels. Cette amplification peut impliquer une *amplification de valeurs* ou une *amplification de croyances*. L'amplification de valeurs fait référence à l'identification, l'idéalisation et l'élévation d'une ou plusieurs valeurs présumées comme étant importantes pour les participants éventuels, afin de les associer à la lutte de l'organisation. Tandis que les valeurs font référence aux buts ou aux états finaux que les mouvements cherchent à atteindre ou promouvoir, les croyances peuvent être interprétées comme des éléments idéals qui soutiennent cognitivement ou empêchent l'action dans la poursuite de valeurs désirées. Ainsi, l'amplification de croyances peut s'associer à la gravité du problème, à l'origine ou la causalité de celui-ci, aux croyances stéréotypées concernant les opposants, aux probabilités du succès et à l'urgence de réagir.

3. Extension du cadre [*Frame extension*]. Lorsqu'il s'agit d'élargir le cadre au-delà des frontières du mouvement afin d'englober les intérêts ou les points de vue qui sont importants aux adhérents potentiels.
4. Transformation du cadre [*Frame transformation*]. Lorsque les valeurs ou les luttes de l'organisation ne résonnent pas ou elles sont incompatibles, avec les croyances ou la culture de son environnement, il faut changer le cadre au travers de la création de nouveaux cadres ou de l'abandon ou du recadrage de cadres anciens.

Si un cadre est spécifique à une organisation ou une mobilisation on parle alors de cadres organisationnels, mais si le cadre est partagé par plusieurs organisations ou mobilisations, il s'agit d'un cadrage maître [*master frame*] (Contamin, 2010; Snow & Benford, 1992). Un cadre maître doit être suffisamment ouvert et en résonance avec son milieu historique et culturel, afin que plusieurs organisations puissent s'en sentir représentées. Un exemple souvent cité par Snow et Benford concerne la mobilisation contre la dictature au Chili pendant les années 1980, où plusieurs organisations se sont alignées malgré leurs différences afin de faciliter la chute de Pinochet (Noonan, 1995). C'est également le cas des droits civils aux États-Unis pendant les années 1960 et 1970.

Un concept intéressant est celui de *résonance* (Benford & Snow, 2000). En effet, un cadre d'interprétation augmente son influence au fur et à mesure qui entre en résonance avec son milieu historique et culturel. D'après Bedford & Snow, la résonance dépend de la *crédibilité du cadre* au sein de la population où la mobilisation est mise en place et de *l'importance* dont il fait preuve (2000). La *crédibilité* dépend de : a) la consistance du cadre concernant l'articulation des croyances, des demandes et des actions ; b) la crédibilité empirique, c'est-à-dire la concordance entre le contenu du cadre et la réalité et c) la crédibilité de ceux qui en sont les porteurs. Pour sa part, *l'importance du cadre* peut s'expliquer à partir de trois dimensions : a) la centralité, laquelle répond à la question de combien les croyances, les valeurs et les idées sont importantes pour la vie des cibles de la mobilisation ; b) la commensurabilité du cadre résultant de l'expérience, à savoir combien les cadres sont en résonance avec la vie quotidienne des personnes et c) la fidélité narrative, c'est-à-dire la mesure dans laquelle le cadre entre en résonance avec les mythes ou les narrations culturelles des cibles.

Bien que la théorie des cadrages d'interprétation ait permis d'élargir la compréhension des mouvements sociaux, plusieurs critiques lui ont été formulées. Benford même a fait un bilan de celles-ci (1997). Ce modèle se concentre davantage sur les actions unilatérales menées par les

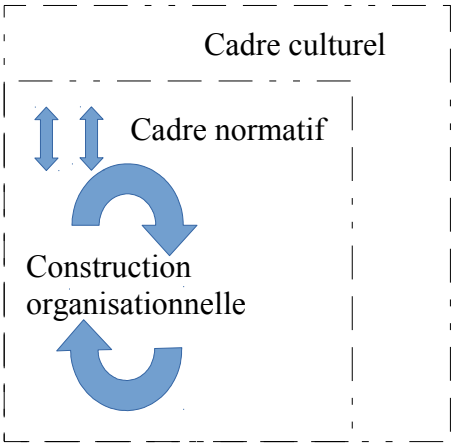
activistes, notamment celles des leaders des organisations, afin d'aligner les cadrages de ses organisations et ceux de l'environnement, particulièrement de ceux qui peuvent devenir de potentiels supporteurs. Ainsi, il existe un biais stratégiste : « *une tendance à présenter les processus de cadrage comme des entreprises de marketing des mobilisations collectives, en négligeant tout à la fois les contextes idéologiques et culturels qui peuvent peser sur ces processus et l'importance des dimensions affectives de la participation* » (Contamin, 2010, p. 72). Ce modèle ignore donc l'aspect multidimensionnel et au moins bidirectionnel d'un cadre, lequel pourtant est également influencé par les différents acteurs involucrés (activistes, opposants, médias, etc.) et par la culture et l'histoire. Snow & Benford (1992) expliquent qu'ils voulaient souligner non seulement l'influence des cadrages contextuels sur des acteurs passifs, mais aussi, la capacité des mêmes acteurs à produire de nouveaux sens et à modifier activement les cadres d'interprétation. Cependant, même si l'intention initiale de ces auteurs était de mettre en avant la construction du sens, la recherche empirique basée sur ce travail a plutôt souligné la dimension utilitaire dans ce processus (Cefaï, 2007). Cefaï par exemple, quoiqu'il mette en avant l'importance de la contribution de Goffman à la compréhension des mouvements sociaux, considère que la « *frame perspective* » dénaturalise la théorie initiale : « *Goffman a été, au prix d'un étonnant malentendu, lu comme un auteur de psychologie sociale, dans une perspective cognitiviste* » (Cefaï, 2007, p. 470). Il critique l'absence d'une véritable analyse situationnelle et contextuelle, l'absence d'un travail ethnographique et microsociologique, la réification de cadres utilisés comme étant des packages de signification décontextualisés et finalement comme il a été mentionné, la prédominance de l'analyse des stratégies de communication et de marketing au lieu de diverses dimensions qui animent l'action collective, par exemple les formes de qualification normative : « *elle reste peu attentive aux matrices de sens éthique, civique et politique qui animent les acteurs* » (Cefaï, 2007, p. 474). L'une des dimensions qui seront justement traitées au sein de cette recherche.

c) Cadrage normatif maître et résonances culturelles

Je vais ici m'éloigner partiellement aussi bien de cette approche que de l'analyse structurelle. La plupart des travaux concernant le « *frame analyse* » et en effet, la plupart des recherches sur les mouvements sociaux essaient d'expliquer la montée et la chute d'un mouvement ainsi que les facteurs qui expliquent son succès. Afin d'achever cette tâche, elles se centrent sur les demandes et sur les discours et les actions qui permettent d'atteindre leurs objectifs. Au contraire, comme susmentionné, je vais me focaliser davantage sur les modes organisationnels afin que cette éthique soit mise en évidence. Il sera donc un cadre normatif concernant la production interne du

mouvement. Ce cadre normatif sera décrit donc à partir d'une série de disjonctions représentant les valeurs positives et négatives attribuées aux différents modes organisationnels. Bien qu'il existe une méthode spécifique pour analyser l'information des entretiens à partir de l'analyse structurelle, dans ce cas et compte tenu de la quantité des entretiens faits, j'utiliserai l'analyse structurelle comme un modèle général que comme une technique d'analyse à proprement parler. Comme j'expliquerai plus tard, la technique en tant que telle sera la théorie ancrée[113]. L'analyse structurelle me permet donc de justifier l'utilisation des disjonctions des valeurs, mais sa pertinence pour l'analyse finale reste là.

Illustration 9: Cadres



Je décrirai en premier lieu ce cadre normatif et en deuxième lieu, je me servirai de cette éthique afin de la mettre en relation avec son contexte culturel. Dans la description, j'expliquerai comment ces cadres sont utilisés pour orienter les actions et la construction organisationnelle interne, particulièrement à partir de la négociation et du conflit. Ainsi, en dépit de l'importance que la transformation du cadre a pour la construction du mouvement même, j'utiliserai cette fois ce cadre normatif comme tel, à savoir comme une variable de contexte (fondamentale) mise en jeu dans le processus de production organisationnelle. Ainsi je fixerai le cadre, dans le même sens que Geertz fixe les descriptions, afin de les utiliser comme unités d'analyse intermédiaire. Ensuite, une fois les cadres normatifs seront identifiés, je pourrai me servir de ces descriptions pour continuer l'analyse, laquelle, à la différence de Snow & Benford, plus qu'expliquer comment les acteurs manipulent sa transformation, essaie d'expliquer comment ce cadre est influencé par ce contexte et ainsi, comment il entre en résonance avec lui. Mon analyse va donc dans le sens inverse. Pour ce faire, j'utiliserai le

[113] Voir Annexe 6. Théorie Ancrée à la page 428.

concept de « résonance culturelle », lequel met l'accent sur « *l'alignement entre les cadres du mouvement et les symboles dans le contexte culturel »* (Kubal, 1998, p. 542).

Ainsi, je me centre davantage sur cette éthique du quotidien afin de comprendre comment elle résonne dans son contexte culturel et comment ce contexte borne les possibilités d'action, notamment en ce qui concerne la façon de s'organiser et la façon dans laquelle les organisations ressoudèrent les contradictions qui y émergent. Ce travail implique d'une part l'analyse des cadrages normatifs d'interprétation à l'intérieur de chaque groupe étudié ainsi qu'à partir des relations qu'ils établissent entre eux. Il implique d'autre part, l'analyse des relations entre ces cadrages normatifs et son contexte culturel, afin de reconstruire cet espace en face duquel ils essaient d'entrer en résonance. J'entends donc ce contexte culturel comme un autre cadre, cette fois sociétal.

Malgré le fait qu'il soit difficile d'apercevoir un cadrage maître entourant le contenu et les demandes des différents groupes étudiés, une hypothèse de ce travail est qu'il existe un cadrage maître normatif partagé par les trois groupes en entrant en résonance avec son contexte culturel.

5.2. Dispositif de comparaison

Chaque monographie sera divisée en trois sections :

a) Je commencerai par retracer l'histoire de chaque mouvement, en essayant de clarifier à la lumière de cette histoire, les principaux enjeux contemporains des organisations.

   Les monographies se concentreront sur au moins l'une des organisations étudiées à l'intérieur de chaque mouvement. Dans le cas du mouvement LGBTQ il s'agit du MUMS alors que dans le mouvement d'étudiants du secondaire c'est l'ACES.

b) La deuxième partie se centrera sur la construction du mouvement à partir de sa stratégie contentieuse envers les adversaires (souvent l'État) ainsi qu'à partir de la façon de s'organiser depuis l'intérieur du mouvement et des conflits intra et inter organisationnels.

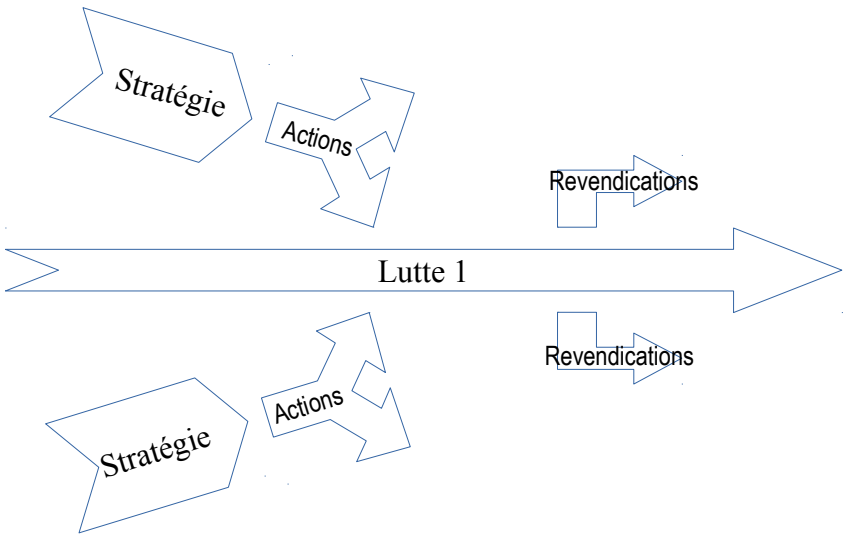
c) Finalement, la troisième section servira de conclusion, afin de souligner les principaux enjeux auxquels font face les mouvements étudiés.

La deuxième partie de ces monographies, c'est-à-dire la construction contentieuse du mouvement, mérite plus de profondeur et d'explication. Je diviserai cette explication en deux sections. La première décrira la stratégie contentieuse, à savoir les objectifs de l'organisation, les épisodes de protestation et les stratégies adoptées afin d'atteindre ces objectifs. En revanche, la deuxième partie se centrera sur la construction interne du mouvement, autrement dit, sur les formes d'organisation ainsi que sur les relations et sur les conflits intra et inter-organisationnels. Les deux parties constituent ainsi le dispositif sur lequel je bâtirai la comparaison des trois mouvements étudiés. Je vais à présent décrire en profondeur ces deux sections.

a) Stratégie contentieuse

Dans la stratégie contentieuse, je vais distinguer quatre aspects fondamentaux : d'une part, les luttes et les revendications et d'autre part, les stratégies et les actions afin d'accomplir ces objectifs. L'illustration 10 résume le modèle de présentation de cette information.

Illustration 10: Stratégie de Contention



La *lutte*, c'est-à-dire le but poursuivi par le mouvement, constitue l'axe de cette partie de l'analyse. Cette lutte est différente des revendications ou des demandes que le mouvement adresse à l'opposant ou à la société. La lutte organise et donne un sens aux actions, alors que les revendications sont les différentes manifestations que cette lutte acquiert au cours de la

confrontation avec l'opposant. La *lutte pour la reconnaissance* du mouvement LGBTQ est un bon exemple. Cette lutte s'est traduite en plusieurs revendications adressées à l'État chilien : la dépénalisation de la sodomie, la loi d'identité de genre, la reconnaissance de l'identité « transgenre » sur la pièce d'identité nationale, etc. Pour sa part, la *stratégie* est l'approche globale au travers de laquelle les actions contentieuses sont organisées afin d'atteindre l'objectif de la lutte. Dans le cas du mouvement LGBTQ, la stratégie contentieuse pour atteindre la reconnaissance a été de rendre visible la diversité sexuelle. Cette visibilité est mise en œuvre à partir d'actions contentieuses diverses afin de mettre en évidence les différents corps et sexualités : les marches de fierté, les interviews aux médias, les bisous-thons, les performances « *drag queens* », etc. Bien que chaque groupe étudié puisse s'organiser à partir d'une seule lutte ou conflit central, des luttes diverses et simultanées ont été identifiées. Il en est de même dans le cas des stratégies. En fait, plusieurs approches différentes peuvent confluer afin d'atteindre les objectifs d'une seule lutte.

Ces schémas de luttes ont été par conséquent des reconstructions théoriques issues de l'information des entretiens. Comme telles, elles seront élaborées à partir du modèle de la théorie ancrée. Elles seront particulièrement considérées comme des phénomènes axiaux (voir à la page 428).

b) Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action

La discussion idéologique et politique est loin de se limiter à la construction d'une stratégie contentieuse afin d'atteindre les objectifs de la lutte. Elle se retrouve aussi dans le processus d'auto-construction organisationnelle et du mouvement, au sein duquel la discussion idéologique s'incarne peut-être avec davantage de profondeur que dans les revendications qui ont motivé leurs actions. En effet, le débat idéologique ne se produit pas uniquement contre les antagonistes évidents de la lutte, mais également à l'intérieur de l'organisation ; c'est-à-dire à travers la manière générale dans laquelle les problèmes sont encadrés, à travers les différentes formes d'organisation, dans la prise de décisions, dans les mécanismes d'élection de dirigeants, dans la particularité des conflits internes, dans la relation avec d'autres organisations similaires, etc. Chaque événement protestataire observable est donc le résultat d'un long et sinueux processus de construction interne, qui est difficilement repérable à partir de la simple agrégation quantitative de ceux-ci.

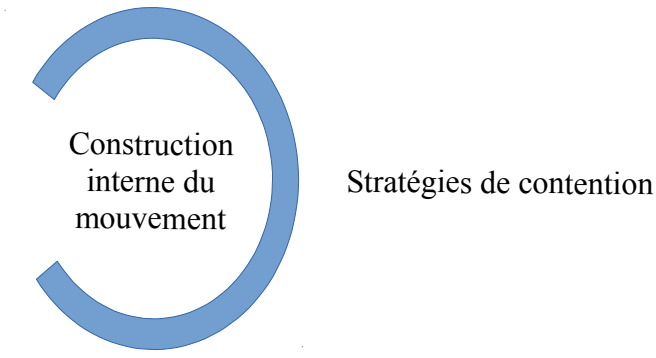
La construction interne ne fait pas seulement référence au processus de construction à l'intérieur de chaque organisation, mais aussi au processus de construction du mouvement au complet. McCarthy & Zald par exemple décrivent largement un mouvement social (SM)[114] comme « *un ensemble*

[114]J'utiliserais les sigles en anglais afin de rester cohérent avec l'argument.

d'opinions et de croyances dans une population qui représente des préférences pour produire des changements dans quelques éléments de la structure sociale et/ou dans la distribution des bénéfices d'une société » (1977, p. 1217–1218). Une organisation dans le contexte d'un mouvement social (SMO) est ainsi entendue comme une organisation formelle qui s'identifie avec les objectifs d'un mouvement social et qui essaye d'atteindre ses buts. D'autre part, l'ensemble de SMOs qui essayent d'atteindre les buts et les préférences d'un SM, est défini comme l'industrie des mouvements sociaux (SMI). La construction interne du mouvement auquel je fais référence s'applique ainsi non seulement à la construction d'un seul SMO, mais au processus de construction d'une SMI, où les relations inter-organisationnelles seront fondamentales[115].

Il existe évidemment une relation entre chaque stratégie contentieuse et la construction interne du mouvement. En effet, chaque stratégie spécifique visible à l'environnement organisationnel est accompagnée d'une discussion interne du mouvement. Dans quelques cas, cette relation sera directe. Comme je décrirai par exemple dans la monographie du mouvement LGBTQ, la stratégie afin de rendre visible de la différence est liée aux mécanismes internes de diversification. Cependant, étant donné que certaines de ces luttes sont historiques et que les entretiens ont été réalisés dans un moment historique particulier, cette relation ne sera pas toujours identifiable.

Illustration 11: Relation entre la Construction interne du mouvement et la stratégie de contention



[115] Cette conceptualisation est également utile ici parce qu'elle définit un mouvement social plus largement que le seul ensemble d'organisations formelles et permet ainsi de comprendre qu'aucun mouvement social n'est complètement actif de manière constante et parce qu'elle sert de base pour comprendre les relations entre une organisation mobilisée et le groupe de la population qui la soutient ou qui la désapprouve. Les mécanismes de liaison entre ces organisations et la société seront mieux expliqués à partir de l'approche du « *frame analysis* » [cadrage interprétatif] et la « résonance culturelle » (Kubal, 1998; Snow, Rochford, Worden, & Benford, 1986). Voir « Cadrages normatifs d'interprétation » à la page 193.

En revanche, *l'éthique de l'expérience de lutte sociale* est justement mieux observée dans cette construction interne du mouvement[116]. Elle peut aussi être observée bien évidemment dans chacune des luttes, cependant elle est plus évidente dans leurs disputes, dans les mécanismes organisationnels et dans les relations intra et inter-groupes. Pour chacune de ces décisions et de ces disputes menant à l'action de protestation, existe ainsi une ligne sous-jacente, à travers laquelle des évaluations positives et négatives sont attribuées à la réalité et à partir de laquelle les actions, l'organisation et la lutte sont finalement modelées. C'est un cadre normatif pour l'action. En effet, comme déjà expliqué dans la première partie de cette introduction, j'entends chacun de ces principes structurels comme un cadre normatif à travers duquel les participants et les organisations interprètent et donnent un sens à leur lutte, à la gestion interne de leurs actions et à leur réalité organisationnelle. L'ensemble de ces principes structurels constitue une structure de cadres normatifs d'interprétation.

Chaque cadre normatif est composé de *principes* qui déterminent et orientent la discussion au travers des différents aspects de l'organisation (voir « contextes » ci-dessous par exemple). Chaque principe est décrit comme une disjonction entre un pôle positif et un pôle négatif. Le pôle positif est la direction voulue et le négatif, la position de laquelle ils veulent s'éloigner. Chaque pôle de la disjonction est une dimension dialectique de l'autre et ainsi, ils ne peuvent être compris séparément. Par exemple, j'entends que la tendance vers l'horizontalité implique logiquement le fait de fuir de la verticalité. En outre, ces principes sont exercés à travers des *mécanismes organisationnels* agissant dans des *contextes spécifiques*, qui permettent notamment de s'approcher au pôle positif. Afin d'assurer le pôle positif de la disjonction « Horizontalité/Verticalité », certaines organisations développent par exemple des mécanismes d'horizontalisation, à savoir l'alternance de porte-paroles ou la prise de décisions à travers d'assemblées. De tels mécanismes assurent qu'une personne ne détienne pas le pouvoir à elle seule et que les rapports de pouvoir à l'intérieur de l'organisation s'établissent théoriquement à partir des mêmes conditions entre tous les activistes.

Ceci ne signifie pas que deux organisations antagonistes représentent chacune un pôle ou l'autre, au contraire ces principes sont en conflit à l'intérieur de chaque organisation. La manière dont chacune résoudra le conflit façonnera également la manière de s'organiser ainsi que la particularité de ces mouvements. Cela veut dire par exemple que même si structurellement toutes les organisations cherchent à s'approcher du pôle horizontal, plusieurs d'entre elles vont s'organiser en fait

[116] Cf. page 189.

verticalement[117], car cette façon de s'organiser a été le résultat de la manière particulière de résoudre le conflit interne autour de ce principe. Ceci n'implique pas non plus que le conflit soit fini dès que le pôle positif a été atteint. En effet, au sein de plusieurs organisations horizontales, les pôles positifs et négatifs peuvent indistinctement être attribués aux différentes factions de la même organisation[118]. En conséquence, les deux pôles sont des principes idéaux et non pas des réalités concrètes indépendantes les unes des autres.

[117] Bien que j'aie jusqu'à présent mis davantage l'accent sur la façon dont les différents mouvements cherchent à se synchroniser avec le pôle positif de leurs principes, il est également vrai que dans la réalité quotidienne, plusieurs de ces mécanismes sont bloqués ou transformés. Il en résulte une dénaturalisation des résultats obtenus ou des résultats complètement divergents et inattendus : des actions menant par exemple à une concentration du pouvoir, là où l'éthique semble indiquer que des mesures tout opposées doivent être prises. Pourquoi alors, malgré le fait que les organisations partagent des valeurs communes, prennent-elles de décisions contradictoires ou dissonantes avec leurs principes ? Une explication possible provient de la même théorie de cadres d'interprétation dont je me suis servi pour construire ce modèle. En fait, la notion de « cadrage interprétatif » est plus ample que celle de la dimension normative. Comme j'ai indiqué dans la stratégie d'analyse, une grande partie du succès des mouvements sociaux dépend de la capacité des activistes à aligner les cadres d'interprétation du mouvement (la perception d'injustice par exemple) et les cadres d'interprétation de leur contexte socioculturel, en permettant ainsi la résonance entre les deux (Snow & Benford, 1992). Ceci a été appliqué aux stratégies pour obtenir le soutien de la société et pour élargir la base d'adhérents (Benford & Snow, 2000). Cependant, il est également évident qu'une multitude de facteurs et de cadres d'interprétation de diverse nature et de divers poids à l'intérieur de cette construction influent sur la prise de décisions. La confluence interactive de ces facteurs détermine le résultat final au sein de l'organisation. Dans plusieurs cas, il existe des conflits entre ces différents cadres. Bien que la majorité des organisations sociales ont par exemple des façons particulières de s'organiser, plusieurs parmi elles se voient obligées d'implanter une structure verticale traditionnelle (président, trésorier, secrétaire, etc.), due à la législation en vigueur en matière d'organisations sociales et communautaires. Cette structure leur permet d'avoir l'accès aux ressources et aux espaces de négociation. Ainsi le cadre légal contredit directement l'éthique interne du mouvement.

[118] Voir par exemple l'Encadré 3: Crise normative du 2010 chez MUMS à la page 241.

Chapitre 6 : Les luttes identitaires du XXI^{e} siècle d'un mouvement post-identitaire. Le mouvement LGBTQ au Chili

Quatre ans après la révolte gay de Stonewall aux États-Unis, souvent considérée le point de départ du mouvement LGBTQ dans le monde, et quelques mois avant le coup d'État de 1973, un groupe d'homosexuels, travailleurs du sexe réguliers de la « Place d'armes » de Santiago, décida de protester pour la première fois au Chili. Même si la révolte du nord – à l'origine des commémorations annuelles au niveau mondial des dites marches des fiertés – était encore peu connue au pays, les mobiles de ces deux événements étaient les mêmes : dénoncer la brutalité policière dont ils étaient victimes (Carter, 2010 ; Robles, 2008). La protestation a toutefois laissé peu de traces et ce n'est que récemment, à partir des initiatives restreintes et à titre anecdotique, qu'elle a été revendiquée comme la première manifestation homosexuelle au Chili (Robles, 2008). Remonter jusqu'à si loin, même au point de retracer la préhistoire du mouvement est pourtant loin d'être anecdotique. Les premières années de politisation du mouvement LGBTQ au Chili sont, au contraire, essentielles pour comprendre ses luttes et ses dynamiques actuelles. Bon nombre des dilemmes suscités à l'époque agissent comme des points de fixation, persistent et sont toujours l'objet de disputes et de débats passionnés, expliquant entre autres, les décisions, les scissions et les évolutions du mouvement : les clivages identitaire/post-identitaire ; homosexuels *versus* lesbiennes et transgenres ; la verticalité patriarcale *versus* l'horizontalité inclusive ; le pragmatisme stratégique institutionnel *versus* la contestation et la dissidence sexuelle ; la normativité et la différence ; et, malgré le mouvement LGBTQ lui-même ainsi que les efforts post-identitaires, la tension identitaire constante et irrésolue entre le masculin et le féminin qui se retrouve sans cesse dans chaque dispute au sein des mouvements.

Dès le départ, je dois pourtant avouer que ma propre recherche reproduit les modèles hétéro-normatifs de la prééminence du masculin. La plupart des interviewés au sein de ce groupe sont, en effet, des hommes en termes de genre, c'est-à-dire, des gays ou des transgenres masculins lesquels, malgré la diversité des organisations, reflètent donc un aspect identitaire en particulier. Par conséquent, reste à savoir si les mêmes conclusions pourraient être tirées à partir de l'étude des organisations de lesbiennes et de transgenres féminines.

6.1. MOVILH Historique

Il a fallu que s'écoulent presque 20 ans et que le long silence de la dictature au Chili se termine pour qu'au beau milieu de la redémocratisation du pays les homosexuels décident de s'organiser et de fonder ce qui deviendra ultérieurement le regroupement le plus célèbre du pays : le Mouvement de Libération Homosexuel (MOVILH historique)[119][120]. Les origines du MOVILH historique se trouvent dans un atelier des droits humains au sein de la récemment créée Corporation Chilienne de Prévention du SIDA (L. Fernández, 2009). Fondée en 1987 essentiellement par des homosexuels, cette corporation avait pour but la prévention du VIH à partir d'une approche sanitaire et des droits humains. D'après Fernández, dans la mesure où à l'époque la Corporation était centrée sur la question sanitaire, elle se méfiait de son lien avec l'homosexualité même si la plupart de ses membres étaient en effet des homosexuels (2009). C'est la raison pour laquelle un groupe s'est écarté de la Corporation et se réunissait informellement jusqu'à ce qu'il devienne en 1991 le MOVILH historique. L'institutionnalisation de cette association fut possible grâce à la contribution financière de la congrégation catholique Zusters Van Liefde versée au groupe afin d'effectuer une étude exploratoire sur la sexualité des hommes homosexuels à Santiago (L. Fernández, 2009 ; Robles, 2008). En fait, c'est pour pouvoir recevoir ces fonds que le Centre d'Études sur la Sexualité (CES) a été créé en parallèle devenant la façade institutionnelle du MOVILH (L. Fernández, 2009). De cette manière, le versant intellectuel ou professionnel a été fortement présent dès le début du mouvement, tout comme sa longue histoire liée aux mouvements de gauche et à la lutte pour les droits humains portée par bon nombre de ses membres. C'est probablement ce qui explique pourquoi les premières années se sont concentrées davantage sur le débat idéologique et politique plutôt que sur les actions directes de protestation.

> *« Le mouvement de libération homosexuel – d'après ses fondateurs Luis Gauthier et Fernando Bustos – prône l'abolition des catégories sexuelles qui condamnent hommes et femmes au malheur et qui ne servent qu'au soutien du pouvoir patriarcal dominant. La définition du terme "homosexuel" est entendue par notre mouvement comme une catégorie politique qui, en tant que telle, est utile pour proposer une société dont les fins découlent des personnes elles-mêmes. Cependant, notre discours repose certainement sur notre*

[119]Dans le cadre de cette thèse je ferai la distinction, à l'instar de nombreuses organisations LGBTQ au Chili, entre le MOVILH historique, déjà disparu, et le MOVILH actuel, associé à l'activiste Rolando Jiménez.

[120]La dictature militaire a été le scénario pour la naissance de certaines associations LGBTQ au Chili qui aussi ont débouché sur la création du MOVILH historique, entre autres : le groupe Intégration, les Ayuquelén et les « *Yeguas del Apocalispsis* » (les juments de l'apocalypse, juments étant un terme familier employé pour désigner les homosexuels) ainsi que la Corporation chilienne de Prévention du SIDA, à partir de laquelle émerge le MOVILH historique (L. Fernández, 2009). Au fil des années, cette corporation disparaît pour devenir une des associations activistes les plus importantes du pays, à savoir : Action Gay.

> *oppression spécifique commune, laquelle vraisemblablement ne diffère pas considérablement de celle qu'éprouve n'importe quel homme ou n'importe quelle femme de notre peuple »* (cité par L. Fernández, 2009, p. 44).

Cette définition idéologique considérait déjà lors des premières années de vie du mouvement maints éléments qui sont toujours en vigueur et que j'aborderai ci-dessus : l'abolition des catégories sexuelles, la critique des modèles hétéro-normatifs et notamment les patriarcaux, le caractère politico-instrumental de l'homosexualité, l'insertion de ses revendications dans un contexte plus vaste de demandes sociales et l'individualisation de l'expérience sociale.

À l'instar des nombreux individus qui s'inscrivent aujourd'hui dans une orientation LGBTQ, un des grands problèmes auquel l'organisation a été confrontée lors de ses premières années de vie fut l'exposition publique en tant que mouvement politique des homosexuels. Dans un contexte peu propice à ce type de tendances et afin de se rendre visibles en tant que mouvement, les membres du MOVILH historique ont réalisé diverses actions notamment des interviews dans les journaux et à la télévision (L. Fernández, 2009 ; Robles, 2008), lesquelles laissaient toutefois transparaître l'ambigüité et la difficulté à se déclarer ouvertement comme homosexuels. Ceci n'est pas sans conséquence sur le mode d'organisation ainsi que sur les conflits ultérieurs à l'intérieur de l'organisation et entre les associations. Les débats idéologiques internes autour de l'homosexualité et de l'abolition des catégories sexuelles, en public se traduisaient, paradoxalement, par une stratégie qui en définitive mettait en avant la masculinité et la normalité, c'est-à-dire, une image hétéro-normative traditionnelle : « un péché originel » pour les organisations LGBTQ actuelles, lesquelles tentent au contraire de mettre en avant la différence au lieu de se soumettre aux normes sociales dominantes. Les premiers porte-parole du mouvement devaient donc, dans leur image publique, paraitre des hommes « normaux » afin de briser les stéréotypes envers les homosexuels montrant ainsi qu'il ne s'agissait pas de déviants par rapport à l'ensemble de la société, mais des personnes normales comme n'importe qui (L. Fernández, 2009). Par conséquent, le MOVILH historique, bien malgré lui, a été un mouvement d'hommes homosexuels traditionnels. Paradoxalement, cette « sortie institutionnelle du placard » a laissé dans l'ombre toute lueur de féminin susceptible d'être lié à l'image du mouvement : un homme homosexuel montrant des traces de féminin ne pouvait donc pas aspirer à devenir porte-parole (L. Fernández, 2009).

Illustration 12: Le Movilh participant à la marche de commémoration du rapport Rettig, 1992.

Source : http://banderahueca.blogspot.ca/2009/05/vamos-andar.html

La participation à la marche de commémoration du dépôt du rapport Rettig, lequel portait sur les atteintes aux droits humains pendant la dictature, a été une occasion pour que le mouvement acquière de la notoriété dans le cadre d'une protestation. Comme le montre l'illustration 12, les membres du MOVILH ont marché à visage couvert pendant qu'ils arboraient une banderole faisant référence à l'organisation. Ceci a fait l'objet d'un débat autour de la véritable raison de la marche à visage couvert : les activistes avaient-ils caché leur visage par peur d'être identifiés comme des homosexuels ou bien s-agissait-il simplement d'une mise en scène ? Robles a mis l'accent sur la place du MOVILH dans la marche, physiquement parlant ; le fait d'être situé à la fin du cortège révélerait l'exclusion symbolique subie par les homosexuels à cette occasion (Robles, 2008). Fernández, en revanche, à partir des entretiens auprès des organisateurs de l'événement, propose que tant les masques que les costumes cherchaient à représenter les arrêtés/disparus pendant la dictature, n'étant pas une manifestation de la peur des membres du MOVILH de se montrer en tant qu'homosexuels, comme le suggérait Robles (2009). Au-delà de ce débat, l'importance de la marche et de la discussion autour d'elle réside en trois éléments : premièrement, elle soulève le problème de la notoriété du mouvement ; deuxièmement, elle révèle la posture idéologique du mouvement, lors de ses premières années de vie, dans la lutte pour les droits humains ;

troisièmement, elle met en avant la place de la différence dans laquelle le mouvement se situe. Nous verrons plus loin que l'identité et la différence constituent une disjonction structurelle du mouvement LGBTQ au Chili. Il est toutefois possible d'avancer que cette « autre marche » inaugurale des homosexuels a terminé par se reproduire symboliquement dans les marches LGBTQ actuelles : « *Autrefois se formait aussi l'autre marche, mais c'était vers la fin que les lesbiennes arrivaient, les plus radicales* » (DS7). Une différence qui s'applique à soi-même.

Le *focus* sur l'homosexualité masculine lors des origines du mouvement et les problèmes afférents ont fini par se retourner contre ce dernier : « *les gays ne comprenaient pas et ne comprennent toujours pas les lesbiennes* », explique Fernández (2009, p. 86). Ni la question du VIH ni l'article de loi n° 365 qui punissait la sodomie au Chili, tous les deux étant des revendications centrales du mouvement homosexuel, ne concernaient pas directement les lesbiennes. Malgré les efforts réalisés par le biais de la discrimination positive envers les femmes, lesquels ont permis que deux femmes arrivent à la tête du MOVILH en 1993, tant les femmes que les transgenres ne se sentaient pas à leur place dans cette organisation. En 1994 une scission se produit au sein du mouvement et la plupart des femmes partent pour fonder d'abord le Centre d'Orientation de la Femme (COOM), ensuite la Coordination Lesbienne, à laquelle adhèrent d'autres associations telles que « *Ayuquelén* » (L. Fernández, 2009 ; Robles, 2008). En 1995, le MOVILH ne comptait que trois femmes parmi ses membres (L. Fernández, 2009).

Ce schisme a constitué le début de la fin pour le MOVILH historique. En 1995, à la suite des difficultés que le groupe de travail autour du VIH rencontrait au sein de l'organisation, ce à quoi il fallait ajouter un débat politique interne au point mort, de nombreux membres et parmi lesquels certains fondateurs ont décidé de quitter l'association. Ils ont créé ensuite le Centre Lambda qui consacrerait une grande partie de ses fonctions au VIH et qui a réussi à mettre en place le premier média officiel d'une organisation LGBTQ au Chili : « *Lambda News* » (L. Fernández, 2009 ; Robles, 2008).

La même année, Rolando Jiménez, un activiste LGBTQ historique et controversé, a été exclu de l'association après avoir occupé plusieurs postes au MOVILH pendant des années. Après son départ, il se réunit avec d'autres militants pour fonder le CIHOM (Comité d'Initiative Homosexuel). Son écartement du MOVILH fait l'objet d'une polémique encore non résolue. Selon Fernández, depuis un moment déjà l'organisation se montrait méfiante envers l'individualisme de Jiménez que

les médias présentaient souvent comme le « président des gays » alors que cette fonction n'existait pas[121].

> *« Le rôle des dirigeants, et notamment de Rolando, commence rapidement à acquérir une orientation propre parallèle à celle de la Coordination politique. Il donne des conférences et des interviews sans qu'elles soient autorisées par la coordination. Jiménez a toujours été un leader assertif, comme ses pairs, mais à la différence d'eux, il privilégiait toujours son opinion plutôt que celle de l'institution de telle manière qu'en plus d'exprimer son avis lors des réunions de la coordination, il l'exprimait dans les médias. La perception dominante suggérait qu'il faisait prévaloir son opinion personnelle au détriment de celle du collectif »* (L. Fernández, 2009, p. 68).

Dans le milieu des organisations étudiées, Jiménez est perçu comme étant individualiste, agressif, autoritaire, machiste, médiatique et conservateur. D'après Fernández, il a été un des principaux défenseurs de la dissociation VIH/homosexualité – conflit entrainant le départ du groupe qui a constitué ensuite le Centre Lambda – et de la distinction entre homosexualité et « *locas* »[122]. Jiménez serait donc le responsable du fait que le mouvement se soit tourné vers l'homosexualité masculine (L. Fernández, 2009). Même si certains de ces points seront traités plus tard, il est pertinent de souligner maintenant quelques disjonctions essentielles pour comprendre le contexte de l'étude. Si pour bien des personnes interrogées, Jiménez est le représentant le plus fidèle du pôle négatif des valorisations, il est évident que tant ces jugements négatifs que les valorisations positives pouvant découler de ces derniers, font sans cesse l'objet de disputes à l'intérieur des organisations. Les questions visant à savoir si l'organisation est verticale, collective, coopérative, libérale ou quelle est la place du féminin en son sein, ne sont pas seulement des adjectifs pour qualifier Jiménez, elles représentent davantage la lutte idéologique dans laquelle est engagé le mouvement lui-même.

Ces années de chaos ont connu une pause en juin 1995, lors de l'organisation de la Première marche pour la dignité lesbienne-homosexuelle au Chili, laquelle a précédé les marches des « fiertés » qui, à partir de 1999, commémorent les émeutes de Stonewall. Un autre événement important à l'époque a

---

[121]Un des exemples de cet individualisme est au cœur de la polémique. Jiménez aurait assisté, en tant que représentant du MOVILH, à une réunion de l'association internationale LGBTQ ILGA, dans laquelle a été votée l'exclusion d'une organisation revendiquant les rapports sexuels entre les adultes et les mineurs. L'objectif du MOVILH était d'être reconnu par l'ECOSOC de l'ONU. Le MOVILH avait voté pour l'abstention, cependant Jiménez sans respecter cet accord aurait voté à faveur de l'exclusion en arguant que l'organisation internationale ne pouvait pas se soumettre à l'impérialisme états-unien (L. Fernández, 2009; Robles, 2008). Jiménez confirme qu'il a voté à faveur de l'exclusion, mais, lors de l'entretien dans le cadre de cette thèse, il explique qu'il n'avait pas reçu des instructions préalables de la part du MOVILH sur le vote. Il a décidé son vote en considération de son expérience au sein du parti communiste où il avait appris qu'il ne fallait plus jamais laisser que les décisions des dirigeants s'imposent sur ses convictions personnelles.

[122]Terme méprisant employé pour désigner les homosexuels efféminés et trans-féminins (Équivalent de l'expression « folle » en français).

été le processus intégré de plusieurs associations LGBTQ pour la désignation des premiers candidats homosexuels dans une élection ouverte en 1996 à Santiago, auquel s'ajouteraient les candidatures de Concepción et Antofagasta (Berrueta Murúa, 2012 ; L. Fernández, 2009 ; Robles, 2008).

Le mouvement était pourtant déjà épuisé et atomisé et, pour le MOVILH, un braquage entrainant la perte d'une grande partie de leur financement en 1996, a été « le coup de massue » (Robles, 2008). En 1997 le MOVILH cesse finalement d'exister, le Centre Lambda connaît une crise et le mouvement LGBTQ est fortement fragmenté (L. Fernández, 2009).

6.2. Refondation et professionnalisation

La refondation était ainsi nécessaire. Les groupes disparates du MOVILH historique et les membres du Centre Lambda ont décidé d'unifier le mouvement en créant une nouvelle organisation : Le Mouvement Unifié des Minorités Sexuelles (MUMS). Celui-ci peut être donc considéré comme un héritier politique du MOVILH historique.

> *« J'ai participé au Centre Lambda, j'ai participé au Movilh à l'époque et je suis l'un des huit qui avons fondé ce MUMS qui s'appelait Mouvement de l'Unification Movilh Lambda, puis Mouvement des Unifiés, après, Mouvement Unifié des Minorités Sexuelles et aujourd'hui, Mouvement pour la Diversité Sexuelle » (DS6).*

Il n'y a pas d'accord sur la date précise de sa fondation. Le site web officiel du MUMS la situe en 1997 tandis que Robles en 1998 (Berrueta Murúa, 2012; Robles, 2008). Cette différence est due principalement au fait que l'information disponible sur la période correspond à l'histoire orale de l'organisation, racontée par ses membres ; un aspect qui sera présent dans les pages qui suivent.

Même si le site web officiel du MOVILH actuel – qui désormais dans cette thèse sera nommé MOVILH Jiménez, afin de le distinguer du MOVILH historique – fixe le point de départ de l'association en 1991, ce n'est qu'en 1999 qu'un groupe dirigé par Jiménez acquiert le nom MOVILH pour fonder une nouvelle organisation qui s'appellerait dès lors Mouvement de Libération et Intégration Homosexuelle, ajoutant le mot « intégration » au nom original (Robles, 2008).

Au-delà de ces disputes entre les organisations, il est évident qu'après la crise du mouvement, la fondation du nouveau MOVILH et du MUMS constitue le point de départ d'un nouveau cycle des organisations LGBTQ du pays, ce qui explique l'influence croissante dont elles jouissent à partir du tournant du millénaire. Des signes de cette revitalisation commencent à s'apercevoir en 1999. Bien

que déjà en 1995 la première marche pour la dignité lesbienne-homosexuelle ait eu lieu, ce n'est qu'en 1999 que la « Journée internationale de la fierté Gay et lesbienne » est fêtée pour la première fois, un événement qui rejoint les commémorations internationales des émeutes homosexuelles de Stonewall et qui perdure encore aujourd'hui (Berrueta Murúa, 2012). L'année 1999 est aussi celle où se produit un fait marquant pour le mouvement à savoir la modification de l'article de loi n° 365 qui pénalisait la sodomie entre adultes, ce qui a constitué une première réussite concrète du mouvement (Robles, 2008). En septembre 2000 (le mois de la patrie au Chili), le MUMS, en compagnie de la Corporation Chilienne de prévention du SIDA, l'actuelle « Action Gay », et d'autres organisations, ont inauguré le « Mois de la Patrie gay ». Il s'agit d'un ensemble d'événements visant à valoriser les minorités sexuelles et à commémorer l'incendie, apparemment criminel, de la boîte de nuit « Divine » à Valparaiso. Lors de cet incendie, 16 personnes d'orientation LGBTQ ont trouvé la mort en 1993 (Robles, 2008).

Un des principaux événements, considéré comme un fait marquant dans l'histoire du mouvement, a été la marche de la « Patrie Gay » qui a réuni plus de cinq mille personnes à Santiago (Berrueta Murúa, 2012; Robles, 2008). Pourtant et en dépit du caractère essentiellement divers de la marche – rassemblant d'une manière massive et pour la première fois, des gays, des trans et des lesbiennes –, l'accent mis sur « le Gay » qui encore une fois rendait le versant masculin prééminent, a fait inéluctablement l'objet de débats. Au fil des années, cette manifestation est devenue le mois et la marche « *pour la diversité sexuelle* » afin d'éviter que son nom se borne au versant exclusivement homosexuel.

Si déjà à partir du milieu des années 1990 d'autres organisations LGBTQ ont commencé à apparaître à Santiago et dans d'autres régions du pays, ce sont surtout le changement de millénaire et le nouvel élan apporté par des associations comme le MUMS qui permettent le développement de nouvelles organisations. Liber H de la commune de Paine ainsi que Pucará de Calama existaient déjà à l'époque et, au sein du MOVILH historique, avait déjà émergé le Regroupement des parents, membres de la famille et amis de lesbiennes et d'homosexuels (PAFALH) qui demeurera actif au MUMS. Par exemple, la Corporation Chilienne de Prévention du SIDA, fondée en 1987, a remplacé son nom par ACTION GAY afin de mettre l'accent sur la lutte pour la diversité sexuelle, bien qu'un axe sur le VIH et la santé globale des homosexuels persiste (Campbell, 2014). Action Gay est l'une des associations qui avec le MUMS organisent les marches « pour la diversité sexuelle » jusqu'à présent. À partir du MUMS naissent également le groupe lesbien *Lazos, Traves Chile*, la première

organisation des transgenres du Chili, lesquels pour la plupart exerçaient le commerce sexuel dans la rue, ainsi que la Communauté Chrétienne Gay-Lesbienne (CEGAL) (Calderón, 2005; Hopman, 2004; Robles, 2008).

Quelques années plus tard (2002), la Coordination Universitaire de Diversité Sexuelle (CUDS) est créée (le terme de « diversité sexuelle » sera remplacé ensuite par « dissidence sexuelle »). Pour l'instant, elle est l'association qui manifeste la plus grande influence des théories « *Queer* » et post-identitaires[123]. L'origine de la CUDS se trouve au Comité de Gauche pour la Diversité Sexuelle qui, à un certain moment, a essayé, sans résultat, d'établir des liens entre la gauche traditionnelle et les groupes de diversité sexuelle (Joy, 2014). Trois éléments concourent à sa création : une sensibilité de gauche, le milieu universitaire et une politique sexuelle critique. Ces aspects permettent que l'organisation entretienne des liens étroits avec les mouvements de contre-culture et anarchistes ainsi qu'avec de pratiques anti-système (Joy, 2014). D'après l'un des fondateurs, Felipe Rivas :

> *« La CUDS émerge juste au moment où ladite "théorie Queer" commence à se diffuser en Amérique latine. Dans la même année 2002, la Revue de Critique Culturelle publie le premier dossier comprenant des textes sur la théorie "queer" et montrant de manière critique le problème de son introduction dans le contexte local. Notre relation avec le monde universitaire a été donc ambivalente : parfois critique, parfois avec des alliances tactiques » (Joy, 2014, p. s/n).*

À l'exception des relations constamment tendues entre le MUMS et le MOVILH Jiménez, la période comprise entre 1997 et 2003-2004, des années pourtant frappées par la crise du financement internationale des ONG, a été assez paisible et productive. Aussi bien en termes de positionnement du mouvement LGBTQ au Chili que des actions concrètes (de protestation et fonctionnelles), le mouvement connaît sa phase de consolidation. Inspiré du débat autour du mariage homosexuel en Argentine, le MOVILH Jiménez a présenté un projet de loi visant à régulariser les relations entre personnes homosexuelles au Chili (Robles, 2008). Si cette initiative n'a pas eu de succès à ce moment-là, elle est le premier pas vers l'Accord de Vie en Couple (AVP), récemment approuvé au Chili. Quant au MUMS, il a participé activement au développement d'une loi anti-discrimination qui, même si elle commence à être débattue en 2005 (Robles, 2008), ne verra le jour qu'en 2012 suite au tragique et brutal meurtre du jeune homosexuel Daniel Zamudio.

[123]Selon Macary-Garipuy, « *Le cœur du "queer", c'est la déconstruction du sexe, du genre, et partant du corps et de la jouissance sexuelle tels que l'un et l'autre sont normalisés, aucun de ces topoï n'étant naturel ou biologique. Le sexe ("biologique") et le genre (l'identité sexuelle), basés sur le binaire masculin/féminin sont fictions, constructions d'un discours dominant marqué de son hétérosexualité* » (2006, p. 44). Cependant, le « queer » va plus loin et désigne aujourd'hui toute pratique transgressant les classifications en vigueur, les représentations traditionnelles, en bref, n'importe quelle norme qui fixe l'identité, particulièrement l'identité sexuelle, en soulignant l'étrange, le singulier, le bizarre, le marginal, etc.

Le MUMS a connu un processus de professionnalisation entre les années 1998 et 2003 grâce au financement des ONG et des associations internationales, leur permettant de survivre sans grandes difficultés, mais au prix de développer un profil plus technique que politique : « *Certains reviennent, car il y avait de l'argent pour payer, pour faire de la recherche et cette organisation a été fortement financée* » (DS6). Même si dès le début, avec la fondation CES en parallèle au MOVILH, la recherche a été un axe important du mouvement, ce processus de professionnalisation conduit à ce que certains considèrent que le MUMS fonctionne plus comme une ONG que comme un mouvement social :

> *« … je n'irais pas jusqu'à parler de salaires, car le mot salaire est beaucoup trop. Il y avait des apports entre l'année 1998 et l'année (…), 2003-2004. On va dire que, oui, il y avait une sorte de petit staff, c'est-à-dire les directeurs d'équipe du mouvement et certains collaborateurs percevaient des apports financiers qui n'étaient jamais des salaires, car ils n'étaient pas des salaires du marché, mais il y avait quand même quelques apports permettant un certain degré de sérénité aux gens et l'obligation de rendre compte des résultats spécifiques, il y avait, d'ailleurs, des termes de référence » (DS3).*

Tant le MUMS que le MOVILH Jiménez multiplient leurs relations avec le monde universitaire participant à des forums, des débats, des séminaires, ce qui, avec les marches annuelles de « la diversité », constituent le cœur du répertoire d'action de cette période. C'est à ce moment-là que ces deux organisations commencent justement à développer leurs rapports sur les Droits humains. Le MUMS ne parvient à publier qu'un seul rapport en 2006, tandis que le MOVILH Jiménez, à partir de 2002, présente de manière systématique un rapport annuel qui expose les atteintes aux Droits humains subies par la population LGBTQ, les cas de discrimination et d'homophobie et les événements marquants annuels du mouvement LGBTQ au Chili. Il constitue en quelque sorte la mémoire sociale du mouvement[124]. La CUDS, à l'époque toujours nommée Coordination Universitaire pour la *Diversité* Sexuelle, du fait d'être placée dans le milieu universitaire, possède des liens évidents avec lui depuis ses origines. C'est aussi dans cette période, comme cela a été exposé, où la Corporation Chilienne de Prévention du SIDA connaît un processus de transformation et de crise qui débouche sur un changement de son nom par ACTION GAY (Campbell, 2014). Cependant, malgré sa réorientation vers le politique et la diversité sexuelle, qui d'ailleurs a entraîné le départ de certains de ses membres historiques, ACTION GAY préserve un type d'action institutionnelle-professionnelle basée sur la promotion, la prévention et les services à la population homosexuelle de Santiago (Campbell, 2014). En fait, la prestation de services à la population LGBTQ constitue encore aujourd'hui, une partie importante du travail quotidien de nombreuses

[124]Cf. http://www.movilh.cl/biblioteca/estudios/

organisations du pays. C'est le cas de MOVILH Jiménez, qui sépare ses domaines de services en : « conseil en cas de discrimination », « Ouverture et études » et « soutien à d'autres organisations »[125]. Le MUMS compte des équipes de Gestion, Communication, Droits humains, Prévention et Éducation, en plus de posséder un centre de prise en charge psychologique[126].

Jusqu'à cette époque-là, le mouvement n'avait pas encore été fortement frappé par ladite « crise des ONG » de la fin des années 1990, consistant en une mise en retrait de la coopération internationale qui avait financé le troisième secteur pendant la dictature (Grüninger, 2004). Ceci s'explique probablement par le fait que l'organisation se concentrait sur une population hautement vulnérable. Pourtant, le pays connaissait une période de croissance économique et malgré les inégalités flagrantes, projetait, au niveau international, l'image d'un pays stable ayant des ressources propres et suffisantes. La coopération internationale devient donc de plus en plus rare et le modèle professionnel entre en crise.

> *« … les agences de coopération s'en vont petit à petit, car le Chili commence à être perçu comme un pays ayant un certain revenu par habitant (…) et le Chili commence à manquer de ressources et sans ressources il y a moins d'argent et "les amis, merci beaucoup" puisqu'ici les œufs s'achètent avec de l'argent et c'est là que recommence la migration, il n'y avait pas d'argent pour répartir et ils s'en vont. Le nouveau processus de crise interne commence » (DS6).*

Le MUMS, par exemple, voit le nombre de ses activistes se réduire considérablement y compris certains de ses dirigeants, revenant de la sorte au modèle de volontariat qui primait aux origines du mouvement ; pour ses membres il n'était plus possible d'être activiste à temps plein.

La crise économique s'est accompagnée, bien évidemment, d'une crise politique. La professionnalisation de l'organisation avait entraîné une concentration du pouvoir qui est entrée en crise en même temps que la diminution de ressources :

> *« … en effet, il y a eu une déconcentration du pouvoir. À a un certain moment quelques figures du mouvement (…) avaient concentré beaucoup de pouvoir bureaucratique » (DS3).*
>
> *« À ce moment-là, il y a eu des débats animés, qu'on était une des organisations luttant pour plus de démocratie, pour plus de participation (…) alors il était étonnant qu'un tas d'organisations sociales tenant ce discours, finalement, en pratique, avaient des présidents éternels et que, bon, ce qui nous distingue un peu d'autres organisations c'est que le président est en poste depuis 10-15 ou 20 ans (…) À ce moment-là, on a décidé qu'il fallait introduire une politique ferme pour faire en sorte que le mouvement soit dirigé…, je crois*

[125]Cf. http://www.movilh.cl/servicios/
[126]Cf. http://www.mums.cl/

que c'était l'année 2004-2005, [qu'il y a eu] une alternance du pouvoir tous les 2 ou 3 ans, qu'il y a eu une alternance de genre et d'âge » (DS6).

La crise a donc eu pour conséquence une déconcentration du pouvoir qui, au niveau organisationnel, s'est traduite par un pouvoir élargi de l'assemblée (« horizontalisation des relations »), l'existence d'élections périodiques, davantage d'alternance des postes et la plus grande autonomie du mouvement. Cette crise a, en effet, été résolue en grande partie grâce au départ des militants de gauche et au fait que dorénavant aucun militant actif ne pourrait détenir un poste de coordination.

La conséquence majeure de tout ce processus a été pour autant le retour vers le politique :

« On loue la maison, on ne reçoit aucune allocation directe de personne, on doit postuler à chaque fois, 500.000 $, 1.000.000 $ par-ci, par-là, pour réunir de l'argent et faire en sorte que l'organisation se maintienne à flot. C'est uniquement grâce au volontariat qu'elle fonctionne et ça nous permet de faire de la politique, le travail politique c'est ce qui permet aux idées du mouvement de survivre, non pas l'action corporative » (DS6).

Dans la mesure où le MUMS ne reçoit pas de fonds, survit grâce au volontariat et n'est pas influencé par les partis de gauche, il gagne une certaine liberté pour construire un discours politique indépendant. Il est intéressant que ces changements ne surviennent que deux ans avant le déclenchement du cycle de protestation abordé dans cette recherche. Ceci démontre en partie, comme je l'expliquerai plus tard, la manière indépendante dont les trois groupes étudiés suivent un parcours de politisation en parallèle, sur lequel débouchent des opportunités et des menaces structurelles facilitant son développement tout comme la convergence du diagnostic de la situation sociale au Chili. Ceci révélerait de surcroît que le cycle de protestation 2006-2012 n'a pas été un mouvement des étudiants/élèves, mais un cycle de mobilisation et de politisation complexe qui a concerné des secteurs vastes de la société chilienne.

Au cours de ces années, le mouvement a été traversé par quatre enjeux. Le premier relève de sa dépendance thématique et financière à l'égard du VIH, non seulement en raison de l'association directe établie entre SIDA et homosexualité, mais des conséquences découlant de celle-ci. Les principales sources de financement du mouvement provenaient, en effet, de ce lien avec le VIH et expliquent, entre autres facteurs, l'androcentrisme présent dans les diverses organisations. Le deuxième enjeu est la relation de dépendance idéologique avec la gauche et avec les mouvements des Droits humains dérivés des luttes contre la dictature. Si cette relation demeure sous la forme d'une sensibilité de gauche, elle a été mitigée par l'importation du débat post-identitaire du

mouvement LGBTQ international. Le troisième enjeu, probablement le plus important, correspond à la difficulté de sortir de l'androcentrisme et du débat identitaire. La place du féminin a été, pendant sa courte histoire, la principale source de débats, de conflits et de divisions. Des efforts rationnels visant à inclure cette dimension dans le mouvement ont été effectués sans cesse, se terminant à chaque fois par des schismes ou des ruptures. Enfin, très lié au point précédent, se trouve l'enjeu concernant la place de la différence. La confrontation à l'exclusion et la discrimination a installé la différence comme un concept clé à l'intérieur du mouvement. Un concept qui circule à travers le débat sur, la confrontation contre la différence et la revendication de cette dernière.

La résolution des deux premiers de ces problèmes a eu pour conséquence un processus d'autonomisation du mouvement jusqu'à présent. Même si les organisations accordent toujours beaucoup d'importance au SIDA, sa perte d'influence économique et sociale a permis de mettre en relief d'autres thèmes importants, propres et transversaux au mouvement, notamment le débat sur l'identité. Par ailleurs, le départ progressif des militants de gauche et la diminution de l'influence de ces partis, ainsi que l'incorporation des discussions critiques autour de la sexualité, ont permis le développement naissant d'une idéologie et d'une discussion propres. La relation du mouvement avec les Droits humains requiert néanmoins une explication plus détaillée.

Comme je l'ai expliqué ci-dessus, Garretón propose qu'une fois décomposée la Matrice nationale populaire qui s'était installée tout au long du XX^{e} siècle, les mouvements sociaux se sont orientés pendant la dictature vers le Mouvement démocratique, lequel a intégré presque toutes les luttes sociales en vue du renversement du régime de Pinochet (2001). Noonan parvient à des conclusions similaires lorsqu'il explique les conditions de possibilité du mouvement féministe pendant la dictature à partir du modèle de « *frame analysis »* [cadrage interprétatif]. L'auteur suggère que le passage d'un « *frame » maternel* [cadre maternel] à un « *frame » féministe* » a été possible dans le contexte d'un « *master frame* » [cadre maître] qui permettait un consensus entre les différents groupes autour du besoin d'un retour à la démocratie (Noonan, 1995). Un élément central dans ce consensus a été le mouvement pour les Droits humains qui a assumé le rôle de leadership symbolique dans ce processus (Garretón, 2001). Ainsi, bien des mouvements sociaux se sont appropriés du discours des Droits humains qui, après la redémocratisation, s'est élargi comprenant les droits identitaires, les droits des indigènes, etc. (Garretón, 2001). Les Droits humains ont donc fonctionné comme un « *frame* » de transition, de la même manière que les droits civils ont fonctionné comme un « *master frame »* aux Etats-Unis, pendant les années 1960 (Valocchi, 1996).

Le mouvement LGBTQ au Chili, pendant ses premières années de vie a en effet adopté le discours des Droits humains avec le but d'inclure le droit à la diversité sexuelle : « *De longues années ont été consacrées à faire en sorte que l'on comprenne que les droits des personnes homosexuelles sont aussi des Droits humains* » (L. Fernández, 2009, p. 21). La naissance du MOVILH à partir de l'atelier des Droits humains de la Corporation Chilienne de Prévention du SIDA en est le premier témoignage. Le second relève du rôle politique que détient jusqu'à présent le coordinateur des Droits humains au sein du MOVILH Jiménez et du MUMS. Pour autant, ce cadre de référence entre en crise rapidement suite à la fin du MOVILH historique, précisément pendant la période nommée dans la première partie de cette thèse « *désillusion politique* ». En tentant d'expliquer ce fait à partir du contexte historique, Fernández affirme :

> *« Il est évident que les organisations sociales du pays connaissent une crise. Une crise qui est liée au videment des idéologies. Il n'y a pas d'idéologies ou d'idées cohérentes qui permettent de développer des projets clairs. Le MOVILH n'y a pas échappé. Dans le groupe des anciens, il y a une certaine idéologie commune, une pratique politique de gauche liée aux droits humains, un discours générique sur l'homophobie, la discrimination, la sexualité, le patriarcat, qui n'existe pas chez les nouveaux »* (L. Fernández, 2009, p. 77).

Tout d'abord, il s'agit donc d'une crise de consensus et de cadre interprétatif liés à la gauche et aux Droits humains. Ensuite, il s'agit de la distance à l'égard des nouvelles générations, une distance qui s'accentue ces dernières années avec l'incorporation d'autres jeunes au mouvement, lesquels gardent une distance émotionnelle et cognitive vis-à-vis de la dictature. Le poste de coordinateur des Droits humains se maintient pour autant dans une position centrale, il connaît néanmoins certaines transformations qui brouillent sa relation directe avec ces droits à proprement parler : *« L'équipe des Droits humains devrait être des Droits humains et des droits politiques, car c'est la politique que nous faisons vraiment et davantage »* (DS10). Le nom recouvre ainsi un poste directement lié au rôle et aux relations politiques de l'organisation. De surcroît, les droits ne sont plus entendus à partir de la logique des Droits humains, car évoluant vers une conception plus élargie :

> *« Nos objectifs sont que la diversité sexuelle constitue une partie essentielle de la société, que notre communauté soit pleinement incluse à la société, que les personnes de diversité sexuelle aient exactement les mêmes droits, exactement la même dignité, exactement les mêmes opportunités dans la vie que n'importe quelle personne ». (DS8).*

En raison de ces changements et de ces crises, le mouvement finit par opérer une rupture vis-à-vis de ses premières années et des cadres interprétatifs sur lesquels il reposait à l'origine. Les enjeux de la discussion identitaire, la place de la différence, l'alignement, au moins dans un certain degré, avec le mouvement LGBTQ international, sont autant de facteurs débouchant sur un processus d'auto-construction et de politisation autonome qui caractérise les mouvements de diversité sexuelle, qui s'est construit progressivement au fil des années et qui agit comme un antécédent du cycle de protestation que j'expliquerai dans la partie suivante[127]. Ces années ont donc été un lent processus de maturation du mouvement LGBTQ au Chili. Si ceci est vrai, alors ce processus, comme je l'explique dans la première partie de cette recherche, constitue une preuve supplémentaire de la rupture que ces mouvements installent à l'égard de la dictature et des mouvements sociaux du XX^{e} siècle.

Deux thèmes importants seront abordés plus loin : d'une part, la place du conflit dans le milieu organisationnel, ce qui semble être un enjeu transversal à tous les groupes étudiés ; d'autre part, l'activisme professionnel comme une particularité de ce mouvement le distinguant des autres groupes.

6.3. Les années récentes : Le retour vers le politique, la compulsion de répétition et les accomplissements du mouvement

À l'exception du MOVILH Jiménez dont les rôles de coordination, de président et de porte-parole ont été remplis par Rolando Jiménez depuis les origines[128], cette période commence avec la refondation ou la reformulation au sein des organisations. Le MUMS, en raison de la crise du modèle professionnel et du schisme d'une grande partie de ses membres, reconstruit son bureau de coordination et son modèle d'organisation. Pour la première fois dans l'histoire d'une organisation LGBTQ vaste, une femme est élue présidente en 2006 : Anatolia Hernández.

Concernant la CUDS, elle passe de la diversité sexuelle à la dissidence sexuelle se libérant de la politique traditionnelle qui avait prédominé lors de ses origines :

[127]Cette autonomisation et auto-construction n'ont pas pour autant entrainé un isolement idéologique du mouvement. Au contraire, comme j'expliquerai plus loin, ceci a favorisé, de manière indépendante, une syntonisation du mouvement avec des demandes sociales plus vastes.

[128]Ce n'est qu'à la fin de cette période que Jaime Parada et Oscar Rementería s'intègrent en tant que nouveaux porte-paroles de l'organisation. Jaime Parada quitte le MOVILH Jiménez en 2014 en raison des conflits suscités avec Rolando Jiménez et le bureau.

« Je me rappelle qu'autrefois (…) c'était plus assembléiste, plus marxiste, plus communiste. En fait, le terme coordination provient d'un concept à racine communiste (…) Et l'on faisait des assemblées, des accords constants et des débats sans fin, c'était la logique assembléiste » (DS1).

Illustration 13: Performance lors de la présentation du livre: « Por un feminismo sin Mujeres » (Pour un féminisme sans femmes), édité par CUDS

Source : http://www.manifestajournal.org

Il ne s'agit pas pour autant d'un abandon de la politique, mais plutôt de sa reconstruction à partir d'un débat critique et propre à une politique sexuelle subversive inclassable en termes de catégories ou d'identités, bien que complètement contingent. Sur le site web de l'organisation, on déclare :

« Lorsque nous parlons de "dissidence sexuelle" au Chili, nous faisons référence à une position de singularité. La Dissidence sexuelle nous place à une distance radicale et critique vis-à-vis d'autres formes de la politique sexuelle traditionnelle telles que la "diversité sexuelle" ».

« La dissidence sexuelle remet en question l'idée d'un pouvoir subversif accordé à une identité déterminée (qu'elle soit lesbienne, gay, queer, homosexuelle, "garçon manqué", cyborg, travesti, métisse, intersexuel, transgenre, drag-queen). La subversion du système sexe/genre ou hétéronormatif n'est pas liée d'emblée à un modèle d'identité ou à une figure subversive en particulier, mais à la relation critique et radicale entre une pratique et son contexte ».

Si les relations entre art et politique ont accompagné la CUDS depuis ses origines, c'est à partir de cette dernière période que l'expérimentation artistique se constitue véritablement comme un moyen naturel d'exercice de cette politique sexuelle subversive. Je reprendrai plus loin ce point qui constitue une des particularités du répertoire LGBTQ.

C'est en 2011 qu'est née la Fondation « *Iguales* » (Égaux). Comme je l'ai expliqué plus haut, le mouvement LGBTQ avait historiquement connu une importante influence des idées des mouvements de gauche et même aujourd'hui, malgré son processus d'autonomisation, déjà évoqué ci-dessus, bon nombre de ses activistes présentent une histoire liée à ce secteur politique. La Fondation Égaux vient rompre avec cette tradition. Pour la première fois au Chili, une organisation dont les membres sont issus des milieux sociaux favorisés, à tradition conservatrice, à orientation politique de droite et qui historiquement avaient exprimé un rejet direct à l'homosexualité, a pour but les luttes LGBTQ.

> *« je ne crois pas qu'on nous considère une organisation de droite, peut-être plus à droite que d'autres organisations, c'est vrai, mais c'est parce que je crois qu'il y a eu historiquement une association très étroite entre les mouvements sociaux en général et la gauche » (DS8).*
>
> *« ce que provoque l'apparition de ÉGAUX c'est la naissance d'une organisation qui représente d'une meilleure manière une certaine partie de la population de diversité sexuelle, une partie qui provient d'un milieu avantagé, qui appartient à l'élite chilienne » (DS13).*

Au sein de la Fondation Égaux, les membres ne se perçoivent pas comme un mouvement de droite, pourtant ils estiment que leur cause vise un public distinct de celui qui historiquement a été la cible du mouvement LGBTQ.

> *« je dirais qu'on parle à des publics auxquels en général on ne parlait pas, nous percevions qu'il y avait une sorte de nombrilisme à l'intérieur de certaines associations de diversité sexuelle qui ne se parlaient qu'à elles-mêmes, elles s'adressaient à un public déjà assez sensibilisé avec le sujet, ils avaient parfois ou maintiennent toujours des discussions internes, entre eux » (DS8).*

Le rayonnement du mouvement est ainsi élargi, ce qui constitue un fait marquant dans son histoire. D'une part, parce qu'il démontre le degré de sensibilisation de l'ensemble de la population chilienne à l'égard des demandes liées au milieu LGBTQ ; d'autre part, en raison de l'impact qu'il a eu au sein des autres organisations. Dans certaines associations, ceci a supposé l'acceptation d'un dialogue avec une organisation perçue comme étant de droite : *« Moi, je suis un de ceux qui pensent qu'il faut quand même avoir un certain niveau de coordination avec la Fondation Égaux »* (DS4).

Dans d'autres organisations, c'est le cas du MOVILH Jiménez, cette situation a entraîné un changement organisationnel important. Par exemple, concernant l'élection des porte-paroles, les interviewés expliquent :

> *« … ça dépend aussi de la conjoncture, par exemple l'année dernière, face à l'offensive classiste troublante que représentait pour nous l'apparition d'ÉGAUX (…) j'ai proposé Jaime Parada au poste de porte-parole puisqu'il provenait de la même famille politique, enfin, du même milieu social, il avait beaucoup de liens, il avait certaines compétences et nous l'avons donc élu porte-parole (…) En même temps, afin d'assurer un équilibre au porte-parolat, nous avons proposé aussi une personne de droite, Oscar Rementería, qui avait été présidente de la Jeunesse de Rénovation Nationale » (DS13).*

À la suite de l'élection d'Anatolia Hernández, le MUMS maintient sa politique d'alternance du pouvoir, élisant en 2008, un membre historique, Fernando Muñoz. Il quitte le poste en 2009 et ensuite c'est une femme qui sera élue présidente : Angélica Valderrama. Ce cycle réanime toutefois les tensions identitaires entre le féminin et le masculin se terminant par une nouvelle crise et par une histoire répétée au MUMS : le départ massif de l'organisation de la part des femmes et d'autres membres en critiquant son androcentrisme, sa verticalité et son machisme.

> *« … je crois qu'à partir de ce moment-là, un certain thème est resté, que les groupes qui sont partis l'ont rendu clairement visible, que le MUMS était très autoritaire, très machiste, puisque c'est arrivé juste au moment où la présidente était une femme, donc, que c'était machiste, qu'il avait des niveaux importants de misogynie, etc. » (DS4).*

Le débat identitaire ne se borne pas pour autant au débat politique, se traduisant sur le plan organisationnel et s'incarnant de la sorte dans le quotidien, dans la manière de s'organiser, dans la prise de décisions, dans l'élection des coordinateurs, etc. Être machiste ou androcentrique ne signifie pas uniquement l'action de mettre l'homme en premier, renvoyant aussi à l'existence d'une structure de pensée liée au vertical et à l'autoritarisme.

> *« je l'ai déjà dit à l'Université du Chili il y a très longtemps, "camarades lesbiennes, si vous nous demandez de nous castrer symboliquement, on fera le grand effort", mais ce n'est pas notre faute d'être nés dans cette société et d'être construits comme des hommes (…) Nous avons des orientations idéologiques qui nous poussent vers la construction de structures pyramidales, bon… parce que les choses fonctionnent, nous ne sommes pas une assemblée permanente, on doit fonctionner » (DS6).*

Le féminin viserait, en revanche, une organisation horizontale et participative :

> *« … Angélica a été élue et à partir de ce moment-là une tension s'est installée dans le mouvement, une tension qui a existé et pour laquelle on a toujours été critiqués, par rapport à ce qu'on entend par hiérarchies et à comment fonctionnent les mouvements sociaux. Alors là une pression forte a surgi de la part d'un groupe (…) qu'on devait fonctionner d'une manière horizontale et finir avec la hiérarchie, ce qu'en général, nous… le mouvement en général a été en faveur de ça, d'engendrer une relation beaucoup plus horizontale, et je crois que depuis 2005 on a commencé à l'engendrer ».*

En dépit de ce débat, le groupe perçoit qu'après le schisme, au MUMS le pouvoir a davantage tendance à se concentrer plutôt que les relations à devenir horizontales. Premièrement, parce que même si les assemblées se maintiennent, se déroulant trois ou quatre fois par an, l'assembléïsme comme logique centrale de l'organisation s'affaiblit au profit d'une organisation censée être plus efficace et fonctionnelle. Deuxièmement, dans la mesure où le départ d'un groupe entraîne la disparition d'une posture particulière, ce n'est qu'un point de vue qui prime, se perdant ainsi la diversité d'options.

Le MOVILH Jiménez aussi connaît des crises et des schismes à l'intérieur de son organisation, lesquels résultent, d'une part, d'une version extrême de la position antérieure, et d'autre part, des critiques dont l'organisation a historiquement fait l'objet : autoritaires, agressifs et médiatiques (« Las renuncias que quiebran al Movilh », 2014) ; [« Les démissions qui brisent le MOVILH »]). Quelques années après que Jaime Parada a été nommé porte-parole du mouvement, lui en compagnie de 13 autres activistes ont décidé de quitter l'organisation, y compris certains des militants historiques du mouvement, en dénonçant de mauvais traitements de la part des dirigeants. Dans un reportage publié sur un site web, ils en expliquent les motifs (« Las renuncias que quiebran al Movilh », 2014, p. s/n) :

> *« La maltraitance permanente et de plus en plus agressive de la part de Ramón Gómez qui, au lieu d'être corrigé et d'être l'objet de critiques, aujourd'hui est à nouveau confirmé et soutenu par les dirigeants ».*
>
> *« Cette organisation fonctionne selon ce qui leur plaît à eux. Si les cas n'étaient pas médiatiques, ils s'en ficheraient et laisseraient les dossiers en dessous d'autres qui n'avaient jamais une réponse »*
>
> *« Rolando et Ramón sont absolument paranoïaques. On dirait des activistes de la Guerre froide, si tu n'es pas d'accord avec eux tu deviens une personne non fiable. C'est entre eux deux que tout se trame ».*

Le MOVILH Jiménez aurait été fortement anéanti après ce schisme, tant en termes de quantité de membres qu'au niveau des fonctions professionnelles se déroulant au sein de l'organisation (« Las renuncias que quiebran al Movilh », 2014). Cependant, à l'intérieur de l'organisation, l'ampleur de

cette crise est minimisée, étant même considérée comme une épreuve rendant l'organisation plus forte.

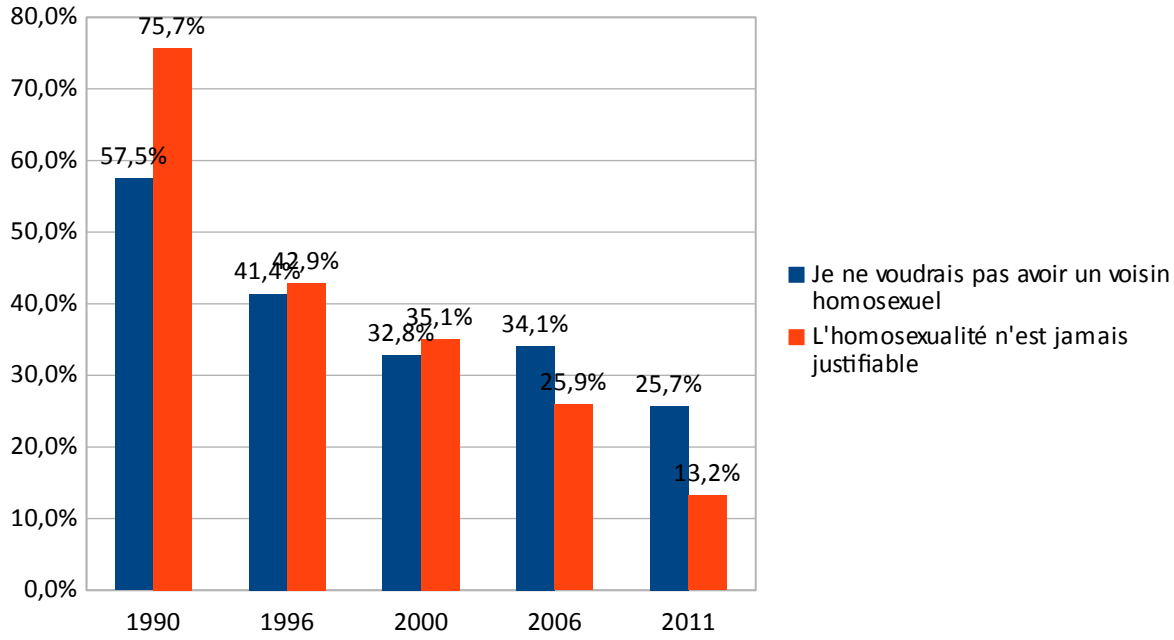
Les deux crises découlent d'un modèle compulsif à l'intérieur du mouvement LGBTQ au Chili, qui, comme je l'ai expliqué plus haut, a été constaté depuis ses origines : la place centrale du conflit intra-organisation et inter-organisations ainsi que la difficulté à se libérer du dualisme identitaire féminin/masculin qui, dans ce cas, se répercute sur le plan organisationnel.

Malgré ces crises, il s'agit de la période où le mouvement a connu ses plus grandes réussites, où il est parvenu à satisfaire deux de ses revendications essentielles : en 2012 il réussit à faire approuver une loi contre la discrimination et plus récemment (octobre 2015) est entrée en vigueur la loi sur l'Accord d'Union Civile (AUC) qui sans être un « *mariage homosexuel* » met au même niveau la vie commune des couples homosexuels et hétérosexuels. Ces accomplissements sont pour autant le résultat d'une réussite peut-être majeure du mouvement sur le plan sociétal à savoir : le degré de concordance ou d'alignement que les demandes des groupes LGBTQ ont atteint au sein de la société chilienne :

> *« Nous ne mesurons pas notre succès uniquement à partir du [terrain] législatif. Si nous nous contentons de faire seulement une analyse du mouvement gay en termes législatifs, on est foutus, enfin, le seul truc qu'on ait réussi c'est la modification du 365, et là on a juste donné un coup de pouce, et une loi anti-discrimination qui est toute pourrie. Alors, si nous analysions les 20 années du mouvement de diversité sexuelle et nous le mesurions et évaluions sur le plan (…) législatif, on finirait par se couper les veines, mais si on fait une analyse sur comment le mouvement s'est installé socialement et culturellement, c'est carrément différent » (DS3).*

La relation entre homosexualité et société au Chili a, en effet, connu une transformation importante depuis les années 1990. L'enquête mondiale sur les valeurs met en exergue cette évolution : tandis qu'en 1990 les personnes affirmant que l'homosexualité était « injustifiable » atteignaient 75,7 % des interrogés, ce pourcentage descend à 13,2 % en 2011 (cf. Graphique 10). Des revendications du mouvement qui autrefois pouvaient à peine être abordées commencent désormais progressivement à gagner une considération au niveau social. Par exemple, l'Enquête Nationale de l'Université Diego Portales de 2012 met en évidence que 42 % des personnes interrogées estiment que les couples homosexuels devraient avoir le droit de se marier et 30,4 % considèrent qu'ils devraient avoir le droit d'adopter des enfants (Instituto de Investigación de Ciencias Sociales, 2012b).

Graphique 10: Étude Mondial des Valeurs: Chili 1990-2011



Source : Analyse à partir des données http://www.worldvaluessurvey.org/WVSOnline.

La promulgation de la loi anti-discrimination est cependant le résultat paradoxal du soutien croissant que le mouvement reçoit dans le pays, d'une part, et de la violence homophobe, d'autre part. En effet, un autre fait marquant dans l'histoire récente du mouvement est l'assassinat brutal de Daniel Zamudio en 2012, provoqué par l'intolérance envers son homosexualité et qui a suscité une indignation de la population au niveau national. Ce fait a mis à l'épreuve la résonance culturelle (Ferree, 2003) entre les demandes LGBTQ et la société chilienne qui avait commencé à se construire quelques années auparavant. L'indignation provoquée par ce meurtre et la résonance culturelle ont favorisé une ouverture politique qui a permis, après quelques mois, la promulgation d'une loi anti-discrimination. À l'instar de l'Accord d'Union Civile et comme les mouvements de diversité sexuelle le prônent, cette loi n'aspire pas à accorder des avantages particuliers à la population LGBTQ, visant l'ensemble de la population afin de : *« instaurer un dispositif judiciaire permettant de rétablir de manière efficace le règne du droit à chaque fois qu'une action de discrimination arbitraire est commise »* (Ministerio Secretaría General de la República, 2012 Article 1).

Le mouvement commence ainsi à conquérir des terrains qui autrefois lui étaient inaccessibles ce qui le place comme le mouvement social le plus réussi ou, du moins, comme l'un mouvements les plus

réussis du pays. À tel point que certains de ses membres croient à la fin des organisations en tant qu'instruments politiques de transformation :

> *« Nous espérons que cet outil ne soit plus nécessaire lorsque nous atteindrons le mariage égalitaire, l'institutionnalisme contre la discrimination, la loi de discrimination de genre, et ceci devrait se produire au cours des quatre ou cinq ans prochaines années. En fait, nous avons prévu qu'une fois obtenues ces demandes qui sont toujours sans réponse, dans environ quatre ou cinq ans, nous avons prévu la dissolution du MOVILH. Il n'est pas un fétiche pour nous, il est juste un outil et, donc, à partir du moment où l'outil a atteint son but, nous avons pensé… Aucun de nous, qui sommes de manière permanente au MOVILH, ne prévoit de rentrer chez lui aussitôt, nous allons poursuivre la lutte [mais] sous un angle différent » (DS13).*

Chapitre 7 : Construction contentieuse du mouvement LGBTQ

Comme je l'ai évoqué dans l'introduction de cette deuxième partie, ayant complétée la description historique, je me focaliserai sur la description de deux aspects fondamentaux des organisations étudiées : a) la stratégie contentieuse, c'est-à-dire, les objectifs, les répertoires d'action et les stratégies du mouvement et b) la construction interne du mouvement, c'est-à-dire, les formes d'organisation, les relations et les conflits intra-organisation et inter-organisations. Si, en retraçant son historique j'ai décrit le mouvement du point de vue longitudinal, cette partie, en revanche, se concentre sur le présent et sur la description synchronique du mouvement à un moment récent de son histoire.

7.1. Stratégie contentieuse

Tout au long de la période comprise dans cette étude, le répertoire d'action du mouvement s'est multiplié et diversifié, coïncidant de la sorte avec le cycle de protestation au pays. Le rapport des Droits humains que le MOVILH publie tous les ans illustre ce constat :

Tableau 35: Répertoire tactique du mouvement LGBTQ Chili 2006-2012

Actions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	TOTAL
Sociales	3	4	7	8	10	14	13	**59**
Politico-Culturelles	23	**39**	54	47	**70**	**71**	**73**	**377**
Rencontres, Forums, séminaires	23	38	19	19	33	33	34	**199**
Activités et rencontres académiques	13	10	10	20	31	21	50	**155**
Culturelles, sportives et publications	**28**	29	**65**	**56**	56	54	48	**336**
Total	**78**	**120**	**155**	**150**	**200**	**193**	**218**	**1126**

Source: MOVILH, 2013

Ce rapport tente de répertorier toutes les actions contre la discrimination ou ayant traité les droits de la diversité par an et sur tout le territoire du Chili. Même si le rapport se concentre essentiellement sur les activités des organisations LGBTQ du Chili, il incorpore aussi les actions des organisations, des institutions ou des collectifs qui, sans appartenir à l'univers de la diversité sexuelle, ont tout de même abordé des sujets liés à cette dernière. Les actions sociales, les actions politico-culturelles, ainsi que les rencontres, les forums et les séminaires, considèrent toutefois presque exclusivement les activités des organisations LGBTQ, alors que les deux dernières actions affichées dans le tableau 35 ont été déployées par une plus large diversité d'associations. Bien que ce rapport présente des limites indéniables, il s'agit du panorama le plus réaliste de l'action LGBTQ au Chili.

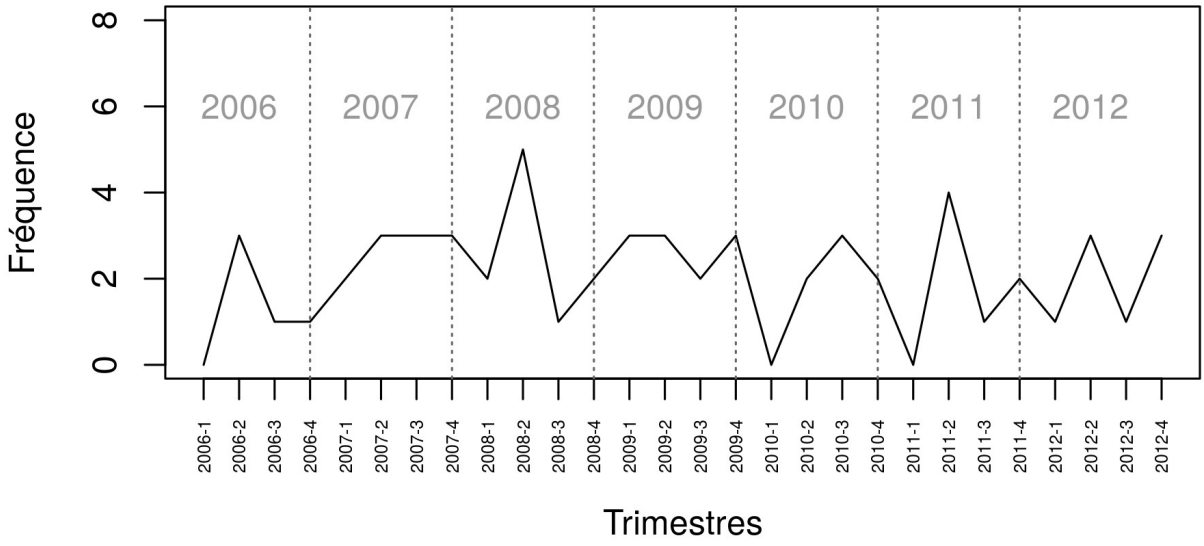
De prime abord, une augmentation progressive des activités est observée à partir de 2006, que ce soit au niveau global ou dans chaque type particulier d'activités. Ceci peut s'expliquer par l'importante croissance acquise par les thèmes liés à la diversité sexuelle sur cette période. Comme cela a été évoqué dans l'introduction historique, il s'agit pour la plupart d'actions fonctionnelles telles que : des conférences, des actions d'assistance, des formations, des séminaires, etc. Les actions de protestation à proprement parler demeurent pourtant rares et routinières, se bornant essentiellement à la commémoration de la journée internationale des fiertés gays en juin – une commémoration des émeutes de Stonewall aux États-Unis – ou aux marches annuelles de la Diversité sexuelle en septembre. Les activités politico-culturelles sont celles qui représentent la majorité des actions de contestation, telles que celles qui viennent d'être mentionnées, concentrant de surcroît, un tiers de toutes les activités enregistrées (33,5 %). Or, dans cette catégorie sont comprises aussi bien les actions directes concrètes que les revendications larges des organisations LGBTQ. Ceci démontre toutefois l'importance de ce type d'actions pour le mouvement au cours de cette période. Si nous comparons par an, entre 2006 et 2009 les actions qui prédominent sont celles qui se trouvent au bout du tableau, tandis qu'à partir de 2010 ce sont les actions de contestation qui deviennent plus importantes. Enfin, il n'est pas dérisoire que ces actions soient désignées comme « politico-culturelles », puisque de cette façon une dimension propre du mouvement est mise en avant, à savoir l'usage de manifestations artistiques comme instrument de protestation.

En considérant l'information fournie par la base de données sur les événements protestataires à Santiago[129], nous constatons une fréquence totale de 57 événements sur les sept ans étudiés. Les plus grandes fréquences se concentrent, paradoxalement, entre 2007 et 2009 et non pas pendant les

[129]Il faut rappeler que la base de données rassemble l'information issue de trois médias différents, mais aussi d'autres sources qui, en ce qui concerne le mouvement LGBTQ, correspondent aux rapports sur les Droits humains du MOVILH Jiménez.

deux années où se produisent les principales mobilisations sociales du pays (2006 et 2011). Ceci peut s'expliquer par les défauts des sources d'information ou bien, comme le laissent entendre les entretiens, par le fait que les organisations ont rejoint les mobilisations massives pendant ces années, ce qui a entraîné la réduction des protestations exclusives relatives à la diversité sexuelle.

Graphique 11: événements protestataires LGBTQ au Chili 2006-2012



Source : Base de données désagrégée

En ce qui concerne les types de protestation présents, la majorité correspond aux « événements » (40,4 %), suivis par les marches (31,5 %), les manifestations (19,3 %), les performances artistiques (7 %) et un affrontement simple qui s'est produit entre des activistes LGBTQ et protestants évangélistes. À l'exception de ce dernier, les événements protestataires ont été essentiellement pacifiques et leur durée a été de moins d'une journée. Seulement lors de deux événements il y a eu des interpellations : d'une performance employant des nudités et d'une protestation devant le siège d'un parti politique. Il s'agit d'événements assez massifs dont la participation moyenne se situe autour de 15 000 personnes, le nombre maximum de participants, 80 000, étant enregistré en 2012 à l'occasion de la XII^{e} commémoration de la Marche des fiertés au Chili. 52,4 % de ces événements sont de nature commémorative, que ce soit la journée internationale des fiertés en juin, ou la commémoration de l'incendie de la boite de nuit « Divine » de Valparaiso au mois de septembre. Même les événements qui ne sont pas commémoratifs, ont néanmoins un caractère routinier et se déroulent tous les ans. C'est le cas de la Gay Parade de novembre qui constitue un exemple

emblématique de la protestation LGBTQ au Chili. La contestation menée par la diversité sexuelle, en effet, à la différence d'autres groupes, emploie fréquemment les manifestations artistiques et les fêtes comme dispositifs de protestation, pendant lesquelles l'utilisation et la mise en scène du corps constituent des actions incontournables. L'image est ainsi au cœur de la protestation, ce qui, comme je l'expliquerai plus tard, est vraisemblablement lié au débat autour de l'identité.

Quand bien même le droit à la diversité sexuelle peut être considéré comme le noyau qui résume en partie les débuts de la lutte du mouvement LGBTQ, tout au long de ces dernières années le mouvement a connu toute une série de transformations de ses luttes : la lutte pour la reconnaissance et la lutte pour la vie, les droits égalitaires, l'abolition des catégories sexuelles et du point de vue post-identitaire, le questionnement du concept même d'identité sexuelle[130].

Les premières années furent marquées par deux luttes fondamentales : ***la lutte pour la vie*** et ***la lutte pour la reconnaissance***. Dans ce cas, par « fondamentales » on n'entend pas tant le fait d'être centrales pour le mouvement, mais le fait d'être des conditions basiques d'existence, autant pour les personnes impliquées que pour le mouvement lui-même. La ***lutte pour la vie*** est apparue dans le contexte de la propagation du SIDA, virus auquel la population homosexuelle était particulièrement vulnérable.

> *« Pourquoi voulions-nous dignifier le thème de la diversité sexuelle ? Parce que nous ne voulions pas mourir, c'était une question de survie, parce que nous luttions pour la vie, parce que nous croyons en la vie ». (DS6)*

Les demandes furent presque toujours adressées à l'État, afin que ce dernier agisse dans le traitement du SIDA auprès de la population LGBTQ. Cela a eu pour conséquence que les stratégies contentieuses autant que les actions furent principalement fonctionnelles, liées à l'éducation, à la promotion et à la santé. Un des premiers travaux du MUMS par exemple fut un projet sur le commerce sexuel de rue en lien avec le SIDA chez la population travestie et transgenre de Santiago pour lequel ils ont reçu un financement de la part du gouvernement. C'est à partir de ce travail que naîtra l'organisation TravesChile.

La ***lutte pour la reconnaissance***, quant à elle, fait référence à la recherche de la reconnaissance sociale en tant qu'acteur présent et donc à l'existence d'un lieu subjectif effectif au sein de la société, dans un contexte qui au contraire, cherchait avec insistance à nier cette condition.

[130]Une explication globale concernant l'organisation de la description de chacune des luttes peut se voir à la page 199.

« à son commencement quand le MOVILH historique est apparu, c'était l'ancien MUMS, il est né d'une lutte bien spécifique qui était d'en finir avec le 365, cette lutte a été gagnée en 98'. Je crois que ça a été la principale lutte de départ et aussi un thème qui a donné une certaine visibilité, c'est-à-dire qu'ils existaient, que les gays, il n'y avait presque que des gays au début, existaient, après, les Trans existaient, ensuite les lesbiennes existaient » (DS4).

Même si depuis le début, l'abolition des catégories sexuelles apparaissait comme la lutte la plus ambitieuse du mouvement LGBTQ, cette lutte pour la reconnaissance fut principalement identitaire, elle cherchait donc à faire apparaître de nouveaux acteurs sociaux et ainsi délimiter et construire les nouvelles frontières de chacun des groupes. Que signifie être homosexuel par exemple, fut l'une des premières questions idéologiques que s'est posée le MOVILH historique (L. Fernández, 2009). C'est à partir de là que la conceptualisation des premières années a été liée tout d'abord à l'identité homosexuelle, puis à celle des minorités sexuelles (dans une tentative d'incorporer d'autres identités), ce qui a contribué au nom original de MUMS (Mouvement Uni des Minorités Sexuelles). Cette lutte ne disparaît cependant pas avec le temps, mais de façon tacite ou explicite, il s'agit probablement là d'une des luttes les plus importantes du mouvement LGBTQ au Chili. De façon explicite, on la retrouve au centre de nombreuses organisations actuelles et de groupes spécifiques. Par exemple, le MOVILH Jiménez et la Fondation « Iguales » (Égaux) construisent leur discours d'un point de vue identitaire, cherchant ainsi l'égalité de droits pour des groupes identitaires distincts et s'organisent, en conséquence, en interne : section trans, section femmes, etc. Le fait que les deux organisations possèdent une équipe spécifique pour les transgenres démontre l'importance que revête aujourd'hui, pour ce groupe, la lutte pour son existence subjective, autant au sein du mouvement LGBTQ que de la société elle-même. De manière tacite, la lutte identitaire est observable à travers l'effort afin de se rendre visibles, effort qui concerne tous les groupes faisant l'objet de cette recherche.

Cette lutte s'est ancrée à diverses demandes spécifiques, telles que la dépénalisation de la sodomie (Article 365), ainsi que la dérogation de l'Article 373 qui sanctionne les manquements à la morale et aux bonnes mœurs et qui a été utilisé pour limiter, dans l'espace public, les expressions propres à la population LGBTQ et aussi plus récemment la loi d'identité de genre, qui permettrait le changement de genre et de nom dans les registres institutionnels. Le changement dans l'Article 365 a été l'une des plus grandes réussites du mouvement et démontre comment l'existence sociale de l'univers homosexuel s'est ancrée dans la validation légale de la pratique homosexuelle à proprement parler. La dépénalisation de la pratique homosexuelle entre adultes a tacitement supposé une reconnaissance et la validité de l'identité homosexuelle dans le contexte social.

La visibilité des corps et des sexualités distincts a été la stratégie contentieuse principale de cette lutte. Elle cherche à installer l'idée d'identités et de sexualités autres que les modèles hétéro-normatifs traditionnels. À la différence de la lutte pour la vie, cette stratégie présente des répertoires aussi bien fonctionnels que de rupture. Les répertoires fonctionnels cherchent à accroître la visibilité des problématiques de diversité dans différentes sphères sociales et au-delà du monde LGBTQ.

> *« ..nous avons porté les thématiques du Mums dans le système de partis et dans les cercles de discussions dans lesquels on évolue et au sein de l'ONG, et tout ça, c'est-à-dire que d'une manière ou d'une autre le réseau d'influence s'agrandit »* (DS10)
>
> *« L'idée [ne] est [pas] d'absorber les leaderships parce que c'est excellent qu'ils soient présents dans de différents domaines et que l'on maintienne cette relation de coordination et c'est excellent parce qu'on inclut le thème de la diversité sexuelle dans les différents mouvements sociaux et c'est ça l'idée »* (DS9)

Globalement, cela suppose l'utilisation de campagnes de sensibilisation, d'interviews, d'articles d'opinion, de colloques et de débats académiques, d'ateliers dans les lycées, etc. La coordination au niveau territorial ou plus large avec d'autres mouvements sociaux est également recherchée, afin d'installer les idées de la diversité sexuelle dans les demandes des autres groupes et aussi dans les espaces institutionnels disponibles, que ce soit avec les partis politiques ou les institutions gouvernementales. La présentation de candidats aux élections en est un bon exemple, car son utilisation, dans la plupart des cas, a pour unique but d'utiliser la plateforme médiatique afin d'y installer les thèmes de la diversité sexuelle au niveau social.

Les actions de rupture en lien avec la stratégie de visibilité cherchent au contraire à remettre en cause les patrons identitaires hétéro-normatifs de la sexualité de façon directe, avec l'exposition explicite des corps, des sexualités et des différents sexes.

> *« Ce que nous faisons ou les actions Queer par exemple, généralement ce qu'ils font c'est donner de la visibilité à un sexe, un sexe distinct ou démontrer une identité, une identité exotique, bizarre, étrange, qui est l'exemple de la différence » (DS1)*
>
> *« avant nos bureaux de vote*[131] *étaient pleins et même si tu te faisais siffler et qu'on te disait de tout, moi je trouvais ça sympa qu'on nous crie "tapette" ou un autre mot pour attirer l'attention, on savait que tu te distinguais dans le bureau de vote des hommes » (DS2)*

Les démonstrations de sexualités différentes s'expriment à travers différentes actions : un groupe de couples LGBTQ s'embrassant en public face au Palais de la Moneda : *« Ils l'ont frappé [l'activiste], parce que d'une certaine manière nous les provoquons quand on s'embrasse »*

[131] Avant les élections municipales du 2014, les bureaux de vote étaient séparés selon le genre des personnes.

(DS10) ; le défilé de transgenres féminins et transformistes dans les marches et les actes du mouvement, la transformation des corps et la visibilité de ces différences, l'utilisation et l'appropriation de la pornographie :

> *« par exemple, je ne sais pas, une femme qui se tape un homme par l'anus, comme tout ce qui est inverser l'ordre traditionnel de comment on est censé pratiquer le sexe, ce qui est supposé t'exciter ne doit pas t'exciter... » (DS7)*

Illustration 14: Bisous-thon MUMS, 31 octobre 2014

Source : http://www.elquintopoder.cl/foto/besaton-por-la-igualdad-de-derechos-mums-santiago-31-oct-2014/

Le corps est le moyen naturel au travers duquel ces sexualités différentes sont exposées :

> *« pour nous le corps est super important politiquement, c'est un outil primordial, en tant qu'espace de bataille propre, en tant qu'espace pour donner de la visibilité » (DS1)*
>
> *« Ce corps intersexuel, ce qu'il fait c'est défier l'ordre normatif homme femme » (DS7)*

La sexualité n'est pas seulement une pratique ancrée dans le corps, mais chaque sexualité est un corps distinct qui est mis en scène et qui est utilisé à des fins politiques pour rendre cette sexualité distincte visible. De cette façon, le corps devient le territoire de lutte par excellence du mouvement LGBTQ. La visibilité étant la stratégie fondamentale de cette lutte, l'image est donc, au travers du corps, d'une performance, d'une intervention artistique, etc. le véhicule naturel au travers duquel la protestation est conduite. Le fait d'apparaître socialement se traduit de façon concrète par

l'obsession de montrer une image qui ressorte du lot, qui marque une différence et qui délimite en même temps l'espace identitaire à partir duquel il faut se construire subjectivement. Cette discussion identitaire n'est alors pas une question sur « qui suis-je ? », mais plutôt sur comment les autres me perçoivent, pour autant, reconnaissance et identité sont deux processus mutuellement inclusifs.

La ***lutte pour l'égalité de droits*** est un autre des axes du mouvement et probablement une des luttes les plus transversales et des plus discutées au sein de ce dernier. Elle vise donc le droit à vivre sa sexualité à la convenance de chacun et à effacer les barrières existantes entre la population hétérosexuelle et LGBTQ, en donnant aux seconds les mêmes droits dont jouissent les premiers. Intimement liée à la lutte pour la reconnaissance, cette lutte n'est cependant qu'une étape secondaire pour le mouvement, au moins d'un point de vue logique. L'égalité de droits dépend d'une reconnaissance minimum de l'existence sociale de l'univers LGBTQ et par conséquent elle se trouve elle-même ancrée dans la distinction identitaire de chacun des groupes. D'un point de vue global, cette lutte se situe dans le contexte des *droits humains* de la population LGBTQ.

> *« MOVILH cherche l'égalité de droits, l'égalité de droits sociaux, nous comprenons que la seule thématique que nous ayons en commun nous les gays, les lesbiennes et les transgenres (…) est notre liberté de genre, pour le reste nous sommes si divers, nous sommes aussi pluriels que le reste de la population, et pour autant nous ne parlons pas de communauté, nous parlons de population LGBT »* (DS13)
>
> *« nous ne nous battons pas pour un mariage gay, nous nous battons pour le mariage égalitaire, nous nous battons pour les mêmes droits et avec les mêmes noms »* (DS5)

Les revendications les plus évidentes cherchent donc à obtenir les mêmes droits que ceux dont jouit la population en général et ceci a été recherché au travers de la dépénalisation de la sodomie, du mariage égalitaire, de la loi d'identité de genre et de la loi contre la discrimination. Des revendications auprès de l'État qui ont presque toutes été satisfaites, à l'exception de la loi d'identité de genre. Comme expliqué au cours de la dernière partie concernant l'histoire du mouvement, la majorité de ces lois ne sont pas des lois spécifiques à la population LGBTQ, ce sont des lois qui concernent l'ensemble de la population, ce qui inclut la diversité sexuelle, et elles ont donc incorporé, au moins dans l'esprit, les idées propres au mouvement. Malgré cette réussite, ces mesures sont observées avec prudence. Un informateur nous résume les failles de la loi anti-discrimination par exemple :

> *« il n'y a pas d'institutionnalisme, il n'y a pas d'organisme qui se préoccupe de coordonner les politiques publiques, de faire en sorte qu'elles s'appliquent, qu'elles soient évaluées (…) il n'y a pas de budget prédéfini pour les politiques publiques dans chaque organisme de l'État (…) la loi ne contemple aucune indemnisation à la personne qui a effectivement été discriminée, non, seulement une amende fiscale, à bénéfice fiscal »* (DS11).

À partir d'un autre point de vue, le fait que la réussite législative n'implique pas une transformation de la société est aussi critiqué, car le mouvement, au lieu de poursuivre les réussites corporatives devrait aspirer à des transformations socioculturelles larges :

> *« Nous pensons que la lutte contre l'homophobie passe nécessairement par le fait de démocratiser le pays. S'il n'y a pas de démocratie réelle, participative, égalitaire, il n'y aura pas d'ouverture concernant les thèmes de la sexualité. Dans la mesure où nous ne parvenons pas à démonter l'appareil idéologique actuel en général, où est immergé le machisme, où est immergé le patriarcat, où sont immergées les inégalités de pouvoir, nous n'obtiendrons aucun changement réel, nous ne ferons que des changements superficiels, des changements en surface »* (DS3).

D'après cette posture, la lutte pour l'égalité de droits se situerait dans le contexte des revendications plus vastes des mouvements sociaux et devrait ainsi abandonner la posture qui borne la lutte aux revendications corporatives exclusives de la population LGBTQ. La lutte pour « *une démocratie réelle, participative, égalitaire »*, c'est d'une certaine façon la même lutte que mène la population LGBTQ. Je parlerai plus tard de ce point en faisant le lien avec l'instrumentalisation des revendications.

Il est donc clair que deux stratégies principales coexistent : une stratégie restreinte aux revendications spécifiques de la population LGBTQ et une autre, qui peut être étendue à l'ensemble de la population. Dans les deux cas, même si certaines actions de ruptures sont incluses, la majorité de ces dernières sont des actions fonctionnelles ou institutionnelles. Les actions de rupture sont fondamentalement routinières et pacifiques telles que les marches commémoratives pour la journée internationale de la fierté au mois de juin, ou les marches de la diversité au mois de septembre ou des festivals comme la *Gay Parade* au mois de novembre.

La stratégie restreinte repose sur différentes tactiques ou sous-stratégies. La première d'entre elles, qui a été la stratégie propre au MOVILH Jiménez et à la Fondation « *Iguales* » (Égaux), est la voie institutionnelle :

> *« je fais référence à avoir la capacité de parvenir à des accords, de négocier avec les partis politiques, je fais référence à la capacité d'influer politiquement à travers les voies qui sont définies à cet effet, par exemple le lobbying au congrès » (DS5)*

Les actions propres à cette sous-stratégie sont donc fondamentalement fonctionnelles et visent directement l'autorité en place : réunions avec les institutions de l'État et les partis politiques, lobby, participation aux élections locales, *etc.*

L'empathie est très liée au point antérieur à l'exception que dans ce cas, la sous-stratégie vise à aligner les revendications de la population LGBTQ avec celles de l'ensemble de la population.

> *« Je penche plus du côté de l'empathie que de la dissidence, je préfère de loin l'empathie à la dissidence (…) Cette capacité à changer l'autre provient du fait que l'autre ressente de l'empathie pour toi, de l'empathie parce qu'il te manque des droits, de l'empathie par rapport à la discrimination dont tu as souffert (…) c'est par le biais de l'empathie que nos revendications ont générée que nous avons été capables de partager notre discours avec le plus grand nombre »* (DS5)

Cette empathie s'obtient également de manière horizontale avec différents mouvements sociaux, donnant ainsi des marges plus importantes à cette lutte, de par l'installation des problématiques de la diversité sexuelle au-delà des frontières du mouvement. En ce sens, cette sous-stratégie est très similaire à la stratégie de visibilité des problématiques de ce groupe dans les autres sphères sociales et présente un répertoire d'actions similaire :

> *« Nous ne parviendrons pas à avancer que dans la mesure où le thème de la diversité sexuelle soit aussi le thème des autres, comme je ne sais pas, les étudiants, les travailleurs, que les différents groupes s'associent et adoptent nos revendications et ça on l'a réussi »* (DS3)

Au contraire des précédentes, la stratégie élargie vise à faire partie des revendications larges des mouvements sociaux au Chili, et donc, à participer aux diverses actions des groupes autres que ceux de la diversité sexuelle :

> *« Nous sommes donc à l'Assemblée Nationale des Droits humains, nous sommes présents dans toutes les marches étudiantes. Avec les populations indigènes, nous avons été dans quasiment toutes les marches qu'ils ont faites. Nous sommes solidaires de toutes les grèves qu'ils font ; nous sommes avec les quartiers ici, les organisations de quartiers, quartier Yungay, quartier Brésil ; … mais principalement les mouvements de base, l'ACES, la CONES, la FECH, la CONFECH » (DS9)*

À l'intérieur de cette stratégie, il existe également diverses sous-stratégies : se lier à d'autres mouvements sociaux et/ou à d'autres organisations non similaires, participer aux actions d'autres groupes mobilisés, et même organiser des événements ou des actes de protestation sans lien direct avec la population LGBTQ. Même quand tous ne participent pas de façon directe aux actions concrètes de ce type, dans la majorité des groupes, il existe une certaine conscience que leurs revendications sont liées à des revendications plus larges de la société chilienne.

Tout comme les deux premières luttes étaient liées à une problématique ou des enjeux identitaires, les deux dernières au contraire ont tenté d'avancer au-delà de cette discussion, premièrement en proposant *l'abolition des catégories sexuelles* et dans un second temps au travers du *questionnement critique et politique de la sexualité*. Alors même que cette dernière lutte, très liée à l'univers *Queer*, a été introduite récemment au sein du mouvement LGBTQ au Chili, particulièrement à partir de la CUDS et quelques secteurs du MUMS, le besoin de dépasser le discours identitaire a été présent dès le départ dans la discussion idéologique du MOVILH historique, comme je l'ai exposé lors de la partie faisant l'historique du mouvement. Voici certaines citations des travaux déjà mentionnées précédemment :

> « *Le mouvement de libération homosexuel prône l'abolition des catégories sexuelles qui condamnent hommes et femmes au malheur et qui ne servent qu'au soutien du pouvoir patriarcal dominant. La définition du terme "homosexuel" est entendue par notre mouvement comme une catégorie politique qui, en tant que telle, est utile pour proposer une société dont les fins découlent des personnes elles-mêmes ». (cité dans L. Fernández, 2009, p. 44).*

Abolir les catégories sexuelles, en tant que lutte, est intéressant théoriquement, car cela répond à des questionnements similaires à ceux que Touraine a définis par les mouvements sociaux, c'est-à-dire : « *lorsque des actions conflictuelles cherchent à transformer des rapports sociaux de domination sociale qui s'exercent sur les principales ressources culturelles, la production, la connaissance, les règles éthiques, employons le mot mouvement social* » (Touraine, 1984b, p. 4). En effet, abolir les catégories sexuelles, tel que cela est défini dans la citation ci-dessus, c'est chercher à transformer les codes de la société qui définissent un modèle de domination, produit d'une définition hétéro-normative fondamentalement masculine. C'est une lutte qui entre en conflit avec la société elle-même et qui, comme je l'ai indiqué auparavant, a connu de multiples ramifications et conséquences pour le mouvement au Chili, surtout lorsque l'androcentrisme et la discussion identitaire sont remis en cause. Cette lutte, cependant, à la différence des premières, est de longue haleine et cherche des transformations plus profondes.

Sans les catégories d'identité sexuelle, l'identité peut alors seulement être définie sur le plan individuel : les gays, les lesbiennes ou les hétérosexuels n'existent pas, mais seulement les personnes qui pratiquent le sexe et qui y trouvent du plaisir. Par conséquent, la sexualité s'individualise également.

> *« J'essaie donc de l'être, de ne pas m'enfermer dans quoi que ce soit de rigide parce que finalement comme on entre dans une case, dans une norme, on ressort d'une case pour entrer dans une autre. C'est-à-dire qu'on sort de l'hétérosexualité obligatoire pour aller à l'homosexualité obligatoire ou à la transsexualité obligatoire ce qui signifierait que… bien, j'étais une fille, je devais donc faire telle chose, maintenant je suis un garçon, donc je dois faire telle chose. Donc, je suis obligé, je rentre à nouveau dans une case, ou je m'enferme, je pose des murs autour de moi à nouveau. L'idée c'est que ces murs n'existent plus. »* (DS9)

Dans ce cas, il s'agit moins d'une revendication spécifique que d'une stratégie, laquelle, bien qu'en étant au cœur de la lutte, ne s'accompagne pas d'actions concrètes. Cette lutte doit donc être abordée de manière stratégique, pas à pas, et située dans le contexte culturel où elle se déploie à un moment déterminé :

> *« on cherche à en finir avec les catégories sur le long terme et pour parvenir à ce but on doit prendre des décisions dans différentes instances et aussi, on se trouve dans le contexte socioculturel et politique du pays, et en ce sens, tout le monde ne va pas avancer avec ma discussion »* (DS4)

> *« mais, je ne crois pas beaucoup aux catégories, les catégories pour moi sont uniquement une arme, un outil politique, c'est-à-dire que quand je suis dans d'autres circonstances je suis seulement Juan, je ne suis personne d'autre que Juan, cependant, quand je dois faire un discours, quand je dois écrire un texte, quand je dois donner une interview, je suis Juan le Trans masculin, pour la visibilité, pour rendre visible ce que c'est, ce que ça signifie, mais c'est une catégorie politique, seulement instrumentale et politique »* (DS9)

Les catégories sexuelles sont donc utilisées en tant qu'outils provisoires, nécessaires pour le contexte, pour ensuite être abandonnés quand le temps sera plus prometteur. La voie, dans ce cas, est justement la fragmentation des catégories sexuelles en un réceptacle absurde qui permettra finalement l'inutilité de ces dernières, ouvrant la voie à l'effondrement final des identités.

> *« alors la réalité peut être changée et comment va-t-on changer la réalité ? En fragmentant tout chaque fois plus jusqu'à ce que tout soit dilué dans une grande diversité, je crois, parce que l'hétéro n'existe pas non plus... pourquoi l'hétéro n'existe pas ? L'hétéro est aussi stable que la force le rend stable, tout l'appareil éducatif, tout l'appareil d'État, tout l'appareil religieux »* (DS6).

Or, cette fragmentation est un exercice que le mouvement s'applique à lui-même et qu'il dissémine ensuite sur le plan social. Tout d'abord, depuis la prééminence historique de l'homosexuel masculin, puis avec l'incorporation des lesbiennes et des trans, jusqu'à l'apparition de nouvelles identités et de nouveaux corps encore inconnus : « *cette chose d'il y a quelques années qu'étaient deux types s'est fragmentée pour en donner 7 ou 8, ça veut dire quelque chose »* (DS6).

La ***lutte relevant du questionnement critique de la sexualité***, propre au débat autour de la théorie *Queer*, la dissidence sexuelle et le post-identitaire, est dans le cas chilien, une actualisation et une radicalisation de l'abolition des catégories sexuelles, à l'exception que dans ce cas, il n'existe pas d'historicité propre au mouvement. C'est-à-dire qu'il s'agit d'une lutte qui est constamment livrée dans un présent. Une lutte qui n'a pas d'autres objectifs que ceux relatifs à l'action même de diverger et de remettre en cause l'ordre normatif, notamment celui de l'hétéro-normativité sexuelle, qu'elle soit masculine ou féminine. Ils ne cherchent pas à être plus intégrés ou moins discriminés, mais seulement à dénoncer les rigidités des structures, où qu'elles se trouvent, à partir d'un dispositif ou d'un scénario de lutte spécifique : la politique sexuelle.

> *« Je crois que faire de l'activisme sexuel dissident (…) [c'est] déstabiliser l'ordre normatif du sexe, du genre, questionner de manière critique toutes les formes existantes de normalisation et de discipline de la sexualité » (DS7)*

En raison de l'absence de buts historiques, c'est-à-dire localisés et atteignables dans un futur estimé ou désiré, les objectifs et les stratégies se confondent et se convertissent en un même fait, ancrés aux actions concrètes à partir desquelles naît la divergence. Cette politique sexuelle est en conséquence instrumentale, pas par rapport à un état ou une condition idéale future, mais au présent des processus, des actions, des expérimentations.

> *« je crois que ce n'était pas l'intérêt pour chercher une communauté, un groupe, mais plutôt un endroit où je me sentirais plus à l'aise pour faire des expériences, faire des expériences et avoir la possibilité de connaître la politique, parce que souvent la politique est rigide » (DS1)*

Ce processus doit donc être dynamique, contingent, mutant, en constante transformation.

> *« donc, comme il n'y a pas de hiérarchie, tu peux travailler à partir des thèmes qui apparaissent au fur et à mesure, où se trouve l'urgence au niveau contingent, polémique par nécessité… et là où il y a une blessure qui s'ouvre et on doit y travailler »* (DS1)

Le contraire, c'est-à-dire, ce qui reste inchangé : les identités, les structures, les catégories, les formalismes, c'est justement ce que l'on prétend dénoncer et déconstruire, jusqu'à dévoiler leur nature la plus concrète : tout change, tout se transforme. Leur vision de la sexualité en tant que scénario de la lutte, en est une preuve : il n'existe pas d'identités sexuelles, il n'existe pas de catégories sexuelles qui puissent rendre compte de la singularité, puisque la pratique sexuelle ne reste pas figée parce qu'elle est en constante évolution. La sexualité est fluctuante, elle transite jusqu'au point où elle devient indéfinissable, individuelle, toujours particulière. Je suis ma sexualité.

> *« elle me disait "mais tu es lesbienne ? " et moi je lui disais "parfois, je ne sais pas". Pour moi c'est comme ça, je ne le vois pas comme quelque chose de stable »* (DS7)

L'art et la création constituent les moyens naturels pour y parvenir. L'13 et la citation ci-dessous en sont de bons exemples :

> *« et je me souviens que nous avons fait une intervention là-bas. Nous nous sommes interrogés, à l'intérieur du groupe, sur "le fait que nous n'étions pas intéressés par le fait de raconter notre histoire de victime, nous n'étions pas intéressés par le fait de nous montrer aux autres comme les pauvres gays ou les pauvres lesbiennes ou les pauvres bisexuels, comprenez-moi" (…) et là, nous avons commencé à travailler avec la fiction, ce qui m'a paru super intéressant, ça a été cette campagne "j'ai un ami hétérosexuel et je le soutiens" ».*
>
> *Donc nous venions comme un groupe de soutien aux hétérosexuels, en utilisant les mêmes logiques de soutien aux homosexuels, mais inversées. Nous avons eu un succès incroyable, parce que tout le monde était surpris par le thème, parce qu'ils disaient « ça ne devrait pas dire hétérosexuel, ça devrait dire homosexuel », ou « je suis psychologue et je te dis que c'est mal écrit, ça devrait dire homosexuel », « parce que ce sont eux qui ont besoin d'aide ».*
>
> *Donc cela rendait la discussion obligatoire et je crois que c'était un mode plus créatif sans doute, mais un mode de plus, la possibilité de générer cette discussion qui ne se génère pas quand tu acceptes simplement l'autre »* (DS1)

La critique persistante des structures et la singularisation de l'identité sexuelle montrent les racines anarchistes de cette lutte. En effet, une littérature très vaste démontre ces liens au niveau international et nourrit, d'ailleurs, les débats au sein des groupes (Portwood-Stacer, 2010 ; Shepard, 2010). La CUDS est la représentante le plus fidèle de cette lutte, même si, comme je l'ai évoqué précédemment, il s'agit d'une discussion qui s'est propagée de par diverses organisations LGBTQ, particulièrement au sein du MUMS, sans pour autant atteindre la prédominance qu'elle peut avoir au niveau de la coordinatrice universitaire. La CUDS reconnaît ces liens et, comme je l'ai indiqué auparavant, cela la mène à être étroitement liée, depuis le début, au mouvement contre-culture, anarchiste et aux pratiques antisystème (Joy, 2014).

La délinéation historique dans laquelle semblent s'inscrire ces luttes est cependant une illusion théorique, qui se réalise toujours partiellement, et qui en conséquence est plutôt diffuse et donc arbitraire, dépendant toujours de l'acteur et de l'organisation impliquée. Si à ses débuts le mouvement s'est concentré sur la lutte pour la reconnaissance, dû probablement au faible nombre d'organisations et au stade de développement peu avancé auquel ils se trouvaient, les dernières

années ont vu la multiplication d'une diversité d'associations agissant de façon simultanée, parfois même au sein d'une organisation (au MUMS ce fait est une évidence). Ces luttes n'abandonnent pas pour autant les luttes initiales, elles les incluent, par exemple chez les transgenres, au même niveau que les revendications les plus critiques à savoir celles qui cherchent à supprimer le concept d'identité lui-même. Même la lutte pour la vie, liée au VIH, bien que fortement atténuée, continue à faire partie du répertoire d'actions des organisations. Le contraire est également vrai, les luttes post-identitaires ont été présentes depuis les premières années, une fois que le MOVILH a proposé l'abolition des catégories sexuelles comme but du mouvement.

La transformation de ces luttes est davantage un mouvement depuis la centralisation jusqu'à une logique polycentrique (comme dans l'histoire des mouvements sociaux au Chili), qu'un changement d'un modèle à un autre. Une tendance qui peut également s'observer dans l'évolution de l'acteur prédominant, depuis la prééminence de l'homosexuel masculin et ses demandes spécifiques (VIH et dépénalisation de la sodomie) à la diversité d'acteurs et de revendications qui divergent de celles propres aux gays. Tout cela met en évidence que la diversité n'est pas seulement un discours idéologique, mais une réalité sociale entre ces organisations.

7.2. Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action

Dans cette section, je me concentrerai sur la description des principes normatifs structurels sur la base desquels les organisations sont construites, ainsi que les mécanismes globaux et spécifiques au travers desquels ces principes sont appliqués[132]. Au moins quatre principes normatifs structurels de l'organisation ont été identifiés au sein du mouvement LGBTQ : horizontalité/verticalité, diversification/hégémonisation, autonomie/dépendance et coordination/désarticulation[133].

[132]Une définition conceptuelle des principes, mécanismes et scénarios, qui sera utilisée dans cette sous-partie peut être lue dans la Deuxième partie : La nouvelle éthique contestataire en actionde la page 187. Dans cette même partie, les liens d'interdépendance entre les différents principes structuraux sont expliqués.

[133] Cela ne signifie pas qu'il n'en existe pas d'autres. Cette description touche notamment ceux pour lesquels j'ai pu trouver des informations évidentes pour pouvoir les documenter. Lors de cette description, je me concentrerai uniquement sur les mécanismes syntoniques afin d'illustrer, par l'exemple, la présence de chaque principe dont il est question. Ceci est principalement dû aux contraintes relatives à la longueur du texte. Cependant, l'Encadré 3 illustre comment ces principes sont mobilisés dans un contexte de crise au sein d'une organisation. La réalisation d'une analyse plus détaillée de la relation entre les mécanismes syntoniques et les conflits, résultant de la dissonance entre l'idéal normatif et la réalité, fera l'objet d'un futur travail de recherche.

Encadré 3: Crise normative du 2010 chez MUMS

Aux alentours de 2010, le MUMS connaît une crise importante qui débouche une fois de plus sur la scission d'un groupe important de l'organisation, y compris sa présidente, qui avait été élue récemment à ce poste.

« ... Angélica a été élue et je crois qu'à partir de ce moment-là des tensions sont apparues au sein du mouvement, des tensions qui ont toujours existé et pour lesquelles nous avons toujours été critiqués, qui sont autour de ce qu'on entend par hiérarchie, comment fonctionnent les mouvements sociaux, alors c'est là qu'a surgi une forte pression de la part d'un groupe, et c'est la partie que je valorise de la discussion, il y a eu une discussion forte sur le fait que nous devions fonctionner de manière horizontale et en terminer avec la hiérarchie, ce qui en général nous… le mouvement en général était en faveur de ça, de générer une relation beaucoup plus horizontale et je crois que depuis l'année 2005 ça a commencé.

Mais sans oublier qui nous sommes, que nous avons une certification qui dépend du Ministère de la Justice, que nous avons une légalité qui nous oblige à avoir un directoire et à avoir une hiérarchie même si elle n'existe que sur le papier et que nous devons la respecter, parce que cette légalité nous permet aussi de fonctionner, c'est comme ça que tout fonctionne… toute une dichotomie et un jeu qui est complexe parfois et qui a généré beaucoup de discussions autour de comment la légalité s'impose sur ce que l'on souhaite ou non.

Je crois qu'en réalité non, je crois que le MUMS a fonctionné de manière assez horizontale, mais c'est à partir de là que commence ce que l'on entend par horizontalité. Alors ma conception des choses, c'est que l'horizontalité est basée sur le fait que l'instance suprême du mouvement est l'assemblée, c'est dans l'assemblée qu'on trouve des accords, elle se réunit au moins trois fois par an ou parfois plus et sur le fait que les réunions de la coordination ou de l'équipe directive sont ouvertes et tout le monde y a droit à la parole. Mais bon, nous comprenons l'horizontalité comme le fait que l'assemblée définit une fois par an les politiques du mouvement et les priorités et les objectifs, ces derniers sont définis pour l'année et cette coordination, qui a une présidence qui assume, c'est elle qui a par mandat de mener à bien cette tâche avec toute la participation qu'elle voudra tout le long, etc., etc. jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle assemblée qui puisse révoquer cela ou qui puisse le changer, mais ces assemblées se produisent tous les 3-4-6 mois, pas nécessairement tout de suite.

...[L'] autre groupe qui voyait l'horizontalité comme le reflet d'une articulation constante en assemblée, où les mandats pouvaient être révoqués chaque semaine, si on veut, et où toutes les décisions devaient passer pour que l'assemblée les approuve. Alors, ça a généré des difficultés pour travailler, parce que finalement la discussion reposait sur quel était l'objectif du mouvement en réalité, parce que beaucoup de gens ont commencé à s'ajouter à cette instance, donc beaucoup de décisions qui avaient été prises à un moment donné étaient changées selon ce que l'assemblée pouvait décider au cours des 1 ou 2 mois. C'est

là qu'a commencé à se générer une discussion sur le fait que ça ne permettait pas d'avoir des stratégies sur le long terme, parce que finalement le discours du moment influait beaucoup, la capacité oratoire de celui qui dirigeait cette assemblée ou ceux qui y assistaient, parce que tous ne participaient pas toujours, il y avait toujours environ 30-35 personnes, un peu comme au MUMS, qui doivent être environ 40-50 personnes, desquelles participent toujours en assemblée un nombre compris entre 30 et 40, cela dépendait un peu de la capacité oratoire ou du contexte du moment pour changer les orientations du mouvement et cela pouvait générer pas mal de bruit pour celui qui parlait » (DS4)

Cette longue citation est un bon exemple du conflit normatif résultant de la tension autour d'un des principes structurels du mouvement LGBTQ : horizontalité/verticalité. Comme il est possible de le déduire de la citation, le conflit ne relève pas nécessairement du fait qu'un groupe se rapproche d'un des pôles et que ses adversaires recherchent son opposé. Il est plutôt question de comment l'application de ce principe est interprétée et de comment les rôles peuvent être attribués en accord avec lui. Par exemple, le groupe qui cherchait à instaurer un plus grand degré d'horizontalité a finalement abandonné le MUMS, accusant de nouveau l'organisation de machiste, verticale et institutionnelle, tout cela malgré le fait que les deux factions cherchaient à introduire des stratégies horizontales au sein de l'organisation. Ce qui est important en ce sens est plutôt de donner des exemples de la manière dont ce principe guide les transformations internes de l'organisation, que ce soit au travers de mécanismes spécifiques qui conduisent à une évolution syntonique[134] ou à travers la production de conflits normatifs. Cette citation par exemple reflète assez bien le développement d'un conflit normatif et la manière dont l'organisation s'est développée au fil des années à travers l'exécution de mécanismes homéostatiques[135]. En effet, la scission, mécanisme homéostatique par excellence au sein des organisations sociales, a conduit à la stabilité du conflit, mais aussi, paradoxalement, à la concentration du pouvoir et en conséquence à la perte de diversité de points de vue, même si la diversification, comme je l'expliquerai ultérieurement, constitue le mécanisme fondamental de l'un des principes structurels de ce mouvement. Ce qui est particulièrement intéressant dans la critique du groupe scindé, c'est le fait que la verticalité et la hiérarchie finissent par être associées au modèle patriarcal et androcentrique, et même, selon ce point de vue, aux homosexuels masculins, alors que l'horizontalité renverrait à la version féminine de modes d'organisation. Le supposé rejet de l'horizontalité fut alors perçu comme un nouveau rejet du féminin au sein de l'organisation. Cette situation, conjointement aux résultats du conflit, ont continué à produire une dissonance parmi ceux qui sont restés. De cette manière, une fois le

[134] Lorsque les changements se produisent au sein d'une organisation sans un seul conflit et sans une seule crise.
[135] Qui a la tendance à stabiliser l'organisation.

conflit stabilisé, la discussion autour des mécanismes spécifiques s'est poursuivie afin d'approfondir de manière syntonique la symétrisation des relations. En fait, de nombreuses propositions du groupe scindé ont été progressivement intégrées au niveau de la gestion organisationnelle et du contenu :

> *« C'est pour ça que je te dis que du point de vue politique ils ont tout gagné, ils ont tout gagné, le thème, disons la critique, le concept actuel de genre, le thème de comment faire, ils ont tout gagné, toutes les discussions tenues et qui ont à voir avec les supposés problèmes au travail, le machisme, les discussions de genre, tout ça a avancé et ça y est » (DS3)*

Pour le groupe qui demeure au sein du MUMS, l'assembléisme dans sa version absolue était perçu comme peu fonctionnel : les réunions étaient sans fin et se multipliaient, les décisions les plus insignifiantes étaient débattues, les décisions changeaient constamment, la tenue de l'assemblée dépendait des capacités oratoires et des influences personnelles et était une source de conflits, l'organisation était paralysée, ce qui la rendait incapable de prendre des décisions sur le long terme. Le résultat de tout ceci fut une formule de compromis qui résolvait le conflit entre horizontalité et fonctionnalité : l'assemblée s'est maintenue comme instance maximale de résolution pour les décisions fondamentales (lignes d'action, élection de coordinateurs, etc.), tout en étant limitée à quelques réunions dans l'année, alors qu'une équipe de coordination se chargeait d'exécuter les directives proposées lors de l'assemblée.

La ***disjonction horizontale/verticale*** est le premier de ces principes structurels. Il repose sur l'idée que les organisations doivent tendre vers la présence de relations d'horizontalité entre ses membres, en cherchant, de cette manière, à éliminer ou à limiter les formes organisationnelles où existeraient des différences hiérarchiques. Les uniques différences légitimes sont donc celles qu'indiquent les particularités entre un individu et un autre. L'horizontalité organisationnelle est une valeur transversale, lorsqu'associée à la participation et à la démocratisation, transversale, tout comme la critique persistante des modèles hiérarchiques.

> *« sa façon d'agir n'est pas participative et ne va pas l'être non plus, parce que le jour où elle deviendra participative, il va y avoir une rénovation parce que les masses vont te le demander et il faudra le faire de façon institutionnelle et pas démocratique, hiérarchique et très autoritaire » (DS4)*

> *« Nous sommes la majorité, les bases, nous sommes la majorité et si nous commençons à travailler comme ça, avec une base horizontale, nous aurons beaucoup plus de force »* (DS9)

Même parmi les organisations considérées, par leur entourage, comme hautement hiérarchiques, comme c'est le cas de MOVILH Jiménez, la verticalité est critiquée.

> *« je suis un type qui vient d'une culture… c'est-à-dire que je n'aime pas ce qui est trop vertical, j'ai grandi dans le vertical, donc je ne crois pas que j'aurais tenu longtemps avec un petit dictateur au-dessus de moi » (DS5)*

Le mécanisme fondamental de ce principe est donc la *symétrisation des relations* à l'intérieur de l'organisation. La citation de l'Encadré 3 est assez éloquente pour illustrer comment ce mécanisme s'exerce au sein du MUMS, à travers l'assemblée comme mécanisme de prise de décision.

Dans la structure de l'organisation, ceci est observable au travers d'une série de mécanismes spécifiques : la tendance à limiter les différences fonctionnelles et hiérarchiques internes entre les membres, entre les différents groupes de coordination et entre les personnes ayant des orientations, des identités et des expériences distinctes, limitant à son tour les différences de pouvoir entre les bases et les groupes de coordination.

> *« ... le rôle de président c'est pour nous quelque chose de technique et juridique ; quelque chose de formel pour pouvoir postuler à des projets et tout ça ; mais nous ne l'avons pas connecté à nous de manière informelle. (…) [Il] est le président, nous savons tous que c'est le président (…), mais il n'y a pas ce rôle républicain qui fait qu'on doive lui envoyer une lettre pour pouvoir lui parler. (…) Nous cassons cette dynamique des rôles » (DS10)*

En effet, il existe une différence entre la législation qui exige l'institutionnalisation des organisations en leur imposant les postes de président, trésorier, secrétaire, etc., et la réalité quotidienne où ces références manquent de sens. De là aussi provient la tendance à préférer au sein des organisations, des définitions de postes liées à des positions symétriques telles que coordinateur, porte-parole, etc., qui mettent en évidence l'importance des bases sociales au-delà des postes à responsabilité formelle.

À la CUDS, les structures manquent de sens ; il n'existe donc aucune différence hiérarchique entre ses membres et les différences fonctionnelles sont réduites au minimum, maintenant seulement le rôle de coordinateur qui est avant tout là pour faciliter la participation.

Au contraire, au sein du MOVILH Jiménez, pratiquement aucun mécanisme de symétrisation n'est observable dans les différents scénarios, mais plutôt des mécanismes de hiérarchisation qui se traduisent en une structure formelle et institutionnelle au sein de l'organisation, là où se concentrent le pouvoir, les décisions et la visibilité.

« Le Movilh est une corporation, une ONG, il possède un directoire, le président du directoire est [nom de l'activiste] et il y a des postures prédéfinies » (DS11)

« *Les grands pontes se trouvent là-bas, je ne sais pas, ils sont cinq à commander, mais les autres ne prennent pas part aux décisions politiques. C'est-à-dire qu'ils peuvent apporter sur de petites choses, mais pas sur ce qui relève de la décision politique* » (DS9)

Cela ne veut pas dire que le principe structurel ne soit pas actif au sein de l'organisation. En effet, la dernière crise qui a débouché sur la scission d'une partie importante de ses membres était en partie due aux critiques concernant la hiérarchie excessive et son agressivité au sein de l'organisation[136].

Dans le *scénario de la prise de décisions*, un mécanisme fondamental est la valeur accordée à l'assemblée en tant qu'instance de décisions et à partir de laquelle sont développées les lignes d'action principales du groupe. En soi, l'assemblée est un mécanisme de symétrisation, parce qu'elle inverse la relation leader/masse et ensuite, parce qu'à l'intérieur de l'assemblée les différences propres aux hiérarchies formelles disparaissent : « *ses mécanismes, qui d'une manière ou d'une autre incluent l'opinion d'un jeune de dix-huit ans et celle de monstres du MUMS* » (DS10).

L'assemblée a été présente au sein du MUMS depuis ses origines, et il est connu que cela a été un des mécanismes d'organisation préférés au sein du MOVILH historique. Cependant, comme le démontre l'exemple de la dernière crise vécue (Encadré 3), l'assemblée n'a pas été exempte de conflits. L'assembléisme a de nouveau été débattu après la crise du modèle professionnel (ce dernier établissait des différences fonctionnelles entre les membres) et il est donc associé au retour du bénévolat au sein du groupe. Le mouvement étudiant/élève a aussi exercé une influence, dans la mesure où il constitue une de ses formes primordiales d'organisation. Il s'est révélé toutefois non fonctionnel dans sa version absolue.

L'assembléisme est également critiqué par la CUDS, mais à partir d'un angle complètement différent.

« En fait, coordination vient d'un concept qui en soi provient d'une racine communiste, ce sont les racines communistes du groupe et on faisait des assemblées et ces accords constants et ces discussions de mille heures, ce qui était dans une logique assembléiste. Et puis, on est passé à une autre étape qui était… moi j'étais présent à ce moment-là de transition où le vote n'était plus nécessaire, il n'était plus nécessaire d'être tous complètement d'accord ou d'attendre que, je ne sais pas, si on publiait un flyer, que tout le monde donne son avis si on le faisait ou pas. Parce que c'est typique aussi, comme dans les groupes politiques, quand une

[136]cf. La dernière partie de cette section : « Au cours des dernières années : Le retour à la politique, la compulsion à la répétition et les accomplissements du mouvement ».

politique est aussi rigide, aussi assembléiste, qu'on cherche à être d'accord sur tout, sur absolument tout » (DS1)

Dans ce cas, la critique de l'assembléisme ne provient pas de sa tendance au conflit, mais tout au contraire, du besoin propre à l'assemblée de résoudre finalement ce dernier, en parvenant à un consensus sur chacun des points. La politique Queer, dans ce cas, ne cherche pas à résoudre les disputes, mais plutôt à les relever et à les maintenir, puisqu'à travers elles il est possible de soutenir la critique et la réflexion ouverte. Le mécanisme de symétrisation ne peut pas être, par conséquent, l'assemblée.

L'*élection de leaders* est un autre scénario où apparaissent des mécanismes spécifiques de symétrisation. Après la crise du modèle professionnel et la repolitisation du mouvement, comme je l'ai indiqué précédemment, le MUMS définit que l'alternance de ses porte-paroles et de ses coordinateurs est fondamentale pour incarner véritablement l'éthique démocratique et participative dont ils faisaient la promotion depuis le commencement. Ils entendent que les leaderships sans fin limitent l'espace de participation des bases, centralisent le pouvoir, hégémonisant de cette manière une seule vision de l'organisation, là où ils recherchaient justement la diversité de ces dernières. Tout ceci est une critique faite fréquemment au MOVILH Jiménez, autant depuis le MUMS que de son environnement organisationnel. Par conséquent, l'alternance devient le mécanisme de symétrisation au niveau de l'élection des leaders. Ce mécanisme cherche à changer les équipes de coordination tous les deux ou trois ans, à garantir une alternance de genre et une alternance d'âge. Le premier se comprend à partir de ce qui a déjà été décrit précédemment, cependant les deux derniers sont liés à la discrimination positive, qui tente d'installer à des postes d'importance, des groupes qui en ont été fréquemment exclus, mettant de cette manière en égalité de conditions les homosexuels, les lesbiennes, les transgenres, et des membres historiques avec les nouvelles générations.

En ce qui concerne le MOVILH Jiménez, il n'existe pas d'élections à proprement parler et les postes d'importance sont répartis entre quelques membres historiques, le visage visible du mouvement se limitant toujours à une seule personne. L'inclusion de deux nouveaux porte-paroles en 2011 ne répond pas à un processus politique interne de l'organisation, mais à la nécessité de freiner l'influence de la Fondation Iguales (Égaux) au niveau politique et médiatique. En conséquence, les personnes choisies pour assumer ces postes n'avaient aucun lien historique de participation au sein du MOVILH.

Dans le *scénario de participation*, les mécanismes de symétrisation sont divers. Dans le cas du MUMS, ceci est observé de façon plus claire au niveau de l'ouverture aux réunions et au droit à la parole. En effet, quiconque, peu importe qu'il soit membre ou non, peut, en principe, participer aux assemblées et/ou aux réunions de coordination et avoir droit de parole, même sans avoir le droit de vote.

> *« En fait, c'est une tradition, les coordinations du MUMS sont toujours ouvertes, c'est-à-dire que les coordinateurs ont l'obligation de venir aux réunions de coordination, mais aux réunions de coordination qui se tiennent dans cette salle, le premier pelé qui arrive peut participer. La porte n'est fermée pour personne parce qu'il n'y a rien de secret, ni aucun aspect du mouvement qui soit secret. »* (DS3)

De cette manière, les relations sont horizontalisées autant au niveau des membres et des non membres, qu'entre les différences à l'intérieur de l'organisation, par exemple entre les nouveaux membres et les membres historiques.

En ce qui concerne le cas de la CUDS, la participation fluctuante est un mécanisme central qui a pour but d'assurer l'horizontalité des relations. Cette horizontalité s'exerce à partir de la singularité de chacun de ses membres, qui est inaliénable, et c'est justement là que s'exerce le mécanisme de symétrisation : dans la liberté de participer ou non aux activités qui sont proposées :

> *« ... au niveau interne, il n'y a pas de structure, il n'y a pas de hiérarchie, les gens vont, viennent, ils collaborent, ça arrive aussi. Et moi par exemple j'ai un rôle de coordinateur, je coordonne, je convoque parfois à certaines réunions, peu importe les gens qui y viennent, on s'organise sur place et les gens se greffent au fur et à mesure, ceux qui veulent, ceux qui peuvent, ceux que s'y intéressent. Il y a donc beaucoup de profils différents et ils participent aux thèmes qui les intéressent, mais ce n'est pas quelque chose d'obligatoire non plus et on ne dit à personne, toi tu es de la CUDS ou toi tu n'es pas de la CUDS, les gens sentent qu'ils en font partie ». (DS1)*

D'un point de vue logique, les structures rigides et verticales imposeraient la participation et l'appartenance depuis l'extérieur de l'individu même, s'opposant de la sorte, à la participation fluctuante, qui laisse la définition de cette dernière au libre arbitre des intérêts personnels. De cette manière, ni l'appartenance ou la participation ni le degré d'implication ne dépendent de l'organisation ou des fonctions dont cette dernière a besoin, et même le rôle de coordinateur dans ce cas précis se limite à faciliter les conditions de cette participation individuelle (convoquer et envoyer des messages). Les limites entre membres et non-membres entre l'organisation et son environnement sont ainsi diffuses. La CUDS n'est donc pas une organisation, mais une instance de participation d'individus qui partagent une vision de la politique sexuelle.

La ***disjonction diversification/hégémonisation*** est le deuxième de ces principes structurels. D'un point de vue organisationnel, ce principe repose sur l'idée qu'une seule instance ne peut pas incorporer toute la diversité des possibilités existantes et que, par conséquent, il est nécessaire d'insister pour instaurer une pluralité de visions, que ce soit à l'intérieur de l'organisation, ou dans l'environnement organisationnel, en encourageant la création d'autres instances de participation.

> *« Il est impossible qu'une seule organisation puisse répondre à toutes les revendications que le monde LGTB possède, et donc, c'est un mouvement qui va être composé de multiples organisations et où vont se générer différents espaces »* (DS3).

Ce principe est la forme que le discours sur la diversité sexuelle acquiert sur le plan organisationnel et qui cherche donc à maintenir une cohérence entre la lutte pour la reconnaissance, dont la stratégie fondamentale est la visibilité, la lutte pour l'abolition des catégories sexuelles, dont la stratégie est la fragmentation de ces catégories, et l'univers interne du mouvement. La visibilité des différences, qui est recherchée à l'extérieur du mouvement, et la fragmentation des catégories, se traduisent au niveau organisationnel par un *mécanisme structurel de diversification*. L'antagonisme, dans ce cas, provient des modèles hégémoniques, qui prétendent interpréter la réalité à partir d'une vision centralisée, surplombante, excluant toute voix qui viendrait contrarier cette posture, faisant le lien de cette manière, avec les structures hiérarchiques. En effet, cette disjonction cherche à contester depuis le plan organisationnel, cette interprétation de la sexualité unique, associée au modèle hétéro-normatif et patriarcal, mais aussi plus largement à contester un modèle de société unique.

> *« S'ils pensent que c'est le produit de leur propre réalité ils peuvent le faire, "soyez vous-mêmes… soyez Patagoniques, appelez-vous les Folles Patagoniques ou comme vous voulez, construisez votre mouvement, cherchez des solutions à vos problèmes, nous pouvons vous soutenir, vous conseiller sur des questions de projets, des questions techniques, sur ce que vous voudrez, nous collaborerons". Mais les régions doivent se construire depuis leurs propres perspectives, depuis leurs propres processus internes et pas nécessairement depuis le MUMS parce qu'appartenir au MUMS exige, exige une politique d'alliances, un regard particulier qui serait orienté depuis le centre et il ne nous semble pas approprié qu'il soit orienté depuis là ». (DS6)*

À l'instar du premier principe décrit, celui-ci se présente au travers des mécanismes spécifiques dans la plupart des scénarios proposés pour l'analyse et à différents degrés parmi les diverses associations étudiées. Maints mécanismes liés à la symétrisation des relations, décrits dans la première partie de cette construction interne, sont des mécanismes qui cherchent, eux aussi, cette diversification. Dans le scénario d'élection de leaders, par exemple, le mécanisme d'alternance au

MUMS acquiert encore plus de sens, dans la mesure où il vise à installer des leaderships divers, changeants qui, en effet, garantissent cette diversité de points de vue. Par ailleurs, au niveau des structures, l'existence d'équipes de coordination spécifiques pour certains groupes identitaires (des transgenres et des lesbiennes au Movilh actuel et à la Fondation « *Iguales* », par exemple) illustre l'évidence aujourd'hui incontestable que le mouvement ne peut pas s'organiser à partir d'une vision hégémonique des homosexuels masculins bien qu'ils demeurent le groupe jouissant de la plus grande visibilité. De nouveaux corps visibles émergent ainsi dans l'imaginaire social, mais essentiellement au sein du mouvement. Dans le scénario de la participation, les mécanismes de discrimination positive en faveur des lesbiennes et des trans correspondent à la contrepartie participative de la diversification présente dans le scénario structurel, en constituant ainsi une preuve.

C'est, toutefois, dans le *scénario des relations inter-organisationnelles* où ce mécanisme manifeste sa plus forte influence. La première citation de cette section l'explique avec clarté : « *Il est impossible qu'une seule organisation puisse répondre à toutes les revendications que le monde LGTB possède* ». C'est la raison pour laquelle, dans certaines organisations, notamment au sein du MUMS, ceci se traduit directement par une stratégie spécifique de soutien aux nouvelles formes de participation :

> « *L'autre chose a été cette conception, comme je disais, de créer des équipes de travail, et un groupe de mecs a voulu travailler sur la question chrétienne, avec d'autres groupes on a travaillé sur le thème trans, monter la coordination universitaire… Nous savions que beaucoup de ces groupes pourraient, et ainsi l'a été, devenir des organisations à part, mais on ne l'a pas vécu comme un traumatisme, mais plutôt comme une étape du développement du mouvement* » (DS3).

Le « *Frente de la Diversidad Sexual* » (Front pour la diversité sexuelle), qui englobe une diversité d'associations (Action gay, Fondation Égaux et le MUMS), a été créé récemment. Auparavant, ce rôle était rempli par la Fédération chilienne de la diversité sexuelle, avec le Movilh Jiménez en tête, ce dernier n'étant plus actif aujourd'hui.

Dans ce scénario se manifestent aussi avec clarté les relations d'interdépendance entre les différents principes. En fait, l'accent mis sur la diversité démontre que finalement chacune des organisations est une entité singulière, qu'elles sont autonomes les unes par rapport aux autres, sans que d'autres types de relations que celles d'horizontalité et de coordination soient donc envisageables entre elles.

Un autre principe structurel est celui de ***l'autonomie/dépendance***, un principe de l'organisation

revendiqué de manière généralisée par toutes les organisations LGBTQ et par tous les groupes étudiés. Il indique que les organisations doivent se constituer elles-mêmes sur la base de critères propres afin de répondre à leurs besoins et désirs particuliers et non pas à ceux qui proviennent de l'environnement, que ce soit des gouvernements, des partis politiques ou d'autres organisations sociales. Il s'agit aussi de supprimer, dans la mesure du possible, l'influence que d'autres organisations pourraient exercer sur elles. L'*autonomisation* devient, par conséquent, le mécanisme principal. Le scénario où ce principe se manifeste de manière prédominante est ainsi celui des *relations inter-organisationnelles*.

> *« Nous sommes autonomes et indépendants par rapport à tout secteur idéologique, à tout secteur politique partisan ou à n'importe quel gouvernement en place. Ça a été une caractéristique essentielle et nous serons rigoureux pour la préserver, parce qu'au Chili, en général, les mouvements ont été récupérés, dans leur cœur, par la gauche, en général, les leaderships dans le domaine syndicale, étudiant, poblacional ["de quartier"], même dans le domaine indigène, ont été récupérés et manipulés par les partis politiques » (DS13).*

Comme l'exprime la citation, l'application la plus évidente de ce principe relève de l'autonomie à l'égard des partis politiques, traditionnellement perçus comme opérant une instrumentalisation des demandes et de la force des organisations sociales. Ceci a conduit au développement des mécanismes formels spécifiques. Par exemple, au MUMS, même si des membres des partis politiques appartiennent à l'organisation, ils ne peuvent pas faire partie de l'équipe de coordination :

> *« La direction ce n'était que des militants socialistes, aujourd'hui il n'y a quasiment plus de militants dans la direction, parce que pour nous aujourd'hui tu es militant du MUMS ou tu ne l'es pas, il y a une certaine incompatibilité entre [le fait d'] être militant d'un parti et être membre de la direction » (DS6).*

L'autonomie organisationnelle se retrouve dans divers domaines du mouvement : c'est de l'autonomie idéologique et discursive, dans la mesure où elle se construit sur la base de ses propres idées ; c'est une autonomie historique dans la mesure où cette particularité se définit à partir d'une histoire spécifique et culturellement située. L'autonomie est donc inséparable de la construction d'une identité particulière du mouvement et de ses organisations puisqu'il vise précisément à préserver cette unité identitaire que le définit comme une singularité particulière, aussi bien à l'égard de l'environnement organisationnel qu'à l'intérieur des organisations. Ceci explique le fait que même si les mécanismes d'autonomisation sont plus évidents envers l'environnement organisationnel, ce qui permet de définir les limites identitaires de l'organisation, ils s'appliquent aussi envers l'intérieur, lorsque cette identité semble menacée :

« Le problème des fragmentations, ici elles ont obéi... les premières ont obéi aux besoins des définitions, après la suivante a un défaut qui a lieu parfois dans les grandes organisations à savoir la construction de groupes identitaires à l'intérieur de ces dernières. C'est-à-dire qu'ici on ne peut pas avoir un groupe lesbien parce qu'un groupe lesbien, par définition, a des idées différentes aux nôtres, c'est déjà arrivé, les lesbiennes du mouvement… toutes les lesbiennes qui s'organisent ici finissent par partir. Pareil pour ce groupe identitaire, tel que CEGAL, ils avaient une salle comme celle-ci remplie de croix et faisaient leurs cérémonies, ils se jetaient par terre, priaient, mais sans blague. Le MUMS c'est pas ça, (...) ils ont réalisé leur truc et ont du s'en aller parce qu'ils se sont sentis comme une organisation distincte à l'intérieur du MUMS, une identité nouvelle. Pareil pour la CUDS. Alors, quand ça arrive… beh qu'ils s'en aillent et construisent, ils ont tout notre soutien et nous serons des amis pour toujours, mais ils ne sont plus au MUMS ».

La fragmentation ou scission, en tant que mécanisme homéostatique, devient plus claire dès lors que nous comprenons qu'elle tente de préserver la stabilité subjective de l'organisation dans son ensemble (identité). À partir là, il est possible de déterminer une nouvelle source de conflits, lesquels découlent cette fois de l'opposition entre deux principes : dans ce cas, lorsqu'une augmentation de la diversité intérieure entraîne une menace à l'unité identitaire de l'organisation, produisant de la sorte des mécanismes de rétablissement de celle-ci qui transforment ou bloquent les mécanismes de diversification. La dissonance semble ici insoluble.

Finalement, le principe de ***coordination/désarticulation*** explique la tendance des organisations à valoriser les espaces de coordination et à juger négativement la désarticulation organisationnelle. Comme son nom le laisse entendre, c'est dans le scénario des *relations inter-organisationnelles* où il est le plus compréhensible et, en même temps, plus difficile à mettre en œuvre. Cependant, il est un principe qui agit aussi et qui est plus efficace dans le domaine organisationnel intérieur, notamment dans le scénario des *structures organisationnelles*. Dans celui-ci, il est un fondement pour les équipes de coordination, lesquelles sont renforcées, en même temps, par les mécanismes de symétrisation. Il s'en déduit alors que la coordination, dans ce cas, ne peut qu'être horizontale.

Sur le plan extra-organisationnel ce principe devient, pourtant, moins impératif que les autres, puisqu'il dépend principalement du fait que les organisations ne perçoivent pas leur autonomie identitaire menacée au cours du processus de coordination et que les processus de coordination s'établissent alors sur la base de l'horizontalité des relations. De la même manière, il est renforcé par l'idéal de la diversité, et donc, par le principe selon lequel aucune organisation LGBTQ ne peut représenter véritablement l'ensemble des différences et des identités singulières qui existent au sein du mouvement. Malgré ceci, dans la pratique, lorsque l'un ou plusieurs des idéaux des principes

précédents est menacé, notamment l'horizontalité/verticalité et l'autonomie/dépendance, l'idéal de coordination est rapidement abandonné à partir des mécanismes homéostatiques qui restituent la syntonie avec les principes mentionnés plus haut. Voilà pourquoi les instances de coordination affrontent une situation de précarité permanente puisque, comme je l'ai expliqué précédemment, elles s'exercent si et seulement si les conditions sont réunies pour leur exercice. Malgré ceci, toutes les organisations jugent positivement la coordination.

7.3. La lutte identitaire

a) L'impossible résolution de la dualité Masculin-Féminin

Bien qu'aujourd'hui, d'un point de vue post-identitaire, il puisse paraître anachronique, voire sans sens, le fait d'établir une disjonction entre le masculin et le féminin, des multiples exemples tout au long de l'histoire du mouvement démontrent que les deux positions demeurent actives et en tension. La posture d'assimilation que le mouvement a eue lors de ses premières années de vie, à savoir celle qui voulait montrer la normalité de l'homosexualité, finit par reproduire les modèles hétéro-normatifs traditionnels du fait d'installer des hommes qui ressemblaient à des « hétérosexuels normaux » à la tête visible du mouvement. Une posture qui, par ailleurs, n'est pas encore éteinte au sein des organisations. Le féminin, quant à lui, demeure absent de plusieurs manières ; premièrement, *via* l'exclusion des femmes et plus largement de ce qui représente le féminin, du mouvement. Il s'agit d'une histoire qui se répète sans cesse au fil des années et que les différents mouvements ont tenté de résoudre, sans résultats. Plusieurs des scissions et des animosités connues par le MOVILH historique, le MOVILH Jiménez ou le MUMS répondent à une critique interne du mouvement, lequel est accusé d'être patriarcal, vertical, hétéro-normatif, machiste… catégories qui, à l'intérieur du mouvement, sont associées à l'hégémonie traditionnelle de l'homme sur la femme. Le mouvement homosexuel répète donc ce contre quoi il lutte : un modèle de domination masculine traditionnelle. MUMS, par exemple, a tenté à plusieurs reprises et à différents moments de son histoire, de placer des femmes ou des transgenres féminins dans des rôles importants. Cet effort a eu pourtant une conséquence double. D'une part, cette discrimination positive renforce l'idée selon laquelle, à l'intérieur de l'organisation, le féminin a besoin d'un support du masculin, reproduisant ainsi le modèle (ce qui se retrouve aussi chez le MOVILH Jiménez). D'autre part, il a donné lieu à des schismes importants au sein de l'organisation, notamment des secteurs liés au féminin. Par exemple au MUMS, les femmes ont quitté l'organisation l'accusant de patriarcale et verticale. Bien

que, comme l'explique Fernandez (2009) cette absence historique du féminin découle, en principe, du fait que les principaux problèmes revendiqués aux origines du mouvement étaient éloignés des préoccupations des lesbiennes (par exemple, le SIDA et la dépénalisation de la sodomie), cette tension a perduré au-delà de ces problématiques :

> *« Le travail du MOVILH avec des femmes a toujours connu des difficultés puisque la critique essentielle qu'elles faisaient avait ses racines dans le féminisme et dans toute forme de domination que ce soit hétérosexiste, phallo-centrique ou patriarcale, le MOVILH souffrait encore de ces défauts, d'après les femmes. Les homosexuels promouvaient l'organisation en employant des formules qui reproduisaient les formes traditionnelles de domination. Le fait de voter l'introduction de la discrimination positive, c'était en elle-même une atteinte, car elle ne reconnaissait pas les femmes lesbiennes comme ayant un droit égalitaire. Les gays ne comprenaient pas ni ne comprennent, les lesbiennes »* (L. Fernández, 2009, p. 86)

Ces tensions entre masculin et féminin s'observent aussi chez la CUDS, mais dans son versant opposé, c'est-à-dire, non pas en termes de l'exclusion des femmes, mais de l'exclusion de tout discours autre que le féminin au sein du féminisme : « *On nous a exclu, on a été exclus du fait d'avoir un pénis, enfin, par des féministes du fait d'avoir un pénis* » (DS1).

Le rôle du féminin à l'intérieur des organisations LGBTQ s'observe aussi dans les relations et les représentations autour des transgenres féminins et masculins[137]. La discrimination dont font l'objet les transgenres féminins n'est pas nouvelle et la littérature portant sur ce sujet est vaste (Barrientos, Díaz, & Muñoz, 2012; Ferjani & Kowska, 2008; Grant et al., 2010; Lombardi, Wilchins, Priesing, & Malouf, 2002). Ce qui est donc important pour l'analyse est, d'une part, comment est-elle vécue à l'intérieur des mouvements LGBTQ et, d'autre part, comment l'hétéro-normativité et la prépondérance du masculin se reproduisent dans la relation entre les transgenres masculins et féminins, indépendamment de leur sexe biologique d'origine.

> *« Les Trans féminins entrent, mais par le bas, car au fond, étant donnée la logique de la rationalité éclairée, tout ce qui est féminin est une forme dégradée de vie, c'est irrationnel, alors, si les hommes deviennent une femme, ils dégradent leur condition et ressemblent à un être inférieur, donc oui, même s'ils sont installés à l'intérieur de cette structure qui existait il y a 10 ans comme des éléments secondaires, ils sont écartés rapidement du mouvement parce qu'ils dégradent la condition masculine » (DS6).*

Bien que le mouvement lutte contre cela et malgré le fait de mettre en place, comme pour les femmes, des mécanismes de discrimination positive, les transgenres féminins sont inéluctablement moins valorisés. Cette situation découle, tout d'abord, du rôle et de la valeur accordés au masculin

[137]Transgenre masculin : personne née biologiquement femme qui, au travers d'une opération, bascule vers un corps masculin. Transgenre féminin : personne née biologiquement homme qui, au travers d'une opération, bascule vers un corps féminin.

dans la société, ce qui paradoxalement se reproduit au sein du mouvement. Ensuite, elle résulte du stigmate qui pèse sur les transgenres féminins de par leur condition défavorisée sur le plan scolaire, professionnel et social. En effet, les transgenres féminins ont souvent un niveau scolaire faible et accèdent à des emplois précaires et/ou liés au commerce sexuel. Ils sont perçus comme étant moins engagés dans la lutte, plus passifs et plus dépendants des soutiens qu'ils puissent recevoir. Même si la visibilité du féminin qu'ils portent et qu'ils promeuvent ouvertement fait qu'ils passent difficilement inaperçus, paradoxalement, de par leur statut social précaire, ils sont fréquemment invisibles à l'intérieur du mouvement *« parce que nous serons toujours derniers, dans tous les domaines nous serons toujours derrière »* (DS2).

À l'opposé, le statut des trans-masculins est tout à fait distinct malgré leur origine biologiquement féminine : *« Oui, parce que les trans-masculines sont machistes, elles ont leur place, mais pas avec les trans-féminines, parce que nous avons du bagou, nous disons la vérité, nous nous battons pour des projets qui à la fin ne servent à rien »* (DS2). Ce qui vient prouver, une fois de plus, la suprématie des discours et des codes de genre face à la définition biologique des sexes. L'arrivée d'un trans-masculin à l'une des associations étudiées en est un bon exemple. À la différence de la relation historique avec les trans-féminins, cette entrée a déclenché une véritable révolution dans le mouvement.

> *« Le trans-masculin arrive à intervenir dans le mouvement à partir d'un grand prestige et d'un statut élevé parce qu'il s'installe dans le masculin et ça nous remet en question, cette différence-là, cette disparité. Alors là nous devons faire un travail, ce sont parfois nos éléments problématiques, si ça vient s'installer ici, pourquoi nous acceptons aussi bien le [trans-masculin] et pourquoi nous avons du mal à nous entendre avec la [trans-féminine] ? » (DS6)*

Dans la mesure où ils portent des discours hétéro-normatifs masculins, ces transgenres sont davantage valorisés et mieux acceptés au sein du mouvement. Ceci résulte, en partie et contrairement au cas des trans-féminins, de leur invisibilité :

> *« En Amérique latine, notamment, les hommes Trans qui sont visibles et activistes sont très peu nombreux, vu que la plupart ne se font pas remarquer, il n'y a pas trop… Je ne sais pas si ça arrive, mais en théorie, pour les femmes, les femmes Trans, vu que chez elles ça se voit plus, c'est beaucoup plus difficile pour elles » (DS9).*

Leur invisibilité s'associe donc à la normalité en ce sens qu'ils ne se différencient guère des autres hommes. En revanche, les Trans-féminins, du fait d'accentuer leur visibilité féminine, s'exposent à l'exclusion et la marginalité. De cette manière, ceux qui se rapprochent davantage de la norme sont

aisément acceptés, le féminin étant donc assigné à une position de relégation. Se produit une sorte de compromis entre la société et le mouvement. Ses luttes sont acceptées dans la mesure où formellement, et en apparence, reposent sur l'hétéro-normativité : hommes et femmes, indépendamment de leur orientation sexuelle. Le mouvement ne parvient donc pas à installer de nouveaux corps, à abolir les catégories sexuelles, ni à fragmenter les identités au point où l'identité ne puisse se fixer qu'au niveau individuel. La sexualité entre deux personnes ne peut être unique et particulière que si elle demeure reléguée à la sphère privée. C'est ainsi que la diversité d'orientations et d'identités peut être véritablement acceptée. Cette formule a des airs de « guépardisme », c'est-à-dire, que tout change pour que rien ne change : le mouvement a atteint certains de ces buts à court-terme, au prix de paraître et d'insister pour paraître hétéro-normatif.

b) La réinstallation de la différence

Cette invisibilité s'oppose à l'effort permanent du mouvement pour devenir visible subjectivement, en installant la différence comme instrument de lutte. En effet, le fait de montrer cette différence (nouveaux corps, nouvelles sexualités, nouvelles identités, etc.) devient son répertoire d'action privilégié : une trans-féminine dans un bureau de vote, un simple baiser devant le palais de la Moneda, une marche gay peuplée de corps, de couleurs et de formes diverses. Elles sont toutes des actions de différence et de singularité qui, en provoquant de la stupeur, incitent à la réflexion. Cette insistance sur la différence devient ainsi une marque d'identité du mouvement. Le « Queer » fait écho justement parce qu'il regroupe cette diversité en une seule catégorie identitaire : il n'y a pas de gays, de lesbiennes, de trans, mais uniquement « le différent[138] ». La différence devient la norme pour le mouvement LGBTQ. La différence, en étant passive est vécue comme une discrimination, en étant active elle devient dissidence sexuelle, barricade, caillou, arme. Ceci pourrait peut-être expliquer sa tendance à la fragmentation, aux scissions permanentes : ce n'est, en définitive, qu'une application de la différence à l'intérieur de la différence l'intermédiaire du conflit.

Voilà pourquoi la stupeur des militants devant le fait que cette différence est moins provocatrice et plus acceptée. Une trans-féminine exprime lors d'un entretien son désarroi dû au fait que son corps ne provoque plus la même fascination qu'autrefois :

[138]La littérature portant sur le Queer soulève justement ce paradoxe. Par exemple, Gamson (1995) décrit comment le Queer finit par fonctionner comme une catégorie identitaire chez ceux qui s'approprient ce discours. Steiner, suggère que le fait de nier les identités, paradoxalement, finit par effacer les différences que ce soit en submergeant les membres d'une catégorie dans une masse indifférenciée ou en anéantissant les différences individuelles (Seidman, 1993, 2001).

« Avant nos bureaux de vote étaient pleins et même si tu te faisais siffler et qu'on te disait de tout, moi je trouvais ça sympa qu'on nous crie "tapette" ou un autre mot pour attirer l'attention, on savait que tu te distinguais dans le bureau de vote des hommes. Là, lorsque je suis allée voter, le seul truc qu'on m'a dit a été : "nous pouvons te faire l'entretien", juste ça. On n'a pas dit toi, le trans ou la travesti, ou voilà les pédés sont arrivés, rien du tout » (DS2).

En ce sens, l'apparition de la Fondation Égaux gêne, non pas tant parce qu'ils sont perçus comme de droite, mais plutôt parce qu'ils sont un symptôme de ce processus d'acceptation, d'appartenance à l'*establishment*, au politiquement correct. La différence devient ainsi une condition acceptée au point de la considérer comme viable, même d'après les groupes puissants et les groupes conservateurs. Si la différence est un support identitaire pour le mouvement : comment alors devient-il possible de faire une politique sexuelle pendant les moments où des ouvertures politiques et sociales envers ses demandes se présentent et dès lors que l'homosexualité devient quelque chose de politiquement correcte ? Que fait-on quand la différence n'est plus suffisante ou quand elle est acceptée en tant que telle ? Comme je l'ai décrit à la fin de la partie historique, une option est la dissolution des organisations. Une autre option, l'influence croissante de la politique *Queer* qui réintroduit la différence au sein du mouvement. « L'autre marche » en est un exemple. Une marche qui se situe à la fin de la marche officielle « des fiertés » justement afin de mettre en avant cette nouvelle différence et qui revendique, peut-être sans le vouloir, « l'autre marche », celle qui a inauguré le mouvement LGBTQ au Chili, au début des années 1990 (cf. Ilustration 14). Le *Queer* fonctionne alors comme un mécanisme homéostatique du mouvement qui permet de revenir à un point de fixation précédent (*statu quo* LGBTQ), là où le mouvement jouit d'une plus grande aisance, d'où émergent sa créativité, sa production, sa vitalité. Un point où la discrimination et l'exclusion marquent le mouvement en termes identitaires, loin de la menace que l'acceptation induit.

La différence devient donc essentielle pour la construction du mouvement LGBTQ. Cette différence doit s'installer dans tous les sens, dans tous les lieux, dans tous les discours. Au niveau social, dans l'impact des nouveaux corps, des nouvelles sexualités et des nouveaux actes sexuels ; au niveau organisationnel, dans le maintien du conflit entre les différents groupes comme un moyen de différenciation.

c) Les paradoxes de la politique sexuelle

Les deux éléments précédents mettent en exergue deux dilemmes de la politique sexuelle autour de l'identité au sein du mouvement LGBTQ au Chili : le premier relève de la tension entre assimilation

(indifférenciation) et identité et le deuxième, de la tension entre identité et post-identité. Les deux dilemmes, exprimés de cette manière, semblent similaires, pourtant, dans le premier cas, l'indifférenciation est liée à une assimilation de la culture hétéro-normative et, donc, à la soumission devant les catégories masculin/féminin, comme des modèles élémentaires d'identité sexuelle. Quant au deuxième dilemme, la post-identité s'associe à la suppression de toute catégorie identitaire sexuelle. Même si ces deux dilemmes ont été présents tout au long de l'histoire du mouvement LGBTQ au Chili, le premier fut plus prégnant lors des premières années alors que le deuxième est plus récent.

Le premier dilemme peut être formulé ainsi : une grande partie des accomplissements, du positionnement du mouvement LGBTQ au Chili et, donc, de son pouvoir politique actuel, découle de la visibilité cachée que les identités sexuelles ont eue dans la sphère publique malgré l'insistance du mouvement pour rendre visibles ses différences, une différenciation qui, de surcroît, constitue son noyau identitaire. En fait, des sections précédentes se déduit que, en dépit de l'accent mis sur la différence, le mouvement a dans les positions de pouvoir) des hommes et des femmes qui, visuellement, ne se distinguent pas véritablement des « hétérosexuels normaux ». Premièrement, parce que lors des origines du mouvement ceci a répondu à une stratégie d'intégration et d'assimilation cherchant à « normaliser » l'homosexualité. Deuxièmement, dû à qu'une « image hétérosexuelle » semblait un moyen plus approprié pour faire entendre le message sur les droits égalitaires.

Il en résulte que la majorité des porte-paroles/leaders du mouvement actuel ressemblent à des hommes hétérosexuels, reproduisant paradoxalement le modèle hétéro-normatif. La critique du modèle patriarcal à l'intérieur du mouvement est donc pertinente. Cet aspect s'observe aussi, par exemple, dans deux grandes victoires du mouvement : la loi anti-discrimination et l'Accord d'union civile. Bien qu'elles intègrent des demandes de la communauté LGBTQ, du fait de concerner l'ensemble de la population, ces accomplissements ont été obtenus au détriment de la reconnaissance des différences dans l'ensemble de la société. Le mouvement compte ainsi une réussite, mais au prix du sacrifice de la visibilité de sa particularité. Il faut déduire de ces exemples que le désir d'assimilation-intégration (indifférenciation) et de reconnaissance de la différence (identité) semblent être en tension constante au sein du mouvement rendant l'exercice de la politique sexuelle, un dilemme pour le mouvement ; parfois c'est le désir d'assimilation qui prédomine, parfois c'est la revendication de l'identité singulière.

Le deuxième dilemme est en continuité avec le premier, mais d'un point de vue opposé, c'est-à-dire à partir de la manière dont les modèles politiques post-identitaires nuisent à un modèle de politique sexuelle construit à partir du positionnement identitaire du mouvement. Il est donc en rapport avec l'émergence du *Queer* au Chili. Ce dilemme a été étudié par Gamson (1995) aux États-Unis, cependant, ses postulats sont pertinents pour le cas chilien, en raison de l'impact croissant de sa théorie sur les organisations locales. Comme le signale Gamson (1995), les catégories identitaires ont été le principal moyen d'oppression de la population LGBTQ[139] et en même temps, elles ont constitué la base sur laquelle son pouvoir politique a été construit. En effet, le mouvement LGBTQ a construit une identité collective publique – qui repose sur la défense des minorités sexuelles et des Droits humains – à partir de laquelle il a développé une partie de sa stratégie contentieuse, en obtenant des réponses positives. Or, ce discours basé sur les minorités, tel qu'il est dénoncé par le courant *Queer*, renforce davantage le modèle hétéro-normatif prédominant (socialement construit), préservant ainsi intacte la dualité identitaire artificielle homme-femme, laquelle a été à la base de l'oppression de la population LGBTQ. De cette manière, le mouvement vise à déconstruire ces catégories défendant l'idée d'une identité mobile, instable, sans repères fixes. Il existe, d'ailleurs, une croissante prise de conscience au sein du mouvement LGBTQ chilien autour de la difficulté d'assigner une personne à un groupe identitaire déterminé. Cette prise de conscience entraîne, toutefois, des problèmes lors de la construction d'une stratégie contentieuse autour de la politique sexuelle : *« si les identités sont encore plus instables, mobiles et construites, de ce que les mouvements ont pensé – si l'on prend au sérieux le défi Queer – que se passe-t-il alors chez les mouvements basés sur l'identité, tels que ceux des droits des gays et des lesbiennes ? Les luttes socio-politiques doivent-elles s'articuler autour d'une identité qui éventuellement les détruit ?* (Gamson, 1995, p. 391). Dans ce cas, le dilemme relève de : poursuivre la voie identitaire qui a permis de positionner socialement le mouvement et lui conférer un pouvoir d'influence, ou bien rester cohérents à l'égard de la difficulté à situer la sexualité des personnes du point de vue identitaire, au prix de la perte de ce pouvoir d'influence. Certaines organisations sont parvenues à une formule intermédiaire consistant en une prise de conscience de l'instrumentalisation des catégories sexuelles. En fait, une grande partie des activistes a conscience du fait que leurs demandes sont liées à une lutte plus vaste de la société chilienne : inclusion, démocratisation, participation, etc., où la lutte pour les droits de la diversité sexuelle constitue uniquement l'un des scénarios par le biais desquels cette lutte se manifeste. Ainsi, et comme le décrit la citation relative au MOVILH historique (Cf. page 205), les catégories sont des instruments politiques consacrés à

[139]Cf. Foucault, 1984.

une lutte qui les dépasse. De surcroît, le fait de se concentrer sur les bénéfices syndicaux pour la population LGBTQ n'est pas cohérent par rapport à la vocation de démocratisation du mouvement, dans la mesure où ceci supposerait la reconnaissance d'une catégorie dont l'abolition constitue un objectif du mouvement. L'utilisation des catégories est donc instrumentale et transitoire afin de parvenir à ce résultat final. Une stratégie intermédiaire a été alors la fragmentation des catégories sexuelles en espérant qu'elle débouche sur une situation où l'utilisation de ces mêmes catégories soit insoutenable.

De ces deux dilemmes se déduit que l'identité sexuelle soit mise à l'épreuve aussi bien depuis l'extérieur, par la société, que depuis l'intérieur, par le mouvement lui-même. L'une des solutions a conduit à rendre invisible la particularité du mouvement ; l'autre a généralisé cette particularité à l'ensemble de la société, ce qui a transformé la sexualité en une singularité détenue par chaque individu. La troisième voie, toujours à la limite et toujours risquée, a été la construction contentieuse du mouvement à partir de l'identité. Chacune des organisations est confrontée à ces dilemmes se rapprochant plus ou moins de ces trois solutions. Quoi qu'il en soit, l'identité demeure l'enjeu majeur du mouvement LGBTQ au Chili.

Chapitre 8 : Mouvement des élèves du secondaire

> *« L'incident le plus important, cependant, s'est produit le 5 septembre de 1833, lorsque quatre-vingts élèves (de la "cour des grands") se sont précipités au bureau du recteur Reyes et ont occupé ses dépendances. Ensuite, les élèves plus petits (de la "cour des petits") se sont rejoints. Les deux ont résisté à coups de pierres l'assaut des vigilants » (Rojas Flores, 2004, p. 285).*

Les occupations et la résistance semblent faire partie du répertoire tactique des élèves du secondaire depuis l'origine de la république. Une mémoire historique qui s'allonge de nos jours pour devenir l'action contestataire par excellence du mouvement secondaire. Presque deux cents années après ces événements, 54,2 % des épisodes de contestation correspondent en fait aux occupations, notamment des écoles et des lycées. Entre cette époque-là et nos jours, il y a pourtant un univers de différence. Si les actions du début de la république étaient plutôt impulsives, ponctuelles, désorganisées et interprétées comme des actes d'indiscipline, le cycle qui intéresse cette thèse est le produit d'un mouvement organisé et d'un acteur politique et social consolidé, qui n'as pas seulement organisé le cycle de protestation le plus important depuis la période finale de la dictature, mais probablement le cycle de manifestations des étudiants/élèves le plus important de l'histoire du Chili. Cette monographie est en effet la tentative d'approfondir sur un mouvement incontournable du scénario de mobilisation actuel.

Dans ce cas, je vais me centrer davantage sur le mouvement du secondaire que sur le mouvement pour l'éducation qui comprend les lycéens, les étudiants, les parents, les enseignants, etc. Notamment, les étudiants de l'enseignement supérieur ont joué un rôle historique important tout au long du XXe siècle, que ce soit en participant directement ou en soutien à d'autres mouvements (Salazar & Pinto, 1999b). Cependant, même s'il existe des épisodes de protestation dès le XIX^{e} siècle, comme celui de la citation du début de ce chapitre et des organisations du secondaire depuis les années 1920, ce n'est qu'à la « révolution des pingouins » en 2006 que le mouvement du secondaire atteint l'âge adulte en tant qu'acteur politique autonome. Les élèves du secondaire, d'un point de vue politique, sont en conséquence une production de la période et probablement les représentants les plus fidèles de ces mobilisations.

De la même façon que dans le cas du mouvement LGBTQ, cette monographie commence par retracer l'histoire du mouvement, pour ensuite se diriger vers sa construction contentieuse, à savoir

les luttes, le répertoire tactique et l'éthique organisationnelle. Depuis l'angle historique, il existe au moins deux grandes périodes de la mobilisation des élèves. La période entre 1920-89, lorsque le mouvement commence à faire ses premiers pas et dépend presque complètement de l'idéologie, l'organisation, le soutien et les demandes d'autres organisations. Et la période des grandes mobilisations qui commence en 2001 avec la naissance de l'ACES, lorsque le mouvement commence à développer son autonomie. Ce sont justement les deux premières parties de ce chapitre.

8.1. La préhistoire du mouvement : La dépendance idéologique, organisationnelle et politique

La connaissance concernant la mobilisation des élèves de secondaire avant l'an 2000 est pauvre, fragmentaire et souvent limitée à une ou deux sources d'information. Hormis le travail de Rojas Flores, c'est au tournant du millénaire que certains chercheurs commencent à s'y intéresser par sa reconstruction, cependant l'information reste incomplète. En effet, la première partie de ce chapitre est la première tentative de reconstruction historique complète du mouvement. Ensuite, je vais présenter ces morceaux d'information en essayant de les rendre cohérents.

a) Le début organisationnel[140]

Au-delà des épisodes de contestation espacés pendant le XIXe siècle, le mouvement du secondaire commence à s'organiser au tournant du siècle sous la tutelle des étudiants universitaires. En effet, la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH), fondée en 1908, acceptait à cette époque-là la participation des élèves du secondaire, en essayant de regrouper l'ensemble des élèves et des étudiants. En 1919, la Fédération des élèves d'instruction primaire est fondée, laquelle a regroupé les élèves de plusieurs lycées publics à Santiago. Cependant, elle a continué en lien avec les universitaires et ne semblait pas avoir de demandes autres que celles des grands mouvements de l'époque. Elle a participé par exemple à l'assemblée ouvrière d'alimentation nationale (AOAN), l'une des instances les plus actives dans les mobilisations autour de la question sociale (voir Chapitre 2). En 1921, la fédération change son nom par Association des Étudiants du Secondaire de Santiago, en raison de son ancrage à la capitale et à l'augmentation des organisations autonomes des élèves du secondaire des provinces. Pourtant, aucune de ces initiatives n'a perduré longtemps.

[140] La plupart des informations de cette partie proviennent du travail de l'historien Jorge Rojas Flores, notamment de son ouvrage « *Moral y prácticas cívicas en los niños chilenos, 1880-1950* »

En 1935, avec peu d'enthousiasme de la part des élèves, la Fédération des étudiants du secondaire et techniques (FEST) est constituée, impulsée particulièrement par les jeunes du parti socialiste. Parmi ses demandes, la réduction du passage dans le transport en commun ainsi que la création d'une maison d'édition par l'État, afin de réduire les coûts de livres et de manuels scolaires, ont été les plus importantes. La demande de réduction du prix du transport traversera toute l'histoire de la mobilisation des élèves du secondaire dans le pays. La FEST subira pourtant le même sort que ses sœurs aînées.

Afin d'augmenter la participation des lycées, la FEST avait stimulé la création de bureaux d'élèves (BE) dans les principaux lycées de la capitale. Cette participation avait été encouragée par l'État, à partir de la réforme éducationnelle de 1928, laquelle stimulait l'organisation des élèves à l'intérieur des écoles secondaires et primaires. La réforme de 1946 poursuit cet effort, notamment dans les cas des écoles secondaires. En 1949, le ministère de l'Éducation réglemente le fonctionnement de ces organisations à partir d'un décret qui permettait aux élèves de s'organiser « *sous le nom de "gouvernement des élèves", "bureau d'élèves" ou "centre d'activités des élèves"* » (Rojas Flores, 2004, p. 356). Le but était de stimuler la formation citoyenne de ceux-ci. Cependant, certaines expériences d'organisation avaient déjà commencé à se développer, notamment à l'intérieur des lycées expérimentaux. Au début du siècle par exemple, certains lycées essayent d'implanter l'auto-gouvernance totale, mais sous la surveillance des adultes et pendant la décennie de 1930, le lycée Manuel de Salas organise le gouvernement des élèves, une expérience d'organisation qui comptait avec un comité exécutif, une sorte de parlement constitué principalement par les délégués des classes et un comité civique qui jouait le rôle de pouvoir judiciaire. Une grande partie de ces idées seront reprises dans d'autres lycées et seront la base de la participation à l'avenir.

En 1945, l'idée d'une fédération est réactivée avec le soutien, encore une fois, des universitaires. Ainsi, à cette date-là, la Fédération d'étudiants du secondaire du Chili (FES) est fondée, tandis qu'en 1948, la Fédération regroupant les étudiants du secondaire de Santiago (FESES) fait ses premiers pas (Rojas Flores, 2009). Son origine est encore obscure, cependant la FESES jouera un rôle fondamental dans la mobilisation des élèves du secondaire à Santiago jusqu'à l'an 2000, quand elle sera remplacée par l'ACES. La FES était constituée fondamentalement par des lycées publics et, dans ses statuts approuvés en 1949, indiquait clairement que les « lycées nocturnes » et les « lycées privés » étaient exclus de cette instance. Ces lycées organiseront leurs propres fédérations, ainsi que les lycées « commerciaux », « techniques » et les « écoles normales ». La participation dans ce cas était territoriale (régionale) et déterminée par le type d'enseignement, en la rendant

fragmentaire et souvent éphémère. À plusieurs reprises, les élèves ont fait des efforts afin d'organiser une confédération nationale des élèves du secondaire, qui pourtant a eu la peine à exister.

La politisation du mouvement était faible pendant les premières années du mouvement secondaire. Hormis l'expérience de la FEST, fondée par des partisans du parti socialiste, les partis ont eu peu d'influence sur l'organisation et les lycéens eux-mêmes n'avaient pas non plus un discours politique propre. Ceci peut s'expliquer par la dépendance des élèves envers les universitaires et l'État et l'effort d'institutionnalisation du conflit de la part de ce dernier. La fondation de la FES a en fait été soutenue par le gouvernement : lors de son premier congrès, le ministre de l'Éducation participe à l'inauguration de la rencontre à l'université du Chili ainsi que de nombreuses autorités. La Fédération forge au début une alliance avec l'État et le congrès soutiendra la réforme à l'enseignement secondaire de celui-ci. De plus, comme susmentionné, le gouvernement avait réglementé la participation des élèves à partir d'un décret qui a permis la prolifération de gouvernements d'élèves à l'intérieur des lycées. L'action de l'État était encadrée par le nouveau rôle qu'il jouait depuis la dictature d'Ibáñez, c'est-à-dire à partir de son implication directe dans la vie sociale et la participation, ainsi qu'à partir de l'effort constant d'institutionnalisation du conflit. Ces années renforcent également les alliances entre les lycées qui sont encore aujourd'hui les chefs de file de la mobilisation secondaire : l'Institut National Barros Arana (INBA), l'Institut National de Santiago, le lycée Manuel de Salas, le lycée « de Aplicación », le lycée Barros Borgoño, le lycée Valentin Letelier, le lycée Dario Salas, etc., à savoir le noyau de la protestation entre les années 2006-2012. La FES organisera le congrès presque tous les ans et chaque année a impliqué un pas vers une discussion plus politique, mais encore timide. En 1949 par exemple, le congrès répudie la loi de « défense de la démocratie » approuvée par le gouvernement de Gonzalez Videla, connue comme la « loi maudite » qui avait rendu illégal le parti communiste[141].

D'après les historiens, la participation des élèves du secondaire aux mobilisations de l'époque fut de plus en plus importante (Palma, 2005 ; Rojas Flores, 2004). Toutefois, il ne semble pas que ses « organisations parapluie » fussent impliquées directement. Ce sont davantage les lycées qui rejoignent à titre individuel les appels à se manifester. Bien que les élèves aient été impliqués depuis le début pendant la « révolution de la chaucha »[142] en 1949, les fédérations des lycées ont seulement

[141] Un fait inouï à l'époque était la participation des femmes. Néanmoins, pendant le congrès de 1949, le mouvement du secondaire élit la première femme présidente de sa courte histoire : Julia Peñaloza. L'égalité de genre dans les organisations de lycéens actuelles est devenue un fait courant qui a nonobstant été construit depuis le début de sa mobilisation.

[142]C'était une mobilisation contre la montée du prix du transport en commun (voir Chapitre 2, point 1.2)

adhéré à la mobilisation après la répression de l'État. Une grève de solidarité avec les victimes de la répression a été organisée et d'après Rojas Flores (2004), 70 % des élèves y ont participé. Dans d'autres cas, le mouvement du secondaire a souvent adhéré par solidarité aux manifestations organisées par les universitaires.

En 1950, les élèves des lycées commerciaux ont fait une grève motivée pour le tarif du transport. En 1951, le mouvement du secondaire organise une autre grève nationale du fait des conditions des immeubles des lycées. 50 % des élèves y ont participé au niveau national. En 1957, ils participent à la « Bataille de Santiago » (Milos, 2007). Encore une fois, le tarif du transport a été la source de conflit. Dans le contexte d'une crise économique, le gouvernement décide de geler la montée des salaires et d'augmenter le tarif du transport. Ceci a motivé un appel à une grève nationale de la part de la Centrale unique de travailleurs (CUT), qui a été soutenue par les étudiants et par les élèves du secondaire. La grève a été accompagnée par des émeutes des habitants de la banlieue de la capitale qui se sont rendus au centre-ville, en produisant d'énormes dégâts en ville. Le gouvernement décide de faire appel à l'armée, en résultant une vingtaine des morts.

b) Politisation croissante pendant les années 1960 et division du mouvement pendant l'Unité populaire (UP)[143]

Si le début des organisations lycéennes avait été traversé par l'influence de l'État, l'institutionnalisation du conflit, la faible importance des partis politiques et un faible degré de mobilisation, pendant les années 1960, le mouvement du secondaire devient un acteur courant de la scène protestataire, en augmentant non seulement la quantité de manifestations, mais aussi le degré de politisation, qui finira avec la scission et la polarisation politique, notamment de la FESES durant le gouvernement de l'Unité populaire.

Les motivations éducationnelles à proprement parler n'ont été qu'une cause entre plusieurs qui se sont développées au cours de ces années. Au contraire, les motivations politiques deviennent de plus en plus importantes, ayant pour cible l'État et ses institutions. Cela s'explique d'une part, par la présence majoritaire des partis de gauche au sein des fédérations, notamment à la FESES, et d'autre part, parce que pendant cette décennie, le gouvernement était sous contrôle de la droite et de la démocratie chrétienne.

[143] La plupart des informations de cette partie proviennent également du travail de l'historien Jorge Rojas Flores, mais cette fois provenant de son article « *Los estudiantes secundarios durante la unidad popular, 1970-1973* » (2009).

Tableau 36: Manifestations des élèves d'éducation secondaire pendant les années 1960

Année	Sujet
1959	Dénationalisation du pétrole
1960	Manifestation contre la politique éducationnelle
1962	Manifestation contre la politique éducationnelle
1965	Manifestations par solidarité aux travailleurs en grève ; contre l'augmentation du tarif du transport
1966	Manifestation contre la politique éducationnelle
1967	Manifestations par solidarité aux étudiants/élèves
1968	Manifestations par solidarité aux travailleurs en grève
1969	Manifestations contre l'interventionnisme des États-Unis ; contre le service militaire

Source : Rojas Flores, 2009, p. 472

De façon similaire au début des organisations des élèves du secondaire, le développement d'une instance nationale regroupant toutes les fédérations locales restait difficile. Malgré le fait que la FES existait depuis les années 1940, elle n'avait jamais joué un rôle important au cours des mobilisations et ainsi, ce sont les fédérations régionales qui organisaient localement la mobilisation de lycéens. Une réalité qui demeure encore aujourd'hui. L'importance faible de la FES était également la conséquence des différences politiques entre Santiago, dominée par la gauche et les régions, où il existait un équilibre des forces politiques. Ainsi, la capitale et les régions s'annulaient mutuellement au sein de la confédération nationale. Les méta-organisations n'avaient pas non plus un statut juridique. En 1970, le gouvernement change le règlement des organisations des élèves, en acceptant le fait que les bureaux d'élèves pourraient désigner des représentants dans d'autres instances de participation. Dans ce nouveau règlement, les bureaux d'élèves avaient pour fonction de « *développer la pensée réflexive, le jugement critique et la volonté d'action* » ainsi que « *les former pour la vie démocratique* » (Rojas Flores, 2009, p. 474). Cependant, cette nouvelle normative n'a pas alimenté un modèle d'organisation concentrique. Cette réalité fait preuve d'un fait encore présent de nos jours : les organigrammes des organisations de lycéens ont toujours été difficiles à dessiner. Plus qu'une structure organisée depuis les bureaux d'élèves de chaque lycée envers une confédération nationale (organisation structurellement hiérarchique), les organisations ont fonctionné comme étant des instances de participation, en fonction des alliances et des coalitions du moment. Les lycées se regroupaient également selon les caractéristiques en commun: la résonance politique, la localisation territoriale ainsi que selon son caractère publique, technique, privée, etc. En 1971, par exemple, naît la fédération d'élèves des lycées privés (FEUP) qui

regroupait une vingtaine des lycées. « ... *le mouvement du secondaire* -dit Rojas Flores- *était conformé à l'interne par des réseaux politiques et sociaux, et non seulement par des structures organisationnelles formelles* » (2009, p. 500). Pourtant, les bases ont toujours été les formes organisationnelles internes de chaque lycée et même aujourd'hui, il existe des instances de participation autres que les bureaux d'élèves, qui participent de façon indépendante aux mobilisations du secondaire et aux différentes méta-organisations. Bien qu'il soit difficile d'observer pendant ces années la participation fluctuante et floue qui se voit aujourd'hui (voir l'Encadré 4 à la page 283), la difficulté à borner les différents niveaux hiérarchiques, montre que les racines de ce type participation et même la naissance des collectifs pendant les années 1990 ont eu leur origine au cours de ces années.

Un point d'inflexion dans la participation des élèves au sein de la FESES, fut l'élection de 1971. Pour cette élection, le mouvement du secondaire change la modalité de vote d'un suffrage indirect au moyen des délégués de chaque lycée vers le suffrage direct de tous les élèves. Ceci a permis le développement de l'opposition au gouvernement d'Allende au sein de la Fédération (la démocratie chrétienne -DC, et la droite). De plus, les partis de gauche étaient divisés entre le parti socialiste et les communistes d'un côté et le MIR et d'autres partis d'extrême gauche de l'autre côté. Ainsi, les partis pro-gouvernementaux perdent l'élection et la Démocratie chrétienne atteint la présidence.

Bien qu'au début, la nouvelle présidence adhère aux réformes de l'UP (la nationalisation du cuivre ou les manifestations contre les États-Unis par exemple), en cours de route, elle s'aligne du côté de l'opposition. Les tensions entre les partis de gauche et la direction de la fédération augmentent et dans plusieurs cas, les premiers ne soutiennent pas les actions de la deuxième. En effet, même si la DC avait le contrôle de la FESES, la faction pro-gouvernementale contrôlait le 75 % des bureaux d'élèves de la ville. Les critiques envers le gouvernement commencent à augmenter, notamment par rapport à la désignation des directeurs et à l'absence de réaction de l'UP face aux occupations des lycées par l'extrême gauche. Dans ce contexte, la FESES annonce une grève nationale de l'enseignement secondaire qui avait pour but de protester contre ces occupations, le budget universitaire limité et les problèmes d'infrastructure. Elle se réalise dans le cadre de la grande marche pour la démocratie, la première grande manifestation de l'opposition contre le gouvernement d'Allende.

Les actions étaient difficilement organisées centralement ou de façon coordonnée. Elles étaient davantage l'action soit des groupes d'opposition à l'UP, soit des groupes qui la soutenaient, même des groupes autonomes associés à une ou une autre faction. C'est notamment le cas des groupes

d'extrême gauche qui avaient occupé ces lycées pour accélérer la voie chilienne au socialisme, mais aussi des groupes appartenant à la DC, qui avaient occupé un lycée pour protester contre certaines mesures disciplinaires. Ainsi le répertoire tactique des élèves du secondaire était caractérisé par les occupations, les grèves, les marches et les manifestations indépendamment de la faction mise en joue.

En 1972, la polarisation explose au sein de la fédération. Lors des élections de la direction, ni la faction associée à l'opposition ni celle pro-gouvernementale ne reconnaissent les résultats du scrutin, en s'organisant en conséquence deux FESES. Les affrontements entre les deux factions se sont multipliés : chaque occupation d'un groupe est suivie par la ré-occupation de son adversaire ; les marches d'une étaient confrontées dans la rue par l'autre groupe. La situation devient encore plus chaotique lors de l'annonce de la réforme à l'éducation, connue comme l'École nationale unifiée (ENU), qui prétendait éliminer les écoles privées pour limiter les différences entre les riches et les pauvres. Tant les manifestations des groupes d'opposition que les groupes pro-UP augmentent de façon importante. La FESES d'opposition participera activement aux grèves nationales de la fin de gouvernement d'Allende, et soutiendra les manifestations des groupes d'opposition.

c) Le mouvement du secondaire pendant la dictature[144]

Tout comme la mobilisation sociale en général, à la suite de coup d'État, le mouvement du secondaire subit une forte démobilisation. Ses premières actions connues sont des tentatives de réorganisation au début des années 1980. À cette époque-là, les élèves commencent à organiser les CODES (comité démocratique) au sein de chaque lycée. Ces organisations, impulsées par les communistes, fonctionnaient parallèlement aux bureaux d'élèves qui étaient nominés par les directeurs des lycées. Les CODES regroupaient notamment les élèves de gauche et avaient pour but la réorganisation des étudiants du secondaire. À la suite du succès des CODES, les élèves fondent à Santiago la Coordinatrice des élèves d'enseignement secondaire [Coordinadora de estudiantes de enseñanza media] (COEM), divisée en quatre zones (nord, sud, centre et orient). Tant dans les CODES que dans la COEM, la démocratie chrétienne ne participe pas, ayant pour résultat une organisation représentée surtout par les partis de gauche. Les démocrates-chrétiens fondent en revanche l'Association secondaire des élèves chrétiens [Asociación Secundaria de Estudiantes Cristianos] (ASEC). Il existait également l'Association démocratique des élèves (ADE). À ce moment-là, les actions de contestations étaient très limitées et peu massives. Hormis quelques

[144] La participation des élèves du secondaire dans les mobilisations pendant la dictature est assez méconnue et sauf le travail d'Alvarez (2014) sur le travail de communistes au sein de ce mouvement et un documentaire (Bustos & Leiva, 2004), l'information est limitée. En conséquence, cette partie est limitée à ces deux sources d'information.

occupations, blocages de routes ou manifestations peu importantes, les élèves n'apparaissent que rarement. D'après Alvarez (2014), paradoxalement le mouvement du secondaire ne participait guère à la première phase de soulèvement populaire contre la dictature (1983-86), sinon lorsque ce soulèvement avait commencé à décliner. Cependant, à la fin de cette période on observe déjà certains éléments de la radicalisation des actions pendant la phase la plus importante de la mobilisation des lycéens : dans quelques lycées, des bombes artisanales sont installées. Les demandes de la COEM étaient fondamentalement politiques, génériques et encadrées dans l'idée du changement politique. Une demande importante était l'élection démocratique des bureaux d'élèves. Cependant, certaines demandes traditionnelles du mouvement du secondaire apparaissent également, par exemple la réduction du tarif du transport en commun et la gratuité de l'examen de sélection universitaire.

En 1985, la COEM, l'ASEC et l'ADE décident de réunir leurs efforts afin de refonder la FESES, en créant ainsi le comité Pro-FESES. Le comité fut l'effort pragmatique des différents courants idéologiques avec la seule finalité de la lutte contre le régime. Un événement important fut l'occupation du Lycée A-12 en juillet de 1985, événement qui marque le début médiatique du comité et la phase de mobilisation la plus importante et radicale des élèves du secondaire pendant la dictature. Cette occupation finira avec 315 détenus et la démission du ministre de l'Éducation de l'époque, à la suite de la décision polémique de fermer le lycée. Ce succès a permis au comité d'acquérir une certaine notoriété non seulement au niveau médiatique, mais aussi entre les élèves. À partir de ce moment, le Comité participe à la plupart d'actions de contestation convoquées par différents acteurs politiques. À la fin de cette année, une convention nationale fut organisée, où l'alignement avec la demande de démocratisation du pays fut accordé. Pour ce faire, le Comité adhère au plan d'action de l'opposition, notamment du parti communiste, afin de favoriser une situation d'ingouvernabilité du régime, notamment à partir des actions de protestations au centre-ville. En conséquence, les occupations, les blocages des routes, les manifestations se sont multipliés. L'objectif était d'amplifier les combats de rue avec les forces de l'ordre. Les encagoulés, les pierres, les cocktails Molotov, l'incendie des bus deviennent donc partis du répertoire tactique de l'époque, qui est encore en vigueur. Ce plan fut mis en place dans le contexte de la municipalisation de l'éducation publique[145], c'est-à-dire le transfert des écoles et des lycées publics de l'administration de l'État vers l'administration des municipalités, laquelle fut fort contestée par le mouvement du secondaire en 1986 ainsi que par le syndicat d'enseignants et l'association de

[145] La dé-municipalisation a été l'une des demandes principales du mouvement du secondaire pendant la période à l'étude. Récemment, le gouvernement a signé le projet de loi qui l'élimine (Gobierno de Chile, 2015).

parents (V. Osorio, 2006). Les élèves se sont mobilisés contre cette mesure au moyen d'une grève de deux mois. Pourtant, la municipalisation fut approuvée, en devenant l'une des demandes historiques du mouvement du secondaire.

La radicalisation du mouvement s'est répandue. Les élèves organisent les forces d'autodéfense. Dans le cas des communistes, ces forces prennent la forme des « milices Rodriguistas » et des Comités d'autodéfense des masses (CAM), cette fois dépendante des CODES: « *Dans le cas de l'enseignement secondaire, les CAM étaient ceux qui créaient les plans complexes d'occupation des lycées et sa défense respective, ainsi que la défense des marches et le combat de rue contre la police* » (Álvarez, 2014, p. 188). Même les démocrate-chrétiens ont organisé leurs propres groupes d'autodéfense. Bien que le mouvement du secondaire ne revendiquait pas l'extrémisme à proprement parler, il ne faut pas oublier que l'une des sources des groupes extrémistes de l'époque était justement les élèves des lycées publiques, notamment de la banlieue de Santiago (Acevedo, 2006).

Paradoxalement, la refondation de la FESES en 1986 marque le déclin du mouvement du secondaire pendant cette période. Ceci est dû au fait de l'échec de la lutte armée contre le régime de la part du parti communiste, à la forte répression subie par les élèves à la suite de l'attaque avortée contre Pinochet menée par la branche armée du PC[146] et au consensus autour du plébiscite afin de mettre fin à la dictature. Malgré cela, le répertoire tactique des lycéens ne change pas. En revanche, les demandes subissent une transformation importante, ayant une mixture entre les demandes politiques de démocratisation et les demandes propres aux élèves, c'est-à-dire la démocratisation des bureaux d'élèves, l'augmentation des bourses, la diminution du tarif du transport, la gratuité de l'examen de sélection universitaire, la dé-municipalisation de l'éducation publique. En 1988, un communiste serait élu à la tête de la FESES et acquiert une grande notoriété médiatique, notamment par rapport à la démocratisation des bureaux d'élèves. Dans le contexte électoral du plébiscite, la répression favorisait et légitimait le travail de la FESES et ses dirigeants. Ainsi, plusieurs épisodes de contestations sont organisés, en atteignant un grand succès. Pourtant, cette mobilisation fut seulement un éclair. La chute de Pinochet marque tant le déclin de la FESES que la démobilisation sociale vécue pendant les années 1990.

[146]Plusieurs élèves seraient enfermés en prisons suite à l'occupation d'un lycée et certains dirigeants seraient poursuivis par les agences de renseignement du régime.

8.2. La naissance d'un mouvement autonome

a) Le point d'inflexion : La naissance de l'ACES et le *« mochilazo »* en 2001

Pour les élèves du secondaire, le début de la transition démocratique est marqué par deux faits : la promulgation de la Loi organique constitutionnelle d'enseignement (LOCE) et la dérogation du décret 736 qui empêchait la libre élection des représentants à l'intérieur des lycées. La LOCE fut la dernière loi approuvée par la dictature et avait pour but d'assurer la continuité du modèle éducationnel du régime (V. Osorio, 2006). Cette loi deviendra, à partir du 2006, l'un des enjeux principaux de la révolution des pingouins[147]. En revanche, la dérogation du décret 736 faisait partie des revendications propres aux élèves. En 1990, le gouvernement abroge ce décret en le remplaçant par le décret 524 du Ministère de l'Éducation, qui permettait la libre élection des représentants à l'intérieur des écoles et des lycées du pays (Ministerio de educación pública, 1990). Ce nouveau décret répondait davantage à la normalisation du pays qu'à l'action des organisations des élèves à proprement parler. En revanche, dans ces premières années, la FESES réussit à avoir un tarif réduit dans les transports en commun et la création de la carte étudiant pour le métro (PAMIN, 2011).

L'histoire des organisations pendant les années 1990 est peu connue et cela fait preuve de l'importance mineure que le mouvement a eue au cours de ces années. En parallèle à la FESES, le gouvernement et les partis politiques avaient impulsé certaines initiatives afin d'augmenter la faible participation des jeunes. Ainsi en 1997, la chambre de députés avait promu l'idée des parlements juvéniles (PJ), pour que le parlement serve d'école pour les futures générations (Alvarez, 2011). Toutefois, l'idée n'a jamais abouti au sein des élèves. Il existait également l'ACAS (Agrupación de centros de alumnos de Santiago -Association de bureaux d'élèves de Santiago), qui regroupait quelques lycées de la capitale, notamment associée à la gauche et qui jouerait un rôle relativement important jusqu'à la veille de la révolution de pingouins (Borri, 2016; Donoso, 2013a). Le tournant du millénaire donne également naissance au « front anti-hausse » [Frente antialza] (FA). Le FA était une organisation regroupant à peu près quinze lycées de la capitale qui avait été fondé afin d'éviter l'augmentation du prix de la carte étudiante et du tarif du transport en commun (El Mercurio, 29 mars 2000). Si la FESES ne convoquait la participation que de 100 ou 200 élèves, le FA a atteint le chiffre de deux mille pendant une marche en direction du Ministère de l'Éducation. Pourtant, le FA aurait une existence éphémère.

[147] Une citation dans le mémoire de Ceballos (2010) indique que depuis les années 1990 existaient déjà les marches anti-LOCE.

La FESES pendant la dictature était retournée au système d'élection par délégués, abandonné pendant le gouvernement d'Allende en faveur d'une élection universelle. Ce système a favorisé l'influence des partis politiques au sein de la fédération ce qui, dans le contexte de dépolitisation partisane à ce moment-là, a eu un fort impact sur la mobilisation des étudiants du secondaire : « [La FESES] *reproduisait les formes classiques d'association des années soixante, en supposant que les conditions d'aujourd'hui étaient similaires à celles de 30 ou 40 ans en arrière* » (Comisión Congreso 2001 ACES, 2001, p. s/p). De plus, l'ACAS était critiquée parce que son existence avait dépendu d'un décret établi pendant la dictature (Donoso, 2013a). Comme susmentionné auparavant (voir page 83), le problème de participation des jeunes était lié principalement aux formes traditionnelles et institutionnelles de participation, telles que les partis politiques ou les organisations dépendant de ces derniers et de l'État. Cependant, la participation en tant que telle ne disparaît pas. Au contraire, la période donne naissance aux « collectifs », c'est-à-dire, les associations informelles, flexibles et anti-institutionnelles qui regroupaient de petits groupes des jeunes, notamment ancrés au niveau local (Valenzuela Fuentes, 2007). Ces « collectifs » serviront de base pour les futures instances de participation des élèves ainsi que des modèles d'organisation. Ainsi, l'assembleïsme, l'horizontalité et l'autonomie, propre aux collectifs, deviendront le cadre à partir duquel les organisations seront bâties. L'un de ces collectifs fut le CREA (Coordinatrice révolutionnaire des élèves autonomes). Le CREA a été à la base de la dissolution de la FESES et de la création de l'ACES à fin de l'année 2000 (Borri, 2016 ; B. Silva, 2007). Un autre collectif important fut le COSAS (Cordon d'organisations des élèves du secondaire actives) qui sera dissolu le 2003 (B. Silva, 2007). À la fin de l'année, des manifestations moins importantes se réalisent à la capitale, motivées encore une fois par l'augmentation du tarif, mais aussi par le retard de l'émission des cartes de transport pour les étudiants (El Mercurio, 4 novembre 2000). Ces actions seront le préambule du dernier congrès de la FESES qui signalera sa dissolution et la fondation de l'ACES. L'ACES naît ainsi à l'image et à la ressemblance des « collectifs », c'est-à-dire moins structurée, plus horizontale, et mettant l'accent sur la coordination et sur la participation directe. Pour la première fois, les organisations des lyceéns remplacent les présidents par les porte-paroles et utilisent les assemblées en tant qu'instances de décision (Donoso, 2013a). De plus, à la différence de la FESES et de l'ACAS, pour la première fois aussi, une organisation d'étudiants du secondaire acceptait également tant des organisations informelles, comme les collectifs, que des bureaux d'élèves. D'après Torres (2010), ce trait anarchiste de l'ACES est la conséquence de la prédominance de cette idéologie au sein de ses collectifs fondateurs.

La nouvelle organisation sera testée pendant l'année 2001 à partir d'une nouvelle version de la manifestation contre l'augmentation du tarif du transport en commun, appelée cette fois le « *Mochilazo*[148] ». Dix jours de grèves des élèves des principaux lycées de la capitale et au moins deux marches avec plus de dix mille participants finiront avec « l'étatisation » de l'administration de la carte étudiant pour le transport, aux mains des entreprises privées à ce moment-là (Torres, 2010). Cette mobilisation est la manifestation des élèves du secondaire la plus importante de la période de retour à la démocratie et pour la plupart de chercheurs et dirigeants des élèves, elle est l'antécédent direct de la révolution des pingouins du 2006.

La naissance de l'ACES marque la naissance de la dualité propre au mouvement du secondaire à partir du tournant du millénaire : la tension entre l'institutionnalisme et l'anti-institutionnalisme, représentée d'un côté par l'ACAS et de l'autre côté par l'ACES. En effet, l'ACAS ne disparaît pas immédiatement en réponse à la fondation de l'ACES, mais son importance diminue de façon évidente. Une fois la disparition de l'ACAS, le rôle institutionnel sera joué par différentes organisations axées surtout autour des bureaux d'élèves. C'est le cas notamment de l'ACA pendant la révolution de pingouins ou de la CONES en 2011. Paradoxalement, l'organisation moins structurée et floue, l'ACES, sera la plus stable depuis le début du millénaire. En même temps, cette dualité représente la dualité entre le centre et la périphérie. En effet, à ce moment-là l'ACES avait une forte présence des lycées de la banlieue tandis que l'ACAS représentait notamment les lycées traditionnels du centre-ville (Torres, 2010). Bien que cette dualité ne soit pas essentielle aujourd'hui, l'ACES continue à représenter tant les lycées de la périphérie que du centre de la capitale.

Les CODES de la dictature peuvent également être considérés comme un antécédent de cette dualité. En effet, ceux-ci sont nés afin d'avoir une organisation propre et parallèle aux bureaux d'élèves élus par les autorités de chaque lycée. Le bureau d'élèves représentait donc à ce moment-là, le côté institutionnel de la participation des lycéens. En revanche, le CODE était le représentant de l'auto-organisation, en ayant ainsi un caractère informel. Il est probable que l'expérience des CODES ait eu une influence sur le développement des collectifs. Dès que le pays a récupéré la démocratie et les bureaux d'élèves ont été élus démocratiquement, les CODES ne furent plus nécessaires. Cependant, l'exercice de participation informel a continué sous la forme de collectifs, en démontrant que cette participation non imposée avait atteint le cœur des élèves du secondaire.

[148] Un grand sac. Elle fait référence aux sacs que les élèves portent aux écoles.

Quoique les demandes propres aux étudiants d'enseignement secondaire aient existé depuis le début du mouvement, pendant une grande partie de son histoire, le mouvement a été encadré dans le contexte de grandes mobilisations de l'époque ou à partir d'autres organisations. C'est le cas notamment de la dépendance des universitaires ; mais aussi des luttes autour de la question sociale au début du XXe siècle, de la polarisation pendant l'Unité populaire et de la lutte contre la dictature pendant les années 1980. Ainsi, la naissance de l'ACES marque également la naissance d'un mouvement indépendant, propre aux besoins des élèves du secondaire et de l'éducation et la naissance d'un nouvel acteur socio-politique qui entre en scène à proprement parler en 2006. En effet, la naissance de l'ACES reflète le résultat d'un débat interne des élèves et des collectifs, largement mûri pendant les années 1990 et possiblement semé pendant les années 1980, étant ainsi le résultat d'une rupture envers une histoire et un type de politisation écrasé par la dictature.

Ceci a deux conséquences. Premièrement, ceci démontre que le processus de ré-politisation de la société chilienne s'est produit presque de façon simultanée dans différents fronts. Nous avons observé à la même époque, un processus similaire dans le mouvement LGBTQ. Ceci nous permettra de généraliser l'analyse de ces résultats. Il faut mentionner nonobstant que le mouvement du secondaire a été le prototype de cette transformation et ainsi il a probablement été le modèle qui s'est répandu au reste des organisations.

Deuxièmement, ces idées confirment que la période de la désillusion politique n'a pas été une période de démobilisation, sinon une période de transition depuis la participation traditionnelle aux nouvelles formes d'association. Une période qui a permis d'incuber ces nouvelles formes de contestation, même si c'est une transition qui n'est pas encore achevée. Ceci confirme aussi que l'organisation clandestine et informelle pendant la dictature a été à l'origine des nouvelles formes d'organisation.

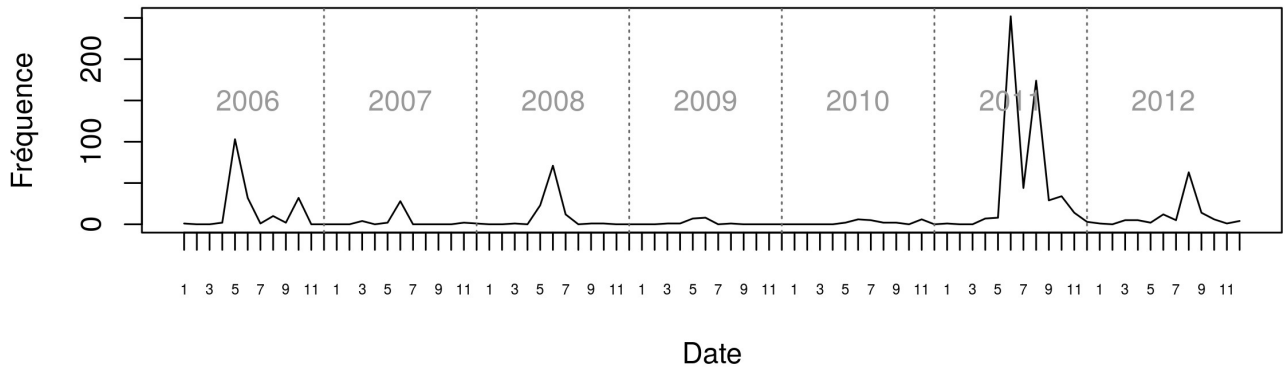
b) La révolution des pingouins de 2006 et les vagues de protestations de 2007 et 2008

Une partie importante de l'information concernant cette période et touchant l'action des étudiants du secondaire a été traitée au cours de la première partie de cette thèse, notamment dans les chapitres 2 et 3. De plus, la mobilisation de lycéens et d'étudiants pendant cette période a été traitée de façon importante dans la littérature spécialisée[149]. Dans cette section, je tenterai ainsi de présenter la période, en faisant appel à ces morceaux d'information déjà mentionnés et en complétant les

[149] Voir note 73.

lacunes lorsqu'il en est nécessaire. Six cycles de manifestations liés à l'éducation sont observés entre 2006 et 2012 (Graphique 12), placés entre 2006-08 et 2011-12.

Graphique 12: Épisodes de protestation motivés par des raisons éducationnelles (2006-2012, fréquence par mois)



Source : Base de données désagrégées

L'histoire du mouvement entre le *« mochilazo »* et l'an 2005 est peu connue. Les organisations vivaient une période instable. L'ACES existait encore à cette date-là, cependant d'après Donoso (2013b), à la suite du *« mochilazo »*, l'assemblée avait perdu une grande partie de son importance due au fait des conflits internes. Quant à l'ACAS, elle rendait son dernier souffle étant remplacée par une nouvelle organisation appelée ACA (Assemblé de bureau d'élèves - Asamblea de Centros de Alumnos).

> *« Entre le mois d'avril et de mai, l'ACAS mort (...) elle avait très peu d'importance et nous commençons à organiser une nouvelle instance (...) donc, comme tous les bureaux d'élèves étaient neufs, nous commençons à organiser une instance différente et ainsi, il a été crée une organisation pendant l'année 2005 qui n'était pas l'ACES (...) nous étions l'ACA »* (E13)

Ainsi que l'ACAS, l'ACA ne regroupait que des bureaux d'élèves tandis que l'ACES continuait à accepter tant les bureaux que les collectifs (E13). Les similarités entre l'ACA et l'ACAS sont évidentes, cependant le besoin de fonder une nouvelle organisation faisait preuve du besoin des élèves de souligner la singularité de leurs actions, même si les lycées qui conformaient cette nouvelle organisation en étaient les mêmes. Plusieurs interviewés font également référence à la refondation de l'ACES toutes les années.

Gêné par la désorganisation des élèves présente tous les ans, le directeur de la SEREMI d'éducation (Secrétariat régional ministériel de l'éducation) décide d'organiser des rencontres entre avril et

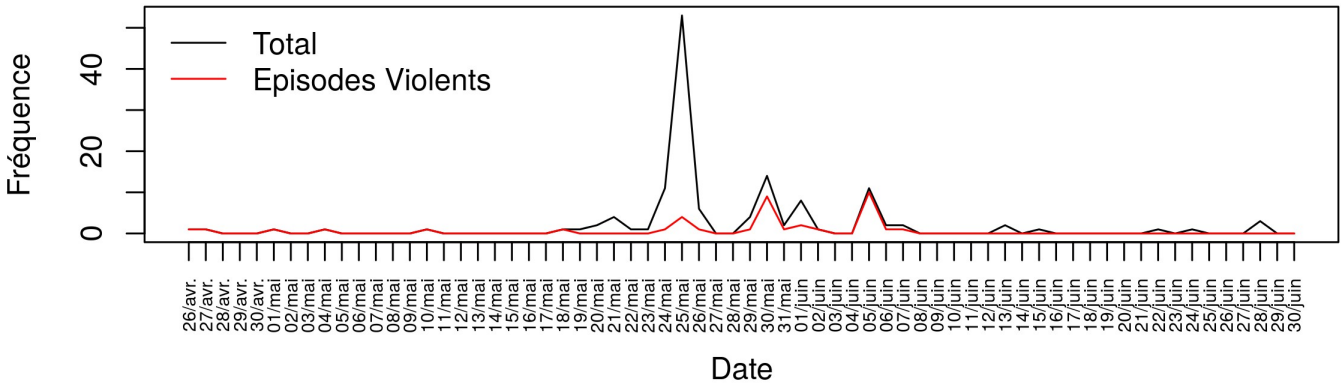
décembre avec l'ACES et l'ACA (Donoso, 2013b). Ces rencontres étaient à mi-chemin entre un mécanisme de dialogue et négociation et une formation pour les élèves, donnée par des avocats et des fonctionnaires (E13). Il en résulte un document qui résumait l'ensemble des demandes et des propositions des lycéens, lequel serait la base de la mobilisation de l'année suivante (Estudiantes de la Región Metropolitana, 2005)[150]. Comme souligne Donoso (2013b, p. 158-159), ce travail a renforcé la cohésion et le dialogue interne du groupe, la connaissance sur le système éducationnel, la focalisation des demandes bien justifiées, la proactivité au lieu de la traditionnelle réactivité des élèves et finalement, l'expérience de négociation avec les autorités. Vus ensemble, tous ces éléments ont renforcé l'organisation des élèves et l'alignement des cadres d'interprétation sur leurs besoins et leurs griefs, en offrant ainsi une fenêtre d'opportunité pour la mobilisation -organisée paradoxalement par le gouvernement-, laquelle s'ouvrira encore un petit peu plus avec le changement de gouvernement. Ces éléments constituent, au moins en partie, trois des plus importants piliers de la mobilisation expliquée à partir de la théorie de la mobilisation de ressources (organisation, McCarthy & Zald, 1977), de la théorie des cadres d'interprétation (alignement et pontage, Snow et al., 1986), et de la théorie du processus politique (opportunité politique, Kriesi, 1995).

En sachant que 2005 était l'année de l'élection présidentielle, le ministre de l'Éducation promet de faire parvenir le document au prochain ministre (E13). Cependant, à l'intérieur du nouveau gouvernement, personne ne répond à la parole donnée (Ceballos Huerta, 2010). Les élèves commencent à se mobiliser timidement et de façon non coordonnée entre les différentes organisations (E13) et à tenter le dialogue avec le ministre. Celui-ci, en voyant la diversité d'organisations, demande aux dirigeants d'organiser un seul groupe de négociation. Cette demande et la conscience du manque de coordination amènent les lycéens à organiser une seule instance appelée à ce moment-là AES (association des élèves du secondaire de Santiago) (Donoso, 2013b). L'AES adopte le modèle horizontal d'organisation de l'ACES, ayant deux porte-paroles provenant de l'ACA et deux de l'ACES (Cummings, 2015; Donoso, 2013b). Cependant, la presse aura du mal à incorporer la nouvelle organisation et finalement adoptera l'acronyme ACES pour appeler l'organisation des élèves (E13)[151].

[150] Les sujets traités étaient variés : la modification de la LOCE et du décret 524 concernant l'organisation de bureaux d'élèves, l'amélioration des conditions de la journée scolaire complète, la valorisation de la dimension artistique et sportive dans l'enseignement, la formation en sexualité et dans l'égalité des sexes, la valorisation de la formation professionnelle des lycées professionnels, l'amélioration des relations avec la communauté, l'élimination de la sélection des élèves dans les lycées publics, la gratuité du tarif du transport, etc. (Estudiantes de la Región Metropolitana, 2005).

[151] En effet, l'acronyme « AES » n'apparaît pas pendant l'année 2006 dans les *médias* utilisés dans cette recherche. Il apparaît seulement le 2008 et le 2010 au cours des quelques manifestations et dans le cas des entretiens, cet acronyme est utilisé par les élèves du secondaire mobilisés pendant l'année 2011 pour faire référence à une faction scindée de

Graphique 13: Cycle de manifestations de la révolutions des pingouins (26 avril - 30 juin 2006, par jour)



Source : Base de données désagrégées

Le cycle commence à proprement parler le 26 avril 2006, lorsque près de trois mille élèves se sont réunis face au ministère de l'Éducation pour protester. L'épisode finit avec des incidents avec la police, laquelle utilise le canon à eau et le gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. 47 étudiants seraient détenus lors de l'épisode. La presse souligne à ce moment-là une motivation plutôt anodine de la manifestation : le retard dans la livraison des cartes d'étudiants pour le transport en commun et de façon secondaire, la dérogation de la JEC[152] et la gratuité de l'examen de sélection universitaire (Emol, 26 avril 2006 ; Cooperativa, 26 avril 2006). Seulement *« el Mercurio »* a indiqué brièvement la veille, un ensemble de demandes plus complexe, dont la dérogation de la LOCE et de la JEC, ainsi que la gratuité du transport en commun et l'augmentation des rations alimentaires pour les élèves les plus pauvres (El Mercurio, 25 avril 2006). Personne ne remarquait à ce moment-là que les élèves proposaient la dérogation de la LOCE par l'intermédiaire d'une assemblée constituante, l'élimination du système binomial d'élection de représentants ou la dé-municipalisation de l'éducation publique (Estudiantes de la Región Metropolitana, 2005). Au début, les demandes les plus politiques restent donc cachées pour l'opinion publique. Dans l'imaginaire social et politique de l'époque, des élèves âgés de 14 et 17 ans et même moins ne semblaient pas être des acteurs politiques en tant que tels. Le mérite de la mobilisation, comme il a été remarqué par plusieurs chercheurs, était justement la transformation de ces élèves en acteurs politiques et sociaux (Falabella, 2008 ; B. Silva, 2007 ; Torres, 2010).

l'ACES à la même époque. Il faut souligner que dans le cas des élèves du secondaire, la multiplication d'organisations est énorme et difficilement leur origine peut être retracée avec certitude, non plus dans le cas de l'exactitude du nom utilisé.

[152]Journée scolaire complète.

« avant le 2006 personne ne nous croyait, c'est-à-dire ils disaient… nous étions la génération du "je m'en fous" (…) nous avions seize-ans, c'est-à-dire sans aucune responsabilité politique et nous étions en train de traiter des questions de pays (…) en premier lieu, nous avons obtenu le plus important, à savoir, nous positionner en tant qu'acteur social » (E13)

La révolution des pingouins est donc la première manifestation importante du processus de politisation autonome des lycéens, dérivée de la construction politique des collectifs des années 1990 et des transformations, déjà mentionnées, vécues par le mouvement à la suite du tournant du millénaire.

Entre la fin du mois d'avril et la fin du mois de juin, le mouvement du secondaire organise 137 événements protestataires, dont la plupart (82) correspondent aux occupations illégales[153]. Le Graphique 13 montre trois moments importants de la mobilisation : 24 - 26 mai, 29 mai - 1er juin et 5 - 6 juin. Tous les trois représentent trois points d'inflexion de celle-ci. Comme souligné dans l'introduction de cette thèse, en réponse au message présidentiel du 21 mai, où la présidente Bachelet néglige le sujet de l'éducation, le mouvement du secondaire augmente considérablement la quantité d'épisodes, en changeant en même temps la stratégie de mobilisation. Bien que les occupations aient toujours fait partie du répertoire d'action des élèves, dans le cas de ce cycle, elles ont commencé tardivement. Au début, le mouvement du secondaire a fait davantage appel aux marches et aux manifestations, cependant, en cours de route et dû au fait de la dénonciation constante de violence de la part de la presse et du gouvernement ainsi qu'à la forte répression de la police, les élèves décident de changer de stratégie, en se penchant davantage sur les occupations. En deux jours (24-25 mai), 52 lycées de la capitale ont été occupés. La stratégie semble être efficace : si entre 26 d'avril et le 25 mai, 2189 détenus ont été comptabilisés, entre le 2 mai et la fin juin, le nombre de détenus atteint le chiffre de 1088. En effet, la violence et la répression injustifiées de la police furent une caractéristique de ce cycle et de toute l'année 2006. Cette année porte la moyenne la plus élevée de détenus pour épisode de tous les 7 ans d'étude (13,96 ; voir page 165) et au cours de ce cycle, dans 25,5 % des événements, la police a fait appel aux arrestations, au gaz lacrymogène ou au canon à eau pour confronter la manifestation des étudiants du secondaire.

L'action de la police a aussi joué un rôle important pendant la deuxième période. L'assemblée avait appelé à une grève nationale au 30 mai. Le jour d'avant, les porte-paroles avaient été appelés à une journée de négociation avec le ministre, pourtant comme déjà mentionnée dans l'introduction de cette thèse, cette première journée de négociation échoue à cause du malentendu entre la logique de

[153] Voir Encadré 1 pour une description quantitative du cycle.

négociation du gouvernement et celle des élèves, en la reportant au lendemain. Tout le processus a été accompagné par des manifestations des lycéens, qui ont fortement été réprimées par « *carabineros* ». Entre le 30 mai et le 1er juin, 699 élèves ont été détenus. La répression fut dénoncée par la presse et le gouvernement s'est vu obligé de réagir. Un préfet, un sous-préfet et huit policiers ont été mis en examen. Cet épisode changera l'approche de la police pour confronter les manifestations dans les années futures.

Suite à ces événements, la présidente annonce une série de mesures pour l'éducation à court et à long terme (Donoso, 2013b; Ramos & Gerter, 2008). Quelques-unes touchaient les demandes concrètes du mouvement : l'augmentation des rations alimentaires, l'amélioration de l'infrastructure des lycées, la libération horaire de la carte de transport, des stages professionnels rémunérés et des bourses pour l'examen de sélection universitaire. La présidente annonce également la création du conseil consultatif d'éducation, qui a compté avec la participation de représentants de toute la société et qui a eu pour fonction d'accorder le changement de la LOCE, ainsi que de conseiller sur la JEC et la municipalisation de l'éducation. C'était la réponse que le mouvement attendait. De plus, la présidente annonce la création de la Surintendance d'éducation qui aura pour rôle d'assurer la qualité de l'éducation. Malgré ces résultats, ces mesures annoncent également la division et le déclin du mouvement. Pour certains, il fallait continuer avec la mobilisation et pour les autres, c'était le moment de négocier. C'était la division entre ceux qui appartenaient à l'ACES historique et ceux provenant de l'ACA. L'assemblée décide d'appeler à une grève nationale le 5 juin, grève qui marque la troisième période de la mobilisation. Cette grève a été soutenue par le FPMR, l'ancien groupe extrémiste des années 1980, et tel qu'observé dans le Graphique 13, est associée à une augmentation de la violence. Le mouvement subit un fort rejet tant des partis que de certains secteurs de la société. Le conflit est tranché par la sortie du groupe institutionnel lié à l'ACA, associé également aux partis de la Concertation. Deux de ces porte-paroles quittent le mouvement et rejoignent le parti socialiste. Après certaines hésitations, l'assemblée décide de participer du conseil consultatif d'éducation et d'arrêter les mobilisations. Moins d'un mois après ces événements, la présidente change le ministre de l'Éducation et celui de l'intérieur du fait de la mauvaise gestion du conflit (14 juillet).

Depuis le début, le mouvement du secondaire a eu du mal à accepter le conseil consultatif. Au début, ils étaient insatisfaits des groupes représentés, par les sujets traités et l'efficacité du travail. Une porte-parole de l'ACES disait : « *Tandis qu'ils parlent du Cadre réglementaire, de*

l'Institutionnalisme et de la qualité de l'Éducation[154]*, il y a un inaccomplissement au court terme, que ni la Présidente ni la ministre Yasna Provoste ont su accomplir* » (El Mercurio, 7 octobre 2006). Ces mots exprimaient davantage le malaise en raison de la participation institutionnelle du mouvement et par la perte de contrôle de ses demandes. L'assemblée était en fait en train de discuter sa participation à l'intérieur du conseil. Elle décide d'appeler à une nouvelle journée de mobilisation à la suite d'un rapport préliminaire de celui-ci, laquelle se déroule entre le 10 et le 25 octobre. Pendant ces deux semaines, 32 événements se sont produits, dont le 78,1 % ont été des occupations de lycées. Cette fois, les lycées ont été rapidement délogés par *carabineros*. La vague de mobilisation a eu pour résultat 525 détenus et certains maires commencent à menacer avec l'annulation de l'inscription scolaire pour l'année prochaine. Ces mesures ont pourtant dû confronter le rejet de la justice qui les a considérés comme une violation au droit à l'éducation. Malgré ceci, plusieurs dirigeants et élèves ont été expulsés de ces lycées. Le mouvement était loin d'être uniforme : les lycées de Santiago avaient décidé de quitter le conseil et continuer avec les mobilisations, tandis que ceux des régions voulaient tout l'opposé. Finalement, le 6 décembre l'Assemblée nationale des élèves de l'enseignement secondaire (ANES), créée pendant le deuxième cycle, décide de quitter le conseil et de se déresponsabiliser de tout résultat issu de cette instance : « *nous déclinons notre participation dans celui-ci. Aucune de ses postures ne travaille avec la logique que nous exigions, à savoir, la fin au lucre dans l'éducation* » (El Mercurio, 6 décembre 2006), disait l'une de ces porte-paroles. Le 11 décembre, le conseil livre son rapport final, où il recommande le développement d'une nouvelle loi général d'éducation, un nouveau régime de financement et un ensemble de réformes éducationnelles[155] (Consejo Asesor Presidencial para la Calidad de la Educación, 2006).

Malgré ces conclusions, pour plusieurs élèves mobilisés, les résultats de la mobilisation du 2006 ont laissé plus une impression d'amertume que de douceur (E1, E3). Le lucre dans l'éducation fut l'un des sujets épineux. Le rapport du conseil ne s'est limité qu'à signaler les différents points de vue concernant cette problématique (Consejo Asesor Presidencial para la Calidad de la Educación, 2006). Il existait des conseillers refusant n'importe quelle forme de lucre au sein du milieu éducatif, d'autres qui en refusaient lorsque le financement venait de la part de l'État et finalement ceux, qui voulaient assurer le lucre à l'intérieur du système éducationnel. Ainsi, les manifestations ont continué de façon intermittente et isolée, notamment associées aux lycées traditionnels du centre-

[154] Les trois thèmes principaux à traiter au conseil.

[155] Le changement dans la sélection des élèves, un nouveau cadre normatif pour assurer la qualité de l'éducation, le changement de cycles scolaires, des améliorations à la carrière des enseignants, le renforcement de la formation professionnelle, des ajustements à la JEC ainsi que des recommandations spécifiques à l'éducation supérieure.

ville. Cependant, l'unité de la révolution des pingouins, brisée à la fin du premier cycle, n'a pas pu se remettre à flot. L'instance nationale de représentation des élèves, l'ANES, subit le schisme de certains lycées traditionnels et des régions, en créant ainsi l'AGES (Assemblée générale d'élèves d'enseignement secondaire). Encore une fois, le groupe associé à l'ACES historique[156] est resté et le groupe plus institutionnel est parti organiser une nouvelle instance. Les deux organisent des manifestations en 2007. La désarticulation était presque totale. Plus que le travail coordonné d'une assemblée, c'était l'articulation souvent territoriale entre les collectifs et certains bureaux d'élèves. Ainsi, en juin 2007, une petite vague de 26 occupations éphémères des lycées se produit entre le 4 et le 7 de ce mois, rapidement délogées par la police. Les demandes étaient presque les mêmes : dé-municipalisation de l'éducation, la fin du lucre dans l'éducation et la gratuité dans le transport en commun. De plus, le mouvement du secondaire refusait la promulgation de la nouvelle loi de justice pénale juvénile, qui diminuait l'âge d'imputabilité. Le gouvernement travaillait à ce moment-là sur la nouvelle loi générale d'éducation (LGE) : « *Les gamins sont très fermés et très désinformés. Une grande partie de ce qu'ils demandent est déjà dans la LGE* » disait un représentant du ministère (El Mercurio, 5 juin 2006). L'épisode le plus grave se produit lors du délogement des élèves d'un lycée de la capitale de la part des *carabineros*, où cinq policiers et un élève ont subi des brûlures d'acide. 157 élèves ont été détenus lors de cet épisode.

La LGE deviendra le principal enjeu de la mobilisation pendant l'année 2008. À la suite des résultats du conseil consultatif, le gouvernement envoie un projet de loi au parlement en avril 2007, pour la dérogation de la LOCE et la promulgation de la nouvelle loi générale d'éducation. La LGE pourtant n'éliminait pas la possibilité d'obtenir des bénéfices entre les gestionnaires d'établissements privés recevant des subventions de l'État et ne touchait pas non plus, la municipalisation de l'éducation publique[157]. En mai 2008, tant les étudiants que le mouvement du secondaire décident de se mobiliser afin de lutter contre le lucre et la municipalisation, ainsi que demander l'étatisation de l'éducation, la fin du système de financement partagé dans l'enseignement primaire et secondaire et la gratuité du transport en commun. À la différence d'autres mobilisations, cette fois tant les étudiants que les enseignants joueront un rôle plus important. En fait, les étudiants et les élèves créeront une nouvelle instance qui regroupera les deux groupes : l'ACEUS (Assemblée coordinatrice d'étudiants universitaires et des élèves du secondaire). L'ACEUS aura pourtant une vie éphémère, limitée au cycle de mobilisation. Le cycle

[156] Même si le nom « ACES » n'apparaît pas pendant l'année 2007 dans les trois journaux utilisés.

[157] Récemment en mars 2016, une nouvelle loi entre en vigueur, qui interdit le lucre dans les établissements recevant des subventions de l'État, interdit la sélection des élèves dans des établissements publics, ainsi qu'élimine le système de financement partagé.

verra également naître une autre organisation : la COMES (Coordinatrice métropolitaine des élèves du secondaire)[158]. L'ACES réapparaît sur les médias, mais brièvement. La journée de mobilisations du 15 mai inaugure la vague de manifestations, laquelle finira le 8 juillet avec une grève nationale, après 99 épisodes de protestation et 1154 détenus. Tout comme dans les autres cycles, les occupations correspondent à la plupart des actions (66,7 %), lesquelles ont eu une durée moyenne de 5,6 jours, ayant un maximum de 27 jours. 16,2 % des actions correspondent aux marches et 12,2 % aux barricades ou émeutes. Le 4 juin, le syndicat d'enseignants rejoint la mobilisation anti-LGE, en faisant appel à une grève nationale qui est soutenue par les étudiants, les élèves et la CUT. Le 25, l'ACEUS appelle à une nouvelle grève nationale. Le cycle fini le 8 juillet avec une grève nationale convoquée par le syndicat d'enseignants et soutenu par les étudiants et les élèves ainsi que par la CUT et les fonctionnaires. La LGE sera finalement publiée en septembre 2009.

c) La grande mobilisation du 2011 et le rôle de l'ACES en 2012

Sauf quelques exceptions, les années 2009-10 ont vécu une diminution considérable de la quantité d'épisodes de protestation des lycéens. Pourtant, les mobilisations continuent, mais à une moindre échelle. Entre le 18 mai et le 17 juin du 2009 par exemple, les lycées de la capitale commencent un processus de délibération afin de se mobiliser pour l'étatisation de l'éducation et contre sa mercantilisation. Certains, notamment les lycées traditionnels du centre-ville, organisent les « occupations culturelles », à savoir des occupations non permanentes pendant la journée afin de développer des activités récréatives et de réflexion. La mobilisation ne tient cependant pas, probablement à cause d'une grève nationale d'enseignants de 27 jours qui venait de finir. Les journaux font référence à « l'assemblé métropolitaine d'élèves d'enseignement secondaire » (AMES), cependant il est difficile de retracer l'histoire de cette organisation et de savoir si elle était en continuité avec l'ACES, de laquelle elle tire apparemment son nom. Il semble plutôt que les lycées ont organisé des instances de participation spécifiques, territoriales et non permanentes afin de s'informer et de prendre des décisions.

Traversé par un énorme tremblement de terre à la fin du mois de février, l'année 2010 vit une réalité similaire. Hormis quelques occupations simultanées des lycées du centre-ville en juillet, organisées par l'ACES, tant les épisodes que les demandes se sont dispersés tout au long de l'année. Outre les

[158] La COMES jouera un rôle important pendant l'année 2011 (Simonsen, 2012), cependant il est difficile d'assurer que la COMES de 2008 corresponde aussi à la COMES de 2011.

demandes traditionnelles de la période[159], les élèves se sont mobilisés à cause de problématiques spécifiques à chaque lycée. C'est le cas par exemple de la manifestation des étudiants du lycée d'Application pour le retard dans la reconstruction du lycée à la suite du tremblement de terre.

Une innovation tactique de l'année fut « l'occupation fantôme ». Afin d'éviter les conséquences vécues auparavant (des arrestations, des interpellations et des expulsions de ses lycées), lorsque les lycées étaient occupés et bloqués, les élèves les abandonnaient afin que la police n'y trouvât personne lors de la tentative d'expulsion.

L'année 2010 a également été une année de regroupement et de réflexion. Selon un rapport de l'UNICEF (2014), plusieurs lycées, notamment de la capitale, ont commencé à discuter les demandes internes et nationales à la fin de cette année. Cependant, comme on a vu, cette réflexion a été présente de manière relativement constante au moins depuis 2005. Le travail de regroupement en revanche est bien documenté : c'est l'an de la refondation de l'ACES et du début de la FEMES-COMES-CONES.

Bien que fondée en 2001, l'ACES avait vécu une existence instable tout au long de la période et comme nous avons vu, son nom disparaît dans la presse en 2008 lors de l'apparition de l'ACEUS. Ainsi, pour plusieurs, l'année 2010 est aussi celle de la refondation de l'ACES (E1, E3). D'après certains interviewés, cette année commence un travail de coordination entre collectifs et bureaux d'élèves du centre-ville, ce qui aboutit dans le besoin de réorganiser une instance de coordination (E3). Encore une fois, la revitalisation de l'ACES a fondamentalement dépendu du travail des collectifs et encore une fois, elle renaît à son image. À ce moment-là, le diagnostic fut similaire à celui de la première ACES : le mouvement des élèves avait été coopté par les partis politiques (E1). L'image qui restait encore en tête était celle des leaders de la révolution des pingouins participant des partis de gauche et acceptant les résultats du conseil consultatif :

> *« Quelle trahison ? E10 = celle de la classe politique et de la Concertation au mouvement d'élèves, lorsqu'il a été changé un article de la LOCE pour adopter le nom de LGE » (E10).*
>
> *« Nous avons vu que l'organisation des élèves fut cooptée par les partis politiques traditionnels [et] par les alternatives politiques traditionnelles et nous avons décidé de réformer une alternative ou de créer une nouvelle alternative pour les élèves non seulement [située] plus à la gauche, de la gauche révolutionnaire sinon pour l'élève populaire, pour celui qui ne se sent pas identifié à ce moment-là avec les dirigeants des partis traditionnels, avec la direction ordinaire, la direction bureaucratique »* (E1).

[159] « *Nos demandes sont une éducation publique, laïque, gratuite et de qualité, alimentation et santé gratuite et de qualité pour tous les élèves du pays, gratuité du tarif scolaire TNE pour tous les élèves du pays les 365 jours, fin absolu à la LGE »* disait le porte-parole de l'ACES à ce moment-là (Radio Cooperativa, 30 juillet 2010).

Ainsi, la nouvelle ACES renaît encore plus radical, plus anti politique et plus non partisan (E3).

Cette période donne naissance à une nouvelle organisation des élèves associée au pôle institutionnel : la « Coordinatrice nationale d'élèves d'enseignement secondaire » (CONES), laquelle existe encore et qui jouerait un rôle fondamental pendant les mobilisations de 2011. La CONES, fondée en 2011, est la version nationale de l'initiative métropolitaine des lycées traditionnels à Santiago fondée à la fin de 2010 comme COMES ou FEMES[160] (Brook, 2012 ; UNICEF, 2014). La FEMES serait apparemment la première version de la COMES (E4, E2). L'origine de la CONES est encore obscure. Pour certains, la « coordinatrice... » naît d'une scission de l'ACES, produit à son tour d'un conflit politique, où un groupe des lycées associé aux partis politiques traditionnels abandonne l'instance (E10). Pour d'autres, elle est fondée lors d'un congrès à la fin de 2010, où le parti communiste décide de ré-articuler le mouvement des élèves (E1). Quoi qu'il en soit, il existe un certain consensus de l'association entre la CONES et les partis traditionnels, notamment le parti communiste[161]. Lors de la conformation de la coordinatrice nationale, la CONES perd la représentation à Santiago. En fait, certains interviewés ont indiqué que la CONES n'avait pas une assemblée métropolitaine à Santiago, même si ses porte-paroles provenaient des lycées de la capitale (E4, E6)[162].

Encadré 4: Les Critiques de la CONES

Tant l'ACES que la CONES représentent les deux pôles du continuum entre la participation politico-sociale et la participation politico-institutionnelle. La structure de la CONES reprend la structure hiérarchique représentationnelle de la FESES et l'ACAS, c'est-à-dire un modèle fédératif basé sur les bureaux d'élèves qui, à son tour, s'organise au sein des fédérations régionales ou zonales lesquelles finalement conforment la coordinatrice nationale : « [elle a] *pour objectif de*

[160] « Coordinatrice métropolitaine d'élèves d'enseignement secondaire » et « Fédération métropolitaine d'élèves d'enseignement secondaire »

[161] La relation entre la CONES et les partis traditionnels a plusieurs exemples. Afin d'exemplifier l'isolement de l'ACES, Brook (2012) explique qu'elle a obtenu les coordonnées des porte-paroles de la CONES par l'intermédiaire de Claudia Pascual. En revanche, elle a dû se débrouiller toute seule pour obtenir les coordonnées des porte-paroles de l'ACES. Claudia Pascual est une militante communiste, membre du comité central du parti et Ministre de la femme en vigueur du gouvernement de Bachelet. Cette proximité démontre au moins la communication entre le parti communiste et les dirigeants de la CONES. Un autre exemple : le porte-parole de la CONES 2012 aurait participé de la campagne électorale d'un sénateur du parti pour la démocratie (PPD) (E11). Bien que les liens entre le mouvement 2011 et le parti communiste restent à se confirmer, le PC avait des militants dans des postes clés pendant la mobilisation : la présidente de la Fédération d'étudiants de l'Université du Chili et dans d'autres Fédérations, le président du syndicat d'enseignants, quelques membres de la CONES, la présidente de la Coordinatrice de parents pour le droit à l'éducation (CORPADE), etc.

[162] Ceci peut expliquer le besoin de conformer une instance parallèle pour les lycées de la ville. En 2014, un groupe de lycées de la capitale ont relancé l'initiative qui prétend complémenter la CONES et l'ACES (Radio Bio-Bio, 15 septembre du 2014).

former un organe au niveau national, lequel doit se développer à travers une bureaucratie représentative de ces fédérations coordinatrices régionales » (Porte-parole CONES cité dans Brook, 2012, p. 26). La prise de décision suit le même modèle hiérarchique : un représentant par région a le droit à un vote à l'Assemblée nationale tandis que le comité exécutif national, composé de six membres, est chargé de la mise en œuvre de ces décisions et du fonctionnement de la fédération (Brook, 2012). Ce modèle ressemble beaucoup au modèle organisationnel représentatif d'un parti politique avec une direction nationale, comme celui du parti communiste. Ceci peut expliquer, à la différence de la révolution des pingouins, la syntonie entre la façon de négocier du gouvernement et celle de la CONFECH et de la CONES. En revanche, l'ACES représente tout l'opposé, à savoir comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, un modèle de participation directe, horizontal et fluctuant, ancré sur une assemblée floue[163].

La CONES est associée aux partis politiques traditionnels et critiquée par sa structure organisationnelle (E1, E2, E4, E8, E10, E11). Cette critique vise donc à l'autonomie de l'organisation ainsi qu'à son travail de participation. Ce manque d'autonomie supposée a plusieurs conséquences. Il s'agit d'abord d'un manque de réflexion au sein de la CONES :

> *« Je ne sais pas s'ils auront des réunions avant l'assemblée, mais (...) le modérateur arrivait avec l'ordre du jour et il te disait "il faut faire ça, il y aura une marche tel jour que nous allons convoquer, êtes-vous d'accord ?" (...) tout venait déjà planifié d'avance » (E8).*

Il s'agit également de l'absence de participation réelle des élèves. D'abord parce que la CONES travaille seulement avec les bureaux d'élèves en excluant ainsi une diversité de formes de participation.

> *« Pour entrer tu devais appartenir à un bureau d'élèves du lycée et pour être là, tout ton lycée devrait avoir voté et si non, tu n'en peux pas, les élèves de base ne pouvaient pas y entrer ou les élèves qui voulaient s'informer ne pouvaient pas y assister » (E3)*

Bien qu'il existât le soupçon que les bureaux d'élèves pouvaient ne pas être représentatifs des élèves, le principal problème était la conformation même de ces organisations. Nombreux étaient les bureaux d'élèves, qui avaient eu des problèmes pour se conformer à cause de la peur de la direction des lycées d'une nouvelle phase de mobilisation. En conséquence, plusieurs ne se conformaient pas ou étaient désignés par la direction même (E8). De plus, la CONES naît au sein des lycées emblématiques du centre-ville, donc elle tendait à exclure la participation des lycées de la banlieue. L'élitisme de la CONES était aussi souligné (E1).

[163] Voir notamment l'encadré Encadré 2 et la partie concernant la fondation de l'ACES à la page 270.

Le manque de réflexion avait un impact direct sur la participation. Comme la citation commençant par « *Je ne sais pas...* » indique, la CONES était critiquée par l'absence de participation de base dans la prise de décisions. Tout serait décidé d'avance par le comité national et par les représentants régionaux, en négligeant l'énorme diversité du mouvement. En fait, il n'existait pas d'espace pour des initiatives autres que celles de la direction nationale.

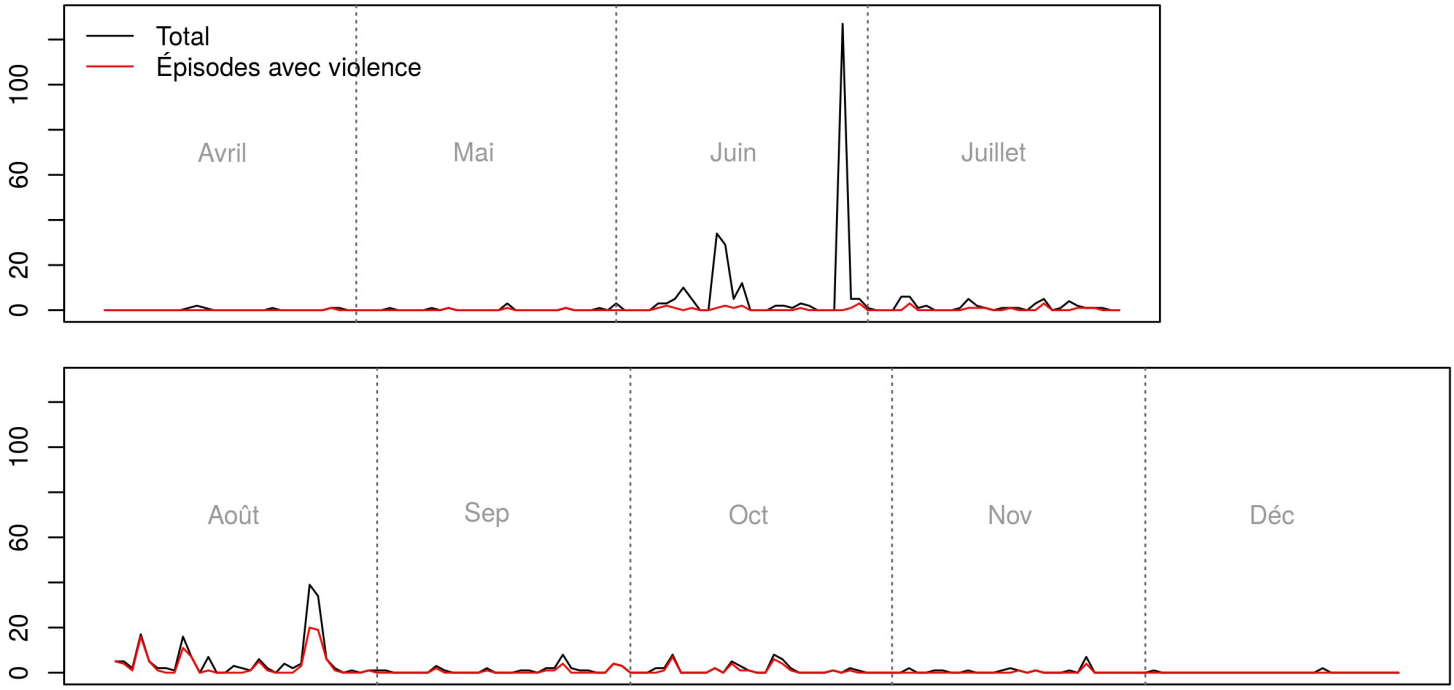
À la différence de la révolution des pingouins, cette nouvelle vague de protestation a été coordonnée principalement par les étudiants des universités publiques de la CONFECH (Confédération des fédérations d'étudiants du Chili) auxquels le mouvement des élèves du secondaire rejoint dans un deuxième moment. Pourtant, cette vague commence par intermédiaire d'une université privée : la « *Universidad Central* ». Sauf quelques exceptions, les universités et les lycées publics ont historiquement organisé les mobilisations éducationnelles dans le pays. L'éducation privée, quoiqu'existante depuis longtemps, a eu un fort accroissement pendant la dictature, quand les universités privées sont créées[164]. Depuis cette époque-là, sa participation politique a été très limitée et même la création de fédérations d'étudiants au sein des universités et de bureaux d'élèves est récente et très contestée par la direction des établissements. Bien que sa participation n'ait pas été universelle, l'une des caractéristiques de ce cycle a été en fait la participation du secteur privé et sa politisation. Ce fait démontre la transversalité au niveau social du cycle du 2011. Aujourd'hui, son implication est beaucoup plus importante, notamment dans le cas de certaines universités privées.

Les étudiants de la « *Universidad Central* » protestaient pour l'association d'une entreprise avec l'université : « *l'Universidad Central » est le reflet de ce qui arrive de nos jours (...) où les groupes économiques vont passer au-dessus des étudiants...* », disait la présidente de la fédération pendant une marche (Radio Cooperativa, 21 avril 2011). En effet, les cinq épisodes de protestation des étudiants de cette université en avril seront le préambule d'une année très mobilisée, où la lutte contre le lucre guidera encore une fois les actions au sujet de l'éducation. Pour la fin de ce mois, la CONFECH annonce une vague croissante de manifestations qui commence par une marche qui rassemble sept mille personnes, dont des étudiants des universités privées et publiques, des élèves d'enseignement secondaire et des enseignants. Outre cette marche, la CONFECH annonce

[164] À savoir le système d'éducation privée subventionnée. Ce système implique le co-financement des écoles et des lycées entre l'État et les parents. Il a été fort critiqué pendant ces cycles parce qu'il facilitait l'obtention des bénéfices économiques aux gestionnaires des établissements éducationnels. Récemment, il a été aboli (voir note 157).

également un appel à une grève nationale pour le 12 mai, laquelle sera soutenue par le président du syndicat d'enseignants qui annonce aussi une augmentation des protestations.

Graphique 14: Cycle de manifestations éducationnelles 2011 (1 avril- 31 décembre 2011, par jour)



Source : Base de Données Désagrégées

Le Graphique 14 montre l'évolution du cycle entre avril et décembre 2011. 590 événements protestataires, liés au sujet de l'éducation, ont été identifiés à partir de l'information de la presse dont 192 avait recours à la violence (violence isolée=9,8 % ; violence généralisée= 20,5 %). Cela fait 2,14 épisodes par jour. Si l'on considère que le 59,3 % des élèves d'enseignement secondaire déclare avoir participé aux mobilisations pendant 2011 (UNICEF, 2014), on peut estimer les dimensions de ce cycle de protestation : au moins à Santiago, le système éducationnel secondaire et universitaire a pratiquement été paralysé pendant six mois. En outre, ce graphique semble montrer que la vague ne se concentre que pendant les mois de juin et d'août, cependant il ne montre que la quantité de nouveaux épisodes par jour et non pas sa durée. En effet, une autre caractéristique de ce cycle est la durée des occupations qui se déclenchent à partir de juin. Au total des épisodes, 50,2 % correspondent aux occupations, qui ont eu une durée moyenne de 31,6 jours, ayant un maximum de 221 jours. Un pourcentage important de lycées a donc été occupé pendant une grande partie du deuxième semestre, même si la quantité de nouveaux épisodes a diminué considérablement à partir de la fin octobre. Cette vague a davantage été un marathon qu'une course. Outre les occupations,

pendant cette vague, les manifestants ont utilisé les barricades (23,7 %), les manifestations non spécifiques (11,4 %) et les marches (7,6 %). À la différence de la vague de mobilisation de 2006, où les élèves avaient hésité tout au début en ce qui concernait la manière de mener la mobilisation, pendant 2011, ils ont rapidement déclenché des occupations illégales et d'autres formes de protestation. Tandis qu'en 2006 commence par une transition entre formes mixtes de grèves et des occupations des lycées traditionnels, durant 2011, au cours de deux semaines, la plupart des lycées avaient été occupés. Ainsi, il semble que la « révolution des pingouins » et les mobilisations avant 2011 avaient été une sorte d'exercice préliminaire pour le mouvement du secondaire afin de prouver le nouveau répertoire tactique.

La mobilisation commence doucement pour les étudiants et les élèves. Les principales manifestations étaient associées à l'installation d'une hydroélectrique au sud du pays. Huit événements ont lieu au mois de mai, dont le principal a été la marche organisée dans le contexte de la grève nationale annoncée précédemment. Vingt mille manifestants se sont rendus au centre-ville pour protester. Les problèmes des universitaires arrivaient en tête de la liste des revendications : le renforcement de l'éducation supérieur, l'endettement à cause des crédits pour étudier, l'augmentation du financement aux universités publiques, des bourses pour les trois premiers quintiles de la population et la fin au lucre dans l'Éducation. Le mouvement du secondaire en revanche apparaît très peu. Au début du mois, il y a eu des manifestations, mais associées aux sujets spécifiques des lycées et parfois anodines : la reconstruction du bâtiment, l'apparition des souris ou la violence scolaire. Cependant, d'après l'information des municipalités au moins deux lycées de la banlieue ont été occupés à la fin du mois, motivés par les demandes éducationnelles.

Le vrai début de la vague a donc été en juin lorsque 256 épisodes de protestation se déclenchent, dont 227 correspondent aux occupations illégales. La CONFECH organise une nouvelle marche pour le 1er juin où vingt-deux mille personnes y participent, y compris le syndicat d'enseignants, l'association de fonctionnaires et deux recteurs d'universités publiques. À ce moment-là, le gouvernement faisait des tentatives de négociation surtout avec les universitaires. Le mouvement du secondaire pourtant commence à faire pression. D'après l'information des municipalités, deux lycées avaient déjà été occupés le 1er juin, mais la presse signale notamment les occupations des lycées Barros Borgoño et Benjamin Franklin, et de l'Internat national Barros Arana (INBA) le 6 juin. Entre le 7 et le 10 juin, 17 lycées les rejoignent. « *Nous exigions* -disait l'un des dirigeants de l'INBA-, *que l'enseignement secondaire et primaire soit public, en main de la communauté d'élèves, nous exigions la carte nationale étudiante (TNE) le 365 jours de l'année, le renforcement*

des lycées professionnels, et la reconstruction [des établissements, suite au tremblement de terre] » (Radio Cooperativa, 6 juin 2011). Les élèves exigeaient de participer à la négociation avec le gouvernement : « *aujourd'hui, nous nous organisons autour de la radicalisation des mobilisations* », et « *ce, parce que nous avons déjà vu que nous ne sommes pas écoutés* » (Porte-Parole ACES, Radio Cooperativa, 7 juin 2011). Ces occupations avaient été organisées simultanément à partir des coordinations territoriales entre les lycées du futur « *Cordon Agustinas* », une coordinatrice qui regroupera un groupe des lycées traditionnels du centre-ville (E4). À ce moment-là, la seule organisation parapluie existante était l'ACES, à laquelle rejoint à mi-juin la FEMES ou COMES (voir Encadré 5). Pour la fin de juin, la CONES naîtra et le mouvement du secondaire commence à jouer le rôle le plus important de la mobilisation.

Encadré 5: Revendications des élèves 2011

ACES	FEMES- CONES
Éducationnelles	
Éducation laïque, publique, gratuite et d'excellence pour tous De-municipalisation et ré-étatisation Fin de la LGE Fin de l'examen de sélection universitaire Fin de la discrimination d'élèves de la part du système éducationnel (non-sélection) Reformulation de la JEC Fin au décret 170 concernant les besoins éducatifs spéciaux et une augmentation de ressources pour l'Éducation spéciale Éducation sexuelle laïque, pertinente et respectueuse de la diversité sexuelle. Conseil scolaire résolutif avec la participation réelle des élèves Renforcement de la formation spécialisée des enseignants	De-municipalisation et ré- étatisation Augmentation de la contribution économique de l'État aux écoles publiques Dérogation et remplacement de la LGE et des réformes à l'éducation en discussion Fin de l'examen de sélection universitaire Assurer la gratuité de l'Éducation supérieure Renforcement de la fiscalisation de la carrière d'enseignants Limiter le nombre d'universités qui ont une formation en pédagogie Contrôle des écoles de la part de la communauté scolaire
Concernant les conditions éducationnelles	
Amélioration de l'infrastructure scolaire Amélioration de matériaux éducationnels Amélioration de salaires des enseignants Amélioration du système de fiscalisation	Amélioration du système de fiscalisation de finances des écoles Agenda de reconstruction des lycées suite au tremblement de terre
Concernant les conditions de vie d'élèves	
Alimentation gratuite et de qualité pour les élèves Santé gratuite et de qualité pour les élèves Transport gratuit pour les élèves -rétablissement de la vente du ticket individuel du transport dans le métro Le gel du tarif du transport adulte	Transport gratuit pour les élèves Assurer le 100 % de rations alimentaires de qualité de la part de l'État
Concernant les lycées et la formation professionnelle	
Un nouveau contrat d'emploi qui assure :	Stages évalués par les établissements éducationnels Stages payés égaux au 60 % du salaire d'un employé

• La qualité et la sécurité dans le travail • Des stages payés • Le droit au contrat et à la syndicalisation	Amélioration d'outils, de machines et de matériaux des lycées professionnels
Politico-économico-sociales	
Participation politique réelle des élèves Démocratisation du débat éducationnel Fin à la mercantilisation et à la privatisation de l'éducation	

Source : (UNICEF, 2014, p. 24)

Entre le 13 et le 16 se déclenche la première vague importante d'occupations des lycées, comptant 80 épisodes à Santiago. La CONFECH appelle à une grève nationale pour le 16 juin et l'ACES à une marche nationale. Cette action rassemble près de quatre-vingt mille personnes. Le gouvernement essaye de désactiver le conflit, en développant un système parallèle pour les élèves qui voulaient continuer avec les cours et en faisant avancer les vacances d'hiver. De plus, les maires de la même coalition du gouvernement commencent à annoncer le délogement des élèves des lycées occupés et des sanctions pour les manifestants, mais les lycées libérés sont rapidement repris par les élèves. Le cycle continue avec une tendance croissante. En fait, dans le contexte d'une nouvelle grève nationale convoquée par la CONFECH pour le 30 juin, la vague d'occupations la plus importante du cycle se produit : 138 épisodes ont lieu entre le 28 juin et le 1er juillet à Santiago. De plus, la marche convoquée pour le 30, rassemble plus de deux cent mille personnes. À ce moment-là, le mouvement du secondaire avait déjà commencé à diversifier le répertoire tactique : les « *flashmobs* » et les actions culturelles-artistiques apparaissent. Par exemple le « *Triller* pour l'éducation »[165], le « suicide collectif »[166] la « *genkidama* pour l'éducation »[167], ou le « marathon de 1800 heures » autour du palais « de la Moneda » qui symbolisait la quantité de milliards de dollars que l'armé recevait de la part de l'État.

Juillet est un mois de négociation et de transition. 46 nouveaux épisodes se produisent, dont les plus importants sont la marche du 14 juillet (soixante-cinq mille personnes) et le début des grèves de faim par des élèves du secondaire associés à l'ACES qui dans certains cas dépasseront les soixante-dix jours. C'est le début de la radicalisation de la mobilisation. L'ACES avait été systématiquement exclue des négociations par le gouvernement depuis le début, une situation qui continue au cours de ces négociations. Le président annonce, au début du mois, le plan « GANE » (« grand accord national pour l'éducation »), mais les étudiants et le mouvement du secondaire rejettent la

[165] https://www.youtube.com/watch?v=tR12Vi6BvrI
[166] https://www.youtube.com/watch?v=Hi_nR7MHcJk
[167] https://www.youtube.com/watch?v=3AXDKDxlnEU

proposition pour la considérer comme insuffisante et vague. Le gouvernement, dépassé par les événements, décide de changer le ministre de l'Éducation. C'est la première réussite du mouvement, mais ce n'est pas la seule. Les sondages d'opinion montraient un énorme soutien de la population aux demandes du mouvement, notamment la fin au lucre dans l'Éducation et en même temps, une chute de l'approbation du gouvernement (CEP, 2011). 80 % des personnes interviewées ont indiqué qu'elles étaient contre du lucre et 55 % ont considéré comme légitime la participation aux manifestations. Pour sa part, juste 26 % approuvaient la gestion du gouvernement et 58 % considéraient que la gestion du conflit éducationnel avait été très mauvaise.

La fin juillet marque un point d'inflexion de la mobilisation. À ce moment-là, la radicalisation de deux positions conflue. Celle du gouvernement qui, à cause de la chute dans les sondages et le manque de réponse des manifestants, décide de durcir l'action contre les manifestations et celle des manifestants, qui commencent une escalade de violence. Cette confluence donne naissance au soi-disant « août noir » ou au « jour du réveil citoyen » (P21, P26). Le gouvernement avait présenté le 1er août une dernière proposition[168] aux représentants du mouvement, sauf l'ACES, une proposition qui sera rejetée par les assemblées. « *L'esprit du document que le ministre Bulnes nous a fait parvenir continue sur la même ligne mercantiliste de l'éducation* », disait un porte-parole de la CONES (Radio Cooperativa, 5 août 2011). La CONFECH, dépassée par l'ampleur de l'action de lycéens au cours de ces deux mois, décide de passer à la tête, en convoquant une journée de manifestation pour le 4 août. Tant la CONES que la CONFECH organisent deux marches, l'une pendant le matin et l'autre à l'après-midi, en montrant ainsi le principe de la division entre lycéens et universitaires. Pourtant, le gouvernement n'en autorise aucune sur l'avenue principale de la capitale. Les manifestants décident d'y marcher quand même. Il se produit en conséquence une sorte de bataille avec la police dont le résultat fut 369 détenus et 31 policiers blessés. Les barricades se multiplient pour confronter la police tout au long de la journée, l'un des locaux d'une chaîne de magasins fut brûlé et le soir des « *cacerolazos* »[169] se sont entendus dans plusieurs points de la capitale. Entre le 1er et le 10 août, soixante-deux nouveaux épisodes se produisent dont 45 barricades, 11 manifestations, 2 marches, 2 occupations et 2 attaques.

[168] Il s'agit de la dé-municipalisation progressive des lycées ayant de mauvais résultats, d'assurer la qualité de l'éducation comme un droit constitutionnel, de l'augmentation de la contribution économique à l'éducation publique, du renforcement des lycées professionnels, d'accélérer la reconstruction, de renforcer la participation des étudiants et des élèves, du renforcement du système de fiscalisation, de la restructuration du système de bourses et de crédits d'éducation, de l'amélioration du système d'accréditation des universités, de la modernisation de la carrière des enseignants, entre d'autres mesures. (Radio Cooperativa, 1er août 2011).

[169] Faire sonner les casseroles. Un type de manifestation symbolisant le manque de nourriture qui date de la période de l'Unité populaire et qui s'est répandu pendant la dictature.

Illustration 15: "cacerolazos" pendant la nuit du 4 août

Source : http://www.emol.com/noticias/nacional/2011/08/05/496236/minuto-a-minuto-cacerolazos-en-varias-zonas-de-santiago-final.html

Du fait de la violence de ces épisodes, les organisateurs décident d'appeler à plusieurs marches, dont la trajectoire fut négociée avec le gouvernement : la marche de la famille le 7 août (douze mille participants), la marche de la grève nationale du 9 (soixante-dix mille), la marche des parapluies du 18 (soixante-quinze mille personnes sous la pluie), le dimanche familial du 21 (cinq cent mille), et la marche de la grève nationale de la CUT du 25 (cent cinquante mille). Au total, ces marches provoquent à peine 75 arrestations et 23 policiers blessés. Pourtant, l'escalade de radicalisation ne s'arrête pas. Tout au long du mois, des barricades et des attaques se produisent hors ces marches. Vers la fin du mois, la journée de protestation allant du 18 au 27 d'août, dans le contexte de la grève nationale de la CUT du 24-25, produit 99 épisodes, dont quarante barricades, sept attaques et cinq pillages entre autres. Il en résulte 937 arrestations, 105 policiers blessés, 37 manifestants blessés et la mort d'un adolescent de 16 ans.

Le gouvernement dénonçait la radicalisation des manifestations et de la violence des manifestants depuis le début, pourtant comme mentionnée dans le Chapitre 3, la radicalisation de la protestation a davantage été tardive. Le Graphique 14 montre clairement que les actions violentes se développent plutôt à partir du mois d'août. Du total de 3367 arrestations du cycle, 609 avaient été

détenus jusqu'à la fin juin. Et du total de policiers blessés (366), moins du 10 % subissent des blessures à la même date. Ces données font preuve aussi du changement de stratégie du gouvernement et de la police, laquelle devient plus répressive. Il a eu 1378 détentions seulement en août. C'est aussi un point d'inflexion du répertoire tactique des élèves et des étudiants qui ont eu tendance à la fragmentation et à la multiplication d'actions notamment à travers les barricades.

Illustration 16: Carte d'occupations des lycées pendant l'année 2011 à la commune de Santiago (quadrillage = 300 m)

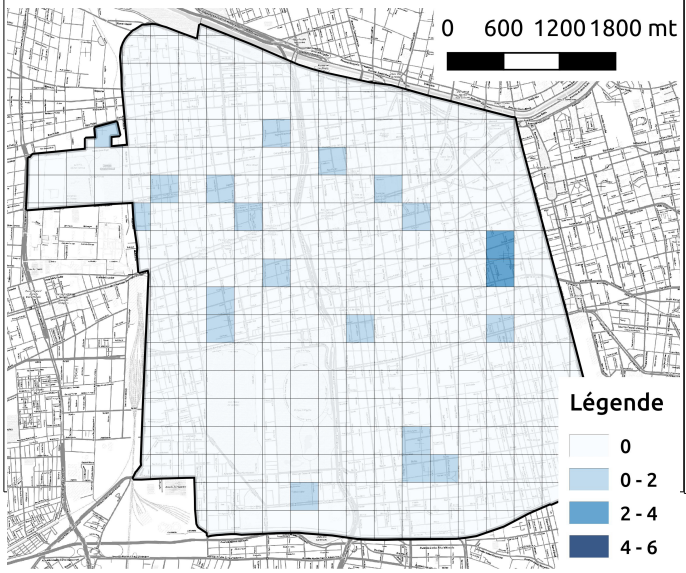
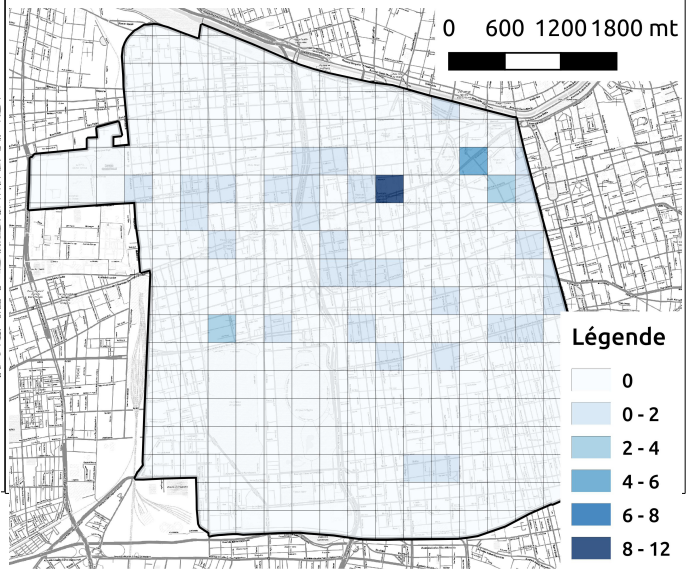


Illustration 17: Carte de barricades pendant l'année 2011 à la commune de Santiago (quadrillage = 300 m)



Source : Élaboration personnelle

Si l'on applique un quadrillage de 300 m par 300 m à la carte de la commune de Santiago, on observe une certaine correspondance entre l'emplacement des occupations des lycées et l'emplacement des barricades. En effet, il existe une corrélation positive, significative, mais pas très forte entre le nombre de barricades et le nombre d'occupations par cellule ($r=0,216$; $p<0,01$). Étant donné que les barricades font partie du répertoire tactique tardif du cycle 2011, il est possible qu'une partie importante des barricades ait été montée devant ou aux alentours des lycées occupés, une fois que les élèves ont considéré que ces demandes n'ont pas été écoutées.

Le gouvernement décide de convoquer la CONFECH, la CONES, le syndicat d'enseignants et les recteurs des universités à une nouvelle réunion de négociation pour le 3 septembre, en excluant encore une fois à l'ACES qui appelle à une marche non autorisée : « *la convocation répond au fait que nous n'avons pas été invités à la rencontre de dialogue (...) Nous considérons que toutes les*

instances sociales n'y sont pas représentées » disait son porte-parole (Emol, 2 septembre 2011). Les élèves en grève de la faim proposent de lever la grève si le gouvernement inclut l'assemblée dans la négociation[170]. Pour sa part, la CONFECH a exigé certaines conditions afin de participer aux rencontres : le gel des projets de loi envoyés au parlement, l'inclusion de la fin du lucre dans la discussion et la fin de la répression. La rencontre a finalement eu lieu avec la participation de tous les acteurs y compris l'ACES. Pourtant elle échoue en raison des divergences concernant la gratuité de l'éducation. Le gouvernement voulait focaliser la gratuité dans les secteurs les plus vulnérables. La porte-parole de la CONFECH dit « *il n'y a pas une disposition réelle du gouvernement pour construire un système d'éducation publique gratuite* » (Emol, 5 octobre 2011).

Les mobilisations continuent début septembre, mais elles sont moins nombreuses à la suite d'un accident d'avion où un groupe des célébrités meurent. Le répertoire tactique continue sur une voie davantage de disruption et d'illégalité. Ce sont ainsi les barricades et les marches non autorisées qui prédominent. Cependant, à la fin du mois les rassemblements massifs retournent : la marche du 14 ayant une participation de quinze mille personnes ; la marche du 22 ayant une participation de quatre-vingt mille personnes et la marche avant la rencontre de dialogue du 29, ayant une participation de soixante-quinze mille personnes. Ce mois-ci fait également preuve du début des divisions du mouvement. Dans une université sous le contrôle du PC, le président subit une votation qui voulait sa démission. Le président d'une fédération d'une université au sud du Chili demande son inclusion dans la rencontre de dialogue en tant qu'acteur indépendant à la CONFECH, en raison des différences avec la confédération. Au début du mois, une marche non autorisée est convoquée par un groupe désengagé de la CONES. Ce sont notamment des groupes qui se détachent des instances associées à la voie institutionnelle.

> *« Il y a des différences à l'intérieur du mouvement -disait la porte-parole de la CONFECH-. c'est légitime et passe. Il y a une méfiance contre les partis politiques, il y a la présence d'organisations anarchistes et bien évidemment, il y a des différences, mais cela ne limite pas l'unité »* (Emol, 20 octobre 2011)

Pour leur part, la pression et la répression sur le mouvement augmentent. Notamment, le maire de l'une des communes les plus riches du Chili (Providencia) ordonne le délogement des élèves des lycées occupés et menace d'expulser les dirigeants, d'annuler l'inscription scolaire de l'année prochaine de tous les élèves qui n'habitent pas dans la commune et de poursuites criminelles, etc. Les marches sont de moins en moins autorisées. En outre, le gouvernement annonce en octobre, un projet de loi pour criminaliser les occupations illégales d'établissements qui sera fort contesté. La

[170] La grève finirait finalement avec la promesse de la participation de tous les acteurs.

marche non autorisée du 6 octobre par exemple est rapidement réprimée par la police, ayant pour résultat 249 détenus et 44 policiers blessés. Étant réprimées, les manifestations sont remplacées par les barricades et les affrontements avec la police pendant la nuit.

Le syndicat d'enseignants convoque à un plébiscite citoyen le 7 octobre où plus d'un million de personnes votent, dont la plupart a soutenu les demandes éducationnelles du mouvement. Le 18, prévoyant la livraison des résultats, une marche est organisée, qui convoque cent vingt mille personnes, étant le dernier grand rassemblement du cycle. La journée de protestation allant du 18 au 20 octobre compte avec 16 épisodes, ayant pour résultat 303 détenus et 27 policiers blessés. Ce sera également le dernier événement multiple important. Les mois de novembre et de décembre comptent seulement 21 épisodes, dont les plus importants sont la marche familiale (vingt-sept mille participants) et la marche du 18 novembre (vingt-cinq mille participants).

Les lycées et les universités commencent à se dés-occuper, soit par la police soit par ses propres manifestants. Il existe encore une fois un sentiment de frustration entre les manifestants. Après six mois de mobilisation, ils n'ont rien obtenu. Le 29 novembre, le parlement approuve le budget national pour l'année prochaine sans prendre en considération les recommandations du mouvement. Cette frustration est adressée aux mêmes dirigeants : deux présidents des fédérations d'étudiants se font agresser lors d'une rencontre de la CONFECH. L'acte de cette rencontre signale : « *aller au parlement est une instance de trahison au mouvement des étudiants parce que même à ce moment, les mêmes personnages continuent à convenir des accords en secret* » (Radio Cooperativa, 23 novembre 2011). Tout cela pour faire référence aux porte-paroles. Le siège du syndicat d'enseignants est attaqué à coups des pierres. C'est finalement la voie institutionnelle qui est attaquée et critiquée sur tous les fronts. Notamment la méfiance envers les partisans du PC à savoir Camila Vallejos, la porte-parole du mouvement et présidente de la fédération d'étudiants de l'Université du Chili, le président de la fédération de l'université de Santiago (Camilo Ballesteros), le président du syndicat d'enseignants (Jaime Gajardo) et certains membres de la CONES. Tant Camila Vallejos que Camilo Ballesteros perdront les élections dans ses fédérations à la fin de l'année. Cependant, les conséquences pour nombreux élèves seront encore pires : la plupart perdront l'année scolaire et plusieurs seront expulsés de leur lycée. Le nouveau ministre d'éducation démissionnerait à la fin de l'année, après six mois de travail. À mi-janvier 2012, les derniers lycées occupés seront libérés.

Malgré ces conséquences, les élèves et les étudiants se sont mobilisés tout au long de 2012. 117 épisodes de protestation se sont produits pendant cette année, dont 56 % ont été des occupations, 21,4 % des marches et 14,5 % des manifestations non spécifiques. À la différence de l'année dernière, la grande majorité des événements a été pacifique (79,5 %). Une autre caractéristique importante de la période a été l'importance renouvelée de l'ACES dans le cadrage et l'organisation des manifestations et la disparition médiatique de la CONES. Le début de l'année scolaire a été marqué par les mobilisations pour faire pression pour la réincorporation des élèves expulsés ou dont l'inscription scolaire avait été annulée. Sauf la marche non autorisée convoquée par l'ACES (7500 participants), la plupart ont été des actions spécifiques contre certains maires. À ce moment-là, la porte-parole de l'ACES disait : « *Je ne peux pas exclure ni les occupations ni les marches, parce que chaque lycée évalue s'il en opte ou pas* » (Radio Cooperativa, 6 mars 2012), en soulignant ainsi l'importance des décisions des bases du mouvement et non pas des organisations parapluie. Le mois est aussi marqué par le conflit et soulèvement de la ville d'Aysen au sud du pays. La CONFECH organise une marche de soutien le 21 mars où quatre-vingt mille personnes y assistent.

Les actions sont éparpillées entre les mois d'avril et de mai. La marche du 24 avril fut agréablement surprenante pour les organisateurs. Soixante-cinq mille personnes y ont assisté en faisant preuve de la force du mouvement, malgré les coûts du 2011. Les demandes ont été les mêmes : une éducation publique, gratuite et de qualité. « *Nous sommes parvenus à faire sortir la banque de l'éducation*[171] -disait le président de la Fédération de l'université Catholique-, *mais nous continuons à avoir les frais de scolarité les plus chers du monde* » (Emol, 25 avril 2012). 20 jours après et une semaine avant le message présidentiel du 21 mai, cent mille personnes se sont rassemblées à ce même sujet.

Le mois de mai est aussi associé à la fermeture de « l'université privée de la Mer », un fait qui prouvera l'utilisation des institutions d'éducation de mauvaise qualité de la part de fonds d'investissement afin d'obtenir des bénéfices[172]. L'université perdra la reconnaissance du Ministère de l'Éducation à la fin de cette année et ce scandale permettra de justifier et de relancer les mobilisations au cours de l'année. Tant la CONES que l'ACES convoquent des marches contre le lucre pour le 20 et le 28 respectivement. La marche de la CONES ne convoque que six mille manifestants, tandis que pour la deuxième y assisteront soixante-quinze milles. Cette double

[171] La banque était chargée de gérer les prêts pour l'éducation supérieure.

[172] L'université louait aux entreprises immobilières appartenant à la même société propriétaire de l'université le siège où elle travaillait pour un montant plus élevé que le prix courant. Ainsi la société propriétaire obtenait des bénéfices de l'université sans augmenter la qualité de la formation des étudiants. Ce mécanisme est aussi utilisé par plusieurs propriétaires des universités privés (Radio Cooperativa, 20 juin 2012). De plus, « l'Université de la Mer » avait transféré des milliards de pesos à une société sous le contrôle d'ex-recteurs, n'avait pas payé les salaires aux travailleurs et montrait des irrégularités dans le processus accréditation (Emol 26 décembre 2012, la Tercera, 24 juillet 2012, Ciperchile, 31 janvier 2012).

convocation démontre la distance entre les deux associations d'élèves et la perte d'importance de la CONES. La marche du 28 fut « volée » à l'ACES par les universitaires qui convoquent aussi la même date.

La vague de mobilisations commence à proprement parler le 31 de juillet quand les élèves associés à l'ACES occupent le lycée « *Confederación Suiza* ». La vague se prolonge jusqu'à la fin de septembre de façon relativement continue, ayant 51 occupations, dont 10 aux institutions autres que les lycées ou universités et 16 marches. Aux demandes historiques d'une éducation publique, gratuite, de qualité et dé-municipalisée, s'est ajouté le fort rejet au projet de loi soi-disant « loi Hinzpeter »[173], qui criminalisait les occupations et les manifestations. En fait, malgré le caractère pacifique des occupations, la répression s'en fait sentir. Au cours de la vague, 969 arrestations se produisent et dans 35,9 % d'événements la police a utilisé au moins une forme de répression. Si l'on considère que la violence a été exercée par les manifestants dans 19 % des épisodes, dont la plupart ont été une action violente isolée, la répression a donc été l'une des caractéristiques de ce cycle. « *Carabineros* » fut accusé de plusieurs actes de répression et de violence. Ils sont par exemple accusés par les étudiants de lancer un étudiant d'un pont à Santiago et de frapper un autre au point de le mettre KO. Finalement, un policier fut expulsé de l'institution par ces faits. De plus, les manifestants les accusaient d'utiliser des infiltrés dans les manifestations, qui en provoquant des dégâts permettaient l'action de « *carabineros* ». Les maires, moins tolérants qu'auparavant, ont ordonné rapidement le délogement des élèves, qui répondaient avec une nouvelle occupation. «*...Il y a de la violence lors de la répression et les droits des enfants comme réponse à nos demandes sont violés. Cela produit seulement une radicalisation* » disait la porte-parole de l'ACES (Radio Cooperativa, 13 août 2012). Ainsi, le cycle « *occupations, délogement et ré-occupation* » fut le modèle tactique de la période. Plusieurs marches et manifestations se sont organisées localement contre les maires. Le grand nombre de marches dans une aussi courte période répond également à une stratégie de décentralisation, notamment de la part de l'ACES, qui promouvait plusieurs actions au niveau local. Le cycle arrive à son sommet avec la marche du 28 août, où quatre-vingt mille manifestants se rassemblent.

À partir de septembre, les épisodes diminuent. 14 en septembre et 11 à partir d'octobre, dont l'épisode le plus important fut la marche du 27 septembre (trente-sept mille participants), convoquée par l'ACES, la CONES et la CONFECH, afin de faire pression pour participer à la discussion du budget du gouvernement pour l'année prochaine. En dépit de cette diminution,

[173] Le ministre de l'Intérieur.

l'ACES gagne en visibilité avec la campagne « *Je ne prête pas le vote* » qui faisait allusion aux élections municipales d'octobre où elle promouvait le boycotte :

> *« Notre idée est de créer une contre-campagne aux élections municipales parce que la responsabilité appartient à l'institutionnalisme politique et cette démocratie ne représente pas les intérêts du peuple dans son ensemble »* (porte-parole ACES, Radio Cooperativa, 28 septembre 2012)

C'était une attaque directe à l'institutionnalisme démocratique. Les partis politiques de tous les secteurs réagissent négativement à cette campagne en disant que l'ACES était un secteur minoritaire ou anarchiste ou qu'il s'agissait d'une grande irresponsabilité le fait d'appeler à une telle campagne. En janvier 2012, la loi de vote volontaire et d'inscription automatique avait été promulguée, en réponse à la diminution de l'inscription électorale, notamment des jeunes, à partir de la ré-démocratisation du pays. Les élections municipales de 2012 étaient la première tentative à la suite de la promulgation de la loi. L'ACES organise des occupations d'institutions du gouvernement et de boycotts à leurs actes pendant les mois de septembre et d'octobre. Dans un communiqué de presse, ils soulignent :

> *« Cette année, les élections seront marquées par l'implémentation de l'inscription automatique et le vote volontaire. Avec cette mesure, ils espèrent que les jeunes nous incorporons à la démocratie que se traduit par un vote exécuté à quelques années d'intervalle. Nous disons NON. Nous ne validerons pas un système institutionnel dont le seul résultat, depuis les commencements de ce siècle, a été d'ignorer les demandes juvéniles et d'essayer de tromper les étudiants avec des réformes qui ne changent rien en réalité. La seule chose qu'ils ont faite a été de maquiller un système qui bénéficie à ses propres familles, à toujours aux mêmes, en n'améliorant pas la qualité ni la justice du système éducatif. Les jeunes du secondaire de l'ACES nous ne tomberons pas dans le piège »* (Radio Cooperativa, 15 octobre 2012)

Les autres acteurs sociaux du mouvement (CONES, CONFECH, etc.) prennent peu à peu distance de la campagne de l'ACES. La CONES par exemple appelle voter par les candidats qui soutiennent les demandes du mouvement pour l'éducation. Le jour des élections, près de 60 % des personnes ayant le droit de voter ne le font pas. Peu importe aujourd'hui si l'appel de l'ACES a eu une influence sur la votation, ce pourcentage fait cependant preuve de la syntonie entre cet appel et la perception de la société chilienne. Autrement dit que le fait de voter ne fait aucune différence. Cette syntonie fait aussi preuve de la non-conformité avec l'institutionnalisme en vigueur, avec les partis politiques et avec la façon dans laquelle le pouvoir est exercé. Nombreux étaient les « anarchistes ».

Chapitre 9 : Construction contentieuse du mouvement du secondaire

9.1. Stratégie contentieuse

Pendant cette période, quatre luttes semblent organiser la mobilisation des élèves : la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des élèves, la lutte contre la répression, la lutte pour la démocratisation et la déconcentration et la lutte contre les inégalités dans l'éducation.

La ***lutte pour l'amélioration des conditions de vie des élèves*** a été présente tout au long de l'histoire de la mobilisation du secondaire. Il s'agit de revendications partielles et conjoncturelles qui cherchent à améliorer les conditions, notamment matérielles, de la vie scolaire quotidienne. L'une de premières revendications était en lien avec le tarif du transport, encore en vigueur de nos jours. Cette revendication s'est matérialisée en une bataille constante contre les autorités. À la fois pour empêcher l'augmentation des prix (bataille de Santiago), mais aussi, pour tenter de les réduire (*« mochilazo »*). Depuis l'autorisation gagnée d'utiliser la carte d'étudiant à l'année, les revendications ont évolué vers la demande de gratuité des transports. D'autres revendications partielles ont été associées à l'infrastructure des lycées, soit comme faisant partie des revendications du mouvement national des élèves soit comme des revendications internes aux autorités de chaque lycée ou aux autorités municipales. La reconstruction de bâtiments suite au tremblement de terre du 2010 fut l'une des revendications les plus importantes de la vague de 2011. Cependant, plusieurs sondés ont également fait allusion à des conditions hétérogènes et spécifiques comme l'état des toilettes, les meubles de la salle de classe, le besoin de bibliothèques, etc. Un dernier groupe de revendications a été lié aux espaces de récréation et de réunion tels que le droit à peintre des murales ou des graffitis, le droit à avoir une radio ou le droit à avoir un espace de réunion pour le bureau d'élèves. Bref, toutes ces revendications cherchent à faciliter le déroulement normal de la vie scolaire et de la formation.

Les stratégies et les actions associées à cette lutte ne sont pas très loin de celles associées aux autres luttes et ainsi, elles seront décrites dans la partie suivante liée aux stratégies et aux actions transversales. Cependant, deux stratégies semblent être plus spécifiques : la coordination territoriale et le contournement de l'autorité du lycée. Dans le premier cas, il s'agit d'associer les demandes des

lycées proches l'uns des autres afin de demander aux autorités municipales de résoudre le problème. La deuxième stratégie consiste à contourner l'autorité du lycée afin de faire la demande à l'autorité locale.

La répression des actions des élèves a été effective pendant toute la période à l'étude, en prenant des formes diverses d'action. La plus évidente est l'action directe de la police par la voie des stratégies de contrôle de foules (lacrymogènes, canon à eau, etc.) et l'usage de la force (violence). Dans ce cas, la stratégie a souvent été le recours à la violence sous la forme de l'autodéfense (voir ci-dessous). Cependant, la répression des autorités locales et nationales, en réponse aux vagues de protestation, a également été très importante. Cette répression s'est traduite en : criminalisation de la protestation, notamment des encagoulés et des occupations (Loi « Hinzpeter ») ; poursuites judiciaires ; expulsion des lycées et le non-renouvellement de l'inscription scolaire ; la persécution des leaders du mouvement à l'intérieur de ses lycées ; les barrières à la constitution de bureaux d'élèves, etc. Ainsi, l'une des luttes importantes que les étudiants du secondaire ont dû mener a été la ***lutte contre la répression***. La revendication est simple et a fait partie de la requête du mouvement de 2011 : éliminer toutes les formes de répression, notamment la persécution politique, les poursuites judiciaires et la réintégration des élèves expulsés des lycées. Les stratégies et les actions ont été mixtes. D'une part, les élèves ont fait appel aux formes traditionnelles et transversales (voir ci-dessous), c'est-à-dire la délégitimation de l'autorité ; la visibilité des revendications ; la négociation au moyen de marches, manifestations, barricades, etc. ; et les actions visant à entacher l'autorité publique. D'autre part, ils ont utilisé des formes plus institutionnelles comme porter plainte ou faire appel aux recours de protection des droits dans le système de justice. En réponse à la vague de 2011, le maire de la commune de Providencia à Santiago a décidé d'expulser les élèves qui avaient participé à ces faits, d'empêcher l'inscription scolaire pour tous ceux qui avaient participé et qui habitaient hors la commune de Providencia et de porter plainte aux tribunaux. Plusieurs marches locales se sont donc produites afin de protester contre ces mesures de répression, ainsi que des tentatives de négociation avec l'autorité. Finalement, suite aux plaintes des parents et des élèves, la justice a considéré ces mesures comme une violation au droit à l'éducation et a obligé la réintégration des élèves expulsés.

Deux luttes sont au cœur des demandes des élèves : la ***lutte pour la démocratisation*** et la déconcentration et la ***lutte contre les inégalités dans l'éducation***. Les deux, comme j'expliquerai ci-dessous, sont en lien avec l'éthique de lutte sociale du mouvement. En résumé, elles traitent le sujet de la demande de déconcentration et de la demande d'horizontalité. Les deux premières luttes

déjà décrites peuvent en fait être considérées comme des manifestations de ces luttes principales ou comme des luttes partielles qui alimentent le cœur des revendications. Elles sont également, comme j'ai expliqué dans le chapitre 3[174], des manifestations des transformations sociétales, dans le contexte politico-éducationnel. C'est ainsi qu'elles représentent des points de résonance entre la société et le mouvement et qui expliquent partiellement le soutien de la société chilienne aux demandes des étudiants et des élèves.

Dans le cas de la ***lutte pour la démocratisation et la déconcentration***, il s'agit de la question du pouvoir dans la société :

> *« nous soutenons, je pense, un pouvoir alternatif, un pouvoir alternatif au pouvoir de l'État, au pouvoir bureaucratique, c'est-à-dire un pouvoir dans lequel les gens se trouvent dotés de pouvoir [empoderada] (…) nous voulons des gens dotés de pouvoir et qu'ils prennent le contrôle de l'éducation et qu'ils prennent le contrôle des moyens que le gouvernement peut remettre » (E1).*

Il s'agit donc d'opposer un pouvoir centralisé (l'État) à un pouvoir décentralisé où les personnes et les communautés puissent décider de façon autonome leur avenir. Comme tel, cette lutte porte un regard critique sur la façon dans laquelle les décisions sont prises et ainsi, c'est une critique de la démocratie représentative « *nous ne sommes pas d'accord avec cette démocratie représentative qui est en vigueur dans le pays* » (E6). La campagne « *je ne prête pas le vot*e » ciblait justement cette problématique. La déconcentration implique ainsi forcément la quête d'une vraie démocratisation du pays : « *si cette nouvelle organisation fonctionne, nous devrons l'agrandir et [ainsi] nous pourrons aussi construire une démocratie beaucoup plus représentative dans le pays* » (E19). Dans le cas des élèves, ces deux concepts sont en relation directe avec l'idée de « pouvoir populaire », à savoir, le fait que le pouvoir reste dans les bases, les communautés et les individus. Ces trois concepts -déconcentration, démocratisation et pouvoir populaire- sont également au cœur des revendications historiques des mouvements sociaux dans le pays depuis le début de la république, comme il a été signalé par Salazar et Pinto (1999a).

Cependant, cette lutte ne reste pas dans la critique du système de pouvoir du pays, elle est également mise en œuvre à l'échelle scolaire :

> *« Nous avons été élus parce que nous avons un discours, qui est finalement ce que nous croyons, lequel consiste à dire que le bureau d'élèves doit finalement perdre un peu de pouvoir et devenir une entité qui ne soit déjà plus là-haut (…) et nous, ce que nous avons fait est de le faire descendre de l'Olympe et qui reste ici, à la portée de tous » (E4).*

[174] Voir notamment la partie « La déconcentration organisationnelle » du chapitre 3 à la page 138.

En fait, plusieurs lycées ont remplacé la structure institutionnelle du bureau d'élèves par une assemblée où n'importe qui peut participer.

La demande la plus importante de cette lutte a été la dé-municipalisation de l'éducation. Pendant la dictature et dans l'esprit du « *new public management* » et de l'économie libérale, l'État avait transféré la gestion des établissements scolaires aux municipalités, sans pour autant avoir assuré les sources de financement (Donoso, 2013b). Ainsi, les élèves demandent de ré-étatiser l'éducation publique. À l'œil nu, cette demande semble contradictoire avec la demande de déconcentration, cependant cette sorte de ré-centralisation est corrigée avec la demande du « contrôle communautaire », notamment de la part de l'ACES :

> *« Le contrôle communautaire exige que les lycées ne soient plus administrés par la municipalité, mais qu'ils soient administrés par la communauté scolaire : de quoi je parle ? Que les professeurs, les parents, les élèves [et] les autorités du lycée soient ceux qui prennent en charge le lycée concernant l'ordre, le niveau administratif, en ce qui concerne l'argent, les ressources et tout cela et ce qui touche les thématiques qui seront accordées à l'intérieur de l'établissement. Ainsi, ce seront les trois entités qui décideront » (E3)*

Certains vont au-delà de cette revendication et demandent aussi d'impliquer la communauté autour des lycées ainsi que de contextualiser le curriculum scolaire à la réalité de chaque localité :

> *« Aujourd'hui, les politiques éducationnelles sont définies d'un coup par le ministère de l'Éducation et il définit les politiques éducationnelles d'Arica à Punta Arenas [du nord au sud du pays] et si j'habite à Antofagasta, je ne serais pas intéressé par apprendre le secteur portuaire comme je le serais si j'habitais à Talcahuano » (E1).*
>
> *« [Le but est] que les communautés participent et que les communautés soient celles qui proposent les façons d'apprendre » (E12).*

Dans la même logique de déconcentration se retrouve la demande de « conseil scolaire résolutif ». Chaque lycée doit avoir créé un conseil scolaire qui incorpore la participation des différents représentants de la communauté scolaire, afin d'intégrer leurs opinions dans la prise de décision. Malgré tout, plusieurs établissements scolaires n'ont pas créé ce conseil, ou ont freiné voire empêché la participation des élèves. Ainsi, ces organisations demandent un conseil qui soit résolutif, c'est-à-dire un conseil dont les décisions y compris celles des élèves soient contraignantes. Pour certains, cette demande est une condition préalable au contrôle communautaire. D'autres conditions préalables sont les demandes afin de modifier le manuel du vivre ensemble, un sort de constitution scolaire, ainsi que de modifier les statuts du bureau d'élèves afin d'avoir une meilleure participation.

Les stratégies contentieuses ne sont pas loin de la logique de déconcentration et elles sont reproduites tant en interne du mouvement, comme nous le verrons plus tard, notamment par rapport à la façon de s'organiser : « *de le faire descendre de l'Olympe et qui reste ici, à la portée de tous* » (E4), qu'à l'externe. Dans ce cas, il s'agit toujours de doter de pouvoir les bases, de décentraliser leurs actions et de coordonner leurs efforts. Le fait de doter de pouvoir les bases implique d'abord la formation, l'information et la conscientisation, c'est-à-dire la tentative d'ouvrir une fenêtre cognitive qui permette de délimiter les griefs ou d'aligner les cadres d'interprétations sur la réalité de la problématique.

> *« L'idée principale était d'avoir une organisation, d'avoir une perspective, d'avoir une position, de générer des espaces, d'ouvrir les espaces, d'armer des débats, de parler, de prendre les décisions entre tous » (E9)*
>
> *« Alors, la première chose est de se rendre compte que quelque chose ne va pas, comme "ici ils m'ont trompé, ici ils m'ont trompé, ici ils m'ont trompé, putain ! Il faut faire quelque chose" et c'est à ce moment-là quand les jeunes entrent, les nouvelles générations de dire : "Tu sais quoi ? ça c'est mal et nous exigeons que ce soit comme ci et comme ça et ils ne nous ont rien répondu". Alors, qu'est-ce que tu fais ? Aller chercher plus de gens du même avis » (E3)*

Ce processus d'ouverture cognitive est entendu ainsi comme le processus de politisation, mais une politisation qui n'est pas théorique ni basée sur l'idéologie, sinon contextuelle, basée sur la réalité des individus. Cependant, ce travail de politisation est incomplet s'il ne fait pas agir les individus. Ainsi la deuxième phase est la politisation par l'intermédiaire de l'action, à savoir le fait de s'organiser, de participer aux actions du mouvement.

> *« Nous nous sommes rendu compte que le problème de l'année passée était que les gens avaient compris que la campagne était "je ne vote pas et je reste chez moi en regardant la télé", alors il fallait leur faire entendre qu'il existait une virgule qui disait "je m'organise" en définitive, je ne vote pas, mais je m'organise dans ma base, dans mon quartier, dans mon assemblée de voisins, pour changer ce système » (E6)*

La dernière phase est la prise de pouvoir autonome, souvent associée à l'autogestion :

> *« voir par exemple cette radio, voir par exemple un lycée autogéré, ce sont des expressions de pouvoir » (E1).*
>
> *« Tu peux ouvrir des secrétariats sur n'importe quel sujet, dans lesquels les gars peuvent participer, faire un travail autonome du bureau d'élèves » (E10).*

La déconcentration des actions est aussi présente dans ce processus de prise de pouvoir. Il s'agit toujours de faire un travail localisé et territorial, en impliquant les communautés entourant les lycées ainsi que les autres lycées ayant des problématiques similaires. Le travail commence donc

depuis la particularité de chacun de territoires pour remonter vers les instances de participation et de coordination. L'ACES par exemple promouvait la multiplication des défilés communaux et la plupart des barricades ou des blocages de route étaient organisés de façon autonome par les lycées. Le travail de l'ACES était considéré comme un travail de plus parmi l'ensemble d'actions des élèves. Sur la base de cette déconcentration autonome, la convergence de chacune des cellules se faisait par l'entremise d'une coordination qui devait respecter leur singularité. En fait, plusieurs lycées ne participaient pas aux instances comme l'ACES ou la CONES, parce qu'ils considéraient ces instances coordinatrices comme des espaces cooptés soit par le parti communiste soit par l'extrême gauche.

La ***lutte contre les inégalités dans l'éducation*** est la lutte la plus visible du mouvement du secondaire. Les inégalités sociales sont devenues le cadre maître d'interprétation sur lequel plusieurs mouvements au Chili se sont penchés, ainsi qu'un débat accru au sein de la société[175]. La lutte pour l'égalité des droits du mouvement LGTBQ par exemple est également basée sur l'idée qu'il faut lutter contre les inégalités relatives au genre dans la société et le mouvement de *pobladores*, se base sur ce même diagnostic afin de réaffirmer le droit à la ville et le droit au logement. Ce diagnostic est fondé sur l'idée que le système social est injuste parce qu'il n'assure les bénéfices qu'à une petite partie de la société tandis que la grande majorité est délaissée. Les inégalités traversent ainsi la société tout entière, en reproduisant dans différents domaines tant les logiques de domination que les différences d'accès et de qualité aux services divers. Le pouvoir économique et politique ainsi que l'accès aux services de bonne qualité demeurent toujours dans des secteurs spécifiques et minuscules de la population, tandis que le reste de la société doit se confronter aux abus de ce groupe ainsi qu'aux services de mauvaise qualité, voire inexistants (Mayol, 2012). L'indice de Gini de 2010 (0,524) confirme cette perception, étant donné que le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires de la région, qui, elle-même, est la plus inégalitaire du globe (CEPAL, 2011).

Le néolibéralisme économique implanté pendant la dictature est considéré comme la source principale de ces problématiques notamment en matière d'éducation[176]. Le modèle d'éducation encadré à partir de ces réformes économiques a affaibli l'éducation publique, a facilité le lucre et la concurrence entre les écoles, a favorisé les inégalités de qualité et d'accès et a favorisé l'endettement des familles et des étudiants, notamment universitaires (Fazio, 2012; Mayol, 2012).

[175] Voir à la page 104 et à la page 358.

[176] L'ouvrage « *El derrumbe del modelo: la crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo* » du sociologue chilien Alberto Mayol (2012), explique avec détail les conséquences que le modèle économique a eu sur l'éducation au Chili.

Ainsi, pour les élèves, la lutte contre le système économique en vigueur est devenue une sous-lutte dans le cadre de la lutte contre les inégalités : « *c'est le système économique qu'il faut changer et en changeant le système économique, en modifiant l'ordre économique, nous changerons aussi l'éducation...* » (E1). Cette lutte est donc plus ample que le contexte éducationnel et comme telle, elle est une lutte à plusieurs échelles. Celle de la société est une lutte à long terme qui implique la convergence de plusieurs acteurs sociaux et celle propre à l'éducation est une version plus limitée qui sert à dénoncer les conséquences perverses du modèle dans ce contexte particulier.

L'égalité est interprétée par certains à partir du cadre de la lutte de classes : « *nous voulons anéantir les classes sociales et ainsi, nous voulons anéantir ceux qui produisent les classes sociales* » (E2). Cependant, même si cette dimension existe, cette lutte semble aller au-delà de cet ancien cadre d'interprétation. Cette lutte se situe davantage dans la deuxième phase de démocratisation du lien social au Chili dont Araujo et Martuccelli (2012) font mention, c'est-à-dire sur la demande d'une horizontalisation du lien qui assure en même temps les particularités de chacun. Peña indique dans une colonne que les jeunes mobilisés réaffirmaient paradoxalement l'idéologie soutenant le capitalisme, c'est-à-dire la méritocratie.

> *« … le combustible principal des jeunes est le désir ardent, de plus en plus étendu dans la sphère publique et dans la culture, que chaque vie humaine dépend avant tout de soi-même, et que la mesure du bien-être que chacun atteint soit le fruit de l'effort personnel au lieu d'être l'ombre simple du berceau. Une société où c'est l'effort et non l'héritage – ce qui été acquis au moyen du talent et non pas ce qui a été assigné par l'histoire- qui décide le destin de chacun » (2013, paragr. 7).*

Dans ce contexte, elle est davantage une demande pour l'égalité des chances au sein de l'éducation. Ceci se voit également dans le contexte de l'élection de porte-paroles : « *Le poste de porte-parole est très méritoire. Il est précédé de beaucoup de travail, de travail de base, de représentativité* » (E1). L'égalité des chances cherche à produire des individus autonomes, éclairés et réfléchis par l'intermédiaire de l'éducation.

> *« Nous voulons une éducation parce que nous voulons une meilleure société. Nous voulons une société plus cultivée, nous voulons une société plus formée pour réfléchir, plus formée pour se rendre compte des situations qu'elle rencontre ; [*pour s'en rendre compte*] si elle [*la situation*] leur sert ou non, si elle se laisse duper par quelqu'un. Qu'ils [les individus] soient capables de s'informer à partir d'un document, qu'ils ne se fassent pas avoir par les contrats, par les conditions salariales, par les conditions de travail »* (E12).

C'est à partir de cette lutte que les revendications de « fin du lucre » et de « l'éducation gratuite et de qualité » naissent, en traversant toute la période à l'étude. La fin du lucre cherche à éliminer les

bénéfices économiques au sein de l'éducation. Elle se base sur l'idée que les logiques économiques sont différentes de celles de l'éducation et que l'application de ce modèle économique a eu des conséquences funestes pour le système éducationnel, en reproduisant les énormes inégalités entre les secteurs riches de la société et les secteurs moins favorisés. Ainsi les élèves proposent et revendiquent le renforcement de l'éducation publique, une participation plus active de l'État ainsi que la gratuité complète de l'éducation. Les inégalités sont en lien avec l'accès à l'éducation, mais aussi concernant la qualité de l'éducation reçue. Au Chili, les écoles et les lycées privés ont systématiquement fourni une éducation de meilleure qualité (Bellei C, 2013; Cavieres Fernández, 2009). Conformément, le mouvement du secondaire a revendiqué une éducation de qualité universelle qui permettrait de diminuer ces inégalités, voire de les éliminer. La critique du système économique est d'une telle ampleur que l'ACES préfère l'utilisation du concept de « éducation d'excellence » et non de « éducation de qualité », en raison de connotations économiques du dernier concept :

> *« … nous parlons aussi d'une éducation d'excellence et non de qualité, parce que la qualité est pour le produit, la qualité est pour le marché, c'est un concept mercantile. Nous voulons donc une éducation d'excellence égalitaire pour tous... » (E12)*

Une autre revendication importante dans cette lutte a été l'élimination des écoles et des lycées particuliers subventionnés. Ces lycées ont été l'initiative des gouvernements de la « *Concertación* » au début des années 1990. En plus de la subvention de l'État, ce type d'établissement avait le droit de demander un montant extra aux familles. Il en a résulté la mercantilisation quasi complète du système éducationnel et l'affaiblissement de l'éducation publique.

> « [la demande] *d'éducation gratuite répond fondamentalement à la question : pourquoi l'éducation doit être gratuite, pourquoi les lycées particuliers subventionnés doivent disparaître* » (E1)
>
> *« le sujet de la subvention était toujours présent. S'il existait la subvention, peu importait ce que nous faisions. Nous nous rendions compte de ce que le pouvoir économique avait implanté. Il avait laissé se développer le profit à l'intérieur des mêmes établissements, soit subventionnés soit privés » (E11)*

Ces revendications ont des traductions plus spécifiques, notamment envers le système managérial de l'éducation. Les systèmes d'évaluation sont particulièrement ciblés. Ils sont considérés comme les piliers de « l'éducation soumis au marché » et comme sources de discrimination. C'est justement le cas de la campagne « *Alto al SIMCE* » [Arrêt le SIMCE] et les campagnes contre la PSU :

> *« [Il] soutien et légitime tous ces outils qui commercialisent l'éducation publique : la PSU, le classement » (E11)*

« ... nous ne restons pas seulement à la politique de zéro, nous disons aussi "sans PSU et seulement avec des examens particuliers pour quelques carrières" comme c'est le cas en Argentine... » (E16)

Le SIMCE est le programme national d'évaluation de la qualité de l'enseignement du Chili tandis que la PSU est l'examen de sélection universitaire. Pour les manifestants, ce type d'examen encourage la concurrence entre les élèves et entre les lycées, stresse les enfants et les jeunes et a un effet pervers sur la qualité de l'éducation (I. Salinas & Inzunza, 2013). En effet, au travers d'un système d'incitation et de punition, les établissements sont encouragés à préparer les élèves pour la réussite à ces épreuves, en négligeant la formation générale.

La stratégie du mouvement dans ce cas a été de limiter la problématique aux bornes de l'éducation. Même si les conséquences du néolibéralisme économique traversent toute la société, il fallait montrer de façon très concrète les effets que les familles ont vécus dans ce contexte en particulier. Il fallait faire résonner les tiraillements des étudiants et des élèves avec les difficultés quotidiennes de la société. Certes, la lutte à long terme est encore présente, mais elle reste cachée derrière une problématique plus assimilable. Ainsi, ce n'est pas la lutte des « gauchistes » contre le « libre marché »[177]. Il s'agissait davantage de la lutte de « ceux qui se sont fait escroquer » contre les « abus du système ». La « fin du lucre » reste ainsi dans les limites de l'éducation, même si pour les participants elle fait partie de la lutte à long terme contre le modèle économique.

Même si chacune de ces luttes comporte des stratégies spécifiques, à la différence du mouvement LGBTQ, il existe un nombre important tant des stratégies que des actions transversales. Nous comptons parmi les stratégies transversales le fait de rendre visible le mouvement, l'organisation de base, l'élargissement des horizons de lutte, la délégitimation de l'institutionnalisme et le recours à la violence.

Rendre visible le mouvement est la stratégie la plus évidente. Sous la présomption que les médias traditionnels sont tous sous l'influence des groupes économiques ou de l'État, l'une des premières actions du mouvement est de se positionner dans la conscience sociétale. Si pour le mouvement LGBTQ la visibilité était la stratégie la plus importante de la lutte pour la quête de reconnaissance, dans le cas des élèves, cette stratégie, bien qu'importante, n'est pas fondamentale : ils sont déjà des acteurs politiques reconnus. Ce n'est donc pas la reconnaissance qui leur manque, mais les outils pour accomplir leurs buts. La visibilité devient ainsi l'un de ces outils. Elle cherche notamment à

[177] En fait, le rôle du parti communiste dans la dernière vague a été dissimulé (voir note 161).

rendre visibles les revendications du mouvement, à augmenter la connaissance sur celui-ci et à montrer et élargir le sentiment de malaise vis-à-vis de la société.

> *« En réalité, plusieurs personnes ayant travaillé dans la lutte pour la démocratie disent : "Vous devez faire davantage de carnavals purement artistiques ou marcher les uns et les autres main dans la main", mais ce type de choses n'est pas diffusé aujourd'hui à la TV et la TV est le moyen qui te permet d'atteindre un public plus important »* (E12)

Cette visibilité peut se développer à partir de plusieurs actions de contestations, c'est-à-dire le répertoire tactique classique (marches, occupations, etc.), les actions fonctionnelles (communiqué de presse, lettre aux autorités, campagnes, séminaires et forums, etc.), les actions culturelles (flashmobs, théâtre, murales, etc.) et la violence :

> *« les protestations des étudiants ne sortent pas dans les nouvelles si l'on ne dérange pas, et les protestations qui ont été pacifiques, il y en a eu plusieurs, ne sortent pas dans les médias ni elles n'ont pas non plus d'écho dans l'institutionnalisme » (E18)*

L'organisation du travail de base est probablement l'un des premiers moyens activés afin d'atteindre les objectifs du mouvement. Il s'agit de mobiliser et d'organiser les activistes potentiels à l'intérieur de chaque lycée : « *le travail du collectif a été davantage basé sur l'effort d'essayer de créer cette effervescence pour le lycée, de créer cette ambiance révolutionnaire qui permettra de se réunir* » (E12). Pour ce faire, les élèves mobilisent deux types d'action : les actions directes à proprement parler, à savoir les manifestations, les occupations, etc., mais aussi les actions de formation et d'information comme les forums, les séminaires et l'organisation de rencontres internes, la création des dépliants informatifs, les conversations informelles, etc. Il s'agit donc de conscientiser les bases et dans ce cas, c'est également un travail de visibilité à l'interne. La différence avec la stratégie de visibilité est que le travail va au-delà, en augmentant le niveau de participation et d'organisation de chaque lycée. Ce travail d'organisation peut être informel (les collectifs et les instances de participation ou d'information éphémères) ou celles du type formel institutionnel (bureau d'élèves). En effet, même s'il existe une critique importante des institutions et des structures verticales, la plupart des interviewés ont considéré comme important le fait d'avoir le contrôle de ces structures institutionnelles à l'intérieur des lycées. Les bureaux d'élèves servent comme des boîtes de résonance au travail organisationnel. Ils permettent de légitimer le travail des élèves mobilisés aux yeux des autorités et de rendre visibles leurs actions et leurs idées auprès de leurs camarades.

L'élargissement des horizons de lutte apparaît comme une stratégie transversale importante des élèves. Il s'agit d'associer leurs revendications aux revendications d'autres mouvements. Elle ressemble ainsi à la stratégie de pontage des mouvements sociaux dont Benford & Snow parlent (2000)[178]. D'une part, il s'agit de l'influence d'autres mouvements sur le mouvement du secondaire qui permet aux élèves de parler sur d'autres enjeux sociétaux, mais aussi de devenir des représentants de ces autres revendications au sein des lycées. D'autre part, il s'agit d'élargir les horizons de lutte envers les autres acteurs sociaux et leurs revendications : « *Nous comprenons que cette dispute ne se fait pas seulement dans les facultés ou par les privilégiés qui ont pu étudier, mais fondamentalement c'est un processus de construction avec le monde populaire* » (E15). Cette amplification se fait au travers de l'incorporation des territoires et des organisations territoriales où le lycée est placé au sein de l'organisation et des revendications :

> *« ... parce que si nous faisons appel au contrôle communautaire, les communautés manquent, les territoires manquent, alors nous allons essayer de nous grouper dans les communes correspondant à chacun, pour commencer à développer un meilleur travail, pour avoir une connexion avec la réalité des communautés » (E7)*

Cela se fait également à partir de la participation dans d'autres instances de contestations comme des marches ou des manifestations d'autres mouvements : « *il faut attaquer toutes les tranchées* » (E11). Cela implique finalement la coordination avec ces autres acteurs au travers des tables de discussion, des assemblées, des organisations coordinatrices ou parapluies qui sont d'accord sur le fond de ces luttes.

La *délégitimation de l'institutionnalisme* cherche à positionner les autorités et les institutions comme illégitimes face aux enjeux de la société et au jugement de l'importance des revendications des élèves. La campagne « je ne prête pas le vote » est le meilleur exemple[179]. Avec elle, les élèves cherchaient à punir un système politique qu'ils considéraient comme non représentatif des intérêts de la société et qui avait toujours fait preuve d'inconsistance, de surdité et d'intérêts endogamiques. Le fait de redoubler volontairement les cours pendant l'année 2011 et de ne pas s'inscrire aux cours alternatifs proposés par le ministère de l'Éducation fut une autre mesure qui cherchait à délégitimer les solutions institutionnelles de l'autorité. Cependant, cette délégitimation ne se voit pas seulement dans les grands faits de contestation, mais également au quotidien lors de marches ou de manifestations. Chaque manifestation impliquait la ridiculisation des autorités et des institutions au moyen de déguisements, de masques, de performances, de bannières, etc.

[178] Voir page 193.

[179] Voir la section finale de la partie précédente.

Finalement, la dernière stratégie transversale est *le recours à la violence*. La violence sert plusieurs objectifs à l'intérieur du mouvement du secondaire. Elle est en lien avec la stratégie de se rendre visible, car la violence permet de faire remarquer le mouvement et les revendications aux yeux des médias traditionnels. Comme la citation finale de la stratégie de visibilité le souligne, les manifestations pacifiques sont invisibles à ces médias, qui se concentrent davantage sur les actions de violence, même si elles ne correspondent qu'à une petite partie de la manifestation. Le recours à la violence dans ce cas est un choix rationnel qui est organisé en conséquence. Ce type de violence est planifié et déclenché pendant un moment spécifique : elle est généralement exercée à la fin de la manifestation afin de ne pas empêcher le normal déroulement de celle-ci. Plusieurs rôles sont bien définis et la cible préférée est souvent la police et les entreprises (voir chapitre 3) : « *Il y avait certains [étudiants] qui étaient destinés à faire casser des cailloux, d'autres qui en ramassaient et qui les accumulaient pour jeter les pierres* » (E14).

La violence est souvent justifiée comme un moyen de manifester le malaise de la société et des jeunes :

> *« Je pense qu'elle reflète l'inconfort de nombreux jeunes contre le système qui ne les inclut pas, un système qui, pour s'habiller différemment, te ségrège, contre un système qui, pour être né à la Pintana ou ailleurs que dans les quartiers riches, te condamne à être un mec de plus et quand je dis "un mec de plus" cela veut dire à ne pas étudier » (E14).*

La violence est aussi justifiée comme une stratégie d'autodéfense. D'un point de vue large, l'autodéfense est similaire à l'expression de malaise. Elle est également la réponse aux agressions quotidiennes du système, de la société et des autorités : « *l'autodéfense implique que la violence est exercée quand le système est violent* » (E16). L'autodéfense est également la réponse naturelle aux agressions directes de la police, laquelle est considérée comme l'ennemi naturel des manifestants.

Finalement, la violence est nécessaire pour atteindre le but de la mobilisation, à savoir, c'est au travers de la violence que le changement de société arrivera :

> *« Non seulement dans le sens de sortir avec des fusils, dans le sens de tourner le dos aux coutumes qui ne servent pas, de tourner le dos aux mandats qui ne fonctionnent pas (...) Et aussi : pourquoi pas ? Cela est aussi lié aux coups de feu à la fin. C'est ma perception. C'est là, à la dernière minute, quand il sera décidé qui gagne et qui perd » (E19).*

Quant aux actions transversales, elles ont été décrites tout au long de ce texte. Voici un résumé global de celles-ci (tableau 37).

Tableau 37: Répertoire tactique du mouvement pour l'éducation 2006-2012

	Année							Total
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Actes	0	0	2	0	0	0	2	4
Concentration	1	0	0	0	0	1	0	2
Marches	24	3	17	0	6	45	25	120
Occupations illégales	109	30	71	15	12	298	66	601
Grève	12	0	1	1	0	14	1	29
Grève nationale	4	0	2	1	1	3	0	11
Manifestation	20	3	4	1	3	67	17	115
Attaque	0	0	0	0	0	11	1	12
Barricades	12	1	12	0	1	140	4	170
Pillages	0	0	0	0	0	5	0	5
Autres	1	0	0	0	0	8	1	10
Total par année	183	37	109	18	23	592	117	1079

Source : élaboration personnelle à partir de la base de données désagrégée

Malgré la diversité des types d'épisodes soulignée par plusieurs chercheurs, les actions non institutionnelles se concentrent dans quatre types d'événements : les marches, les occupations, les manifestations et les barricades. Bien évidemment, les occupations illégales d'immeubles, dont la plupart des lycées, ont été le type d'action central de la période (55,7 %), ayant son sommet pendant les deux cycles les plus importants. Suite aux occupations, ce sont les barricades (15,8 %) qui ont davantage été utilisées. Bien que les élèves/étudiants aient été les chefs de file dans la majorité de ces actions (89,6 %), ils n'ont pas été les seuls à participer au mouvement pour l'éducation. Dans 10,3 % des événements par exemple, de collectifs non spécifiques y ont été présents. C'est notamment le cas des barricades, dont 35,9 % ont été organisées par ce type d'acteur[180]. Les marches (11,1 %) et les manifestations (10,7 %) représentent ensemble près de 23 % de tous les événements. Du total d'épisodes, 85,4 % correspondent à des actions de rupture, selon la catégorisation utilisée par Salazar (voir chapitre 4). Parmi elles, les sept grèves de la faim d'élèves ont été l'une des mesures les plus extrêmes. Le cycle a été fondamentalement pacifique. Seul dans 28,3 % des épisodes, la violence fut utilisée, dont la moitié de façon isolée. En effet, dans 13,3 %

[180] C'est fort probable que dans la catégorie « collectif non spécifique » nous trouvons des étudiants/élèves, cependant les médias utilisés n'ont pas été suffisamment précis pour le confirmer cette information.

des événements la violence fut généralisée et 1,6 % de ceux-ci furent complètement violents. La plupart de ces événements ont été associés aux barricades à la fin du cycle 2011.

Les actions qui ont utilisé les voies institutionnelles ont aussi été importantes au cours de la période. Fernandez Labbé (2015) par exemple recense une série de ces actions : la livraison de lettres aux autorités, les signatures de soutien, les actions judiciaires (notamment contre l'expulsion d'élèves), le « plébiscite pour l'Éducation » déjà mentionné, ainsi qu'un ensemble de mesures d'information, comme les conférences en général et celles de presse, les dépliants, les vidéos, etc. En outre, nous pouvons ajouter le lobbying auprès des parlementaires et des partis politiques.

Illustration 18: Triller pour l'éducation

Source : https://chileduca.wordpress.com/

La diversité semble davantage être présente à l'intérieur de chaque catégorie. Les « occupations fantômes » en sont la preuve. Lors de l'occupation d'un lycée, les élèves l'abandonnaient, afin qu'une fois la tentative d'expulsion de la part de la police arrivât, elle ne trouvait personne à l'intérieur à se faire arrêter ou réprimer. Une caractéristique de la période a été l'utilisation d'actes artistiques, symboliques ou culturels. Je n'ai pas identifié ce type d'acte à l'intérieur de la base de données, cependant Medel et Somma (2016) indiquent qu'elles correspondraient à 4 % du total des

événements de la période 2000-2012. Ils considèrent parmi ces actes, les actions théâtrales, les performances artistiques, les veillées, les fêtes, etc. L'une des actions les plus frappantes, déjà mentionnée, a été les « f*lashmobs* » ou « rassemblements éclair ». Il s'agit des actions convenues d'avance, généralement par l'intermédiaire d'internet, afin de réunir un groupe de personnes dans un lieu public pour y effectuer des actions symboliques ou artistiques de courte durée. C'est le cas notamment des bisous-thons ou du « *thriller* pour l'éducation »[181].

La créativité mentionnée par les chercheurs ne se limite pas aux actes spécifiques. En effet, elle est devenue monnaie courante au cours notamment des marches et des manifestations. Ainsi, les déguisements, les performances, les actes théâtraux sont devenus indispensables lors d'un rassemblement quelconque et font désormais partie du répertoire d'épisodes de contestation.

Illustration 19: Marche du 16 juin 2011

Source : http://periodismohumano.com/sociedad/libertad-y-justicia/chile-pisa-las-calles-nuevamente.html

[181] Voir notes 165, 166 et 167.

9.2. Construction interne du mouvement : l'éthique contestataire en action

(+)		(-)
Horizontalité	--	Verticalité
Partage du pouvoir	–	Centralisation du pouvoir
Démocratisation	--	Représentativité
Légitimité	--	Illégitimité
Autonomie	--	Dépendance
Informel	--	Formalité
Participation libre	--	Membership
Diversité	--	Homogénéité
Inclusion	--	Exclusion
Ouvrir	--	Fermer
Dynamique	--	Fixe
Mobilisé	--	Démobilisé
Convergence	--	Isolement

La structure normative du mouvement du secondaire fait preuve d'une grande complexité. En effet, comme je l'ai souligné dans la première monographie, le mouvement du secondaire a été le terreau fertile pour la mise en œuvre d'une grande partie des nouveaux principes de cette *éthique de lutte,* en influençant ainsi les autres mouvements. Nombreux ont été les activistes du mouvement LGBTQ et d'autres mouvements qui ont fait leurs premiers pas au sein du mouvement des élèves, en transposant le débat, les critiques, les conflits et les principes qui ont mûri longtemps chez les élèves au moins depuis le *« mochilazo »* et la fondation de l'ACES.

D'après la logique de l'analyse structurelle, l'ensemble des disjonctions crée une structure parallèle dont chacun des pôles de même valeur s'aligne, en permettant de développer une correspondance entre les valorisations de la même colonne (Piret et al., 1996). De cette manière, le fait de valoriser positivement l'horizontalité permet également de comprendre la valeur positive de l'autonomie, de la déconcentration, de la diversité, etc. Ce ne sont donc que différents aspects ou reflets de la même structure normative appliqués aux contextes et dimensions différents de l'organisation du

mouvement. Ainsi au moment de décrire une disjonction, je ferais également et inévitablement appel aux autres disjonctions faisant partie de la structure normative.

La première disjonction a déjà été traitée à maintes reprises dans ce texte : ***Horizontalité versus Verticalité***. Il s'agit de la quête d'un modèle organisationnel, où tous les participants se retrouvent à la même échelle hiérarchique et où les différences de pouvoir à l'intérieur de l'organisation sont réduites au minimum :

> *« … on ne travaille pas non plus avec une tête. Cette logique, chez notre génération, est de plus en plus illégitime, parce qu'il existe comme un... un rejet contre les leaderships, contre les présidences, contre tout ce sujet hiérarchique. Et dès 2011, nous nous sommes basés sur un modèle plus transversal, où nous donnons la voix à tous les compagnons et qui se voit à travers un "porte-parole". Mais ce porte-parole ne va pas exprimer sa propre opinion sinon celle de la base. Alors nous commençons également par les changements culturels qui ont à voir avec le fait que cette nouvelle génération n'utilise pas les mêmes formes, et ne veut pas de ces mêmes formes qui prévalaient jusqu'à présent » (E12)*
>
> *« Cette année, nous nous asseyons. Il y a une réflexion plus importante et nous approfondissons une série de trucs et nous nous disons : "Putain ! Le seul chemin afin que ce truc soit plus pluraliste est de dissoudre le bureau d'élèves et de faire une assemblée" et qu'est-ce qu'on a fait ? Nous avons formé l'assemblée d'élèves du secondaire du lycée où nous convergeons tous, nous étions tous là-dedans et là, le bureau d'élèves se coupe, cette tête se coupe et la responsabilité retombe sur tous » (E5)*

Comme l'indique la première citation, la quête d'horizontalité est accompagnée d'une critique et d'un refus des modèles hiérarchiques. À l'instar de la *lutte pour la démocratisation et la déconcentration,* il s'agit de la question du pouvoir au sein de chaque organisation. Le diagnostic des jeunes est similaire à celui du mouvement LGBTQ : les problèmes associés à la verticalité ne sont pas le résultat d'un mauvais leadership, mais la conséquence du fait même de la hiérarchie. Il ne s'agit donc pas de changer de leader, mais d'éliminer le système qui reproduit l'écart entre le sommet et la base. Ils s'attaquent ainsi à éliminer les différences à l'intérieur des organisations, comme dans le cas de la deuxième citation. Ainsi, ils développent des *mécanismes de symétrisation*. Ils remplacent par exemple le leader par un porte-parole, qui comme le nom le signale, ne porte pas sa parole, mais celle de la totalité. Il est plutôt un messager qui porte le message d'un ensemble d'individus qui ont construit et approuvé. Ainsi, le résultat n'est pas le travail d'un individu, mais d'une collectivité :

> « *... à l'intérieur de la dynamique d'assemblée, qui est horizontale, il y a une... pas une dispute, mais un travail collectif constant et qui se reflète sur les actions et qui se reflète chez le dirigeant de l'ACES et qui se reflète sur les réunions...* » (E9)

L'absence de différences fonctionnelles permet de rapprocher les membres de l'organisation :

> *« ... en dépit du fait que nous avions un rôle à l'assemblée [nous pouvons] peut-être penser, et avoir des arguments non pas meilleurs, mais bons, et malgré cela nous sommes encore proches de nos compagnons et nous sommes proches de tout ce que sont les lycées... » (E7)*

Le lien social, comme le signale Martuccelli (2010a) dans le cas de l'Amérique latine, n'est donc pas fondé sur les relations fonctionnelles propres à la hiérarchie, mais sur les relations personnelles horizontales entre les membres de l'organisation.

Les *mécanismes de symétrisation* sont similaires à ceux du mouvement LGBTQ. Dans le contexte de *l'élection de représentants*, ils ont établi une rotation de porte-paroles tous les ans ; la révocation de mandats, dépendamment du fonctionnement de celui-ci ; l'égalité de genre à savoir deux porte-paroles, un homme et une femme sont élus chaque année. La rotation de porte-paroles annuellement est un mécanisme fondamental. Même si la porte-parole de l'ACES du 2012 (Eloísa González) avait joué un rôle important dans la médiatisation de la coordinatrice pendant cette année et le fait qu'elle était devenue une référente du mouvement pour l'éducation, l'assemblée décida d'élire deux nouveaux porte-paroles pour le 2013. Ceci démontre que l'application des principes est plus importante que l'aspect stratégique de la mobilisation.

L'assemblée est ainsi le *mécanisme central de prise de décision* et le symbole de l'inversion du pouvoir vers les bases. Au sein de l'assemblée, il n'existe pas de différences : chaque participant a voix au chapitre, à le droit d'exprimer son opinion et de débattre avec les autres. La décision est rarement prise par l'intermédiaire du vote. En revanche, c'est le consensus qui est mis en avant. Le porte-parole, si important à l'extérieur de l'organisation, n'est qu'un autre membre de l'assemblée :

> *« ... par exemple dans l'assemblée l'Elo [la porte-parole], elle n'est qu'une autre élève. Dans les discussions, Elo a une clarté politique et grâce à cela elle a donné une grande contribution à l'intérieur des discussions, mais il y a des compagnons qui peuvent avoir la même ou une plus grande clarté politique et alors les débats se déroulent au même niveau » (E2)*

À l'intérieur de l'assemblée, le rôle le plus important est celui du modérateur. Cependant tel que le porte-parole à l'externe, le modérateur de l'assemblée est le seul à ne pas pouvoir exprimer ses opinions. Son rôle est davantage la facilitation de la voix des autres. Ainsi, autant le porte-parole que le modérateur sont les symboles d'un pouvoir vertical vide, castré, le seul à ne pas avoir le droit au désir individuel. Le désir et le pouvoir au contraire appartiennent à l'assemblée : « *cette tête se coupe et la responsabilité retombe sur tous* » (E5). L'assemblée n'est pas une masse uniforme, tout l'opposé, elle est l'expression d'un ensemble d'individualités singulières. En fait, c'est justement le

principe d'horizontalité, celui qui permet d'assurer l'individualité de chacun. En éliminant les différences hiérarchiques, l'assemblée assure l'expression illimitée des particularités, qui ne comptent pas se fondre derrière l'individualité d'un leader. Aussi, le défi le plus important à relever est l'obtention du consensus.

Dans le cas de la *structure de l'organisation*, il existe des différences fonctionnelles au sein de ce type d'organisation. Tout comme le porte-parole ou le modérateur, il existe également le porte-parole politique et les chargés des commissions. Le premier est celui qui est chargé de négocier et de communiquer avec les autres organisations alors que les chargés de commission travaillent sur des sujets spécifiques. Cependant, ces différenciations fonctionnelles apparaissent en dehors de l'assemblée, à savoir, ce sont des intermédiaires des décisions de celle-ci. Elles ne viennent pas souligner les différences de pouvoir sinon à exploiter les compétences individuelles de chacun. Par exemple, le plus à l'aise avec la gestion d'argent est chargé de la commission de financement. Plus que des postes à gagner ce sont des rôles à accomplir. En fait, il n'existe guère d'auto-nomination.

> *« ... ils ont décidé que je pouvais être le deuxième porte-parole et j'ai été d'accord, avant tout parce que c'était une décision de l'assemblée, et [parce que c'est] aussi la logique du modèle assembleïste : si l'assemblée prend une décision, tous obéissent... mais c'est une décision entre nous tous » (E10)*

Personne ne pose sa candidature et en fait il est mal vu d'en faire autant. Généralement, ces différents rôles sont nominés par la propre assemblée, laquelle décide qui est le meilleur à occuper la position.

L'inversion sommet-base, propre à l'horizontalité, implique à son tour le fait que le pouvoir est décentré de la figure du leader traditionnel et vertical pour se partager entre tous les participants. Ce constat nous amène à la disjonction « ***Partage du pouvoir versus Centralisation du pouvoir*** ». Ce leader en effet a la tendance à concentrer le pouvoir, ce qui le rend aveugle aux besoins de la majorité. Ces nouvelles formes d'organisation ont donc le mandat normatif de s'éloigner autant que possible des formes centralisées et d'implanter en conséquence des mécanismes qui servent de barrages à cette concentration. Les mécanismes de symétrisation servent en fait tant à l'horizontalité qu'à la déconcentration. Également que dans le cas du principe « horizontalité — verticalité » il ne s'agit pas seulement d'échanger un type de relation, mais de réécrire le code sur lequel la relation de pouvoir a été établie. La centralisation établit l'écart entre le sommet et la base. Empêcher la centralisation permettra donc de détruire les différences de pouvoir et ainsi de détruire la relation établie entre le sommet et la base. Il en résulte une relation égalitaire entre les participants où le pouvoir n'est pas détenu par un seul individu, mais par chacun entre eux. Le fait de cibler le code

permet de comprendre que dans ce cas, il ne s'agit pas d'une déconcentration du pouvoir. Il n'agit pas du transfert de pouvoir du sommet aux bases. Ceci impliquerait une certaine reconnaissance du pouvoir centralisé. Une fois la relation de pouvoir entre le sommet et la base éliminée, il n'y a plus de pouvoir à transférer : le pouvoir reste dilué parmi ceux qui ont la volonté de l'exercer (***mobilisé versus démobilisé***). Ainsi, il s'agit de remplacer Hobbes par Foucault.

Encore une fois, l'assemblée est le mécanisme fondamental du partage de pouvoir :

> *« nous ne travaillons pas comme un bureau d'élèves, nous travaillons comme une assemblée (…) l'année 2008, on commence à mettre beaucoup en question ce bureau d'élèves. C'est où il y a un président, où il y a un vice-président et qui a en définitive plus de pouvoir de décision. [Cela] gênait beaucoup le lycée (…) Il y a [désormais] une assemblée ouverte et ce qui est bon c'est que n'importe quelle personne a la faculté de convoquer une assemblée ouverte, sur n'importe quel sujet. Si une personne des bases veut une assemblée ouverte, il faut l'accorder…» (E6)*

> *« … ce n'est pas, par exemple, que tout est centralisé en Eloísa [porte-parole] (...), c'est [plutôt] nous comme assemblée qui avons fait une telle chose. Alors il n'y a pas non plus de complexe de leader à l'intérieur de l'assemblée. À part que nous changeons le porte-parole toutes les années. En fait, à Eloísa, il lui reste encore à peu près un mois en tant que porte-parole et il faudra qu'un autre porte-parole prenne le relais pendant l'été. Ensuite, à la rentrée 2013 il y aura un autre porte-parole. » (E8)*

Pourtant, l'assembleïsme, bien que répandu tout au long du mouvement, ne manque pas de critiques. Tout comme dans le cas du mouvement LGBTQ, pour certains l'assemblée est le symbole du manque du contrôle, du désordre, de l'absence de dialogue, du manque de rigueur, de l'impossibilité de la prise de décision et en conséquence de l'absence de pouvoir et d'un vrai travail politique.

> *« Je le pense à partir du fait que j'ai été dirigeante en 2006. Je peux avoir une vision critique. Je pense qu'ils ont poussé à l'extrême les mesures de l'assambleïsme, et effectivement, je pense qu'il faut donner le pouvoir d'action au dirigeant, c'est pourquoi il y a un dirigeant, c'est-à-dire que l'on suppose que tu mets quelqu'un afin qu'il "ne guide pas", mais qu'il puisse être capable d'être à la tête d'un processus et aucun de nous quatre n'avions ce pouvoir » (E13)*

Le centralisme dans ce cas aiderait à faciliter l'action politique à partir de l'action organisée d'un petit groupe de dirigeants qui auraient la capacité à prendre rapidement des décisions.

Ce partage du pouvoir peut aussi être observé sur l'angle de la territorialité. J'ai déjà mentionné la volonté notamment de l'ACES de travailler avec les lycées de la banlieue de la capitale, là où les instances institutionnalisées semblaient s'appuyer notamment sur les lycées du centre-ville. Cette éthique est donc également mise en œuvre en dehors de la discussion politique interne, il fallait la

diluer sur les territoires, en évitant ainsi n'importe quelle forme de centralisation. La territorialisation devient en conséquence un mécanisme de partage de pouvoir. De là, la revendication du travail territorial, la multiplication des instances de participation telles que les cordons et les assemblées locales, la déconcentration d'actions comme les marches et les barricades. L'ACES et la CONES n'étaient que l'une des instances de participation et au moins l'ACES n'avait pas la prétention d'hégémonie sur l'ensemble du mouvement. Ce qui était important, c'était l'expérience du local. Nous observons en conséquence un processus de particularisation et de singularisation de la protestation.

Comme nous avons vu lors de la description de la « lutte pour la démocratisation… » un principe fondamental est celui qui oppose la ***démocratisation aux logiques de représentativité*** propres à l'institutionnalisme. Ainsi que les institutions démocratiques, la démocratie représentative est fortement contestée au sein du mouvement du secondaire. Elle est considérée comme un blocage à la participation et une limite au pouvoir populaire : « *nous ne sommes pas d'accord avec cette démocratie représentative qui est en vigueur dans le pays* » (E6). Les critiques adressées aux verticalités et aux centralismes se répètent en conséquence. La démocratie représentative délègue le pouvoir des individus à un représentant, qui s'en sert souvent pour en bénéficier, pour reproduire les différences et les inégalités en laissant endormis ceux qu'il représente. La véritable démocratisation en revanche cherche la participation directe des individus, la politisation de la société, laquelle est entendue comme la capacité à prendre des décisions sur les faits publics à n'importe quel moment et sans faire appel à des intermédiaires. Je répète une citation :

> *« Cette année, les élections seront marquées par l'implémentation de l'inscription automatique et le vote volontaire. Avec cette mesure, ils espèrent que nous les jeunes nous incorporions la démocratie qui se traduit par un vote exécuté à quelques années d'intervalle. Nous disons NON. Nous ne validerons pas un système institutionnel dont le seul résultat, depuis les commencements de ce siècle, a été d'ignorer les demandes juvéniles et d'essayer de tromper les étudiants avec des réformes qui ne changent rien en réalité. La seule chose qu'ils ont faite a été de maquiller un système qui bénéficie à ses propres familles, toujours aux mêmes, en n'améliorant pas la qualité ni la justice, du système éducatif. Les jeunes du secondaire de l'ACES nous ne tomberons pas dans le piège » (Radio Cooperativa, 15 octobre 2012)*

Les représentants, les élections et les votes sont les cibles principales de ces critiques et particulièrement la notion dans laquelle la démocratie « *se traduit par un vote exécuté à quelques années d'intervalle* ». En revanche, le mécanisme de démocratisation par excellence est le consensus et la participation. Le consensus permet de limiter la différence entre la majorité et la minorité et d'assurer en même temps un dialogue permanent. L'absence de frontières entre les

individus et la prise de décision rend légitime le système de démocratie directe. Elle est en effet la véritable représentation du pouvoir de l'ensemble et chacun des individus. La démocratie représentative, face à la ***légitimité de la participation directe***, devient en revanche ***illégitime***. En tant qu'illégitimes, tous les pôles négatifs de la structure normative deviennent également illégitimes, à savoir la verticalité, la concentration, la fermeture, le membership, la formalité, la dépendance, l'exclusion, etc.

La *participation fluide et libre* est également un autre mécanisme qui permet d'assurer cette horizontalité-démocratisation. Elle entre nonobstant dans une autre disjonction : ***Participation libre versus membership***. Si dans le cas d'autres organisations comme la CONES, la participation est réservée aux bureaux d'élèves, notamment aux présidents, dans le cas de l'ACES, elle se conçoit ouverte à tous ceux qui ont la volonté d'agir. C'est notamment le cas des collectifs :

> « *nous avons dit : "un étudiant membre d'un bureau d'élèves est aussi valable que celui [qui participe] d'un collectif à l'intérieur du lycée" et si lui, il veut participer, tant mieux, et si non, c'est bien aussi et s'il veut participer à une assemblée, c'est super ! (…) Ainsi, n'importe quel étudiant peut poser un thème, n'importe quoi (...), et après s'il ne veut pas revenir, il ne revient plus, c'est son problème…* » (E2)

Personne ne peut t'imposer quoi que ce soit parce que personne ne peut avoir d'autorité sur toi. Le principe d'horizontalité doit se respecter. La liberté d'action est ainsi un principe enraciné dans la pensée des élèves. Il en résulte une participation qui ne peut être que libre et fluide. Le statut de membre à proprement parler n'existe pas : ton affiliation n'est pas définie par une appartenance formelle à une organisation sinon, mais par ton travail et par ta volonté d'agir en consonance avec l'organisation. Les participants entrent et sortent constamment, au point que dans le cas de l'ACES, l'assemblée doit renaître à chaque rentrée scolaire.

Cette fluidité de la participation est également en lien avec le désir de dynamisme dans les organisations : « ***Dynamique versus Fixe*** ».

> *« … ce qui ne nous plaît pas nous le changeons. Il en est de même pour les porte-paroles. Autrement dit, ce n'est pas identique au fait de choisir un président et devoir attendre quatre ans pour le remplacer, en dépit de ses erreurs. Si le porte-parole est mauvais tu le changes. Si l'organique ne te plaît pas dans quelque chose, tu la changes (…) L'objectif de l'organique est d'avoir un bon fonctionnement de l'assemblée, c'est l'objectif. C'est pourquoi elle est "organique". Mais si tout à coup l'organique pour n'importe quel motif empêche le fonctionnement, il faut la changer, ou bien il faut le faire pour pouvoir bien fonctionner... » (E3)*

Ce ne sont donc pas les participants ceux qui doivent s'adapter aux structures, ce sont au contraire les structures organisationnelles qui doivent changer afin d'assurer la participation, mais surtout le

désir de chacun des individus qui y participent. C'est ainsi qu'elles deviennent « organiques », à savoir des « organismes vivants » capables de rester les mêmes, malgré les changements dus aux processus d'adaptation qu'ils doivent subir au cours de sa vie. Ce ne sont donc pas en effet les institutions qui intéressent les individus mobilisés, trop rigides pour assurer la voix de tous les acteurs et s'adapter à leurs besoins. Ceci nous amène à une autre disjonction : ***Informel versus formalité.*** En effet, comme nous avons vu, l'accent mis sur la participation fluide est en lien avec le refus des structures institutionnelles, lesquelles se perçoivent comme des structures fermées, hiérarchiques et bureaucratiques qui empêchent la participation et l'action. Ce type de structure facilite le développement d'un leadership traditionnel, en reproduisant ainsi les différences de pouvoir, les inégalités, voire les systèmes hégémoniques.

> *« ... la manière de construire n'est pas à partir d'une façon institutionnalisée, mais d'une manière un peu plus horizontale, du fait de participer à des instances un peu plus ouvertes » (E10)*
>
> *« Chercheur : Le fétiche de l'informel ? Comment ça ?*
>
> *Interviewé :... pour le plaisir de l'informel pour eux... par le fait d'être anarchiste, se sentir informel. Il se réunit par exemple un groupe de... c'est-à-dire une sorte d'individualités ; et [il s'agit] de faire un truc et ensuite ne rien faire ; et là [tu vois] tout le jeu des volontés. Si le truc est informel, les individualités vont toujours y être, il va toujours exister une volonté » (E5)*

En revanche, les organisations qui facilitent la participation et l'action sont des organisations horizontales, spontanées et ouvertes qui se basent sur la volonté et la liberté des individus. Même le titre « organisation » semble trop rigide pour exprimer la dynamique fluide et floue de ces processus de participation. Plus que des organisations elles deviennent des « instances de participation » qui peuvent se former et disparaître dépendamment de la réalité qu'elles retrouvent. L'identité organisationnelle ne dépend pas forcément de l'histoire de l'organisation sinon des actions et des participants concrets au moment donné, c'est pourquoi il faut souligner la singularité de l'instance. L'ACA n'est même pas l'ACAS, même si ce sont les mêmes lycées qui y participent. L'ACES de 2001 n'est pas l'ACES de 2006 ni celle de 2012. En effet, ce processus est nécessaire, car ce sont des individus différents qui y participent. La particularité des individus fait la singularité de ces « instances de participation ». Cette remarque nous permet d'observer l'inversion de la logique institutionnelle pendant le XXe siècle et celle du processus d'individuation, autrement dit de la logique où l'institution formait les individus (individualisme institutionnel de Parson) à l'une où les individus créent des instances de participation à son image et ressemblance.

La disjonction « ***ouvert-fermé*** » est souvent citée lors des entretiens : il faut ouvrir les espaces. Là où, l'institutionnalisme a fermé les espaces de participation, ce type d'organisation essaye de créer les conditions afin de les ouvrir. Des conditions qui permettront à leur tour, la libre expression des individualités. Une disjonction forte liée au principe d'« ***inclusion versus exclusion*** ». Tant le membership, la formalité institutionnelle que la hiérarchie sont perçus comme des espaces d'exclusion. En effet, la fermeture des espaces de participation implique l'exclusion souvent de la majorité au profit d'un groupe exclusif qui détient le pouvoir. Sans le recours à la verticalité, il ne reste que la libre inclusion de tous ceux qui se sentent engagés. Il n'existe plus une limite que ce soit, au moins formel, qui l'empêche.

> « *Personne n'a une opinion moins importante qu'une autre. La main est donnée à n'importe quelle personne qui parle et on lui permet de parler. Des fois, les gens disent de pures bêtises, mais on les écoute malgré tout, ils disent des bêtises, mais personne ne les empêche d'en parler. Les opinions s'écoutent. Nous avons essayé d'en faire autant parce que si l'un continue de reproduire les mêmes mauvaises pratiques ou les pratiques qui appartiennent aux vieux, à de vieux projets, tu ne changes rien finalement, tu fais à nouveau la même chose* » (E3).

Le principe « ***Mobilisé versus Démobilisé*** » reprend la valeur associée au travail à l'intérieur de ces organisations. Ce n'est donc pas l'idéologie le fondement de la pratique sinon l'action. Comme il a été mentionné dans la partie concernant « *la lutte pour la démocratisation...* » et comme j'expliquerai dans les conclusions, on observe une inversion du processus de politisation, lequel est désormais basé sur les faits et non pas sur les idées (la politisation par l'intermédiation de l'action). Cette concrétisation de la lutte révèle une rupture évidente de nos jours avec une histoire de politisation souvent préalablement construite et encadrée à partir des idées qui fonctionnaient comme des « *a priori* » kantiens à l'action. La politisation était donc d'abord théorique et ensuite pratique. Le mouvement du secondaire pense aujourd'hui autrement :

> *« [Celui qui] se faisait remarquer dans l'ACES se faisait remarquer par son travail, c'est-à-dire... un qui tombait par [la lutte avec] les camarades, un qui aidait, un qui allait acheter du matériel, un qui allait chercher de l'argent dans la rue, un qui proposait, un qui était actif à l'intérieur du travail. Ainsi, on gagnait une certaine validité à l'intérieur de l'espace. » (E9)*

Celui qui se mobilise ou qui s'engage dans l'action est davantage valorisé que celui qui reste inactif en arrière. Cette phrase peut sembler évidente à l'œil nu, mais associée aux autres disjonctions de la structure, elle acquiert un nouveau sens. Certes, le pôle négatif cible l'ensemble des non mobilisés, mais comme nous avons vu, ceux qui décident de ne pas agir ont le droit de le faire. Ainsi, le pôle négatif cible mieux ceux qui ayant le mandat de la mobilisation ne se mobilisent pas, autrement dit

ceux qui participent et deviennent membres des structures verticales, formelles et institutionnelles, ceux qui ont centralisé le pouvoir par les biais des logiques de représentativité et ceux qui ferment les espaces au travers de l'exclusion. En résumé, il fait référence aux instances institutionnelles et traditionnelles de participation démocratique (partis politiques) et aux instances semblables (bureau d'élèves). D'après le militant social, la politisation reste théorique dans ce type d'organisation, un discours plutôt qu'une action.

L'ouverture, l'inclusion et le rôle prédominant des individus obligent à souligner et à renforcer la ***diversité*** ainsi que la lutte contre ***l'homogénéité*** : « *les puissants sont un seul, le groupe de pouvoir est un seul et le président est un seul, cela justifie la notion qui a créé la dictature* » (E1). Un mouvement penché sur le partage du pouvoir, la libre participation et des organisations dynamiques ne peuvent que souligner l'importance de la diversité, là où le pôle négatif ne met l'accent que sur l'unification, à savoir la concentration du pouvoir. Si comme je l'ai souligné dans le cas des structures verticales et représentatives où il n'existe qu'un individu représenté par le leader traditionnel, l'accent mis sur la particularité et l'individualité des bases ne peut qu'accepter et promouvoir la diversité comme condition même de cette individualité. Nous avons vu ce même phénomène au moment de parler de la territorialité. La tendance vers la particularisation des mouvements et des organisations pousse vers la diversification d'expériences, lesquelles ne peuvent pas se résumer à partir d'une seule expérience de représentation politique. La diversité doit s'exprimer par elle-même, avoir sa propre voix :

> *« Une très grande critique [consiste] en ce qu'il y a beaucoup d'assemblées des lycées et en ce qu'elles devraient se fusionner. Je pense tout l'opposé : il devrait y en avoir plusieurs de plus. Pour moi, qu'il existe dans chaque secteur une assemblée du secondaire, des cordons du secondaire » (E3)*
>
> *« ... nous avons des élèves des distincts lycées, surtout [des lycées] professionnels, qui vont à l'assemblée à écouter, à proposer. Ils vivent un aspect du mouvement du secondaire, mais depuis des perspectives différentes ; ce qui est souvent ce qui nous manque (...), alors quand de nouvelles personnes arrivent avec des points de vue distincts, cela enrichit l'assemblée et nous fait croître ». (E6)*

À la base de la critique de la verticalité et de l'institutionnalisme, il existe une revendication de l'autodétermination autant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle organisationnelle (principe ***autonomie – dépendance***). Il existe ainsi la conviction qu'aucune instance ne peut imposer quoi que ce soit : « *moi, comme porte-parole, j'assume éthiquement "je ne vais pas faire ce qu'un politicien me dit d'en faire, mais je vais respecter ce qui a été décidé à l'assemblée"* » (E10). La valeur est mise, par conséquent dans l'autonomie des organisations. La moindre suspicion d'une

intervention depuis l'extérieur amène à la fragmentation ou à l'introversion, notamment des organisations (mécanisme homéostatique). Les organisations suspectées de subir une influence autre que celle propre à l'assemblée sont immédiatement entachées d'un mépris et d'une méfiance évidente. C'est le cas de la CONES aux yeux de l'ACES (voir Encadré 4). La CONES est fortement critiquée à cause de ses liens avec les partis politiques traditionnels, notamment le Parti communiste et par sa structure organisationnelle (E1, E2, E4, E8, E10, E11). « *Nous n'allons pas demander de financement aux municipalités progressistes, parce que nous sommes contre ces pratiques, pourtant utilisées par la CONES »* (E11). Cependant, la peur de l'intervention externe est répandue à tous les niveaux du mouvement. Chaque organisation revendique son autonomie et critique la dépendance des autres.

> *« Je pense que la question est : pourquoi [ne pas participer] à aucune des deux assemblées ? Là, la question prend un peu plus de poids et de substance, parce que ces deux assemblées sont finalement manipulées aujourd'hui par des secteurs, comme le sont par exemple les partis traditionnels de la Concertation d'un côté, à la CONES et d'un autre groupuscule qui émet des critiques politiques, à l'ACES. Ce n'était finalement pas le moment de la discussion. Ne prévalaient ni la voix de nos représentés ni des élèves de la base, mais celle des organisations politiques. Nous ne critiquons pas par exemple la participation des dirigeants qui sont des militants des "armes de la critique", des "jeunesses communistes", qui sont de la DC, etc., mais si, par exemple, nous croyons qu'il faut faire valoir finalement la voix du mouvement du secondaire, des bases, et non celle des partis politiques et des intérêts qu'ils défendent » (E4)*

La quête d'autonomie organisationnelle n'est qu'une manifestation de la quête d'autodétermination des individus au sein des organisations. Ceci est une composante fondamentale du processus de politisation. Il s'agit dans ce cas du développement d'une pensée propre, autonome et d'une évaluation individuelle de la réalité. Le mépris par les institutions, les partis, les bureaucraties, etc., n'est que le résultat de l'effort constant d'éviter, autant que possible, une influence étrangère au cours de ce processus de politisation. Cela est comparable, comme susmentionné avant, au cas de l'idéologie interprétant la réalité en dehors de l'individu même :

> *« ... c'est un sujet qui a également été discuté et nous ne donnons pas de formation. Pourquoi non ? (...) j'étais personnellement contre, parce que toute formation [donnée] à quelqu'un, c'est lui donner une idéologie (...), mais, se former autrement, s'autoformer et l'outiller est nécessaire, ou lui dire, "ici tu vas apprendre cela, tu vas apprendre..." [c'est-à-dire] lui donner les moyens de s'autoformer s'il veut se former [afin] que cette personne cherche son chemin » (E3)*

L'autonomie, la pluralisation et l'horizontalité obligent inévitablement une mise en relation complexe entre les organisations. Elle est toujours sur le point de se briser, toujours précaire et

instable. Les ruptures, les fragmentations, les efforts inachevés de mises en relation deviennent de fait le caractère quotidien du mouvement. Malgré cela, l'idéal de convergence apparaît souvent dans les entretiens (***Convergence – Isolement***) :

> *« ... et comme le concept de profit par exemple, peut être appliqué soit à l'éducation soit au football, le contrôle communautaire peut l'être à la santé ou à l'éducation. Comment [au travers] de cette convergence d'élèves différents, de la banlieue, des lycées emblématiques, des lycées privés, nous construisons quelque chose qui est favorable à tous. » (E6)*

Autrement dit, il faut comprendre que les différentes luttes ont des points de résonance ou que malgré les différences, la lutte reste la même. Le présupposé logique étant qu'un jour, toutes les organisations dépasseront leurs intérêts et conflits propres afin de se consacrer à une lutte ultime : celle qui permettra de changer la société. En dépit de la grande pluralité de luttes, d'identités et d'organisations, il existe ainsi une certaine conscience du besoin de dépasser les revendications ponctuelles. Tels que le mouvement LGBTQ, au-delà des revendications spécifiques, les élèves entendent que l'éducation est juste un scénario d'une lutte plus grande, qui peut être comprise comme la démocratisation réelle du pays.

Ce désir de convergence est mis à jour par l'intermédiaire de la coordination et la résonance.

> *« Nous participons au "cordon Agustinas". Et aussi, nous participons à l'ACES. De temps en temps, il y a des copains de l'INBA qui assistent également à l'ACES. À l'intérieur de tout, nous avons beaucoup d'amis qui sont "bureau d'élèves" dans d'autres lycées. C'est le cas par exemple de Juan du [Lycée] d'Application (...), le cas de (bon, ce n'est pas un bureau d'élèves, mais elle continue de travailler là), de Maria du [Lycée] 7 de Santiago, d'un ex-porte-parole des lycées professionnels de La Cisterna, qui est Raul, de Joaquin du [lycée] Confédération Suisse et ainsi nous avons sans fin [des personnes] avec qui nous continuons de travailler, continuons de contribuer. » (E4)*

Évidemment, autant l'ACES que la CONES sont le résultat du besoin de coordination des différentes instances de participation. Cependant, cette coordination est loin d'une mise en relation institutionnelle. Comme le souligne la citation, elle dépend fondamentalement des relations personnelles. Même au sein de l'ACES, ils se perçoivent comme un groupe d'amis. C'est justement la force de cette relation, laquelle permet de renforcer le processus de participation. Cependant, cette convergence n'est pas forcément une mise en coordination relativement officielle. Elle réside dans la résonance, à savoir le fait d'avoir conscience que même si l'on ne travaille pas ensemble, on est du même avis : « *... nous ne travaillons pas en coordination, mais oui, nous avons la même approche, les mêmes références* » (E9).

9.3. De la participation politico-institutionnelle à la participation politico-sociale

Tout au long de la dernière phase de mobilisation des élèves, notamment à partir de la dictature, nous avons vu une tension permanente entre l'institutionnalisme et l'anti-institutionnalisme à l'intérieur du mouvement du secondaire. Une lutte qui résume la tentative d'auto-construction d'un nouvel acteur politique et la tentative de se débarrasser des anciens cadres d'action. Elle est en conséquence un point d'inflexion de l'histoire récente du pays. À partir de là, émane l'intérêt d'étudier ce mouvement en profondeur. La discussion et les conflits entamés par les élèves depuis la dictature sont les précurseurs de la crise du système politique et de représentation démocratique de nos jours.

Même si l'on observe depuis les années 1950 une différence importante entre l'institutionnalisme du mouvement et la participation[182], ce n'est qu'à partir de la dictature, notamment à partir de la constitution de CODES[183] en parallèle aux bureaux d'élèves, ces derniers nominés par les autorités scolaires de la dictature, que l'institutionnalisme comme moyen d'organisation et participation commence à se mettre en question. À cette époque-là, les élèves commencent à entrevoir que la participation politique était en conflit avec les lourdes structures bureaucratiques, facilement cooptées par la dictature pendant les années quatre-vingt et ensuite par les partis politiques et les gouvernements de « *La Concertación...* ». La participation politique devait en conséquence se faire en dehors de ces structures. Cette participation informelle, promue au début par les partis d'opposition à la dictature, notamment le Parti communiste, devient le modèle de participation pour les jeunes à partir du retour à la démocratie. Ce sont ainsi les « collectifs » qui reprennent le modèle, cette fois-ci, en éliminant les racines partisanes qu'avaient les CODES. Il en résulte non seulement une participation informelle, mais fluide, horizontale, autonome, fortement anti-institutionnelle ainsi que fragmentaire, instable et parfois circonstancielle. Les collectifs développent au maximum -ce que Rojas Flores (2009) observait déjà pendant l'Unité populaire- la participation politique, construite à partir des relations personnelles entre les militants. Ces militants, auparavant politiques, deviennent désormais des militants sociaux.

> *« Le militantisme après la dictature est passé d'un militantisme politique à un militantisme social et là, nous parlons des militants et nous sommes militants sociaux et nous nous définissons comme militants de la société, comme militants pour une cause populaire » (E1)*

[182] Voir section « Le début organisationnel », à la page 261.
[183] Voir section «Le mouvement du secondaire pendant la dictature », à la page 267.

La fondation de l'ACES n'est donc que le résultat d'un processus semé pendant la dictature et mûri pendant les années quatre-vingt-dix. En effet, elle représente, encore une fois, la lutte entre la participation politico-institutionnelle et la participation politico-sociale. Cette transformation représente également une transformation du rôle de l'individu politique au sein de la société chilienne à travers le processus de déclin des institutions politiques. En fait, la pluralisation, l'horizontalité et la particularisation de l'expérience de lutte, observées notamment entre les années 2006-12, deviennent les conditions nécessaires pour la production d'un processus autonome d'individuation. Les organisations, désormais orientées par les principes ci-mentionnés, doivent s'adapter en conséquence aux limites de ce processus. À la différence des institutions classiques, qui cherchaient à « produire » des individus prêts à s'intégrer à la société, les organisations sont au contraire des modélisations ad hoc aux individus. Les mécanismes internes ont pour but de faciliter ce processus et d'empêcher idéalement des influences provenant de l'extérieur de l'organisation ou de l'extérieur de l'individu. L'isolement et la fragmentation des organisations, autant que le désengagement individuel, fonctionnent en conséquence comme des mécanismes défensifs. Au contraire, la libre participation, le dynamisme, le caractère informel des instances de participation permettent d'assurer cette adaptabilité organisationnelle. L'individu est ainsi le noyau du processus de contestation.

Face à ces enjeux, les organisations-instances sont soumises à plusieurs contraintes provenant de l'intérieur et de l'extérieur de l'organisation. Le travail ressemble à un travail d'équilibriste : nombreuses sont les conditions à remplir et une seule absence peut déclencher l'extinction. En interne, elles doivent être horizontales et ouvertes en assurant la voix et la participation de tous et adaptables à tous les contextes et besoins possibles. À l'externe, elles doivent assurer son indépendance et en même temps faciliter la convergence et la coordination. Comment est-ce que ces organisations-instances parviennent finalement à assurer leur pérennité ? L'instabilité du pôle institutionnel du mouvement du secondaire illustre cette question. Depuis l'extinction de la FESES, seule la CONES a réussi à conserver une certaine pérennité après plusieurs échecs. Au contraire, le pôle informel, représenté par l'ACES, est paradoxalement resté la seule instance pérenne du mouvement du secondaire. La flexibilité et la fluidité de l'ACES semblent être les facteurs clés pour expliquer cette pérennité.

Cette instabilité chronique nous amène à une autre question : quelle place occupe l'identité au sein de ces organisations-instances fluides et de caractère informel ? Malgré cette volatilité, les interviewés parviennent à dégager, tout de même, un « nous » en ce qui concerne son organisation.

Cependant, est-ce que l'ACES de 2001 est, par exemple, la même que celle de 2012 ? J'ai déjà avancé la réponse. Non, l'ACES est juste un instant au cours de l'histoire du mouvement. Un instant défini par le cycle de contestation et par la constellation singulière des individus qui y ont participé. La refondation de l'ACES toutes les rentrées est la preuve évidente d'une identité situationnelle. L'identité est donc loin de l'approche parménidienne et culturaliste propre aux mouvements de la deuxième moitié du XXe siècle. Elle ressemble mieux au fleuve d'Héraclite. Les organisations-instances sont en perpétuel changement. Pourtant le fleuve reste le même. En effet, malgré cette configuration et cette identité situationnelle, un certain nombre de caractéristiques, y compris les revendications, demeurent sous le toit appelé « ACES ». C'est l'historicité du mouvement, dont j'ai parlé dans le chapitre 3[184]. C'est justement la mise en relation de cette historicité et de l'identité situationnelle et fluide, qui permet d'assurer la pérennité de l'organisation-instance. En revanche, les organisations qui tentent de s'approcher d'un modèle institutionnel sont celles qui ont le plus de mal à résister le poids lourd du temps (ACA, ACAS, COMES, FEMES, CONES). La rigidité de ces organisations ne résiste pas aux multiples défis, conditions et enjeux propres aux organisations du mouvement du secondaire du XXIe siècle.

Cependant, cet anti-institutionnalisme doit être observé avec prudence. Il ne semble pas exister une contradiction absolue entre l'institutionnalisme et les nouvelles formes d'organisation, même si la vocation à changer les codes persiste. Ces codes établissent la manière de s'organiser et les élèves ne prétendent pas anéantir toutes les formes d'institutionnalisation. En interne, les « membres » des organisations-instances les plus radicales aspirent à avoir le contrôle sur les manifestations institutionnelles de la politique lycéenne : les bureaux d'élèves. À l'externe, il ne faut pas oublier qu'en dépit de la critique virulente envers l'État et ses institutions, toutes les revendications les plus importantes s'adressent finalement à lui. Il existe ainsi une reconnaissance implicite du besoin des institutions. Cependant, les raisons qui expliquent l'acceptation de cet institutionnalisme dans l'un et l'autre cas sont différentes. En dépit du caractère institutionnel vertical des bureaux d'élèves, les élèves reconnaissent son utilité :

> *« Nous avons eu des conquêtes importantes, par exemple la création du conseil scolaire, nous avons aussi eu la possibilité d'établir des dialogues frontaux avec direction (...), nous avons eu un niveau de légitimité dans laquelle nous pouvons également proposer nos propres problématiques au lycée... » (E9)*

En effet, les étudiants du secondaire reconnaissent que l'appartenance à un bureau d'élèves dote son travail d'un degré de légitimité aux yeux des directions des établissements. Ces rôles, parfois

[184] Section « 3.3. Sept ans de protestation », page 109.

artificiels, servent comme boîtes de résonance à la voix des dirigeants et des collectifs. Cette quête de légitimité permet d'établir une double reconnaissance : elle est bien évidemment la quête de reconnaissance du rôle des élèves aux yeux des autorités, mais elle est aussi la reconnaissance de cette autorité et du rôle qu'elle joue au sein des rapports de pouvoirs à l'intérieur de l'école. Les autorités doivent ainsi demeurer. En outre, les bureaux d'élèves, étant une organisation de base, locale et petite, sont considérés comme plus proches des élèves et plus malléables aux conditions normatives de l'éthique contestataire. Elle peut ainsi servir plus facilement à leurs besoins. Les rôles de président, secrétaire ou trésorier sont des statuts réglementés dans la législation et imposés aux organisations des élèves, mais elles n'ont rien à voir avec le travail quotidien de la politique lycéenne. Ces rôles sont davantage joués à l'extérieur de l'organisation et servent à satisfaire les critères institutionnels de la direction des établissements.

> *« … dans ce sens, si nous pouvons construire [quelque chose] pour que ces structures hiérarchisées se mettent à être progressivement inclusives et soient traitées, surtout, comme une direction qui a une durée d'une année, qui va ouvrir des espaces et qui ne va pas répondre à une structure comme celle d'un Comité central qui commande... mais [qu'elle soit d'une manière telle que] nous présentions une motion ou [que] nos compagnons nous présentent une motion [et que] les discussions soient ouvertes comme dans une réunion du collectif, dans laquelle chacun peut présenter quelque chose, dire ce qu'il pense… » (E10)*

Dans ce cas, il s'agit davantage de reformuler l'institutionnalisme que de l'éliminer. Ils s'attaquent aux codes qui établissent la hiérarchie, la dépendance, la centralisation du pouvoir, la bureaucratie, etc. Est-il cependant possible d'avoir une institution qui ne fait pas appel à ces caractéristiques pour se constituer ? S'agit-il du déclin des institutions ou juste d'une nouvelle forme d'institutionnalisme, cette fois adaptée à l'individu ? Quoi qu'il en soit, même si les institutions restent, on observe une inversion de la relation individu-institution, construite pendant le XXe siècle.

La concentration des revendications envers l'État nous apporte une autre piste de cette relation conflictuelle avec l'institutionnalisme. Le rôle de l'État n'a jamais été remis en question, bien au contraire, ce n'est pas l'existence de l'État qui est en jeu, mais son fonctionnement. C'est évidemment la critique au type d'État, construit pendant la dictature, qui, comme l'indique Wacquant (2007) dans le cas des pays occidentaux, a affaibli son rôle social, mais a renforcé son rôle répressif. Ces revendications positionnent cette fois le mouvement du secondaire à la même place que les mouvements populaires à partir des années 1930, à savoir, comme le souligne Salazar (2006b) avec un ton méprisant, ayant un caractère « *Pétitionnaire* » et de dépendance envers l'État

et ses institutions. Autrement dit, un mouvement qui se centre sur la revendication et non pas sur la transformation de la réalité. Cette affirmation est cependant contestable. Les transformations susmentionnées sont plus complexes que la simple liste de revendications. Pourtant, l'État doit subsister. Le mouvement en conséquence n'est pas révolutionnaire dans le sens classique, même s'il existe des groupes qui revendiquent la révolution. Il est plutôt le résultat d'une révolution plus silencieuse. Une « révolution » qui dépend paradoxalement de la persistance d'un opposant. Si dans le cas des groupes primitifs, comme le souligne Clastres (1997), l'existence d'un groupe opposé permettait d'assurer l'unité et la totalité de la communauté, dans le cas du mouvement du secondaire et probablement de la plupart des groupes mobilisés ayant la même éthique contestataire, l'État et les institutions permettent d'assurer leur identité et leur particularité. Non pas d'une identité spécifique, laquelle dépend de la constellation des singularités appartenant à l'organisation. Il s'agit plutôt de la possibilité d'une identité. Tout comme dans le cas de la construction de la masculinité traditionnelle, laquelle est construite à partir de l'opposition à une certaine idée du féminin ; la possibilité d'une identité des groupes mobilisés est construite à partir de l'opposition au pôle négatif des disjonctions. C'est ainsi un critère de fausseté : nous ne sommes pas verticaux, hégémoniques, dépendants, etc. C'est une identité bornée sur l'opposition et ceci peut expliquer en partie la possibilité d'une identité malgré la fluidité des organisations-instances. Aussi, cela explique pourquoi l'État doit perdurer. En effet, en lui adressant des critiques à ce dernier, la lutte agit comme une épreuve et permet de poser les conditions nécessaires au développement d'une singularité. Cette idée, même si préliminaire, permet de revendiquer l'idée la plus embryonnaire de Tilly, à savoir que la particularité de la contestation dépend des caractéristiques du type d'autorité en vigueur.

Tout comme le mouvement LGBTQ, qui avait, paradoxalement, besoin des luttes identitaires afin d'aboutir au succès de ses revendications, le mouvement du secondaire a donc eu besoin de l'institutionnalisme en vigueur afin de construire son modèle de participation anti-institutionnel.

Conclusion : La politisation de l'individu et la nouvelle éthique contestataire

La tentation est forte, dans les conclusions de ce type d'étude, de faire un bilan des réussites et des échecs des mouvements sociaux. Quel impact ont-ils eu sur la société et la politique chiliennes ? Ont-ils atteint leurs objectifs ? Que sont devenus leurs dirigeants ? Les mouvements sociaux ont-ils réussi à acquérir une certaine pérennité ? Ce faisant, les mouvements sociaux sont alors perçus comme des objets sociaux qui, clairement définis dans le paysage politique, deviennent des réalités indépendantes dont les traces peuvent facilement être repérées. Les lois de la physique peuvent y être appliquées, notamment celle de l'action et de la réaction : si le mouvement a réussi à avoir un impact sur la réalité sociale, il est considéré comme réussi ; si, au contraire, il ne semble pas avoir laissé de traces pérennes, à quoi bon ? Cet utilitarisme néglige toutefois la complexité du tissu culturel, politique et sociohistorique qui sous-tend les mouvements sociaux. Certes, certains ont mené à des gains significatifs, notamment le mouvement du secondaire et le mouvement LGBTQ, et l'effet de leurs actions ne peut être nié. Cependant, ces mouvements sont au centre d'un vaste et complexe réseau d'interactions, et dresser le simple bilan des réussites et des échecs serait réducteur. En réalité, peu importe si le mouvement en question a eu peu ou pas d'impact : les mouvements sociaux sont des productions et des producteurs de la société et, de ce fait, sont en complète continuité avec elle. Comme je l'ai déjà mentionné, ils ne sont ni l'avant-garde, ni le sommet d'un iceberg, sinon une autre scène politique où les tensions de la société sont mises en jeu. En étudiant les mouvements sociaux au Chili, nous n'arriverons peut-être pas à prédire l'avenir de la société ou qui seront les futurs dirigeants du pays, mais pourrons mieux cerner les enjeux en cause et observer *in vivo* les transformations, notamment politiques, de cette société. Si les mouvements disparaissent, cela n'implique pas forcément la fin de l'action politique ou de la participation citoyenne, comme je l'ai dit à maintes reprises au sujet de la période de la désillusion politique ; cela peut être le résultat de la tension qui se dissipe qui s'exprime sur un autre canal ou encore une période d'incubation pour une nouvelle façon d'envisager cette politique. Les tensions fluctuent avec la société, et ainsi en est-il les mouvements sociaux.

Le but était donc d'observer les transformations sociétales sous l'angle politique, notamment en ce qui concerne le rôle de l'individu dans un contexte apparemment paradoxal : l'action collective.

Cette thèse ne s'intéressait pas à l'étude des mouvements sociaux à proprement parler, mais s'en est servie pour expliquer ces transformations. Le contexte de paradoxe construit pendant les années 1990 opposait en effet l'individu et la participation politique : l'individualisme croissant serait défavorable à l'action collective politique, voire à la société au complet. Cette thèse a permis de dénouer ce paradoxe, en démontrant au contraire que l'individu est à la base de l'action collective. Les piliers de cette démonstration ont été l'analyse sociohistorique de la protestation et celle du cadre normatif de l'expérience de lutte sociale qui met justement l'individu à l'avant-plan. La question centrale de cette étude reste pourtant toujours ouverte : *comment construire une action collective à partir de l'individu ?* Tout au long de cette thèse, j'ai insisté sur l'importance croissante de l'individu sur la façon de faire la politique : pluralisation, déconcentration, horizontalisation, particularisation voire individualisme. Cependant, les mécanismes qui expliquent le passage à l'action collective restent toujours obscurs ; comment les individus parviennent-ils à se mobiliser malgré cet individualisme ? Pour y voir plus clair, il faut faire encore deux détours. Le premier consiste à présenter brièvement les principales transformations historiques qui ont marqué l'action collective au Chili et à expliquer en quoi ces transformations sont un « fait sociétal », c'est-à-dire qu'elles touchent à différents groupes mobilisés. En lien avec le premier, le deuxième détour est l'exposition du cadre normatif maître dégagé des monographies. Dans ce cas, l'accent sera mis sur les ruptures historiques révélées par l'analyse de ce cadre normatif maître ainsi que sur les processus d'individuation observés. La troisième section traitera des inégalités comme cadre maître d'interprétation globale des luttes et de la structure de valeurs qui en a découlé. La quatrième partie de ces conclusions abordera de manière plus concrète la question principale de cette étude à travers le concept d'opérateur de résonance. Finalement, une dernière section avancera une hypothèse quant à la relation entre cette structure de valeurs et l'éthique anarchiste.

La politisation de l'individualisme

a) De la pluralisation croissante à la politisation de l'individu

À la suite de la période de la question sociale (1891-1925), comme résultat de l'institutionnalisation du conflit et du compromis entre l'État et les mouvements populaires de l'époque, l'action collective a eu tendance à se concentrer autour d'une seule dimension, le travail, et d'une seule sphère sociétale, la politique ; tout conflit social semblait y trouver son expression et sa résolution.

C'était en effet la période de l'essor de la politique comme instance unificatrice de la vie sociale (Lechner, 1996), qui succédait à celle où l'État semblait seulement un Léviathan qui tombait sur la société afin d'assurer la gouvernance et l'ordre social, la politique étant surtout ainsi une affaire d'élite et de patrons. Au tournant du siècle et notamment avec l'émergence des mouvements sociaux, des syndicats, des partis populaires et de l'universalisation du suffrage, la politique commence à imprégner toutes les couches sociétales, cette tendance culminant avec la période de l'Unité populaire de Salvador Allende. La politique concentrait ainsi toute possible interprétation de la réalité. Cette concentration coïncide également avec une vision pyramidale de la façon de s'organiser : c'est l'essor des modèles de gestion centralisés et hiérarchiques et du leadership traditionnel au sein des mouvements sociaux tout comme au sein de l'État. Ce dernier ayant amplifié ses interventions dans différentes sphères sociales (éducation, travail, culture, etc.), commence alors à avoir une influence sur la « production » d'individus. Les individus issus de cette influence se définissent fondamentalement à partir d'un élément externe : la classe, le travail, l'idéologie, la politique, etc. La conséquence en est la production d'un seul type d'individu politique à partir d'un seul processus d'individuation.

Cependant, à partir des années 1950, on commence à observer une diversification du mouvement de protestation au Chili, ce qui correspond au processus de déclientélisation dont Salazar fait mention. Le travail, tout en conservant son importance, doit désormais partager la place avec d'autres enjeux, luttes et thématiques. La politisation de la société ouvre la porte à la politisation d'une pluralité d'identités – *pobladores*, paysans, étudiants, femmes, etc. – ayant à leur tour une pluralité de revendications singulières. La politique reste le champ de bataille de ces revendications et le contrôle de l'État continue d'être la principale cible par laquelle ces revendications peuvent trouver leur dénouement. Toutefois, le système étatique commence à s'essouffler devant cette croissante réautonomisation des mouvements sociaux (Gaudichaud, 2004). Il en résulte un déphasage entre la politique institutionnelle et les mouvements de base. L'État ne sera plus capable de répondre à l'ampleur des revendications provenant de la société.

Premier constat : *La fragmentation sociétale observée pendant la période de la désillusion politique n'est pas exclusivement le produit de la dictature. Elle commence bien avant, au début de la pluralisation croissante des identités et des revendications*. La politique, par l'intermédiaire de la politisation sociétale, a été paradoxalement victime de son succès. Elle a en effet participé à faire prendre conscience de leurs besoins à des groupes historiquement délaissés et leur a fourni une base d'interprétation commune. Le processus leur a également permis de reconnaître leurs particularités

et de développer ainsi une conscience identitaire spécifique. La dictature a ensuite accéléré ce processus par son action de dépolitisation de ces identités. Libérées du joug de la politique, ces identités ont tranquillement cheminé vers l'autoconstitution et la méprise de la politique institutionnelle. On observe alors la multiplication des processus d'individuation et la multiplication des types d'individus. Le phénomène a explosé pendant la période de la désillusion politique (1990-2005) et a eu pour résultat la croissance de l'individualisme au sein de la société chilienne.

Cette explication est bien évidemment caricaturale : un historien bien informé pourra sans problème révéler les particularités de ce processus d'individuation, qui n'est ni complètement centralisé ou hiérarchique, ni complètement unique. J'ai déjà critiqué la « nouveauté » de l'autonomie des mouvements sociaux actuels ainsi que l'intransigeance de l'interprétation du phénomène de cooptation au sein des mouvements de l'époque (chapitre 2). Cependant, une telle « caricature » nous permet de fixer artificiellement une réalité que nous pouvons alors comprendre plus facilement ainsi que le modèle de politique duquel les mouvements sociaux actuels essayent de se détacher.

Voici le deuxième constat : *la grande transformation qui s'est opérée lors de la période à l'étude n'est pas la montée des manifestations, la lutte contre les inégalités ou la fin de l'individualisme, mais plutôt la politisation de l'individualisme et le nouveau rôle politique joué, conséquemment, par l'individu lui-même*. Si pendant la période de la désillusion politique l'individu semblait dépolitisé, indifférent aux affaires publiques et soumis plutôt aux besoins égoïstes dictés par la consommation, il acquiert par la suite une dimension politique inattendue. La nouvelle éthique de contestation qui prévaut place l'individu comme principe directeur ; les tensions intra- et interorganisationnelles alors observées semblent découler de la mesure dans laquelle ce principe est respecté.

b) La post-dictature comme période d'incubation de la nouvelle éthique

La politisation de l'individu commence pendant la période de la désillusion politique. Ceci est le troisième constat. La démobilisation politique des années 1990 ne peut cependant pas être niée. Par exemple, Somma (2015) souligne que les jeunes sont de moins en moins engagés dans la participation organisationnelle formelle. Comment envisager le fait que la même période ait connu autant un manque de participation organisationnelle que la vague de mobilisation la plus importante après la dictature ? Ceci s'explique par une double transition. La démobilisation n'a pas été totale, mais a plutôt porté sur un type particulier d'action collective politique : le militantisme

institutionnel. Autrement dit, elle a surtout été marquée par la diminution de la participation politique aux grandes structures institutionnelles créées au tournant du XX^e siècle, notamment les partis politiques et les syndicats. Le pôle négatif du cadre normatif maître fait souvent référence à ces grandes structures de pouvoir, et c'est sur cette base que de nombreuses critiques sont adressées à l'institutionnalisme. J'en ai déjà mentionné plusieurs. Sur ce point, mentionnons seulement que ces critiques, prises ensemble, peuvent être résumées dans l'idée que ces structures négligeaient, et négligent toujours, la particularité de l'expérience sociale. Cette particularité constitue l'un des noyaux de l'action politique actuelle. Néanmoins, la nouvelle vague de mobilisation ne doit pas être interprétée globalement comme la renaissance de l'action politique. La démobilisation institutionnelle demeure un fait incontestable, mais la situation actuelle témoigne plutôt d'une transformation progressive du processus de politisation qui est déterminée par différentes contraintes et conditions. À la lumière de la période 2006-2012, les années 1990 acquièrent un nouveau visage : elles n'ont pas seulement été le théâtre d'une démobilisation institutionnelle, mais aussi une période d'incubation et de développement d'une nouvelle façon de penser la politique, cette fois fondée sur la particularité et l'individualisme.

> *« Le militantisme après la dictature est passé d'un militantisme politique à un militantisme social et là, nous parlons des militants et nous sommes militants sociaux et nous nous définissons comme militants de la société, comme militants pour une cause populaire. » (E1)*

La période de la transition démocratique fut également une période de mutation de la participation politique, qui s'est déplacée depuis les formes institutionnelles de participation du XX^e siècle vers une participation sociopolitique souvent floue et instable. La grande différence entre cette période et la période à l'étude est la capacité nouvelle des mouvements sociaux à agir massivement et de façon coordonnée tout en maintenant l'individu comme principe directeur de la mobilisation. L'autonomie réactive des années 1990[185] empêchait le travail de coordination, ce qui a mené à une action politique fragmentaire et éparpillée. L'éthique contestataire au cœur de cette politique non institutionnelle semble pourtant similaire pour les deux périodes.

Cette mutation n'implique toutefois pas la disparition des formes institutionnelles. Il ne s'agit pas ici du remplacement d'un modèle par un autre, mais plutôt d'une pluralisation des formes de participation qui s'inscrit dans le processus de diversification entamé dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Les formes traditionnelles de participation (syndicats, associations de fonctionnaires, partis politiques, etc.) cohabitent dans le même espace politique que les instances de participation

[185] Voir à la page 347.

telles que les collectifs et sont soumises aux mêmes règles et tensions normatives, notamment au cadre normatif maître qui sera décrit ci-après.

c) Une rupture avec le XXe siècle

Ces éléments nous mènent à un quatrième constat : *cette transformation naît en opposition non pas aux valeurs de la dictature ou de la droite, mais à une façon spécifique de penser la politique pendant le XX^e siècle, notamment celle de la gauche traditionnelle*.

> *« Personne n'a une opinion moins importante qu'un autre. On écoute n'importe quelle personne qui parle et on lui permet de parler. Des fois, ils disent de pures bêtises, mais on [les] écoute également, ils disent des bêtises, mais personne n'est empêché [de] parler. Les opinions s'écoutent. Nous avons essayé d'en faire autant parce que si tu continues à faire les mêmes mauvaises pratiques, des pratiques qui appartiennent aux vieux, à de vieux projets, à la fin tu finis par ne rien changer, tu finis par faire à nouveau la même chose. » (E3)*

La dictature, la droite et le modèle économique néolibéral sont bien évidemment fort critiqués et, parmi les revendications actuelles, plusieurs sont le résultat des actions implémentées pendant la période dictatoriale. Il existe également une évidente sensibilité de gauche commune à ces groupes. Cependant, la nouvelle éthique protestataire ne naît pas forcément en opposition à la droite ou au néolibéralisme, pas même en opposition à « *La Concertación...* »[186], mais plutôt à un type de politique développé notamment pendant la période *« desarrollista »* (1931-1973) et caractérisé par l'institutionnalisme, la verticalité, l'élitisme, l'hégémonie et l'universalisme. Il existe ainsi une dimension temporelle à l'intérieur du cadre normatif. En effet, le pôle négatif des disjonctions analysées dans les monographies est souvent associé au passé, aux vieilles pratiques partisanes, notamment à celles de la gauche. Le pôle positif, en revanche, est ce qui vient à s'opposer, à construire une nouvelle façon d'agir. C'est surtout la méfiance envers le Parti communiste, qui constitue en effet le symbole de cette éthique traditionnelle, ou de façon plus large la méfiance envers la gauche historique qui a échoué, cette gauche de l'avant-garde, celle qui a coopté les mouvements sociaux au profit de ses besoins et bâti sa pensée politique depuis la verticalité, l'autoritarisme et le « contrôle de cadres ». L'action des activistes peut ainsi être comprise comme une tentative de rupture dans l'histoire, un point d'inflexion afin d'abandonner le poids lourd d'une tradition inachevée. Je développerai ces idées en profondeur dans la section dédiée au cadre normatif maître. Cependant, nous aurions tort d'attribuer exclusivement à la gauche classique le

[186] La coalition de partis politiques de centre gauche qui a gouverné le pays entre 1990 et 2010.

pôle négatif des disjonctions. J'ai déjà précisé qu'un groupe spécifique ne représente pas dans l'absolu un pôle ou l'autre ; les valeurs sont attribuées aux groupes en fonction du contexte, et il existe même à l'intérieur de chaque organisation une tension entre les deux pôles. Un exemple de ceci est fourni par l'Encadré 3 (page 241), qui présente deux factions similaires du MUMS s'attribuant des caractéristiques associées tant au pôle négatif qu'au pôle positif. Il s'agit de deux visions de la politique qui s'opposent, ou plutôt de deux types distincts de processus d'individuation politique : l'un qui cherche à produire un seul individu institutionnel et l'autre qui cherche à produire plusieurs types d'individus, une opposition finalement entre l'universalisme du XX^{e} siècle et la tendance à la particularisation de nos jours. Paradoxalement, ce processus est le résultat d'un compromis entre deux traditions : l'éthique néolibérale et l'héritage socialiste. La dernière partie de ces conclusions abordera ce sujet plus en détail.

La rupture envers la dictature est bien évidemment réelle et l'influence de cette dernière sur le motif des mobilisations est également incontestable. Les commémorations en sont la preuve. À première vue, cette rupture semble en réaction à la démobilisation et à la fragmentation sociale qui sont les résultats les plus palpables du régime. Cette rupture s'inscrit pourtant en continuité avec l'opposition mentionnée : il s'agit d'une rupture, notamment émotionnelle, avec tout ce qu'implique la dictature, y compris avec la relation conflictuelle entre la droite et la gauche. Le premier élément de cette rupture émotionnelle est l'absence de peur au sein des nouvelles générations d'activistes. D'après plusieurs chercheurs, l'absence de peur est l'un des facteurs les plus importants du cycle de protestation (Cummings, 2015; Donoso, 2013a; Gómez Leyton, 2006). J'ai constaté cet argument chez les activistes avec lesquels je me suis entretenu : les anciennes générations auraient développé une peur de la mobilisation qui s'expliquerait soit par la transmission intergénérationnelle du trauma du coup d'État et de la répression, soit par la crainte des années 1990 du retour à la dictature. Les activistes plus âgés remarquent à ce propos que le fait de se mobiliser leur a permis de vaincre la peur (P12, P13). Les générations nées à la fin de la dictature ou pendant la transition démocratique n'auraient pas connu cet affect et seraient plus prêtes à se mobiliser. Cependant, cette absence cache également une certaine distance émotionnelle avec l'expérience de la dictature : une distance avec la peur, bien évidemment, mais aussi avec le trauma, la douleur et l'expérience de l'échec de toute une génération d'acteurs.

> *« [Ils] devraient produire quelque chose, générer quelque chose et il paraît dernièrement que les marches commémoratives ne servent qu'à se regarder le nombril, et se souvenir avec nostalgie des échecs. Alors tu penses : "Quelle est la motivation des gens qui vont à la marche du 11 septembre ?" Ils sont en général des*

mecs qui témoignent de la sympathie envers l'UP ou qui ont réellement participé aux marches socialistes ; des militants du PC qui vont aussi en général pour rencontrer les amis, pour parler un peu, pour pleurer les morts et [ensuite] rien ! Après, ils partent manger quelque chose ou prendre un verre. »

« Il faut arrêter de pleurer. C'est ça la question. Il faut travailler, il faut commencer à faire un vrai travail politique, réel. J'ai l'impression que le PC est devenu il y a longtemps une sorte de... et le MIR aussi [une espèce de] "centre de conventions" de morts : "Il faut célébrer tel jour et celui-ci et l'autre et nous allons faire la fête de l'embrassade". Des pures questions démodées. Au fond, si nous continuons de vivre de politiques passées... oui, ce fut un échec et il faut [donc] accepter que ce fût un échec. Alors [ça y est], c'est bien de se rappeler qu'il y a eu une tentative [mais], l'important est qu'il y en ait une à l'avenir. » (E19)

Ces propos sont choquants, mais ils ne sont pas faux. Ils ont deux sources : l'autorité morale de ceux qui ont vécu le trauma de la dictature et l'urgence d'avancer et de dépasser l'échec de la gauche. Il s'agit encore une fois de l'assassinat symbolique du père et de la volonté de construire un chemin nouveau, au-delà des traditions et des héritages. Les jeunes se sont confrontés à maintes reprises à l'autorité morale et au discours victimisé de l'ancienne gauche. Jocelyn-Holt disait en conférence que la gauche chilienne avait une propension à la victimisation depuis les grandes tueries du début du XXe siècle, un traumatisme à la naissance qui répète compulsivement sans élaboration possible au même discours victimisé et qui s'est vu réactualisé lors du coup d'État et de la répression de la dictature. Il en résulte une expérience de victimisation compréhensible, mais qui permet très peu le dialogue. Il est possible d'avoir de l'empathie pour la victime, mais comme pour n'importe quel trauma, le vécu reste inénarrable, un vide symbolique. Dans le cas des jeunes, le message sans dialogue de la gauche traumatisée qui leur a souvent été servi est : « *Tu n'as pas vécu la dictature, tu ne comprends pas la douleur et ainsi, tu n'as pas le droit de parler* ». Face à ce discours, il existe deux options : soit la soumission (l'infantilisation), soit la subversion. La nouvelle génération a choisi la subversion, c'est-à-dire de rompre avec toute une tradition qui remonte à la naissance des mouvements sociaux modernes au Chili. La réponse est cruelle : « *Il faut arrêter de pleurer, il faut commencer à faire un vrai travail politique* ». Voilà la magnitude du changement qui a porté cette nouvelle vague de mobilisation. L'autorité morale de la gauche a reproduit le schéma politique du XXe siècle, c'est-à-dire un modèle vertical d'autorité qui dissocie l'avant-garde et la masse, ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, ceux ayant une prise de conscience et ceux qui sont toujours aveugles. La nouvelle génération d'activistes pourrait difficilement accepter l'expérience de victimisation de la gauche qui en elle-même est une reproduction du principe d'inégalité ; elle adopte donc, en opposition à ce modèle d'autorité, les principes d'horizontalité des rapports, d'autoconstruction et de particularisation de l'expérience. La cruauté de cette réponse ne

s'arrête cependant pas là : elle souligne également l'échec de la gauche classique (« *Pourquoi viennent-ils nous dire comment faire les choses s'ils ont connu l'échec ?* ») et le consentement au modèle de la dictature, notamment par la « *Concertación...* ». Les jeunes semblent vouloir reprendre l'histoire d'un siècle, une histoire suspendue dès ses débuts à cause du traumatisme original et du travail de l'État *« desarrollista »*, paternaliste et populiste. Il s'agit donc de réactualiser le projet original de démocratisation, cette fois-ci sous l'égide de l'individu.

d) Un processus de repolitisation simultané

La période de transformation s'est déroulée au tournant du millénaire. Ce fut une période de consolidation et de collectivisation de l'individualisme politique : l'autonomie fragmentaire des années 1990 a été dépassée et les petites organisations, telles que les collectifs, ont commencé à converger vers des thématiques spécifiques pour former des instances plus influentes. L'on observe en effet un processus simultané de transformation, de politisation et d'organisation autour de principes semblables au sein de différents mouvements sociaux. Dans le cas par exemple des travailleurs contractuels de la Corporation nationale du cuivre, Donoso (2013 b) note la mise en place à partir de 2003 de modèles organisationnels participatifs et horizontaux, en opposition au modèle traditionnel de la CUT (Central unitaria de trabajadores). En 2007, sur la base de principes similaires, le « Conseil de défense de la Patagonie » a été fondé (Schaeffer, 2017). Poch (2011) remarque pour sa part un processus semblable, autour de 2002, dans le cas des organisations populaires associées au hip-hop. Le début du millénaire fut également une période de réorganisation de la politique universitaire. À l'Université du Chili, par exemple, le parti communiste à la tête de la fédération étudiante subit un schisme en 2003 : « *Les étudiants communistes vivent une rupture envers son parti en faisant la même critique de l'organique militante : le léniniste centralisme démocratique annulerait l'impact des minorités et favorisait une structure monolithique* » (Víctor Muñoz Tamayo, 2011, p. 229). La première crise datait du début des années 1990 et déjà, en 1997, certains groupes proposaient une refondation de la fédération en faveur d'« *une FECH construite à la ressemblance d'un tel mouvement autonome et horizontal généré dans les bases* » (Víctor Muñoz Tamayo, 2011, p. 222). Nous observons ainsi, autour de la nouvelle éthique contestataire, des tensions qui datent du début de la période de la désillusion politique, mais qui explosent à proprement parler et de façon simultanée dans différents cercles à partir des années 2000.

Quant aux mouvements étudiés dans le cadre de cette thèse, le tournant du millénaire est sans contredit le point d'inflexion vers les principes qui sous-tendent la politisation de l'individu. Le mouvement LGBTQ aborde cette transformation vers les années 2002-2003 en réponse à la crise du financement. Cette crise a en effet obligé les organisations à revenir vers le volontariat et a ainsi accéléré le processus de repolitisation, processus qui par ailleurs avait commencé vers les années 1998-1999 avec la réorganisation du mouvement et la fondation du MUMS et du MOVILH Jiménez. Cependant, la professionnalisation des mouvements avait retardé cette politisation par rapport, par exemple, au mouvement des élèves du secondaire qui a fortement influencé cette transformation. Le retour à la politisation a eu pour conséquence la réorganisation des groupes mobilisés en favorisant cette fois la déconcentration du pouvoir par l'intermédiaire d'un pouvoir élargi de l'assemblée, par l'instauration d'élections périodiques, par davantage d'alternance des postes et par une plus grande autonomie par rapport aux partis politiques.

Bien que les façons de penser l'organisation politique avaient déjà commencé à se transformer chez les élèves, la naissance de l'ACES en 2001 est probablement l'événement le plus marquant de cette transformation. L'ACES est née en opposition directe aux anciennes formes d'organisation qui privilégiaient le centralisme, la représentation et l'influence des partis politiques. Sa fondation ne constitue pas seulement une rupture avec toute une tradition, mais aussi une réflexion mûrie et autonome issue de l'expérience de participation des élèves. Elle est ainsi un produit pur et ad hoc de la nouvelle sensibilité politique. Si de nos jours les élèves du secondaire jouent un rôle fondamental dans la politique quotidienne, il n'en a pas toujours été ainsi, la vraie politique éducationnelle étant auparavant réservée aux universitaires. Mais alors que, aujourd'hui encore, le milieu universitaire peine à se débarrasser de l'influence des partis politiques, chaque tentative de transformation se heurtant à de l'opposition et aux contingences de la politique traditionnelle, les élèves du secondaire, en revanche, ont eu la liberté de générer des changements à partir de la réalité propre des lycées et de la réflexion politique des collectifs, qui ont été les chefs de file de ce basculement. L'expérience de l'ACES aura alimenté la discussion au sein d'autres mouvements et promu cette révolution silencieuse.

Malgré l'impossibilité de compléter une monographie sur le mouvement des *pobladores*, les entretiens réalisés permettent du moins de situer cette transformation à la même époque. Trois événements ont marqué l'histoire de ce groupe : la « *Toma de Peñalolen* » en 1999, la fondation du « *Movimiento de pobladores en lucha* » en 2006 et le tremblement de terre de 2010. La « *Toma de Peñalolen* » désigne l'occupation illégale, pendant un an et demi, des terrains de la

commune de Peñalolen dans le secteur est de la capitale ; c'était la première occupation à Santiago depuis 1992. À la différence d'autres expériences, la « *Toma de Peñalolen* » fut un point d'inflexion pour le mouvement des *pobladores*, qu'elle cherchait à réorganiser :

> *« [il s'agissait] de dépasser l'idée des petits comités atomisés qui n'avaient pas de projection et de se mettre à construire un mouvement de pobladores [...] c'est-à-dire que les pobladores aient le contrôle sur les nouveaux territoires qu'ils construisaient, voire dans tous les domaines de la vie. » (P2)*

Malgré le fait que, pour certains, la « *Toma* » fut un échec, l'on observe déjà à cette époque le besoin de construire un mouvement autonome et basé sur l'idée de l'autoconstruction. Cette idée a persisté. Depuis 2000, de nombreux participants de l'occupation cherchent à créer des organisations dans le même esprit. La fondation en 2006 du Mouvement des *pobladores* en lutte, dans la même commune, est le point de départ de cette réorganisation du mouvement basé, cette fois-ci, sur les principes de la nouvelle éthique contestataire :

> *« [...] avec une nouvelle logique, avec une nouvelle logique d'organisation. [...] Au lieu de prendre une décision tournant le dos aux bases, ils disent : "Non, nous allons d'abord demander et partager l'information", et là, tu as une relation plus horizontale. Il n'y a plus cette vision hiérarchisée et autoritaire qui existait dans les mouvements sociaux. » (P17)*

Le tremblement de terre de 2010 a fourni un contexte propice à la convergence des différentes organisations de *pobladores*. En fait, ce cataclysme a servi de catalyseur pour la coordination des organisations sociales de base, une coordination qu'il semblait impossible de développer avant. C'est dans la foulée de la nécessaire adjonction des forces que la FENAPO (Federación Nacional de *pobladores*) est née et, récemment, l'UNAPO (Union nacional de *pobladores*).

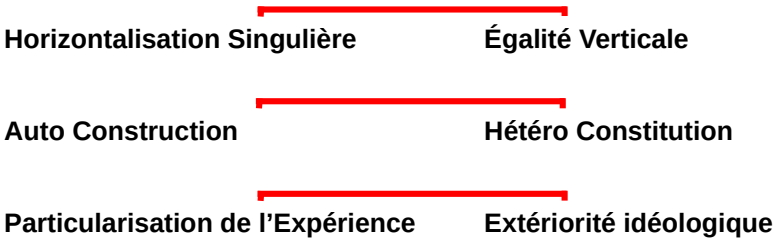
Même si les étudiants et les élèves ont été le fer-de-lance de cette nouvelle mobilisation, cette dernière a impliqué un ensemble beaucoup plus vaste d'organisations sociales alignées sur les mêmes principes organisationnels. Comment expliquer cette politisation simultanée ? Un changement d'une telle ampleur ne peut être le résultat d'un seul groupe ni d'une seule génération ; il implique au contraire un cycle de politisation complexe qui a touché de vastes secteurs de la société chilienne. Nous assistons probablement ici à un changement à l'échelle sociétale ayant eu pour résultat ce processus de politisation. La nouvelle éthique contestataire n'est ainsi que l'expression politique d'une nouvelle éthique sociétale.

Cadre normatif maître : une nouvelle éthique organisationnelle

Nous avons revu dans la dernière section l'évolution historique du processus de politisation de l'individualisme au Chili à la lumière de la mobilisation sociale ; nous en avons souligné les points saillants ainsi que les faits les plus marquants. Cependant, nous en savons encore très peu sur le contenu de cet individualisme politique. Le concept reste pour l'instant vide. J'ai consacré une grande partie de ces conclusions à décrire la tendance à la particularisation de l'expérience sociale dont l'individu est le point de basculement, il faut maintenant chercher à comprendre un peu plus en profondeur ce qu'individualisme politique veut dire. Des manifestations de cet individualisme peuvent être observées dans différents domaines, comme la fragmentation sociale ou l'égoïsme consommateur. Elles n'en sont heureusement pas les seules manifestations possibles. J'ai décidé d'aborder cette thématique à la lumière des valeurs promues par l'action politique et des transformations qu'elle engendre. L'ensemble de ces valeurs ou principes est ce que j'appelle l'« *éthique de l'expérience de lutte sociale* ». L'hypothèse la plus importante de cette thèse n'est pas seulement qu'il y a eu politisation de l'individualisme, mais aussi que cette politisation est la manifestation d'une transformation de la structure de valeurs qui place l'individu au centre de l'action politique. Il s'agit de la configuration d'un cadre normatif maître partagé par plusieurs organisations. Le concept « cadre maître » provient de la théorie des cadrages d'interprétation [*frame analyse*], laquelle explique, comme je l'ai décrit au chapitre 5[187], comment une situation est désignée comme injuste par un groupe spécifique et comment les interprétations s'alignent ensuite pour mener à une mobilisation (Snow et al., 1986). Le « cadre maître » [*master frame*] fait référence à un type de cadre d'action collective global, qui a une portée et une influence plus larges que ceux de mouvements sociaux spécifiques et qui permet d'aligner plusieurs mouvements sur la même idée (Snow & Benford, 1992).

[187] Voir à la page193.

Illustration 20: Cadre maître normatif



L'analyse des monographies a confirmé cette idée initiale. En fait, malgré la diversité des luttes, des acteurs et des approches, il est possible d'identifier un cadre normatif commun à ces mouvements. L'illustration 20 montre les trois disjonctions fondamentales de cette structure.

Tout au long de cette thèse, j'ai souligné l'importance accordée à ces valeurs à l'intérieur des organisations mobilisées. Il ne s'agit pas ici de répéter l'information, sinon de la réinterpréter au regard de différentes monographies ainsi que de l'analyse sociohistorique. Cette analyse est, comme je l'ai mentionné dans l'introduction de cette thèse, la rencontre du global (de l'analyse macrohistorique) et du particulier (de l'analyse micro-organisationnelle). Nous préciserons ainsi la particularité des principes maîtres à la lumière des monographies, expliquerons pourquoi ils signalent une transformation historique du mouvement protestataire au Chili et décrirons plus en détail ce que signifie l'individualisme. Dans ce dernier cas, la comparaison historique sera particulièrement utile, car elle permettra de définir les frontières que cette nouvelle éthique contestataire s'efforce d'établir.

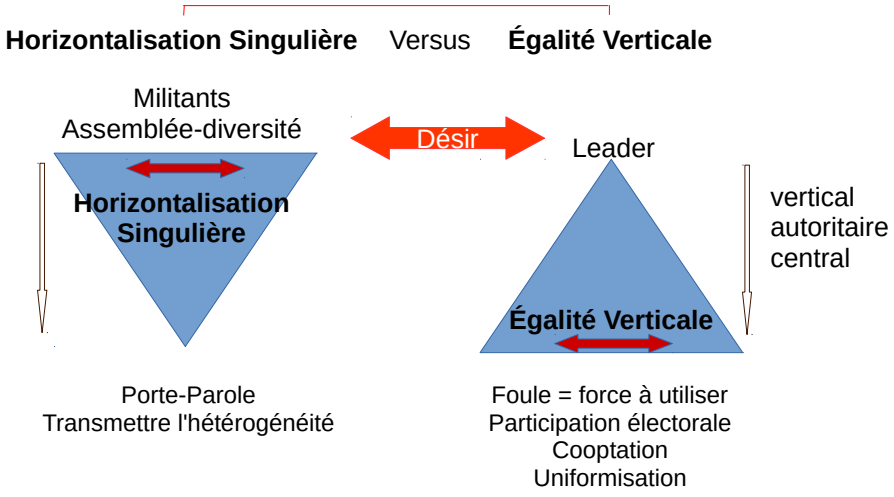
a) Horizontalisation Singulière versus Égalité Verticale

Cette disjonction n'oppose pas simplement verticalité et horizontalité ou encore égalité et inégalité, mais plutôt un type d'égalité construit paradoxalement à partir d'une inégalité fondamentale et une horizontalité fondée sur la singularité de l'expérience sociale. Elle est ainsi, grosso modo, l'opposition entre horizontalité et égalité. Les deux concepts sont évidemment similaires. Il s'agit dans les deux cas de l'établissement d'une relation sur la base d'une même échelle. La différence réside justement dans les processus d'individuation et donc dans le type d'individus produit dans l'un et l'autre cas. En même temps, cette opposition signale également une rupture temporelle, c'est-à-dire un présent caractérisé par une horizontalité singulière et un passé caractérisé par une

égalité verticale. Elle résume par conséquent la différence entre la politisation actuelle et la politisation traditionnelle.

J'ai déjà relevé, à la fin du chapitre 3, l'observation d'Araujo et de Martuccelli (2012) selon laquelle régnerait aujourd'hui, au Chili, une exigence d'horizontalité dans les rapports sociaux. Selon ces auteurs, ce processus correspond à la deuxième phase de la démocratisation du lien social, la première s'étant déroulée au milieu du XX^{e} siècle. J'adhère à cette lecture des faits. Il faut cependant préciser que ce processus n'est pas une simple suite à la première phase de démocratisation, mais plutôt un deuxième mouvement qui prend le contrepied du précédent. En effet, le pôle négatif du cadre normatif décrit la manière dont la politique s'est développée pendant une grande partie du XX^{e} siècle, c'est-à-dire centrée sur les institutions de la démocratie représentative et ses leaders. La critique portée par les récents mouvements sociaux ne cible donc pas une forme abstraite de verticalité, mais bien le type de verticalité sur lequel a été construit le modèle d'égalité de la société chilienne. Nous pouvons observer cette projection verticale de l'égalité tant dans le processus de mobilisation sociale que dans la relation avec l'État et ses institutions.

Illustration 21: Modèle de transformation du lien politique



Les mobilisations sociales du XX^{e} siècle, notamment à partir de la Constitution de 1925, ont été développées en dehors des mouvements mêmes. Elles ont été constituées par l'avant-garde, le groupe qui exerçait le leadership, fondamentalement d'origine bourgeoise et qui se distinguait de la masse. Cette masse sociale, grâce aux mêmes processus de clientélisation et de cooptation, fonctionnait comme une force qui pouvait se déclencher ou se contenir conformément à la logique partisane. L'égalité consistait finalement en un désir, construit depuis l'idéologie et ses leaders, qui

résonnait au sein de la masse. Ainsi, la première phase de démocratisation du lien social a été exercée verticalement. Birnbaud nous rappelle par exemple que :

> *« [s]elon Lenine, c'est l'idéologie dominante au service de la bourgeoisie qui incite les ouvriers à préférer spontanément accroître leur niveau de vie, c'est elle aussi, proposition bien différente, qui, en les aliénant, les détournent de toute conscience vraie et rend donc nécessaire la formation, y compris dans les pays capitalistes, d'un parti de professionnels de la révolution qui, "de l'extérieur", parviendra seul à susciter cette mobilisation collective de la classe ouvrière qui, autrement, demeure bien improbable ». (1991, p. 269).*

D'un point de vue institutionnel, la logique fut similaire. Certes, l'État a changé après « l'anarchie » des années 20 et 30 du XX^{e} siècle, décidant d'incorporer les demandes populaires issues de la période de la « question sociale » à l'intérieur du projet « *nacional-desarrollista* », mais il reste vertical, autoritaire et central, à l'image de l'État construit lors de la constitution de 1833 (Salazar & Pinto, 1999a). En effet, pendant cette période, l'État et la plupart des institutions de protection sociale ont crû progressivement. Ces institutions ont servi d'intermédiaire entre l'ensemble social et l'État, aboutissant à l'institutionnalisation pratique du conflit (avec des syndicats, des ordres professionnels, etc.). La participation réelle du mouvement populaire à l'intérieur de la prise de décision de l'État s'est limitée aux étroites marges électorales et a ainsi été reléguée à un rôle « pétitionnaire » et de dépendance permanente à l'État *« desarrollista »*. La dualité à laquelle se sont opposés les mouvements populaires est reconstruite : dualité entre une élite gouvernante appuyée par une action militaire omnipotente et une force sociale impuissante, mais impulsive, qui se manifeste par des cycles de violence politico-populaires (Salazar, 2006b). L'introduction de la technocratie, laquelle a introduit le lieu du savoir à l'intérieur de l'État même, a exacerbé cette opposition. À partir de ce moment, l'État et le système politique ont acquis une centralité inouïe au sein du processus de socialisation des individus, particulièrement dans les secteurs populaires et notamment à partir de leur rôle dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail et de la prévision sociale. Dans le même temps, la démocratisation du lien social a beaucoup progressé : le vote censitaire a été abandonné et les réformes sociales ont été généralisées. Pourtant, comme pour le contexte de la mobilisation et malgré le fait qu'elle ait été motivée par les forces sociales, cette démocratisation a été mise en œuvre verticalement. Ce fut un processus d'égalisation par des moyens institutionnels : nous sommes égaux par rapport à une instance supérieure externe à la société même (« *Nous sommes tous fils de Dieu* »), nous sommes égaux devant la loi et l'État. L'uniformisation de l'expérience sociale en a été la deuxième conséquence. La socialisation par les institutions a défini les acteurs en fonction de conditions structurelles qui leur étaient extérieures, à

savoir une idée globale et totalisante appliquée depuis le sommet vers l'ensemble social. Cette socialisation verticale de l'État n'a évidemment pas aplani les inégalités sociales, malgré la volonté théorique de les atténuer. Au contraire, la ségrégation sociale entre les franges riches (l'élite économique et politique du pays) et les franges populaires est demeurée, en accentuant encore une fois la dualité à la base de cette égalité verticale.

Les individus mobilisés pendant la période à l'étude se révoltent contre ce processus d'égalisation verticale qui ne les inclut pas.

> *« [L]a structure de la gauche du XX^e siècle était une avant-garde : les unes en avant et les autres en arrière, et tu t'es rendu compte que tu n'as pas ni conscientisé ni [rien] organisé [...]. Il s'agit alors de comprendre que les organisations sont tout et non pas les dirigeants. Le travail se fait avec tous, on est tous les mêmes êtres humains, même si l'on a plus ou moins d'expérience, ça on le voit dans le travail lui-même. Ça a du sens : nous sommes finalement tous égaux. Ce truc "ils savent" change. En fait, ça fait longtemps qu'ils en ont marre de la classe politique "qu'ils fassent ou que le dirigeant fasse", au contraire, il faut changer cette structure. » [P21]*

L'horizontalisation n'est pas l'approfondissement de la démocratie représentative développée au cours du XX^e siècle, mais une réaction au processus politique développé à ce moment-là, qui cache derrière un discours d'égalité une asymétrie insurmontable. Le modèle d'égalité proposé par les partis traditionnels et l'institutionnalisme en vigueur sont perçus par ces acteurs comme une tentative d'uniformisation institutionnelle, qui efface les singularités de la « masse » tout en maintenant l'écart entre la base de la pyramide et le sommet (« les élites » ; cf. illustration 21). Ainsi, une masse d'individus hétéroproduits a été formée sans que ces derniers n'aient entre eux d'autre relation que le lien qui les relie aux instances supérieures. Il en résulte une égalité verticale et un individu institutionnel. L'égalité, comme l'explique Rosanvallon (2011), se décline ici comme un monde indifférencié où les individus n'existent qu'à travers un discours collectif.

La période de la désillusion politique des années 90 fut ainsi une période d'autonomisation en réaction à la politique partisane, pyramidale et élitiste et a marqué le début de la révolte des individus. La différence entre l'égalité verticale et l'horizontalisation singulière réside justement dans le rôle donné aux individus à partir de deux processus d'individuation différents : dans le premier cas, les individus sont hétéroproduits, mais assimilés à une même masse impuissante, dans le second, la singularité des individus est revendiquée. Dans le dernier cas, la logique est la suivante : nous sommes tous égaux parce que nous sommes tous singuliers et donc différents.

L'alternative organisationnelle a été en conséquence l'adoption de modèles horizontaux d'organisation. Ainsi, les distinctions fonctionnelles à l'interne s'évanouissent afin que le processus de mobilisation soit conduit par les interactions horizontales entre les membres et les systèmes hiérarchiques sont éliminés ou limités au profit de la délibération et du consentement. Ceci n'implique pas le retour à une communauté idéale indifférenciée, à une structure sans leadership comme celle que Clastres décrit dans le cas des communautés primitives (1997). Au contraire, les distinctions qui sont écartées sont celles qui établissent des asymétries entre les membres, non pas celles qui définissent les différences identitaires entre eux. Il en résulte une communauté d'individus.

On note alors une inversion de la pyramide (Illustration 18) : au sommet, au lieu des élites ou des leaders, nous retrouvons l'ensemble des individus qui participent à la mobilisation. En fait, il n'existe plus de leaders : c'est l'ère des porte-paroles, qui expriment publiquement les désirs ou opinions de l'ensemble des individus qui constituent la base de l'organisation, et non les leurs ; quand ils développent une vision individuelle, ils sont durement récriminés et démentis publiquement. Ce fut le cas, il en a déjà été mention, pour Camila Vallejos ainsi que pour d'autres « leaders » du cycle 2011. Vallejos, militante communiste, a été la présidente de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili et la porte-parole la plus connue de la mobilisation des étudiants de 2011. La même année, elle ne sera pas réélue à la tête de la Fédération et perdra son poste de porte-parole du mouvement[188]. Du point de vue de la politique traditionnelle et du sens politique commun, cela peut paraître absurde. Puisqu'elle avait la plus grande visibilité et un leadership incontesté dans l'opinion publique. Pourtant, parce qu'elle fut soupçonnée de vouloir favoriser le programme de son parti et d'avoir personnalisé sa fonction au détriment des intérêts des étudiants, le vote étudiant l'a rejetée. Nous observons donc l'inversion de la relation de pouvoir construite tout au long du XX^{e} siècle, quand la pyramide était dominée par la singularité du leader (populisme, clientélisme, etc.), vers une qui est basée sur les singularités de l'ensemble social.

Encadré 6: La singularité des organisations

L'horizontalisation singulière n'appartient pas de façon exclusive aux individus empiriques, c'est-à-dire observables. L'individualité peut aussi monter dans l'échelle de généralité. En fait, le creuset de particularités présent à l'intérieur d'une organisation constitue la singularité de cette dernière. Étant donné que cette organisation est formée d'individus singuliers, même s'il en existe une autre

[188] Elle sera cependant élue députée dans les élections parlementaires suivantes.

ayant par exemple les mêmes objectifs, la même idéologie ou la même éthique de travail, chacune conservera sa singularité. Pour l'exprimer autrement, une fois que des instances supérieures de coordination sont établies, chaque configuration particulière d'un groupe d'individus devient un individu organisationnel singulier, distinct d'une autre individualité organisationnelle singulière. L'instance coordinatrice, dans ce cas, doit reproduire la logique horizontale présente à l'intérieur des associations afin de ne pas transgresser l'individualité organisationnelle propre de chacune des associations singulières présentes. L'horizontalisation des relations entre les associations singulières à l'intérieur d'une instance coordinatrice devient ainsi plus transversale et plus impérative que dans les associations prises individuellement. L'horizontalité dans ce cas oblige à ce que ce travail soit fait en réseau.

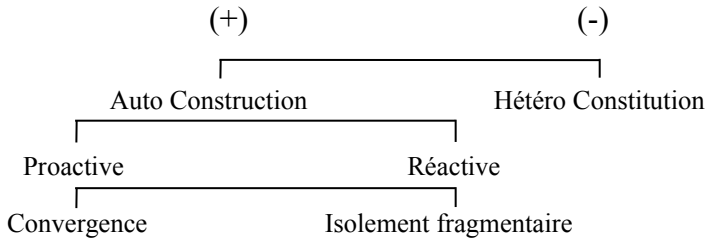
b) Autoconstruction versus Hétéroconstitution

L'autoconstruction est un principe de l'action organisationnelle profondément enraciné chez les activistes, relevé par Melucci il y a plus de deux décennies déjà dans le contexte des nouveaux mouvements sociaux (Melucci, 1996). Cette conception est une héritière des travaux de Touraine, qui pensait que les mouvements sociaux exerçaient un travail sur eux-mêmes à travers la construction de leur identité (Touraine, 1973). Pour Melucci, les nouveaux mouvements sociaux sont effectivement des constructions sociales à proprement parler et se constituent à partir de la subjectivité des acteurs impliqués : « *Les acteurs collectifs "produisent" alors l'action collective, parce qu'ils sont capables de se définir eux-mêmes et de définir le champ de leur action (rapport à d'autres acteurs, disponibilité de ressources, opportunités, limitations)* » *(Melucci & Massolo, 1991, p. 358)*. Ainsi, les mouvements sociaux ne sont pas de simples conséquences découlant de conditions structurelles, mais plutôt des autoproductions de la société.

Dans le cas des groupes sur lesquels a porté cette recherche, ce principe d'autoproduction, tout comme le principe d'horizontalisation déjà défini, possède une double dimension : il signale d'une part une tension active à l'intérieur des mouvements et, d'autre part, il est également une critique historique du processus d'individuation, dans ce cas politique, développé avant le coup d'État de 1973. L'hétéroconstitution qui en est l'opposé normatif désigne une constitution identitaire qui serait construite à partir d'une norme extérieure à l'individu par laquelle, dans sa version radicale, ce dernier ne serait qu'une reproduction de plus à l'intérieur d'un processus de socialisation institutionnelle. Cette norme extérieure, comme je l'ai expliqué plus tôt, correspond aux conditions

structurelles ainsi qu'à l'État et à ses institutions (cooptation, clientélisme). Dans le cas des mouvements populaires du XX^{e} siècle, elle se rapporte à la dualité entre l'avant-garde et la masse ainsi que, comme nous le verrons plus tard, à l'idéologie qui sous-tend l'action. La citation de Garretón concernant la matrice nationale populaire construite tout au long du XX^{e} siècle au Chili est encore pertinente pour illustrer ce décalage : « *Les acteurs sociaux sont définis à l'extérieur d'eux-mêmes et de leurs interactions [et] en dehors du contexte historique créé par eux.* » (2001, p. 10). Ce principe vient par conséquent compléter la première disjonction. Rappelons-nous que, dans le cadre d'une structure parallèle, toutes les disjonctions sont reliées. Ainsi, le pôle positif est compréhensible à partir du pôle négatif, mais aussi à partir de tous les autres pôles ayant la même valeur. Les trois disjonctions sont donc des angles différents à partir desquels un même phénomène peut être observé. Ce principe ajoute un élément essentiel à la compréhension du processus d'individuation politique qui nous intéresse : c'est parce que les individus cherchent à s'autoproduire que les rapports sociopolitiques ne peuvent être qu'horizontaux.

Illustration 22: Déclination du principe d'autoconstruction



De cette autoconstruction (pôle positif de la disjonction) peuvent à leur tour être extraites deux dimensions qui s'opposent : une autoconstruction réactive et une autoconstruction proactive. Cette hiérarchisation a également une double dimension historique et actuelle. Quoique cette tension soit active de nos jours, elle illustre la transformation de la protestation entre les années 1990, soit les années de la désillusion politique, et la période commençant en 2006.

L'autoconstruction est réactive quand elle surgit directement de l'opposition aux tentatives de cooptation de la part d'instances et d'organisations externes : de l'État et de ses institutions, des partis politiques et même d'autres associations sociales de base. Elle est réactive aussi parce qu'à partir de ce principe l'on ne prétend qu'à délimiter ses frontières internes par rapport à l'environnement, quel qu'il soit. Évidemment, ce type d'autonomie est défini tout d'abord en relation aux partis politiques. De fait, de nombreuses associations établissent à l'intérieur de leurs

principes ou statuts (s'ils existent) l'incompatibilité entre militantisme et partis politiques. C'est le cas du *« Cordon la Chimba »*, une instance coordinatrice d'un quartier populaire qui interdit spécifiquement aux membres des partis politiques d'assister à ses assemblées. Pour sa part, MUMS a décrété incompatible le rôle de dirigeant ou de porte-parole de l'association avec le militantisme politique traditionnel, bien que sa base soit composée de militants de divers partis politiques. Dans la pratique, cette autonomie établit donc des frontières très peu perméables avec tout autre type d'organisation, ce qui dans certains cas mène à l'isolement territorial des associations et à la faiblesse de leur contact avec d'autres organisations poursuivant des fins similaires. La perception de leur fragilité et la peur d'être absorbées par une unité totalisante inciteraient les organisations à établir des frontières qui assureraient leur survie. En conséquence, ces organisations fonctionnent comme des monades inapprochables. Cette autonomie méfiante est déployée non seulement par rapport à l'environnement organisationnel, mais aussi à l'intérieur des associations. La peur paranoïaque des tentatives (réelles ou fictives) d'unification des discours et des actions, ayant pour résultat la perte de singularité, a été une source fréquente de disputes internes qui ont terminé en scissions ou en dissolutions[189]. Ce type d'autonomie s'exerce donc même au niveau individuel, menant à la fragmentation des organisations. Évidemment, ce résultat n'est pas seulement le produit de la peur de la désingularisation, mais aussi, d'un point de vue plus large, de l'intolérance face à la différence. Une grande partie se joue donc dans les perceptions, méfiances et croyances qui s'imposent comme des vérités irréfutables. D'un point de vue historique, l'autoconstruction réactive représente l'état du principe d'autonomie dans les années 1990 et explique l'absence de cycles de mobilisation importants pendant cette période. En effet, la fin du XX^{e} siècle a été caractérisée par la méfiance paranoïaque de la cooptation et par la fragmentation. Le diagnostic n'était pas forcément faux. De fait, l'État a essayé tout au début de la décennie d'institutionnaliser le conflit, comme nous l'avons vu au chapitre 2. Cependant, cette méfiance menant à la fragmentation démontre également la fragilité identitaire des organisations de l'époque.

Si l'autonomie réactive pousse les associations à surveiller leurs frontières, la version proactive va dans la direction de l'autoconstruction réaffirmative. En effet, cette autoconstruction ne s'édifie pas à partir de la peur de l'environnement et donc de la conscience de sa fragilité, mais au contraire se nourrit de la sécurité que procure l'affirmation de soi à partir de la création de sa propre réalité. Elle ne conteste pas l'État en s'opposant de manière défensive à son influence, mais en créant, à partir de sa pratique, une réalité ou un pouvoir alternatif où l'État totalitaire n'a pas de sens ni de place.

[189] L'Encadré 3: Crise normative du 2010 chez MUMS illustre comment ce sous-principe est mis en jeu (page 241).

La simple existence d'une telle association et de sa lutte (la pratique contestataire) serait dès lors un outrage. Ce type d'association rappelle celles du début du XX^{e} siècle (chapitre 2), alors que l'État libéral se préoccupait très peu des besoins de la population. L'absence d'un État dit « social » concédait aux organisations locales comme les sociétés d'entraide, ou mancomunales, une marge de manœuvre importante pour s'autoconstruire. Ce processus n'est toutefois jamais clos. En effet, ce principe fonctionne comme un idéal normatif, c'est-à-dire comme un horizon qui dirige et apporte du sens à l'action, mais qui ne peut être atteint. En tant que tel, c'est un processus partiel qui est très ou peu prégnant à l'intérieur des associations. On peut particulièrement observer ces tentatives d'autoconstruction selon trois dimensions interconnectées : autogestion organisationnelle, autoformation et autosubsistance économique.

i. *L'autogestion organisationnelle* est un ensemble de procédés internes qui sont mis en œuvre pour atteindre un objectif. Dans ce cas, je fais référence principalement à l'intégration d'actions qui avant dépendaient d'instances externes et qui sont transférées à l'organisation même. Cette dernière acquiert ainsi une grande indépendance et une marge de manœuvre bonifiée. Certaines organisations de *pobladores* en sont un bon exemple : pour que se concrétise la demande de logement, il faut une série d'instances qui servent d'intermédiaires entre l'État et le *poblador*. Parmi celles-ci, l'EGIS (Entité de gestion immobilière sociale) et les entreprises du domaine de la construction. L'EGIS représente un ensemble de personnes physiques ou juridiques, avec ou sans but lucratif, qui ont été autorisées par le Ministère du Logement pour conseiller les demandeurs de logement en termes techniques et sociaux. Le Mouvement des *pobladores* en lutte (MPL) et le Mouvement des *pobladores* sans toit (MPST) ont décidé de créer leurs propres Entités d'autogestion immobilière sociale (EaGIS), à partir desquelles ils assument la gestion sociale de leurs projets d'habitation. Parmi leurs objectifs à court terme, ils songent à créer une entreprise spécialisée dans la construction de logements pour *pobladores*.

ii. *L'autoformation* est associée à la génération et à la transmission de connaissances à partir de la réalité locale et, par conséquent, s'oppose en principe à l'action formatrice qui vient de l'État et de ses institutions. Je dis « en principe », car elle n'a jamais véritablement remplacé cette formation institutionnelle malgré ses intentions et ses idéaux. Elle a deux racines : l'une liée à la longue tradition d'éducation populaire en Amérique latine et l'autre à la production académique.

L'éducation populaire naît dans les années 1960 en Amérique latine, en opposition aux pratiques pédagogiques institutionnelles, et surtout dans les secteurs les plus dépourvus de la société (Freire, 1970). Les penseurs liés à ce courant avancent que l'éducation formelle n'arrive pas à ces secteurs ou bien est utilisée comme un instrument de domination. Par conséquent, on comprend que l'éducation doit être l'outil fondamental de la libération des peuples opprimés. À la différence de l'éducation formelle, ce n'est pas un ensemble de doctrines préétablies et applicables au territoire qui est suivi, mais un processus dynamique et autonome qui se construit entre théorie et action, à partir du territoire et des besoins identifiés (Jara, 2010). L'éducation populaire est appliquée aujourd'hui de façon plus ou moins constante et plus ou moins fidèlement à ses principes, parmi les groupes sur lesquels a porté cette recherche. Certains l'utilisent comme un moyen de « *bonifier le système éducatif, en essayant de faire en sorte que ceux-ci [les élèves des quartiers défavorisés] ne manquent pas d'opportunités* » (E20), comme m'explique un membre d'un collectif qui travaille dans un établissement préuniversitaire populaire. À vrai dire, cet établissement informel se trouve lié au système institutionnel, car il cherche à fournir à tous des conditions équitables et favorables pour la poursuite de leurs études dans le système formel d'éducation. D'autres ne sont toutefois pas liés au système et établissent des logiques parallèles d'autoformation. Dans le cas des organisations soutenant les comités d'hébergés, par exemple, il existe un travail d'autoformation des *pobladores* par l'alphabétisation, la formation au travail de bureau pour les femmes, etc.

La *production de connaissances académiques* est l'une des contributions les plus récentes des organisations. Depuis quelque temps, des historiens comme Gabriel Salazar (2006a) insistent pour travailler sur la science populaire comme contrepoint de la science officielle. Historiquement, la production académique était réalisée depuis l'extérieur du territoire, soit par des chercheurs à proprement parler, soit par des étudiants qui n'habitaient pas sur le territoire, mais qui faisaient partie de ces associations. Aujourd'hui, grâce à l'augmentation du nombre de personnes éduquées, des individus habitant ces quartiers apportent des compétences pointues et commencent à contribuer à la production de connaissances académiques à partir du vécu local. Il ne s'agit pas nécessairement d'exclure les chercheurs étrangers, mais de progressivement laisser la connaissance académique occuper une place au sein de certaines associations. MUMS, par exemple, travaille à l'écriture d'un livre, à partir des registres tenus par un historien, sur l'histoire du mouvement LGBTQ et du MUMS au

Chili (L. Fernández, 2009). À l'intérieur du MPL existe POBLAR, une société éducative qui s'occupe de production de connaissances et de formation académique (livres, articles, etc.). L'équipe de POBLAR a développé un diplôme sur les mouvements sociaux axé sur les dirigeants des associations sociales.

iii. Finalement, *l'autosubsistance économique* est probablement la dimension dont le développement est le plus faible. Elle suppose la capacité de générer ses propres ressources sans dépendre de l'État ou d'autres instances externes au mouvement. Les ressources majeures des organisations qui s'en réclament sont issues des activités des membres et de leurs petits apports. La crise des ONG au début des années 2000 a profondément tiré les mouvements vers le bas, notamment le mouvement LGBTQ : à cause des bons résultats économiques du pays, les ONG locales ont effectivement cessé de recevoir des fonds des grandes institutions, fondations ou ONG internationales. Cette crise a eu cours alors qu'un processus de professionnalisation des activités de ces groupes émergeait, les obligeant à revenir à un militantisme volontaire qui les place en état de survie. D'autre part, la quantité de ressources de l'État que perçoit une association dévoile son niveau d'institutionnalisation, aux yeux de ses semblables. À l'intérieur de ces mêmes groupes de diversité sexuelle, MOVILH par exemple reçoit des aides directes de l'État et est perçu par son entourage organisationnel comme étant lié au système.

Si l'autoconstruction réactive, ou isolement fragmentaire fut une constante dans les années 1990, elle représente encore aujourd'hui un danger potentiel pour les associations, où la convergence et les espaces de coordination gagnent progressivement du terrain. L'autoconstruction réactive fut certes utile pour mener les transformations internes que la mobilisation sociale au Chili a vécues, mais il a paradoxalement fini par pervertir son propre objectif normatif, c'est-à-dire l'autoconstitution organisationnelle. Il est possible d'expliquer le mécanisme destructeur de l'autoconstruction réactive par une analogie avec le symptôme selon Freud (1965). En termes freudiens, un symptôme est une production symbolique, une formule de compromis qui permet une négociation réussie entre la répression de l'impulsion et son effort constant pour s'exprimer. Le symptôme, et peut-être toute notre production créative, est la nouvelle façon qu'acquiert l'impulsion pour être acceptée par la conscience. Le résultat est donc toujours créatif, nouveau et intrigant. L'autoconstruction réactive ne fonctionne pas comme un symptôme, mais plutôt comme une inhibition, c'est-à-dire qu'il épuise ses efforts dans la fuite, sans rien produire en échange. En tant que tel, il tend à l'échec et à l'extinction. Pour dépasser cette fuite, les organisations ont fait un

compromis qui a permis de laisser intacte l'autonomie tout en laissant de l'espace à la production et à la mobilité (un symptôme). Ce compromis de l'élan autonomiste a été de fait cet ensemble de nouvelles organiques horizontales (coordinatrices, cordons, etc.) qui, reposant sur l'autonomie de ses membres organisationnels, a permis à son tour de produire de nouvelles sphères d'action.

c) Particularisation de l'expérience versus Interprétation globale de la réalité

Nous observons aujourd'hui une tendance vers la particularisation de l'expérience sociale, dans ce cas de l'expérience de lutte politique. Les grandes interprétations de la réalité, nous le savons depuis longtemps, ne suffisent plus à décrire la pluralité des vécus et la réaffirmation singulière de l'individu (Martuccelli, 2010b). J'ai préféré dans ce cas l'utilisation du concept de particularisation à celui de singularisation pour souligner un fait plus ample que l'expérience individuelle[190]. La particularisation implique également la concrétisation de l'expérience, la localisation et la territorialisation des mouvements sociaux ainsi que, bien évidemment, la préférence accordée aux vécus personnels plutôt qu'aux généralisations. Autrement dit, il s'agit de la tendance, dans le processus de mobilisation, à prendre en considération l'unité minimale : l'action, l'organisation, le territoire, le local, voire l'individu.

Tout comme les deux premières disjonctions, ce principe met en évidence une rupture historique entre une tendance totalisante propre au XX^{e} siècle et l'irréductible particularité mise en jeu notamment avec la vague de mobilisation qui commence en 2006, mais observée déjà au cours de la seconde moitié du siècle dernier quand, comme je l'ai souligné au chapitre 2, la pluralisation et la déconcentration des mouvements sociaux se sont amorcées. Cette disjonction rappelle également la différence entre les courants historique et a-historique dont parle Salazar (2006b) dans son ouvrage « *La violencia política popular en las "Grandes Alemedas"* »: le courant historique est défini par cet auteur comme la diversité intérieure et « *les particularités concrètes de la société chilienne* » (2006b, p. 31) et le courant a-historique, comme l'ensemble des idées « *conçues, internalisées et préservées comme totalités homogènes, indivisibles, uniques et inaltérables* » (2006b, p. 34). À la différence de ces définitions de Salazar et comme je l'ai déjà expliqué à la fin du chapitre 4, cette tension n'implique plus la confrontation de deux forces sociétales en opposition permanente, telles deux forces mythiques de la nature, mais un déplacement à l'intérieur des organisations elles-mêmes.

[190] D'après Martuccelli (2010b) la singularisation est une inflexion de l'individualisme.

Le premier élément de cette particularisation à considérer est la concrétisation de l'expérience politique, qui trouve son expression par la politisation par l'intermédiaire de la lutte, en opposition à la politisation par intermédiaire de l'idéologie. Les mobilisations sociales actuelles déplacent ainsi le point d'ancrage du processus de politisation : de l'idéologie à l'action et à la lutte concrètes. Le pôle négatif est donc représenté par l'idéologie, le discours, la théorie, etc., alors que le positif est représenté par le travail concret, l'action, le territoire, etc. La fracture historique impliquée est donc liée à la transformation du processus de politisation, particulièrement au sein de la gauche classique. Si le processus de mobilisation populaire du XX^{e} siècle, comme il a été indiqué pour la première disjonction, s'est développé à l'extérieur de la « force populaire », il est alors compréhensible que la politisation ait d'abord été un processus idéologique. La formation politique et le développement de la conscience sociale ont découlé d'un discours global emprunté qui permettait d'expliquer l'ensemble des phénomènes sociaux quotidiens. La politisation était donc la diffusion des idées socialistes, celles-ci étant un *a priori* fondamental à la lutte même. Une grande partie du travail de la gauche au XX^{e} siècle a en fait été un travail pédagogique. C'est ce que Luis Emilio Recabarren, par exemple, faisait au milieu de la pampa du nord du pays pour les mineurs du salpêtre : porter la bonne nouvelle du socialisme. C'est par des idées et un discours cherchant à subvertir l'idéologie régnante, donc par des idées venant « de l'extérieur » que la révolution pourrait s'achever.

Cette fracture avec l'histoire porte sur un deuxième aspect, représenté cette fois par la notion de « gauche vide » : « *La gauche vide ?* demandai-je à un activiste — *oui, celle qui n'a pas de travail territorial, sinon que ce sont des connards qui règlent le monde une fois par semaine.* » (P21) Elle désigne l'opposition au rôle qu'occupe la gauche après la dictature. C'est donc une rupture envers la gauche qui échoue après le coup d'État de 1973 et qui demeure impuissante, sans autre chose qu'un discours idéologique vidé mais qui insiste pour le reproduire encore. Si la gauche classique a placé l'idéologie à l'avant-plan en organisant l'action à partir d'elle, son fantôme, qui plane toujours, ne fait que répéter compulsivement, comme dans le cas d'un trauma, la même image sans contenu, la même idéologie sans action.

Un membre d'un collectif d'un quartier populaire m'explique :

> *« [une] association est venue au quartier et la plupart de ces types, les chefs de cette association, étaient des "bourgeois de merde", la seule chose qu'ils faisaient était lire, lire, lire et ils arrivaient à la cité et organisaient des assemblées où il y avait des gens d'ici. […] Ces types étaient des écrasants et arrivaient à proposer leurs idées et ils ne se mettaient pas à la place des gens […] et ces types arrivaient en donnant plein de discours,*

en ne respectant personne […]. Ces types arrivaient avec toute une histoire de documentaires et livres […], ils ne se rendaient pas compte de ce qui se passait ici. » (E19)

La citation met en évidence la distance entre le discours totalisant, étranger au contexte, et les particularités de la réalité locale. Les mobilisations actuelles s'établissent sur d'autres fondations : élaborer leur action à partir de l'unité minimale possible et non pas à partir des absolus idéologiques. Il se produit donc une inversion de la relation idéologie/action. L'unité minimale est par conséquent l'action concrète à l'intérieur d'un territoire : le fait de lutter. Les idéologies importées subsistent bien évidemment, mais elles restent subordonnées à l'action, à partir de laquelle émerge le vrai processus de politisation, développé cette fois depuis l'intérieur du mouvement et de son territoire.

« Il y a plein de points de vue par rapport aux politiques d'État et il y a plein de façons pour les régler d'un seul coup. Alors dans ce sens-là, il y a des étapes importantes qui doivent s'accomplir, il faut se mobiliser ou un truc qui était évident : il fallait avoir un travail territorial au sein de la FENAPO, sinon rien. Peu importe ton point de vue, en effet c'est comme ça que ça se passe finalement parmi les pobladores et, si j'ai bien entendu, là-bas [aussi] en Concepción. Plus que ton truc politique, ton utopie […], c'est ta pratique : t'as le travail territorial, tu fais bouger les gens, tu sais ce que tu fais. » (P21)

L'action concrète, au contraire de l'idéologie totalisante, installe une manière de faire la politique qui émane de l'expérience des acteurs, tel un processus d'autoconstruction et d'autodétermination. Ce faisant, elle bouleverse la relation entre la conscience politique et l'action, à savoir l'action en tant qu'intermédiaire pour illuminer la conscience politique et non pas la conscience politique comme intermédiaire pour l'action. En conséquence, l'action devient le principe constitutif de la politisation et des associations.

« Je voulais participer à un truc qui fut au-delà […] de la construction du travail social, sinon plus politique, parce qu'il y a une revendication directe [et ainsi], tu ne fais pas prendre conscience... Parce qu'ici, dans ces travaux territoriaux, bien sûr, tu convoques des gens, mais il ne s'agit pas d'une demande ou d'une revendication […] sinon que tu fais prendre conscience [aux personnes] du contexte autour de toi [et] que les gens aient un comportement critique face aux choses. C'est pour ça que c'est un truc de diffusion, d'activités, ce genre des choses. Dans un "comité d'hébergés", il s'agit en revanche d'une revendication particulière : "Je le veux maintenant". Comme ça, les gens tendent à s'organiser, à faire l'assemblée, à discuter entre eux et là, c'est un mécanisme plus grand [afin] de prendre conscience de ta critique. » (P21)

Deux formes d'action se distinguent dans cette citation, l'une qui est associée à une revendication et l'autre non. Les deux sont menées dans le même but, c'est-à-dire augmenter la conscience politique et critique, sauf que dans le dernier cas l'action est encore exercée à partir d'une entité extérieure,

reproduisant ainsi le schisme interne du mouvement entre l'avant-garde et le reste de la population. Autrement dit, il y a un groupe qui exerce une action sur l'autre. Le groupe exécuteur élargit sa propre conscience politique, car c'est lui-même qui exerce la position active, au contraire de ceux qui la reçoivent passivement. Pour réussir dans le cadre de l'impératif d'horizontalité et d'autoconstruction de ces nouvelles formes de mobilisation, l'action nécessite une revendication spécifique (un logement digne, une éducation de qualité, l'abolition de la discrimination, etc.). Et c'est seulement à partir de cette revendication que les individus peuvent s'engager à agir ensemble et ainsi acquérir de la conscience politique. Ce n'est pas une action par l'action, mais *une action portée par une revendication*. La lutte par l'intermédiaire d'une revendication représente la modalité parfaite de politisation et, comme je l'expliquerai plus tard, un opérateur de résonance entre le commun et le singulier. Cette formule ressemble à celle qu'Althusser, en parlant de l'existence matérielle de l'idéologie, attribue à Pascal : « *Mettez-vous à genoux, remuez les lèvres de la prière, et vous croirez* » (2015, paragr. 66). La politisation devient ainsi un processus individuel, motivé par la revendication spécifique et portée par l'intermédiaire de l'action concrète, mais qui en même temps permet de partager une expérience commune de lutte.

L'action portée par une revendication permet à son tour de dégager un paradoxe à l'intérieur de l'éthique contestataire : malgré le fait que l'action revendicative soit au centre de la lutte sociale actuelle, elle n'est considérée que comme un instrument de politisation. Par conséquent, les revendications ne suffisent pas et la lutte doit dépasser l'action de demander. Le but spécifique, la revendication, devient alors prétexte à une lutte plus large et plus soutenue, soit le pouvoir populaire (doter les bases sociales d'un vrai pouvoir de décision), soit la démocratisation réelle du pays. Nous comprenons maintenant ce que veut dire le terme « politisation » dans ce contexte : il désigne le fait de prendre conscience de sa capacité individuelle à transformer son destin et à devenir un sujet actif. La conséquence en est la transformation du type d'individus : nous sommes passés d'une logique d'automates institutionnels à une logique de sujets autoconstitués.

Une deuxième dimension à considérer dans cette particularisation de l'expérience de lutte est la territorialisation et la localisation. J'ai déjà mentionné la territorialisation au chapitre 3 comme étant l'une des quatre figures importantes de la mobilisation actuelle (voir à la page Error: no se encontró el origen de la referencia). Il ne s'agit pas ici de montrer l'importance du territoire à l'intérieur des mouvements sociaux, sinon de s'interroger sur la façon par laquelle ce territoire devient un opérateur de cette particularisation. La territorialisation et la localisation divergent légèrement : le territoire est une dimension symbolique ancrée dans un espace délimité physiquement alors que la

localisation est la tendance à prendre davantage en considération les besoins particuliers liés à une réalité spécifique que les besoins généraux de la société. Généralement, les deux termes coïncident. Cependant, la localisation est une catégorie plus large que la territorialisation et fait référence au besoin de situer l'expérience sociale dans son contexte social, historique, culturel et spatial. La territorialisation peut ainsi être considérée comme la dimension spatiale de la localisation. Je vais développer maintenant la notion de territorialisation.

Comme dans le cas de plusieurs des dimensions abordées au sein des disjonctions, la politisation par l'intermédiaire de la lutte ou celle par l'intermédiaire du territoire sont en fait des points de convergence des principes. La première, au travers du processus de politisation individuelle, permet de bloquer l'intrusion extérieure, assurant ainsi une construction politique autonome. Quant au territoire, il représente l'ancrage dans un espace symbolique depuis lequel l'autoconstruction devient possible. De ce point de vue, seuls les individus qui habitent un certain territoire sont légitimés de parler des problématiques territoriales correspondantes. Et ceci, parce que c'est seulement sous cette condition qu'il est possible de se soustraire de l'influence de l'outsider et de son discours prépondérant sur l'expérience. Cette tentative d'hégémonie, qui représentante le pôle négatif de cette disjonction, s'exerce sous la forme d'une interprétation homogène de l'expérience qui est généralement étrangère au territoire local. Le fait d'accepter cette seule expérience équivaudrait par conséquent à la ratification du modèle pyramidal dont j'ai parlé dans la description de la première disjonction maître. Autrement dit, ce serait l'acceptation de la domination verticale issue d'une seule personne ou d'un seul groupe. Le fait de construire la réalité à partir du territoire est alors un exercice de résistance locale, une résistance réaffirmant sa singularité et de sa particularité afin de contrer ce discours unificateur. L'inverse est aussi vrai : le travail qui surgit d'un territoire particulier ne peut pas s'appliquer à d'autres territoires, même très similaires : « *Là, c'était IGUALDAD*[191] *et ce n'était nulle part ailleurs. Dans un autre endroit, ça ne marchait pas, ça n'existait pas*. » (P21) La réalité d'un territoire est unique, ce qui suppose une niche exclusive, non reproductible dans d'autres contextes. La reproduire ailleurs impliquerait que l'on considère cette réalité comme étant supérieure à celle d'autres territoires et donc qu'elle peut leur être appliquée de façon hégémonique, comme si c'était la seule réalité possible. Le parti IGUALDAD, qui est né de la réalité territoriale du Mouvement des *pobladores* en lutte, n'a de sens qu'à l'intérieur de celle-ci. Lorsqu'exporté vers d'autres territoires, les principes maîtres sont dépassés et le parti est alors perçu comme une hégémonie du discours du *poblador*.

[191] Parti politique fondé par le Mouvement des *pobladores* en lutte (MPL). Le MPL est basé dans à la commune de Peñalolen à Santiago.

Cette tendance à la particularisation se manifeste également par la tendance à la diversification des expériences, des causes et des organisations et le refus à l'hégémonie d'une seule réalité. Le cas le plus évident est le mouvement LGBTQ, dont l'une des stratégies est de rendre visible la diversité des corps et des sexualités afin de contester l'idée d'une sexualité unique, associée au modèle hétéronormatif et patriarcal.

Elle s'observe également sur le plan organisationnel. Le principe à la base est le même : la réalité étant diverse, une seule instance ou un seul individu ne peuvent pas rendre compte de toute l'hétérogénéité de la société. Je répète une citation issue d'une monographie : « *Il est impossible qu'une seule organisation puisse répondre à toutes les revendications que le monde LGBT possède, et donc, c'est un mouvement qui va être composé de multiples organisations et où vont se générer différents espaces*. » (DS3) Il en résulte une diversité d'organisations mises en relation. Le même principe peut s'observer dans le cas de l'ACES. Tant l'ACES que le MUMS ont été tentés de créer des filiales ailleurs :

> « *Une très grande critique [consiste] en ce qu'il y a beaucoup d'assemblées secondaires et en ce qu'elles devraient se fusionner. Je pense tout l'opposé : il devrait y en avoir [beaucoup] plus. Pour moi, qu'il existe dans chaque secteur une assemblée du secondaire, des cordons du secondaire.* » (E3)

En fait, il existe des ACES dans différents territoires, qui ont cependant été l'initiative des organisations locales et non pas de l'ACES de la capitale. Comme nous l'avons vu aux chapitres 8 et 9, l'association a du mal à conserver une stabilité au fil des années et n'a aucune prétention à chapeauter le mouvement des élèves à plus grande échelle.

À l'intérieur des organisations, les mécanismes de symétrisation qui assurent l'horizontalité singulière permettent à leur tour d'alimenter la diversité : l'alternance de porte-paroles à chaque année, la tenue d'assemblées, l'absence de hiérarchie interne, la castration symbolique des porte-paroles qui doivent transmettre le message de la diversité d'individus de l'assemblée, etc. Tout indique que la diversité est un fait à respecter.

Un seul conflit central ?

Le tournant du millénaire, comme je l'ai mentionné au début de cette section, s'accompagne également d'un nouveau cadre maître d'interprétation sur lequel différents mouvements sociaux se sont appuyés afin de légitimer leurs luttes : il s'agit des inégalités sociales. En effet, nombreux sont les chercheurs (voir au chapitre 3, page 104), qui considèrent ces inégalités comme étant le

principal motif des mobilisations de la période à l'étude (Donoso, 2013b; Garcés, 2012; Mayol, 2012; Roberts, 2017). Cependant, l'histoire récente du pays nous a permis d'observer l'évolution de différents cadres globaux d'interprétation qui légitiment l'action contestataire. Avant le coup d'État, c'était la « lutte des classes »[192], au moins à l'intérieur des « mouvements populaires », qui semblait expliquer l'ensemble des luttes et justifier également le recours à des actions violentes. Pendant la dictature, la chute du régime est devenue l'objectif de la plupart des mouvements de l'époque (Noonan, 1995), les droits humains prenant le relais vers la fin de cette période, notamment pendant la redémocratisation du pays. En effet, tant le mouvement LGBTQ que les mouvements indigénistes ont utilisé les droits humains comme un vecteur pour la problématisation de leurs luttes et pour encadrer leurs revendications. La lutte pour la reconnaissance et celle pour l'égalité de droits, menées par le mouvement LGBTQ et mentionnées au chapitre 7, ont eu une forte influence sur ce cadre maître d'interprétation. Le mouvement a bénéficié de l'idée que la reconnaissance sociale de l'identité sexuelle était un droit à la reconnaissance de l'humanité même, et encore aujourd'hui plusieurs organisations comptent un département des droits humains.

Les inégalités sont en fait un bon exemple pour comprendre comment une situation interprétée comme injuste peut mobiliser les gens et expliquer l'action de plusieurs mouvements sociaux au Chili. La plupart des chercheurs se sont cependant concentrés sur les aspects socioéconomiques de ce cadre d'interprétation ainsi que sur les bases « réelles » et concrètes de ces inégalités. Mayol, par exemple, en expose longuement les bases matérielles dans son ouvrage « *El derrumbe del modelo...* » (2012). Or, comme je l'ai déjà mentionné, ces inégalités sont restées pratiquement stables à partir du retour à la démocratie ; seul le mouvement pour l'éducation est parvenu à mobiliser une grande partie de la population et à produire des changements au sein de l'institutionnalisme politique. La santé publique, par exemple, a été également précarisée par les politiques néolibérales sans qu'un mouvement important dénonce les inégalités dans ce domaine. Les inégalités, malgré la réalité de leur existence, ont besoin d'un cadre d'interprétation, d'un consensus sociétal et d'une masse critique de gens les interprétant comme injustes. Barozet et Espinoza, sans faire appel à la théorie des cadres d'interprétation, mettent en doute la capacité de ces mouvements à ébranler structurellement ces inégalités :

[192]Il faut probablement faire la différence entre idéologie et cadre maître d'interprétation. Les cadres d'interprétation viennent, d'une certaine façon, se substituer pragmatiquement aux idéologies (Contamin, 2010).Ils fonctionnent en fait comme un schéma cognitif désidéologisé qui peut s'utiliser tactiquement pour élargir la portée du mouvement. Certains cadres sont évidemment influencés par une idéologie, mais plusieurs, s'en trouvant limités, s'écartent de ce modèle (Contamin, 2010). Le concept de cadre est ainsi plus large et plus flexible que celui d'idéologie. Un cadre maître d'interprétation naît souvent d'un consensus interprétatif portant sur une certaine réalité contextuelle, il correspond donc à une certaine représentation de la réalité, bâtie à partir de la réalité même et non pas d'un modèle rationnel issu de la pensée des théoriciens de la lutte. Dans cette perspective, la « lutte des classes » est par conséquent un cadre maître inspiré de l'idéologie marxiste.

> *« Au cours des vingt dernières années, malgré les inégalités criantes et le maintien des distances sociales, il ne semblait pas exister de revendications sociales généralisées pour une nouvelle forme de redistribution sociale. En effet, il existait bien des mouvements récurrents de travailleurs qui luttaient pour la défense de leur pouvoir d'achat, les étudiants qui demandaient depuis 2006 une profonde réforme du système éducatif, des populations indigènes lésées par la modernisation économique ou d'habitants de province qui s'opposaient à l'extrême centralisation du pays, mais aucun d'entre eux n'avait pu obtenir au cours des vingt dernières années la construction d'une alternative aux politiques menées par les derniers gouvernements. » (2011, paragr. 32).*

Cependant, au-delà de la discussion sur la réalité des inégalités au Chili, il est intéressant dans le contexte de ces conclusions de souligner la syntonie entre ce cadre maître d'interprétation et la structure normative. Au chapitre 5, j'ai mentionné la relation qui existait entre chaque stratégie contentieuse et la construction interne du mouvement : chaque stratégie spécifique touchant à l'environnement organisationnel est en effet accompagnée d'une discussion interne orientée à son tour par les principes organisationnels propres au mouvement. Ainsi, l'ensemble des luttes légitimées par les inégalités n'est pas si distant du cadre normatif maître : la quête d'une horizontalité singulière à l'intérieur des organisations est en fait basée sur la lutte contre une égalité verticale qui reproduit une inégalité élémentaire. Dans le cas du mouvement LGBTQ, par exemple, il existe une relation directe entre la lutte pour l'égalité de droits et la tendance chez ces organisations à prôner l'horizontalité des rapports de pouvoir. C'est pareil dans le cas du mouvement des élèves : tant la lutte pour la démocratisation et la déconcentration que la lutte contre les inégalités dans l'éducation sont liées à ce principe, qui semble se reproduire à l'interne comme à l'externe. Ceci peut expliquer que, malgré l'évidente matérialité des inégalités au Chili, ces dernières ont une composante symbolique incontournable qui se manifeste sur différents registres dans la société chilienne.

Dans le cas des autres disjonctions maîtres, il existe également quelques parallèles. Prenons le cas de la relation entre la lutte pour la reconnaissance du mouvement LGBTQ, par l'intermédiaire du mécanisme qui cherche à rendre visible la diversité des corps et des sexualités, et la particularisation de l'expérience sociale. Cette lutte est l'un des meilleurs exemples pour comprendre comment ce principe est politisé à travers une revendication spécifique. En effet, la stratégie contentieuse cherche à rendre visible la particularité en tant que telle. Dans le cas de l'abolition des catégories sexuelles, il s'agit dans ce cas de réduire l'identité sexuelle à l'expérience individuelle.

Tant la syntonie entre la stratégie contentieuse et la construction interne du mouvement que la relation entre les deux types de cadre maître suscitent une nouvelle question : cette confluence

implique-t-elle l'existence d'un seul conflit central au sein de la société chilienne, comme ce fut le cas du travail au début du XX^{e} siècle ? Cette question frôlait la réalité des activistes interrogés, bien que personne n'ait mentionné une telle possibilité. La piste provient d'une vision téléologique de la mobilisation sociale qui va au-delà des revendications spécifiques des mouvements et qui peut conduire à un horizon commun de lutte. Dans les entretiens, deux exemples directs de cette vision téléologique ont émergé : l'un est lié à l'idée de dépasser la demande de logement dans le mouvement des *pobladores* et l'autre concerne l'effacement des catégories sexuelles à l'intérieur du mouvement LGBTQ. Le fait de se concentrer uniquement sur la demande de logement a été l'une des critiques persistantes formulées contre certains « comités d'hébergés » et contre les partis politiques qui, comme le PC, travaillent sur ce dossier. Pour plusieurs activistes, cette lutte n'est qu'un moyen pour atteindre un autre objectif plus important : la véritable démocratisation du pays, c'est-à-dire que chacun ait un pouvoir de décision. Pour sa part, MUMS souligne que les luttes les plus importantes ne sont pas les revendications spécifiques du mouvement (le mariage homosexuel, la loi contre la discrimination, etc.), mais l'effacement des catégories sexuelles. Il ne s'agit pas ici d'inclusion ou d'exclusion, simplement du fait que les catégories sexuelles ne soient pas un embarras pour la participation sociale en tant qu'être humain. Ces deux luttes téléologiques qui apparaissent au premier abord comme ancrées dans leur propre niche sont en effet en résonance l'une par rapport à l'autre : il s'agit finalement de mettre sur le même pied d'égalité tous les individus, peu importe leur sexe, leur classe ou leur condition sociale. Il semble ainsi que la plupart des luttes et des principes adoptés, bien qu'ayant emprunté différents chemins, conduisent finalement au même horizon : assurer et légitimer la particularité de l'expérience sociale de chacun à travers la politisation de l'individu. Nous revenons donc à l'origine : la revendication de l'individu au travers de la politique.

Un seul conflit, donc ? Il existe du moins un horizon commun, mais horizon commun n'implique pas forcément une seule lutte ou un seul objectif. Le processus de particularisation permet l'expression d'une diversité de revendications, y compris celles d'anciennes luttes qui semblent déjà dépassées. En effet, l'une des caractéristiques des mobilisations actuelles est la coexistence des formes traditionnelles et des nouvelles formes de luttes (Gutiérrez Crocco, 2013), même si ces mobilisations supposent une double fracture historique : d'abord avec l'histoire même et ensuite avec l'inertie de celle-ci, encore présente aujourd'hui.

Comment une action collective se produit-elle à partir de l'individu ?

La tendance à la diversité et à la particularisation de l'expérience pourrait être perçue comme à l'opposé de l'idée d'une structure normative commune, et ainsi briser définitivement la relation avec le collectif ; la collectivisation des besoins individuels ne pourrait en conséquence s'interpréter, comme le fait Marcus Olson, que comme une rencontre circonstancielle d'individus ayant évalué les bénéfices de la mobilisation comme plus importants que ses coûts. La relation entre le commun et le particulier devient donc essentielle afin de comprendre la dimension sociale dans une société singulariste (Martuccelli, 2010b). Rosanvallon souligne par exemple, à la suite de cette inflexion vers la singularité, la préoccupation grandissante de produire un monde commun pour redéfinir l'égalité : « *[le citoyen] n'est plus seulement l'individu doté de droits personnels, il est aussi défini dans sa relation aux autres : il s'appréhende pour cela comme concitoyen* » (2011, p. 381). Dardot et Laval (2015) dans un ouvrage récent s'inspirant des travaux d'Ostrom (1990) voient dans le commun, perçu cette fois comme des foyers de travail collaboratif autonome, une alternative à l'économie néolibérale. Dans les deux cas, l'idée du commun est fondée sur l'idée d'une expérience particulière basée à son tour sur les relations avec les autres. La singularité n'est donc pas une hyperindividualisation du social, comme dans le cas de l'individualisme méthodologique, mais plutôt, comme le signale Rosanvallon, un type de relation sociale. La relation entre le commun et le singulier est ainsi un des fondements de la société contemporaine. Comment envisager cependant la relation entre le particulier et le commun, entre les structures et l'expérience individuelle, entre la revendication individuelle favorisant la multiplication des particularités et le travail du social, qui lui favorise la collectivisation de l'expérience au-delà de l'individu ? L'interprétation la plus simple serait celle apportée par les scientistes sociaux des années 1990 : l'individualisme s'oppose au social. Cette nouvelle vague de mobilisation représenterait donc la fracture avec l'individualisme égoïste et consommateur. Nous pourrions également interpréter ces deux phénomènes comme étant parallèles, indépendants les uns des autres et faisant partie d'une théorie des champs sociaux qui explique que la dimension individuelle doit s'interpréter à partir d'éléments différents de ceux expliquant la dimension sociale, l'individualisme méthodologique versus la théorie des systèmes sociaux de Luhmann par exemple. Je propose une troisième voie : trouver une « interface » entre le commun et le singulier qui permettrait de comprendre comment l'action collective est générée à partir de l'individu. J'ai consacré une grande partie de ces réflexions au passage vers l'individualisme politique et à l'importance du rôle de l'individu dans les

dernières mobilisations, mais très peu d'espace jusqu'ici pour expliquer comment opère la relation entre l'individu et le collectif dans le contexte de l'action collective.

Cette troisième voie a été une obsession de la sociologie contemporaine : l'explication du lien entre le singulier et le commun est l'une de chemins explorés pour produire une théorie unifiée entre le micro et le macro, le particulier et l'universel, le local et le global, etc. Le concept d'« *habitus* » de Bourdieu (1970) fait partie de ces « théories-compromis » : désignant une sorte de schème à partir duquel les individus perçoivent le monde et agissent, l'habitus est en fait le fruit d'une tentative de dépassement de la polarité entre sujets et actions ainsi qu'entre objectivité (les structures) et subjectivité. Ces schèmes « structurants-structurés » étant puissamment générateurs, les agents avaient alors la possibilité de développer une variété de pratiques novatrices à partir des différents champs d'action. La théorie de la structuration de Giddens (1984) va dans le même sens : en supposant une relation dialectique entre acteur et structures à partir des pratiques récurrentes dans l'espace et dans le temps, elle tente également de combler l'écart entre les théories structuralistes (structuralisme et fonctionnalisme) et les théories compréhensives ou subjectivistes. Des trois composantes de la théorie de la structuration, soit la structure, les systèmes sociaux et la dualité de la structure, c'est cette dernière qui met en avant la tendance des acteurs à produire et à reproduire les structures sociales. Ce n'est pas le moment d'approfondir ces théories, mais ces quelques éléments nous offrent déjà au moins deux pistes pour comprendre la relation entre le commun et le singulier : les routines et le caractère discrétionnaire du rôle des acteurs.

Les routines impliquent que la pratique sociale, comme le signale Giddens, soit intégrée à une série d'actions situées, enchaînées, produites et reproduites dans l'espace et dans le temps. La notion d'espace n'implique pas seulement que les actions soient situées dans un contexte géographique spécifique, mais aussi qu'elles existent dans l'espace de la pratique même. Les structures, par exemple, bien que placées en dehors de l'espace et du temps chez Giddens, n'existent que par leur actualisation dans la pratique : ici et maintenant. La temporalité, pour sa part, est associée bien évidemment à l'idée d'une série d'actions passées, présentes et futures liées les unes aux autres. Cependant, dans le cas de la routine, il est intéressant de souligner que ces actions sont produites et reproduites par les acteurs, même de façon inconsciente : les institutions, par exemple, sont un ensemble de pratiques sociales reproduites dans le temps. Dans cette dimension spatiotemporelle, toutes les actions sociales sont bien sûr en interaction ; cependant, les routines, en persistant dans le temps, facilitent l'étude des actions ou des expériences partagées.

La notion de routine pourrait laisser entendre que la réalité sociale peut être fixée : la même action est reproduite maintes fois. Toutefois, ce serait d'oublier le caractère réflexif des acteurs et le caractère transformateur de la pratique. La pratique produite et reproduite permet au contraire à l'acteur *de faire et, ce faisant, de se faire*. L'acteur et la pratique sociale sont ainsi intimement liés, et cela est dû au fait que l'acteur porte un savoir-faire tacite sur la pratique. Il n'est pas un acteur passif, ignorant des logiques institutionnelles et qui doit donc apprendre pour se débrouiller dans le monde social, comme c'est le cas pour l'individu institutionnel de Parson ; bien au contraire, l'acteur peut toujours agir autrement face aux mêmes enjeux, face à la même routine partagée par plusieurs. Voici donc le caractère discrétionnaire et toujours singulier de l'acteur.

La relation entre le commun et le singulier peut par conséquent être observée à partir des pratiques routinières communes qui permettent à l'individu d'agir autrement. C'est pourquoi, lors de l'analyse de l'éthique de l'expérience de lutte sociale, je me suis concentré sur les pratiques organisationnelles et leurs transformations ainsi que sur le fait que ces pratiques permettent de souligner une transformation historique à partir d'une tension normative actuelle. L'« interface » entre l'individu et le collectif reste pourtant vague. J'ai seulement décrit les principes de cette relation. Il reste encore à préciser le type d'opérateur analytique qui peut être utilisé pour en faire l'analyse. Les notions clés dans ce cas sont *l'ambiguïté* et *l'incertitude*. C'est justement cette incertitude qui permet toujours à l'individu d'agir autrement. Un opérateur analytique qui nous permet de souligner cette incertitude à l'échelle de l'individu est la notion d'épreuve (Martuccelli, 2010b).

D'après Martuccelli, les épreuves sont « *des défis structurels, historiquement produits et inégalement distribués, au travers desquels s'effectue une sélection largement informelle des personnes* » (2011, paragr. 25). Ce sont des défis structurels parce que la société produit et impose ces épreuves aux individus, parfois de façon standardisée. Cependant, quoique structurelles, les épreuves offrent toujours aux individus une résolution unique qui, d'une part, permet de les classer dans des positions sociales (sélection) et qui, d'autre part leur permet de participer à la construction commune de l'expérience de société. Les étapes que les élèves doivent traverser au cours de la période scolaire en sont un exemple : les évaluations sont imposées à tous (expérience commune), et cependant l'expérience de réussite ou d'échec sera toujours singulière à chaque individu. Ces épreuves évoquent les crises normatives dont Erick Erickson parle dans le cas du cycle vital individuel (2012), c'est-à-dire des crises spécifiques que tous les êtres humains traversent au cours de chaque étape de leur vie, et dont la résolution permet de construire une identité individuelle.

Autrement dit, il s'agit d'un processus d'individuation, un processus qui permet d'observer comment les individus sont structurellement produits et se produisent comme résultat singulier.

L'épreuve possède quatre caractéristiques qui en font un opérateur analytique (Martuccelli, 2010b) :

1. Elle est indissociable d'un récit souvent à trois étapes : une période de formation, la mise en épreuve et la résolution ;
2. Elle est aussi indissociable d'une certaine conception de l'acteur : il est contraint de s'y mesurer et de subir subjectivement l'expérience ;
3. L'épreuve suppose une évaluation menant à la sélection sociale ;
4. Finalement, les épreuves sont un mode particulier d'agencement décentré entre les dimensions sociétales et individuelles. En étant des défis structurels et historiques particuliers, elles portent sur un ensemble d'enjeux sociétaux et permettent « *de rendre compte, à l'échelle des individus, sous la forme d'une histoire de vie collective, de la spécificité d'un ensemble sociohistorique* » (Martuccelli, 2010 b, p. 142).

L'action collective politique semble s'ajuster à cette description. En effet, en analysant les pratiques organisationnelles, j'ai réussi à décrire des enjeux sociétaux chiliens à l'échelle des individus, notamment la politisation de l'individualisme. Ce sont donc les pratiques ou les actions des individus présentant une certaine récurrence, dont les épreuves, qui permettent de comprendre la relation entre l'action collective et l'individu ou entre le commun et le singulier. D'après Dardot et Laval, la notion de « commun » est en effet intimement liée à celle de « praxis » : « *Le commun est à penser comme co-activité, et non comme co-appartenance, copropriété ou copossession* » (2015, p. 48). Le commun est ainsi basé sur la pratique partagée. Le principe maître qui s'approche le plus de cette affirmation est la particularisation de l'expérience de lutte. Rappelons qu'il s'agit de la tendance, lors de processus de mobilisation, à prendre en considération l'unité la plus petite possible : l'action, l'organisation, le territoire, etc. En effet, la politisation est un processus toujours individuel qui se fait par l'intermédiaire d'une pratique commune (le fait de se mobiliser et la construction interne du mouvement) située dans un territoire et dans une organisation spécifiques. Dans le contexte de cet individualisme politique, la pratique commune peut être une activité discrète dans un quartier ou une manifestation massive au centre-ville, la différence résidant dans la capacité de la lutte à résonner auprès du nombre le plus important d'individus. Cependant, le noyau de la question demeure le fait de « se mobiliser ». En effet, peu importent la lutte ou la revendication, qui sont secondaires à cette action ; par cette mobilisation, l'individu se politisera à

sa manière et ceci lui permettra de réaliser son émancipation, qui est le véritable processus de démocratisation. C'est ainsi que se produit l'action collective à partir de l'individu. Cependant, ce processus réalisé à l'extérieur du mouvement se reproduit aussi à l'interne. Dans ce contexte, le fait de participer et de construire l'organisation est le reflet de la mobilisation à l'externe. L'important est le fait de participer à des assemblées, de discuter de la façon de s'organiser, etc. Nous comprenons en conséquence que ce n'est pas forcément le fait de se mobiliser ou le fait de construire le mouvement à l'interne qui conduisent à l'émancipation singulière, mais la pratique même, ou plutôt le processus de mobilisation.

Cependant, où est l'épreuve dans ce cas ? Est-ce que le fait de se mobiliser fonctionne tel un défi structurel et historiquement produit ? Le répertoire d'actions, d'après la définition de Tilly, comporte une dimension historique : il est en fait un ensemble de routines apprises et partagées qui se sont limitées à un nombre spécifique d'actions définies historiquement. Cependant, la définition d'épreuve donnée par Martuccelli a une prétention universaliste. Il ne s'agit pas de s'attarder à n'importe quelle épreuve, mais « *de se restreindre à l'examen d'un nombre limité de processus structurels, jugés particulièrement significatifs au vu d'une réalité historique et sociale concrète* » (Martuccelli, 2010 b, p. 147). Autrement dit, choisir les épreuves qui permettront d'établir les différents processus d'individuation à l'échelle sociétale. Le fait de se mobiliser ou de construire l'organisation, bien qu'étant une expérience significative pour de nombreux activistes, se limite à un domaine spécifique de la société et à un nombre spécifique d'individus et ne peut donc pas avoir de prétention universelle. L'action politique est en effet loin de pouvoir prétendre à l'ampleur des domaines universels tels l'école, la famille ou le travail, c'est-à-dire des domaines auxquels une grande partie de la société participe. De plus, la notion de processus de politisation (la pratique) est trop imprécise pour agir à titre d'épreuve, et pourtant elle reste importante comme opérateur analytique. Le fait de se mobiliser, par exemple de participer à une manifestation, pourrait à la limite fonctionner comme épreuve. En effet, il peut s'associer à un récit et l'acteur est contraint de s'y mesurer (à cause du principe maître), mais le caractère universel des épreuves lui fait défaut et la mobilisation conduit rarement à une évaluation menant à une sélection sociale. La politisation étant un processus individuel basé sur un principe d'horizontalité singulière, les sélections sociales ne sont pas souhaitées, même si l'expérience de lutte est parfois considérée pour l'élection de porte-paroles.

Nous avons donc besoin d'un concept plus flexible et plus large que celui d'épreuve, mais qui permettrait à son tour de lier le singulier et le commun de l'expérience sociale. Je propose la notion

d'« opérateur de résonance ». Un opérateur de résonance peut définir n'importe quel phénomène social ancré dans des pratiques routinières communes qui permettent à l'individu d'agir autrement. Cet « agir autrement » est possible en raison du caractère discrétionnaire du rôle de l'acteur et de l'incertitude et de l'ambiguïté qui caractérisent les résultats. Le cadre normatif maître fonctionne donc comme un opérateur de résonance dans la mesure où il permet toujours d'avoir un résultat différent face à l'ambivalence des pôles en tension et parce qu'il est ancré dans une pratique routinière. De plus, étant un cadre commun acceptant différents résultats, il fonctionne comme une « interface » entre le commun et le singulier. Les épreuves sont considérées dans ce contexte comme un type d'opérateur de résonance institutionnel.

Le retour de l'anarchisme ? (un compromis entre socialisme et libéralisme)

> *« [Il] existe un imaginaire libertaire dans les nouvelles [façons] de faire la politique au Chili, sans savoir ou sans vouloir ou sans être anarchistes. » (Militant anarchiste, membre d'un comité d'hébergés de la zone sud de Santiago)*

Une dernière réflexion s'avère pertinente dans ces conclusions ; elle restera pourtant une hypothèse à travailler en profondeur à l'avenir. Le nouveau rôle de l'individu à l'intérieur de la mobilisation sociale au Chili et le cadre normatif maître évoquent les valeurs mises en avant par l'anarchisme de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e}. En fait, plus qu'un mouvement politique, l'anarchisme a été un ensemble de principes qui, sur le terrain, a mené à une diversité de pratiques parfois contradictoires. La « morale anarchiste » était à la base de ces principes et insufflait à l'action politique le sens et la direction à suivre pour agir (Kropotkine, 2012). Dans le cas du Chili, Grez (2007) préfère l'utilisation du terme « courant politique » à celui de « mouvement » pour parler des anarchistes du début du XX^{e} siècle afin de souligner l'énorme diversité qui existait. L'analyse de l'éthique contestataire offre ainsi l'occasion de comparer les deux éthiques. Cette dernière section tentera en conséquence d'ouvrir la réflexion sur une question qui a peut-être été négligée de nos jours : Les valeurs mises en jeu par les mouvements sociaux actuels impliquent-elles le retour de l'anarchisme au Chili ?

Comme dans de nombreuses parties du monde, l'anarchisme au Chili a cohabité et compétitionné avec le socialisme pendant les années convulsives du tournant au XX^{e} siècle. Les représentants des deux idéologies ont rivalisé pour l'organisation du mouvement populaire et pour l'établissement

d'une résistance effective au capitalisme industriel, au moment où la « question sociale » émergeait comme un problème national. Les anarchistes ont eu une présence importante dans les corps d'artisans, les syndicats et dans les sociétés de résistance, où ils incubaient les idées de liberté individuelle, d'abolition de l'État et de toute forme d'autorité, d'action directe, d'autogestion, etc. La période a été marquée par l'enchaînement de crises économiques de la fin de l'essor de l'argent dans les années 1870 jusqu'au coup de grâce de la « Grande Dépression » des années 1930. Cette période est en effet connue dans l'historiographie officielle comme « l'Anarchie », concept qui cherche à résumer la profonde crise de légitimité que la politique et les politiciens subissaient à cette époque et qui prend fin avec la refondation politique du pays à travers une nouvelle constitution et un nouveau projet de développement : le « *Nacional desarrollismo* ». Ce projet de développement, comme je l'ai déjà souligné, a transformé profondément l'État qui est passé d'un rôle passif à celui d'acteur plénipotentiaire, du moins par rapport aux périodes antérieures. Lorsque l'État, jusque-là absent ou presque de la question sociale, a changé de direction, l'anarchisme comme idéologie et comme pratique a connu un déclin inexorable. « L'État providence » chilien est né comme un compromis entre deux besoins : celui de répondre aux revendications des populations les plus défavorisées issues de la « question sociale » et celui de garder une certaine stabilité politique. Face à ce compromis, l'anarchisme perd toute marge de manœuvre.

Plus d'un demi-siècle plus tard, le projet de l'État social, fortifié progressivement pendant les trente dernières années du *« desarrollismo »*, s'évanouit violemment dans une nouvelle refondation politique, institutionnelle et sociale exercée cette fois-ci par une dictature militaire et caractérisée par la mise en place du projet néolibéral. Bien que cette idéologie économique partage paradoxalement un certain nombre de principes avec l'anarchisme, comme la destruction de l'État et la liberté individuelle, il ne faut pas oublier que le néolibéralisme apparaît comme une alternative politique au communisme et à n'importe quelle forme d'autoritarisme, revenant en principe sur le libéralisme classique (Audard, 2009; Hayek, 2013). L'État, la politique et ses institutions, hégémoniques pendant une grande partie du XX^{e} siècle, reculent ainsi à la période antérieure à « l'Anarchie » des années 1920, quand l'État ne se préoccupait que de la stabilité politique et de la sécurité. Il existe ici une certaine ressemblance avec la France. Devant la montée des inégalités pendant les années 1980, Rosanvallon (1995) a même cru à l'émergence d'une nouvelle « question sociale » dans le pays.

Dans ce contexte de retraite de l'État social, « *l'éthique anarchiste ou libertaire* » connaît une renaissance. En fait, nombreuses sont les organisations qui revendiquent aujourd'hui les principes

anarchistes. C'est notamment le cas de la Fédération d'étudiants libertaires (FEL). Il existe également un soupçon selon lequel les attentats à la bombe de faible intensité de la période à l'étude auraient été commis par des groupes anarchistes. Cependant, au-delà des organisations anarchistes à proprement parler, les principes anarchistes semblent être présents au sein de plusieurs organisations et mobilisations ayant pourtant des orientations politiques différentes.

> *« [...] et sans la nécessité d'y avoir des anarchistes, me dit un porte-parole du FENAPO. Par exemple à Aysen [une ville révoltée du sud du Pays], qui le gérait ? [...] Je ne sais pas, mais le mec était socialiste et la droite était dedans, et comment s'organisait ce mouvement : d'abord, comme mouvement et après comme assemblée. À Freirina [une autre ville révoltée], il y n'avait aucun anarchiste là-bas, et Freirina, comment c'était : une assemblée, "on va couper la rue" [action directe]. »*

Il semble s'être produit un virage dans l'idéologie politico-contestataire au Chili : de l'anarchisme et socialisme des années 1920, nous sommes passés au socialisme égalitaire du XX^{e} siècle et ensuite à la renaissance des idées libertaires. Il faut cependant préciser que l'anti-institutionnalisme des mouvements sociaux au Chili n'est pas total. En fait, comme je l'ai expliqué dans les conclusions du chapitre 9, le mouvement des élèves reconnaissait de façon implicite les institutions puisque la plupart des revendications s'adressaient à l'État. Cette reconnaissance peut s'étendre au reste des mouvements sociaux étudiés, pour qui l'État doit exister. Les similitudes entre l'éthique anarchiste et le cadre normatif maître sont ainsi limitées.

Charles Tilly (1978a), dans sa théorie du processus politique, explique que les caractéristiques et les particularités des formes de lutte sont associées au type d'État auquel elles s'opposent. Le capitalisme industriel du XIX^{e} siècle a donné naissance en Europe au prolétariat et par conséquent au mouvement ouvrier ; nous avons observé le même phénomène au Chili. Dans le contexte actuel, quel type de mouvement social correspondrait à un État néolibéral ? Quel type d'acteurs politiques ? J'ai déjà avancé une hypothèse à cette question au travers de la politisation de l'individu. Cependant, selon de nombreux chercheurs de la région, les mobilisations récentes en Amérique latine seraient en réaction ou en résistance à la mise en place des politiques néolibérales qui ont réduit la taille de l'État, notamment en matière de politiques sociales, et précarisé l'emploi (Green, 2003; Svampa, 2007; Walton & Seddon, 2008). Nous pouvons en déduire que les revendications, propositions et luttes actuelles s'opposent au néolibéralisme, et donc que ces formes d'organisation n'ont rien à voir avec un monde où ce modèle politique est hégémonique. La graine du néolibéralisme n'aurait pas réussi à germer à l'intérieur de ces mouvements. Cependant, est-il possible que, dans un pays où le modèle néolibéral a régné pendant plus de trente ans, comme c'est

le cas au Chili, celui-ci n'ait exercé aucune influence sur le type de mobilisation sociale déployé outre la réaction ou la résistance ? Quel est donc le rapport entre cette éthique libertaire et l'implantation du modèle néolibéral ? Voici mon hypothèse : *les mobilisations sociales actuelles qui semblent soutenir des principes anarchistes sont un compromis entre l'éthique néolibérale et la tradition socialiste de plusieurs acteurs parmi ces mouvements, tout en gardant comme point d'ancrage l'individualisme politique*. Cette renaissance du courant anarchiste semble être la Némésis du néolibéralisme actuel tout comme le communisme et le mouvement ouvrier le furent du capitalisme industriel. Ce sera cependant le travail d'une autre recherche.

Bibliographie

Acevedo, N. (2006). *El MAPU Lautaro en las protestas populares (1978-1985)* (Tesis de Licenciado en Historia). Universidad ARCIS.

Agacino, R. (2013). Movilizaciones estudiantiles en Chile: Anticipando el futuro. *Educação em revista*, *14*(1), 7–20.

Aguilera Ruiz, O. (2014). *Generaciones: movimientos juveniles, políticas de la identidad y disputas por la visibilidad en el Chile neoliberal* (Primera edición). Ciudad de Buenos Aires, Argentina: CLACSO.

Althusser, L. (2015). De l'idéologie. Dans *Sur la reproduction* (p. 204-239). Paris: P.U.F. 2015.

Alvarez, A. (2011). « Tenemos razón y somos mayoría »: El movimiento estudiantil secundario chileno del 2006. *Conflicto Social*, *4*(5), 407-433.

Álvarez, R. (2014). Las Juventudes Comunistas de Chile y el Movimiento Estudiantil Secundario : Un Caso de Radicalización Política de Masas (1983-1988). Dans R. Álvarez & M. Loyola (Éd.), *Un trébol de cuatro hojas: las juventudes comunistas de Chile en el siglo XX* (Primera edición, p. 170-217). Santiago: Ariadna : América en Movimiento.

Araujo, K., & Martuccelli, D. (2012). *Desafíos comunes : retrato de la sociedad chilena y sus individuos /* (1a. ed.). Santiago : Santiago: LOM Ediciones.

Aravena, P. R. (2004). *Rebeldía, subversión y prisión política: Crimen y castigo en la transición chilena 1990-2004*. Santiago : Santiago: LOM Ediciones.

Artaza, P., González, S., & Jiles, S. (Éd.). (2009). *A cien años de la masacre de Santa María de Iquique* (1. ed). Santiago: LOM Ediciones.

Audard, C. (2009). *Qu'est-ce que le libéralisme ? : éthique, politique, société* (Vol. 524). Paris : Editions Gallimard.

Baeza, J., & Sandoval, M. (2009). Nuevas Prácticas Políticas en Jóvenes de Chile: Conocimientos acumulados 2000-2008. *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, *7*(2), 1379–1403.

Banco Central de Chile. (2011). *Cuentas Nacionales de Chile - Evolución de la actividad económica en el segundo trimestre de 2011* (Cuentas Nacionales de Chile) (p. 21). Santiago: Banco Central. Consulté à l'adresse http://www.bcentral.cl/estadisticas-economicas/publicaciones-estadisticas/trimestrales/pdf/CuentasNacionales_segundo_trimestre2011.pdf

Banco Mundial. (2017). *Crecimiento del PIB (% anual)*. Banco Mundial. Consulté à l'adresse http://datos.bancomundial.org/indicador/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CL

Baño, R. (2004). Los sectores populares y la política: una reflexión socio-histórica. *Revista Política*, *43*, 35-55.

Barozet, E., & Espinoza, V. (2011). Que sont les classes sociales devenues ? Stratification, inégalités et mobilité sociale au Chili. *Cahiers des Amériques latines*, *2011*(68), 69–88.

Barranco, J., & Wisler, D. (1999). Validity and Systematicity of Newspaper Data in Event Analysis. *European Sociological Review*, *15*(3), 301-322.

Barrera, M. (1994). Política de ajuste y proceso de democratización en Chile: sus efectos sobre los trabajadores. *Revista Mexicana de Sociología*, *56*(1) ,105–129.

Barrera, M. del V., Koch, T., & Aguirre, B. E. (2013). Commemorating Chile's Coup: The Dynamics of Collective Behavior. *Latin American Politics and Society*, *55*(2), 106–132.

Barría, J. (1971). *El movimiento obrero en Chile: Síntesis histórico-social*. Universidad Técnica del Estado.

Barrientos, J., Díaz, J. L., & Muñoz, F. (2012). *Política, derechos, violencia y diversidad sexual: Segunda Encuesta Marcha de la Diversidad Sexual Santiago de Chile 2011*. Santiago: UCN, CLAM, MUMS.

Bartoletti, J., & Mangiantini, M. (s. d.). El movimiento estudiantil chileno reciente. Algunos elementos para su análisis. Consulté à l'adresse http://www.mov-estudiantil.com.ar/terceras/20082.pdf

Barton, J. R., & Murray, W. E. (2002). The end of transition? Chile 1990–2000. *Bulletin of Latin American Research*, *21*(3), 329–338.

Bastías, I. (2007). *Movimientos populares (siglos XIX-XX): política libertaria y movimiento*

anarquista en Santiago, 1917-1927. Santiago: Universidad de Chile. Consulté à l'adresse http://tesis.uchile.cl/handle/2250/110434

Béal, V. (2012). Résoudre les tensions entre généralisation et singularité par l'écriture comparative ? *Revue internationale de politique comparée*, *19*(1), 39. https://doi.org/10.3917/ripc.191.0039

Bellei, C., & Cabalin, C. (2013). Chilean student movements: Sustained struggle to transform a market-oriented educational system. *Current Issues in Comparative Education*, *15*(2), 108–123.

Bellei C, C. (2013). El estudio de la segregación socioecon?mica y académica de la educación chilena. *Estudios Pedagógicos (Valdivia)*, *39*(1), 325-345.

Benford, R. D. (1997). An Insider's Critique of the Social Movement Framing Perspective. *Sociological Inquiry*, *67*(4), 409–430.

Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual review of sociology*, *26*(1), 611–639.

Berrueta Murúa, G. (2012). *Discurso público de organizaciones homosexuales en Chile: construcción identitaria y proceso de expresión*. Universidad Complutense de Madrid, Madrid. Consulté à l'adresse http://eprints.ucm.es/16175/1/T33825.pdf

Bhui, K., Warfa, N., & Jones, E. (2014). Is violent radicalisation associated with poverty, migration, poor self-reported health and common mental disorders? *PloS one*, *9*(3), e90718.

Birnbaum, P. (1991). Chapitre 10. Action individuelle, action collective et stratégie des ouvriers. Dans P. Birnbaum & J. Leca (Éd.), *Sur l'individualisme* (p. 269–298). Presses de Sciences Po (PFNSP). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/sur-l-individualisme--9782724605945-page-269.htm

Bollen, K. A. (1980). Issues in the comparative measurement of political democracy. *American Sociological Review*, 370–390.

Borri, C. (2016). El movimiento estudiantil en Chile (2001-2014). La renovación de la educación como aliciente para el cambio político-social. *Altre Modernità*, 141–160.

Bourdieu, P., & Passeron, J. C. (1970). *La Reproduction : éléments d'une théorie du système*

d'enseignement. Paris: Les Editions de Minuit.

Bourgeois, É., & Piret, A. (2006). Chapitre10. L'analyse structurale de contenu, une démarche pour l'analyse des représentations. Dans L. Paquay, M. Crahay, & De Ketele (Éd.), *L'analyse qualitative en éducation. Des pratiques de recherche aux critères de qualité* (p. 179–191). Bruxelles: De Boeck Supérieur. Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-education--9782804150518-page-179.htm

Bourricaud, F. (1974). Fin de partie en Amérique latine. *Contrepoint*, *15*(2).

Brook, C. (2012). Actores Secundarios en el Movimiento Estudiantil Chileno en 2011 y 2012: Un análisis comparativo de la Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios y la Coordinadora Nacional de Estudiantes Secundarios. *Independent Study Project (ISP) Collection*. Consulté à l'adresse http://digitalcollections.sit.edu/isp_collection/1433

Brunner, J. J. (1990). Chile: claves de una transición pactada. *Nueva Sociedad*, *106*, 6–12.

Bustos, P., & Leiva, J. (2004). *Actores Secundarios*. Consulté à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=e1UE__JBeTU

Cabalin, C. (2014). Estudiantes conectados y movilizados: El uso de Facebook en las protestas estudiantiles en Chile. *Comunicar*, *22*(43), 25-33.

Calderón, P. (2005). *Organizaciones de diversidad sexual de la región Metropolitana y sus acciones en torno a la discriminación* (tesis). Universidad Academia de Humanismo Cristiano, Santiago. Consulté à l'adresse http://bibliotecadigital.academia.cl/handle/123456789/721

Campbell, B. (2014). *Movilh-ization: Hegemonic masculinity in the queer social movement industry in Santiago de Chile*. TULANE UNIVERSITY. Consulté à l'adresse http://gradworks.umi.com/15/57/1557308.html

Carrasco Azzini, G. (2010). Participación y tendencias políticas en estudiantes universitarios: el caso de la Universidad de Chile. *Ultima década*, *18*(32), 85–103.

Carter, D. (2010). *Stonewall: The Riots That Sparked the Gay Revolution* (Media tie-in, New Edition edition). New York: St. Martin's Griffin.

Castillo, J. C., Madero-Cabib, I., & Salamovich, A. (2013). Clivajes partidarios y cambios en preferencias distributivas en Chile. *Revista de ciencia política (Santiago)*, *33*(2), 469-488.

Cavallo, A., Sepúlveda, O., & Salazar, M. (2008). *La historia oculta del régimen militar : memoria de una época 1973-1988*. Santiago: Uqbar Editores.

Cavarozzi, M. (1982). El« Desarrollismo » y las Relaciones Entre Democracia y Capitalismo Dependiente en Dependencia y Desarrollo en America Latina. *Latin American Research Review*, *17*(1),152–165.

Cavieres, E. (2001). Anverso y reverso del liberalismo en Chile, 1840-1930. *Historia (Santiago)*, *34*, 39-66.

Cavieres Fernández, E. (2009). La neoliberalización de la educación chilena o la privatización del sistema educativo« por dentro ». *Diálogos educativos*, *18*(17), 18-57.

Ceballos Huerta, P. (2010). *Liderazgo en secundarias, Movimiento Estudiantil 2006.* Universidad de Chile, Santiago. Consulté à l'adresse http://www.tesis.uchile.cl/handle/2250/105823

Cefaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? : les théories de l'action collective*. Paris : Découverte.

Centro Latinoamericano de Demografía. (1940). *Chile. XI Censo de Población.* Santiago: CELADE.

CEP. (2011). *Estudio Nacional de Opinión Pública N°64 - Junio-Julio 2011*. Santiago: Centro de Estudios Publicos. Consulté à l'adresse http://www.cepchile.cl/cep/site/artic/20160304/asocfile/20160304095600/encuestaCEP_junio-julio2011_completa.pdf

CEPAL. (2007). *CEPAL - Panorama social de América Latina 2007*. Santiago: CEPAL. Consulté à l'adresse http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/dds/agrupadores_xml/aes31.xml&xsl=/agrupadores_xml/agrupa_listado.xsl

CEPAL. (2011). *Panorama social de América Latina 2011*. Santiago: CEPAL. Consulté à l'adresse http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/1241/1/S1100927_es.pdf

CEPAL. (2013). *Social panorama of latin american 2012.* Santiago: ECLAC.

CEPAL. (2017). Estadisticas e Indicadores. Consulté 20 janvier 2017, à l'adresse http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/WEB_CEPALSTAT/estadisticasIndicadores.asp?idioma=e

Charmaz, K. (2014). *Constructing Grounded Theory*. London : SAGE.

Clastres, P. (1997). *Archéologie de la violence: la guerre dans les sociétés primitives*. Paris : Ed. de l'Aube.

Cohen, Y. (2013). *Le siècle des chefs: une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*. Paris : Éditions Amsterdam.

Comisión Congreso 2001 ACES. (2001). *Documento de discusión - historia aces*. Santiago. Consulté à l'adresse http://www.nodo50.org/aces/documentos/documento_feses.htm

Consejo Asesor Presidencial para la Calidad de la Educación. (2006). *Informe final de consejo asesor presidencial para la calidad de la educación*. Santiago.

Contamin, J.-G. (2010). Cadrages et luttes de sens. Dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky, & I. Sommier (Éd.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte.

Courtin, É., Lechaux, B., Roullaud, É., & Woollven, M. (2012). Démêler les fils du récit comparatif. *Revue internationale de politique comparée*, *19*(1), 7.

Cummings, P. M. (2015). Democracy and Student Discontent: Chilean Student Protest in the Post-Pinochet Era. *Journal of Politics in Latin America*, *7*(3), 49–84.

Dardot, P., & Laval, C. (2015). *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : la Découverte.

De Geest, D. (2003). La sémiotique narrative de AJ Greimas (traduction du néerlandais par Jan Baetens). *Image & Narrative*, *5*. Consulté à l'adresse http://www.imageandnarrative.be/inarchive/uncanny/dirkdegeest.htm

De la Cuadra, F. (2006). Movimiento estudiantil en Chile: Lucha, participación y democracia. *Revista Electrónica SinTesis*, 1–16.

De la Maza, G., & Garcés, M. (1985). *La explosión de las mayorías: Protesta nacional, 1983-1984*. Santiago :Educación y Comunicaciones.

De Ramón, A. (1978). Suburbios y arrabales en un área metropolitana. El caso de Santiago de Chile, 1872-1932. Dans *Ensayos históricos sociales sobre la urbanización en América Latina".* Buenos Aires: CLACSO, Ediciones SIAP.

De Ramón, A. (1985). Estudio de una periferia urbana. Santiago de Chile, 1850-1900. *Historia*, *20*, 199–294.

De Ramón, A. (1990). La población informal: Poblamiento de la periferia de Santiago de Chile, 1920–1970. *Revista Latinoamericana de Estudios Urbanos Regionales EURE*, *16*(50), 5–17.

de Verdalle, L., Vigour, C., & Bianic, T. L. (2012). S'inscrire dans une démarche comparative. *Terrains & travaux*, *21*(2), 5–21.

del Picó Rubio, J. (2011). Evolución y actualidad de la concepción de familia: una apreciación de la incidencia positiva de las tendencias dominantes a partir de la reforma del derecho matrimonial chileno. *Ius et Praxis*, *17*(1), 31-56.

Della Porta, D., & Tarrow, S. G. (2005). *Transnational protest and global activism*. Lanham : Rowman & Littlefield Pub Inc.

Departamento de Estudios. (2014). *Compendio de series estadísticas 1990- 2013*. Santiago: Dirección del Trabajom Gobierno de Chile. Consulté à l'adresse http://www.dt.gob.cl/documentacion/1612/w3-propertyvalue-22777.html

DeShazo, P. (1983). *Urban Workers and Labor Unions in Chile, 1902-1927*. Madison : University of Wisconsin Press.

Dinamarca, R. A. (2013). *Memoria y conmemoración el 11 de septiembre de la elite comunista en tiempos de dictadura* (Diplôme en Histoire). Universidad Academia de Humanismo Cristiano. Consulté à l'adresse http://bibliotecadigital.academia.cl/handle/123456789/1206

Donoso, S. (2013a). Dynamics of change in Chile: Explaining the emergence of the 2006 Pingüino movement. *Journal of Latin American Studies*, *45*(1), 1–29.

Donoso, S. (2013b). *Reconstructing collective action in the neoliberal era: the emergence and political impact of social movements in Chile since 1990*. University of Oxford. Consulté à l'adresse http://ethos.bl.uk/OrderDetails.do?uin=uk.bl.ethos.649950

Drake, P. (1992). *Socialismo y Populismo en Chile 1936-1973*. Valparaíso: Instituto de Historia Universidad Católica de Valparaíso.

Duarte, K. (2011). Notas generacionales para la acción comunitaria con jóvenes de sectores empobrecidos. *Revista Observatorio de Juventud*, (29), 5-23.

Duff, E. A., McCamant, J. F., & Morales, W. Q. (1976). *Violence and repression in Latin America: a quantitative and historical analysis* (Vol. 6). New York : Free Press.

Durkheim, E. (1919). *Les règles de la méthode sociologique*. Paris: Librairie Félix Alcan. Consulté à l'adresse https://archive.org/details/lesrglesdelam00durkuoft

Durkheim, E. (2012). *Le suicide*. Project Guttenberg Ebook.

Erikson, E. H. (2012). *El ciclo vital completado: Edición revisada y ampliada*. Buenos Aires : Paidós.

Espinoza, V. (1988). *Para una historia de los pobres de la ciudad*. Santiago : Ediciones Sur.

Espinoza, V. (1993). Pobladores, Participación Social y Ciudadanía. *Proposiciones*, (22), 21-53.

Espinoza, V. (1998). Historia social de la acción colectiva urbana: Los *pobladores* de Santiago, 1957-1987. *EURE (Santiago)*, *24*(72).

Espinoza, V. (2000). *Ciudadanía y Políticas Públicas. Programas públicos para jóvenes chilenos en la década del 90*. Santiago: Instituto de Estudios Avanzados Universidad de Santiago de Chile. Consulté à l'adresse http://extranet.injuv.gob.cl/cedoc/Coleccion%20Politica%20de%20Juventud/Ciudadania_y_politica_de_juventud_en_los_90s_Vicente_Espinoza.pdf

Espinoza, V., Barozet, E., & Méndez, M. L. (2013). Estratificación y movilidad social bajo un modelo neoliberal: El caso de Chile. *Revista Lavboratorio*, *25*(14), 169–191.

Estudiantes de la Región Metropolitana. (2005). Propuesta de trabajo de estudiantes de la Región Metropolitana. Consulté à l'adresse http://www.opech.cl/movisociales/propuestas/propuesta_secundarios_rm_05.pdf

Falabella, A. (2008). Democracia a la Chilena: Un análisis del movimiento estudiantil y su desenlace. *Revista Docencia*, *36*, 5-17.

Faure Bascur, E. (2006). *Los locos del poder: aproximación histórica a la experiencia del Movimiento Juvenil Lautaro (1982-1997)*. Universidad de Chile, Santiago. Consulté à l'adresse http://www.cybertesis.cl/tesis/uchile/2006/faure_e/html/index-frames.html

Fazio, H. (2012). *Indignación: causales socioeconómicas* (1. ed). Santiago: LOM Ediciones.

Ferjani, J., & Kowska, L. (2008). Manifeste Trans' : Notre corps nous appartient. *Nouvelles Questions Féministes*, *Vol. 27*(1), 151-153.

Fernández, L. (2009). *Homosexualidad en Chile. Cien Años de Historia Compartida. Historia del Movimiento Unificado de Minorías Sexuales MUMS* (Vol. 1). Santiago: Centro de Documentación y Memoria. Movimento Unificado de Minorías Sexuales.

Fernández, P. (2003). Los que Retornaron para Luchar. *Punto Final*, (550), 3.

Fernández, R. (2007). Los lugares de la memoria; del golpe y la dictadura militar en Chile: Un análisis autoetnográfico de la marcha del 11 de septiembre. *Cuadernos de neuropsicología*, *1*(2), 150–164.

Fernández Labbé, J. (2015). *Protesta social, consecuencias y subjetividades políticas: La huella del movimiento estudiantil chileno del año 2011*. Universidad Complutense de Madrid, Madrid.

Ferree, M. M. (2003). Resonance and Radicalism: Feminist Framing in the Abortion Debates of the United States and Germany1. *American Journal of Sociology*, *109*(2), 304–344.

FFrench-Davis, R. (2014). *Chile entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad: cuarenta años de políticas económicas y sus lecciones para el futuro* (5. ed. act). Santiago : J.E.Sáez.editor.

Fillieule, O. (2007). On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires. Dans P. Favre, O. Fillieule, & F. Jobard (Éd.), *L'atelier du politiste*. Paris: La Découverte. Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_FAVRE_2007_01_0215

Fillieule, O. (2010). Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action. Dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky, & Sommier (Éd.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (p. 77-100). Paris: La Découverte. Consulté à l'adresse http://basepub.dauphine.fr/handle/123456789/7013

Fillieule, O., Agrikoliansky, E., & Sommier (Éd.). (2010). *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte. Consulté à l'adresse http://basepub.dauphine.fr/handle/123456789/7013

Fillieule, O., Mathieu, L., & Péchu, C. (Éd.). (2009). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Fillieule, O., & Tartakowsky, D. (2008). *La manifestation*. Paris: Presses de Sciences Po.

Foucault, M. (1984). *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir* (Vol. 1). Paris: Gallimard.

Frank, V. (1994). Acuerdos y conflictos: ? Signos contradictorios de nuevas relaciones laborales en la transición chilena a la democracia? *Estudios Sociológicos*, *12*(36), 581–602.

Frank, V. (2000). El Movimiento Sindical en la Nueva Democracia Chilena. Perspectivas de los Dirigentes Sindicales de Base: ? Hechos o Ficción. *Universum*, *15*, 73–100.

Frank, V. K. (2002). *The Labor Movement in Democratic Chile, 1990-2000* (No. 298). Notre Dame: Kellog Institute. Consulté à l'adresse https://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/298.pdf

Freire, P. (1970). *Pedagogía del oprimido*. Mexico D.F.: Siglo XXI Editores.

Freud, S. (1965). *Inhibition, symptôme et angoisse*. Paris: Presses universitaires de France.

Gamson, J. (1995). Must identity movements self-destruct? A queer dilemma. *Social Problems-New York-*, *42*, 390–390.

Garcés, M. (2002). *Tomando su sitio: El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*. Santiago: LOM Ediciones.

Garcés, M. (2003). *Crisis social y motines populares en el 1900*. Santiago: LOM Ediciones.

Garcés, M. (2004). Los Movimientos Sociales Populares en el Siglo XX: Balance y Perspectivas. *Política*, 13–33.

Garcés, M. (2012). *El « despertar » de la sociedad: los movimientos sociales en América Latina y Chile* (1. ed). Santiago: LOM Ediciones.

Garcés, M., & Milos, P. (1988). *FOCH, CTCH, CUT: las centrales unitarias en la historia del sindicalismo chileno.* Santiago : Educación y Comunicaciones.

Garretón, M. A. (1993). La redemocratización política en Chile: Transición, inauguración y evolución. *America Latina*, *4*(1).

Garretón, M. A. (2001). *Cambios sociales, actores y acción colectiva en América Latina* (SERIE Políticas sociales) (p. 1-45). Santiago: CEPAL. Consulté à l'adresse http://www.revistafuturos.info/download/down7/cam_soc_cepal.pdf

Garretón, M. A. (2003). *Incomplete democracy: political democratization in Chile and Latin America*. UNC Press Books.

Gaudichaud, F. (2004). *Poder popular y cordones industriales: testimonios sobre el movimiento popular urbano, 1970-1973*. Santiago: LOM Ediciones.

Geertz, C. (1987). Descripción densa: hacia una teoría interpretativa de la cultura. Dans *La interpretación de las culturas* (p. 19–40). Barcelona: Gedisa. Consulté à l'adresse http://www.udgvirtual.udg.mx/dspace/handle/20050101/1149

Giddens, A. (1984). *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*. : Oakland : University of California Press.

Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*. New Brunswick : AldineTranssaction.

Gobierno de Chile. (2015, novembre 2). Mandataria firma Proyecto de Ley que crea el Sistema de Educación Pública. Consulté 12 juin 2016, à l'adresse http://www.gob.cl/2015/11/02/mandataria-firma-proyecto-de-ley-que-crea-el-sistema-de-educacion-publica/

Goicovic, I. (1998). *Sujetos, mentalidades y movimientos sociales en Chile*. Viña del Mar: CIDPA.

Goicovic, I. (2000). Del control social a la política social: La conflictiva relación entre los jóvenes populares y el Estado en la historia de Chile. *Última Década*, *8*, 103–123.

Goicovic, I. (2002). La insurrección del arrabal. Espacio urbano y violencia colectiva. Santiago de Chile, 1878. *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*. *1*(6), 39-65.

Goicovic, I. (2005a). Comentarios a proposito del libro de Pedro Rosas Rebeldía, Subversión y Prisión Política. Crimen y castigo en la transición chilena. Santiago: CEME - Centro de Estudios Miguel Enríquez.

Goicovic, I. (2005b). Los escenarios de la violencia popular en la transición al capitalismo. *Espacio Regional. Revista de Estudios Sociales*, (3), 75–80.

Gómez Leyton, J. C. (2006). La rebelión de las y los estudiantes secundarios en Chile. Protesta social y política en una sociedad neoliberal triunfante. *OSAL*. Consulté à l'adresse http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal20/sur.pdf

Góngora, M. (2006). *Ensayo historico sobre la nocion de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*. Santiago: Editorial Universitaria.

González, J., Cornejo, R., Sánchez, R., & Caldichoury, J. (2008). Perspectivas y significados del movimiento nacional de estudiantes secundarios chilenos. Observatorio Chileno de Políticas Educativas. Consulté à l'adresse http://www.academia.edu/download/37703636/5..pdf

González, M. (2003). Treinta años de movimientos sociales en Chile: revisión histórica y programa de investigación futura. *Revista Persona y Sociedad*, *17*(3), 249-261.

Goodwin, J., & Jasper, J. M. (1999). Caught in a winding, snarling vine: The structural bias of political process theory. Dans *Sociological forum. 14*(1), 27–54.

Grant, J. M., Mottet, L. A., Tanis, J., Herman, J. L., Harrison, J.& Keisling, M., (2010). National Transgender Discrimination Survey Report on health and health care. Washington, DC : National Center for Transgender Equality and National Gay and Lesbian Task Force.

Green, D. (2003). *Silent Revolution: The Rise and Crisis of Market Economics in Latin America* (2e éd.). New York : Monthly Review Press.

Greimas, A. J. (2002). *Sémantique Structurale*. Paris: Presses Universitaires de France.

Grez, S. (2000). Transición en las formas de lucha: motines peonales y huelgas obreras en Chile (1891-1907). *Historia (Santiago)*, *33*, 141–225.

Grez, S. (2007a). *De la « regeneración del pueblo » a la huelga general: génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890)*. Santiago : RIL Editores.

Grez, S. (2007b). *Los anarquistas y el movimiento obrero. La alborada de" la Idea*. Santiago: LOM Ediciones.

Grimaldi, D. (2011). Mouvements sociaux et partis politiques au Chili : une nouvelle relation ? Présenté à Journées d'Études Doctorales de la Question Sociale à la Question Politique en Amérique Latine Latine, EHESS.

Grüninger, S. (2004). *Las ONGs durante la transición chilena: Un análisis de su respuesta ideológica frente a su incorporación en políticas sociales de índole neoliberal.* Magíster en Antropología y Desarrollo.Universidad de Chile, Santiago. Consulté à l'adresse http://www.tesis.uchile.cl/handle/2250/105947

Guéranger, D. (2012). La monographie n'est pas une comparaison comme les autres, *N° 21*(2), 23-36.

Guillaudat, P., & Mouterde, P. (1998). *Los movimientos sociales en Chile, 1973-1993*. Santiago: LOM Ediciones.

Gutierrez, F. (2011). Du syndicalisme politico-national au syndicalisme polyvalent. Présenté à Journées d'Études Doctorales de la Question Sociale à la Question Politique en Amérique Latine Latine, EHESS.

Gutiérrez Crocco, F. P. (2013). *Le militantisme politisé, judiciaire et social: une étude comparative des syndicalismes au Chili et en France (1980-2010)*. Paris : EHESS.

Hayek, F. (2013). *La route de la servitude*. Paris: Presse Universitaire de France.

Hiernaux, J.-P. (1977). *L'Institution culturelle: II. méthode de description structurale*. Bruxelles : Presses Universitaires de Louvain, publications de L'Institut des Sciences Politiques et Sociales.

Hipsher, P. L. (1996). Democratization and the decline of urban social movements in Chile and Spain. *Comparative Politics*, *28*(3), 273–297.

Hopman, J. (2004). Homosexualidad, culpa y Cristianismo. *Biblioteca Flacso Andes*, 101-115.

Huneeus, C., & Martín, J. (2001). *El régimen de Pinochet*. Santiago : Editorial Sudamericana.

Huntington, S. P. (1996). *Political Order in changing societies* (renewed). New Haven: Yale Univ. Press.

Hutter, S. (2014). Protest Event Analysis and Its Offspring. Dans D. della Porta (Éd.), *Methodological Practices in Social Movement Research* (p. 335-367). Oxford: Oxford University Press. Consulté à l'adresse http://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780198719571.001.0001/acprof-9780198719571-chapter-14

Idini Flores, M. (2005). *Detras de cada combatiente, un sujeto cotidiano: Motivaciones, afectos y emociones en el Proyecto Rodriguista.* Universidad de Chile, Santiago. Consulté à l'adresse http://www.cybertesis.cl/tesis/uchile/2005/idini_m/html/index-frames.html

Iglesis, A. (2005). Agrupaciones, colectivos y movimientos juveniles en cuatro ciudades de Chile (Concepción, Viña del Mar, Cerro Navia y El Bosque): estado de situación y propuestas para su fortalecimiento. *Revista Electrónica Latinoamericana de Estudios sobre Juventud*, *1*(1),

1–55.

Illanes, M. A. (1991). *« Ausente, señorita »: el niño chileno, la escuela para pobres y el auxilio, 1890-1990: hacia una historia social del siglo XX en Chile*. Santiago: Junta Nacional de Auxilio Escolar y Becas.

Illanes, M. A. (2003). *Chile des-centrado: formación socio-cultural republicana y transición capitalista, 1810-1910*. Santiago: LOM Ediciones.

Illanes, M. A. (2007). *Cuerpo y Sangre de la Política: La Construcción Histórica de Las Visitadoras Sociales, Chile, 1887-1940*. Santiago: LOM Ediciones.

Instituto de Investigación de Ciencias Sociales. (2012a). *Encuesta Nacional de la Universidad Diego Portales Chile 2012*. Santiago: ICSO. Consulté à l'adresse http://encuesta.udp.cl/descargas/publicaciones/2012/Principales%20Resultados%202012.pdf

Instituto de Investigación de Ciencias Sociales. (2012b). *Encuesta Nacional de la Universidad Diego Portales Chile 2012: los chilenos frente a la homosexualidad*. Santiago: ICSO. Consulté à l'adresse http://encuesta.udp.cl/descargas/publicaciones/2012/Los%20chilenos%20frente%20a%20la%20homosexualidad%202012.pdf

Instituto Nacional de Estadísticas. (2010). *Estadísticas de Trabajo y Previsión* (Compendio Estadístico No. 1.4) (p. 64). Santiago: Instituo Nacional de Estadísticas, Gobierno de Chile.

Instituto Nacional de Estadísticas. (2011). *Empleo trimestral* (Boletín de indicadores mensuales No. 153) (p. 8). Santiago: Instituo Nacional de Estadísticas, Gobierno de Chile. Consulté à l'adresse http://www.ine.cl/boletines/detalle.php?id=2&lang=

Instituto Nacional de Estadísticas de Chile. (1952). *XII Censo General de Población y I de Vivienda. Tomo I. Resumen del País*. Santiago: Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.

Instituto Nacional de Estadísticas de Chile. (1960). *Censo Población 1960. Resumen País*. Santiago: Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.

Instituto Nacional de Estadísticas de Chile. (1970). *XIV Censo de Población y III de Vivienda*. Santiago: Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.

Instituto Nacional de Estadísticas de Chile. (1982). *XV Censo Nacional de Población y de Vivienda*. Santiago: Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.

Instituto Nacional de Estadísticas de Chile. (s. d.). *Chile: Proyecciones y Estimaciones de Población. 1990-2020 País y Regiones*. Santiago: Instituto Nacional de Estadísticas de Chile.

Instituto Nacional de la Juventud. (2010). *Sexta Encuesta Nacional de Juventud*. Santiago: Instituo Nacional de la Juventud, Gobierno de Chile. Consulté à l'adresse http://intranet.injuv.gob.cl/cedoc/encuestasnacionalesdejuventud/SextaEncuestaNacionaldeJuventud.pdf

Jacobsen, N. (2007). « Liberalismo tropical »: cómo explicar el auge de una doctrina económica europea en América Latina, 1780-1885. *Historia Crítica*, (34), 118–147.

Jara, O. (2010). Educación popular y cambio social en américa latina. *Community Development Journal*. Consulté à l'adresse http://www.iepala.es/IMG/pdf/CEAAL_Educacion_Popular_y_Cambio_Social_en_AL-Oscar_Jara.pdf

Jasper, J. M. (2010). Social movement theory today: toward a theory of action? *Sociology compass*, *4*(11), 965–976.

Jelin, E. (1994). ¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa. *Revista mexicana de sociología*, *54*(4), 91–108.

Jenkins, J. C., Taylor, C. L., Abbott, M., Maher, T. V., & Peterson, L. (2012). *The World Handbook of Political Indicators IV: An Introduction and Codebook*. Columbus: Center for International Security Studies, The Ohio State University. Consulté à l'adresse https://sociology.osu.edu/sites/sociology.osu.edu/files/WHIV%20Codebook%20for%20Website%20(FINAL)_0.pdf

Jocelyn-Holt, A. (1997). El peso de la noche. Nuestra frágil fortaleza histórica. Santiago*:* Editorial Planeta.

Joignant, A. (2005). Un jour pas comme les autres: De la fête nationale aux luttes commémoratives autour du 11 septembre chilien. Dans M. Labelle, R. Antonius, & G. Leroux (Éd.), *Le devoir de mémoire et les politiques du pardon* (p. 287-332). Québec: PUQ.

Joignant, A., Díaz, F. J., & Navia, P. (2011). *Diccionario de la política chilena: momios, upelientos*

y operadores; lugares comunes, lugares sociales y cocina política. Santiago : Sudamericana.

Joy, P. (2014). « Social transformation will not be written along a straight line ». A conversation with Felipe Rivas and Jorge Díaz (CUDS).

Koopmans, R., & Rucht, D. (2002). Protest Events Analysis. Dans B. Klandermans & S. Staggenborg (Éd.), *Methods Of Social Movement* (1 edition). Minneapolis: Univ Of Minnesota Press.

Koopmans, R., & Statham, P. (1999). Political Claims Analysis: Integrating Protest Event and Political Discourse Approaches. *Mobilization: An International Quarterly*, *4*(2), 203-221.

Kornbluh, P. (2004). *Pinochet: los archivos secretos*. Barcelona : Crítica.

Kriesi, H. (1995). The political opportunity structure of new social movements: Its impact on their mobilization. Dans J. C. Jenkins & B. Klandermans (Éd.), *The politics of social protest: Comparative perspectives on states and social movements* (p. 167–198). Minneapolis : University of Minnesota Press

Kriesi, H. (2004). Political context and opportunity. Dans D. A. Snow, S. A. Soule, & H. Kriesi (Éd.), *The Blackwell companion to social movements* (p. 67–90). Malden : Blackwell publishing.

Kropotkine, P. (2012). *La morale anarchiste*. Paris : République des Lettres.

Kubal, T. J. (1998). The presentation of political self: Cultural Resonance and the Construction of Collective Action Frames. *The Sociological Quarterly*, *39*(4), 539–554.

Lagos, P. (2006). Jovenes rebeldes y desarmados: laorganización estudiantil 1991-2001. Consulté à l'adresse http://www.cctt.cl/correo/index.php?option=com_docman&task=doc_details&gid=35&Itemid=200008

Landaeta, R. (2009). Desde los espectros de Pinochet: Los jóvenes y la movilización política en Chile. S*tockholm review of latin american studies*, (5), 55-65.

Larotonda, C. (2007). Las movilizaciones estudiantiles de 2006: una respuesta a mitos y esperanzas defraudados. *Polis, Revista de la Universidad Bolivariana*, (16). Consulté à l'adresse http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/305/30501615.pdf

Barricades. (s. d.). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Consulté à l'adresse

http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/barricade/8125?q=barricade#8079

Émeutes. (s. d.). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Consulté à l'adresse http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%A9meute/28743?q=emeute#28614

Pillage. (s. d.). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Consulté à l'adresse http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/piller/60921

Sabotage. (s. d.). Dans *Dictionnaire Larousse en ligne*. Consulté à l'adresse http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sabotage/70379?q=Sabotage#69621

Larrabure, M., & Torchia, C. (2014). The 2011 Chilean Student Movement and the Struggle for a New Left. *Latin American Perspectives*, *42*(5), 248-268..

Las renuncias que quiebran al Movilh. (2014). Consulté 21 juin 2015, à l'adresse http://www.theclinic.cl/2014/05/01/las-renuncias-que-quiebran-al-movilh/

Latté, S. (2009). Commémoration. Dans O. Fillieule, L. Mathieu, & C. Péchu (Éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 116-126). Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Lavanchy, J. (1999). Perspectivas para la comprensión del conflicto *Mapuche*". *Santiago: Fundación Rehue, publicación electrónica*.

Le Bon, G. (1900). *Psychologie des foules*. Paris : Édition Félix Alcan.

Lechner, N. (1996). La política ya no es lo que fue. *Nueva Sociedad*, *144*, 104–113.

Leiras, M. (2007). *Estudio de Caso: la Relación entre el Ministerio de Educación y el Colegio de Profesores de Chile, 1990-2006* (p. 88). Buenos Aires: Centro de Estudios en Policas Públicas. Consulté à l'adresse http://www.fundacioncepp.org.ar/wp-content/uploads/2010/11/254_estudiocasochile.pdf

Levi-Strauss, C. (1996). *Antropologia Estructural*. Mexico DF. : Siglo XXI.

Lombardi, E. L., Wilchins, R. A., Priesing, D., & Malouf, D. (2002). Gender violence: Transgender experiences with violence and discrimination. *Journal of homosexuality*, *42*(1), 89–101.

Loveman, B. (1991). Mision Cumplida? Civil Military Relations and the Chilean Political Transition. *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, *33*(3), 35–74.

Macary-Garipuy, P. (2006). Le mouvement « queer » : des sexualités mutantes ? *Psychanalyse*,

7(3), 43-52.

Marini, R. M. (1976). *El reformismo y la contrarrevolución: estudios sobre Chile* (Vol. 37). Santiago: Ediciones Era. Consulté à l'adresse http://www.blest.eu/biblio/marini/index.html

Marini, R. M. (1994). La crisis del desarrollismo. Dans R. M. Marini & M. Millán (Éd.), *La teoría social latinoamericana: subdesarrollo y dependencia* (Vol. 2, p. 135–154). México DF.: CELA. Consulté à l'adresse http://www.archivochile.cl/Ideas_Autores/maurinirm/02tex_teo/maurini_texteo00010.pdf

Márquez, F. (2008). Identidad y fronteras urbanas en Santiago de Chile. *Psicología em revista*, *10*(14), 35–51.

Martínez, L. (2004). Lo Militar y el FPMR en la política de Rebelión Popular de Masas: Orígenes y Desarrollo. *Alternativa. ICAL*, (23). Consulté à l'adresse http://sala.clacso.org.ar/gsdl/cgi-bin/library?e=d-000-00---0alterna--00-0-0--0prompt-10---4------0-1l--1-es-50---20-about---00031-001-1-0utfZz-8-00&a=d&c=alterna&cl=CL2.5&d=HASH0170bf97b252548d8822ff7e.4.5

Martner, G. (1988). *El gobierno del presidente Salvador Allende, 1970-1973*. Santiago: LAR. Consulté à l'adresse http://www.blest.eu/biblio/martner/index.html

Martuccelli, D. (2010a). *Existen individuos en el sur ?* Santiago: LOM Ediciones.

Martuccelli, D. (2010b). *La société singulariste*. Paris : Armand Colin.

Martuccelli, D. (2011). Grand résumé de la Société singulariste. *SociologieS, 25*. Consulté à l'adresse http://www. sociologies. revues. org/index3344. html

Mascareño, A. (1988). Teoría de sistemas de América Latina. Conceptos fundamentales para la descripción de una diferenciación funcional concéntrica. *Anuario de Estudios Americanos*, *45*, 419–484.

Mattoni, A. (2014). The Potentials of Grounded Theory in the Study of Social Movements. Dans D. della Porta (Éd.), *Methodological Practices in Social Movement Research* (p. 21-42). Oxford: Oxford University Press. Consulté à l'adresse http://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780198719571.001.0001/acprof-9780198719571-chapter-2

Matus, T. (1994). Cultura y Violencia en Chile. *Revista Persona y Sociedad. ILADES, Santiago*.

Mayol, A. (2012). *El derrumbe del modelo: la crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*. Santiago: LOM Ediciones.

McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (Éd.). (1996). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge: Cambridge University Press. Consulté à l'adresse http://ebooks.cambridge.org/ref/id/CBO9780511803987

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.

McCarthy, J., & Zald, M. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *The American Journal of Sociology*, *82*(6), 1212–1241.

Medel, R., & Somma, N. (2016). Marchas, ocupaciones o barricadas ? Explorando los determinantes de las tácticas de la protesta en Chile/Demonstrations, occupations or roadblocks ? Exploring the determinants of protest tactics in Chile. *Política y gobierno*, *23*(1). Consulté à l'adresse http://www.politicaygobierno.cide.edu/index.php/pyg/article/view/738

Melucci, A. (1996). *Challenging codes: Collective action in the information age*. Cambridge: Cambridge University Press.

Melucci, A., & Massolo, A. (1991). La acción colectiva como construcción social. *Estudios Sociológicos*, *9*(26), 357–364.

Merrill, J. (2010). *La libertad de expresion politica en la prensa escrita de Chile*. Consulté à l'adresse http://digitalcollections.sit.edu/isp_collection/861/

Milos, P. (2007). *Historia y memoria: 2 de abril de 1957*. Santiago: LOM Ediciones.

Ministerio de educación pública. Aprueba reglamento general de organización y funcionamiento de los centros de alumnos de los establecimientos educacionales segundo ciclo de enseñanza básica y enseñanza media, reconocidos oficialmente por el Ministerio de educación, Pub. L. No. 524, Decreto 524 (1990). Consulté à l'adresse http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=13994

Ministerio Secretaría General de la República. Ley 20609, 1042092 § (2012). Consulté à l'adresse http://bcn.cl/1m02k

Monckeberg, M. O. (2009). *Los magnates de la prensa: Concentración de los medios de comunicación en Chile*. Santiago : Debate.

Montiglio, T. (2005). *Procesos de la memoria individual y colectiva en víctimas del régimen dictatorial en Santiago de Chile 1973-2003: Una etnografía de los actos de recordación y conmemoración a los caídos*. Santiago: Universidad Academia de Humanismo Cristiano. Consulté à l'adresse http://bibliotecadigital.academia.cl/handle/123456789/987

Morales, M. (2008). Evaluando la confianza institucional en Chile. Una mirada desde los resultados LAPOP. *Revista de Ciencia Política*, *28*(3), 161-186.

Morales, P. (2010). Mecanismos de instauración de caos y violencia institucional en Chile. *Cuadernos del Pensamiento Latinoamericano*, (17), 213-232.

Moulian, T. (1991). Historicismo o esencialismo? *Revista Proposiciones*, (20).

Moulian, T. (2002a). *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago: LOM Ediciones.

Moulian, T. (2002b). *El deseo de otro Chile*. Santiago: LOM Ediciones.

MOVILH. (2013). *Informe Anual de Derechos Humanos de la Diversidad Sexual en Chile* (Historia anual de las minorías sexuales chilenas No. 11). Santiago: MOVILH.

Municipalidad de Conchalí. (2008). *Comites de Vivienda Adelanto y Allegados*. Consulté à l'adresse http://www.conchali.cl/old/conchali.cl/ant/transparencia/documentos/org.comunitarias/2008/Comites_de_Vivienda_Adelanto_y_Allegados.swf

Muñoz Tamayo, V. (2002). Movimiento social juvenil y eje cultural: Dos contextos de reconstrucción organizativa (1976-1982/1989-2002). *Ultima década*, *10*(17), 41–64.

Muñoz Tamayo, V. (2011). *Generaciones: juventud universitaria e izquierdas políticas en Chile y México: Universidad de Chile, UNAM, 1984-2006* (1. ed). Santiago: LOM Ediciones.

Nehme, F., & Leiva, S. (2000). *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*. , Santiago : Universidad de Santiago.

Neveu, E. (2005). V. De« nouveaux » mouvements sociaux ? Dans *Sociologie des mouvements*

sociaux (Vol. 4eéd., p. 61-69). Paris: La Découverte. Consulté à l'adresse https://www-cairn-info.frodon.univ-paris5.fr/resume.php?ID_ARTICLE=DEC_NEVEU_2005_01_0061

Noonan, R. K. (1995). Women against the State: Political Opportunities and Collective Action Frames in Chile's Transition to Democracy. *Sociological Forum*, (1), 81.

O'Donnell, G. A. (1993). *Transitions from authoritarian rule: Latin America*. (P. C. Schmitter & L. Whitehead, Éd.). Baltimore: The Johns Hopkins university press.

Olea, C. (2005). *La Cultura Rebelde: Soportes, Construcción y Continuidad de la Rebeldía.(MIR y FPMR, 1983-1993)* (Tesina para optar al Grado de Licenciada en Historia. Santiago). Universidad de Chile., Santiago. Consulté à l'adresse http://www.cybertesis.cl/sdx/uchile/fiche.xsp?base=documents&id=uchile.2005.olea_c-principal

Olson, M. (1965). *The logic of collective action: Public goods and the theory of groups* (Vol. 124). Cambridge : Harvard University Press.

Ordenes, H. (2007). *Jóvenes, rebeldes y armados: Teoría, identidad y praxis del MAPU-Lautaro*. , Santiago : Universidad de Chile. Consulté à l'adresse http://www.cybertesis.cl/tesis/uchile/2007/ordenes_h/html/index-frames.html

Ortega Frei, E. (2003). Los partidos políticos chilenos: Cambio y estabilidad en el comportamiento electoral 1990-2000. *Revista de ciencia política (Santiago)*, *23*(2), 109–147.

OSAL. (2006). Cronología del conflicto. Region Sur. Chile: Enero-Abril 2006. *OSAL*, *7*(19), 160-166.

Osorio, C. (2003). *Las Nuevas Formas de Acción Colectiva: Nuevos Movimientos Contestatarios Juveniles en Santiago de Chile*. Buenos Aires : CLACSO.

Osorio, R. C. (2007). *La dictature de Pinochet en perspective : sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*. Paris : Editions L'Harmattan.

Osorio, V. (2006, juin 6). Una maniobra contra los actores secundarios. Consulté 12 juin 2016, à l'adresse http://www.cronicadigital.cl/2006/06/06/cronica-2006-p4162/

Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

Ostrom, E. (2000). Collective action and the evolution of social norms. *Journal of Economic Perspectives*, *14*(3), 137-158.

Palieraki, E. (2008). La opción por las armas. Nueva izquierda revolucionaria y violencia política en Chile (1965-1970). *Polis*, (19), 1-12.

Palma, D. (2005). La Revolución de la Chaucha. Santiago de Chile 16 y 17 de agosto de 1949. *Alternativa. ICAL*, (23). Consulté à l'adresse http://sala.clacso.org.ar/gsdl/cgi-bin/library?e=d-000-00---0alterna--00-0-0--0prompt-10---4------0-1l--1-es-50---20-about---00031-001-1-0utfZz-8-00&a=d&c=alterna&cl=CL2.5&d=HASH0170bf97b252548d8822ff7e.4.3

PAMIN. (2011, décembre 7). Reseña histórica de las movilizaciones estudiantiles Chilenas. Consulté 12 juin 2016, à l'adresse https://paminrecargado.wordpress.com/2011/12/07/resena-movilizaciones/

Pécaut, D. (2001). *Orden y violencia: Evolución socio-política de Colombia entre 1930 y 1953*. Bogota : Editorial Norma.

Peña, C. (2009, octobre 8). La historia secreta del secuestro de Cristián Edwards. *CIPER Chile. Centro de Investigación e Información Periodística*. Consulté à l'adresse http://ciperchile.cl/2009/10/08/la-historia-secreta-del-secuestro-de-cristian-edwards/

Peña, C. (2013, avril 14). La subversión de los jóvenes. Consulté 5 novembre 2016, à l'adresse http://www.elmercurio.com/blogs/2013/04/14/10882/La-subversion-de-los-jovenes.aspx

Peña, P., Rodríguez, R., & Sáez, C. (2015). Latin American Struggles| Student Online Video Activism and the Education Movement in Chile. *International Journal of Communication*, *9,* 3761–3781.

Pérez, C. (2003). Historia del MIR. "Si quieren guerra, guerra tendrán...". *Estudios Públicos*, (91). Consulté à l'adresse http://archivochile.cl/Archivo_Mir/Mir_libros_sobre/mirlibros0002.pdf

Piaget, J. (1969). Le structuralisme. *Cahier internationaux du symbolisme*, (17-18), 73-85.

Pigenet, M., & Tartakowsky, D. (Éd.). (2012). *Histoire des mouvements sociaux en France: de 1814 à nos jours*. Paris : la Découverte.

Piper, I. (2013). La conmemoración como búsqueda de sentido. *Revista Pléyade*, (11), 1–11.

Piret, A., Nizet, J., & Bourgeois, E. (1996). *L'analyse structurale: une méthode d'analyse de*

contenu pour les sciences humaines. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.

PNUD. (1998). *Informe sobre Desarrollo Humano 1998. Las Paradojas de la Modernización* (Informe sobre Desarrollo Humano). New York: PNUD. Consulté à l'adresse http://hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2010/capitulos/

PNUD. (2015). *Informe de desarollo humano en Chile. Los tiempos de la politización*. Santiago: PNUD.

Poch, P. (2011). *Del Mensaje a la Acción. Construyendo el Movimiento HipHop en Chile (1984-2004 y más allá)*. Santiago: Quinto Elemento. Consulté à l'adresse http://metiendoruido.com/2011/10/libro-del-mensaje-a-la-accion-construyendo-el-movimiento-hiphop-en-chile/

Portales, D. J. (1936). *Epistolario de don Diego Portals, 1821-1837: recopilación y notas de Ernesto de la Cruz, con un prólogo y nuevas cartas, algunas recopiladas y anotadas* (Vol. 2). Santiago : Dirección general de prisiones.

Portwood-Stacer, L. (2010). Constructing anarchist sexuality: Queer identity, culture, and politics in the anarchist movement. *Sexualities*, *13*(4), 479-493.

Pousadela, I. M. (2012). The Chilean student movement: an expanding space for civil society. Communication présentée à la conférence *Crossroads Initiative Conference*. New Delhi. Consulté à l'adresse http://www.academia.edu/download/30880908/The-Student-Movement_Chile.pdf

Ramos, C., & Gerter, D. (2008). Revolución Pingüina: Caracterización del caso y descripción de los usos dados a las tecnologías de la información y comunicación. Consulté à l'adresse http://cybertesis.uach.cl/tesis/uach/2008/ffr175r/doc/ffr175r.pdf

Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. Paris : La fabrique éditions.

Rebotier, J. (2010). La rencontre dans la comparaison: outils, approches et concepts. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00470550/

Rio, M. (2008). Usos y abusos de la prensa como fuente de datos sobre acciones colectivas. *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*, (16), 59–84.

Ritter, D. (2014). Comparative Historical Analysis. Dans D. della Porta (Éd.), *Methodological*

Practices in Social Movement Research (p. 335-367). Oxford : Oxford University Press. Consulté à l'adresse http://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780198719571.001.0001/acprof-9780198719571-chapter-14

Roberts, K. M. (2017). (Re) Politicizing Inequalities: Movements, Parties, and Social Citizenship in Chile. *Journal of Politics in Latin America*, *8*(3), 125–154.

Robles, V. H. (2008). *Bandera hueca: historia del movimiento homosexual de Chile.* Santiago : Editorial Cuarto Propio.

Rojas Flores, J. (1993). *La dictadura de Ibáñez y los sindicatos (1927-1931)*. Santiago: DIBAM.

Rojas Flores, J. (2004). *Moral y prácticas cívicas en los niños chilenos, 1880-1950* (1. ed). Santiago : Ariadna Ediciones.

Rojas Flores, J. (2009). Los estudiantes secundarios durante la Unidad Popular, 1970-1973. *Historia (Santiago)*, *42*(2), 471–503.

Rosanvallon, P. (1995). *La nouvelle question sociale, repenser l'Etat-providence*. Paris: Seuil.

Rosanvallon, P. (2011). *La société des égaux*. Paris : Seuil.

Rueda, A., & Gutierrez, A. (2008). *Crecimiento del Empleo Asalariado en Chile* (Estudios) (p. 23). Santiago de Chile: Sudirección Técnica - Instituto Nacional del Estadísticas.

Sageman, M. (2004). *Understanding terror networks*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.

Salazar, G. (2000). *Labradores, peones y proletarios: Formación y crisis de la sociedad popular chilena del siglo XIX* (Segunda Edición). Santiago: LOM Ediciones.

Salazar, G. (2003). *Historia de la acumulación capitalista en Chile*. Santiago: LOM Ediciones.

Salazar, G. (2006a). La Historia como Ciencia Popular: Despertando a los « Weupifes ». *Revista Austral de Ciencias Sociales*, *11*, 143–168.

Salazar, G. (2006b). *La violencia política popular en las« grandes alamedas »: la violencia en Chile, 1947-1987: una perspectiva histórico-popular*. Santiago: LOM Ediciones.

Salazar, G. (2012). *Movimientos sociales en Chile.: trayectoría histórica y proyección política*. Santiago : Uqbar Editores.

Salazar, G., & Pinto, J. (1999a). *Historia contemporánea de Chile I. Estado, legitimidad, ciudadanía* (Vol. I). Santiago: LOM Ediciones.

Salazar, G., & Pinto, J. (1999b). *Historia contemporánea de Chile V. Niñez y Juventud* (Vol. V). Santiago: LOM Ediciones.

Salinas, D., & Fraser, P. (2012). Educational opportunity and contentious politics: The 2011 chilean student movement. *Berkeley review of education*, *3*(1). Consulté à l'adresse http://escholarship.org/uc/item/60g9j416.pdf

Salinas, I., & Inzunza, J. (2013). ¿Por qué Alto Al SIMCE? Razones Humanas, Políticas y Pedagógicas. *Revista Perspectiva*, (4). Consulté à l'adresse http://revistaperspectiva.cl/opinion-12/

Schaeffer, C. (2017). Democratizing the Flows of Democracy: Patagonia Sin Represas in the Awakening of Chile's Civil Society. Dans S. Donoso & M. von Bülow (Éd.), *Social Movements in Chile* (p. 131-159). New York : Palgrave Macmillan US.

Segovia, C., Haye, A., González, R., Manzi, J., & Carvacho, H. (2008). Confianza en instituciones políticas en Chile: un modelo de los componentes centrales de juicios de confianza. *Revista de ciencia política (Santiago)*, *28*(2), 39–60.

Seidman, S. (1993). Identity politics in a 'postmodern' gay culture: Some historical and conceptual notes. Dans M. Warner (Éd.), *Fear of a Queer Planet: Queer Politics and Social Theory* (p. 105-142). Minneapolis : University of Minnesota Press.

Seidman, S. (2001). From identity to queer politics: Shifts in normative heterosexuality and the meaning of citizenship. *Citizenship Studies*, *5*(3), 321–328.

Shepard, B. (2010). Bridging the divide between queer theory and anarchism. *Sexualities*, *13*(4), 511-527.

Siavelis, P. M. (2009). Enclaves de la transición y democracia chilena. *Revista de ciencia política. (Santiago)*, *29*(1), 3–21.

Sigmund, F. (1921). *Psychologie des masses et analyse du moi. ØEuvres complètes (V16)*. Paris : Presse Universitaire de France.

Silva, B. (2007). La « Revolución Pingüina » y el cambio cultural en Chile. *CLACSO*. Consulté à

l'adresse http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/becas/2007/cultura/silva.pdf

Silva, P. (2003). Between Autonomy and Subordination Government-Military Relations in Post-Authoritarian Chile'. Dans G. Cawthra & R. Luckham (Éd.) *Governing insecurity: democratic control of military and security establishments in transitional democracies*, (p.102-123). London : Zed Books.

Simonsen, E. (2012). *Mala Educacion: Historia de la Revolucion Estudiantil*. Santiago : Debate.

Sisto, V. (2012). Identidades Desafiadas: Individualización, Managerialismo y Trabajo Docente en el Chile Actual. *Psykhe (Santiago)*, *21*(2), 35-46.

Snow, D. A., & Benford, R. D. (1992). Master frames and cycles of protest. Dans A. Morris & C. McClurg (Éd.), *Frontiers in social movement theory* (p. 133–155). New Haven: Yale University Press.

Snow, D. A., Rochford, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986). Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation. *American Sociological Review*, *51*(4), 464-481.

Somma, N. M. (2015). Protestas y conflictos en el Chile contemporáneo: quince tesis para la discusión. Consulté à l'adresse https://www.researchgate.net/profile/Nicolas_Somma2/publication/282705448_Somma_2015._Protestas_y_conflictos_en_el_Chile_contemporneo_quince_tesis_para_la_discusin/links/561964ba08ae6d173086ef44.pdf

Strauss, A., & Corbin, J. M. (1990). *Basics of qualitative research: Grounded theory procedures and techniques*. Los Angeles : Sage Publications.

Svampa, M. (2007). Movimientos sociales y escenario político: las nuevas inflexiones del paradigma neoliberal en América Latina. *Observatorio Social de América Latina*.

Tarrow, S. (1994). *Power in movement: Social movements, collective action and mass politics in the modern state*. Cambridge: Cambridge University Press.

Tarrow, S. (2002). Ciclos de acción colectiva: entre los momentos de locura y el repertorio de contestación. Dans M. Traugott, *Protesta social: repertorios y ciclos de la acción colectiva*. Barcelona : Hacer.

Thompson, E. (1963). *The Making of the English Working Class*. New York : Pantheon Books.

Tilly, C. (1978a). *Collective violence in European perspective*. Ann Arbor : Center for Research on Social Organization. Consulté à l'adresse http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/50953/1/178.pdf

Tilly, C. (1978b). From Mobilization to Revolution. Nueva York : McGraw-Hill. Consulté à l'adresse http://148.201.94.3:8991/F?func=direct&current_base=ITE01&doc_number=000176879

Tilly, C. (1993a). Cambio social y revolución en Europa 1492-1992. *Historia social*, (15), 71–98.

Tilly, C. (1993b). Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834. *Social Science History*, *17*(2), 253–280.

Tilly, C. (1995). *Las Revoluciones europeas, 1492-1992*. Barcelona: Crítica.

Tilly, C. (1998). Conflicto politico y cambio social. Dans P. Ibarra Güell & B. Tejerina Montaña (Éd.), *Los movimientos sociales: transformaciones políticas y cambio cultural*. Madrid: Editorial Trotta.

Tilly, C. (2004). *Social Movements, 1768-2004*. London: Paradigm Publishers.

Tilly, C. (2005). La democratización mediante la lucha. *Sociológica*, *19*(57), 35–59.

Tilly, C. (2008). *Contentious performances*. Cambridge : Cambridge University Press.

Tironi, E. (1987). *Pinochet: la dictature néo-libérale*. Paris : l'Harmattan.

Tironi, E. (2006). Presentación. Dans *La violencia política popular en las« grandes alamedas »: la violencia en Chile, 1947-1987: una perspectiva histórico-popular* (p. 25-26). Santiago: LOM Ediciones.

Torres, R. (2010). Juventud, resistencia y cambio social: el movimiento de estudiantes secundarios como un « actor político » en la sociedad chilena post-Pinochet (1986-2006). Communication présentée au VI Congreso CEISAL 2010 Independencias-Dependencias-Interdependencias, Toulouse, Consulté à l'adresse http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00498869/

Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Paris : Seuil.

Touraine, A. (1984a). *Le retour de l'acteur: essai de sociologie*. Paris : Fayard.

Touraine, A. (1984b). Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? *Revue française de sociologie*, *25*(1), 3-19.

Touraine, A. (1999). *Pourrons-nous vivre ensemble ?* Paris : Fayard.

UNDP. (2017). *Trends in the Human Development Index, 1990-2014*. New York: UNDP. Consulté à l'adresse Trends in the Human Development Index, 1990-2014

UNICEF. (2014). *La Voz del Movimiento Estudiantil 2011. Educación Pública, Gratuita y de Calidad. Algunas Lecciones para el Sistema Educativo Chileno.* Santiago: UNICEF. Consulté à l'adresse http://unicef.cl/web/wp-content/uploads/2014/07/Movimiento-estudiantil.pdf

UNODC. (2014). *Global Study on Homicide 2013. Trends, Contexts, Data*. Vienna: United Nation.

Valenzuela, A., & Valenzuela, S. (1983). Los orígenes de la democracia. Reflexiones teóricas sobre el caso de Chile. *Estudios Públicos*, (12).

Valenzuela, S. (1997). Hacia la formación de instituciones democráticas: prácticas electorales en Chile durante el siglo XIX. *Estudios públicos*, *66*, 215–257.

Valenzuela, S. (1998). La ley electoral de 1890 y la democratización del régimen político chileno. *Estudios Públicos*, (71), 265-296.

Valenzuela, S., Arriagada, A., & Scherman, A. (2013). A trend study of social media and protest behavior: Facebook, Twitter and youth mobilization in Chile (2009-2012). *International Journal of Communication* (8), 2046–2070. Consulté à l'adresse http://www.academia.edu/download/30467376/IJoC_Valenzuela_Arriagada_Scherman_2013.pdf

Valenzuela Fuentes, K. (2007). Colectivos juveniles: ¿inmadurez política o afirmación de otras políticas posibles ?. *Ultima década*, *15*(26),31–52.

Valocchi, S. (1996). The Emergence of the Integrationist Ideology in the Civil Rights Movement. *Social Problems*, *43*(1), 116-130.

Vergara, J. I., & Foerster, R. (2002). Permanencia y transformación del conflicto Estado-*Mapuche*s en Chile. *Revista Austral de Ciencias Sociales*, *6*, 35–45.

Vergara-Estévez, J. (1990). La cultura de la violencia en Chile. *Nueva Sociedad*, (105), 172-183.

Vidal, H. (1995). *FPMR: El tabú del conflicto armado en Chile*. Santiago: Mosquito Comunicaciones.

Vigour, C. (2005). *La comparaison dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00155785

Wacquant, L. (2007). *Los Condenados de la ciudad. Gueto, peripherias, Estado* (1st éd.). Mexico DF. : Siglo XXI.

Wallerstein, I. (2006). Después del desarrollismo y la globalización, ¿qué? *Polis. Revista Latinoamericana*, (13). Consulté à l'adresse http://polis.revues.org/5405

Wallon, A. (1973). Perspectives actuelles de mouvement ouvrier au Chili. *Les Temps Modernes*, (323). Consulté à l'adresse http://www.blest.eu/biblio/temps/cap4.html

Walton, J. K., & Seddon, D. (2008). *Free markets and food riots: The politics of global adjustment*. Cambridge : Wiley-Blackwell.

Wilkes, R., & Ricard, D. (2007). How does newspaper coverage of collective action vary?: Protest by Indigenous people in Canada. *The Social Science Journal*, *44*(2), 231–251.

Winn, P. (2004). *Tejedores de la revolución: los trabajadores de Yarur y la vía chilena al socialismo*. Santiago: LOM Ediciones.

Wisler, D. (1999). Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse. *Revue française de sociologie*, *40*(1), 121-138.

Yáñez, J. C. (1999). Antecedentes y evolución histórica de la legislación social de Chile entre 1906 y 1924. *Revista de estudios histórico-jurídicos*, (21), 203–210.

Zarzuri, R. (2010). Tensiones y desafíos en la participación política juvenil en Chile. *Utopía y Praxis Latinoamericana*, *15*(50), 103–115.

Zibechi, R. (2007). *Autonomías y emancipaciones: América Latina en movimiento*. Lima : Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales.

Annexe 1. Sélection des groupes de recherche

Comme je l'ai mentionné dans l'introduction, au Chili, la diversité d'organisations et de thèmes abordés est aujourd'hui indéniable. Bien évidemment, aucune source d'information n'est complète. Considérer uniquement les événements autorisés par l'Intendance conduit à une surreprésentation des événements institutionnels au détriment de ceux de nature belligérante, voire illégale. Au milieu de l'année 2011, au cœur de la crise institutionnelle à propos du système d'enseignement, le gouvernement décide de ne plus autoriser les marches circulant par l'avenue principale de Santiago, là où se trouve le palais présidentiel de « La Moneda ». Par conséquent, les marches non autorisées à partir de cette date ne figurent plus dans les bases de données de l'Intendance. Le terme « événements publics » désigne les événements survenus sur la voie publique, excluant donc toutes les actions menées dans les espaces privés, telles que les occupations illégales d'immeubles ou de terrains – une des formes du répertoire typique cette année-là –. De la même manière, sont exclus les barricades et les blocages de routes – action typique des « *pobladores* »[193] et des étudiants/élèves –, les grèves illégales (de fonctionnaires publics), les événements ouvertement belligérants tels que l'installation de bombes (groupes anarchistes) et les soulèvements populaires. Le choix des groupes pertinents résulte ainsi plus complexe qu'on ne l'imagine. Si je considère seulement les grandes mobilisations à l'échelle nationale à partir de l'éclatement des manifestations des lycéens en 2006 – mouvement connu comme la « Révolution des pingouins »–, c'est-à-dire, à partir du moment où commence un nouveau cycle de mobilisation au Chili, résulte le tableau 38.

À partir de ces données et des entretiens effectués pendant la phase préliminaire de cette recherche, j'ai retenu trois groupes distincts qui réunissaient trois conditions :

1. Ceux qui étaient actifs pendant une grande partie du cycle de mobilisation 2006-2012
2. Ceux qui étaient représentatifs des groupes mobilisés actuellement dans le pays.
3. Ceux qui étaient circonscrits à l'espace urbain de l'agglomération de Santiago.

[193] Les habitants des quartiers populaires au Chili. Il n'existe pas une traduction exacte.

Tableau 38: Grandes Mobilisations au Chili pendant la période 2006-2012

Année	Mobilisation
2006	Révolution des pingouins Grève des Travailleurs sous-traités de CODELCO
2007	Protestations pour l'échec de l'implémentation du transport public à Santiago Grève des Travailleurs sous-traités de CODELCO Réplique mineure de la Révolution des pingouins
2008	Réplique mineure de la Révolution des pingouins
2009	Réplique mineure de la Révolution des pingouins
2010	Pillages après le Tremblement de terre
2011	Grande mobilisation de la ville Punta Arenas Marches écologiques massives contre l'installation d'une centrale hydroélectrique au sud du pays. Marche pour la diversité sexuelle Grande mobilisation des étudiants universitaires et du secondaire
2012	Journées des protestation de *pobladores* (FENAPO) Grande mobilisation de la ville d'Aysén Protestation de la ville de Freirina Marche pour l'Égalité et pour les Droits humains de la diversité sexuelle Marche pour la Diversité sexuelle Grande mobilisation d'étudiants

Source : Élaboration personnelle à partir de l'analyse des médias 2006-2012

Les conditions 1) et 2) sont évidentes et se déduisent des tableaux présentés dans les pages précédentes. La dernière, en revanche, requiert une explication supplémentaire. Si le fait de limiter le champ de travail permet de concentrer l'enquête de terrain dans un espace assurant sa faisabilité, ce choix répond surtout au besoin d'assumer que les mouvements populaires de la ville ont des racines, des problèmes et même des répertoires d'action distincts de ceux des territoires non urbains. J'estime, ainsi, que les mouvements que j'étudie ont « un habiter » historique dans l'espace urbain et que leurs particularités découlent aussi de cette « habitation ». Avec le terme « non-urbain », je ne fais pas nécessairement allusion au rural et donc à des mouvements paysans comme ceux qui existent aujourd'hui dans différents pays d'Amérique Latine ou comme ceux qui ont existé tout au long du XX^{e} siècle au Chili. « Non-urbain » désigne ici une opposition simple à l'égard de l'« habiter » historique dans la ville.

Tableau 39: Communes du Grand Santiago considérées par cette étude

Zone Nord	Zone Sud	Centre	Zone Ouest	Zone Est
Conchalí	Cerrillos	Estación Central	Cerro Navia	La Florida
Huechuraba	El Bosque	Santiago	Lo Prado	La Reina
Independencia	La Cisterna		Maipú	Las Condes
Quilicura	La Granja		Pudahuel	Lo Barnechea
Recoleta	La Pintana		Quinta Normal	Macul
	Lo Espejo		Renca	Ñuñoa
	Padre Hurtado			Peñalolén
	Pedro Aguirre Cerda			Providencia
	Puente Alto			Vitacura
	San Bernardo			
	San Joaquín			
	San Miguel			
	San Ramón			

Source : Élaboration personnelle.

La Région Métropolitaine compte 54 communes au total dont seulement 35 sont considérées urbaines à proprement parler et constituent ce que l'on appelle le « Grand Santiago ». Ce chiffre varie entre 34 et 37 suivant les publications. Dans le cadre de cette étude, je me suis appuyé sur un critère de densité de population pour définir le périmètre urbain. Le tableau 39 présente un résumé des communes retenues. À partir de ces éléments, il est possible d'exclure de l'analyse trois groupes différents :

1. *Primo*, les mouvements des peuples autochtones qui revendiquent un territoire non urbain. De cette manière, le mouvement *Mapuche* actuel ou les actions de revendication de *Rapa Nui* ne sont pas inclus dans cette recherche.

2. *Deuxio*, sont exclus aussi certains des mouvements écologistes. Certes, la plupart de ces mouvements ont un ancrage territorial précis, certains dans la ville. Cependant, leurs actions les plus massives et les plus significatives sur la période étudiée, tout en ayant lieu dans les villes, visent un territoire autre que la ville et, par conséquent, elles sont issues de sources différentes à celles de l'« habiter » historique urbain. C'est la raison pour laquelle sont exclus le mouvement « Patagonie sans frontières » qui tentait d'empêcher la construction d'une méga centrale hydroélectrique en Patagonie et ceux qui s'opposent au projet minier Pascua Lama et Isla Riesco.

Les mouvements écologistes urbains, bien que nombreux d'après les données de l'Intendance, sont rarement massifs (pour la plupart ils réunissent à peine une dizaine de personnes), ce qui met en cause leur caractère représentatif.

3. *Tertio,* sont exclus certains des mouvements des travailleurs les plus significatifs sur la période étudiée. En particulier, la grève des travailleurs sous-traités des mines de cuivre. Même si certaines de ses actions se sont déroulées à Santiago et dans d'autres villes, pour la plupart, elles ont eu lieu dans les zones de travail des mines, aussi bien au nord qu'au centre du pays. Ainsi, à l'instar des mouvements écologistes, ils reposent sur une logique distincte à celle de l'« habiter » urbaine.

Le choix de Santiago au lieu d'autres zones urbaines répond à des raisons distinctes. Premièrement, les statistiques de Santiago sur les thèmes étudiés sont de meilleure qualité ce qui permet de vérifier les données plus aisément. Deuxièmement, les médias les plus importants du pays ont leur siège principal à Santiago, y accordant une attention et un intérêt majeurs. Des recherches portant sur l'usage des médias pour l'étude des mouvements sociaux dans des pays centralisés (comme le Chili ou la France), démontrent que les médias nationaux ayant leur siège à la capitale ont plus de chances d'informer les faits survenus dans cette ville qu'ailleurs dans le pays (Filleule, 1996, cité dans Barranco & Wisler, 1999). Troisièmement, Santiago représente un tiers de la population totale du Chili. Une grande partie des mouvements importants émergent depuis cette ville et la majorité des dirigeants de mouvements nationaux y habitent. Quatrièmement, travailler à Santiago suppose moins de dépenses financières rendant possible la recherche. En choisissant Santiago comme territoire, sont donc exclus certains mouvements populaires importants tels que les soulèvements des villes Punta Arenas, Aysén et Freirina, ainsi que la mobilisation de moindre envergure suscitée à Calama.

Ayant décrit globalement et clairement le type de mouvement que je souhaite étudier, j'ai décidé de me concentrer sur trois groupes spécifiques mobilisés pendant la période d'analyse et territorialement ancrés à Santiago. Pour choisir ces groupes, j'ai utilisé trois critères simples :

1. Un groupe de mobilisation massive pendant la période étudiée : Élèves de l'enseignement secondaire.
2. Un groupe émergent avec une histoire récente : Diversité sexuelle ou LGBTQ.
3. Un groupe ayant une histoire de longue date et une racine traditionnelle : Les *pobladores*.

En raison des événements récents de protestation massive au Chili, dont les demandes étaient liées notamment à la qualité de l'éducation, les étudiants et surtout les élèves du secondaire sont devenus des acteurs politiques incontournables du scénario de mobilisation actuel. Leur apparition est relativement tardive par rapport aux étudiants universitaires[194]. Ce n'est qu'à l'étape finale de la dictature qu'ils commencent à participer massivement aux mobilisations visant à renverser le régime militaire (Torres, 2010). Or les lycéens émergent comme des acteurs politiques importants et individualisables à partir de l'événement connu comme le « mochilazo »[195] en 2001 et surtout à partir de la Révolution des pingouins en 2006 qui instaure un nouveau cycle de protestation au Chili. Désormais, les lycéens deviennent un acteur constant des mobilisations étudiantes. Certes, les étudiants de l'enseignement supérieur ont joué un rôle historique et important tout au long du XX^{e} siècle que ce soit en participant directement ou en soutien à d'autres mouvements (Salazar & Pinto, 1999b). Par ailleurs, l'expansion de l'enseignement supérieur a contribué, en grande partie, au caractère massif des manifestations étudiantes de dernières années. Cependant, il est impossible de ne pas considérer dans cette recherche l'acteur qui a été à l'origine de ce nouveau cycle de mobilisation. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de me concentrer sur les associations des lycéens davantage que sur celles des étudiants des universités. Les entretiens auprès des étudiants, inclus dans les annexes, visent à compléter la description du contexte de la mobilisation et, en même temps, à obtenir des informations sur des étudiants qui, en 2006, étaient au lycée. Enfin, cette recherche a pour objectif de comprendre les particularités des mobilisations actuelles. Il ne serait donc pas cohérent d'exclure de l'étude un acteur politique qui a émergé au cours de ce cycle et qui peut, ainsi, apporter des éléments cruciaux pour sa compréhension.

En ce qui concerne les associations liées à la Diversité sexuelle ou LGBTQ, elles constituent un groupe relativement nouveau au Chili, jouissant d'une certaine visibilité au début des années 1970, mais ne possédant une organisation formelle qu'à partir de 1991 (L. Fernández, 2009). Depuis, ce groupe connaît une croissance considérable aussi bien en ce qui concerne la présence dans la conscience sociale et les médias que sur le plan de la massivité et la diversité des associations existant sur le territoire national. De cette manière, bien que ses membres dont le passé de militants de gauche date des années 1970-1980 soient nombreux, en tant qu'organisation, le mouvement n'émerge qu'à partir du retour de la démocratie constitutionnelle dans les années 1990. Certains de

[194]Or, l'Institut national, premier établissement d'enseignement secondaire du pays et un symbole de l'éducation laïque et publique, a eu une participation relative aux protestations sociales dès le début du XX^{e} siècle, surtout en lien avec les mobilisations des étudiants de l'Université du Chili (Garcés, 2003). Déjà auparavant il y avait eu des registres de protestations qui ne représentent pourtant pas un mouvement à proprement parler (Alumnos del Instituto Nacional, 1873).

[195] En allusion au sac à dos des élèves nommé « *mochila* ».

ses militants affirment être le second groupe qui mobilise le plus de personnes lors des marches, après les étudiants. En effet, depuis 15 ans ces associations réalisent maints événements et des marches massives dont la participation s'accroît au fil des années. Une des dernières manifestations a réuni plus de quatre-vingt mille personnes, même si d'habitude elles comptent entre dix mille et vingt mille participants. Elles affichent, en outre, des apparitions fréquentes dans les médias et certaines de leurs demandes sont considérées sérieusement par les institutions. Il s'agit ainsi d'un acteur politique incontournable aujourd'hui.

Quant aux étudiants/élèves, il est évident qu'il n'existe pas un autre groupe présentant leurs caractéristiques et le choix de cet acteur, quelque part, allait de soi. Cependant, parmi les groupes émergents et récents nous pouvons trouver une diversité d'options dont une partie est illustrée dans le tableau 1 à la page 21. Les mouvements pour les Droits humains, par exemple, ont constitué un groupe important depuis l'époque de la dictature et ont joué un rôle essentiel aussi en aval, pendant la première décennie de re-démocratisation institutionnelle du pays. Ils répondent donc à la condition de « récents » et non pas à celle d'« émergents ». En effet, dans la mesure où ce groupe est consacré à la défense des victimes du régime militaire, sa présence et sa force sont indirectement proportionnelles au temps écoulé depuis la dictature. Ses actions, bien que maintes fois massives, ne se traduisent plus par des propositions concrètes à l'agenda politique, demeurant davantage de l'ordre de la commémoration. De cette manière, ce sont des groupes de transition, liés à la gauche traditionnelle et qui risquent probablement de disparaître à terme. Certes, certains groupes plus réduits restent actifs et agissent pour la protection des Droits humains dans le cadre de mobilisations actuelles tant des étudiants/élèves que des peuples autochtones. C'est le cas de la « Defensoria popular » (défenseur populaire) qui, lors des dernières manifestations, s'est consacrée à veiller à ce que les interpellations et les procédures judiciaires soient justes. Pourtant, il s'agit de groupes de soutien davantage que de groupes mobilisés pour défendre des revendications propres. Enfin, le LGBTQ se définit lui-même comme un mouvement pour les Droits humains. Pour beaucoup d'entre eux, leur lutte vise à obtenir les mêmes droits accordés aux hétérosexuels. Cette idée est ancrée de manière profonde dans leurs dynamiques organisationnelles à tel point que l'un des groupes de coordination intérieure le plus puissants s'appelle « Équipe des Droits humains » et joue un rôle politique essentiel tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation.

Les immigrés constituent un autre groupe émergent et d'apparition très récente ; leur organisation demeure toutefois précaire, ne mobilisant qu'un petit nombre de personnes avec une faible visibilité. Les groupes féministes ont une histoire plus vaste que les autres acteurs mentionnés ci-dessus,

néanmoins, les mobilisations exclusives des femmes et revendiquant les droits des femmes sont rares en comparaison avec celles des groupes LGBTQ et ont souvent des liens étroits avec ceux-ci. À l'intérieur de ces associations, les lesbiennes sont considérées comme un groupe incapable de s'organiser de manière autonome et efficace. Enfin, le groupe émergent le plus important parmi les groupes existants est certainement l'écologiste. Cependant, comme je l'ai expliqué dans le passage portant sur les mouvements urbains et de Santiago, il demeure relativement petit et présente une capacité limitée de mobilisation. Par conséquent et en raison de tous les arguments avancés ici, le choix de groupes de diversité sexuelle s'est imposé comme le plus pertinent.

Par ailleurs, le choix d'un groupe ayant une tradition historique des luttes sociales entraîne plus de difficultés dans la mesure où il existe deux groupes présentant ces caractéristiques : le mouvement ouvrier (des salariés ou plutôt des travailleurs) et le mouvement des *pobladores*[196]. Des acteurs sociaux qui, en outre, se trouvent généralement enchevêtrés. Le travailleur et le *poblador*, fréquemment, voire la plupart du temps, sont une seule et même personne. Il s'agit d'un seul problème social qui s'exprime par des demandes sociales liées au travail, dans le cas du travailleur, et liées au logement, dans le cas du *poblador*. Bien évidemment, le mouvement des travailleurs a eu une présence indéniable au cours du XX^{e} siècle et les organisations créées à l'origine sont toujours en vigueur. Malgré cela, j'ai choisi le mouvement des *pobladores* en raison d'une diversité de facteurs liés à la longue histoire du mouvement populaire et à la situation actuelle du mouvement des travailleurs au Chili. Ces idées seront développées dans les chapitres consacrés à l'analyse historique de la protestation sociale au Chili, certains éléments peuvent pourtant être déjà mentionnés dans ce chapitre méthodologique. Au début, j'avais pensé rédiger une troisième monographie sur ce groupe et en fait, une grande partie du terrain a été consacré aux entretiens avec des militants de ce mouvement. Cependant en raison du manque du temps pour finir cette étude, j'ai décidé de ne pas la faire. Malgré cela, tout au long de cette thèse j'ai mentionné les *pobladores* et particulièrement, dans les conclusions, j'ai décrit quelques enjeux liés à ce mouvement. C'est pourquoi je décrirai quand même le choix de ce groupe.

La mobilisation des *pobladores* commence formellement au cours des années 1950 avec la célèbre « Toma de la Victoria »[197] . Cependant, la présence des classes populaires dans la protestation sociale ainsi que le problème du logement et ses organisations respectives datent de bien plus longtemps. Ce mouvement est donc probablement un héritier plus pur de la tradition de

[196]Il faudrait ajouter le mouvement indigéniste *« Mapuche »* parmi les mouvements ayant une plus longue tradition, selon l'historien Gabriel Salazar. Son exclusion de cette recherche a pourtant déjà été expliquée.

[197] « Toma » est le mot courant désignant une occupation illégale d'un terrain.

mobilisation populaire chilienne que le mouvement des travailleurs. Même si l'origine de ce problème peut se situer à l'époque de la « Colonie », incarné à ce moment-là par la figure du *métis* (Salazar, 2012) ; en tant que problème urbain, il n'émerge que durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle, lors de la première grande immigration de la campagne vers la ville, opérée notamment par des ouvriers agricoles (« peones ») errants (Salazar, 2012). Au tournant du XX^{e} siècle, une grande partie de la « question sociale » récemment problématisée au Chili fut associée aux problèmes de logement correspondant pour la plupart à la location des terrains sans construction ou bien des « conventillos » ou des cités (De Ramón, 1985; Garcés, 2003). C'est à ce moment-là que la première association des locataires est née. À l'époque, des émeutes populaires urbaines importantes ont lieu et sont menées par le naissant mouvement des travailleurs. Elles sont, toutefois, soutenues et diffusées largement par les secteurs marginaux de la périphérie urbaine. C'est la raison pour laquelle, certains historiens estiment que ces mouvements avaient un caractère plus largement populaire sans se borner exclusivement aux travailleurs (Garcés, 2003).

L'état actuel de ces deux groupes est assez distinct. En ce qui concerne le mouvement des travailleurs, depuis la dictature, il a progressivement perdu de la force et de la présence au sein de la protestation sociale. Malgré l'augmentation de la quantité de syndicats actifs et de la population affiliée depuis l'année 2000, la croissance syndicale n'a pas réussi à se rétablir à la suite de la forte chute connue durant la dictature. D'après le Ministère du Travail, en 1971 le taux de syndicalisation était 27 % et 2709 grèves ont eu lieu tout au long du pays seulement au cours de cette année-là (Wallon, 1973). 12 ans plus tard, en plein milieu de la dictature, ce taux ne dépassait pas 10,2 % et le nombre de grèves effectuées a atteint à peine 38 (M. Barrera, 1994; V. K. Frank, 2002). Depuis la fin des années 1990, le taux de syndicalisation demeure stable autour de 11%[198] bien que la force du travail ait augmentée de 70% entre 1990 et 2013 (Departamento de Estudios, 2014). À partir de cette année, l'évolution de la quantité de grèves légales comporte deux phases. Entre 1990 et 2003, elle connaît une diminution progressive, soit 50% de réduction. En revanche, entre 2005 et 2013 elle manifeste une tendance à la hausse qui coïncide avec le cycle de protestation étudié dans cette thèse (Departamento de Estudios, 2014). Ces deux phases présentent une tendance similaire en termes de la quantité de travailleurs impliqués, le second cycle affichant une augmentation progressive (jusqu'à 30 mille travailleurs), chiffre qui n'atteint pas pour autant le point maximum de 45 mille travailleurs en grève, observé en 1991 (Departamento de Estudios, 2014). En considérant

[198]L'année 2013, le pourcentage de travailleurs affiliés à un syndicat actif arrive à 11,9 % des travailleurs ayant le droit à se syndiquer. Les fonctionnaires publics n'ont pas le droit à se syndiquer bien qu'ils appartiennent à des associations actives.

qu'en 1991 il y avait 3,7 millions de travailleurs salariés ayant un potentiel de syndicalisation et qu'en 2013 ce chiffre s'était multiplié par deux (6,6 millions), de toute évidence la force du mouvement syndical a diminué de manière flagrante (Departamento de Estudios, 2014; Rueda & Gutierrez, 2008). Un dernier exemple démontre cette situation : en 2013, sur une population salariée de 6,6 millions de travailleurs ayant droit à syndicalisation, 940 mille étaient syndiqués et parmi ces derniers, seulement trente mille ont participé à une grève, soit 3,2% des travailleurs syndiqués et 0,45% de l'ensemble de la population salariée. Ainsi, malgré sa légère remontée au cours du cycle de protestation récent, le syndicalisme semble connaître un déclin et un passage de la belligérance à la négociation institutionnelle.

Enfin, l'étude du mouvement des *pobladores* représente des avantages supplémentaires. Premièrement, ses demandes sont complètement insérées dans « l'habiter urbain » que j'ai proposé comme critère général et ses origines comme mouvement se trouvent dans cette réalité sociale. En effet, la ségrégation flagrante et historique des quartiers populaires de l'agglomération de Santiago, qui date du dernier tiers du XIX^{e} siècle, a non seulement contribué au développement d'une culture particulière, mais aussi à la continuité et à l'actualité de leurs demandes, lesquelles sont portées aujourd'hui par les « comités d'hébergés »[199]. Deuxièmement, ses niveaux de participation, présence et organisation ont augmenté au cours des dernières années, en particulier, à la suite du tremblement de terre de 2010. Outre la consolidation des organisations les plus importantes, telles que le mouvement des *pobladores* dans la lutte (MPL), SUR *pobladores* ou Ukamau, etc., après le séisme, sont créées la Fédération nationale des *pobladores* (FENAPO) ainsi que la plus récente Union nationale des *pobladores* (UNAPO). Bien que les données disponibles ne permettent pas d'estimer avec précision l'ampleur de ces associations, le cas de la commune de Conchalí peut servir d'exemple : en 2008, cette seule commune comptait 50 comités d'hébergés et de logements (Municipalidad de Conchalí, 2008). Par ailleurs, une grande partie de ces associations (pas toutes) ont été à l'origine et ont contribué à la formation légale du parti politique « Igualdad » (Égalité) qui a débuté lors des dernières élections municipales, réunissant toutefois un faible nombre de voix. De cette manière, le mouvement des *pobladores* peut être caractérisé comme un mouvement historique, d'actualité, dynamique et en expansion, ce qui justifie son choix dans cette thèse.

[199]Organisations sociales créées à partir de la Loi 19.485 « *Juntas de Vecinos y demás organizaciones comunitarias* » (Regroupements de voisins et autres organisations communautaires). Les personnes qui n'ont pas de logement et hébergées chez un tiers, généralement chez la famille ou chez les amis, appartiennent à ces associations. Ces groupes cherchent, par l'intermédiaire de ces associations, l'accès à la propriété.

Annexe 2. Caractérisation des groupes et des participants interviewés

À l'intérieur des grands groupes mobilisés sélectionnés pour cette recherche, la diversité d'organisations se multiplie. Chacune de ces organisations détient une identité et un rapport singulier au territoire ce qui, à son tour, multiplie les possibilités de définir des unités d'analyse cohérentes.

Mon projet initial envisageait d'inclure dans chaque groupe au moins deux organisations sociales, une organisation de grande envergure et ayant une trajectoire importante, d'une part ; une organisation plus petite et ayant une moindre reconnaissance publique, d'autre part. Je dis « projet initial » puisque le terrain impose ses propres règles et la diversité d'organisations existantes s'est avérée aussi vaste qu'il est devenu impossible de ne considérer qu'une paire de groupes pour comprendre la globalité du phénomène. À l'image d'un puzzle, la recherche sociale requiert de nombreuses pièces pour nous fournir à peine une idée de ce dont nous parlons.

Cette difficulté a été particulièrement patente dans le cas des *pobladores*, non seulement parce qu'ils sont nombreux et sont répartis sur tout le territoire étendu de la capitale du pays, mais surtout en raison de leur diversité, leur particularité et leur autonomie. Même si deux associations fédérées les regroupent (Fédération nationale des *pobladores* et Union nationale des *pobladores*) il est difficile de dessiner un organigramme cohérent. Les fédérations agissent davantage comme des instances de coordination vers lesquelles les *pobladores* convergent à certains moments que comme une organisation autonome en soi. Penser le contraire serait comme si nous confondions la table habituelle autour de laquelle certaines personnes qui se connaissent mangent de temps en temps avec les commensaux eux-mêmes. De cette manière, bien que les entretiens se soient concentrés sur deux groupes, les organisations interrogées dépassaient largement les seuls groupes d'étudiants/élèves du secondaire et de diversité sexuelle. De surcroît, deux groupes peuvent être distingués à l'intérieur de la catégorie des *pobladores* en tant qu'acteurs politiques importants : ceux dont les demandes portent sur le logement et ceux qui, du fait d'habiter dans la *población*, réalisent des actions politiques de base. La première de ces sous-catégories regroupe, entre autres : les « hébergés », à savoir les personnes sans logement qui sont hébergées chez quelqu'un ; les « débiteurs », c'est-à-dire, ceux qui ont accédé à la propriété, mais qui se trouvent endettés envers le

système ; enfin, ceux qui à la suite du tremblement de terre de 2010 se sont organisés autour de la reconstruction. En revanche, la seconde sous-catégorie comprend un éventail d'organisations de base : collectifs divers, groupes culturels, « juntas de vecinos » (regroupements des voisins), organisations des usagers, coordinations, etc. En considération de cette diversité, à l'intérieur de la catégorie *pobladores* j'ai choisi des organisations appartenant à ces deux groupes. En ce qui concerne les demandeurs de logement, j'ai privilégié les « comités d'hébergés » puisqu'il s'agit du groupe le plus représentatif ; quant aux acteurs des *poblaciones*, j'ai choisi les organisations participant à des coordinations plus vastes.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des organisations au sein desquelles ont été effectués les entretiens.

Tableau 40: Organisations dont les membres ont été interviewés dans cette recherche

Organisation	Caractérisation
POBLADORES	
Comité d'hébergés José Donoso (Commune La Pintana)	Comité situé dans le secteur Sud de l'agglomération de Santiago. Il regroupe environ 100 familles. Il n'est pas fédéré. Expériences d'action directe peu nombreuses. Sa présidente a réussi à obtenir des logements pour deux comités précédents.
Comité d'hébergés Juanita Aguirre (Commune Conchalí)	Comité situé dans le secteur Nord de l'agglomération de Santiago dont le président appartient au parti communiste. Il regroupe environ 100 familles. Il est membre de la FENAPO. Sans expériences d'action directe.
Comité d'hébergés Nueva Esperanza (Commune La Reina)	Comité situé dans le secteur Est de l'agglomération de Santiago, dirigé principalement par des membres du parti communiste. Il regroupe environ 300 familles et date de 2005. Il a été soutenu par des étudiants de l'Université du Chili. Il compte plusieurs actions directes telles que : blocages des routes, occupations symboliques de terrains et occupation de la Tour 15 de l'Université du Chili. Il réclame des terrains appartenant à cette université. Il n'est pas fédéré.
Comité d'hébergés Techo Ahora (Toit maintenant)	Comité situé dans le secteur Sud de l'agglomération de Santiago, associé à la coordination populaire SUR. Il regroupe environ 60 familles. Son bureau et certains de ses membres sont adhèrent à une idéologie

	libertaire. Il est fédéré et l'un de ses membres est porte-parole de FENAPO. Il a participé à diverses actions directes menées aussi bien par le comité que par la fédération.
Cordón la Chimba (Santiago Nord)	Coordination territoriale de la zone Nord de Santiago qui émerge dans le cadre de la mobilisation des étudiants/élèves de 2011. Elle regroupe un éventail d'organisations culturelles, d'éducation populaire, de collectifs de jeunes, etc. situées dans les communes Conchalí, Quilicura, Huechuraba, Renca, Recoleta, Independencia. Elle se définit comme une organisation indépendante des partis politiques.
Cordón La Reina (Santiago Est)	Coordination territoriale de la zone Est de Santiago (désormais inactive) qui émerge dans le cadre de la mobilisation des étudiants/élèves de 2011. Elle regroupe un éventail d'organisations culturelles, d'éducation populaire, de collectifs de jeunes, etc., situées dans la commune de La Reina, y compris les partis politiques de gauche.
Fédération nationale des *pobladores* (FENAPO)	Cette fédération regroupe l'ensemble des organisations qui demandent un logement : les hébergés, les débiteurs d'immobilier (deudores habitacionales) et les sinistrés du tremblement de terre. Elle née à la suite du séisme de 2010.
IGUALDAD	C'est un parti politique né en 2009 à partir des diverses organisations de *pobladores*, telles que MPL et ANDHA « luchar democrático » (lutter démocratique).
Mouvement des *pobladores* sans toit (MPST)	Regroupement des hébergés de la commune La Pintana, né en 2006 grâce à un des dirigeants historiques du mouvement des *pobladores* Alexis Parada.
Mouvement des *pobladores* dans la lutte (MPL)	C'est l'une des méga-organisations des *pobladores*. Elle regroupe des comités d'hébergés de la zone Sud de Santiago (communes La Florida, el Bosque, la Granja, la Pintana, Buin). Elle a été à l'origine de la création de la FENAPO. Un de ses dirigeants est porte-parole de la FENAPO et membre du parti Communiste.
UKAMAU	C'est l'une des méga-organisations des *pobladores* de la zone Ouest de Santiago. Elle regroupe environ 1500

	familles dans les communes Estación Central, Maipú, Lo Espejo, Pedro Aguirre Cerda. Elle née en 1987, à l'origine, comme un regroupement des ateliers culturels. En raison d'une scission de la Fédération nationale des *pobladores* (FENAPO), elle instaure l'Union nationale des *pobladores* (UNAPU).
ÉTUDIANTS/ÉLÈVES	
Assemblée coordinatrice des élèves du secondaire (ACES)	Il s'agit de l'instance de coordination des élèves de l'enseignement secondaire ayant joui d'une grande continuité au Chili et d'une présence des plus importante dans la capitale du pays. Elle née en 2001 dans le cadre de la mobilisation des lycéens nommée « Le mochilazo ». Peuvent participer à cette assemblée tant les associations des élèves (centros de alumnos) que les collectifs.
Assemblée des élèves du nord	C'est une coordination, désormais inactive, qui émerge dans le cadre de la mobilisation de 2011 et qui regroupait les lycées mobilisés de la zone Nord de Santiago.
FECH	Fédération des étudiants de l'Université du Chili. C'est la fédération ayant une plus vaste et importante tradition au Chili.
Élèves du secondaire sans filiation dans des instances de coordination	Ce sont essentiellement des élèves qui tout en étant mobilisés ou appartenant à des associations d'élèves, ne participent à aucune instance de coordination. C'est notamment le cas des élèves participant à la « révolution des pingouins » de 2006.
DIVERSITÉ SEXUELLE	
CUDS (Coordination universitaire de la dissidence sexuelle)	Il s'agit d'un collectif académico-artistique né en 2002 au sein de l'Université du Chili à la suite de la séparation d'un sous-groupe du MUMS. Elle revendique le refus des identités sexuelles et les actions de dissidence sexuelle.
Fondation IGUALES	Elle est née en 2011. D'après son site internet, sa mission consiste à : « *Travailler à travers la recherche, la diffusion, l'éducation, le développement de politiques publiques et la gestion législative, pour parvenir à la pleine inclusion de la diversité sexuelle dans la société chilienne ».* Elle présente une orientation de forte influence institutionnelle, l'entourage du LGBTQ la percevant comme une

	organisation progressiste de droite, de milieu favorisé et ayant des racines dans le monde conservateur du Chili.
MOVILH (Mouvement d'intégration et de libération homosexuel)	Créée par Rolando Jiménez, un polémique activiste homosexuel, à la suite de la dissolution du Movilh historique en 1997. C'est probablement l'organisation LGBTQ la plus connue au Chili et ayant les liens les plus étroits avec les partis politiques et les institutions du gouvernement.
MUMS (Mouvement unifié pour la diversité sexuelle)	Le MUMS est crée en 1997 après le rassemblement des membres du disparu Mouvement de libération homosexuel, MOVILH historique, et le Centre Lambda Chili, une organisation apparue en 1995 et issue aussi de la scission du propre MOVILH historique. C'est probablement l'une des associations les plus puissantes du mouvement LGBTQ au Chili. Elle se définit comme indépendante à l'égard des partis politiques bien que ses militants partagent une histoire et une affinité palpables liées à la gauche.

Source : Élaboration personnelle.

Dans chacun des groupes retenus, j'ai interviewé tant les leaders et les porte-parole que les militants de base engagés dans l'organisation. Cependant, les catégories de leader, porte-parole, membre, militant, participant, etc., ne sont pas toujours claires et dans certains cas elles sont même absentes, les organisations devenant plutôt des instances de participation. Dans la mesure du possible, je tenterai de préciser le rôle de chaque acteur. Le tableau suivante présente une liste complète des interviewés et de leurs principales caractéristiques.

Tableau 41: Caractérisation des membres interviewés

	COD	Groupe de Recherche	Age	Genre**	Profession ou métier	Parti Politique Légal***	Rôle ***	Organisation principale	Organisation secondaire
1	DS1	LGBTQ	32	Homme	Journaliste		Membre	CUDS	
2	DS2	LGBTQ	32	Homme (trans-femenine)	Profession liberale		Coordinateur	MUMS	
3	DS3	LGBTQ	47	Homme (Gay)			Coordinateur	MUMS	
4	DS4	LGBTQ	46	Homme (Gay)	Économiste		President	MUMS	
5	DS5	LGBTQ	33	Homme (Gay)	Historien	PRO	Porte Parole	MOVILH	
6	DS6	LGBTQ	49	Homme (Gay)	Historien		Coordinateur	MUMS	
7	DS7	LGBTQ	31	Femme	Psychologue		Membre	CUDS	
8	DS8	LGBTQ	33	Homme (Gay)	Ingénier		Directeur	IGUALES	
9	DS9	LGBTQ	28	Femme (trans-masculin)	Graphiste		Coordinateur	MUMS	
10	DS10	LGBTQ	28	Homme (Gay)	Sociologue	PPD	Membre	MUMS	

11	DS11	LGBTQ	35	Homme (Gay)	Géographe	Liberal	Porte Parole	MOVILH	
12	DS12	LGBTQ	35	Homme (trans-femenine)	Profession liberale		Coordinateur	MOVILH	
13	DS13	LGBTQ	54	Homme (Gay)		PRO	Porte Parole	MOVILH	
14	E1	Lycéen	18	Homme	Étudiant		Porte Parole	ACES	
15	E2	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Membre	Asamblea estudiantil norte	ACES – Cordón la Chimba
16	E3	Lycéen	17	Homme	Étudiant		Porte Parole	ACES	
17	E4	Lycéen	15	Homme	Étudiant		Secrétaire	CCAA INBA	
18	E5	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Membre	Asamblea estudiantil norte	Cordón la Chimba
19	E6	Lycéen	16	Femme	Étudiant		Membre	ACES	
20	E7	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Coordinateur	ACES	
21	E8	Lycéen	16	Femme	Étudiant		Coordinateur	ACES	
22	E9	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Porte Parole	ACES	
23	E10	Lycéen	17	Homme	Étudiant		Porte Parole	ACES	
24	E11	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Membre	ACES	
25	E12	Lycéen	16	Homme	Étudiant		Membre	ACES	
26	E13	Etudiante Universitaire	23	Femme	Étudiant	PPD	Ex porte Parole	ACES	
27	E14	Etudiante Universitaire	23	Femme	Étudiant		Membre	USACH	
28	E15	Etudiant Universitaire	23	Homme	Étudiant		Secretario	FECH	FEL
29	E16	Etudiant Universitaire	23	Homme	Étudiant		Membre	Partido Troskista	USACH
30	E17	Etudiant Universitaire	23	Homme	Étudiant		Membre	Comisión Funa	USACH
31	E18	Etudiant Universitaire	24	Homme	Étudiant		Membre	USACH	
32	E19	Etudiant Universitaire	24	Homme	Étudiant		Membre	MIR	ARCIS
33	E20	Etudiant Universitaire	22	Homme	Étudiant		Membre	UChile	
34	P1	*poblador*	42	Homme	Sociologue		Porte Parole	UKAMAU	
35	P2	*poblador*	51	Homme	Profession liberale		Porte Parole	MPST	
36	P3	*poblador*	24	Homme	Étudiant		Membre	Cordón la Reina	UNE
37	P4	*poblador*	35	Femme	Psychologue	PRO	Membre	Cordón la Reina	Reina Consciente - Mesa de Izquierda
38	P5	*poblador*	30	Femme	Travailleur Social		Porte Parole	UKAMAU	
39	P6	*poblador*	39	Homme	Employé		Membre	Cordón la Reina	Grupo Cultural Violeta Parra
40	P7	*poblador*	22	Homme	Étudiant		Membre	SUR	
41	P8	*poblador*	26	Homme	Employé		Membre	Cordón la Chimba	
42	P9	*poblador*	25	Homme	Psychologue	Igualdad	Coordinateur	Comité de Allegados Nueva Esperanza	
43	P10	*poblador*	32	Homme	Travailleur Social		Membre	Cordón la Chimba	
44	P11	*poblador*	52	Homme	Employé	PC	President	Comité de Allegados Nueva Esperanza	
45	P12	*poblador*	61	Femme	Retr'aité		Coordinateur	Comité de Allegados	

								Nueva Esperanza	
46	P13	*poblador*	32	Homme	Employé	PC	President	Comité de Allegados Juanita Aguirre	
47	P14	*poblador*	23	Femme	Étudiant		Membre	SUR	
48	P15	*poblador*	22	Homme	Étudiant		Membre	SUR	
49	P16	*poblador*	26	Femme	Travailleur Social		Membre	Cordón la Chimba	
50	P17	*poblador*	42	Femme	Travailleur Social	Igualdad	Membre	MPL	
51	P18	*poblador*	30	Homme	Travailleur Social		Membre	Comité de Allegados José Donoso	
52	P19	*poblador*	23	Homme	Étudiant		Membre	Cordón la Reina	Praxis - Reina Consciente - Mesa de Izquierda
53	P20	*poblador*	26	Femme	Chomeur	Igualdad	Coordinateur	Comité de Allegados Nueva Esperanza	
54	P21	*poblador*	25	Homme	Employé		Porte Parole	FENAPO	Comité de Allegados Techo Ahora - COPOSUR
55	P22	*poblador*	31	Homme	Sociologue	Igualdad	Membre	Igualdad	
56	P23	*poblador*	25	Homme	Employé	PC	Porte Parole	FENAPO	SUR *pobladores*
57	P24	*poblador*	53	Homme	Employé		Coordinateur	Comité de Allegados Nueva Esperanza	
58	P25	*poblador*	27	Homme	Étudiant		Membre	Cordón la Chimba	
59	P26	*poblador*	32	Homme	Éducateur		Membre	Comité de Allegados Techo Ahora	COPOSUR
60	P27	*poblador*	44	Femme	Éducateur	Igualdad	Coordinateur	MPL	
61	P28	*poblador*	32	Femme	Étudiant		Membre	Cordón la Reina	Grupo Cultural Violeta Parra

Source: Élaboration personnelle.

* Ils ont eu deux entretiens

** Dans le cas du groupe LGBTQ, la catégorie « genre »fait référence à son sexe biologique de naissance.

*** Malgré le fait qu'il existe plusieurs membres de partis politiques autoproclamés entre les interviewés, dans le cas de cette recherche j'ai seulement considéré dans cette catégorie les partis politiques légalement constitués.

**** Le rôle de coordinateur, c'est une catégorie large qui suppose avoir un rôle précis à l'intérieur de l'organisation, excluant les postes de dirigeant ou de porte-parole. C'est le cas par exemple des délégués de secteur à l'intérieur des comités d'hébergés

+ Entretien radiophonique. Étant donné qu'elle incorporait une grande partie des éléments inclus dans la structure de l'entretien faite pour cette recherche, elle a été incorporée à l'analyse.

Au total, 61 personnes ont été interrogées, soit 71 entretiens d'une durée moyenne de 80 minutes. Dix personnes (signalées avec un astérisque) ont été interviewées deux fois en raison de leur connaissance élargie à propos de leurs mouvements.

Au sein du groupe de diversité sexuelle 13 personnes ont été interrogé effectuant 15 entretiens ; dans le groupe des étudiants/élèves, 23 entretiens ont été réalisés auprès de 20 interviewés. Enfin, dans le groupe des *pobladores* 33 entretiens ont été réalisées auprès de 28 informateurs. Dans l'ensemble de l'échantillon, 46 interviewés étaient des hommes et 15 des femmes, selon la définition biologique du sexe. Lors de la réalisation des entretiens, la moyenne d'âge des interviewés était de 29,5 ans (X diversité sexuelle = 37 ; X étudiants/élèves = 19 et X *pobladores* = 33). Même si de nombreux *pobladores* étaient en même temps des étudiants/élèves leur attribution à une catégorie donnée a répondu au rôle qu'ils jouent dans l'une ou l'autre mobilisation.

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles des interrogés, 22 interviewés sont professionnels universitaires (essentiellement dans le champ des sciences sociales), 27 sont étudiants/élèves, 9 sont travailleurs salariés sans études supérieures, un est chômeur et une interviewée est retraitée. Sans appliquer un critère de choix de catégories socioprofessionnelles il est pourtant surprenant de constater qu'un grand nombre des interviewés, et donc des participants aux mobilisations, a effectué des études supérieures ce qui révèle les importantes transformations de l'accès à l'enseignement connues au cours des deux dernières décennies.

Sur le total des interviewés, 31 sont seulement activistes, tandis que le restant (30) ont une responsabilité spécifique au sein de l'organisation d'appartenance (porte-parole ou président, coordinateur, etc.). Dans le groupe de diversité sexuelle, 3 seulement sont activistes et 13 ont une fonction précise ; dans le groupe des étudiants/élèves cette proportion est de 11 et 9 respectivement et dans le groupe des *pobladores* de 17 et 9.

Les entretiens ont été effectués en plusieurs phases au cours de la période 2010-2015. La procédure a reposé sur une règle basique : une phase initiale d'entretiens et une phase approfondie pour chaque groupe. Cette seconde phase a eu pour but de compléter l'information manquante de chaque groupe, de suivre l'évolution des organisations et des processus de mobilisation et de confirmer les hypothèses formulées pendant la lecture préliminaire des entretiens déjà effectués.

Aux mois de juillet et août 2010 ont été réalisés 7 entretiens préliminaires en profondeur auprès des étudiants/élèves qui avaient participé à la « Révolution des pingouins » de 2006. À la suite des analyses préliminaires de ce matériau, les principales orientations ont été établies pour les phases ultérieures du terrain et pour la construction de la grille d'entretien. Cette grille a toutefois évolué suivant les caractéristiques de chaque groupe et les besoins d'information.

Une grande partie du travail de terrain s'est concentrée entre octobre et novembre 2012, période durant laquelle 48 entretiens ont été réalisés. Tandis que les interviews auprès des groupes de

diversité sexuelle et des *pobladores* correspondaient à la phase initiale de ces groupes, les entretiens auprès des étudiants/élèves se plaçaient dans la phase approfondie. Entre janvier et mars 2013, un assistant a effectué cinq entretiens supplémentaires correspondant à la phase approfondie, deux du groupe de diversité sexuelle et trois du groupe des *pobladores*. En novembre 2013 neuf entretiens de la phase approfondie ont été effectués auprès de deux étudiants/élèves et sept *pobladores*. Enfin, en 2015 deux entretiens de la phase approfondie ont été effectués *via* skype auprès des activistes du groupe de diversité sexuelle.

Annexe 3. Sources d'information quantitative

J'ai utilisé deux sortes de sources quantitatives : celles qui figurent parmi les sources officielles (gouvernement, intendance, municipale) et celles qui ont été construites spécifiquement pour cette étude. Pour cette étude, j'ai utilisé quatre de ces sources.

Il existe diverses bases de données liées d'une manière directe ou indirecte avec les mobilisations sociales dont l'accès est possible à partir de la Loi 20.285 « Transparence et accès à l'information publique » au Chili.

- Base de données sur les événements publics autorisés par l'Intendance de Santiago (2010-2012).

Tout événement public à Santiago, à savoir qui a pour scène la voie publique, qu'il soit contestataire ou non, devrait *a priori* avoir l'autorisation de l'Intendance métropolitaine de Santiago. Cependant, ce répertoire n'est pas complet en raison des caractéristiques propres aux événements de contestation ou dû au manque d'intérêt des organisations pour respecter les directives institutionnelles. Dans le premier cas, de nombreuses actions perturbatrices sont exclues (bombes, blocages de routes, attentats, barricades, etc.) ainsi que celles qui, bien que publiques, se déroulent dans des espaces fermés (les blocages des lycées). Comme je l'ai expliqué plus haut, au moment le plus critique du cycle de protestation de 2011, l'Intendance de Santiago a interdit les marches. Les étudiants/élèves ont toutefois poursuivi leurs mobilisations dont maints événements ne figurent pas dans les archives de l'Intendance puisqu'ils n'étaient pas autorisés. Une limite supplémentaire de cette base de données relève du fait qu'elle date de mars 2010. En résumé, même si cette source d'information est importante, elle est loin d'être exhaustive, du moins dans le cadre de cette étude.

Les bases de données élaborées au sein de cette recherche sont les suivantes :

- Base de données sur les actions contestataires informées par les médias, 2006-2012

Cette base a été construite à partir des informations sur les faits de contestation survenus dans la ville de Santiago et apparus dans les médias entre 2006 et 2012. Il s'agit d'une démarche que la

littérature spécialisée nomme « Analyse des événements protestataires » et qui est un des moyens le plus employés pour l'analyse quantitative et sociohistorique de la contestation (Hutter, 2014).

J'ai accédé aux événements notamment à partir du site web d'information « EMOL », du journal *« el Mercurio »* et du site internet de la *« Radio Cooperativa »*. Les deux premiers *médias* appartiennent au même propriétaire, un célèbre militant conservateur ; ils ont pourtant des lignes éditoriales différentes. En effet, à l'intérieur d'un pourcentage moindre de nouvelles, l'information fut complètement exacte entre les deux médias. Le site web « Emol » a été l'axe de cette recherche puisque dans la mesure où il s'agit d'un site numérique, les nouvelles sont mises en ligne au fur et à mesure qu'elles sont connues, étant ainsi moins influencées par le filtre de l'édition que les journaux papier. En même temps, un site numérique n'a pas les limites physiques des éditions papier, il peut donc incorporer toutes les informations possibles. Par conséquent, pour la plupart des événements étudiés, le site « Emol » a présenté un pourcentage beaucoup plus grand de rapports que son « frère version papier » (1,72 publications du site Emol pour chaque article publié par le journal « El Mercurio »).

D'autres médias importants à Santiago sont « La Nacion » et « La Tercera ». Le premier appartenait auparavant à l'État chilien or pendant la période d'analyse d'articles, sa version papier a été supprimée et le site internet a été réduit de telle manière que les résultats auxquels parvenait le moteur de recherche ne dataient que des dernières années. Quant au moteur de recherche de « La Tercera », il n'a pas été retenu parce qu'il est trop restreint pour répondre aux exigences de ce travail.

Le portail d'information de « Radio Cooperativa » a été le troisième média inclus dans cette recherche. Si d'autres radios possèdent également un site internet d'information (Radio Universidad de Chile, ADN radio, Radio Bio-Bio, *etc*.), le portail de Radio Cooperativa a été finalement retenu parce qu'il est le seul moteur de recherche assez flexible et complet pour assurer une recherche d'information de qualité. Radio Universidad de Chile, par exemple, réalise des publications fréquentes sur les mobilisations sociales, pourtant ses informations ne sont disponibles qu'à partir de 2009 et celles d'ADN Radio à partir de 2008. Le moteur de recherche de Radio Bio-Bio, reste limité. De cette manière, le site de Radio Cooperativa a été la seule plateforme de cette nature mettant à disposition l'information nécessaire pour toute la période étudiée au travers d'un moteur de recherche flexible.

L'inclusion de ces trois médias a permis la triangulation de l'information et l'obtention d'un plus grand nombre de données que l'utilisation d'un seul. Malgré cela, l'information n'est pas complète pour 100 % des événements.

L'extraction des articles a commencé par le portail d'informations « Emol » qui recueille des informations issues d'Emol et de *« el Mercurio »*. Il est possible d'accéder aux informations de ce site tous les jours pendant la période d'analyse. La procédure de repérage des événements, dans ce cas, a été organisée de la manière suivante. Premièrement, les articles ont été sélectionnés à partir du critère « National, Santiago et date », la date étant triée par mois. De cette façon, la lecture se concentrait sur les titres de tous articles qui portaient sur Santiago, mois par mois. Lorsque des articles abordant la mobilisation sociale étaient repérés, ils étaient copiés et enregistrés sur un fichier de texte individuel, leurs références étant notées et enregistrées dans une base de données. De cette manière, les informations liées entre elles ont été identifiées aisément.

Le repérage des articles de « Radio Cooperativa » a été légèrement différent. Dans ce site web, la recherche se réalise à l'aide de mots clés ce qui risque de restreindre l'exactitude des données récoltées lorsque l'on écarte les mots inconnus[200]. Pour éviter ce problème, la première partie de la collecte des données a été effectuée sur le site « Emol ». Ensuite, à partir de cette base de données, une liste de mots clés pour la recherche dans le site de *« Radio Cooperativa »* a été construite. À l'instar du traitement du journal Emol, chaque article pertinent a été enregistré sur un fichier individuel.

En aval de la collecte d'information, chaque article était relu et toute l'information disponible était introduite dans une base de données[201].

- Base de données sur les actions contestataires violentes 2006-2012

L'un des objectifs de cette étude est la comparaisons historique des événements de violence entre la période à l'étude et celle allant de 1947 à 1987, étudiée par l'historien Gabriel Salazar (2006b). La base de données de cette thèse a été élaborée exprès afin d'incorporer les variables de la recherche de l'historien. Il existe des différences méthodologiques importantes entre les deux bases de données qu'il faut mentionner. Salazar a principalement utilisé des journaux et des publications hebdomadaires en papier (2 journaux et une publication hebdomadaire pour chaque événement). Dans le cas de ma recherche, j'en ai utilisé trois : un journal en papier et deux numériques. Comme expliqué précédemment, un site numérique n'a pas les limites physiques des éditions à papier et en

[200] La liste de mots clés utilisés est présentée dans l'Annexe 4.
[201] La définition de chacun des événements est présentée dans l'Annexe 6.

conséquence, il peut incorporer toutes les nouvelles possibles au fur et à mesure qu'elles apparaissent. J'ai donc trouvé en moyenne une quantité plus importante des faits de violence contestataire au cours de la période 2006-2012 que pendant la période à l'étude de Salazar, même en comparaison à la période de l'unité populaire 1971-1973. De plus, ma base de données est désagrégée. En d'autres termes, j'ai considéré chaque événement de façon individuelle s'il était situé à différents emplacements, même s'il était motivé par une raison similaire. En revanche, Salazar a agrégé en une seule catégorie plusieurs événements situés dans différents secteurs de la ville. C'est le cas notamment des « journées de protestations ». Afin de limiter les problèmes de comparaison, j'ai créé premièrement deux bases de données. L'une désagrégée déjà décrite et une autre agrégée comme celle de Salazar.

Dans le cas de la base de données agrégée, pour créer les variables d'agrégation j'ai fait appel aux critères statistiques, obtenant pour résultat quatre catégories d'agrégation, qui n'existent pas chez Salazar, à l'exception des journées de protestation :

- Événements multiples simples. Entre trois et quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Un événement multiple peut compter également des occupations illégales des immeubles (espace fermé), mais dans une quantité minoritaire.
- Journées de protestation. Plus de quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. C'est le cas notamment des journées de commémoration (voir page 133).
- Occupations multiples simples. Entre trois et neuf événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Les occupations multiples peuvent inclure un autre type d'événement, mais la majorité doit consister en des occupations.
- Vagues d'occupations. Plus des dix événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et dans une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Ces vagues peuvent également inclure un autre type d'événement.

Tableau 42: Résumé d'événements multiples

Type d'événement multiple	Fréquence	Fréquence d'épisodes multiples violents	Moyenne d'événements par épisode multiple	Quantité d'événements individuels par type d'événement multiple
Journées de protestation	17	17	27,35	465
Événements multiples	57	50	6,25	356
Vagues d'occupations	12	12	39,17	470
Occupations multiples	14	8	5,07	71
Total	100	87	13,62	1362

Source : Base données désagrégées 2006-2012

- Inventaire sur la mobilisation des étudiants/élèves 2006-2012

Il n'existe pas d'information précise sur la quantité d'établissements d'enseignement secondaire bloqués ou occupés par les élèves pendant la période d'analyse. Aussi bien les estimations des médias que celles du Ministère de l'Éducation sont incomplètes. Par ailleurs, les blocages des établissements ne se sont pas bornés au plus fort de la mobilisation (2006-2011), se déroulant sur toute la période étudiée, bien que de manière sporadique à d'autres moments. Cet aspect a été fréquemment peu considéré par les médias, à l'exception des blocages des lycées dits « emblématiques » de Santiago. Afin de disposer de sources d'information fiables permettant de décrire ces faits avec plus de précision, les informations ont été demandées aux départements d'éducation[202] correspondant à chaque commune étudiée ; tout ceci en faisant appel à la « Loi 20.285 de transparence et d'accès à l'information publique au Chili ». Malheureusement, les départements d'éducation possèdent seulement l'information des lycées publics ; l'information obtenue exclut donc les lycées particuliers subventionnés et les établissements privés, lesquels représentent la majorité des lycées de Santiago. De surcroît, toutes les municipalités n'ont pas répondu à la demande. Cependant, et malgré les limites de l'information disponible, c'est le moyen le plus proche de la réalité dont on peut disposer.

[202] Les départements d'éducations sont des organes déconcentrés du Ministère de l'Éducation au niveau des départements.

Annexe 4. Liste de Mots Clés

*Tableau 43: Liste de mots clés***

Acto	Barricada	Hacke*
Agred*	Bloqu*	Marcha*
Apedre*	Toma*	Manifest*
Ataca*	Desaloj*	Reclam*
Turba Ataca*	Ocupa*	Protest*
Queman* Bus	Par*	Se Encaden*
Bomba*	Huelg*	Moviliza*
Artefacto Explosivo	Parali* Paran*	Motín
Atenta*	Desorde*	Tacoton
Jornada De Conmemoración	Incidente*	
Jornada De Movilizaciones	Enfrentamiento*	
Jornada De Protesta	Disturbio*	
11- De Septiembre	Funa*	
Día Del Joven Combatiente	Irrump*	

Source: : Elaboration personnnel

** Recherche à partir de la racine des mots*

*** En espagnol*

Annexe 5. Définitions des événements protestataires

Acte, assemblée ou concentration. Des réunions massives d'origine pacifique, circonscrites à un espace déterminé fermé ou ouvert et qui dans la majorité des cas correspondent à des actes commémoratifs ou électoraux et qui dérivent dans des actes violents à partir de groupes minoritaires. Dans ce cas, il est évident qu'il n'existe pas de mobilité. Ces réunions ont une organisation formelle à la base et se sont concentrées sur un ou plusieurs orateurs. La foule reste dans le même endroit. La différence entre un acte, une assemblée et une concentration est la taille de l'événement. Les actes sont de petite taille, les assemblés de taille moyenne et les concentrations sont massifs. Salazar donne un critère statistique : les concentrations ont plus de 5000 participants et les actes et assemblées moins de 5000. J'utilise le même critère

Action protestataire non spécifique. Toute action de protestation qui ne rentre pas dans une catégorie.

Affrontement avec des armes. Des actions de défense et d'attaque entre deux ou plusieurs adversaires ayant recours aux armes.

Affrontement simple. Des actions de défense et d'attaque entre deux ou plusieurs adversaires sans avoir recours aux armes.

Agressions. Des actions de violence physique unilatérale, spontanée et sans faire recours aux armes ou au moyen des éléments disponibles dans l'environnement, réalisées par des individus ou de petits groupes contre un individu ou un adversaire politique.

Attaque numérique. Attaque contre les sites web, les réseaux sociaux, les bases de données, etc., ayant pour but une revendication.

Attaques. Ce sont des actions d'agression directe, préméditées et réalisées de façon unilatérale de la part d'individus ou de petits groupes contre des cibles spécifiques (contre les personnes ou contre les biens). Elle peut se faire par l'intermédiaire d'armes ou de bombes.

Barricades ou blocages de route. Entassement de matériaux et d'objets divers servant à interdire le passage et à se mettre à couvert de l'adversaire dans un combat de rues (*Larousse de poche 2017*, 2016).

Émeutes. Soulèvement populaire, mouvement, agitation, explosion de violence (*Larousse de poche 2017*, 2016).

Événements multiples simples. Entre trois et quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Un événement multiple peut compter également des occupations illégales des immeubles (espace fermé), mais dans une quantité minoritaire.

Grève de la faim. Protestation ou revendication par l'affirmation publique d'une privation volontaire de nourriture et/ou de l'eau (Fillieule, Mathieu, & Péchu, 2009, p. 263).

Grève nationale. Cessation collective temporaire et concertée du travail à l'échelle nationale des plusieurs secteurs économiques.

Grève sectorielle. Cessation collective temporaire et concertée du travail d'un secteur économique au complet.

Grève. Type d'action protestataire qui consiste à une cessation collective temporaire et concertée du travail par les employés d'une entreprise ou de toute autre personne productive. Dans le cas de cette étude, j'ai fait la différence entre une grève légale (autorisée par la loi) et une grève toute courte qui est organisée par des groupes productifs n'ayant pas le droit de cesser leur travail ou leur activité. C'est le cas notamment des fonctionnaires de l'État et des étudiants/élèves.

Incident électoral. Des actions de défense et d'attaque entre deux ou plusieurs adversaires politiques, ayant par contexte ou motivation des scrutins.

Journée de protestation. Il s'agit d'un ensemble d'actions directes de diverse nature (des barricades, des manifestations, des attaques au réseau des lignes électriques, des affrontements avec la police, etc.), réalisées par des groupes ou des « collectifs » de diverse identité dans plus d'un secteur géographique de la ville et, généralement pendant plusieurs journées, mais motivées par le même fil conducteur de protestation. Dans le cas de cette étude, ce sont des événements protestataires ayant plus de quatorze événements liés au même sujet de protestation, dont la plupart sont placés dans l'espace public et en continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. C'est le cas notamment des journées de commémoration.

Manifestations ou actions d'agitation et de protestation : Ce sont des actions ponctuelles de protestation et de démonstration de force, de la part des groupes spécifiques, dans des secteurs publics délimités, avec des demandes ponctuelles et un temps déterminé. La plupart ont une

origine pacifique. Malgré le fait qu'il y ait des formes similaires dans d'autres catégories, ces actions ponctuelles n'ont pas d'autre motif que leurs demandes spécifiques.

Marche ou défilé. Ce sont de défilés ayant un parcours connu, généralement pré-établi, où il n'existe pas un orateur principal. Dans ce cas, le facteur déterminant est la mobilité. Elles correspondent en principe aux actions pacifiques de contestation qui deviennent des faits de violence au travers de l'action de groupes spécifiques, soit par propre initiative soit en fonction de la répression policière.

Occupation illégale d'immeubles. Ce sont des occupations ou des tentatives d'occupation forcées d'un immeuble, édifice ou bâtiment, généralement déjà utilisé, ayant l'intention d'y rester pendant une courte durée.

Occupation illégale de terrain. Ce sont des occupations ou des tentatives d'occupation forcées d'un terrain vacant sans avoir la permission expresse d'y rentrer ou faites en dehors de la loi, ayant l'intention d'y demeurer.

Occupations multiples simples. Entre trois et neuf événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Les occupations multiples peuvent inclure un autre type d'événement, mais la majorité doit consister en des occupations.

Performance. Action artistique qui cherche à produire un impact, à souligner une problématique ou une revendication de façon symbolique.

Pillage. S'emparer des biens qui se trouvent dans un lieu en causant des dommages, en usant de violence (*Larousse de poche 2017*, 2016).

Préparation clandestine. Des actions de préparation organisationnelle et logistiques afin de réaliser des attentats terroristes ou des attaques.

Révolte. L'action destinée à ignorer et à défier l'institutionnalisme en vigueur à partir de la mise en place d'un institutionnalisme alternatif.

Sabotage. Acte qui a pour but de détériorer ou de détruire intentionnellement du matériel, des installations (*Larousse de poche 2017*, 2016).

Troubles civils ou désordres. Actions de perturbation dans les espaces publics non spécifiques et généralement non organisées.

Vagues d'occupations. Plus des dix événements qui impliquent notamment des occupations illégales d'immeubles et dans une continuité temporelle d'au moins un événement par jour consécutif. Ces vagues peuvent également inclure un autre type d'événement.

Annexe 6. Théorie Ancrée

Dans la mesure où le processus de reconstruction de cette éthique suppose une démarche de construction analytique, la méthode d'analyse implique à son tour le développement de concepts et de théories émergentes à partir des données récoltées. La méthode d'analyse qualitative issue de la théorie ancrée (Grounded theory) remplit ces conditions, servant alors comme méthodologie de base pour l'analyse de l'information dérivée essentiellement des entretiens effectués. Cette méthode vise, à travers l'analyse systématique de l'information, à aller au-delà de la description du phénomène en produisant de la sorte des abstractions explicatives émergentes sur les réalités sociales impliquées (Mattoni, 2014). Ainsi, à la différence d'autres méthodes d'analyse la Théorie ancrée ne cherche pas à vérifier les hypothèses de recherche, lesquelles généralement émergent à l'extérieur ou en amont du processus de collecte des données, elle consiste *a contrario* à formuler des concepts et des modèles explicatifs à partir des données disponibles (Strauss & Corbin, 1990). Elle est donc une méthode essentiellement inductive.

Cette méthode comprend trois étapes : le codage ouvert, le codage axial et le codage sélectif (Strauss & Corbin, 1990). Toute démarche analytique suppose, en premier lieu, la réduction de l'information disponible jusqu'à un niveau maîtrisable. Dans le cas de la Théorie ancrée, cette réduction analytique est produite par le biais de la conceptualisation de fragments d'information pouvant être extraits des sources brutes, en l'occurrence, des entretiens. Cette opération est ce que l'on appelle *codage ouvert* : à chaque segment d'information différent est attribué de manière systématique un code qui résume conceptuellement son contenu. Il s'agit d'un processus de lecture interprétative lent et intensif de tous les fragments d'information disponible. Conçu comme une étape intermédiaire pour la production d'un modèle explicatif, le codage ouvert est finalement ce qui confère un support essentiel et une continuité à l'ensemble de l'analyse (Mattoni, 2014). Bien que l'utilisation des catégories pré-construites à partir d'information préalable, afin de réduire le temps de codage, soit fréquente dans les recherches employant cette technique, j'ai décidé de privilégier un codage émergent, à savoir un codage qui émerge au cours de l'analyse de l'information et qui tente de préserver les catégories que les informateurs eux-mêmes mobilisent (Charmaz, 2014). Si cette procédure d'analyse est plus lente, elle favorise néanmoins un rapprochement plus fidèle des données réduisant, bien que sans supprimer complètement, les préconceptions du chercheur. Par ailleurs, malgré le fait que, comme nous le verrons plus loin, les

relations entre les catégories correspondent plus spécifiquement à la phase de codage axial, pendant le codage ouvert il est déjà possible d'observer et d'établir des liens élémentaires entre les codes. Dans le cas du codage ouvert émergent, en effet, dès le début des analyses des codes sont dégagés appartenant à des catégories d'analyse plus vastes ou des codes qui, en vertu de leur richesse, sont progressivement divisés en sous-catégories. Ce travail débouche sur la création des arbres de codes dans lesquelles les différents niveaux entretiennent des relations de dépendance logico-hiérarchique. De cette manière, dans la mesure où ce codage ouvert émerge (hiérarchique ou non) le processus de codage et de recodage est construit au cours de l'analyse de façon continue tout au long de cette phase. Ceci signifie que les codes et les catégories sont construits au début comme des concepts-hypothèses devant ensuite être enrichis et mis à l'épreuve à partir des nouvelles informations obtenues et des nouveaux contextes de sens. Ainsi, un code peut être aisément redéfini ou divisé, il peut changer de niveau hiérarchique, voire changer de tronc conceptuel si de l'information nouvelle justifiant cette modification émerge. En fait, deux critères de saturation peuvent être établis, concevant la saturation comme le moment de l'analyse où il n'existe plus d'information nouvelle susceptible de constituer un apport à l'étude (Glaser & Strauss, 1967). Le premier critère désigne le moment où il n'y a plus besoin de construire des codes nouveaux pour rendre compte de l'information disponible ; le second critère relève de la situation dans laquelle les arbres des codes préservent leur structure à partir d'un point de l'analyse. Un des objectifs de la phase approfondie des entretiens a été justement de parvenir à ce niveau de saturation de l'information.

Du fait que les codes découlent des réseaux de significations, ils gardent pour la plupart une certaine relation entre eux au-delà des relations de hiérarchie. Le *codage axial* est justement le processus consistant à mettre en relation les catégories et à mettre en évidence les relations significatives qui s'établissent entre elles (Strauss & Corbin, 1990). Il s'agit en quelque sorte d'une opération inverse à celle du codage ouvert où l'information était fragmentée en des unités d'analyse. Le codage axial, en revanche, cherche à restituer le sens des données à partir des relations abstraites entre des fragments spécifiques d'information. Le résultat de ce travail est la construction d'un ou de plusieurs modèles explicatifs abstraits, nommés *phénomènes émergents ou axiaux*. Strauss et Corbin proposent que tout phénomène axial comprenne au moins quatre types de relations : les conditions, les interactions, les stratégies/tactiques et les conséquences (1990). À l'instar du schéma actantiel de Greimas, les phénomènes axiaux semblent se constituer autour d'un objectif. Cependant, en réalité ils ne répondent pas toujours à cette logique, que ce soit parce qu'ils

incorporent d'autres éléments ou parce qu'ils réduisent la quantité de relations entre codes (Mattoni, 2014).

Toute la procédure décrite ci-dessus démontre que tous les codes ne jouissent pas de la même importance au sein de l'analyse. C'est la raison pour laquelle le *codage sélectif* consiste à mettre l'accent sur les catégories ou les phénomènes centraux, ceux qui conviennent le plus au développement théorique de la recherche et, par conséquent, permettent de conceptualiser et d'expliquer de manière plus profonde le phénomène décrit (Mattoni, 2014). En ce sens, il s'agit des catégories atteignant un niveau plus élevé d'abstraction que celles soulevées lors du codage ouvert.

Enfin, un processus transversal au sein du modèle de la Théorie ancrée est la rédaction de mémos ou de notes. D'après Charmaz, l'écriture de mémos est l'étape intermédiaire entre la collecte de l'information et la rédaction finale de l'analyse (2014). Les mémos peuvent servir à des fins diverses, allant de la définition opérationnelle des codes construits et de l'exploration initiale de leurs relations jusqu'à la reconstruction finale du modèle explicatif du phénomène. De ce point de vue, la rédaction de mémos, outre l'instrumentalité que Charmaz lui attribue, constitue un réseau de significations à l'aune duquel la tâche de catégorisation, souvent mécanique et routinière, acquiert un sens. Voilà pourquoi ils remplissent un rôle central dans la recherche. Charmaz distingue, par exemple, la rédaction des premiers mémos, qui sont fréquemment attachés aux données, et la définition de catégories, de la rédaction des mémos ultérieurs, moment durant lequel les catégories et les phénomènes sont mis en contexte à l'intérieur d'un argument explicatif et la comparaison des codes, phénomènes, personnes, groupes, etc., devient la stratégie prédominante (2014). Même si j'ai écrit certains mémos du premier type, c'est le second type qui a été privilégié dans cette recherche. Premièrement, parce que c'est à partir d'eux que la comparaison a été construite. Deuxièmement, parce que c'est à ce moment-là que les hypothèses de recherche ont été formulées et mises à l'épreuve de manière interactive ; c'est aussi le moment où les idées principales ont été développées et une grande partie de l'analyse a été rédigée, ce qui m'a permis d'avoir un regard global sur l'ensemble de la recherche.

Annexe 7. Tableaux supplémentaires

Tableau 44: Corrélation entre acteurs de la protestation par événement

	Étudiantes	"*pobladores*"	Travailleurs	Fonctionnaires	Autorités	Partisans	Écologistes	Associations de Droits humains	"*Mapuches*"	Femmes	LGBTQ	Collectif non Spécifique
Étudiantes/ Élèves	1	-,424**	-,111**	-,161**	-,055**	-,071**	-,076**	-,044*	-,096**	-,052**	-,094**	-,417**
Pobladores		1	-,111**	-,162**	,008	-,068**	-,065**	-,062**	-,051*	-,036	-,078**	,213**
Travailleurs			1	,059**	,041*	,089**	-,020	,049*	-,030	,005	-,018	-,103**
Fonctionnaires				1	-,005	,018	-,043*	-,030	-,027	-,024	-,051**	-,149**
Autorités					1	,124**	,067**	,042*	-,013	-,008	-,018	-,012
Partisans						1	,075**	,287**	,105**	,045*	,110**	,066**
Écologistes							1	,010	-,015	,035	,001	-,030
Associations des Droits humains								1	,042*	,082**	,240**	,041*
"*Mapuches*"									1	-,008	,005	-,019
Femmes										1	,282**	-,003
LGBTQ											1	,002
Collectif non Spécifique												1

* p < 0,05 ; ** p < 0,01 ; n = 2587 événements

Source : élaboration personnelle

Tableau 45: Corrélation entre acteurs de la protestation dans les événements avec plus de 2000 participants

	Étudiantes	"*pobladores*"	Travailleurs	Fonctionnaires	Autorités	Partisans	Écologistes	Associations de Droits humains	"*Mapuches*"	Femmes	LGBTQ	Collectif non Spécifique
Étudiantes/ Élevés	1	-,015	,071	,104	,119	-,093	-,051	-,054	-,260**	-,098	-,264**	-,180*
Pobladores		1	,017	,072	,177*	-,071	-,037	-,063	-,040	-,028	-,069	,026
Travailleurs			1	,203*	,231**	,101	-,036	,052	-,122	-,085	-,167*	-,120
Fonctionnaires				1	,014	-,160	-,146	-,208*	-,157	-,109	-,274**	-,129
Autorités					1	,196*	,116	,126	-,049	-,034	-,085	-,011
Partisans						1	-,007	,505**	,063	,159	,241**	,175*
Écologistes							1	,010	-,053	,159	-,003	,056
Associations des Droits humains								1	-,091	,185*	,465**	,280**
"*Mapuches*"									1	-,040	-,015	,038
Femmes										1	,282**	,239**
LGBTQ											1	,284**
Collectif non Spécifique												1

* p < 0,05 ; ** p < 0,01 ; n = 149 événements

Source : élaboration personnelle

Tableau 46: Comparaison entre les cibles de la protestation et sa motivation (% de la motivation)

	Cibles						
Motivation	Autorité politiques	Force de l'Ordre	Patrons ou Entreprises	Adversaires politiques	Adversaires non politique	Autre	non Spécifique
Éducationnelle	82,3	13,1	1,2	0,2	0,0	1,4	1,7
Logement	79,7	16,0	1,1	0,0	0,0	2,7	0,5
Commémorative	7,9	37,7	4,7	0,5	0,0	1,8	47,4
Écologique	64,8	0,0	5,6	0,0	0,0	16,7	13,0
Conditions du travail	69,4	5,9	22,6	0,3	0,0	1,4	0,3
Économiques	70,8	8,3	20,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Politique	38,9	11,8	20,4	8,1	0,0	6,3	14,5
Solidarité	61,7	16,7	3,3	0,0	0,0	3,3	15,0
Santé	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Discrimination	41,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	50,0
Lié aux transport	47,7	30,1	8,0	0,0	1,7	0,6	11,9
Non Spécifique	23,8	31,7	4,0	3,5	1,5	5,4	30,2
Autres	54,7	11,8	6,9	4,1	0,4	16,7	5,3

Source : élaboration personnelle

Tableau 47: Corrélations par an entre détenus, policiers blessés et fréquence par jour d'événements

Années			Fréquence d'événements	Policiers Blessés	Détenus
2006	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,328**	,199*
		Sig. (Bilatérale)		,000	,017
		N		143	143
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,328**		,351**
		Sig. (Bilatérale)	,000		,000
		N	143		143
	Détenus	Corrélation de Pearson	,199*	,351**	
		Sig. (Bilatérale)	,017	,000	
		N	143	143	
2007	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,830**	,635**
		Sig. (Bilatérale)		,000	,000
		N		140	140
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,830**		,736**
		Sig. (Bilatérale)	,000		,000
		N	140		140
	Détenus	Corrélation de Pearson	,635**	,736**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	140	140	
2008	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,557**	,472**
		Sig. (Bilatérale)		,000	,000
		N		165	165
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,557**		,627**
		Sig. (Bilatérale)	,000		,000
		N	165		165
	Détenus	Corrélation de Pearson	,472**	,627**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	165	165	
2009	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,823**	,603**
		Sig. (Bilatérale)		,000	,000
		N		146	146
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,823**		,668**
		Sig. (Bilatérale)	,000		,000
		N	146		146
	Détenus	Corrélation de Pearson	,603**	,668**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	146	146	
2010	Frecuencia	Corrélation de Pearson		,218*	,530**
		Sig. (Bilatérale)		,016	,000
		N		122	122

Années			Fréquence d'événements	Policiers Blessés	Détenus
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,218*		,360**
		Sig. (Bilatérale)	,016		,000
		N	122		122
	Détenus	Corrélation de Pearson	,530**	,360**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	122	122	
2011	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,232**	,351**
		Sig. (Bilatérale)		,001	,000
		N		198	198
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,232**		,886**
		Sig. (Bilatérale)	,001		,000
		N	198		198
	Détenus	Corrélation de Pearson	,351**	,886**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	198	198	
2012	Fréquence d'événements	Corrélation de Pearson		,271**	,581**
		Sig. (Bilatérale)		,000	,000
		N		179	179
	Policiers Blessés	Corrélation de Pearson	,271**		,455**
		Sig. (Bilatérale)	,000		,000
		N	179		179
	Détenus	Corrélation de Pearson	,581**	,455**	
		Sig. (Bilatérale)	,000	,000	
		N	179	179	

**. La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral)

*. La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).

Source : Elaboration personnelle

Tableau 48: Régression multinomiale (catégorie de référence = événement sans violence)

Variables	Modèle 1 (effets principaux)				Modèle 2 (interactions)			
	Violence isolée		Violence extrême		Violence isolée		Violence extrême	
	B[203]	Odd Ratio	B	Odd Ratio	B	Odd Ratio	B	Odd Ratio
Étudiant/élèves (1= Présence)	0,685* (0,180)	1,983	-,236 (0,219)	0,789	0,808* (0,191)	2,244	-1,078* (0,281)	0,340
poblador (1= Présence)	1,524* (0,204)	4,589	-,138 (0,223)	0,871	1,348* (0,212)	3,849	0,084* (0,221)	1,087
Travailleurs (1= Présence)	0,803* (0,265)	2,232	-1,558* (0,418)	0,210	0,665** (0,298)	1,945	-1,953 (0,512)	0,142
Fonctionnaires (1= Présence)	0,690* (0,223)	1,993	-1,261* (0,444)	0,283	0,661* (0,224)	1,937	-1,447* (0,463)	0,235
Société civile (1= Présence)	-0,106 (0,251)	0,899	-1,977* (0,413)	0,139	0,440 (0,246)	1,552	-1,504* (0,434)	0,222
DDHH (1= Présence)	-0,021 (,443)	0,979	-2,949* (0,852)	0,052	0,458 (0,545)	1,580	-2,723* (0,864)	0,066
*Mapuche*s (1= Présence)	1,429* (0,468)	4,175	-2,70** (1,170)	0,067	1,447* (0,471)	4,252	-2,240** (1,125)	0,106
Non Spécifique (1= Présence)	0,933* (0,175)	2,543	1,862* (0,188)	6,435	0,840* (0,205)	2,317	1,898* (0,219)	6,675
Cible : Autorités (1= Présence)	-0,313 (0,198)	0,731	-1,316* (0,181)	0,268	-0,094 (0,229)	0,910	-1,231* (0,197)	0,292
Cible : Police (1= Présence)	3,556* (0,247)	35,036	4,691* (0,254)	108,940	3,455* (0,411)	31,672	4,096* (0,436)	60,125
Cible : Adversaire (1= Présence)	1,561** (0,494)	4,765	2,134* (-0,463)	8,447	1,505* (0,508)	4,504	1,899* (0,477)	6,682
Cible : Entreprises (1= Présence)	-0,779** (0,386)	0,459	1,055* (0,248)	2,871	-0,553 (0,394)	0,575	1,042* (0,258)	2,835
Commémoration (1= Présence)	1,092* (0,258)	2,980	1,312* (0,260)	3,713	2,105* (0,434)	8,210	1,839* (0,401)	6,288
Commémoration X Autorité					-1,749* (0,692)	0,174	-1,477** (0,674)	0,228
Commémoration X travailleurs					5,404* (1,586)	222,35	6,394* (1,604)	598,193
Commémoration X Étudiant/élèves					-2,014 (1,252)	0,133	1,661 (0,917)	5,266
Commémoration X Société Civile					-4,746* (1,427)	0,009	-2,716** (1,310)	0,066
Police X Non spécifique					-0,516 (0,616)	0,597	-0,882 (0,612)	0,414
Police X Travailleur					-2,695** (1,065)	0,068	-1,193 (1,144)	0,303
Police X Étudiant/élèves					0,662 (0,598)	1,940	2,333* (0,627)	10,310
Constant	-2,628* (0,22)		--1,472* (0,223)		-2,841* (0,258)		--1,402* (0,245)	

[203] Les erreurs standards sont entre parenthèses.

Variables	Modèle 1 (effets principaux)				Modèle 2 (interactions)			
	Violence isolée		Violence extrême		Violence isolée		Violence extrême	
	B	Odd Ratio	B	Odd Ratio	B	Odd Ratio	B	Odd Ratio
N° de cas	2577		2577		2577		2577	
Log likelihood= 774,101 ; Khi-deux= 1826,946 ; dl=26 ; p<0,01 Pseudo R² Nagelkerke = 0,600 * p < 0,01 ** p < 0,05					Log likelihood= 655,243 ; Khi-deux= 1945,805 ; dl=40 ; p<0,01 Pseudo R² Nagelkerke = 0,627 * p < 0,01** p < 0,05			

Source : Élaboration personnelle à partir de base de données désagrégée

Résumé (français) :

Cette étude a eu pour but d'analyser le rôle de l'individu et de l'individualisme au sein des mouvements sociaux au Chili, notamment pendant la dernière vague de mobilisations entre les années 2006 et 2012. Elle a essayé de comprendre la montée des mobilisations dans le pays malgré la forte influence que l'individualisme a eue au sein de la société chilienne à partir de la dictature ; et plus particulièrement de répondre à la question : *comment construire une action politico-collective à partir de l'individu ?* Pour ce faire, une étude comparative a été menée ayant deux composantes. La première a été une comparaison sociohistorique des événements de protestation à Santiago du Chili, basée sur la quantification de l'information de médias et d'autres sources d'information ainsi que sur l'information disponible provenant du domaine de l'histoire sociale, notamment les données d'événements de violence contestataire de l'historien Gabriel Salazar pendant la période allant de 1947 à 1987. La deuxième composante a été la comparaison de deux mouvements sociaux qui ont été mobilisés pendant la période à l'étude : le mouvement d'élèves du secondaire et le mouvement LGBTQ. L'analyse a été de plus bonifiée par des entretiens réalisés à activistes du mouvement de *pobladores*. À partir de ces éléments, il est possible de conclure que pendant la période à l'étude, il se produit une répolitisation de l'individualisme dans le pays et que cette répolitisation a été la manifestation d'une transformation de la structure de valeurs au sein de ces groupes qui a placé l'individu au centre de l'action politique. Il s'agit de la configuration d'un cadre normatif maître partagé par plusieurs organisations.

Title :

The revolt of individuals: The new ethics of social movements in Chile (2006-2012)

Abstract :

The aim of this study was to analyse the role of the individual and the individualism in social movements in Chile, particularly during the last wave of mobilisations between 2006 and 2012. It tried to understand the rise of mobilizations in the country, despite the strong influence that individualism has had in Chilean society from the period of military dictatorship; and more specifically to answer the question: how to construct a contention movement from the individual? In order to achieve this goal, a comparative study which had two components was carried on. The first was a sociohistorical comparison in Santiago de Chile employing protest events analysis based on

the quantification of media information and other sources of information, as well as information available from the field of social history, particularly the violent protest events that the historian Gabriel Salazar had analysed during the period from 1947 to 1987. The second component was the comparison of two social movements that were mobilized during the period under review: the secondary students movement and the LGBTQ movement. The analysis was further enhanced by interviews with activists of the movement of *pobladores*. On the basis of these elements, it can be concluded that during the period under study there is a repoliticization of individualism in the country and that this repolitisation has been an expression of a transformation of the contention values structure that place the individual at the heart of political action. This is the configuration of a master normative frame shared by several organizations.

Mots clés (français) :

Mouvement social, Chili, élèves, LGBTQ, pobladores, individualisme, éthique

Keywords :

Social movement, Chile, students, LGBTQ, pobladores, individualism, ethics